



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°01 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Réforme du congé parental
Accord de Paris sur le climat
Débat sur l'accord CETA

p. 4
p. 10
p. 29

Sommaire des séances publiques n°s 1 à 3
Sommaire des questions parlementaires

p. 46
p. Q1

1^{re} séance
2^e séance
3^e séance

Mardi 11 octobre 2016
Mercredi 12 octobre 2016
Jeudi 20 octobre 2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Frans Timmermans à la Chambre des Députés:

Redonner un visage social à l'Europe



(de gauche à droite) Mme Yuriko Backes, Chef de la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg, M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre, M. Frans Timmermans, Premier Vice-Président de la Commission européenne, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre

«L'Union européenne ne se fera pas contre les États membres, mais seulement avec les États membres!». C'est par ces mots que le Premier Vice-Président de la Commission européenne, M. Frans Timmermans, a ouvert la séance questions-réponses en présence des membres de la Chambre des Députés réunis le 18 octobre 2016 dans la salle plénière. Cet échange de vues s'inscrit dans le contexte du suivi du discours sur l'état de l'Union du Président de la Commission européenne, et plus

généralement dans le contexte de l'avenir de l'Union européenne.

Le numéro deux de la Commission européenne a souligné le rôle que les parlements nationaux peuvent, voire doivent jouer pour «sortir de la crise existentielle dans laquelle se trouve l'Union européenne en rétablissant les liens avec les citoyens», des liens qui, selon M. Timmermans, se sont rompus ces dernières années à cause des différentes crises qui ont touché l'Union. Le Commissaire chargé des rela-

tions institutionnelles, de l'État de droit et de la Charte des droits fondamentaux a précisé qu'il se voit comme «agent des parlements nationaux à la Commission européenne».

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a qualifié M. Frans Timmermans de «vrai Européen» et s'est félicité de la volonté de la Commission européenne d'aller à la rencontre des parlements nationaux. Il a déploré que l'Union européenne ait trop longtemps négligé la dimension sociale et a invité

la Commission à rétablir l'équilibre entre le social et l'économique et financier. Les députés luxembourgeois ont saisi l'opportunité pour se renseigner sur les défis auxquels est confrontée l'Union européenne.

Leurs questions ont notamment porté sur les sujets suivants:

- le «Brexit» et les futures relations avec le Royaume-Uni;
- le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFIS) et un futur modèle de croissance durable pour l'UE;
- le fonctionnement de l'UE au niveau institutionnel et le débat autour d'éventuels changements de traités;
- l'impact des sanctions contre la Russie sur l'économie européenne;
- l'impact de l'initiative «garantie pour la jeunesse» de la Commission européenne qui vise à lutter contre le chômage des jeunes;
- la crise migratoire et une éventuelle réorientation de la politique de coopération de l'Union européenne (UE);
- le rôle des parlements nationaux dans l'accord économique et commercial global entre le Canada et l'UE (CETA);
- les moyens pour combattre les inégalités sociales en Europe;
- le suivi de l'avis politique soumis par les députés luxembourgeois concernant les services électroniques transfrontaliers;
- le futur paquet législatif de la Commission européenne concernant les objectifs d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables.



(de gauche à droite) M. Claude Haagen, rapporteur du projet de budget pour 2017, M. Eugène Berger, Président de la Commission des Finances et du Budget, M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre, et M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

Dépôt du budget pour l'exercice 2017

«Le budget 2017 est un budget de la qualité, de la solidarité et de la compétitivité», s'est prononcé le Ministre des Finances, M. Pierre Gramegna, lors du dépôt du projet de budget de l'État (doc. parl. 7050) pour l'exercice 2017, le 12 octobre 2016 à la Chambre des Députés.

Au niveau de l'Administration publique, le Gouvernement table sur un solde positif de 154 millions grâce aux excédents de recettes réalisés par la Sécurité sociale (883 millions) et les communes (253 millions). Ces excédents

compensent le déficit de 987 millions au niveau de l'Administration centrale.

Du côté des dépenses, les investissements publics sont portés à 2,3 milliards, un record historique pour le Luxembourg. Un quart de cette somme sera alloué aux investissements environnementaux et climatiques (par exemple: Tram, funiculaire Pfaffenthal-Kirchberg, plate-forme multimodale à Bettendorf). D'autres priorités en matière d'investissements sont le logement ainsi que la fonction publique avec la création de 1.044 postes dont plus de la moitié dans l'enseignement.

L'augmentation des recettes est moins importante que celle des dépenses, ce qui est dû en partie au recul des recettes du commerce électronique (86 millions prévus pour 2017 alors qu'elles se chiffraient à plus d'un milliard en 2014) et aux effets de la réforme fiscale, une réforme fiscale qui, d'après le Ministre, n'est pas en contradiction avec la volonté du Gouvernement d'assainir les finances publiques et qui reste d'autant plus justifiée qu'elle ne remet pas en cause le triple-A du Grand-Duché. Dans cette analyse, le Ministre se sent d'ailleurs confirmé par les agences de notation et le FMI.

Hëllef fir Aleppo

An enger Resoloutioun hunn d'Parlamentarier, déi un der 135. Assemblée vun der Interparlamentarescher Union (UIP) deelgeholl hunn, d'USA, Russland an all Parteien, déi um Konflikt bedeelegt sinn, opgeruff, fir d'Négociatiounen erëm opzehuelen, fir eng permanent politesch a friddlech Solutioun ze fanne fir Syrien.

D'Membere vun der UIP hunn déi cibléiert Attacke géint d'Zivillpopulatioun, a besonnesch d'Aktiounen géint Spideeler, an d'Attacke respektiv d'Blockade vun Hëllefsvoien op d'Schäerfst condemnéiert an och opgeruff, direkt opzehale mat deenen Attacken a mam Besetzen an de forcéierten Evakuatiounen vu Stied.

Et gouf och en direkten humanitären a medezinneschen Accès verlaangt, fir d'Versuerung vun der Zivillpopulatioun kënnen ze garantéieren.

An engem Débat général hunn d'Membere vun der UIP ausserdeem iwwert d'Roll vun der Parlamenter beim Reagéiere géint Violatiounen vun de Mënscherechter geschwat an eng Rei Rekommandatiounen zréckbehalen.

Esou sollten ënner anerem parlamentaresch Mënscherechtskommissiounen agesat ginn, déi d'Konformitéit vun de Gesetzer zu den nationalen an internationalen Normen iwwert d'Mënscherechter sollen iwwerpräiwen a Gesetzer zu Froe vu Mënscherechter ausschaffen.

D'Chamber gouf op der Konferenz, déi vum 23. bis de 27. Oktober 2016 zu Genf organiséiert gouf, vertrueden duerch den Här Alex Bodry, Fraktiounspräsident vun der LSAP, an den Här Claude Frieseisen, Generalsekretär vum Lëtzebuerger Parlament.

Un «échange franc et régulier» avec la Suisse



Quel avenir pour la libre circulation des personnes entre l'Union européenne et la Suisse? Voici le principal sujet de discussion entre députés luxembourgeois et suisses lors de la visite d'une délégation du Conseil national suisse à la Chambre des Députés, le 17 octobre 2016.

Lors d'un échange de vues, les députés luxembourgeois se sont renseignés sur l'évolution de la situation en Suisse suite à la votation en 2014 favorable à une limitation de l'immigration.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a

salué un «échange franc et régulier» entre les députés des deux pays qui ont l'habitude d'échanger des bonnes pratiques.

En effet, suite à une visite luxembourgeoise en 2015 à Berne, une délégation du Conseil des États suisse a été reçue fin juin à la Chambre des Députés, visite précédée par celle de la Présidente du Conseil national fin mai.

Concernant le dossier libre circulation, M. Di Bartolomeo a constaté que la Suisse ne peut pas s'attendre à un traitement de faveur.

Parlementaires suisses reçus à la Chambre des Députés

Visite d'une délégation cubaine

En visite de travail à Luxembourg, la Vice-Présidente de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de la République de Cuba, Mme Ana Maria Mari Machado, a été accueillie le 19 octobre 2016 par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, ainsi que par plusieurs membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les droits civils au centre des discussions

La question des droits de l'homme figurait au centre de l'échange de vues. Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc

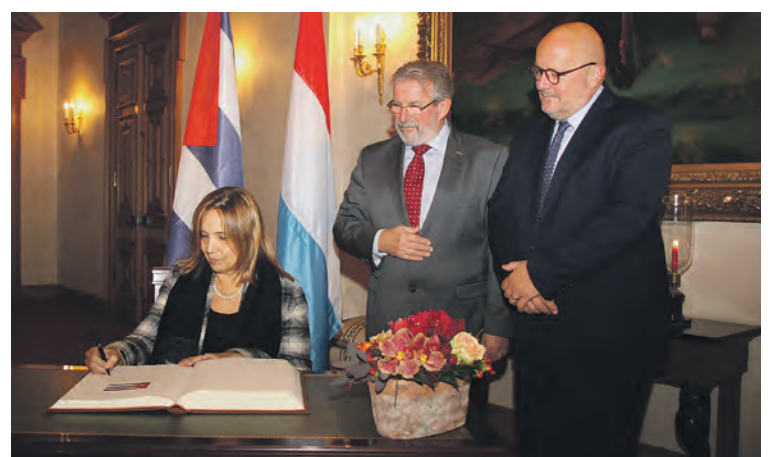
Angel, a félicité les efforts entamés par la République de Cuba en matière de droits sociaux, notamment l'accès à l'éducation et le système de santé. Pour ce qui est des droits civils et surtout des libertés d'expression et d'opinion, il a exprimé le souhait de voir des améliorations dans un futur proche.

Les relations avec l'Union européenne et les États-Unis

Les députés luxembourgeois se sont renseignés sur les attentes de la population cubaine concernant les négociations sur un accord bilatéral en matière de dialogue politique et de coopération avec l'Union européenne. De son côté la délégation cubaine a salué ces négociations et espère que l'accord pourra être signé

mi-décembre. La Vice-Présidente de l'Assemblée nationale cubaine a encore souligné que les relations entre l'Union européenne et la République de Cuba se retrouveront renforcées à travers ce pacte.

Les relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis ont également été un sujet évoqué lors de l'échange de vues. La République de Cuba n'accepte aucune ingérence étrangère dans les affaires intérieures du pays, a précisé la Vice-Présidente de l'Assemblée nationale cubaine. Dans ce contexte, Mme Ana Maria Mari Machado a également annoncé que la République de Cuba avait l'intention de soumettre prochainement une résolution aux Nations Unies concernant l'embargo américain.



Mme Ana Maria Mari Machado signe le Livre d'Or de la Chambre en présence de M. Mars Di Bartolomeo et de M. Marc Angel.

Un échange de vues sur les pétitions



Les membres des commissions parlementaires luxembourgeoise et autrichienne responsables des pétitions

Comment rendre la pétition plus proche des citoyens? C'était la ques-

tion au centre d'un échange de vues entre les membres des commissions

parlementaires luxembourgeoise et autrichienne responsables pour les pé-

titions et les initiatives citoyennes, le 24 octobre 2016 à la Chambre des Députés. L'objectif de la rencontre interparlementaire était d'échanger des bonnes pratiques et de profiter des expériences des homologues respectifs.

La Chambre des Députés parmi les précurseurs

La Chambre des Députés fait partie des précurseurs grâce à son système de pétition électronique introduit en mars 2014. Plus de 400 demandes de pétitions publiques ont été introduites depuis lors. Pour chaque pétition qui dépasse le seuil des 4.500 signatures en six semaines, un débat public est organisé: en clair, le pétitionnaire est invité à défendre sa cause devant les députés et le ou les membres du Gouvernement concernés par le su-

jet. En deux ans et demi, 16 pétitions ont atteint ce seuil; 13 débats publics ont déjà été organisés à la Chambre des Députés.

L'heure est au bilan

Les règles concernant les pétitions ne sont pas figées; elles ont été constamment adaptées pour tenir compte des expériences faites comme le montre l'exemple des signatures sur papier dont il est tenu compte désormais.

Actuellement, l'heure est au bilan. Les membres de la Commission des Pétitions ont décidé de vérifier si les promesses faites par le Gouvernement ont connu des suites. «Il est important que les pétitionnaires sachent que leur cause est vraiment prise au sérieux», a expliqué le Président de la Commission des Pétitions, M. Marco Schank.

Un partenariat fort et solide de longue date

Dans le cadre d'une visite de courtoisie au Luxembourg, le nouveau Premier Ministre cabo-verdien, M. José Ulisses Correia e Silva a été reçu le 14 octobre 2016 par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, pour un échange de vues avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

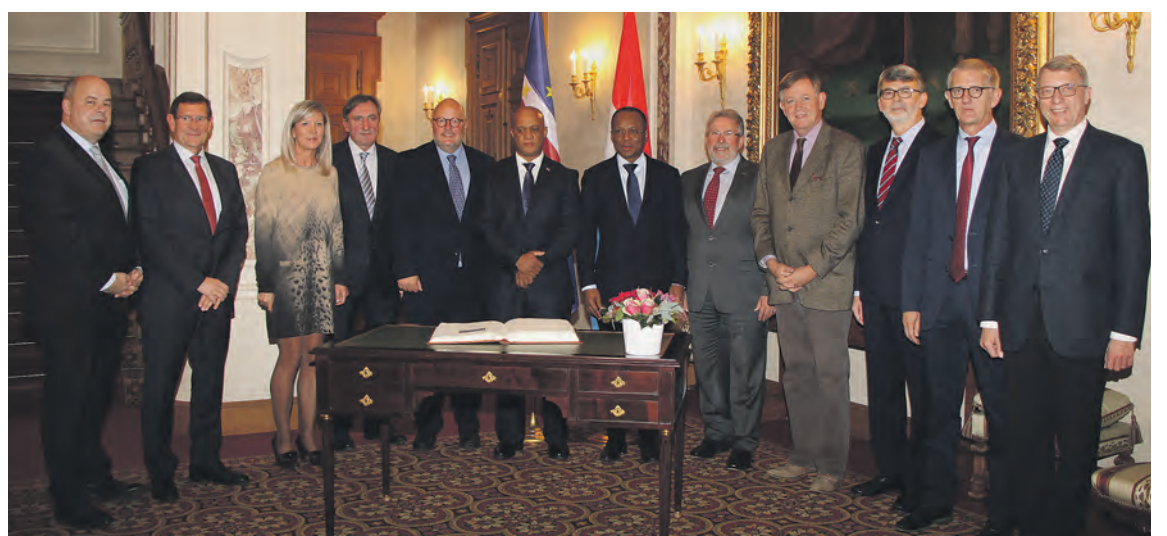
«C'est un partenariat fort et solide de longue date»; c'est ainsi que le Président de la Commission, M. Marc Angel, a caractérisé les relations bilatérales entre les deux pays.

Le Cabo Verde - un exemple de bonne gouvernance

Les députés ont félicité le Premier Ministre pour les efforts que le pays a faits en termes de bonne gouvernance. En outre, ils l'ont interrogé

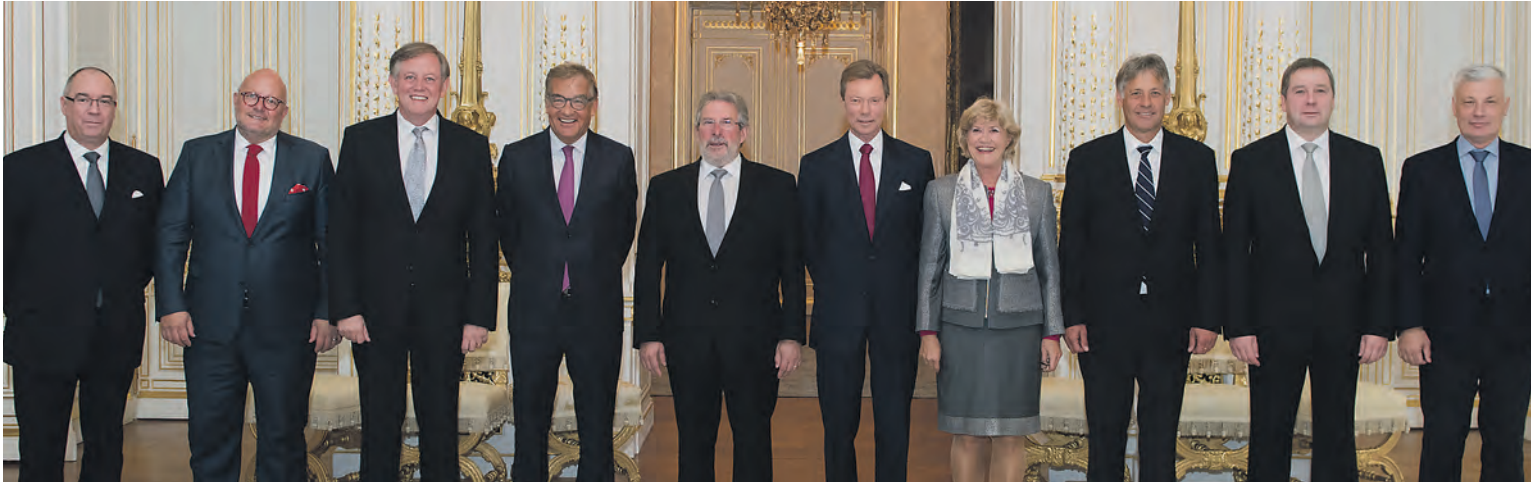
sur les mesures qu'il entend entreprendre pour relever les défis du pays. Créer des conditions pour une économie stable et prévisible ainsi que renforcer l'éducation des jeunes, surtout en ce qui concerne l'apprentissage des langues: voilà comment le Premier Ministre cabo-verdien entend stimuler la croissance et les investissements dans son pays.

Le tourisme était également au centre des discussions, qui se sont déroulées dans une ambiance amicale. Le Premier Ministre s'est montré préoccupé par rapport aux éventuels effets du «Brexite» sur le tourisme cabo-verdien, étant donné que les Britanniques représentent un nombre important de touristes visitant les îles africaines de l'archipel du Cabo-Verde. Le Premier Ministre a en outre souligné que le pays vise à un tourisme durable.



Les délégations luxembourgeoise et cabo-verdienne

Les membres du Bureau de la Chambre reçus en audience



À l'occasion de la rentrée parlementaire, Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience au Palais grand-ducal les membres du Bureau de la Chambre des Députés, le 8 novembre 2016.

Étaient présents à l'audience: M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés; Mme Simone Beissel, M. Laurent Mosar et M. Henri Kox, Vice-Présidents; M. Alex Bodry, M. Michel Wolter, M. Marc Angel et M. Claude Wiseler, membres; M. Claude Frieseisen, Secrétaire général.

© 2016 Cour grand-ducale / Charles Caratini / tous droits réservés

Verhënneren, datt vergiess gëtt

Mat engem feierleche Statsakt huet Lëtzebuerg e Sonndeg, de 16. Oktober 2016, op der Stater Gare de Lëtzebuurger Judde geduecht, déi 75 Joer méi fréi, de 16. Oktober 1941, an engem éischte Convoi an de Ghetto vu Litzmannstadt, dem heitege Łódź a Polen deportéiert goufen. An engem symboleschen Akt gouf mat 323 Wallissen un déi 323 Persounen erënnert.

A senger Usprooch huet de Chamberspresident Mars Di Bartolomeo d'Wichtigkeet vun der Erënnerung ënnerstrach: „D'Vergaangenheet muss weider opgeschafft ginn. Et ass wichteg, weider historesch Recherchen ze maachen, fir ze verhënneren, datt vergiess gëtt. Mir hunn d'Flicht, fir d'Zukunft vun der Erënnerung ze garantéieren.“

© Charles Caratini

Un der Kommemoratiounszeremonie hunn ë.a. S.A.R. de Groussherzog, de President vum Consistoire israélite Claude Marx, de Chamberspresident Mars Di Bartolomeo an de Premier- a Statsminister Xavier Bettel deelgeholl.



Un ardent défenseur des droits des femmes



Le docteur congolais Denis Mukwege, lauréat du Prix Sakharov 2014, reçu à la Chambre des Députés.

«Merci au nom des femmes, mais aussi au nom des hommes qui res-

pectent les femmes», s'est prononcé le Président de la Chambre des Députés,

M. Mars Di Bartolomeo, lors de l'accueil, le 27 octobre 2016, du docteur

congolais Denis Mukwege, lauréat du Prix Sakharov et nommé à deux reprises pour le Prix Nobel de la paix.

Son travail inlassable à l'hôpital Panzi à Bukavu (République démocratique du Congo) où il soigne les femmes et les enfants victimes de violences sexuelles, d'où son surnom «l'homme qui répare les femmes», a été le sujet abordé avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. La prise en charge gynécologique, mais aussi psychologique et socio-économique représente le travail quotidien du docteur congolais.

Outre les traumatismes et les dégâts physiques, la plupart des femmes sont condamnées à vivre dans la misère et l'isolement. «Il faut les réintégrer dans la société, leur rendre leur dignité et leur joie de vivre», a insisté M. Denis Mukwege.

Les députés ont déploré que les victimes de ces conflits soient toujours les plus vulnérables, à savoir les enfants. Ils se sont également renseignés sur les programmes thérapeutiques pour les femmes atteintes du sida.

Le marché illégal des minerais et la situation politique au Congo

L'exploitation des «minerais de conflit» ainsi que les problèmes démocratiques au Congo ont également été au centre des discussions. Denis Mukwege, très préoccupé par le futur de son pays, a expliqué que le Congo est en train de se transformer en «un pays sans lois et sans principes».

L'exploitation des «minerais de conflit», surtout celle du coltan (colombite-tantalite), est une des causes de ces viols brutaux et inhumains au Congo. En effet, le marché illégal du coltan est majoritairement dans les mains de groupes armés qui ravagent des villages entiers et restent impunis devant la loi, déplora le docteur congolais. Dans ce contexte, il a appelé la communauté internationale à sanctionner plus fermement les personnes qui commettent ces viols. «Le viol en tant qu'arme de guerre ne détruit pas seulement le présent, mais également l'avenir d'un pays et de toute sa population», a conclu M. Denis Mukwege.

Loosst eis enaner besser kenneléieren

Ënnert dësem Motto huet dat slovakesch Parlament de 7. Oktober 2016 en informelle Sommet vun de Parlamentspresidenten organiséiert. D'Lëtzebuurger Chamber gouf vertrueden duerch den Här Henri Kox, Vizepresident.

D'Delegéiert hunn iwwer zwee Theme beroden, déi enk mat der Aktualitéit verbonne sinn, an zwar engersäits déi aktuell Défien, mat deenen d'Europäesch Unioun konfrontéiert ass - d'Gefore fir d'eu-

ropäesch Unitéit an d'Iwwerbrécke vun dem Gruef, deen tëschent der EU an de Bierger besteet -, an anersäits déi zukünfteg Ziler - d'Roll vun den nationale Parlamenten, déi intern Kohäsion vun der EU an e global engagéiert Europa.

Nom informelle Sommet vun de Stats- a Regierungschefen wëllt dat slovakesch Parlament och eng parlamentaresch Dimension an d'Diskussionen erabrëngen. Nom brittesche Referendum an dem Brexit besteet ef-

fektiv e Besoin fir déi aner EU-Länner, ze diskutéieren, wéi et soll virgoen.

A senger Interventioun huet den Här Kox op d'Réussite vum Accord iwwer de Changement climatique higewisen, wou d'EU et fäerdegbruecht huet, fir mat enger Stëmm ze schwätzen, an doduerch och e Succès konnt verbuchen. Et ass esou, wéi d'EU an der Welt kredibel ass an zur Resolutioun vu globale Problemer bäidroen kann.

© Parlement slovaque

D'Hären Henri Kox, Vizepresident vun der Chamber, an Andrej Danko, President vum slovakische Parlament



Révision de la directive sur le détachement des travailleurs



M. Georges Engel

Le 12 octobre 2016, la Commission de l'Emploi et des Affaires sociales du Parlement européen a invité les députés des parlements nationaux de l'UE à s'exprimer, en présence de Mme Marianne Thyssen, Commissaire européenne en charge de l'emploi, des affaires sociales, des compétences et de la mobilité des travailleurs, sur la révision de la directive sur le détachement des travailleurs qui avait été présentée en mars 2016 par la Commission européenne. La Chambre des Députés était représentée par M. Georges Engel en sa qualité de Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

La directive «détachement des travailleurs» établit un ensemble de règles sur les conditions de travail et d'emploi applicables aux travailleurs détachés, c'est-à-dire les travailleurs envoyés par leurs employeurs dans un autre État membre en vue d'y fournir un service de manière temporaire.

Le recours accru au détachement et les pratiques déloyales relevées ont conduit certains États membres, dont le Luxembourg, à demander une révision de la directive actuellement en vigueur. Le projet de révision traduit l'engagement pris par l'actuelle Commission, dans ses orientations politiques, de promouvoir

le principe d'une rémunération identique pour un même travail effectué à un même endroit. Il vise à faciliter le détachement de travailleurs dans un environnement de concurrence loyale et de respect des droits des travailleurs.

Depuis la présentation du projet, on observe une division entre les États membres selon une ligne Est-Ouest, les premiers étant opposés à la réforme, les seconds y étant dans l'ensemble plutôt favorables. L'opposition de certains États membres s'est finalement cristallisée le 10 mai 2016 par le déclenchement d'une procédure de carton jaune à l'égard de la proposition par les parlements natio-

naux de onze États membres, à savoir la Bulgarie, la Croatie, la République tchèque, le Danemark, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie.

Ces pays remettent en question le principe même d'un salaire égal à travail égal sur le même lieu qui est à la base de la proposition, jugeant qu'il empiète sur la compétence des États membres dans la détermination des salaires. La Commission n'a pas pour autant retiré sa proposition, estimant dans sa communication du 20 juillet 2016 que la proposition respectait pleinement le principe de subsidiarité.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

4^e partie de la session ordinaire tenue à Strasbourg

À l'occasion de la session d'automne de l'APCE du 10 au 14 octobre 2016, le Président de la République française, M. François Hollande, les Ministres des Affaires étrangères allemand et turc, M. Frank-Walter Steinmeier et M. Mevlüt Çavuşoğlu, ainsi que le Président du Comité international olympique (CIO), M. Thomas Bach, se sont adressés aux membres de l'Assemblée. La Chambre des Députés était représentée par Mme Anne Brasseur, Présidente de la délégation, M. Yves Cruchten et Mme Françoise Hetto-Gaasch, membres effectifs, et Mme Martine Mergen, membre suppléant.

Progression de l'État de droit

Dans son intervention, M. François Hollande a exprimé son attachement et celui de son pays au Conseil de l'Europe en raison de son rôle dans la progression de l'État de droit. Rappelant que le Conseil de l'Europe célébrera son 70^e anniversaire en 2019 alors que la France présidera le Comité des ministres, il a annoncé que la France est prête à organiser un sommet, le quatrième depuis sa création, pour lui donner un nouveau cap. Le Président de la République a également remarqué que la lutte contre le terrorisme met la démocratie à l'épreuve et il a ajouté qu'il faut garantir que la sécurité aille de pair avec l'État de droit. «Ce que cherchent les terroristes», a déclaré M. Hollande, «c'est à nous diviser, c'est à nous séparer, c'est à nous conduire à prendre des mesures d'exception qui seraient utilisées à ce moment-là pour dénoncer nos principes de liberté. C'est la liberté qui est visée par les terroristes.»

Le sport pour tous

Intervenant au cours du débat sur «le sport pour tous: un pont vers

l'égalité, l'intégration et l'inclusion sociale» en présence de M. Thomas Bach, Président du Comité international olympique, Mme Anne Brasseur a remémoré les problèmes qu'ont connus les femmes pour obtenir certains droits, notamment le droit de pratiquer librement le sport, mettant en relation le sport et l'évolution du statut de la femme dans la société. La Présidente de la délégation luxembourgeoise a constaté que, malgré tous les progrès, des exclusions continuent à subsister dans le sport, surtout envers des joueurs ou des arbitres homosexuels. Mme Brasseur a remarqué que le sport ne se caractérise pas uniquement par des performances, mais également par un état d'esprit et des valeurs.

Respect des droits de l'homme

Répondant à une question de Mme Brasseur sur les violations récentes de l'État de droit et de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) dans de nombreux États membres, M. Frank-Walter Steinmeier a insisté sur la position charnière du Conseil de l'Europe pour le respect des droits de l'homme. Le Ministre allemand des Affaires étrangères a indiqué que le cas par cas n'est pas possible, mais qu'il faut que tous les États respectent les règles et mettent en œuvre les arrêts de la Cour.

En réaction à la tentative de coup d'État en Turquie, les membres de l'Assemblée ont tenu un débat d'actualité portant en particulier sur l'application de la CEDH sous l'état d'urgence. Au cours de ce débat, M. Yves Cruchten a regretté que l'APCE n'ait pas l'intention d'adopter un rapport ni une recommandation relative à la situation critique en Turquie. À son avis, le fait de ne pas prendre de décision face à des viola-

tions évidentes des droits de l'homme risque de ternir l'image de l'Assemblée et de la réduire à un club de discussion.

Le député luxembourgeois a fermement condamné la tentative de coup d'État et a mis en avant le courage du peuple turc qui était descendu dans la rue pour empêcher la réussite de ce coup d'État. Cependant, il s'est interrogé sur la réaction du Gouvernement turc qui a résulté dans l'arrestation de plus de 100.000 personnes sur la base non pas de faits mais de listes, et sans qu'il n'y ait eu de procès. Il a également déploré qu'une partie des députés du parti d'opposition HDP aient été incarcérés.

Mutilation génitale féminine

S'exprimant au sujet du rapport relatif à la mutilation génitale féminine, Mme Françoise Hetto-Gaasch a déclaré que cette pratique représente une violation fondamentale des droits des filles et une pratique inhumaine, contraire aux droits à la santé et au droit à ne pas être exposé à la violence, aux blessures et sévices, à la torture et aux traitements cruels et dégradants. Elle a expliqué qu'au Luxembourg, cette pratique est assimilée à une mutilation grave avec préméditation et relève du droit pénal prévoyant des peines sévères aussi bien pour les médecins ou les personnes pratiquant cette mutilation que pour les parents ou grands-parents.

Mme Hetto-Gaasch a souligné qu'il faut sensibiliser davantage aux risques de cette pratique cruelle et tout mettre en œuvre pour offrir des soins médicaux spécialement adaptés, mais également renforcer la volonté politique de pénaliser sévèrement cette pratique à travers l'Europe.



Mme Anne Brasseur, Présidente de la délégation luxembourgeoise, et M. Thomas Bach, Président du Comité international olympique

Droit des femmes de décider sur leur corps

Devant les membres de l'Assemblée, M. Cruchten s'est félicité de la réaction de la population polonaise face aux propositions faites par son parlement en matière d'avortement. Le Parlement polonais projetait d'interdire totalement l'avortement, cependant, en réaction aux manifestations en masse, cette proposition de loi a dû être retirée. Pour M. Cruchten, ces événements ont mis en avant la division entre, d'un côté, les valeurs européennes basées sur les droits fondamentaux et, de l'autre, les convictions des fondamentalistes religieux ayant l'intention de restreindre ces droits et notamment le droit des femmes de décider sur leur corps. Vu le nombre très élevé

d'avortements illégaux ou pratiqués à l'étranger, il a ajouté que cette politique est inefficace et que l'interdiction de l'avortement ne réduit en aucun cas leur nombre, mais que tout au plus elle rend l'avortement plus dangereux.

Les parlementaires ont également examiné des rapports sur les droits de l'enfant liés à la maternité de substitution, sur les enseignements à tirer de l'affaire des «Panama Papers» pour assurer la justice sociale et fiscale, ainsi que sur la coopération avec la Cour pénale internationale. D'autres débats ont porté sur les conséquences politiques du conflit en Ukraine et sur les recours juridiques contre les violations des droits de l'homme commises dans les territoires ukrainiens se trouvant hors du contrôle des autorités ukrainiennes.

Commission des droits de la femme de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

La situation des femmes dans les conflits armés



Le 9 octobre 2016, Mme Claudia Dall'Agnol, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-UpM, a participé à la réunion de la Commission des droits de la femme à Barcelone. Celle-ci portait sur l'accès des femmes aux postes de leadership et leur participation à la prise de décision ainsi que sur deux points qui préoccupent la Commission en permanence, à savoir «les femmes et la migration» respectivement la question de «la situation des femmes dans les conflits armés».

Ce dernier sujet reste d'actualité et les membres de la commission ont constaté avec regret que les femmes soient depuis toujours les plus touchées par les conflits armés, voire qu'elles soient même utilisées comme armes de guerre, les abus dont elles

sont victimes étant surtout le viol, l'esclavage sexuel et la prostitution forcée. En outre, les femmes réfugiées sont davantage exposées à la violence et à l'exploitation que les hommes.

Les membres de la commission sont revenus sur la recommandation adoptée lors de la séance plénière en Jordanie il y a deux ans, dans laquelle les membres avaient souligné l'importance d'assurer la présence de mécanismes de protection adéquats et efficaces pour les victimes de violences et leurs familles, y compris les enfants nés par suite d'actes de violence sexuelle, tels que des centres d'appel et des services médicaux et psycho-sociaux, l'assistance économique pour la réhabilitation et l'intégration des victimes dans la société.

La commission continue à encourager les pays de la région euro-méditerranéenne à adopter des lois sanctionnant toute forme de violence contre les femmes et souligne à cet égard l'importance de mettre fin à l'impunité des auteurs de violences sexuelles.

En ce qui concerne la participation des femmes à la vie économique, les députés ont réaffirmé que les femmes représentent un énorme potentiel notamment pour la croissance économique. Bien que de nombreux progrès aient été réalisés, l'écart entre les hommes et les femmes reste considérable. Le potentiel des femmes reste largement inexploité au regard des défis urgents auxquels la région euro-méditerranéenne fait

face et il est fort temps de mettre en œuvre les réformes nécessaires.

Un rapport et une recommandation relatifs aux travaux de la commission seront présentés lors de la réunion plénière de l'AP-UpM qui aura lieu au printemps 2017 à Rome sous présidence italienne.

L'AP-UpM regroupe des parlementaires des 28 États membres de l'UE, de dix parlements partenaires du pourtour méditerranéen ainsi que de quatre États non-UE (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monaco et Monténégro).

Ont assisté à la réunion, présidée par la Tunisie, des représentants du Luxembourg, du Portugal, de la Turquie, de l'Italie, de l'Algérie, du Maroc, de la Suède ainsi qu'une délégation du Parlement européen.

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'UE (CIP-SCEG)

Perspectives économiques de l'Union européenne

Dans le cadre de la dimension parlementaire de la présidence slovaque du Conseil, les députés des parlements nationaux et du Parlement européen se sont retrouvés les 17 et 18 octobre 2016 à Bratislava pour discuter des perspectives économiques de l'Union européenne (UE). La Conférence portait sur différentes mesures indispensables à la croissance économique de l'UE et à la lutte contre le chômage, en particulier le chômage des jeunes. Le programme de la présidence slovaque prévoit de renforcer le modèle social européen, de lutter contre l'évasion fiscale, d'entrevoir les prochaines étapes du pilier fiscal de l'Union économique et monétaire (UEM) et de mettre en œuvre un programme commun d'investissement en tant qu'instrument de la stabilisation macroéconomique.

Les députés ont débattu des propositions de la Commission européenne relatives au renforcement de la dimension sociale de l'UE, comme l'adoption d'un pacte social pour l'Europe ou encore le socle européen des droits sociaux annoncé par le Président Juncker en mars 2016 et la réforme de la directive concernant le détachement des travailleurs.

Mme Marianne Thyssen, Commissaire européenne pour l'emploi, les affaires sociales, les compétences et la mobilité des travailleurs a invité les parlements nationaux à participer à la consultation de la Commission sur le socle européen des droits sociaux. À ses yeux, la crise financière a clairement mis à nu les failles de l'architecture actuelle de l'UE. Elle a déclaré qu'il faut maintenant se focaliser sur le renforcement de la dimension sociale afin de garantir la résilience de l'UEM et qu'une attention particulière doit être portée à la création de marchés de travail capables de résister aux chocs et à l'accroissement de la convergence entre États membres.

En ce qui concerne la lutte contre l'évasion fiscale, les intervenants ont souligné qu'il faut se doter d'outils plus efficaces au niveau européen aussi bien qu'au niveau mondial. Ainsi, les députés ont discuté des mesures proposées par la Commission européenne, comme le plan d'action pour une fiscalité des entreprises plus juste et plus efficace au sein de l'UE, de la relance de l'Assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS), de la révision de la directive sur la coopération administrative

ou encore du paquet de transparence, prévoyant notamment une information plus détaillée sur les bénéficiaires effectifs dans un cadre transfrontalier.

La troisième partie des discussions portait sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire et notamment la capacité fiscale de l'UE. De nombreux intervenants ont exprimé l'opinion que la zone euro n'est pas viable sans capacité fiscale ni partage de risque, idéalement sous forme d'instruments de stabilisation automatiques contre les ralentissements cycliques, comme par exemple un système européen d'assurance chômage. Ils ont soutenu qu'une capacité fiscale contribue à une politique agrégée plus appropriée et renforce la résilience de l'économie de la zone euro.

En matière de mobilisation des investissements, une majorité de députés ont évalué de façon positive le fonctionnement du Fonds européen pour les investissements stratégiques, mais se sont exprimés en faveur d'une meilleure connectivité avec la politique de cohésion de l'UE. Les intervenants ont également relevé la nécessité de trouver une solution im-



(de gauche à droite) M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry

médiate et efficace au chômage ainsi qu'un juste équilibre entre les procédures communes et le respect de la souveraineté.

La délégation luxembourgeoise était composée de M. Eugène Berger, Président de la délégation, M. Alex Bodry et M. Claude Wiseler.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



...S.E. M. Shigeji Suzuki, Ambassadeur du Japon



...S.E. Mme Ubach Font, Ambassadrice de la Principauté d'Andorre



Eng gëlle Luucht fir kribbskrank Kanner

D'Chamber huet déi international Campagne „Go Gold“ ënnerstëtzt, déi

fir d'Situatioun vu kribbskranke Kanner sensibiliséiert. De ganze Mount Sep-

tember iwwer war d'Fassad vun der Chamber owes gëlle belicht.



Composition des organes de la Chambre des Députés et des commissions parlementaires (20 octobre 2016)

Organes de la Chambre des Députés

Bureau

| | | |
|--------------------|------------------|---|
| Président | LSAP | Di Bartolomeo Mars |
| Vice-Présidents | DP CSV | Beissel Simone Mosar Laurent |
| Membres | déi gréng CSV | Kox Henri Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel |
| | LSAP | Angel Marc, Bodry Alex |
| | DP | Berger Eugène, Polfer Lydie |
| Secrétaire général | | Frieseisen Claude |

Conférence des Présidents

| | | |
|-----------|--------------------------------|--|
| Président | LSAP | Di Bartolomeo Mars |
| Membres | CSV LSAP DP déi gréng | Wiseler Claude Bodry Alex Berger Eugène Loschetter Viviane |

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

| | | |
|-----------------|-----------------------|---|
| Président | CSV | Lies Marc |
| Vice-Présidents | LSAP DP | Burton Tess Krieps Alexander |
| Membres | CSV | Adehm Diane, Kaes Aly, Wilmes Serge Dall'Agnol Claudia, Negri Roger Elvinger Joëlle, Mertens Edy |
| | LSAP | Lorsché Josée Wagner David |
| | DP | |
| | déi gréng déi Lénk | |

Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État

| | | |
|---------|--------------------------------|--|
| Membres | CSV LSAP DP déi gréng | Wiseler Claude Bodry Alex Berger Eugène Loschetter Viviane |
|---------|--------------------------------|--|

Commission des Pétitions

| | | |
|-----------------|-----------------|---|
| Président | CSV | Schank Marco |
| Vice-Présidents | déi gréng | Traversini Roberto Wagner David |
| Membres | déi Lénk CSV | Arendt Nancy, Halsdorf Jean-Marie, Hansen Martine, Oberweis Marcel |
| | LSAP | Angel Marc, Hemmen Cécile, Negri Roger |
| | DP | Delles Lex, Graas Gusty, Hahn Max |

Commission du Règlement

| | | |
|-----------------|-----------|--|
| Président | ADR | Gibéryen Gast |
| Vice-Présidents | LSAP | Negri Roger Andrich-Duval Sylvie, Gloden Léon, Lies Marc, Meyers Paul-Henri, Spautz Marc |
| Membres | CSV | Bodry Alex, Dall'Agnol Claudia Bauler André, Beissel Simone, Berger Eugène |
| | LSAP | Loschetter Viviane |
| | DP | |
| | déi gréng | |

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

| | | |
|-----------------|-----------|--------------------------------|
| Président | LSAP | Angel Marc |
| Vice-Présidents | CSV DP | Mosar Laurent Polfer Lydie |
| Membres | CSV | Arendt Nancy (pour le volet |

Coopération),
Halsdorf
Jean-Marie,
Spautz Marc,
Wilmes Serge
(sauf pour le
volet
Coopération),
Wiseler Claude
Cruchten Yves,
Dall'Agnol
Claudia
(sauf pour le
volet
Coopération),
Hemmen Cécile
(pour le volet
Coopération)
Berger Eugène,
Graas Gusty
Adam Claude
Kartheiser
Fernand

Commission des Affaires intérieures

| | | |
|-----------------|-----------|--|
| Président | LSAP | Haagen Claude |
| Vice-Présidents | DP CSV | Beissel Simone Roth Gilles Eicher Emile, Kaes Aly, Lies Marc, Zeimet Laurent |
| Membres | CSV | Arndt Frank (sauf pour le projet de loi 7035), Burton Tess (pour le projet de loi 7035), Cruchten Yves Hahn Max, Polfer Lydie Traversini Roberto Gibéryen Gast |
| | LSAP | |
| | DP | |
| | déi gréng | |
| | ADR | |

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

| | | |
|-----------------|------------------|--|
| Président | DP | Graas Gusty |
| Vice-Présidents | CSV déi gréng | Eicher Emile Kox Henri (sauf pour le projet de loi 6994) |
| Membres | CSV | Eischen Félix, Hansen Martine, Kaes Aly, Modert Octavie Arndt Frank, Burton Tess, Hemmen Cécile Lamberty Claude, Mertens Edy Anzia Gérard (pour le projet de loi 6994) Reding Roy |
| | LSAP | |
| | DP | |
| | déi gréng | |
| | ADR | |

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

| | | |
|-----------------|------------------|---|
| Président | CSV | Adehm Diane |
| Vice-Présidents | LSAP DP | Arndt Frank Brasseur Anne |
| Membres | CSV | Eischen Félix, Halsdorf Jean-Marie, Mergen Martine, Oberweis Marcel |
| | LSAP | Haagen Claude, Negri Roger Bauler André, Berger Eugène Lorsché Josée Gibéryen Gast |
| | DP | |
| | déi gréng ADR | |

Commission de la Culture

| | | |
|-----------------|-----------------------|--|
| Président | DP | Bauler André |
| Vice-Présidents | LSAP CSV | Fayot Franz Mergen Martine Modert Octavie, Wilmes Serge, Wiseler Claude, Zeimet Laurent |
| Membres | CSV | Angel Marc, Bofferding Taina Delles Lex, Mertens Edy Adam Claude Baum Marc |
| | LSAP | |
| | DP | |
| | déi gréng déi Lénk | |

Commission du Développement durable

| | | |
|-----------------|-----------------------|---|
| Président | déi gréng | Lorsché Josée |
| Vice-Présidents | LSAP CSV | Engel Georges Kaes Aly Andrich-Duval Sylvie, Eicher Emile (pour le volet Aménagement du territoire), Lies Marc, Schank Marco, Wilmes Serge (sauf pour le volet Aménagement du territoire) |
| Membres | CSV | Cruchten Yves, Negri Roger Baum Gilles, Graas Gusty, Hahn Max Kox Henri Wagner David |
| | LSAP | |
| | DP | |
| | déi gréng déi Lénk | |

Commission de l'Économie

| | | |
|-----------------|------------------|--|
| Président | LSAP | Fayot Franz |
| Vice-Présidents | DP CSV | Elvinger Joëlle Eischen Félix Adehm Diane (sauf pour les volets Tourisme et Zones d'activités), Eicher Emile (pour les volets Tourisme et Zones d'activités), Gloden Léon, Hetto-Gaasch Françoise, Mosar Laurent Arndt Frank (pour le volet Énergie, le projet de loi 6853 et le projet de loi 6855), Burton Tess (sauf pour le volet Énergie, le projet de loi 6853 et le projet de loi 6855), Haagen Claude Bauler André (sauf pour le volet Énergie), Beissel Simone, Hahn Max (pour le volet Énergie) Anzia Gérard Reding Roy |
| Membres | CSV | |
| | LSAP | |
| | DP | |
| | déi gréng ADR | |

Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

| | | |
|-----------------|-----------|--|
| Président | DP | Delles Lex |
| Vice-Présidents | CSV | Hetto-Gaasch Françoise Haagen Claude Andrich-Duval Sylvie, Hansen Martine, Mergen Martine, Zeimet Laurent Burton Tess, Engel Georges Baum Gilles, Lamberty Claude (sauf pour le projet de loi 7011), Mertens Edy (pour le projet de loi 7011) |
| Membres | CSV | Adam Claude (sauf pour le volet Formation professionnelle), Anzia Gérard (pour le volet Formation professionnelle) Kartheiser Fernand |
| | LSAP | |
| | DP | |
| | déi gréng | |
| | ADR | |

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

| | | |
|-----------------|------------------|---|
| Président | DP | Beissel Simone |
| Vice-Présidents | déi gréng CSV | Adam Claude Hansen Martine Adehm Diane, Modert Octavie, Oberweis Marcel, Wilmes Serge Bofferding Taina (pour les volets Enseignement supérieur et Recherche), Burton Tess, Cruchten Yves (pour les volets Médias et Communications sauf pour le projet de loi 7049), Fayot Franz (pour le projet de loi 7049), Negri Roger Bauler André, Berger Eugène (pour les volets Médias, Communications et Espace), Delles Lex (pour les volets Enseignement supérieur et Recherche) |
| Membres | CSV | Reding Roy |
| | LSAP | |
| | ADR | |
| | DP | |

Commission de l'Environnement

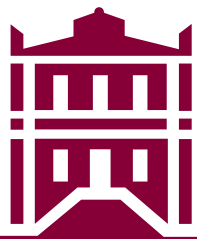
| | | |
|-----------------|-----------------------|--|
| Président | déi gréng | Kox Henri |
| Vice-Présidents | DP CSV | Hahn Max Oberweis Marcel Hansen Martine, Kaes Aly, Schank Marco, Zeimet Laurent Arndt Frank, Hemmen Cécile, Negri Roger Berger Eugène (sauf pour le volet Eau), Graas Gusty (pour le volet Eau), Lamberty Claude |
| Membres | CSV | Anzia Gérard Wagner David |
| | LSAP | |
| | DP | |
| | déi gréng déi Lénk | |

Commission de la Famille et de l'Intégration

| | | |
|-----------------|-------------|--|
| Président | DP | Baum Gilles |
| Vice-Présidents | LSAP CSV | Bofferding Taina Spautz Marc Andrich-Duval Sylvie, Hansen Martine, Hetto-Gaasch Françoise, Mergen Martine Burton Tess, Hemmen Cécile Hahn Max, Lamberty Claude |
| Membres | CSV | Traversini Roberto Kartheiser Fernand |
| | LSAP | |
| | DP | |
| | déi gréng | |
| | ADR | |

Commission des Finances et du Budget

| | | |
|-----------------|-------------|---|
| Président | DP | Berger Eugène |
| Vice-Présidents | LSAP CSV | Bodry Alex Wiseler Claude Mosar Laurent, Roth Gilles, Spautz Marc, Wolter Michel Fayot Franz, Haagen Claude Bauler André, Elvinger Joëlle Kox Henri, Loschetter Viviane |
| Membres | CSV | Gibéryen Gast |
| | LSAP | |
| | DP | |
| | déi gréng | |
| | ADR | |



Pouvoir réglementaire du Grand-Duc

6894 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution

La présente proposition de révision de la Constitution prend son origine dans les difficultés apparues dans la délimitation précise du domaine du pouvoir réglementaire d'attribution du Grand-Duc.

Elle intervient dans un domaine clé de la structure institutionnelle de l'État puisqu'elle concerne directement la répartition générale des compétences entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif.

Dans les domaines que la Constitution réserve expressément à la loi, le pouvoir du Grand-Duc de prendre des mesures d'exécution se trouve limité. La loi doit formellement et spécifiquement prévoir que certaines de ses dispositions seront précisées dans un règlement grand-ducal, tout en spécifiant les fins, les conditions et les modalités pour ce faire.

Dans le domaine réservé à la loi, le pouvoir exécutif ne peut prendre des règlements d'exécution que dans le cadre préalablement fixé par le législateur.

Le texte actuel de la Constitution a été introduit par une révision du 19 novembre 2004. Ce texte garantit que «... le pouvoir législatif restera donc toujours maître de doser l'étendue du pouvoir réglementaire. C'est lui qui déterminera en fin de compte les portions respectives des compétences retenues et des attributions concédées». (Avis complémentaire du Conseil d'État, doc. parl. n°4754).

Il était généralement admis qu'il appartenait à la loi de fixer les grands principes, le détail pouvant être réglé par le pouvoir exécutif.

Cette position doctrinale était confortée par la jurisprudence de la Cour constitutionnelle. Dans un arrêt 38/07 du 2 mars 2007 (Mém. A n°36 du 15.3.2007, p. 742), la Cour statuait que «l'effet des réserves de la loi énoncées par la Constitution consiste en ce que nul, sauf le pouvoir législatif, ne peut valablement disposer des matières érigées en réserve; qu'il est toutefois satisfait à la réserve constitutionnelle si la loi se borne à tracer les grands principes tout en abandonnant au pouvoir réglementaire la mise en œuvre du détail».

Dans des arrêts plus récents, la Cour constitutionnelle a cependant adopté une interprétation plus restrictive du pouvoir réglementaire d'attribution tel qu'il découle de l'article 32.(3) de la Constitution. Ainsi, dans deux arrêts du 29 novembre 2013 (108/13 - Mém. A n°217 du 13.12.2013, p. 3886), puis du 28 novembre 2014, la Haute Juridiction a retenu que «dans les matières réservées par la loi fondamentale à la loi, l'essentiel du cadrage normatif doit résulter de la loi, y compris les fins, les conditions et les modalités suivant lesquelles des éléments moins essentiels peuvent être réglés par des règlements et arrêtés pris par le Grand-Duc».

Dans le rapport d'activités 2013-2014 du Conseil d'État, son président a estimé que «la révision constitutionnelle de 2004 conçue dans une perspective de pouvoir appliquer des matières réservées à la loi avec moins de rigidité formelle n'a malheureusement pas eu le résultat escompté». Il s'est demandé si, «dans l'intérêt du travail législatif, l'opportunité n'est pas donnée pour procéder dans les meilleurs délais et même avant la révision générale de la

Constitution à une révision de l'article 32, alinéa 3 de la Constitution».

Ce point de vue est partagé par le Gouvernement. Le 12 juin 2015, le Premier Ministre a saisi la Chambre des Députés d'une lettre dans laquelle il suggère d'effectuer une révision ponctuelle de la Constitution et de modifier l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution par anticipation à la proposition de révision portant sur une nouvelle Constitution.

La motivation de cette démarche gouvernementale réside dans les «problèmes d'application tenant à l'obligation du législateur de déterminer à la fois les fins, les conditions et les modalités d'exercice du pouvoir réglementaire d'application».

Dans un passé plus récent, le contrôle rigoureux des exigences constitutionnelles effectué par le Conseil d'État en fonction de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle aurait conduit à un blocage dans la réalisation de certaines réformes «faute pour les textes de loi de pouvoir spécifier à suffisance et avec le détail nécessaire les conditions et modalités de mise en œuvre du pouvoir réglementaire d'attribution».

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle partage pour l'essentiel l'analyse du Conseil d'État et du Gouvernement au sujet de l'interprétation et de l'application des dispositions de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution à la suite de sa reformulation en 2004.

La jurisprudence la plus récente de la Cour constitutionnelle ne correspond pas à la volonté du pouvoir constituant telle que formulée lors de la révision constitutionnelle du 19 novembre 2004.

Pour cette raison, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle s'est résolue à ne pas reprendre entièrement la formulation actuelle relative au pouvoir réglementaire d'attribution du Grand-Duc dans sa proposition de révision globale de la Constitution.

Dans la proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution (doc. parl. n°6030), la Commission a intégré la disposition suivante (article 47, paragraphe 2): «Dans les matières réservées par la Constitution à la loi, il ne peut prendre des règlements et arrêtés qu'aux fins et dans les conditions déterminées par la loi.»

Cette nouvelle formulation avait été proposée par le Conseil d'État dans son avis sur la proposition de révision de la Constitution. Le Gouvernement s'est rallié à cette proposition.

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle estime que la nécessité de garantir un travail législatif de qualité, exempt de toute insécurité juridique, justifie d'avoir recours à une révision ponctuelle de la Constitution à l'endroit de l'article 32, paragraphe 3, en attendant l'instauration d'une nouvelle Constitution visée par la proposition de révision n°6030.

À la suite d'un réexamen de la question lors des travaux en commission, elle propose cependant de s'écarter légèrement de la formule proposée dans le cadre de la révision globale de notre Loi fondamentale.

Afin de ne pas élargir excessivement le débat, elle préfère se limiter à ce stade de la révision constitutionnelle à l'article 32, paragraphe 3, sans empiéter sur d'autres dispositions constitutionnelles ayant également trait au domaine réservé à la loi par la Constitution.

Benelux: propriété intellectuelle I

6897 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles le 21 mai 2014

L'article unique de ce projet de loi approuve le Protocole portant modification de la Con-

vention Benelux en matière de propriété intellectuelle, signé à Bruxelles le 21 mai 2014. Ce protocole prévoit que la Cour de justice Benelux sera désormais l'unique juridiction compétente en matière de recours contre les décisions de l'Office Benelux de la propriété intellectuelle dans le cadre de la procédure d'enregistrement des marques.

Cette disposition d'approbation n'a pas suscité d'observation de la part du Conseil d'État et son application n'est pas susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.11.2015

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

22.09.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

13.10.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.10.2016

Benelux: propriété intellectuelle II

6898 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne l'opposition et l'instauration d'une procédure administrative de nullité ou de déchéance des marques, signé à Bruxelles, le 16 décembre 2014

Le protocole dont l'approbation fait l'objet du

présent projet de loi modifie la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle en deux points importants: il s'agit, d'une part, d'étendre les motifs pouvant être invoqués dans le cadre de la procédure d'opposition actuelle et, d'autre part, d'instaurer une procédure entièrement nouvelle qui permet d'introduire devant l'Office Benelux de la propriété intellectuelle une demande en nullité ou en déchéance d'un enregistrement de marque.

Ce projet de loi n'a pas suscité d'observation de la part du Conseil d'État et son application n'est pas susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.11.2015

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

22.09.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

13.10.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.10.2016

Réforme du congé parental

6935 - Projet de loi portant réforme du congé parental et modifiant

1. le Code du travail;

2. le Code de la sécurité sociale;

3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

4. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

5. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

6. la loi modifiée du 14 mars 1988 portant création de congés d'accueil pour les salariés du secteur privé;

7. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

8. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la modification des dispositions légales relatives au congé parental, un droit individuel non transférable offrant à chacun des deux parents la possibilité pendant une période déterminée de s'adonner à l'éducation de leur enfant, tout en ayant une garantie de réintégrer leur poste de travail à l'issue du congé parental. Les dispositions telles que prévues dans le présent projet de loi ont comme objectif de favoriser la

conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, de créer une relation solide entre l'enfant et ses parents, de mieux répondre aux besoins des parents, d'augmenter la proportion des pères qui profitent du congé parental afin de favoriser l'égalité des chances et finalement d'augmenter le nombre de personnes en général qui y ont recours. Pour atteindre ces objectifs, la réforme prévoit une augmentation de l'indemnité en fonction du revenu, une flexibilisation des périodes de congé ainsi que d'autres changements au niveau des conditions liées au congé parental.

La réforme du congé parental est à inscrire dans un contexte plus large qui est celui de la modernisation de la politique familiale et sociale engagée par le Gouvernement en place. Relevant d'un véritable changement de paradigme, une série de changements initiés par la majorité actuelle entend mieux tenir compte des réalités sociétales et offrir aux familles les meilleures conditions possibles. Dans ce contexte, il y a lieu de mentionner la mise en œuvre du «Zukunftspak», la loi sur la réforme des prestations familiales¹ ou encore des mesures comme la réforme du chèque-service accueil, l'éducation plurilingue de la petite enfance, la subvention loyer, la réforme fiscale, le mécanisme d'adaptation des prestations en espèces et en nature en faveur des enfants et l'adaptation des différents congés en faveur des familles.

¹ Loi du 23 juillet 2016 portant modification 1. du Code de la sécurité sociale; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, et abrogeant la loi modifiée du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant

Dépôt par M. Alex Bodry, Député, le 21.10.2015

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

15.06.2016 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

22.06.2016 Continuation des travaux

29.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.10.2016

Loi du 18 octobre 2016

Mémorial A: 2016, n°215, page 4026



Dans le cas de la présente réforme, il s'agit d'offrir aux deux parents les meilleurs moyens pour pouvoir se vouer à l'éducation de leur enfant, tout en garantissant également le lien avec leurs activités professionnelles. Le congé parental fractionnable et l'indemnité devraient inciter plus de parents, surtout les pères, à bénéficier du congé parental grâce à des modèles permettant un congé plus «sur mesure».

Ainsi, la limite d'âge de l'enfant pour lequel le deuxième congé parental peut être pris est augmentée. Il passe de cinq ans à six ans en cas de naissance et à douze ans en cas d'adoption. Il y a lieu de préciser que le premier congé parental doit obligatoirement être pris consécutivement au congé de maternité, d'allaitement ou d'accueil, comme cela est déjà le cas sous l'actuel régime. Pour les parents adoptant un enfant plus âgé, les auteurs du projet de loi n'ont pas voulu les priver de leur droit et ont prévu une période de six ans à compter de la fin du congé d'accueil, ou si le congé d'accueil n'a pas été pris, à partir de la date de jugement d'adoption et ce jusqu'à l'âge de douze ans accomplis de l'enfant.

Par rapport à la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales, les conditions relatives à la domiciliation et de résidence au pays ainsi que celle de l'occupation légale sur un lieu de travail situé sur le territoire national n'ont pas été maintenues afin d'être en conformité avec les normes de droit européen. Dans le but de rendre le congé parental accessible aux personnes ne disposant pas d'un travail à plein ou à mi-temps, la condition d'affiliation pendant les douze mois précédant le début du congé parental, qui est actuellement de 20 heures au minimum, a été revue à la baisse et fixée à dix heures par semaine. Le nouveau congé parental bénéficiera ainsi aux nombreuses personnes qui cumulent plusieurs contrats de travail auprès de divers employeurs (comme par exemple les employés de maison ou femmes de charge occupées dans les ménages privés). Précisons que chaque parent détenteur d'un contrat de travail pour moins de 20 heures par semaine ou qui est employé auprès de plus d'un employeur, a droit à un congé parental à plein temps de quatre mois ou de six mois par enfant, sous réserve que tous les employeurs acquiescent.

Aux modèles existants, qui sont de six mois à temps plein et de douze mois à temps partiel, s'ajoutent quatre nouveaux modèles. Ces modèles sont liés aux différents contrats de travail et définis à l'article 234-44.

| | Durée de travail maximale | Durée de travail ≥ 20 et ≤ 40 heures/semaine | Durée de travail ≥ 10 et ≤ 20 heures/semaine | Contrat d'apprentissage |
|----------------------|---|---|--|----------------------------|
| 1 employeur | CP plein temps 4 ou 6 mois CP temps partiel 8 ou 12 mois CP fractionné 1 jour par semaine pendant 20 mois CP fractionné 4 mois pendant une période maximale de 20 mois | CP plein temps 4 ou 6 mois CP temps partiel 8 ou 12 mois | CP plein temps 4 ou 6 mois | CP plein temps 4 ou 6 mois |
| Plusieurs employeurs | CP plein temps 4 ou 6 mois | CP plein temps 4 ou 6 mois | CP plein temps 4 ou 6 mois | / |

Une personne travaillant 40 heures par semaine auprès du même employeur a la possibilité de réduire son activité professionnelle de 20% par semaine, respectivement de réduire son activité professionnelle sur une durée de quatre mois distincts sur une période de vingt mois. Un demi-congé parental correspondra effectivement à une réduction de la tâche de 50% et non plus à une réduction de 20 heures par semaine par rapport à un contrat de travail à plein temps. Les nouvelles durées stipulées fractionnables, tout comme le congé parental à mi-temps, exigent un commun accord entre le salarié et l'employeur et sont à arrêter dans un plan de congé parental qui est à introduire ensemble avec la demande auprès de la Caisse pour l'avenir des enfants. Des modifications au plan de congé parental dûment arrêté ne sont possibles que pour des aménagements des horaires ou de mois de calendrier. Par contre, la forme du congé parental choisie et arrêtée ne peut plus être modifiée.

Reste inchangée l'obligation que le premier congé parental doit être pris consécutivement au congé de maternité, d'allaitement ou d'accueil. Le droit au premier congé parental se perd lorsqu'il n'est pas pris à ce moment défini. Il existe une dérogation pour les parents monoparentaux; si le droit au congé de maternité ou au congé d'accueil n'est pas ouvert ou ne peut pas être pris, un parent a la possibilité de prendre le premier congé parental à partir du premier jour de la troisième semaine qui suit l'accouchement ou, en cas d'adoption, à partir de la date du jugement d'adoption.

Le deuxième congé parental peut être pris par le parent qui n'a pas bénéficié du premier congé parental. Comme il s'agit d'un droit individuel, il ne peut pas être transféré. Par contre, il sera dorénavant possible que les deux congés parentaux soient pris pendant la même période. Tout comme pour le premier congé parental, l'employeur est obligé d'accorder la demande pour la durée de quatre ou six mois. Les autres modèles doivent faire l'objet d'un plan de congé parental dûment arrêté et signé par les deux parties. Comme la possibilité a été introduite que les deux congés parentaux peuvent être pris en même temps, le délai de notification à l'employeur a dû être réduit de six mois à quatre mois, ceci pour permettre au parent qui ne peut prétendre au congé de maternité, de bénéficier du congé parental au moment de la naissance de l'enfant. Maintenir un délai de six mois aurait entraîné une introduction de demande à un stade encore précoce de la grossesse.

Pendant tout le congé parental, le parent est protégé contre un licenciement. À partir du dernier jour du délai pour le préavis de notification de la demande du congé parental et pendant toute la durée du congé, l'employeur n'est pas autorisé à notifier au salarié la résiliation de son contrat de travail. Avec la réforme, il devient possible pour l'employé de résilier son contrat de travail pour le premier jour de reprise du travail, donc dans les délais légaux de préavis. Actuellement, la personne doit reprendre le travail pendant un jour pour pouvoir démissionner.

Pour atteindre les objectifs fixés dans le programme gouvernemental, le volet de l'indemnité a été un élément clé pour les auteurs de la réforme du congé parental. Dorénavant, l'indemnité forfaitaire sera remplacée par un réel revenu de remplacement payé en continuation et au prorata de la rémunération perdue par le parent bénéficiaire du congé parental avec un plafond maximal. En introduisant un réel revenu de remplacement, le Gouvernement suit l'avis du Conseil d'État du 30 avril 2004. Cette approche vise également à permettre aux parents d'avoir une carrière d'assurance pension continue.

En combinaison avec la possibilité d'opter pour un congé parental fractionné, qui offre la possibilité de réduire l'activité professionnelle de 20%, la réforme introduit un modèle pour lequel la baisse du revenu du ménage s'avère beaucoup moins importante que pour un congé parental à temps partiel ou à temps plein. Du fait que le revenu disponible du ménage augmente, le Gouvernement espère «un effet de cascades positif pour les femmes», à

savoir si les pères assument davantage leur responsabilité dans l'éducation des enfants, il serait plus facile et satisfaisant pour les femmes de rester ou de retourner à leur emploi et de maintenir ainsi le même niveau de salaire.

Le revenu de remplacement sera calculé en prenant comme référence le revenu cotisable au titre de l'assurance pension sur les douze mois précédant le début du congé parental. Le Centre commun de la sécurité sociale procédera au calcul de l'indemnité et fournira les données relatives à ce revenu. Le paiement incombera cependant à la Caisse pour l'avenir des enfants. Le montant du revenu de remplacement aura une limite inférieure de 1.922,96 € ce qui correspond au salaire social minimum non qualifié, et une limite supérieure de 3.204,93 € ce qui correspond au salaire social minimum augmenté de deux tiers. Ces montants correspondent à des contrats de travail à plein temps de soixante-treize heures par mois. L'indemnité sera soumise aux charges sociales et fiscales applicables en matière des salaires, la part patronale des cotisations sociales est à charge de la Caisse pour l'avenir des enfants et la part salariale à charge du parent.

Constituant un revenu de remplacement, l'indemnité ne peut plus être qualifiée de prestation familiale, ce qui met fin à l'interminable problématique de la détermination de prestations à prendre en compte pour le calcul d'un éventuel complément différentiel ou encore de la limitation d'une prestation de même nature par enfant.

Finalement, le projet de loi prévoit que les nouvelles dispositions s'appliqueront aux demandes introduites auprès de la Caisse pour l'avenir des enfants après l'entrée en vigueur de la loi. Par contre, pour les demandes introduites auprès de la Caisse pour l'avenir des enfants avant l'entrée en vigueur de la présente

loi, mais dont le début du congé parental se situe après l'entrée en vigueur de celle-ci, les parents ayant choisi un congé parental de six mois à plein temps ou de douze mois à temps partiel peuvent opter pour la nouvelle indemnisation par lettre recommandée avec accusé de réception auprès de la Caisse.

Dépôt par M. Alex Bodry, Député, le 21.10.2015
Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Alex Bodry):
15.06.2016 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
22.06.2016 Continuation des travaux
29.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.10.2016
Loi du 18 octobre 2016
Mémorial A: 2016, n°215, page 4026

Réglementations techniques: procédure d'information

6941 - Projet de loi prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information

L'objet de ce projet de loi, qui ne comporte pas de mesure dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État, est de transposer dans la législation nationale la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information.

Cette procédure d'information au niveau communautaire remonte aux années 1980 et a été codifiée pour la première fois par la directive 98/34/CE du 22 juin 1998. Jusqu'à présent elle a été transposée par voie de règlement grand-ducal.

Cette procédure vise à exclure que des initia-

tives nationales dans le domaine des réglementations techniques créeront des entraves à la libre circulation des biens et services. Ainsi, tout État membre projetant d'adopter une règle technique, telle que définie au premier article de ce projet de loi, doit immédiatement communiquer son projet à la Commission européenne, de sorte à permettre à celle-ci et aux autres États membres d'examiner le règlement technique projeté avant son adoption et de signaler d'éventuelles contradictions à la législation de l'Union européenne (UE) et aux principes qui s'appliquent au marché intérieur, ainsi que d'identifier les éventuels besoins d'harmonisation au niveau de l'UE.

L'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS) sera en charge de la communication, à la Commission européenne et aux États membres, des projets de réglementations techniques nationales concernant des produits ou services, qui lui auront été transmis en amont de leur adoption par les départements ministériels, les administrations publiques ou les établissements publics à l'origine de ces projets.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 04.02.2016
Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie (Président: M. Franz Fayot):
09.06.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
07.07.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
22.09.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.10.2016

Accord sur le changement climatique

7059 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de Paris sur le changement climatique, adopté à Paris, le 12 décembre 2015

Le projet de loi vise à approuver l'Accord de Paris sur le changement climatique, adopté à Paris, le 12 décembre 2015, à l'occasion de la vingt-et-unième Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), et signé par le Luxembourg le 22 avril 2016. Les principaux éléments de l'Accord de Paris sont les suivants:

- l'objectif à long terme: les gouvernements sont

convenus de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5°C;

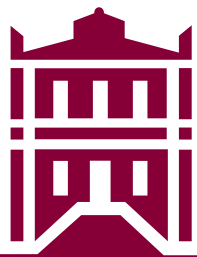
- les contributions des parties: avant et pendant la conférence de Paris, les pays ont présenté de vastes plans d'action nationaux sur le climat en vue de réduire leurs émissions. Ces «contributions prévues déterminées au niveau national», les CPDN (ou NDC en anglais), sont au cœur de l'Accord;

- les engagements financiers des pays développés pour venir en aide aux pays en développement aux fins tant de l'atténuation que de l'adaptation dans la continuité de leurs obligations au titre de la Convention.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09.09.2016
Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: M. Henri Kox):
03.10.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
06.10.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.10.2016
Loi du 28 octobre 2016
Mémorial A: 2016, n°221, page 4148



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
2. Clôture de la session ordinaire 2015-2016 et ouverture de la session ordinaire 2016-2017
- M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
3. Composition des organes de la Chambre des Députés
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
4. Changements de composition des commissions parlementaires
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
5. Changements de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
6. Discours de M. le Président
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
7. Communications
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
8. 7013 - Proposition de loi sur les sportifs d'élite de niveau mondial et modifiant la loi du 3 août 2005 concernant le sport
- Déclaration de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président
9. Ordre du jour
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
10. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Fernand Kartheiser
- M. Fernand Kartheiser
11. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser
- M. Fernand Kartheiser
12. 6935 - Projet de loi portant réforme du congé parental et modifiant
 1. le Code du travail;
 2. le Code de la sécurité sociale;
 3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
 4. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
 5. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;
 6. la loi modifiée du 14 mars 1988 portant création de congés d'accueil pour les salariés du secteur privé;
 7. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;
 8. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail
- Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration: M. Gilles Baum (dépôt d'une motion)
- Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Max Hahn, Mme Taina Bofferding, M. Roberto Traversini, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum
- Prise de position du Gouvernement: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Vote sur la motion 1 (adoptée)
13. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la langue luxembourgeoise
- M. Alex Bodry, M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. David Wagner, M. Fernand Kartheiser (renvoi de la motion à la Conférence des Présidents)
14. 7059 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de Paris sur le changement climatique, adopté à Paris, le 12 décembre 2015
- Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox
- Discussion générale: M. Marco Schank, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sitzung op.

Ech ginn direkt dem Premierminister d'Wuert.

2. Clôture de la session ordinaire 2015-2016 et ouverture de la session ordinaire 2016-2017

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Merci, Här President. Duerch e groussherzoglechen Arrêté vum 3. September 2016 huet de Grand-Duc mer de Pouvoir ginn, fir d'Chamberssessioun 2015-2016 zouzemaachen, an huet mech per selwechten Arrêté mandatéiert, fir d'Sessioun 2016-2017 opzemaachen. An domadder wier dat dann och de Fall, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Domat ass d'Session ordinaire 2015-2016 ofgeschloss. An d'Session ordinaire 2016-2017 ass op.

3. Composition des organes de la Chambre des Députés

Ier mer zum eigentlechen Ordre du jour vun de Mëtte kommen, hu mer fir d'Éischt eng Rei vun administrativen Ugeleeënheeten ze regelen. Fir d'Éischt emol d'Zesummesetzung vum Bureau.

Composition du Bureau

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den éischte Paragraph vum Artikel 6 aus dem Chambersreglement gesäit Folgendes vir: «Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et sept membres au plus.»

Ech wollt deemno d'Chamber froen, ob si d'Zesummesetzung vum Chambersbureau bäibehale wëllt.

Ass dat esou?

(Assentiment)

Op alle Bänken? Ass dat esou?

Dann huet d'Chamber elo emol fir unzefänken en neien ale Bureau an de Bureau bleift fir d'Sessioun 2016-2017 a senger jëtzegeger Form bäibehalen. Dat heescht: ech selwer als Président, als Vizepräsidenten d'Madamm Simone

Beissel, den Här Laurent Mosar an den Här Henri Kox. An d'Membere sinn den Här Alex Bodry, den Här Eugène Berger, den Här Michel Wolter, d'Madamm Lydie Polfer, den Här Marc Angel, den Här Gilles Roth an den Här Claude Wiseler. Generalsekretär bleift den Här Claude Friesen.

Esou wéi den Artikel 7 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Composition de la Conférence des Présidents

Dann d'Zesummesetzung vun der Conférence des Présidents. Och do keng Ännerungen?

(Assentiment)

Dat ass esou. Merci! D'Zesummesetzung bleift also onverännert, mat mir selwer als Président souwéi de Fraktiounspräsidenten, den Häre Claude Wiseler, Alex Bodry an Eugène Berger an der Madamm Viviane Loschetter.

4. Changements de composition des commissions parlementaires

Da komme mer zu der Zesummesetzung vun de Kommissiounen. Do hunn ech eng Rei vun Ofännerunge matgedeele kritt:

D'DP-Fraktioun proposéiert, dass an der Commission des Institutions a vun der Verfassungsrevisioun den Här André Bauler d'Madamm Lydie Polfer ersetzt.

D'Fraktioun vun deene Grénge proposéiert, dass an der Landwirtschafts- a Wäibaukommission respektiv der Protection-des-consommateurs-Kommission den Här Gérard Anzia den Här Henri Kox all kéier fir de Punkt vum Projet de loi 6994 iwwert d'Dignitéit an d'Wuelbefanne vun den Déieren, an dat bis zum Enn vu senger Prozedur, ersetzt.

Gëtt et soss nach Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Ass d'Chamber mat deenen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Déi gesamt Lëscht vun de parlamentaresche Kommissiounen gëtt am Compte rendu verëffentlecht.

5. Changements de composition d'une délégation parlementaire

luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

Da komme mer zu der Zesummesetzung vun den internationalen Delegatiounen an den Assembléeën. Do proposéiert d'CSV, dass an der Assemblée parlementaire de la Francophonie d'Madamm Octavie Modert den Här Michel Wolter ersetzt an den Här Laurent Mosar den Här Claude Wiseler.

Gëtt et nach Ännerungsvirschléi an den internationalen Assembléeën?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat deenen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. An och do gëtt d'Lëscht vun de Kompositiounen respektiv vun eise Vertrieder an deenen Assembléeën am Compte rendu verëffentlecht.

6. Discours de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech am Numm vun de Membere vum Bureau an der Presidentenkonferenz Merci fir Äert Vertrauen. Gëschter huet d'Presidentenkonferenz de Bilan vun den Aarbechte vun der leschter Sessioun presentéiert an och en Ausbléck an déi nei Sessioun, déi elo just ugaangen ass, gewot. Mir hunn en zolitte Programm virun eis. An et wäert eis net un Aarbecht feelen. Bei de Projete kommen eng Rei vu ganz gewichtegen Dossieren op eis zou a mir brauchen all eis Energie, fir déi Projete an den Hafen ze bréngen.

Ech wënschen eis interessant, lieweg a respektvoll Debatten an dass d'Gemengewahlen, déi am nächste Joer um Programm stinn, an de Gemengen an net an der Chamber ausgedroe ginn. An ech hoffen dann, dass mer bei der Flüchtlingsproblematik, wat eng vun deene gréissten Eerausforderungen ass, deene mer eis musse stellen, weiderhin esou solidaresch a responsabel bleiwe wéi bis elo.

No der éischter Etapp, déi eis Communautéit gutt gemeeschtert huet, geet et elo an enger zweeter Phas drëm, zesummenzewuessen an den neie Bierger eng Plaz an eiser Gesellschaft ze sécheren, mat deeneselwechte Rechter, awer och Flichten, déi bei eis üblech sinn.

Sou, Kolleeginnen a Kolleegen, elo maache mir eis oui Zäit ze verléieren un d'Aarbecht a mir fänke mat eisem normalen Ordre du jour un.

7. Communications

Fir d'Éischt, wéi dat üblech ass, d'Kommunikatiounen un d'Chamber.

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administration parlementaire deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilités politiques verdeelt ginn.

3) Op Ufro vun der Regierung ass duerch Arrêté grand-ducal de retrait vum 27. September 2016 de Projet de loi 6604 iwwert de Klassement vun touristesche Gebailechkeeten den 3. Oktober 2016 vum Rôle gestrach ginn.

Och op Ufro vun der Regierung hin ass duerch Arrêté grand-ducal de retrait vum 27. September 2016 de Projet de loi 6970 iwwer eng Konventioun betreffend déi organesch Verschmotzer den 10. Oktober 2016 vum Rôle gestrach ginn.

4) D'Lëscht vun de Petitounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéit verdeelt ginn.

5) An esou wéi den Artikel 168 (7) vun eisem Reglement et virgesäit, huet d'Conférence des Présidents, well keng Sëtzung virgesi war, sech unanime ausgeschwat fir d'Verschécken an déi zoustänneg europäesch Instanz vun engem Avis politique iwwert d'Propos fir e Reglement vum Europäesche Parlament a vum Conseil iwwert de Géoblocage, d'Dokument COM/2016/0289.

6) An da vum 1. Oktober 2016 gëtt et eng Rei vun Ännerungen an der Orthografie vun der Kontrollkommissioun vum Geheimdénge. Do ginn eenzel Buschtawen dann an Zukunft groussgeschriwwen an op anerer kennt en Accent. Voilà, mir hunn dat also elo matgedeele. Dann ass dat och elo, mengen ech, an der Rei.

**Communications du Président - séance publique du 11 octobre 2016**

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, les projets de règlement grand-ducaux et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7015 - Projet de règlement grand-ducal portant abrogation du règlement grand-ducal modifié du 8 septembre 1997 portant application de la directive 94/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 1994 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives aux bateaux de plaisance

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 20.07.2016

7016 - Projet de loi concernant l'organisation du temps de travail et portant modification du Code du travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 21.07.2016

7017 - Projet de loi portant modification de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 22.07.2016

7018 - Projet de loi portant création d'un registre électronique national des entreprises de transport par route

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 26.07.2016

7019 - Projet de loi portant modification

a) de la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique;

b) de la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

c) de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire;

d) de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue;

e) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

f) de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

g) de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création a) d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;

h) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 26.07.2016

7020 - Projet de loi du [...] 2016 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 26.07.2016

7021 - Projet de loi concernant l'Institut grand-ducal et abrogeant l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868 portant approbation du Règlement pour l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg

Dépôt: M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture, le 27.07.2016

7022 - Projet de loi relative aux abus de marché et portant:

1. mise en œuvre du règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché) et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission;

2. transposition de:

a) la directive 2014/57/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché (directive relative aux abus de marché);

b) la directive d'exécution (UE) 2015/2392 de la Commission du 17 décembre 2015 relative au règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le signalement aux autorités compétentes des violations potentielles ou réelles dudit règlement;

3. modification de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs; et

4. abrogation de la loi modifiée du 9 mai 2006 relative aux abus de marché

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.07.2016

7023 - Projet de loi portant changement de limites entre la ville d'Esch-sur-Alzette et la commune de Sanem

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 27.07.2016

7024 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte, et portant modification:

1. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2. de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

3. de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

4. de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs;

5. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

6. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs; et

7. de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.07.2016

7025 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2014/17/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 février 2014 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel et modifiant les directives 2008/48/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010; et

2. modification du Code de la consommation

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.07.2016

7026 - Projet de règlement grand-ducal concernant la protection de la sécurité et de la santé des salariés contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 01.08.2016

7027 - Projet de règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales pour la signalisation de sécurité et de santé au travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 01.08.2016

7028 - Projet de règlement grand-ducal concernant la protection des salariés contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 01.08.2016

7029 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro, signé à Bruxelles, le 19 mai 2016

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02.08.2016

7030 - Projet de loi transposant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes; abrogeant la directive 2001/37/CE; modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 02.08.2016

7031 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/881 du Conseil du 25 mai

2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et concernant les règles de déclaration pays par pays pour les groupes d'entreprises multinationales

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 02.08.2016

7032 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 14 septembre 2000 concernant les études des risques et les rapports de sécurité et abrogeant le règlement grand-ducal modifié du 17 juillet 2000 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 03.08.2016

7033 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 13 février 2001 concernant les syndicats de communes

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 05.08.2016

7034 - Projet de loi ayant pour objet

A) la sécurité du tramway;

B) de modifier

a) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

b) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics;

c) la loi modifiée du 30 avril 2008 portant a) création de l'Administration des enquêtes techniques, b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et transports maritimes et des chemins de fer et

d) l'article L.215-1 du Code du travail

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 11.08.2016

7035 - Projet de loi portant fusion des communes de Mompach et de Rosport

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 29.08.2016

7036 - Projet de loi portant création d'un Fonds de dotation globale des communes et modifiant 1. la loi modifiée du 1^{er} mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs; 2. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet; 3. la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988; 4. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 29.08.2016

7037 - Projet de loi 1) portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, 2) modifiant a) l'article 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, b) l'article 30ter de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, c) l'article 57 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, et 3) abrogeant a) l'article 76 de la loi modifiée du 18 germinal an X (8 avril 1802) relative à l'organisation des cultes, b) le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, c) le décret du 18 mai 1806 concernant le service dans les églises et les convois funèbres, d) le décret modifié du 30 septembre 1807 qui augmente le nombre des succursales, e) le décret modifié du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 29.08.2016

7038 - Projet de loi sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 31.08.2016

7039 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 31.08.2016

7040 - Projet de loi relatif au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, le 31.08.2016

7041 - Projet de loi portant réforme de l'exécution des peines en modifiant:

- le Code d'instruction criminelle;

- le Code pénal;

- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, et

- la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 31.08.2016

7042 - Projet de loi portant réforme de l'administration pénitentiaire et

1) modification

- du Code pénal;

- du Code d'instruction criminelle;

- du Code de la sécurité sociale;

- de la loi du 3 avril 1893 concernant l'approbation de la fondation Theisen à Givenich;

- de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique»;

- de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

- de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la police et l'inspection générale de la police;

- de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux,

- de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, ainsi que

2) abrogation

- de la loi modifiée du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2. création d'un service de défense sociale;

- de la loi du 4 avril 1978 ayant pour but d'habiliter le personnel du service de garde des établissements pénitentiaires à exercer certaines attributions de police générale

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 31.08.2016

7043 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 31.08.2016

7044 - Projet de loi portant réforme de l'Inspection générale de la Police et modifiant

1) la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

2) la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois

3) le livre I^{er} du Code de la sécurité sociale

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, le 31.08.2016

7045 - Projet de loi portant réforme de la Police grand-ducale et abrogeant la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, le 31.08.2016

7046 - Projet de loi 1.) instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement 2.) modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 31.08.2016

7047 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 31.08.2016

7048 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 31.08.2016

7049 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel

Dépôt: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 31.08.2016



7052 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communication électroniques

Dépôt: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 02.09.2016

7053 - Projet de loi portant introduction d'une certification de la durabilité des logements et modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

Dépôt: M. Marc Hansen, Ministre du Logement, le 05.09.2016

7054 - Projet de loi concernant la collecte et la saisie des dossiers d'aides relatives au logement

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, M. Marc Hansen, Ministre du Logement, le 05.09.2016

7055 - Projet de loi relative à un régime d'aides à des prêts climatiques

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, M. Marc Hansen, Ministre du Logement, le 05.09.2016

7056 - Projet de loi relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 07.09.2016

7057 - Projet de loi relatif à la construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 07.09.2016

7058 - Projet de loi concernant les mutuelles et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 08.09.2016

7059 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de Paris sur le changement climatique, adopté à Paris, le 12 décembre 2015

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09.09.2016

7060 - Projet de loi portant 1. modification du Code du travail; 2. abrogation des articles 13 à 18 de la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 13.09.2016

7061 - Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code de la sécurité sociale

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 13.09.2016

7062 - Projet de loi sur les établissements d'hébergement et la classification officielle et abrogéant

- la loi du 11 juillet 1957 portant réglementation du camping;

- la loi modifiée du 17 juillet 1960 portant institution d'un statut de l'hôtellerie

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 14.09.2016

7064 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse et portant modification de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements des données à caractère personnel concernant les élèves

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 21.09.2016

7065 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds de route;

2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.09.2016

7066 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 31 mai 2015 relatif à la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission «Resolute Support» en Afghanistan

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 27.09.2016

7067 - Projet de loi portant création du Journal officiel électronique du Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt: M. Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement, le 05.10.2016

7068 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation de deux députés comme membres du comité d'évaluation institué par la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État

Dépôt: MM. Eugène Berger, Alex Bodry, Henri Kox, Claude Wiseler, Députés, le 06.10.2016

3) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 27 septembre 2016, le projet de loi n°6604 relatif au classement des établissements d'hébergement touristique a été retiré du rôle en date du 3 octobre 2016.

Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 27 septembre 2016, le projet de loi n°6970 portant approbation d'amendements aux Annexes A et C de la Convention sur les polluants organiques persistants, signée le 22 mai 2001, adoptés par les Parties par Décisions SC-7/12, SC-7/13, SC-7/14 à l'occasion de la septième réunion des Parties, tenue à Genève du 4 au 15 mai 2015 a été retiré du rôle en date du 10 octobre 2016.

4) La pétition ordinaire et les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

690 - Demande de pétition publique: Machines à sous illégales

Dépôt: M. Sébastien Cazenave, le 05.07.2016

691 - Demande de pétition publique: Panneaux interdiction de donner à manger aux pigeons

Dépôt: M. Sébastien Cazenave, le 05.07.2016

692 - Demande de pétition publique: Schulfreier Tag für jeden Mittwoch

Dépôt: M. Benny Manchikit, le 07.07.2016

693 - Demande de pétition publique: Pour la protection de la femme, de l'enfant notamment contre les mœurs de la circoncision, contre la torture d'animaux sans électronique, contre l'importation de viande halal, car l'importer c'est pour moi comme violer des gamins en Asie et revenir... donc pour la protection de nos valeurs et mœurs culturelles en tout genre

Dépôt: M. Filipe Marques, le 20.07.2016

694 - Demande de pétition publique: Coffée-Bike-Luxembourg

Dépôt: Mme Myriam Sassel, le 24.07.2016

695 - Demande de pétition publique: Forfait fixe par mois pour la gérance d'un appartement

Dépôt: M. Joao Lima Da Cruz, le 26.07.2016

696 - Demande de pétition publique: Se garer devant chez soi sans PV

Dépôt: M. Edouard Kanku, le 02.08.2016

697 - Demande de pétition publique: Adaptation vum Juegdgesetz

Dépôt: M. Jacques Schuler, le 09.08.2016

698 - Demande de pétition publique: Lëtzeburger Sprooch als 1. Amtssprooch an National-sprooch gesetzlech fir all Awunner zu Lëtzebuerg festzeleeën

Dépôt: M. Lucien Welter, le 16.08.2016

699 - Demande de pétition publique: Allocation d'éducation

Dépôt: Mme Nora Funck, le 21.08.2016

700 - Demande de pétition publique: Remorquage direct de véhicules se trouvant sur les arrets de bus, de stationnements pour handicapés et sur les aires de livraison

Dépôt: M. Stéphane Schockmel, le 23.08.2016

701 - Demande de pétition publique: De Bau vun engem Calisthenics-Workout-Park an der Péitrus

Dépôt: M. Eric Reinesch, le 24.08.2016

702 - Demande de pétition publique: Dérogation du port de ceinture pour tous les conducteurs de bus en service national RGTR, TICE, AVL, TEC, etc.

Dépôt: M. Christian Rausch, le 02.09.2016

703 - Demande de pétition publique: Pour l'introduction d'une république au Luxembourg en remplacement de la monarchie

Dépôt: M. Serge Hoffmann, le 04.09.2016

704 - Demande de pétition publique: Interdiction des vols de nuit

Dépôt: M. Patrick Wilhelmy, le 05.09.2016

705 - Demande de pétition publique: Pour la généralisation du tiers payant pour toutes les visites et interventions médicales

Dépôt: M. Cyril Perrichon, le 09.09.2016

706 - Demande de pétition publique: Droit au Logement

Dépôt: M. Roger Mendes, le 14.09.2016

707 - Demande de pétition publique: Recht auf ein pestizidfreies Leben in Luxemburg, Droit à une existence sans pesticides au Luxembourg

Dépôt: M. Ronald Mordiconi, pétition au nom de «Fräi Ökologesche Demokratesch Partei» «FÖDP», le 14.09.2016

708 - Demande de pétition publique: Introduction d'une formation de base aux premiers secours dans les écoles luxembourgeoises

Dépôt: M. Eric Derume, le 14.09.2016

709 - Demande de pétition publique: Lëtzeburger Kanner net méi duerch déi franséisch Sprooch an de Schoulen ze diskriminéieren, an dofir och Sektouren op Däitsch unzebidden. Et geet net, dass eis Lëtzeburger Kanner an hirem eegene Land benodelegt ginn.

Dépôt: M. Romain Schinker, le 15.09.2016

710 - Demande de pétition publique: Fuertester/Fuertäegkeet vun eelere Leit

Dépôt: M. Yan Meis, le 15.09.2016

711 - Demande de pétition publique: Fir e generell Vermummungsverbuert am öffentleche Raum

Dépôt: M. Pascal Hansen, le 16.09.2016

712 - Demande de pétition publique: Einheitliche Energiesteuersätze für Diesel und Benzin

Dépôt: M. Gilles Nosbusch, le 16.09.2016

713 - Demande de pétition publique: Améliorer la sécurité des piétons et cyclistes à Luxembourg

Dépôt: M. Philippe Malaisé, le 22.09.2016

714 - Demande de pétition publique: La réforme de la loi du RMG pour les propriétaires

Dépôt: Mme Kheira Retibi, le 24.09.2016

715 - Demande de pétition publique: Erhalt und Modernisierung der Kirchenfabriken

Dépôt: M. Marc Linden, le 25.09.2016

716 - Demande de pétition publique: Droit aux primes pour les salariés en reclassement pour raison médicale

Dépôt: M. Marc Weber, le 26.09.2016

717 - Demande de pétition publique: Droit au don du sang pour les hommes homosexuels

Dépôt: M. Michael Dabee, le 27.09.2016

718 - Demande de pétition publique: Bien-être animal et santé humaine

Dépôt: M. Michel van Aken, le 28.09.2016

719 - Pétition ordinaire: Stop aux bombardements massifs de civils

Dépôt: M. Martin Lagneau, Handicap International Luxembourg, le 30.09.2016

720 - Demande de pétition publique: „An der Loft“ amplaz „On Air“ - Lëtzebuergesch als offiziell Sprooch am Radio aféieren an dat gesetzlech festhalen

Dépôt: MM. Jean-Marc Cloos et Philippe Meyers, le 01.10.2016

721 - Demande de pétition publique: Changement vum Code civil, deen op dem Code Napoléon baséiert, an en neie Code ënnert dem Numm „Code Jang de Blannen“

Dépôt: M. Jean-Luc Linster, le 01.10.2016

722 - Demande de pétition publique: Limitation des paiements en faveur des demandeurs d'asile pour ne pas encourager les migrations pour raisons économiques

Dépôt: M. Manfred Reinertz Barriera, le 02.10.2016

723 - Demande de pétition publique: Einberufung eines Referendums zwecks Einführung eventueller Taxen (Péage), um auf Luxemburger Autobahnen und Landstraßen zu fahren! (nur für Nichtansässige)

Dépôt: M. Marc Dax, le 02.10.2016

724 - Demande de pétition publique: Bezuelbare Wunnraum

Dépôt: M. Christopher Back, le 03.10.2016

725 - Demande de pétition publique: „NEEN“ zu eiser Mammesprooch als éischt offiziell Sprooch. «NON» à la langue luxembourgeoise comme première langue officielle en matière administrative et judiciaire. „NEIN“ zur luxemburgischen Landessprache als erste Amtssprache

Dépôt: M. Joseph Schloesser, le 05.10.2016

726 - Demande de pétition publique: Développer la technique de thermoablation et sa prise en charge au Luxembourg afin d'éviter l'ablation thyroïdienne

Dépôt: Mme Anna Christen, le 06.10.2016

5) Conformément à l'article 168 (7) du Règlement de la Chambre des Députés, la Conférence des Présidents, en l'absence d'une séance publique en temps utile, a décidé à l'unanimité de l'envoi d'un avis motivé politique sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil visant à contrer le blocage géographique et d'autres formes de discrimination fondée sur la nationalité, le lieu de résidence ou le lieu d'éta-

blissement des clients dans le marché intérieur, et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004 et la directive 2009/22/CE - COM/2016/0289.

6) À partir du 1^{er} octobre 2016, la commission parlementaire ayant dans ses attributions le contrôle du Service de renseignement de l'État s'appelle «Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État».

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

8. 7013 - Proposition de loi sur les sportifs d'élite de niveau mondial et modifiant la loi du 3 août 2005 concernant le sport

Déclaration de recevabilité

Dann, als nächste Punkt, hu mer an der Reunoum vum 6. Oktober vun der Presidentekonferenz d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ugeholl. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7013 iwwert den Elitesport, déi de 7. Juli vun der Madamm Nancy Arendt deponiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech deem Virschlag vun der Presidentekonferenz un an erkläert déi Proposition de loi als recevabel?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

(La proposition de loi est renvoyée à la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports.)

9. Ordre du jour

Dann huet d'Presidentekonferenz an hirer leschter Sétzung de Projet d'ordre du jour fir dës Woch un d'Fraktion geschéckt. Ech brauch lech net nach eng kéier ze widerhuelen, wat dropsteet.

Ech wollt just d'Chamber froen, ob se mat deem Ordre du jour d'accord ass.

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidéiert.

An ech hunn dann direkt d'Ufro vum Här Kartheiser, fir eng Proposition de loi ze deponéieren.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- An eng Motion.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- An eng Motioun. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

10. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Fernand Kartheiser

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen a Kolleeginnen, et ass jo am Abléck, mengen ech, ganz vill rieds am Land iwwert d'Lëtzeburger Sprooch aus ganz verschiddeenen Uläss. Dat eent ass natierlech déi Petitioun, déi Der alleguer kennt, déi ganz grouse Succès hat. Dat anert ass déi Diskussioun, déi mer och elo haten: de 75. Joresdag vum 10. Oktober, dee mer elo an der Kathedral an op verschidde Monumenter gefeiert hunn. Allgemeng kënne mer feststellen, a mir gesinn dat och an den Erklärunge vu villen heibannen, datt d'Lëtzeburger Sprooch op e ganz groussen Interessi hei am Land stéisst.

Mir haten als ADR an deem neie Verfassungsentswurf, dee mer jo elo laang hei an der Chamber diskutéiert hunn, een Artikel, deen eis besonnesch um Häerz geleeën huet, an dat ass deen iwwert d'Lëtzeburger Sprooch. D'Aktualitéit vun deene leschten Deeg huet eis awer gewisen, datt mer an dëser Legislaturperiod mat u Sécherheet grenzender Wahrscheinlechkeet net méi dozou kommen, eng richtig déif Verfassungsrevisioun ze féieren, och net, Rechtsakten hei an der Chamber a Form vun engem éischte Vott ze setzen, an also och kee Referendum méi virun de Wahlen vum 2018.

Fir eis ass et awer aus prinzipielle Grënn an och elo besonnesch, wou d'Lëtzeburger Sprooch erëm esou am Interessi vun der Effentlechkeet ass an esou héichgehal gëtt vu ville Leit, vun zentraler Wichtigkeet, datt mer deen Aspekt vun der Constitution elo net verleeën op en Zäitpunkt an der Zukunft, dee mer nach net kennen, mä datt mer hei kloer wëlle soen, datt mer eng punktuell Verfassungsrevisioun elo hei wëlle proposéieren, wou mer d'Lëtzeburger Sprooch elo scho wëllen an eis Constitution erasetzen, an zwar a genau deenen Termen,

déi an där zoustänneger Verfassungsrevisionskommission och zréckbehale goufen.

Mir haten als ADR schonn eng zweet punktuell Revisioun vun der Verfassung fir dës Legislaturperiod proposéiert. Ech wëll déi just kuerz rappléieren: Dat ass eng Proposition vu mengem Kollege Roy Reding iwwert den Déierschutz, betreffend den Artikel 11bis vun der Constitution.

Déi Proposition de loi fir eng punktuell Revisioun vun der Constitution, fir d'Lëtzebuerg Sprooch als Sprooch vum Land ze deklaréieren, betrëfft den Artikel 29 vun eiser Constitution. Deen Text, wéi gesot, ass genau deen, dee bis elo och an der Diskussioun war: «La langue du Luxembourg est le luxembourgeois. La loi règle l'emploi des langues luxembourgeoise, française et allemande.» Et ass eis Hoffnung, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer déi zwou Verfassungsrevisiounen, déi d'ADR punktuell proposéiert, nach virum Ofschluss vun dëser Legislaturperiode hei kënnen an der Chamber diskutéieren an decidéieren.

Här President, ech dierf lech deen Text iwwerrechen.

7069 - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

11. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Am selwechte Geescht wëlle mer lech haut eng Motioun proposéieren, déi op dat ageet, wat ville Leit ganz besonnesch um Härz läit, an déi de Wëlle vun eiser politescher Gesellschaft hei a Form vun der Chamber wëllt kloer ennermaueren: datt mer eis zesummen engagéieren fir d'Lëtzebuerg Sprooch an alle Beräicher.

Mir hunn an deene leschten Deeg héiere vu verschidde Vertrieeder vu verschidde Parteien, wéi wichteg hinnen d'Sprooch ass. Si soen alleguer, déi, déi mer héieren hunn, datt se sech wëllen engagéieren fir eis Sprooch, datt vill méi muss gemaach gi fir eis Sprooch, ouni awer de Multilinguismus a Fro ze stellen. Och dat ass eise Gedanke a mir deklinéieren deen op ganz verschidde Manéieren:

Mir soen, datt mer wëlle Lëtzebuergesch als Nationalsprooch an als administrativ Sprooch ausbauen. Mir wëllen, datt déi Sprooch progressiv ëmmer méi kann als vollwäerteg Sprooch an der Legislatioun an op de Gerichter verwant ginn an datt déi Uerteeler a verschidde Gesetzestexter musse kënnen op Lëtzebuergesch iwwersat ginn, wéinstens déi Texte, mat deenen d'Leit am meeschte konfrontéiert sinn.

D'Ministèren an d'Administratione sollten en Effort maachen, hir Kommunikatiounen, Formulären an aner offiziell Dokumenter un éischter Plaz op Lëtzebuergesch de Leit virzeleeën.

Mir proposéieren, datt am Nationalitéitgesetz drop verzicht gétt, datt den Niveau vun de Sproochkenntnisser erofgesat gétt, an datt drop verzicht gétt, fir Leit, déi 20 Joer am Land wunnen an no där Zäit nach ëmmer kee Lëtzebuergesch kënnen, fir deenen och d'Nationalitéit ze ginn.

Mir hätte gär, a mir komme muer de Mëtten an enger Fro un d'Regierung dorobber zréck, datt d'Lëtzebuerg Sprooch eng Amtssprooch am Sënn vun den Décisionen vum Conseil vun der Europäescher Unioon vum 13. Juni 2005 ass. An an deem Sënn soll d'Regierung och dat bei der Europäescher Unioon ufroen.

Mir wëllen d'Lëtzebuerg Sprooch an de Schoule souwuel als Unterrechtsfach, als Unterrechtssprooch, als Schoulsprooch an als Émgangssprooch festschreiwen. Mir wëlle Lëtzebuergesch an der Europaschoul, an de Privatschoul an an deenen auslännesche Schoulen zu Lëtzebuerg ennerstëtzen.

Mir wëllen an de Crèchen an am éischten Zyklus vum Fondamental op eng multilingual Friéerzëgung verzichten a Lëtzebuergesch als eenzeg Integratiounssprooch promovéieren.

D'Offer vu Sproochecoursen a Coursen iwwert d'Lëtzebuerg Kultur soll ausgebaut ginn an eisen auslännesche Matbiere solle reell Méiglechkeete gebuede ginn, fir och kënnen un deene Coursen deelzehuelen.

Am Gesondheets- an am Flegesecteur wëlle mer, datt d'Regierung eis kuerzfristeg Propositionen mécht, wéi kann effikass garantéiert ginn, datt déi Leit, déi mat Patienten a Kontakt

stinn, och d'Lëtzebuerg Sprooch op héijem Niveau schwätzen.

A mir wënschen eis vun der Regierung, datt se eis konkret Propositionen mécht, wéi Lëtzebuergesch an der Geschäftswelt ka promovéiert ginn, fir datt d'Leit, déi hei an e Geschäft ginn, och kënnen op Lëtzebuergesch hir Wënsch virbréngen.

Motion

D'Chamber,

vu

- datt d'Lëtzebuerg Sprooch op groussen Intéressen steisst an datt besonnesch am Kontext vun engem séieren demografesche Wandel de Wonsch grouss ass, Lëtzebuergesch méi ze fleggen an ze promovéieren;

- datt vill Bierger, och Vertrieeder vu ville politesche Parteien, an der Éffentlecheit an an de Medie fir eng Revalorisation vun der Lëtzebuerg Sprooch plädéieren;

- datt d'Promotioun vun der Lëtzebuerg Sprooch de Multilinguismus net a Fro stellt;

- datt d'Lëtzebuerg Sprooch déi gemeinsam Sprooch vun allen Awunner vum Land soll sinn an dowéinst als Integratiounssprooch muss weider ausgebaut ginn;

fuerdert d'Regierung op:

- de Gebrauch vun der Lëtzebuerg Sprooch als Nationalsprooch an als administrativ Sprooch systematesch ausbauen an ze favoriséieren;

- alles ze maachen, fir datt Lëtzebuergesch progressiv ëmmer méi kann als vollwäerteg Sprooch och an der Legislatioun an am Rechtswiesebrauch ginn, an an enger éischter Phase rechtlich net verbindlech Iwwersetzung vum Uerteeler a verschidde Gesetzestexter maachen ze loosssen;

- d'Publikatiounen, Matdeelungen a Formulaire vun alle Ministèren a staatlechen Administratiounen fir d'Éischt op Lëtzebuergesch erauszeginn;

- d'Lëtzebuerg Sprooch als éischt op den Internetsäite vu Gemengen a Stat an och op Strooseschëlter a Panneae privilegéiert ze gebrauchen;

- den Niveau vum Sproochentest fir d'Lëtzebuerg Nationalitéit net am Verglich zu haut erfroezetzen an drop ze verzichten, Leit, déi schon zwanzeg Joer am Land liewen, ouni Lëtzebuergesch geléiert ze hunn, d'Nationalitéit ze ginn;

- d'Lëtzebuerg Sprooch an der EU als Amtssprooch am Sënn vun der Décision vum Ministrot vun der Europäescher Unioon vum 13. Juni 2005 unerkennen ze loosssen;

- d'Lëtzebuerg Sprooch an de Schoulen zu Lëtzebuerg verstärkt ze ennerriichten an och als Schoulsprooch, Émgangssprooch an de Schoulen an als Unterrechtssprooch festzeleeën;

- Lëtzebuergesch och an der Europaschoul, an de Privatschoulen an an deenen auslännesche Schoulen zu Lëtzebuerg ze ennerstëtzen;

- an den éffentleche Crèchen, am Précoce an an der Spillschoul (am „1. Zyklus“ vun der Grondschoul) op eng multilingual Friéerzëgung ze verzichten an d'Lëtzebuergesch als eenzeg Integratiounssprooch ze promovéieren;

- d'Offer vun de Sproochecoursen a vun de Coursen iwwer Lëtzebuerg Kultur konsequent an nohalte weider ausbauen, och fir d'Integratioun vun den auslänneschen Awunner an anere Leit, déi un eiser Sprooch interesséiert sinn, ze begëschtegen;

- bei den auslännesche Matbiere Reklamme ze maachen, fir datt si Lëtzebuergesch solle léieren, an hinnen dozou och konkret Méiglechkeete bieden;

- bannent dräi Méint e Plang virzeleeën, mat deem effikass a kuerzfristeg garantéiert ka ginn, datt am Gesondheets- an am Flegesecteur jiddereen, deen am Kontakt mat Patiente steet, Lëtzebuergesch op engem héijen Niveau schwätzt;

- bannent dräi Méint d'Chamber ze informéieren, wéi eng Moossnamen d'Regierung wëllt huelen, fir déi Lëtzebuergesch Sprooch an der Geschäftswelt ze promovéieren;

- der Chamber all sechs Méint e Rapport ze presentéieren, an deem d'Efforte vun der Regierung fir déi Lëtzebuerg Sprooch detailléiert opgezielt an erklärt ginn an an deem weider Initiative proposéiert ginn.

(s.) **Fernand Kartheiser.**

Alles dat steet an dëser Motioun. Mir hoffen, datt dee groussen Engagement, deen an de leschten Deeg hei deklaréiert ginn ass vun esou ville politesche Säiten, sech och an engem positive Vott iwwert dës Motioun nidderschléit an domadder der Gläwiedegkeet vun deenen, déi deen Engagement fir d'Lëtzebuerg Sprooch professéiert hunn, och zeguttkënn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Mir géifen dann zum eigentlechen Ordre du jour vun de Mëtten iwwergoen. Als éischte Punkt um Ordre du jour hu mer de Projet de loi 6935 iwwert de Congé parental. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An den honorabelen Här Rapporteur, den Här Gilles Baum, ass scho prett. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

12. 6935 - Projet de loi portant réforme du congé parental et modifiant

1. le Code du travail;

2. le Code de la sécurité sociale;

3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

4. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

5. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

6. la loi modifiée du 14 mars 1988 portant création de congés d'accueil pour les salariés du secteur privé;

7. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

8. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur.**- Villmools Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wann een nach net esou laang an der Chamber hei vertrauden ass wéi verschidde vum lech, dann ass et ëmmer nach e bësse speziell, hei uewen ze stoen. Wann een dann awer d'Chance huet, e Projet dierfe virstellen, op deen esou vill Leit dobusse waarden, e Projet, deen deene jonke Familien entgéintkënn, e Projet, deen et erlaabt, d'Famillieliewen an d'Aarbecht besser enner een Hutt ze kréien, da kann ee sech glécklech schätzen. An d'Reform vum Congé parental ass esou e Projet. De Congé parental ass sonner Zweifel eng Erfolgsgeschicht. An de Mëtte schreiwe mer zesummen e weidert Kapitel.

Wann d'Kanner bis an engem säi Liewen anrieden, do ännert sech esou munches, an ech mengen, déi heibannen, déi Kanner hunn, wärte mer recht ginn. Besonnesch seng Zäit muss ee sech besser andeelen. Et muss ee besser plangen, fir grad wann d'Kanner kleng sinn Zäit ze hunn, eng fest Bindung mam Puppelchen oder mam Kand opzebauen, besonnesch an deenen éischte Joren. An ech soen lech et, et ass wichteg an et ass och ganz flott, vill Zäit ze hunn, fir mat senge Kanner ze verbréngen, fir mat senge Kanner kënnen ze spilen, ze gesinn, wéi si d'Welt entdecken, wéi si sech kierperlech entwéckelen, wéi si hir Sprooch entwéckelen. An et ass och immens wichteg, dass mer eis Kanner bei all deene Schrëtt ennerstëtzen.

De Congé parental ass eng Méiglechkeet, déi dem Papp an der Mamm et erlaabt, méiglechst vill Zäit mam Kand ze verbréngen, ouni musse ze färten, Nodeeler an der Aarbechtswelt ze hunn. An ech soen et hei an aller Däitlechkeet: De Congé parental ass e Recht. De Congé parental ass e Recht fir all Papp a fir all Mamm, egal wien dovunner deen éischte Congé parental hëlt a wien den zweeten hëlt.

De Congé parental foust op enger Initiativ vun der Europäescher Unioon an en huet sech am Laf vun der Zäit weiderentwéckelt, besonnesch wat déi juristesche Sécherheeten ugeet. Zu Lëtzebuerg gouf en 1999 an d'Gesetzgebung iwwerholt an emgesat am Kader vun der Direktiv 96/34 vum Conseil vum 3. Juni 1996.

Déi Kolleegen, déi scho méi laang hei an der Chamber vertraude sinn, déi wärte sech dorunner bestëmmt erënneren. Deemools ass eist Gesetz scho méi wäit gaange wéi déi Direktiv, well d'Direktiv huet virgesinn, dass ee mindestens dräi Méint kéint sech em säi Kand bekëmmere. An déi zwee Modeller, déi hei zu Lëtzebuerg agefuert gi sinn, ech mengen déi kennt Der alleguer, dat heescht: sechs Méint direkt beim Kand bleiwen, sechs Méint Congé parental direkt, fir beim Kand ze bleiwen, oder zwielef Méint hallef.

Och war de Congé parental zu Lëtzebuerg vun Ufank un indemniséiert, eppes wat d'Direktiv net verlaangt huet. An ech mengen och, dass déi Indemnisation, déi d'Eltere kritt hunn, och zum groussen Deel zum flotte Succès vum Congé parental bäigedroen huet. War de Congé parental am éischte Moment als eng aarbeitspolitesch Moossnam an d'A gefaasst ginn, sou huet e sech awer ganz séier zu enger familjepolitescher Measure entwéckelt.

Am Laf vun der Zäit goufe vereenzelt Ännerungen um Congé parental virgeholl, ouni awer déi zwee Modeller, déi ech lech elo genannt hunn, a Fro ze stellen. Esou gouf 2002 de Congé parental verduebelt fir eng Mamm, déi Zwillinge kritt, an 2006 gouf d'Indemnitéit op 1.778 Euro festgeluecht, respektiv 889 Euro fir e Congé parental zu 50%. An un deene Montanten huet sech vun 2006 bis haut näischt méi geännert.

Wéi vill Elteren awer vum Congé parental profitéiert hunn an all deene Joren, dat beweise folgend Zuelen: Säit senger Aféierung am Joer 1999 bis den 31. Dezember 2014 hunn 80.863 Elteren de Congé parental an Usproch geholl. Dat ware 64.676 Mammen a 16.187 Pappen. A Prozenter ausgedréckt: 80% Mammen an 20% Pappen.

Bei de Mammen hu 24% de Congé parental hallef geholl a 76% Vollzäit. Bei de Pappen ass et e bësse méi equilibréiert: 42% Hallefzäit an 58% Vollzäit.

Am Joer 2015 konnt een awer feststellen, dass méi Elteren e Congé parental geholl hu wéi an der Moyenne vun deene Jore virdrun: genee 4.595 géint 4.256 am Joer virdrun, wat eng Steigerung vu ronn 8% ass.

Wee sech fir den Detail interesséiert, fénnt deesen an och nach ganz vill flott Informatiounen am Rapport d'activité vum Familjeministère.

Et war der Regierung wichteg, eng Bestandsopnam ze maachen, fir ze kucken, wat fir eng Aarbechtsmodeller den Elteren an awer och de Patrone géifen entgéintkommen. An et ass wichteg, hei ze ennersträchen, dass dat Gesetz, wat mer elo hei virleien hunn, e Konsens ëmsetzt tëschent der Regierung an de Sozialpartener aus dem Abrëll 2015.

Donieft gouf vum Familjeministère e repräsentative Sondage mat 1.235 Leit an Optrag ginn, fir erauszefannen, ob d'Leit genuch informéiert sinn, wat de Congé parental ass, wat d'Grënn sinn, fir de Congé parental ze huelen oder net ze huelen, a wat d'Grënn sinn, fir en ze huelen oder en net ze huelen, wann Adaptatiounen um Congé parental géife virgeholl ginn.

Abée, ech kann lech soen: Dee Sondage huet gewisen, dass d'Leit dobusse ganz gutt wëssen, wat de Congé parental ass. Op alle Fall hu 85% vun de Leit dat uginn. An och 55% vun den Dammen, déi am Sondage matgemaach hunn, an 20% vun den Hären hunn uginn, den éischte Congé parental geholl ze hunn, de Congé parental beim éischte Kand.

Déi Haaptgrënn, fir de Congé parental net ze huelen, ware finanziell Grënn an e Manktum u Flexibilitéit bei den Aarbechtzäiten. Dës Reform ass wuel eng familjepolitesch Reform, mä si soll och de Patronen entgéintkommen, fir zesumme mam Papp oder der Mamm e flexibele Modell ze fannen, deen deenen zwee passt. De Patron kann zesumme mat den Elteren enner méi Modeller wielen. E ka méi Modeller erausuchen, déi och hien a sengem Betrib arrangéieren, well déi méi grouss Wiel stäerkt a mengen Aen d'Vertrauen tëschent dem Papp, der Mamm an hirem Patron, an ech denken, och d'Motivatioun op der Aarbecht.

Wat sinn dann elo déi Modeller, ënnert deenen d'Elteren an Zukunft sech dee kënnen erausuchen, dee fir hir Situatioun am beschte passt? Als Éischt emol kann ee weiderhin de Congé parental huele sechs Méint ganz. Wann dat engem ze laang ass, kann een de Congé parental erforschrauwen op véier Méint ganz. Manner geet awer net, well mer duerch d'Contrainte vun der Direktiv gebonne sinn, mindestens véier Méint ze accordéieren.

Dese Modell géllt fir all Elteren, déi en Aarbechtskontrakt hu vu mindestens zéng Stonnen d'Woch. An dat ass eng wichteg Neuerung, well virdu konnt een de Congé parental nëmmen huelen an et konnt een nëmmen an de Genoss vum Congé parental kommen, wann ee mindestens 20 Stonnen d'Woch geschafft huet. Mat deem ale System hu mer ganz vill Leit ausgeschloss.

Weiderhi kann ee mam Accord vum Patron och déi zwielef Méint hallef huelen. Och déi kënnen op acht Méint reduzéiert ginn. Dese Modell géllt fir all Papp an all Mamm, déi en Aarbechtskontrakt vu mindestens 20 Stonnen d'Woch hunn.

Déi Pappen a Mammen, déi an engem Aarbechtskontrakt vu 40 Stonnen d'Woch sinn, kënnen ënner zwee weidere Modeller wielen: entweder véiermol ee Mount an enger Period vun 20 Méint respektiv während 20 Méint een Dag (veuillez lire: an der Woch) doheem beim Puppelche bleiwen, dat heescht 80% schaffe während 20 Méint.

Wichtig ass och ervirzeiräichen, dass den éischte Congé parental obligatoresch muss nom Congé de maternité oder dem Congé d'allaitement geholl ginn. Ass dat net de Fall, geet d'Recht op den éischte Congé parental verluer. Eng Ausnam gëllt hei awer fir allengerzéiend Mammen.

Dir wësst, dass d'Regierung och wëllt de Congé pour raisons familiales op de Leescht huelen, soudass an Zukunft all Mamm wäert dräi Méint no der Gebuert zegutt hunn, ob se hire Puppelchen niert oder net.

Wat si weider Neierungen, nieft den neie Modeller? D'Alterslimit vum Congé parental geet vu véier op fënnf Joer erop a se geet op zwielef Joer erop am Fall vun enger Adoptioun. Hei ass ze bemerken, dass am aktuelle Regimm de Congé parental schonn zur Halschent muss geholl ginn, éier d'Kand fënnf Joer huet. An Zukunft geet et duer, dass de Congé parental ufänkt virun deem Dag, wou d'Kand seng sechs Joer kritt.

Am Adoptiounsfall bei engem méi ale Kand, zum Beispill, gëtt eng Period vu sechs Méint (veuillez lire: sechs Joer) gerechent vum Enn vum Congé d'accueil respektiv vum Jugement bis zum Älter vu maximal zwielef Joer.

Fir konform mam europäesche Recht ze sinn, muss de Sëtz vun der Firma, bei där ee schafft, och net méi zu Lëtzebuerg sinn. Mä fir de Congé parental kënnen unzoufouren, muss ee während deeneen zwielef Méint virum Ufank vum Congé parental bei der Lëtzebuurger Sécurité sociale affiliéiert gewiescht sinn. Och muss d'Kand net méi doheem bei deem Elterendeel wunne säit der Gebuert oder dem Accueil, well d'Garde alternée an d'Garde partagée ëmmer méi Famillje betreffen. Et geet duer, wann d'Kand déi meeschten Zäit bei deem ass, deen de Congé parental gefrot huet, ouni dass d'Kand wierklech muss op eng aner Adress ëmgemellt ginn.

Fir de Congé parental opzemaache fir Persounen, déi manner wéi 20 Stonnen d'Woch schaffen oder verschidden Aarbechtskontrakter cumulieren, ass d'Minimumstonnenzuel op zéng Stonnen d'Woch erfogest ginn. Doderch gëtt de Pool vun de Leit, déi an de Genoss vum Congé parental kënnen kommen an trotzdeem de Lien mat hirer Aarbecht wëllen halen, wesentlech méi grouss.

Den neie Congé parental erlaabt et och Persounen, déi méi Aarbechtskontrakter hu bei verschiddene Patronen, zum Beispill Leit, déi stonneweise bei anere Leit doheem am Stot schaffen, de Congé parental kënnen ze huelen.

Wéi virdu beschriwwen, huet eng Persoun, déi manner wéi 20 Stonne schafft bei méi Patronen, elo och en Urecht op e Congé parental vu véier Méint ganz oder sechs Méint ganz. Schafft si bei méi Patronen, ass ëmmer den Accord vun de Patronen alleguerte verlaangt.

Nach eemol am Kloertext: E Papp oder eng Mamm schafft 40 Stonne bei deemselwechte Patron, da kënnen si téschent deene sechs Modeller wielen. E Papp oder eng Mamm schafft 40 Stonnen d'Woch bei verschiddene Patronen, da kënnen se véier Méint ganz oder sechs Méint ganz huelen. E Papp oder eng Mamm schafft téschent 20 a 40 Stonnen d'Woch bei engem Patron, da kënnen se véier oder sechs Méint ganz huele respektiv acht oder zwielef Méint hallef. Eng Mamm oder e Papp schafft téschent 20 a 40 Stonnen d'Woch bei méi Patronen, da kënnen si véier oder sechs Méint fir sech huelen. Eng Mamm oder e Papp schafft manner wéi 20 Stonne bei engem oder méi Patronen, da kënnen se véier oder sechs Méint ganz huelen.

Ech wëll och notéieren, dass déi Leit mat engem Contrat d'apprentissage, dat heescht déi Leit, déi eng Léier maachen, och kënnen an de Genoss komme vum Congé parental, véier Méint oder sechs Méint ganz.

Eng Neierung ass och, dass en hallwe Congé parental bedeit, dass d'Aarbechtszäit ëm 50% gekierzt gëtt an net wéi bis elo 20 Stonnen d'Woch manner wéi festgehalten ass am Aarbechtskontrakt.

Déi nei Modeller vum fraktionéierte Congé parental gi vum Elterendeel an dem Patron an engem Plan de congé parental festgehalten an dann zesumme mat der Demande un d'Zukunftskeess geschéckt. Annerungen un deem Plang sinn nëmme méiglech, wat d'Méint oder den Horaire ueget. De Modell vum Congé parental kann awer net méi geännert ginn, wann e bis eemol accordéiert ass.

Wann et keen Accord gëtt téschent dem Patron an dem Elterendeel, wat de Modell ueget, da proposéiert de Patron e Gespréich an en alternative Plan de congé parental an engem Délai vun zwou Wochen. Wann och dee Congé parental refuséiert gëtt, da behalen de Papp oder d'Mamm d'Recht op véier oder sechs Méint ganz.

Deen Elterendeel, deen den éischte Congé parental wëllt huelen, muss sengem Patron Bescheid soe per Post, also als Recommandé, an dat spëtstens zwee Méint, éier de Congé de maternité ufänkt.

Den zweete Congé parental ka geholl gi vun deem Elterendeel, deen den éischte Congé parental net hat. Well et en Individualrecht ass, kann een deen och net weiderginn. Wat allerdéngs nei ass, dat ass, dass déi zwee Elterendeeler kënnen gläichzäitig de Congé parental huelen. Wéi beim éischte Congé parental muss de Patron och hei véier oder sechs Méint ganz accordéieren. Fir déi aner Modeller muss een e Plan de congé parental mat sengem Patron ausschaffen.

Beim zweete Congé parental dierf de Patron aus gewëssene Grënn, déi am Aarbechtsrecht virgesi sinn, den Ufank vum Congé parental op e spéideren Datum verleeën, wann zum Beispill e groussen Deel vu sengem Personal de Congé parental géif wëllen zur selwechter Zäit huelen an den normalen Aarbechtssoflaf net méi geséichert wier.

Während dem ganze Congé parental ass de Papp oder d'Mamm géint eng Entloossung ofgeséichert, an dat vum leschten Dag un, wou een de Congé parental kann ufroen, bis zum Enn vum Congé parental.

Mir hu beim zweete Congé parental och Wäert drop geluecht, dass dat Recht, e Congé parental zesumme ze huelen, net nëmmer en theoretesch Recht bleift. An dofir ass den Délai, wou den Elterendeel de Congé parental beim Patron muss ufroen, vun haut sechs Méint op zukünfteg véier Méint gekierzt ginn. Esou ass et dem Papp zum Beispill méiglech gemaach ginn, den zweete Congé parental och reell kënnen unzuzéien, wann d'Mamm de Congé consécutif hält.

Den zweete wictegen Aspekt nientent ass d'Héicht vum Ersatzgeld, dat d'Elteren, déi sech derfir téscheeden, de Congé parental ze huelen, och kréien. Den aktuelle Montant vun 1.778 Euro ass fir vill Leit ganz kloer eng Brems. An de Sondage huet et ganz kloer gewisen: Wat de Revenu méi héich, ergo den Ausfall méi héich ass, wat d'Leit och méi zécken, fir vum Congé parental ze profitéieren. Dat beweist och de Congé non indemnisé vu véier Méint, deen een am ale Gesetz konnt huelen: Bei der Zukunftskeess si keng Handvoll esou Demanden eragaangen, an dat säit 1999.

Fir deem entgéintzewierken, gëtt e regelrecht Ersatzgehalt, e Revenu de remplacement, agefouert. Dëst Gehalt gëtt au prorata vun deem ausbezuelt, wat vun der Pai verluer geet, an dat mat engem maximale Plaffong vun 3.204 Euro brutto. Domat komme mir och dem Avis vum Statsrot aus dem Joer 2004 no. An duerch den neie System behalen d'Elteren och weiderhin ouni Ennerbriechung hir Assurance pension. Och ass duerch d'Afëierung vun engem Ersatzloun eng automatesch Upassung un den Index ofgeséichert, wat bei der aktueller Indemnitéit säit 2006 net méi de Fall war.

Duerch d'Méiglechkeet, am fraktionéierte Modell 20% doheem ze bleiwen, gëtt de Lounausfall natierlech wesentlech méi kleng, wéi wann e 50% oder 100% wär. Well d'Suen, déi an engem Stot sinn, eropginn, an hoffentlech och méi Pappe vum Congé parental Gebrauch wäerte maachen, gëtt sech erwaart, dass et fir d'Frae méi einfach gëtt, fir doheem ze bleiwen oder fir zréck an d'Aarbecht ze goen, well de Budget vum Stot bal identesch bleift.

De Revenu de remplacement gëtt gerechent um Revenu cotisable vun deene leschten zwielef Méint virum Ufank vum Congé parental. De Centre commun de la sécurité sociale iwwerliewert déi Zuelen dann un d'Zukunftskeess, déi zoustänneg ass, fir de Revenu de remplacement auszebezuelen. De Montant vum Revenu de remplacement huet als ennescht Limit den onqualifizéierte Mindestloun vun 1.922 Euro an als ieweschst Limit 3.204 Euro brutto, wat dem soziale Mindestloun plus zwee Drëttel entsprécht. Dës Montante bezéie sech natierlech op Vollzäitarbechtskontrakter vun 173 Stonnen d'Woch (veuillez lire: de Mount).

A Leit, déi sech derfir interesséieren, Leit, déi wëllen ausrechnen, wiwvill si dann als Bruttorevenu de remplacement géife kréien an deene verschiddene Modeller, deene Leit kann ech de Calculeateur un d'Häer leeën, dee se kënnen fannen um Site vun der Zukunftskeess ënnert der Adress www.cae.public.lu.

D'Gesetz gesäit och vir, dass d'Elteren, déi hir Demande scho gemaach hunn, mä deenen hire Congé parental eréischt nom Akraafttriede vum Gesetz ufänkt, kënnen eng nei Demande maachen, fir eventuell vum deenen neie Modeller ze profitéieren. Dee Moment sinn d'Délaien acquis, déi ee muss respektéieren, fir eng Demande ze maachen, mä de Patron kann awer deen neie Modell refuséieren. Da fält den Elterendeel automatesch op dee Modell zréck, dee mam Patron ausgemaach gi war an deen och accordéiert gi war.

Fir de Leit entgéintzekommen, déi an hirem ugefroete Modell wëlle bleiwen, also sechs Méint oder zwielef Méint hallef, awer vum neie Revenu wëlle profitéieren, gesäit eng weider Dispositioun vir, dass se sech par lettre recommandée kënnen bei der Zukunftskeess mellen, wuelverstanne wann de Congé parental nom Akraafttriede vum Gesetz, dat heescht ab dem 1. Dezember, a Kraaft trëtt.

Fir all weider Informatiounen, wat d'Avise vun de Berufskummeren ueget oder d'Avise vum Conseil d'État, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass d'Kollegee vun der CSV am September fënnf Amendementer virgeluecht hunn, déi eng nach méi grouss Flexibilisatioun virgesinn haten, an och de Willen ausgedréckt hunn, beim uniformen Tarif ze bleiwen. Net nëmmer aus Zäitgrënn, mä besonnesch well dëst Gesetz - an ech ënnersträichen dat nach eng Kéier - op engem ausgehandeltem Accord mat de Gewerkschaften an de Patronatsvertreider baséiert, goufen dës Amendementer net ugeholl.

Well dëst Gesetz awer just eng weider Etapp ass a bestëmmt och net fir d'Éiwegkeet gëllt, hu mir eis partiiewergräifend géeneegt, eng Motioun eranzerechen, wou mer d'Regierung opfuerechen, an dräi Joer e Bilan ze maache vun deenen neie Mesuren an och weider Weeër ze sichen, fir de Congé parental nach méi flexibel kënnen ze maachen. An, Här President, erlaabt mer, dass ech lech hei déi Motioun iwwerreechen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que la conciliation entre vie professionnelle et familiale est depuis longtemps une priorité politique;

- que les mesures mises en œuvre pour atteindre cet objectif doivent s'adapter le mieux possible aux besoins des familles;

- que le sondage effectué à la demande du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région en vue de la réforme du congé parental a identifié certains motifs de renonciation au congé parental;

- que le projet de loi 6935 portant réforme du congé parental vise à répondre aux besoins exprimés par les parents en ce qu'il

- flexibilise les modèles et les périodes de congé parental,

- étend le cercle des bénéficiaires potentiels en allégeant les conditions d'octroi,

- incite plus de parents à prendre un congé parental;

- qu'il importe de continuer l'analyse des moyens mis en œuvre pour concilier vie professionnelle et vie privée, y compris en tenant compte des amendements et propositions faits au cours des travaux parlementaires;

- que déjà la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales prévoyait dans son article 19 une évaluation des effets des dispositions portant notamment sur l'incidence du congé parental sur le marché de l'emploi, ses effets sur l'égalité des chances et ses effets dans l'intérêt de l'enfant;

invite le Gouvernement

- à dresser un bilan du nouveau système du congé parental après une période de trois années et à évaluer les différents modèles proposés aux parents;

- à présenter, le cas échéant, des propositions d'adaptation.

(s.) Gilles Baum, Taina Bofferding, Françoise Hetto-Gaasch, Fernand Kartheiser, Roberto Traversini.

Da wëilt ech ofschlësse mat engem ganz grouse Merci un alleguer d'Kommissiounsmemberen, déi ganz, ganz äifreg matgeschafft hunn un den Aarbechten, an eise ganz fläissege Sekretär, den Här Jean-Paul Bever, fir seng gutt Aarbecht, an e ganz besonnesche Merci och un d'Madamm Myriam Schanck, déi Presidentin ass vun der Zukunftskeess, déi eis mat ganz vill Sachverstand duerch dëse ganz wictegen an och immens flotte Projet begleet huet.

Ech soen lech alleguerten e grouse Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président.* - Merci. An den Här Rapporteur hätt och nach der Chamber kënnen Merci soen, dass se him e puer Minutten méi Riedezäit ginn huet.

(Interruptions et hilarité)

Voilà, dat gesot, ginn ech d'Wuert dann direkt weider un d'Madamm Françoise Hetto fir d'CSV.

Discussion générale

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Gilles Baum, e grouse Merci soe fir säi ganz ausféierleche souwuel schréftleche wéi och méndleche Rapport. Erlaabt mer vläicht, fir am Ufank e klengen, wierklech e ganz klenge Réckbléck ze maachen.

De Congé parental, deen ass hei am Land agefouert ginn opgrond vun engem, wéi Dir et och gesot hutt, EU-Direktiv vum 3. Juni 1996, déi en individuell Recht vu minimum dräi Méint Congé parental fir all Elterendeel, dee schafft, am Fong geholl garantéiert. An dat ass e Recht, dat doduerch entsteet, dass een e Kand kritt oder e Kand adoptéiert. Déi Direktiv ass hei zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum 12. Februar 1999 transposéiert ginn.

Losst mech drun erënneren, dass dee Congé parental deemoools als en neit an och zousätzlech Instrument fir d'Bekämpfung vum Chômage ugesi ginn ass. De Congé parental sollt nëmlech dozou déngen, fir Chômeuren oder Leit ouni Aarbecht als Remplaçanten ebe fir deen Zäitraum ze rekrutéieren, wou eng Aarbechtplaz duerch e Congé parental net besat wier.

D'Etüd iwwert de Congé parental vun 2002 huet awer besonnesch déi familljepolitesch Aspekter wéi och déi vun der Chancéglichheet als ganz positiv ervirgetrach. D'Ziler vum Congé parental si manner beschäiftegungspolitescher Natur, mä éischter familljepolitescher Natur. En plus droe se dozou bäi - an do gëtt d'Chancéglichheidsministeresch mer bestëmmt recht -, dass mer iwwert dëse Wee der Chancéglichheet téschent Fra a Mann och e Stéck méi no kommen.

D'Famill kritt mam Congé parental déi Ennerstëtzung vum Stat, déi hir och zousteet. Mir hunn als CSV nach ëmmer d'Meenung vertrueden an eis Politik och dorobber ausgeriicht, dass een den Eltere soll de Choix loossen, dass een den Eltere soll all Méiglechkeeten oploosen, wéi si hiert Familljeliewe wëlle gestalten, ob si fir e Congé parental optéieren oder net, ob si ganz doheem bleiwen, fir sech selwer ëm d'Erzéiung vun hire Kanner ze bekëmmeren, oder ob si Deelzäit oder ganzdaags schaffe ginn an op Famill, Betreuungsstrukturen oder awer och Dageselteren zréckgräifen.

Déi ganz Diskussioun ronderëm de Congé parental muss een awer och kucken an engem Gesamtkontext vun éischten Aarbechtszäiten, déi besser op d'Conciliatioun vu Famill a Berufsliewe mussen ofgestëmmt ginn, a vun zweetens alle méigleche Formen u flexible Betreuungsstrukturen.

Ech wëll op dëser Plaz drun erënneren, dass an deenen zwou leschte Regierungen immens vill Effort gemaach gi sinn, wat souwuel d'Crèche wéi och d'Betreiung vun de Kanner ubelaangt, déi am Schoulalter sinn. Et gouf e Statut fir Dagesmammen agefouert, fir domadder wierklech och e breete Spektrum u méigleche Betreuungsmodeller ze offréieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Congé parental stellt net nëmmer e Recht duer fir all Elterendeel, e stellt awer och eng Erausforderung duer fir all Patron vun enger Entreprise. Wat de Volet Aarbechtszäitorganisatioun ubelaangt, do bleift nach villes ze maachen, well déi ganz Conciliatioun Famill a Beruf, déi hänt wierklech maassgeblich dovunner of, wiwvill Optiounen een als Elteren huet, fir de Spagat téschent Famill a Beruf dann och ze realiséieren.

Duerfir hu mir als CSV an der Kommissioun och eng Rei Amendementer an deem Sënn proposéiert gehat. Ech komme gläich dorobber zréck.

Ech wëll awer op dëser Plaz och mäi Respekt ausdrécke fir all déi Patronen an Entrepreneuren, déi wierklech hiert Beschäft maachen, fir dass hir Mataarbechter de Congé parental kënnen huelen, déi och d'Décisiounen vun den Eltere respektéieren, ouni dass dat Konsequenzen op deenen hir zukünfteg Carrière huet. Et ass

sécherlech net einfach, de Congé parental an déi betriebliche Organisatioun mat anzebauen, ganz besonnesch net fir déi méi kleng Entrepreneuren. Mir sinn eis och bewusst, dass et Betreiber gëtt, déi de Wënsch vun hire Salarieé méi einfach kënnen nokomme wéi aner, net well déi et net wellen, mä well si et einfach organisatorisch gesinn net hikiréieren.

Et ass och begrëssenswäert, dass d'ABBL gëschter eng Absichtserklärung ënnerschriwwen huet, dass een dann an Zukunft kann de Remboursement vum Immobilieprêt während der Zäit vum Congé parental ënnerbriechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetztext ginn eng ganz Partie Adaptatioun vum aktuelle Congé parental gemaach. Engersäits gëtt déi aktuell Indemnitéit duerch e Revenu de remplacement ersat, an andersäits kréien d'Elteren an Zukunft d'Méiglechkeet, fir en dach awer méi flexible Congé parental ze huelen.

Mir sinn als CSV och der Meinung, dass et wierklech Zäit war, de Congé parental ze iwwerkucken an ze iwwerschaffen. Allerdéngs hätt ee kënnen dës Reform notzen, fir e Stéck méi wäit ze goen a méi eng grouss Palett u flexible Méiglechkeeten unzebidden. Zanter dass de Congé parental agefouert ginn ass, kann ee feststellen, dass ëmmer méi Mammen a Pappen dovun Gebrauch maachen. An dat ass och gutt esou. 2001 waren et ronn 30% vun den Elteren, déi de Congé parental geholl hunn. Abee, 2014 si mer awer trotzdem scho bei 44,1%.

Am mannste gëtt en allerdéngs genotzt vun de Monoparentalen. An dass net méi Elteren de Congé parental huelen, dat huet natierlech och verschidde Ursachen. Fir déi eng ass, wéi et gesot ginn ass, de Montant vun der Indemnitéit ze niddreg fir de Fall, wou se e géife ganz beieneen huelen. Anerer fäerten, hir Carrière géif duerch de Congé parental dach awer e Knécks kréien. Fir aner ass et awer och dacks en No-Go vusäite vum Patron. A fir nach aner ass en, esou wéi mer e bis elo haten, ganz einfach vill ze vill rigid.

Mir begrëssen als CSV prinzipiell all Mesure, déi drop ausgeriicht ass, den Elteren d'Liewe mander schwéier ze maachen an hinnen et och ze erlaben, méi Zäit mat hire Kanner ze verbréngen. Duerfir begrësse mir et och, dass d'Regierung hiegt an de Congé parental méi flexibel wëllt gestalten.

Mir haten an eisem Wahlprogramm stoen, dass mer d'Veerenbarkeet vum Famill a Beruff wëllt verbesseren iwwer de Wee vu méi enger flexibler Aarbechtszäitorganisatioun. An do kënnen natierlech e flexible Congé parental an eng aner Aarbechtszäitorganisatioun doud-sécher derzou bäidroen.

Flexibilisatioun an Aménagement vun der Aarbechtszäit gehéieren zum Zäitgeescht. D'Patronat ass jo am Prinzip och mat enger Reform vum Congé parental am Sënn vu méi Flexibilität d'accord, hätt sech awer gewünscht, dass déi Diskussiounen iwwer d'Aarbechtszäitorganisatioun parallell gefouert gi wieren an dass een am Fong geholl op deem Ganzen e Konsens fonnt hätt.

Mir bedauern, dass dat net geschitt ass, well mir sinn och iwwerzeegt, dass een, wann dat de Fall gewiescht wier, nach hätt kënnen ganz aner Méiglechkeete fir de Congé parental erausschielen. An dës Reform wier do derduerch méi ambitiéis ginn.

Duerfir hate mir och eng Partie Amendementer proposéiert, déi dem Wönsch vu ganz villen Eltere ganz bestëmmt entgéintkommen wieren. Mir schwätzen hei vill iwwer d'Elteren. Mir alleguer wäerten haut de Mëtte vill iwwer d'Eltere schwätzen a wéi een et fir si ka besser organiséieren, mä ech well awer op dëser Platz och ee Wuert iwwer dee kleng Mënsch soen, em den et am Fong geholl geet: d'Kand.

Déi éischt dausend Deeg am Liewe vun engem Kand sinn entscheidend, wat de physischen a psychesche Bien-être fir de Rescht vu sengem Liewen ubelaangt. Dausend Deeg, dat sinn néng Méint Schwangerschaft an eppes méi wéi zwee Liewensjoren. D'Bindungsfähigkeit fänkt am Bauch vun der Mamm un. Déi éischt zwee Liewensjore festegt de Puppelchen dann d'Liene mat senge Besuchspersonen, am Idealfall den Elteren. Déi éischt Jore sinn entscheidend, de Rapporteur huet dat och ënnerstrach, an duerfir sollt een och dës jonken Eltere wierklech d'Chance ginn, déi éischt Zäit, déi éischt Jore esou vill wéi méiglech Zäit mat hirem Puppelchen ze verbréngen.

Dat ass och de Wönsch vu ganz villen Elteren. Jonk Eltere wellen dee Stress, dee sech ergëtt duerch d'Jongléieren tëschent Famill a Beruff, einfach net méi hinuelen. Vun den Eleng-erzéier guer net ze schwätzen!

Fir dass eng Famill awer kann zu enger Famill zesummewuessen, brauch se Zäit. Dohier muss et méiglech ginn, duerch en dach awer flexible Congé parental seng Aarbechtszäit esou anzedeele, dass all Famill sech hir ënnerschiedlech Liewensart a -weis kann erméiglechen, sech awer och hiren Job ka sécheren, am Aarbechtsprozess mat drableiwen an awer iwwer e puer Joer genuch Zäit huet, fir mat deem neie kleng Familljemitglied eng enk Relatioun opzebauen.

D'Patronen hu jo eigentlech och all Interessé drun, hire Leit entgéintzekommen, well zefridde Salarieé sti gemengerhand dem Betrieb treier zur Säit. D'Breiber, déi net kënnen duerch héich Léin Leit unzéien, kënnen dat awer eventuell duerch interessant a familljefrëndlech Aarbechtszäitmanagement maachen. Et huet deemno jiddwereen eppes drun ze gewinnen. A vu dass de Gesetztext souwisou virgesäit, dass de Patron muss fir all Flexibilisatioun sän Accord ginn, sollt een et dem Patron an dem Salarie iwwerloossen, eng fir si agreabel Léisung ze fannen. Op alle Fall sollen et net legislativ Barrieren sinn, déi der Flexibilität am Wee stinn.

Duerch eis Amendementer, déi leider net ugehall gi sinn, hätten d'Elteren an d'Kand méi Zäit firenee kritt. Si hätt vill méi eng breet Palett u Méiglechkeete gehat, an dat onni dass et de Stat méi deier gi wier. Am Géigendeel. A propos Käschten, do kommen ech och nach drop ze schwätzen.

Mir wollten den Elteren de Choix ginn, tëschent dräi verschidde Congé-parentallen ze wieren: véier Méint ganz, sechs Méint ganz oder souguer aacht Méint Congé parental temps plein. Dierneft hätt een dës dräi Formen och nach kënnen fraktionéieren. D'Leit, déi plein temps schaffen, hätt kënnen mat eisen Amendementer innerhalb vun deem Congé parental, dee fir si a Fro kënnen, ufroen, net just fir zur Halschent, och net just fir zu 80% schaffen ze goen, esou wéi et elo virgesinn ass, neen, no eise Virstellungen hätt si kënnen carrément tëschent enger Palett vun 20%, 40%, 50%, 60% an 80% wieren. Zu allem hätt natierlech de Patron sän Accord misse ginn. E muss dat jo mam neien Text souwisou maachen.

Mir sinn der Meinung, an de Sondage beweist et och, dass d'Eltere sech prioritär méi Zäit, méi Flexibilität wënschen an net un éischer Stell méi Indemnitéit. Eis Amendementer hätten e grouse Choix erméiglecht.

Dobäi muss een awer och soen, dass de Choix fir Flexibilität, zum Beispill dee Moment, wou ee sech derfir decidéiert, 80% schaffen ze goen an 20% vum Congé parental ze profitéieren, dass dat op Käschte geet vun der Zäit. Well et dierf een net iwwer 30 Méint 80% schaffen goen, esou wéi dat engem am Fong geholl géif zoustoen, wann een dat vum sechs Méint ëmrechent, mä just während 20 Méint.

Zweetens, d'Regierung gesäit vir, déi forfaitaire Indemnitéit duerch e Revenu de remplacement, deem op 3.200 Euro brutto maximal fixéiert ass, ze ersetzen. Mir als CSV, mir halen un deem aktuellen indemnitéit System fest. Wéisou?

Ma mir sinn der Meinung, dass eng Indemnitéit, déi een am Kader vum Congé parental kritt, net sollt vu Persoun zu Persoun variéieren. Mir mengen, dass de Revenu de remplacement, esou wéi d'Gesetz en dann elo festhält, géint de Gläichheetsprinzip, deem an der Verfassung verankert ass, verstéist. Fir eis huet d'Erzéiungsaarbecht vun allen Elteren deeselwechte Wäert. D'ailleurs ass dat och esou an deenen anere Länner. Et kann net sinn, dass deem enge seng Eltereaarbecht méi Wäert huet wéi deem anere seng.

En plus sinn déi 3.200 Euro, déi ëmmer an d'Fenster gestallt ginn, net netto. Do gi jo d'Steieren nach of, d'Soziallaaschte ginn nach of. Keen, awer och wierklech kee Wäert 3.200 Euro erauskriegen! Mir als CSV wollten duerfir de Montant vun der Indemnitéit fir all Eltere gläich loossen an um Niveau vum onqualifizéierter Mindestloun festmaachen. An dovunner géif ausser deenen 2,8% fir d'Krankekeess an 1,4% Assurance dépendance näscht ofgezu ginn. Amplaz vu méi Suen hätte mir méi Zäit offréiert, wann dat da vun den Eltere gewünscht gewiescht wier. Mä wéi gesot, eis Amendementer si leider net ugehall ginn.

Ech sinn awer trotzdem frou, dass se op iergendeng Aart a Weis den Nidderschlag fannen an enger gemeinsamer Motioun, wou mer dann an dräi Joer wäerte kucken, wéi dat Ganz, wat mer elo dann haut wäerte stëmmen - mir wäerten eis enthalten -, wéi dat da bei de Leit ukënnt.

Mir wieren natierlech nach méi frou gewiescht, wann eis Amendementer adoptéiert gi wieren. Awer mir si wierklech net domadder averstanen, dass hei verschidde Revenu wäerten ausbezuelet ginn. Ech denken och drun, dass déi Leit, déi an Zukunft dat mussen ausrechnen, dass déi nach ganz vill Freed kréie bei deene Berechnungen.

An et ass och net esou, Madamm Minister, wéi Dir gesot hutt, dass et och am Congé de maternité géife verschidde Valeure ginn. De Congé de maternité, dee gëtt iwwer d'Krankekeess bezuelet. Dorobber gëtt cotiséiert am Prorata zum Salaire an och jee nodeem, ob ee Fonctionnaire ass, ob een am Privatsektor schafft oder ob een Indépendant ass. An de Congé parental ass eng Prestation familiale, wourobber een 2,8% Krankekeess an 1,4% Assurance dépendance bezilt. Et kann een deemno net Appel mat Bire vergläichen.

Mir bedauern awer och, dass hei - an dat ass awer och e wesentleche Punkt - keng seriö Käschteberechnung gemaach ginn ass respektiv keng seriö Estimatioun. Am Géigendeel!

An der Fiche financière gëtt sech op zwou Hypothese beruff, wou 50% vun de Salarieen, déi sech fir de Congé parental plein temps decidéieren, sech géife fir e Congé parental vu véier Méint decidéieren, a wou 50% vun de Salarieen, déi fir e Congé parental mi-temps sech géifen entscheeden, op dee vun aacht Méint géifen zréckgräifen. Dat heescht: Dir gitt der-vun aus, dass d'Halschent sech fir dee méi kuerze Congé parental entscheet. Abee, dat ass op jidde Fall och dee Modell, deem de Stat am mannste wäert kaschten an awer, an Aren Zee-narien, 15 bis 29 Milliounen méi wäert kaschten, wéi dat bis elo de Fall ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Ech géif dann natierlech nawell gäre wëssen, Madamm Minister, wat géif dann ufalen u Käschten, wann d'Majoritéit vun de Leit sech géif fir déi deierste Versioun decidéieren, sechs Méint ganz oder zwielef Méint hallef, well schlisslech, Dir erhofft lech dat jo, wäerten dann och méi Pappen an Zukunft de Congé parental wëllen huelen, well se sech duerch déi méi héich Indemnitéit ugezu spieren.

An deene ganzen Estimatiounen steet och kee Wuert driwwer, a wéi engem Mooss dass de Plus u Steieren, déi dach awer wäerten et erakommen, sän Nidderschlag fënnt. Et ass ganz einfach keng seriö Estimatioun.

Nach just ee Wuert zur Propositioun vun de véier Méint Congé parental respektiv véiermol ee Mount. Mir sinn als CSV der Meinung, dass een den Elteren net soll manner Zäit ubidden, fir mat dem Kand ze verbréngen, mä éischer méi. Ech fäerten näamlech, dass mer hei duerch dës Alternativ kënnen e gewëssenen Drock kreieren an deem Sënn, dass d'Patronen hire Leit soen, jo, si sollt sech da vläicht léiwier fir déi véier Méint decidéieren amplaz fir déi sechs Méint, well dat fir de Betrib méi einfach ze organiséieren ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aus all dës verschidde Ursachen, déi ech elo opgezielt hunn, wäerte mir eis bei dem Vott iwwer dës Gesetz enthalen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Hetto. An nächsten aegeschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn. Dir hutt d'Wuert, Här Hahn, fir d'DP.

► **M. Max Hahn (DP).** - „An, wéini ass et da bei dir esou wäit?“ Jo, dës Fro kritt een a mengem Alter alt emol gestallt.

(**Brouhaha**)

Dorobber, léif Kolleegen, wäert ech lech awer keng Antwort ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir hunn lech jo och net gefrot.

► **M. Max Hahn (DP).** - Ech wäert villméi op déi Froen agoen, déi ee sech an deem Kontext a mengem Alter stellt.

Haut, an dovu sinn ech iwwerzeegt, gëtt e Gesetz gestëmmt, dat de Congé parental daitlech méi attraktiv wäert maachen. Dat huet zwar bestëmmt keen Afloss op de Kannerwönsch vun enger Koppel, well ech mengen net, dass d'Leit méi oder manner Kanner wëllen, deemno wéi de Congé parental geregelt ass. Mä et beaflost d'Elteren awer bei der Antwort op eng aner Fro. D'Fro, déi jonk Famillje sech näamlech stellen, ass déi heiten: Hélt een de Congé parental? Oder hélt een en net?

Natierlech wëllt ee méi Zäit mat sengem Kand verbréngen. An trotzdem muss een d'Rechnung maachen, ob de Congé parental net ze vill Nodeeler an Abousse fir ee selwer a seng Famill bedeit. D'Zil vun dëser Reform ass, dass

vill méi Elteren, a besonnesch vill méi Pappen, den zweete Congé parental huele wäerten. D'Zil ass et, dass a fënnel bis zéng Joer den zweete Congé parental esou oft geholl gëtt wéi deen éischer. Dass d'lescht Joer den zweete Congé parental just a 34% vun de Fäll geholl ginn ass, weist, wéi ambitiéis d'Zil vun dëser Reform ass.

Här President, et heescht, den neie Congé parental gëtt den haitege Gegebenheeten ugepasst. Mä wat sinn dann déi haitege Gegebenheeten? Haut ass d'Rolleverdeelung am Stot eng aner wéi nach bei mengem Elteren. Deemools war et näamlech ganz oft esou, dass de Mann schafft gaangen ass an d'Fra doheem bliwwen ass, fir d'Kanner groussezéien. Hautdesdaags ginn déi zwee aus der Koppel schaffen a wann den Nowess bis do ass, bliwwen déi Alerwéinegst nach ganz doheem beim Kand.

Dat huet haauptsächlech zwou Ursachen: éischer, d'Finanzen an déi eege sozial Ofsécherung, och wann d'Bezéiung emol an d'Bréch geet, an zweetens de Wönsch, säi Beruff op d'mannst deelweis auszeüben, well en engem Spaas mécht an ee perséinlech erfüllt. An do, léif Frënn, gëtt et tëschent Fraen a Manner keen Ënnerscheed.

Ech stellen a mengem Frëndes- a Familljekrees awer nach ee groussen Ënnerscheed zu fréier fest: Hautdesdaags wëllen d'Pappe méi an d'Erzéiung vun hire Kanner agebonne ginn. An dat ass och gutt esou! D'Experte si sech hei eens, dass hei grad déi éischt Jore enorm wichteg sinn. An awer, et si grad d'Pappen, déi de Congé parental net huelen. Mä firwat ass dat dann esou?

Ma d'Grënn, firwat haauptsächlech deen éische Congé parental geholl gëtt an deen zweete vill manner, sinn en gros déiselwech wéi déi, firwat hautdesdaags dacks keen Elterendeel ganz doheem bleibt. Ech widerhuele mech: Dat sinn éischer, d'Finanzen an d'sozial Ofsécherung an zweetens de Wönsch, säi Beruff op d'mannst deelweis auszeüben. A grad op dës zwou Ursachen äntwert d'Reform.

Wat d'Finanzen ugeet, ass deen nei agefouerten Ersatzloun vum Congé parental méi no un där normaler Pai vun den Elteren, wat et grad der Mëttschicht finanziell och erlaabt, de Congé parental ze huelen. Et dierf een net vergiessen, dass rezent e Sondage realiséiert gouf, deen ervaerhuwen huet, dass bal d'Halschent vun deene gefrote Leit, déi de Congé parental net geholl hunn, dës Entscheedung getraff hunn, well se sech de Congé parental finanziell net leeschte konnten.

Wat de Wönsch ugeet, säi Beruff op d'mannst deelweis auszeüben, esou gëtt deem mat enger Erhéijung vun der Flexibilität, wéi een de Congé parental huele kann, Rechnung gedroen. Hei wäert een an Zukunft tëschent véier zousätzliche Modeller kënnen entscheeden. Déi zousätzlech Modeller wäerten de Mammen an de Pappen entgéintkommen, déi vläicht net sechs Méint Ganzzäit am Congé parental wëlle sinn. Ech denken do an déi Elteren, déi an engem dynamesche Sektor schaffen, wou sechs Méint eng laang Zäit sinn, an där zum Beispill Projeten ofgeschloss ginn an nei Projeten entstinn, un deene si wëllen deelhuelen. Véier Méint um Stéck, véier Méint verdeelt oder een Dag d'Woch, dat erméiglecht et, kee Choix tëschent dem Kand an der Aarbecht mussen ze treffen.

Fir Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze kréien, ass an esou Fäll besonnesch d'Formule, fir de Congé parental während 20 Méint een Dag d'Woch ze huelen, eng flott Optioun fir Employé a Patron. Dat entsprécht enger Tache vun 80%. Gekoppelt mam Bruttoersatzrevenu vu bis zu 3.200 Euro, ass de finanziellen Aschnitt fir d'Mëttschicht also wesentlech méi kleng, wéi dat aktuell de Fall ass.

Här President, erlaabt mer e kuerzen Ausflug an d'Vergaangenheet. 1999 gouf de Congé parental agefouert, dat mat deenen zwee Modeller, wéi mir se bis haut kennen: sechs Méint Ganzzäit an den zwielef Méint Hallefzäit. Dat si méttlerweil ëmmer hi 17 Joer hier, 17 Joer, vun deenen d'CSV 14 Joer laang de Familljeresort besat huet an näscht heiru geännert huet. Ech wëll net polemisch ginn,...

(**Hilarité**)

...mä ech war dowéinst virun engem Mount verwonnert, dass d'Reform darselwechter CSV net flexibel genuch war, obwuel d'Reform véier zousätzlech Variante virgesäit. Wann déi flexibel Modeller hinnen esou wichteg sinn, stellen ech mer just d'Fro, firwat si dat net scho méi fréier proposéiert an och ëmgeännert hunn!

Ech freeë mech op alle Fall, dass et elo och der CSV wichteg ass, de Congé parental méi ze flexibiliséieren.

(**Interruption**)

An natierlech hätt ee mat der Flexibilität nach méi wäit kënnen goen. Et dierf een awer net

vergiessen, dass d'Ministesch d'est Gesetz net an der Dunkelkammer ausgeschafft huet a geschrivven huet, mä de verleende Gesetzestext mat de Sozialpartner ausgehandelt huet, woufir ech der Ministesch, awer och der ganzer Regierung op dëser Plaz félicitéiere wëll.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - Wat d'Flexibilitéit ugeet, schéngt d'CSV sech jo an déiselwecht Richtung ze bewege wéi mir.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - Niefert dem spéide Wonsch no méi Flexibilitéit hält d'CSV awer un der Iddi vun engem eenheetleche Montant fest a géif deemno léier bei engem vill méi niddrege Montant bleiwen. Abee, mir maachen do eng aner Analys. En eenheetleche Montant léist de Problem net, dass vill Eltere sech de Congé parental finanziell net erlabe kënnen. Grad d'Upasse vum Montant un de reelle Loun mat engem Maximum vun 3.200 Euro brutto erméiglecht et eréischt ville Leit mat engem mëttleren Akommes, de Congé parental an Usproch ze huelen.

D'CSV argumentéiert, dass d'Erzéiungsarbeitsrecht mam nämlechen Montant soll bezuelt ginn. Wa si doranner kohärent wier, misst si dat jo och fir de Congé de maternité an de Congé d'allaitement froen. Hei kritt ee jo och keen eenheetleche Montant während den aacht respektiv zwielf Wochen no der Gebuert ausbezuelt, mä de volle Salaire. Dat ze ännerer wier zwar genausou kontraproduktiv, mä op d'mannst wier et kohärent.

(**Interruption**)

Ech bleiwen derbäi: E méi en niddregen eenheetleche Montant léist eise Problem net, well vill Eltere sech de Congé parental weiderhin net leeschte kéinten. Ech wëll awer och betounen, dass och méi en héijen eenheetleche Montant net d'Léisung wier, well mir domat falsch Ureizer géife schafen, wa verschidde Leit méi Suen iwwert de Congé parental ausbezuelt géife kréie wéi si verdéngen, wa se schaffen.

Här President, d'Reform, iwwert déi mer haut schwätzen an déi gestëmmt wäert ginn, ass e Meilesteen an der Familljepolitik. D'Reform dréit ganz kloer der Realitéit Rechnung, fir datt an Zukunft méi Leit an och méi Pappe sech fir de Congé parental kënnen entscheiden.

Fir sech matzäiten un d'Besoiner vun den Eltere kënnen unzepassen, begréisst d'Demokratesch Partei d'Motioun, déi de Rapporteur déposiert huet. Et ass nämlech wichteg, an e puer Joer eng Bestandsopnam ze maachen, fir dee System kënnen ze evaluéieren an eventuell och Upassungen ze maachen.

Dem Rapporteur Gilles Baum a Parteikolleg well ech selbstverständlech am Numm vun eiser ganzer Fraktioun en décke Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen awer och mëndleche Rapport. An ech ginn dann heimat den Accord vun eiser Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding fir d'LSAP.

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hëren, haut gi mer weider an d'Richtung vun engem moderner Familljepolitik an dat ass e gutt Signal fir d'Familljen hei am Land. Éier ech op déi eenzel Elementer aus der Reform aginn, wëll ech vun der Geleeheneit profitéieren an dem Rapporteur, dem Deputéierte Gilles Baum, Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport.

D'LSAP begréisst dës Reform, well domadder erméigleche mer: eischstens, dass méi Eltere wärten an de Genoss vum Congé parental kommen; zweetens, méi Wahlméiglechkeeten, fir Beruff a Famill besser openeen ofzestëmmen; drëtzens, méi Zäit fir d'Familljen. Véierens erméigleche mer och méi Sue fir d'Familljen a fënnfens wärte mer och der Chancëgläicheit e gutt Stéck entgéintkommen.

D'Veereinbarkeet vu Beruff a Famill ass fir meng Partei e ganz grouse Sujet. Mir engagieren eis fir Mesuren, déi den Eltere sollen hëllefen, Famill a Beruff besser an Aklang ze bréngen. Et gétt ëmmer méi Familljen, wou béid Elterendeeler schaffen. An hirer Virstellung vun engem gudden Liewe gétt et déi zwee: Zäit fir d'Famill an Zäit fir de Beruff. Si erwaarden - an ech mengen, dat zu Recht - vun der Politik, dass si se ënnerstëtzt an hir Liewensrealitéit verbessert.

Mat enger Auszäit erméigleche mer et den Elteren, hiren Job virleefeg ze ënnerbriechen oder zréckzeschrauwen, fir esou méi Zäit ze hunn, fir sech intensiv ëm hiert klengt Kand ze këmmen. Wéi déi Zäit sech gestalt, wéi ee sech organiséiert, dat soll vun de Besoiner ofhänken, déi d'Familljen an och d'Betriben

hunn. Et geet eben drëms, sech esou ze organiséieren, dass béid Säiten dovunner kënnen profitéieren.

Dobäi sollte mer net vergiessen, dass och spéider am Liewe vun engem Kand, also den éischte Liewensjoren, et Phase gétt, an deenen d'Elteren och méi Zäit fir hiert Kand brauchen. An et ass wichteg, dass si och déi Zäit kréien. An dofir kënnen Elteren an Zukunft de Congé parental bis dat sechst Liewensjore vum Kand huele respektiv, am Fall vun enger Adoptioun, bis zwielf Joer.

Eng grouss Verbesserung, déi mer haut schafen, ass d'Flexibiliséierung vun der Elterenzäit. Hei komme mer ganz kloer de schaffenden Elteren entgéint. De Wonsch no Flexibiliséierung koum am Sondage, deen am Virfeld vun der Reform gemaach gouf, ganz kloer eraus. Et ass richteg, dass bei der Opspléckung am Verglach zu deenen zwee anere Modeller manner Deeg wärten zur Verfügung stoen. Dofir hunn d'Elteren awer bei der flexibiliséierter Form méi Choixen!

Vu Patronssäit war viru Kuerzem ze héieren - also si hunn erëm déi flexibiliséiert Form kritiséiert -, dass et fir d'Betriben extrem schwierig wier, sech ze organiséieren, wann e Salarié een Dag an der Woch géif feelen, well ee fir deen Dag net en Ersatz kéint astellen. An et wär och net am Sënn vun der Saach, dass aner Employéen da méi Aarbecht hätten. Nun, do kéint ee jo och bal mengen, dass déi Salariéer am beschten hätten, ni krank ze ginn oder en Dag Congé ze huelen.

Ech wëll net weider op déi Ausso elo agoen, mä op deen ugeschwatene Problem ginn et awer e puer Äntwerten. Éischters: Wa Betriben bis elo esou vill Wäert drop geluecht hätten, d'Absencen duerch e Congé parental ze ersetzen, da wär de Congé parental och beschäfteigungspolitesch genausou wéi um familljepolitesche Plang eng Success Story gewiescht. A mir wëssen allegueren, dass dat leider net de Fall war.

Zweetens muss ee soen, dass et och ganz vill vum Betrib grad wéi vun der Gréisst an och vun der Aktivitéit vum Betrib ofhänkt, wat een als Modell vum Congé parental arrangéiert a wat eben net. Sou hunn zum Beispill kleng Betriben aner Constrainté wéi grousser, déi, déi Schichte schaffen anerer wéi déi, déi dat net maachen. An et gétt och Betriben, wou et effektiv méi laang dauert, fir eng Persoun nei anzuschaffen a wou dann déi sechs Méint Vollzäit-Congé-parental éischter déi schlecht Optionen duerstellen.

Dofir ass et jo och esou, dass souwuel bei der flexibiliséierter Form wéi och beim Congé parental à mi-temps nëmme am Accord mam Patron deene Forme kann zougestëmmt ginn.

E weidere Punkt, deen am Sondage och e ganz groust Thema war, ass d'Indemnititéit. Bal d'Halschent vun den Elteren hu gesot, si hätte sech géint de Congé parental entscheet, well si e sech net hätte kënnen leeschten. Niewent dësem Aspekt wëll ech och nach eng Kéier drun erënneren, dass d'Montante vum Congé parental säit 2006 agefruer sinn.

Fir där Suerg entgéintzekommen, gétt déi fix Indemnititéit elo duerch e Revenu de remplacement ersat. Dat huet als Virdeel, dass de Salaire weiderleef an dass et während dem Congé parental net zu weidere groussen Aboussen an de Familljenakommisse soll kommen.

Et ass sécher falsch, et esou duerstellen, wéi wann d'Elteren nëmme Zäit fir Kanner hätten, wa se genuch Sue géife kréien. Fakt ass awer, dass ganz vill Familljen hei am Land nun emol op zwee Akommesen, zwee Salarien ugewise sinn, fir déi lafend Käschten ze finanzéieren.

Vun den Oppositionsparteien ass ze héieren, dass den Ersatzrevenu d'Elteren net méi gläich géif behandelen, well se net méi deemselwechte Montant ausbezuelt kréien. Et gétt kritiséiert, dass elo zwou Zorten Eltere géife geschafe ginn: déi mat den niddrege Paien an déi Eltere mat den héije Paien. Fakt ass awer, dass déi Differenz téschent de Paien net eréischt duerch d'Modifikatioun am Congé parental zustane kënn. Deen Ennerscheid, dee besteet och elo!

De Congé parental ass net geduecht, fir d'Erzéiungsarbeitsrecht ze belouen. Den neie Congé parental huet zum Zil, en Akommesverloscht, deen eben duerch d'Reduktioun vun der Aarbeitszäit zustane kënn, ze kompenséieren. An dat ass och déi bescht Manéier, fir de Congé parental villen Elteren iwwerhaupt emol zougänglech ze maachen.

Et wärten och hoffentlech méi Pappe ginn, déi an Zukunft de Congé parental wärten huelen, fir esou och méi Zäit mat hirem Kand kënnen ze verbréngen. Dat wäert och hoffentlech positiv Auswierkungen am Beräich vun der Chancëgläicheit hunn. Op dee Punkt kommen ech spéider nach emol zréck.

Begrëssen di mer och déi gemeinsam Erklärung, déi gëschter téschent der Familljeministesch an der ABBL ënnerschriwwen ginn ass.

Niewent dem Aspekt vun der Stärkung vun der Relatioun zum Kand ass et och wichteg, dass den Elteren hir sozial Rechter weiderhi bestoe bleiwen. Fir meng Partei ass de Schutz vun der Aarbeitsplaz grad wéi d'Sécherheet, nom Congé parental nees op seng Plaz zréckzekommen ouni Aboussen a senger Carrière, extrem wichteg. De Kënnungsschutz ass iwwert déi ganz Dauer vum Congé parental, also bis maximum 20 Méint, garantiert. Dobäi sinn dann och déi Eltere protegéiert, déi op e flexibele Modell zréckgräifen.

A verschiddenen Aweise gétt gefuerdert, dass och schonns ab der Demande de Kënnungsschutz soll spillen. D'LSAP hätt dat och gäre gesinn, mä leider konnten d'Sozialpartner sech op deem Punkt net eenegen.

Ee Punkt, dee munch Elteren awer nach wäert Suerge bereeden, ass, wann een am Congé parental ass an et zu enger Faillite kënn, dass de Salarié da säi Congé parental verléiert. Natierlech sinn déi Suiten hannendrunner jee no Situatioun ganz ënnerschiddlech - déi eng falen an de Chömage, déi aner hu vläicht méi Chance a kënnen herno vun engem Betrib iwwerholl ginn -, esou si mir awer der Meenung, dass een déi Fall besonnen gutt am A soll behalen a gegebenenfalls eng Kéier muss driwwer nodenken, ob net awer eng aner Léisung kéint virgesi ginn.

Ee Punkt, deen awer bestëmmt ganz vill Eltere wäert opootme loossen, ass, wann ee während dem Congé parental den Employeur wiesselt a sech berufflech verbessert, also méi verdéngt, dass een dann an Zukunft net méi déi Deeg, wou een am Congé parental war, muss zréckbezuelen. Mat der Reform däreifen déi Leit dat, wat se kritt hunn, och da behalen.

Bis elo huet een op d'mannst 20 Stonnen d'Woch misse schaffen, fir e Recht op Congé parental ze hunn. An dat ännert. Et brauch ee just nach, an et ass scho virdu gesot ginn, et brauch ee just nach zéng Stonnen d'Woch ze schaffen. Mir fannen dat ganz gutt, well esou komme sécherlech méi Elteren an de Genoss vun engem Congé parental.

An dorënnen falen eben eng ganz Partie Leit, déi manner wéi eng hallef Tache schaffen. A well déi jo bis elo kee Recht op Congé parental hatten, hu si d'Allocation d'éducation fir sech an Usproch geholl. An nodeems des Allocation jo ofgeschafft gouf, erlabe mer hinne mam neie Gesetz eben en Zougang zum Congé parental.

Nei ass och, dass béid Elterendeeler zäitgläich däreifen de Congé parental huelen. An den Délai vun néng Wochen, deen huet mussen agehale ginn, fir den éischte Congé parental ze kréien, wa kee Congé de maternité oder Congé d'accueil geholl ginn ass, deen Délai gétt och elo erfogsat. Dat heescht, dass souwuel d'Papen net méi esou laang mussen waarden, fir an den éischte Congé parental ze goen, wéi och Elteren, déi hiert Kand aus enger Leihmuttertschaft hunn, net méi brauchen déi Délai vum néng Wochen ofzewaarden.

Mir begrëisse weider, dass de Congé parental och elo als dat unerkannt gétt, wat en ass, an zwar eng Familljemesure, an net méi eng Mesure am Beräich vum Travail, déi Aarbeitsplaze soll schafen, wat, wéi ech et scho virdu gesot hunn, an der Vergaangenheet nëmme ganz sielen de Fall war.

Weider bréngt dës Reform net just Fortschritter an der Vereenbarkeet vu Beruff a Famill, mä wäert och e Quantesprung a Saache Chancëgläicheit sinn, wann ebe méi Pappen an Zukunft wärten dann de Congé parental huelen. Vill Pappe wëllen dat. Vill Pappe wëlle méi Zäit mat hirem Kand verbréngen. An dofir solle si och sensibiliséiert ginn, fir vun hirem Recht méi Gebrauch ze maachen. An domadder sollen och Ängschte virun engem negativen Impact op déi professionell Carrière ofgebaut ginn.

Domadder erreeche mer hoffentlech och en Emdenken an der Astellungspolitik. Dann hätte jonk Fraen, déi sech fir en Job virstellen, vläicht méi Chancen, well se net direkt ënner en - wéi soll ech soen? - méigleche Verdacht geroden, an nächster Zukunft eng Kéier schwanger ze ginn.

Fir vill Patronen - an dat ass leider nach ëmmer esou - ziele jonk Fraen aus bestëmmten Alterskategorien nach ëmmer als en Astellungsrisiko. Dofir eben hei d'Iwwerleeung: Wa méi Pappen de Congé parental huelen, wa sech dat zu enger Normalitéit apendelt, da wärten an Zukunft net nëmme d'Pappen, d'Männer maner schif bekuckt ginn, mä vläicht hunn dann och Fraen a Virstellungsgespräicher méi Chancen an - wéi soll ech soen? - ginn net méi als tickend biologesch Zäitbomme betruucht. Domadder kéime mer ganz sécherlech och der Chancëgläicheit e gutt Stéck entgéint.

Schlussendlech bleift d'Veereinbarkeet vu Beruff a vu Famill och no de Verbesserung vum Congé parental e grouse Spagat fir vill Mammen a Pappen. Mir Politikerinnen a Politiker kënnen gutt Gesetze maachen, d'Eltere finanziell ënnerstëtzen an hinnen och méi Méiglechkeeten ubidden, an awer brauche mer och d'Volontéit vun de Patronen, fir op d'Situatioun vun den Eltere Rücksicht ze huelen. Instrumenter fir méi Flexibilitéit mussen do usetzen, wou d'Betriben kënnen flexibel ginn, an net do, wou d'Eltere musse flexibel ginn.

D'Familljen, déi schaffend Elteren hei am Land, hunn eng familljefrëndlech Aarbeitswelt verdéngt. An dat Gutt dorunner ass, dovunner kënnen se allegueren profitéieren: D'Elteren, d'Patronen an am allermeschten d'Kanner! An dofir stëmme mir dës Reform vum Congé parental ganz gären zou. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An nächste Riedner ass den Här Roberto Traversini fir déi gréng.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Grazie, Presidente. Merci dem Här Gilles Baum fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport. E war gutt, wéi ëmmer.

De Congé parental gouf 1999, also viru ronn 17 Joer, agefouert. Wat deemools prioritär als eng Moosnam fir Aarbeitsplazen ze schafen ugesi gouf, soll elo endlech zu enger familljenënnerstëtzender Moosnam reforméiert ginn. Mir begrëssen ausdrécklech, datt de Congé parental mat dësem Projet de loi endlech un d'Realiteit vum 21. Jorhonnert ugepasst gétt. D'Veereinbarkeet vu Famill a Beruff ass e gréng Kärsubject.

Mir freeen eis, datt dat neit Gesetz d'Diskrepanzen aus dem Wee schafe wäert an de Familljen et wäert erlaben, méi Zäit mat hire Kanner ze verbréngen. Esou kënnen d'Eltere besser Bezéiwunge zu hire Kanner opbauen an hiert Berufsliewe besser mat der Famill ënner een Hut bréngen. Et mussen nun emol a ville Famillje béid Eltere schaffe goen. Ech si mer sécher, datt mat dëser Reform méi Elteren de Choix fir de Congé parental wärten treffen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - An éischter Linn treffe si déi Entscheidung natierlech net weinst de Suen, mä zum Wuel vun hire Kanner! Mä ech sinn iwwerzeegt, datt d'est Gesetz duerch déi méi héich finanziell Kompensatiounen an déi vill méi grouss Flexibilitéit vill Eltere wäert iwwerzeegen, de Congé parental ze huelen, an hiren Alldag am Congé parental méi einfach mécht. Et féiert domadder och zu enger Verbesserung vum Kannerwuel. An em dat geet et jo hei.

Viru 17 Joer hate mer e groussen Déséquilibre a ville Familljen. D'Mamme sinn dacks aus dem Beruff erausgaangen, fir sech ëm d'Kanner ze këmmen. Si sinn dann an hirer beruflecher Carrière op de glesene Plaffong gestouss: Si verdénge substanzieel manner a spéider feelen hinnen eventuell och nach Joren an der Pension! D'Pappen hu missen duerfir ëmsou méi fläisseg weiderschaffen, fir d'Suen ze verdéngen, këmmere sech awer weineg ëm de Stot an hunn oft keng esou gutt Relatioun mat hire Kanner. Deen Déséquilibre besteet leider nach ëmmer a ville Familljen.

De bisherege Congé parental hätt kënnen dozou bäidroen, dat e bëssen ze änneren. Duerch, datt de Congé de maternité mam Congé parental konnt verlängert ginn, konnten d'Elteren hir Kanner mat néng Méint an d'Crèche ginn, wat fir déi meescht Elteren duerchaus akzeptabel war an de Beruff vun der Mamm net ze laang ënnerbrach hätt. Si konnten hiert Kand och eréischt fréistens mat 15 Méint an eng Crèche ginn, wa se och den zweete Congé parental direkt geholl hunn. Dee Moment hatten déi zwee Elteren d'Geleeheneit, fir ganz fréi eng gutt, zolidd Relatioun mat hirem Kand opzebauen.

Mä leider huet et net esou funktionéiert, op alle Fall net esou, wéi mir eis et virgestallt hunn. Éischstens gouf de Congé parental haaptsächlech vun de Frae geholl: Zanter 1999 sinn et der 64.000 a bei de Männer just 16.000. Deen Déséquilibre téschent Mann a Fra huet sech also gewässerموossen nach verschäert.

Haut sinn d'Fraen oft e ganz Joer aus dem Beruff eraus, wa se e Kand kréien. Vill Frae fannen, datt dat ze laang ass a verzichten da léiwer op hire Congé. Vill Männer fannen, datt hir Famill net kann op hiert Akommes verzichten.



ten, zemoos well jonk Famillje jo och oft héich Wunnengskäschten hunn. Si huelen also guer kee Congé parental.

War dee bisherege Congé parental dowéinst e Mësserfolleg? Ganz kloer: Neen! De Congé parental ass e wichtege Baustee fir eng modern Familljepolitik. Awer leider gëtt de Congé parental vill ze oft als e Luxus ugesinn, fir Leit, déi sech et leeschte kënnen, amplaz dat jiddweren deen hëlt.

De Congé parental soll eng ganz normal Etapp ginn am Liewe vun de Mammen a virun allem am Liewe vun de Pappen. Mir wënschen eis, datt de Congé parental gradesou normal fir béid Eltere gëtt, wéi et de Congé de maternité schonn haut fir d'Fraen ass. Mir sinn der Meenung, datt d'Pappe fréi eng enk Bezéiung zu hire Kanner kréie sollten an datt si sech intensiv mat hire Kanner auseruesetzen, fir datt mir de Frae besser Chancé ginn, fir hir Plaz am Berufsliewen anzehuelen.

Duerfir fanne mer dës Reform vum Congé parental och esou wichtege an déi eenzel Moossname richteg!

Déi Etüd, déi am Virfeld gemaach gouf, huet gewisen, datt d'Leit virun allem de Congé parental net huelen, wann net déi néideg Flexibilitéit gebuede gëtt, fir de Congé un déi speziellesch Bedürfnisser vun der Famill unzepassen.

Den zweete grouse Problem, dat huet d'Etüd och gewisen, ass d'Héicht vun der Indemnitéit, déi déi jonk Eltere kréien. Wann den Énnerscheid do ze grous ass, kënnen vill Leit sech den Akommesverloscht net leeschten oder si vläicht net bereet, déi néideg materiell Aschränkungen ze akzeptéieren.

Dës Reform geet op déi zwee wichteg Problemer an. D'Mamme kréie vill méi Flexibilitéit, fir sech gläich em hire Beruff an hir Famill ze këmmern. Dëst ass eng grouse Verbesserung fir d'Chancégläichheet.

► Mme Viviane Loschetter (déi gréng).- Très bien!

► M. Roberto Traversini (déi gréng).- All Ongerechtegkeete ginn natierlech net aus dem Wee geraumt, mä et ass en immens wichtege Schratt fir d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff fir d'Mammen a fir d'Pappen.

Duerch d'Flexibilitéit kann elo entweder e Congé vun nëmme véier Méint ganz geholl ginn oder iwwer 20 Méint verdeelt. An ech wëll do awer der Madamm Hetto soen: Dir hutt recht, datt wahrscheinlech verschidde Pappen a Mammen dann amplaz sechs Méint véier Méint wäerten huelen, mä et ass awer och esou, datt sech der vill vläicht net getraut hunn, well se hu misse sechs Méint huelen, a se sech elo wäerte méi trauen, well et der just véier sinn. Dat kann een och esou gesinn, mä et ass e Point de vue wéi mam Glas: hallef voll oder hallef eidel? Hei ass et hallef voll; op alle Fall fir eis.

► Mme Viviane Loschetter (déi gréng).- Très bien!

► M. Roberto Traversini (déi gréng).- Mir sinn och frou, datt de Congé ausgedeeent gëtt op déi Leit, déi nëmme zéng Stonnen an der Woch schaffen, wat jo meeschtens Frae sinn. Wichtege ass et och, datt d'Elteren elo d'Méiglechkeet kréien, fir de Congé parental kënnen zesummen ze huelen. Dat kënn secherlech ville Familljen entgéint.

Och fir d'Pappen ass et eng grouse Verbesserung. D'Entscheidung vun de Leit am Congé ass vun elo u gestaffelt a kënn domadder schonn der Indemnitéit vum Congé de maternité e bësse méi no. D'Eltere kënnen bis 3.204 Euro de Mount kréien. Natierlech ass dat nach net fir jiddweren e volle Louausgläich, awer dach schonn e substanzuelle Fortschritt.

Doduerch, datt d'Entscheidung gehéicht gëtt, mussen déi jonk Familljen, déi eventuell nach e Prêt zréckbezuelen, sech mander Suergen ëm hir Finanze maachen a kënnen sech méi op hiren Nowuess konzentréieren. Och e grouse Merci, datt et nach eng Kéier geschicht ënnerstrach ginn ass, datt ee ka bei seng Bank goen, datt d'Banken dat ënnerstëtzen, datt se op sinn, fir kënnen e puer Méint oder vläicht e bësse méi laang dee Prêt, dee se mat de Klienten a Clienten hunn... fir nach eng Kéier drop henzeweisen, datt dat méiglech ass, quitte datt et dat scho ginn ass. Ech fannen dat op alle Fall eng absolutt flott, gutt Iddi. Duerfir Merci och duerfir!

Mir begrëssen et och ausdrécklech, datt d'Mammen an d'Pappen, déi nach ënner dem ale System eng Demande eraginn, awer scho vum neie System kënnen profitéieren. Mir sinn awer och der Meenung, datt dës neie Congé

parental elo net fir zéng Joer a Stee gemeesselt ass. Et ass fir eis wichtege, datt een d'Mesuren no enger gewëssener Zäit evaluéiert.

Et geet hei ëm d'Effikassitéit an datt mir am Congé parental och déi Ziler erreechen, déi mir eis gesat hunn. Mir mussen engersäits präiwien, ob de Montant duergeet, an anerersäits, ob een net nach un anere Schrauwe muss dréien, fir datt d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff sech verbessert, besonnesch och am Hibleck op d'Entwécklung vun eiser Gesellschaft. Duerfir ënnerstëtze mir och d'Motioun, datt a spéitens dräi Joer d'Regierung soll kucken, wat dës Verbesserung bruecht hunn. An da solle mer dann, wann et néideg ass, deen nächste Schratt maachen.

Allerdéngs si mer iwwerzeugt, datt dës Evaluatiounen net daerfen dozou féieren, datt mer da gesetzlech erëm op de Stand vun haut zréckfale, mä datt déi Moossname fir méi e grousse Équilibre tëschent Fraen a Männer suerge sollen. Dëst huet schonn am Joer 1999, wéi de Congé parental fir d'Éischt gestëmmt gouf, meng gréng Virgängerin Renée Wagener gesot. Meng Fraktioun huet dese Projet deemools aus der Opposition awer matgestëmmt.

Esou wéi eis Famillje sech veränneren, muss sech och eis Familljepolitik weiderentwéckelen. An deem Sënn war dës Reform scho laang iwwerfällig a war sécherlech net fir näischt ee vun den zentrale familljepolitesche Chantiere vun dëser Regierungskoalitioun.

► Mme Viviane Loschetter (déi gréng).- Très bien!

► M. Roberto Traversini (déi gréng).- Heimadde ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun. Ech soen lech Merci. Och der Madamm Myriam Schank soen ech Merci, an dem Lynn an dem Mike. Villmools Merci fir d'No-lausteren.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► Mme Viviane Loschetter (déi gréng).- Merci, Merci.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Da brauch ech net méi Merci ze soen. Den Här Kartheiser fir d'ADR.

► M. Fernand Kartheiser (ADR).- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt och ufänke mat engem ganz härerleche Merci un den Här Baum, deen eis e komplizéiert Gesetz ganz flott erkläert huet.

► M. Gilles Baum (DP).- Très bien!

► M. Fernand Kartheiser (ADR).- Majo gesitt Der! Et geet och esou weider, well ech wollt lech soen, datt mer als ADR dëst Gesetz ausdrécklech begrëssen a senger Richtung. Mir sinn och frou, datt de Congé parental reforméiert gëtt, datt mer méi Flexibilitéit kréien. Mir begrëssen och déi Iddi vun der Indemnitéit de remplacement oder dem Revenu de remplacement, well dat méi Leit erlaabt, de Congé parental ze huelen.

Et si vill positiv Elementer an dësem Gesetz. An ech wäert lech méi spët herno da verroden, wéi mir eis dozou stellen, well mir hunn och gläichzäiteg eng ganz Rei Kriticken.

D'Regierung presentéiert dat heiten als e Schlëssel vun hirer Familljepolitik. Si seet: „Et ass e Meilesteen.“ Mir hunn héieren, et wär eng Moderniséierung. Mä wat awer och muss gesot ginn, dat ass, datt et eng komplett esäiteng Familljepolitik ass, eng Politik, déi de Familljen de Choix hëlt.

Den Här Hahn hat sech virdrun a senger Intervention driwwer gewonnert, datt eigentlech net vill Leit doheem bleibe bei de Kanner, an en huet sech gefrot firwat. Ma firwat? Wéinst der Politik vun dëser Regierung! Et ass eng esäiteng Politik. Déi Leit, déi schaffe ginn, déi kréien elo eng besser Konditioun, fir e Congé parental ze huelen - wat mer ausdrécklech och als ADR begrëssen -, mä eise Problem läit doranner, datt all déi aner, déi wëlle vläicht doheem bleiwen, déi net wëllen e Beruff maachen, déi sech wëlle Vollzäit ëm hir Kanner këmmern, datt déi déi Méiglechkeet ewechgeholl kréien. Dee Choix, deen hëlt dës Regierung! An dat ass dee Wee, dee mir net matginn.

Mir hunn e puermol als ADR gesot, datt mir en anere Modell géifen huelen: Mir féieren en Elteregeld an. Mir kucken, datt déi Mammen oder déi Pappen, déi wëlle Vollzäit doheem bleiwen, sozialverséichert sinn, datt se eng Pensionsversicherung hunn, datt se och am Fall vun enger Scheedung ofgeséichert sinn, datt se en anstännege Revenu hunn, och a Fonctioun vun der Kannerzuel. Dat ass an eisen Aen e Familljemodell, deen déi zwou Säite gläich avantagéiert an dee wierklech de Familljen e Choix léisst.

Awer, wéi gesot, dat, wat Dir haut maacht, déi eng Säit bevirdeelen, dat ass e Wee, dee mir eben hallef kënnen matgoen an Är Richtung a

mir kënnen eben och besser Konditiounen fir de Congé parental ausdrécklech ënnerstëtzen.

Mir mussen eis trotzdem froen, ob dat Gesetz genau deem entsprécht, wat elo haut an der Entwécklung néideg ass. Eng éischt Fro, déi sech stellt, ass eigentlech den europäesche Kontext. Mir haten héieren an deene verschidde Presentatiounen, déi eis gemaach gi sinn, datt den Europäesche Gerichtshaff decidéiert hat, datt eng Prestation familiale ebe muss exportabel sinn. An deemools war d'Beuerteilung opgrond vun deem Facteur entstanden, datt et kee Revenu de remplacement war.

An der Tëschenzäit ass et e Revenu de remplacement. An da stellt sech natierlech d'Fro, wéi déi europarechtlech Konsequenzen dovunner sinn. Wann et e Revenu de remplacement ass, wat heescht dat? A mir hunn do eigentlech keng Analys, europarechtlech gesinn. Et wär awer richteg, zemoos am Kontext vun deenen aktuellen Diskussiounen, wou esou vill sozial Prestatiounen an hir Exportabilitéit an Europa a Fro gestallt ginn, op de Leescht geholl ginn. An och dat misste mer hei eng Kéier méi genee kucken.

Et ass och hei europarechtlech relevant, well mer jo gewuer gi sinn a verschiddeenen Diskussiounen, datt de Sëtz vun der Firma, wou een affiliéiert ass, wou ee wunnt, datt dat och direkt Konsequenzen huet op déi Prestatiounen, déi mir hei bezuelen. Also eng Diskussioun, déi net onnéideg ass!

Wat eis awer och fundamental stéiert, niewent der Esäitengkeet vun der Regierungspolitik an der Familljepolitik ganz allgemeng, dat ass déi Amëschung an d'Famill. Mir als ADR, mir kucken och ëmmer d'Perspektiv vum Kand. Wat ass am Interess vum Kand? Ma am Interess vum Kand ass, datt seng Elteren esou vill wéi méiglech bei em sinn.

A mir soen: Et ass un der Famill, fir ze decidéieren, wie soll beim Kand bleiwen, ob dat d'Mamm ass oder ob et de Papp ass. Mir kritiséiere ganz ausdrécklech déi Fuerderung, déi och hei ëm am Gesetz steet, an dat hu mer ëmmer gemaach, datt dee Congé parental net transférabel soll sinn, datt de Stat virschreift: deen een d'Halschent an deen aneren d'Halschent. An eisen Ae geet dat ze wäit. De Stat huet esou eng Décisioun net ze huelen. Mir respektéieren d'Souveränitéit vun der Famill. Mir loosse der Famill déi Autoritéit, dee Choix selwer ze treffen.

Dowéinst ass dat och e fundamentale Kritikpunkt. Et gëtt e puer Artikelen an deem Gesetz, déi sech direkt oder indirekt op déi Transférabilitéit referéieren. Mir haten een Abléck envisagéiert, och nach e Choix séparé doriwuer ze froen. Et gëtt ze komplex, mir loosse dat sinn. Awer ech wëll daitlech aktéieren, datt mir déi Nettransférabilitéit hei kritiséieren. Et ass am Interess vum Kand, datt d'Elteren - egal wéi een Elterendeel - kënnen soulaang wéi méiglech bei em sinn.

An d'Regierung seet dat jo u sech selwer! Dir sot an Ärem Gesetz, et wär eng vun de Begrënnungen vun Ärem Gesetz, datt eng zolidd Relatioun geschafe gëtt tëschent Kanner an Elteren. Ma wann dat de Wonsch ass, wann dat Äert Zil ass, da freet ee sech natierlech, firwat Der et eigentlech heiansdo an der Praxis ausdrécklech verhénnert, datt et kann zu deem Lien kommen.

Och d'Bedeitung vun de Pappen ass mer net ganz kloer. Mir héieren ëmmer erëm: „Et solle méi Pappen doheem bleiwen“, mä awer den Tenor ass ëmmer: Et solle méi Pappen doheem bleiwen u sech aus Grënn vun der Chancégläichheet. Mä ass de Papp net selwer eng wichtege Bezugsperson vum Kand, onofhängeg vun der Carrière oder vum Beruff vun der Fra? Ass net och d'Roll vun Papp, d'Virbildfunctioun vum Papp, de Referenzpunkt vum Papp ganz wichtege an der Entwécklung vun engem Kand?

An en huet einfach eng Valeur propre, déi awer an deem Discours, deen d'Regierungskoalitioun hei féiert, dacks vergiess gëtt zugonschte vun der Carrière vun der Mamm. Dat ass eng legitim Considération. Et ass awer och eng, déi an eisen Aen net duergeet.

Mir begrëssen awer och an deem Sënn, datt déi Flexibilitéit hei am Gesetz ageféiert ass, déi et gescheeten oder getrenntene Koppele méi einfach mécht, vum Congé parental ze profitéieren, datt do déi zwee Elterendeeler besser kënnen zu hirem Recht op de Congé parental kommen. Et ass am Interess vum Kand, datt dat esou geschitt. An duerfir ënnerstëtze mer dat och.

Mir hunn eng Rei vu Considérationen, déi mer och nach mussen hei ausdrécklech ernimmen. Eng ass och scho gesot ginn: Dat ass, datt den Drock vläicht méi grous gëtt, fir méi e kuerze Congé parental ze huelen, wann een d'Wiel huet zwësche véier Méint a sechs Méint. Et ass an eisen Aen eng wichtege Fro, fir an dräi

Joer, wa mer d'Evaluatioun maachen, ze kucken, wéi sech dat dann zäitlech agencéiert an ob wierklech net deen Drock ze vill grous ass.

Dann ass nach eng aner Saach: Ech mengen och, datt d'Patronen heiansdo net genuch zu hirem Recht komm sinn. Wann een e fraktionéierte Congé parental hëlt, et geet ee véier Deeg an der Woch schaffen an dee fénneften Dag net, datt een dann de Kündigungsschutz huet wärend deene ganzen 20 Méint, déi da betraff sinn, datt schéngt eis och iwwerdrüwen ze sinn. Well wann ee wierklech e Feeler gemaach huet an et kann een awer weider mat Kündigungsschutz wärend enger laanger Zäit rechnen, dann ass dat eng Belaaschtung fir d'Betribler. Et kann op jidde Fall eng sinn.

An ech mengen, datt mer mussen wuel op d'Rechter vun den Elteren uechtginn, zemoos wa se de Congé parental zesummen huele sechs Méint oder véier Méint, datt hinnen do näischt ka geschéien. Mä an deem Fall vun dem fraktionéierte Congé parental muss een awer wierklech nach eng Kéier eng Reflexioun féieren, wéi een e Gläichgewicht ka schafen tëschent de Rechter vun deem, deen de Congé parental hëlt, an och deene legitimme Suerge vun de Patronen, zemoos a klenge Betribler, op där anerer Säit.

Dann hu mer nach déi Fro vun de Bankkreditteer. D'Madamm Minister huet do geschriewen en présence vu Kamera, Press a mat groussem Tamtam eng Deklaratioun ënnerschriwwen, an där näischt Neies steet. An do muss ee sech awer wierklech froen, ob hei net e bësse eng Irreführung gemaach gëtt.

Et war ëmmer méiglech fir een, deen e Kredit huet, bei seng Bank ze goen an ze soen: „Hei, ech setzen dee gär aus wärend enger gewëssener Zäit, d'Reckbezielung vum Kredit. Oder kommt, mir kucken, wéi mer dat kënnen besser agencéieren, datt et op meng Revenue besser geet.“ Dat war ëmmer méiglech. An d'ABBL hat dat och schonn e puermol gesot. Et ass awer vun dëser Regierung eng Initiativ ugekënnegt ginn, wou schlussendlech eppes erauskomm ass, wat e scho gëtt! Dat geet net duer! Wann Der wierklech eppes hätt wëlle fir déi Leit maachen am Bezuch op d'Bankkreditteer, dann hätte mer e bësse méi Imagination vun der Regierung erwaart.

Ech wëll och nach vläicht e Wuert soen, well ech nach eng Minutt hunn, iwwer déi Propositionen, déi d'CSV gemaach huet. Et waren zwou Kategorië vu Propositionen. Dat eent, dat war, fir méi Flexibilitéit eranzekréien. Dat kënnen mir als ADR ënnerstëtzen. Mir hunn déi Amendement, fir op nach méi Flexibilitéit ze goen, och prinzipiell ënnerstëtzt. Et muss een natierlech kucken am Eenzelfall, wéi een dat da gesetzlech ausformuléiert, mä mat där Iddi, fir och méi laang Periode kënnen Congé parental ze huelen, si mer am Prinzip d'accord, wéi gesot, well mer och ëmmer d'Interesse vum Kand op déi éischt Plaz setzen.

Déi aner Iddi vun der CSV, fir de Revenu de remplacement duerch eng Indemnitéit ze ersetzen, dat mécht eis scho méi Suergen; mir fannen et scho gutt, datt de Revenu de remplacement agefouert gëtt. Mä d'CSV huet dat argumentéiert mat där Suerg, et soll jiddweree fir d'Erzuegungsleeschtung gläichbehandelt ginn, dass d'Erzuegungsleeschtung vun deem engen a vun deem aneren d'selwecht wäert ass. Mä an hirer eegener Proposition vun der CSV hu mer déi Rechnung net erëmfonnt!

Wann een an der CSV-Proposition véier Méint oder sechs Méint Congé parental à temps plein hëlt, da verdéngt ee 64 Euro den Dag. Hëlt een en acht Méint, dann huet een nach 48 Euro den Dag. An ech mengen, do war eng Kontradiktioun an der CSV-Proposition selwer. Wann d'Leeschtung d'selwecht muss sinn, da muss se och gerecht op den Dag awer d'selwecht sinn, soss hëlt jo een acht Méint, wann en do pro Dag manner kritt wéi fir véier oder fir sechs Méint. Awer an der Richtung, fir méi Flexibilitéit eranzekréien, wéi gesot, do kënnen mer op dee Wee matgoen.

Elo hunn ech lech ugekënnegt am Ufank, wou ech lech näamlech gesot hunn, wat mer als Virdeeler gesinn, datt mer prinzipiell ënnerstëtzen, datt de Congé parental besser ausgebaut gëtt, datt mer doranner vill Virdeeler gesinn, datt mer et op där anerer Säit bedauern, datt esou vill Nodeeler awer och an dësem Gesetz sinn: datt mer näischt maache fir déi Leit, déi wëlle ganzdaags doheem bleiwen an iwwer eng laang Zäit wëlle bei hire Kanner Vollzäit doheem bleiwen, datt d'Interesse vun de Patronen net genuch gekuckt ginn, datt bei de Bankkreditteer net vill geschitt ass, datt vläicht Pressioun op deen Eenzelne kann ausgeübt ginn.

Alles dat considéiert, hu mer decidéiert, dës Text awer matzestëmme. Mir wäerten de Congé parental wéinst senger Virdeeler matzestëmme, mä awer bei eiser Position bleiwen an och weider derfir kämpfen, datt déi Leit, déi



wëlle Vollzäit dohem bleiwen a sech ëm hir Kanner ganzdaags këmmen, fir se ze erzéien... Fir déi Kämpfe mer virun, mä dëst Gesetz stëmme mer awer och mat.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. An de leschten age-schriwwene Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här Pre-sident. D'Spreecher vun de Koalitionsparteie sinn de Mëtten net midd ginn, d'Virzich vun dëser Reform an den héchsten Téin ze luewen an ervirzehiewen. An effektiv, mat dësem Ge-setzesprojekt ginn eng Rëtsch Verbesserungen un der Ausrichtung vum aktuelle Congé pa-rental virgeholl, an dat, fir eis, virun allem an zwee Käerberäicher.

Éischtens an ugefaange bei der Indemnitét vum Congé parental, déi kee fixe Montant méi soll sinn, mä ab elo eng Aart Zousaz-, Ersatz-loun duerstelle soll. Ännelech wéi dat bei anere Revenus de remplacement de Fall ass, soll et en Ausgleich, wann och plafonéiert, fir d'Enner-briechung vun der klasscher Berufscarrière sinn an domadder d'Méiglechkeet schafen, fir Beruff a Kannererzéiung méi einfach uneneen unzepassen, dëst am Intéret vu béide Partner an enger Koppel.

An et gëtt sech an eisen Ae berechtgeterweis erhofft, datt dëst e positiven Effekt op d'Be-ruffscarrière vu Frae wäert hunn, wéi och e wei-deren Ureiz fir Männer schafft, fir sech ver-stärkt ëm d'Kand këmmen ze kënnen.

Deen Ersatzloun gëtt elo endlech och erëm un den Index gebonnen, respektiv den iweschte Plaffong gëtt un d'Entwécklung vum Mindest-loun ugepasst. Klëmmt de Mindestloun, esou klëmmt och de Plaffong vum maximale Betrag vum Ersatzloun. Domadder gëtt elo endlech déi komplett onsozial Desindexéierung vun der CSV/LSAP-Regierung vun 2006 erëm réckgän-gelech.

Beim zweete Punkt, der Flexibilitéit, och do gëtt et formal Verbesserungen. De Congé pa-rental kann elo bis zum Alter vu sechs, an net wéi virdu bis fënnef Joer ugefrot ginn. Déi zwee Eltere kënnen gläichzäiteg de Congé pa-rental huelen. A generell ginn d'Konditiounen, fir iwverhaapt kënnen an de Genoss vun deem Congé parental ze kommen, vereinfacht.

Och wann dës positiv Verännerung sécherlech net ze ignoréieren sinn, esou bleiwen dach awer an eisen Aen eng ganz Rëtsch kritesch Froen a kritesch Bemierkungen ze maachen, grad an deenen zwee Beräicher Flexibilitéit an Ersatz-loun. Well ënnert deem Begrëff „Flexibilitéit“ kann ee ganz vill verstoen; Guddes a Schlechtes. Déi entscheidend Fro ass awer: Flexibilitéit fir wien? An dovunner net ze trennen: Wien decidéiert iwwert d'Flexibilitéit?

Mir wäerten an deenen nächste Wochen hei an der Chamber nach méi mat dese Froen ze dinn hunn, besonnesch am Zesammenhang mat der Reform vum PAN-Gesetz. Well och do geet et ëm Flexibilitéit. Flexibilitéit, déi an deem Fall vum Salarie ofgefuerdert gëtt.

Bei dësem Projet hei, esou heescht et, soll et ëm d'Flexibilitéit fir de Salarie goen. Eng Flexi-bilitéit, déi et de Leit erméigleche soll, Beruff a Kannererzéiung besser mateneen ze verban-nen. Also eng Iddi, där ee grundsätzlech nëm-men zoustemme kann.

Wann ee sech elo awer den Text hei ukuckt, da stellt ee fest, datt et eigentlech just een neit Element vu Flexibiliséierung gëtt, dat e wierk-lecht Recht vum Salarie duerstellt, nämmlech datt een de Congé parental plein temps net méi muss sechs Méint, mä och elo ka véier Méint huelen.

All déi aner Modeller vu Flexibilitéit, datt heescht hallef Deeg oder 20% manner schaffe respektiv véiermol ee Mount Congé parental huelen, sinn alleguer ëmmer gebonnen un den Accord vum Patron. Wann awer déi nei flexibel Méiglechkeete vum gudden Wille vum Patron ofhänken, da stelle se kee wierklecht Recht duer.

Iwwer all Wonsch vum Elterendeel op méi flexi-bele Congé parental decidéiert a leschter Instanz de Patron. Fir Beruff a Famill kënnen ze-summenzebréngen, sinn d'Leit also weider vun den ekonomeschen Interessen oder den Desi-derata vun de Patronen ofhängeg. Dëst kriti-séiert och zu Recht d'Salariatskummer an hirem Avis zu dësem Projet a mengt, datt domadder déi eigentlech fortschrëttlech Iddi vun der Flexibiliséierung vum Elterecongé eigentlech schonns vun Ûfank un hypothéiquiert gëtt. Si menge souguer - Zitat: «Ce qui va mettre en échec la réforme.»

Zougang zu dësen neien, flexibele Modeller, déi, weí gesot, d'Zoustëmmung vum Patron

brauchen, hu just déi Leit, déi een an net méi wéi ee Kontrakt hunn, an deenen hire Kontrakt méi wéi d'Halschent vun der Regelaarbechts-zäit duerstellt. Leit, déi 40 Stonne schaffen, awer méi Aarbechtsvertrag hunn, kënnen net vun dësen neie Mesurë profitéieren.

An anere Wieder heescht dat, datt weiderhin deen eenzege Modell, bei deem et kloer Rech-ter op Elterecongé gëtt, deen ass vum Congé parental plein temps. Grad do wollt d'Gesetz jo awer nei Weeër an nei Méiglechkeeten opmaache fir d'Elteren. An dëser Ambitioun gëtt den Text, an där heiter Fassung, net gerecht.

Weider Neierungen, déi sech och gutt unhéie-ren an eng positiv Flexibilitéit fir de Salarie duerstelle kënten, sinn, éischters, d'Erofsetze vun der Mindeststonnenzuel op zéng Woche-sonnen, déi ee brauch, fir kënnen Urecht op de Congé parental ze hunn, an zweetens, d'Cumuléiere vu méi Aarbechtsvertrag.

Dëst ass effektiv eng nei an an eisen Aen gutt Ouverture, déi de sozialen a arbechtswelt-leche Realitéite vu ganz villen, an och beson-nesch jonke Leit entsprécht.

De Problem ass awer hei och erëm net nëm-men, datt Leit mat méi Aarbechtsvertrag net dierfen op déi nei, flexibel Formen zrëckgräi-fen, neen, fir iwverhaapt kënnen de klassche Congé parental à plein temps unzefroen, brauche se den Accord vun all hire Patronen.

Huele mer e Beispill: d'Carole. D'Carole schafft ugemellt als Haushaltshëllef bei dräi verschi-dene Ménagen, soe mer, véier Stonnen d'Woch.

(Brouhaha)

Donieft geet d'Carole nach aacht Stonne bei eng kleng Entreprise botzen an hëlleft de Weekend...

(Brouhaha)

...sechs Stonnen an engem Restaurant als Aushëllef.

D'Carole geet also 26 Stonne bei fënnef ver-schidde Patrone schaffen. Mat dësem neie Pro-jet kann d'Carole elo e Congé parental plein temps ufroen. Dat ass nei. An dat ass och gutt esou.

Den Hoken derbäi ass awer: D'Carole kritt dee just, wann all seng Patronen domadder aver-stane sinn! Et geet duer, datt ee vun hinnen, also ee vun deene fënnef, dat net wëllt. Dann ass et Esseng mam Carole sengem Wonsch, sech fir en halleft Joer just ëm säi Kand ze këmme-ren.

Dëst Beispill weist, datt de Gesetzestext zwar gutt klengt an och gutt Intentionen huet, mä fir ganz vill Leit riskéiert, un de Realitéite vun der Aarbechtswelt ze scheitern. An dobäi ass d'Carole genesou wéi aner Leit, déi méi wéi een Aarbechtsvertrag hunn, eent, dat elo schon onheemlech flexibel muss sinn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

An dat ass de Paradox vun dësem Projet: Jee méi Flexibilitéit d'Leit duerch hir Aarbechtskon-ditione mussen un den Dag leeën, desto gréisser sinn d'Schwieregkeeten, fir an de Ge-noss vun de positiven Elementer vum dësem Gesetz ze komme respektiv desto gréisser ass d'Ofhängegkeet vum Patron.

Ännelech géllt och fir den Ersatzloun. Och wa mer de Prinzip vum Revenu de remplacement ausdrécklech begrëssen, sou muss mer awer feststellen, datt et virun allem Leit mat niddrege Léin an/oder net vollen Tächè sinn, déi riskéieren, manner ze kréien. Och hei rechen d'Salariatskummer vir, datt et fir déi Leit mat prekären Aarbechtsverhältnisse sou-guer partiell zu Verschlechterunge komme kann.

Här President, dëst Gesetz bréngt a wesent-lechen Zich Verbesserungen, notament wat d'Konzeption vum Ersatzloun ugeet, an och weider, wann och beschränkt Flexibilitéit fir béid Elteren. Duerfir wäerte mir dese Projet och ënnerstëtzten.

Mir hätten eis awer gewënscht, d'Regierung wier net um hallwe Wee stoe bliwwen an hatt e wierklecht an duerchsetzbar Recht fir de Salarie op méi Flexibilitéit an dësem Projet veran-kert, grad och fir déi Leit, déi prekäer Kontrakter hunn oder déi am Niddreglounsecteur Beschäf-tigt sinn, well dat ass den eigentleche Problem an eisen Aen, an net, wéi d'Riedner vun der ADR oder vun der CSV gesot hunn, datt de Pa-tron, d'Rechter vum Patron géifen ageschränkt ginn.

Eppes ass fir eis kloer: Eng wierklech besser Ver-eeenbarkeet vu Beruff a Famill erreche mer just duerch eng substantziell Reduzéierung vun der Regelaarbechtszäit. An duerfir géif et haut héich Zäit ginn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Baum. An d'Vuert huet elo d'Fa-milljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Fa-mille et de l'Intégration.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech fir d'Éischt och dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Och all de Riedner vun haut géif ech nawell gäre Merci soen. An ech mengen, dass déi Rie-den, déi mer haut héieren hunn, ganz gutt re-fléiere, wéi et an der Chamberskommissioun war, nämmlech extrem interessant, e ganz flot-ten Austausch par rapport zu dësem Gesetze-text. An dofir soen ech och der ganzer Kom-missioun villmools Merci, well mir hunn alle-guer sécher och nach vill bäigeléiert.

De leschte Weekend hunn ech e Sondage ge-lies aus Däitschland, wou gesot ginn ass, dass 70% vun de Männer an 69% vun de Fraen der Meinung sinn, dass d'Kannerkréie fir Fraen en „Karrierekiller“ ass. 70%, dat sinn der jo awer nawell relativ vill. An dat dierf jo awer haut net méi de Fall sinn!

Mir hunn et héieren haut: D'Gesetz vum Congé parental geet op 1999 zrëck, an ech kann Iech soen, dass 1999, och nach am Joer 2000, 2001 an esou weider, d'Fraen och ganz schif bekuckt gi sinn an hirer Entreprise, wa se gesot hunn, si géifen de Congé parental huel-en. Haut ass et esou, dass et zur absolutter Normalitéit gehéiert, dass d'Fraen de Congé parental huelen, mä dass leider awer ëmmer nach d'Männer schif bekuckt ginn, wa se soen, si géifen de Congé parental huelen.

Mä mir gesinn awer, dass an deene leschte 17 Joer e ganz grouse Wee gemaach ginn ass an der Mentalitéit vum jiddwerengem, vun all de Leit, vun den Entrepreneuren a vun de Salariaéen, vun den Aarbechtskolleegen. An ech sinn ex-trem zouversichtlech, dass mer dee Wee wäerte weidergoen an dass och an Zukunft d'Männer net méi wäerte condemnéiert ginn oder iergendwéi komesch agestuuft ginn, wa si decidéieren, de Congé parental ze huelen.

Dofir hu mer och decidéiert, de Congé pa-rental ze reforméieren, justement fir dass en éischer de Besoinen vun deene jonken Elteren entsprécht an dass si och méi Zäit mat hire Kanner kënnen verleieren... verbréngen!

(Hilarité)

Mir haten...

(Hilarité)

Ech war scho bei mengem nächste Gedanken.

(Interruption)

Ech war scho bei mengem nächste Gedanken. Bon, mir wëssen, mir hunn et och haut héie-ren, dass 1999 de Congé parental eng aar-bechtsfërdernd Measure war. A mir wëssen och haut, dass dat iwverhaapt net gegräff huet. Et sollt am Fong esou sinn - an dat war deemools de Minister Biltgen, deen dat Gesetz hei an d'Chamber bruecht huet -, et sollt esou sinn, dass doduerch, dass d'Leit sechs Méint do-heem bleiwe mam Congé parental, dann ane-rer sollten agestallt ginn, an doduerch sollt de Chômage am Fong geholl bekämpft ginn. Dat ass awer ni esou gewiescht, well ganz dacks sinn déi Leit iwverhaapt net ersat ginn. A ganz dacks eben ass de Chômage ganz sécher do-duerch net erofgaangen.

Mir hunn et och héieren: Et goufen ze streng Ausgangspositionen. Dat heescht, et huet ee müssen op d'mannst 20 Stonne beim nämlechte Patron schaffen, fir iwverhaapt kë-nnen de Congé parental ze huelen. Vill Leit konnte sech de Congé parental net leeschten, ebe weinst deem finanziellen Aspekt. Si haten dacks en décke Prêt lafen - oder hunn dacks en décke Prêt lafen -, fir hiert Appartement, hiert Haus ze bezuelen. An da war dat hinnen och dacks vill ze rigid: ebe sechs Méint ganz och zwiefel Méint hallef. An et gouf näischt do-tëschent. Et gouf näischt, wat e bësse méi uge-passt war un dat, wat si gebraucht hunn.

Grad Leit mat engem ganz gudden Schoul-ofschluss konnte sech de Congé parental net leeschten. An da Leit, déi déi Kritären net erfüll-t hu vun, wéi gesot, 20 Stonne bei engem Pa-tron schaffen - ech ginn do just ee Beispill: eng Botzfra, déi dräi verschidde Patronen huet a bei jiddwerengem zéng Stonne schafft -, konnte bis elo de Congé parental net huelen a wäerten en awer vum 1. Dezember dëst Joer un dann och kënnen huelen.

Ech sinn immens fro iwwert déi Gespreecher, déi mer haten, souwuel am CPTe wéi och an der Tripartite. Déi hu gewisen, dass jiddwereen am Fong geholl wierklech eng Reform vun dë-sem Congé parental wollt, souwuel d'Sozial-partner alleguer wéi och d'Regierung. An ech muss soen, dass wierklech e grouss Versteesde-mech war op Säite vum Patronat. Si wëssen och haut, dass d'„work-life balance“ extrem wichteg ass, fir gutt Mataarbechter ze kréien an och gutt Mataarbechter ze halen. A si soen eis dat jo och!

Si soe regelméisseg, dass haut de Wonsch vu jonke Leit, déi bei si schaffe kommen, e ganz aneren ass wéi dee viru 15 oder 20 Joer. Jonk Leit froen dacks: Mä wéi ass da meng „work-life balance“ hei? A mir wëssen och, dass na-tierlech déi „work-life balance“ respektiv dat, wat d'Leit brauchen, déi jonk Elteren, absolutt variéiert mam Alter vun de Kanner. Si wëlle méi Zäit, wann d'Kanner ganz kleng sinn. Si wëllen dëschdes, donneschdes mëttes fréi, dacks, wann d'Kanner an der Primärschoul sinn. A si hunn nach aner Besoinen, wann d'Kanner bis méi grouss sinn.

Bon, mat dëser Reform wäerte mer dann zwou Saachen aféieren, nämmlech de Fait, dass d'Leit vill méi flexibel de Congé parental kënnen huel-en - si hunn d'Wiel tëschent ville Congés pa-rentaux, dat hu mer och de Mëtteg héieren -, an dann natierlech de Revenu de remplace-ment, deen d'Indemnitét wäert remplacéieren. A mir wëssen, dass et genau d'Kombinatioun vu béidem ass, wat d'Eltere wäert incitéieren, méi Zäit bei hire Kanner ze bleiwen.

E klengt Beispill just: Een, deen zum Beispill 20% Congé parental wäert huelen, dee ver-léiert jo net vill. Deen huet 80% Revenu nach ëmmer an e kritt seng 20% bis op eng Héicht vun 3.200 Euro, wann een dat op 40 Stonnen d'Woch héichrechent, nach vum Stat bezuelt. An et gëtt, wéi gesot, de Leit d'Méiglechkeet, méi Zäit mat hire Kanner ze verbréngen.

An och, wann dacks gesot gëtt, dass déi Flexi-bilitéit fir d'Patrone ganz schwieereg ass, esou erlaben ech mer awer hei als Expatron ze soen, dass och do all Entreprise aneschtens funktio-néiert. An och do géif ech nawell gäre e Beispill haut ginn. Wann ee sechs Méint net do ass, dann ass en net do. Entweder kritt een e rem-placéiert oder meeschtens kritt een en net rem-placéiert, well een net déi richteg Persoun fënn, respektiv bis een déi ugeléiert huet, ass deen aneren nees do.

Mä kommt, mir huelen emol einfach d'Beispill vun engem Coiffeurssalon. Mir wëssen alle-guer, dass d'Coiffeurssalone ganz dacks freides a samschdes déi décksten Deeg hunn, dann, wann déi meeschte Klienten do sinn. Ech ge-sinn, e puer, déi wéineg Hoer hunn, fuere sech schonn iwwert de Kapp.

(Hilarité)

Mä et ass dach fir e kleng Coiffeurssalon dacks méi vu Virdeel, wann e Coiffeur oder eng Coif-feuse een Dag d'Woch net do ass, sprécht dëschdes oder mëttwochs, an dann awer de Weekend, ebe wa vill ze dinn ass, präsent ass, wéi wann en einfach sechs Méint oder véier Méint guer net do ass.

D'Flexibilitéit, dat wëll ech och eng kéier hei soen, dat ass en Accord, dee mer mat de So-zialpartner haten. D'Flexibilitéit, déi ass verhandelt ginn, souwuel mat de Patronen wéi och mat de Gewerkschaften.

An d'CSV mengt, et hatt ee misse méi wäit goen. Jo, mä dëst ass - mir si voll an engem Prozess dran -, dëst ass ee Schritt. Et kann een och méi wäit goen. Mä wann een en Accord huet mam Patronat a mat de Gewerkschaften, dann huet een deen als Regierung och gefäl-legst anzehalen! An dofir soen ech souwuel de Gewerkschafte wéi och dem Patronat villmools Merci, dass mer deen Accord konnte fannen, well e wierklech fir d'Kanner ass a fir d'Kand am Mëtelpunkt ze hunn, fir dass d'Eltere méi Zäit mat hire Kanner kënnen verbréngen.

Mir hunn och héieren: De Congé parental, deen zweete Congé parental wäert ee kënnen huele bis d'Kand sechs Joer a! ass. Dat heescht, och dat ass eng substantziell Annerung par rap-port zu deem, wat et elo gëtt.

Ech géif och gäre, Här President, der Zukunfts-keess villmools Merci soe fir all déi Aarbecht, déi si am Hannergrond am Moment mécht. Vlächte e klengen Appell, dass déi jonk Elteren - a mir wësse jo, wéi vill Maile mer am Moment alleguer kréien - net alleguer mateneen op d'Zukunftskeess uruffen. Ech kann do de Site recommandéieren: www.cae.lu.

An da kann ech och vlächte soen, dass ab dem 1. November scho virgedréckt Formulairé wäerten disponibel si fir déi Leit, déi nach wéilte vum neie Congé parental profitéieren an awer hir Demande virdu schonn erageschéckt hunn. Da brauche se dat just auszufüllen a mat Accusé de réception eranzeschécken. An natier-lech wäert d'Zukunftskeess och nach Informa-tionsversammlungen doruechter maachen. Dat heescht, jiddweree wäert informéiert ginn. Et huet kee Wäert, dass jiddweree gläichzäiteg dann dohinner urufft.



Also ech sinn der Meenung, dass d'ëscht e ganz wichtige Meilesteen ass an der Familljepolitik. Et ass eng Familljepolitik fir d'Leit. Et ass eng Familljepolitik fir d'Elteren. An et ass virun allem eng Familljepolitik, déi nom Besoin vun de Kanner kuckt.

A mir fuere virun an deem Prozess, well et sinn nach aner Gesetzer um Instanzewe: Congé extraordinaire, Congé pour raisons familiales, d'Congé d'allaitement. An ech mengen, dass et wichteg ass, dass een d'Sensibiliséierungsarbecht weidermécht, dass een d'Patrone sensibiliséiert, dass een och seet: „Okay, Dir musst jo net dee flexibile Congé parental accordéieren.“

Mä ech bleiwen iwwerzeegt dervun, dass dee flexibile Congé parental fir d'Patronen extrem interessant wäert sinn, op d'mannst esou interessant wéi fir hir Salariéien. A mir wëssen alleguer, dass, wann d'Salariéien zefridde sinn, da funktionéiert d'Entreprise natierlech och vill besser. Et ass immens wichteg, dass d'Leit kënnen d'Beruffsliewen an d'Privatliewen, d'Familljeliewe matenee kombinéieren.

An ech géif net wëllen ophalen hei, Här President, ouni awer nach ze zielen, dass, wéi ech 2009 Membre élu gouf vun der Chambre de Commerce, do hat an där éischter Plénière deemools d'Chambre de Commerce am Fong geholl un d'Regierung - un déi deemoleg, et ware jo just Wahlen -, un déi deemoleg nei Regierung Recommandatiounen ausgeschafft. An do stoung enner anerem dran, dass d'Chambre de Commerce der Meenung wär, dass de Congé parental einfach misst op dräi Méint reduzéiert ginn.

An ech hu mer dunn erlaabt, als ganz nei Membre élu an der Chambre de Commerce, d'Wuert ze froen an deemools schonn ze soen, dass een dat awer vill méi differenziéiert misst kucken an dass een emol vläicht misst no de Besoine souwuel vun de Leit wéi och vun de Betriber kucken an dass een dat vill méi flexibel misst handhaben. Dat war viru siwe Joer!

Ech mengen, d'Chambre de Commerce huet e ganz, ganz wäite Wee gemaach zanterhier. Mir alleguerten! An esou ass dat eben: D'Welt evoluéiert a mir probéieren natierlech, d'Gesetzer un dat unzepassen, wat d'Leit brauchen, wat d'Famillje brauchen a wat d'Kanner brauchen.

Mir spueren net an der Familljepolitik. Mir investéieren an d'Kanner an an d'Familljepolitik. Ech mengen, mir schaffen un der Zukunft vum Land. A wat ass d'Zukunft, wann et net eis Kanner sinn? Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Minister. Domat si mir um Enn vun eisen Diskussiounen a mir kënnen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6935 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6935 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procurationen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

De Projet de loi 6935 ass mat 37 Jo-Stëmmen, bei 23 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Motion 1

A mir si saisiéiert mat enger Motioun, déi, souwäit ech gesinn, vun alle Fraktiounen respektiv Sensibilitäten ënnerschriwwen ass. Ech mengen, d'Motioun ass motivéiert gi vum Rapporteur. Gëtt et nach eng Wuertmeldung zu der Motioun, déi d'Unanimité schéngt ze maachen téschent de Fraktiounen an de Sensibilitäten?

Da géif ech proposéieren, dass mer géife mat Handophiewen iwwert d'Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Wien domat d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Enthalungen?

Also ass déi Motioun, déi de Bilan no dräi Joer fret, unanime ugeholl. Ech soen lech Merci.

13. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la langue luxembourgeoise

Da wollt ech der Chamber d'Fro stellen, vu dass mer mat enger Motioun saisiéiert gi sinn am Ufank vun der Sëtzung, wat mer mat där Motioun solle maachen.

Den Här Bodry fret sech d'Wuert dozou. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mecht stéiert manner de Contenu vun der Motioun, och wann ech net mat allem averstane sinn, wat drasteet, wéi den Zäitpunkt vun där heiter Motioun.

Momentan gëtt et eng Petitioun, déi leeft nach ëmmer. D'Petitioun 698, déi genau dat doten zum Sujet huet, déi leeft momentan nach ëmmer, kann nach ënnerstëtzt gi bis de 24. Oktober. Duerno - iwwer 14.000 Leit, déi déi Petitioun ënnerstëtzen! - wäerte se hei gehéiert gi vun der Chamber.

Ech géif et aus Respekt virun deene Leit, déi déi Petitioun lancéiert hunn, a virun allem virun deene ville Leit, déi déi Petitioun ënnerstëtzen, net gutt fannen, dass mer elo géifen, eier mer déi Leit ugehéiert hunn, eier mer eis Prozedure vun der Petitioun hei duerchgezunn hunn, hei eng Ofstëmmung maachen an der Chamber iwwer Konklusiounen, déi am direkten Zesummenhang sti mat deem Sujet, dee vun der Petitioun hei opgeworf ginn ass.

Well, Här Kartheiser, Dir wësst och, déi heite Positioun hätt Der gradesou gutt kënnen virun zwee Joer hei an der Chamber erabrénge, wéi Der selwer eng Interpellatioun zu deem selwechten Thema hat. Dat hutt Der net gemaach. Dir maacht et elo am Zesummenhang mat der Petitioun.

Duerfir géif ech hei proposéieren, dass mer aus Respekt virun der Prozedur vun der Petitioun net an dësen Deeg hei géifen driwwer ofstëmmen, mä dass mer dat géife reportéieren op en Datum, eng éffentlech Sitzung nodeem mer all déi Leit héieren hunn, déi déi Petitioun eragereecht hunn. Ech mengen, déi Leit verdéngen deen dote Respekt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci fir déi Proposition. Dozou Stellungnamen? Den Här Wiseler.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här President. Ech mengen, datt den Här Bodry hei eng ganz rasonabel Proposition gemaach huet, déi eigentlech eis Ennerstëtzung féint. Ech fannen, datt mer déi Diskussioun...

► **Une voix.** - Mir verstu guer näisch.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Da waart, elo héiert Der.

(Hilarité)

► **Plusieurs voix.** - Jo.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech fannen, datt den Här Bodry eng...

(Interruption)

Ech fannen, datt den Här Bodry eng ganz rasonabel Proposition hei gemaach huet. Déi Diskussioun kréie mer souwisou, mengen ech, hei an der Chamber am Kader vun där Diskussioun, déi mer mussen, éischtens, mat de Petitionnaire féieren. An duerno schéngt et mir absolutt evident ze sinn, datt mer och hei an der Chamber selwer eng Diskussioun iwwert déi Thematik do wäerte féieren, soudatt ech déi Proposition do nëmme kann ënnerstëtzen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Zum Inhalt wëll ech mech de Moment net äusseren. Mä effektiv ass eigentlech de Punkt deen, datt et de Moment net dee rich-

tege Moment ass, fir doriwwer ze diskutéieren an ofzestëmmen, well mer eben, et ass scho gesot ginn, fir d'Éischt sollen déi Leit unhéieren, déi déi Petitioun lancéiert hunn. Duerno kënnen mer dat dann natierlech hei an der Chamber maachen. Duerfir ennerstëtze mir och déi Proposition, déi gemaach ginn ass.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Berger. Dann d'Madamm Loschetter. Zu Wuert gemellt huet sech och den Här Kartheiser.

Madamm Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Här President, et ass alles gesot.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, Madamm Loschetter. Ech géif vläicht de Krees zoumaachen an dann d'Wuert dem Auteur ginn. Den Här Wagner kritt et nach virdrun.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci. Jo, mir géifen eis och der Proposition vum Här Bodry ralliieren. Ech mengen, et muss ee fir d'Éischt emol och d'Diskussioun féieren am Hearing, deen dës Petitioun déclencheiert huet. Dat soen ech ëmsou méi, well ech och nach Member vun der Petitiounskommissioun sinn. Ech mengen, dat wär och eng Fro vu Respekt géigeniwwer vum Pétitionnaire. An da kënnen mer dat a Rou weiderhin diskutéieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Wagner. Den Här Kartheiser, deen eis seet, wat e vun de Virschléi hält.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.** - Villmools Merci, Här President. Jo, mir hunn an de leschten Deeg ganz vill iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch héieren an ech mengen, et war vun eiser Säit aus ni interpretéiert ginn, datt all déi Leit, déi sech elo zu der Wichtigekeit vun der Lëtzebuerger Sprooch äusseren, domadder net genuch Respekt géintiwwer de Pétitionnaire gewisen hätten.

Et ass an eisen Aen ëmmer eng gutt Geleeënheet an ëmmer e gudden Zäitpunkt, wann ee sech fir d'Lëtzebuerger Sprooch asetzt. A mir kënnen awer och gär nach déi Zäit waarden, bis mer déi Unhéierung hei an der Chamber haten.

Ech géif just proposéieren, Här President, wann ech d'Interventioun vu menge Kolleegen hei richteg interpretéieren, datt se sech net géifen opposéieren, géife mer hei proposéieren, datt Der vläicht déi Motioun dann op den Ordre du jour vun der éischter éffentlecher Sëtzung setzt, nodeem déi Unhéierung geschitt ass. Ech mengen, dann hu mer jo dat respektéiert, wat hei proposéiert ginn ass a mir hätten deen Abléck och déi Garantie, datt mer déi kleng zäitlech Verlagerung net allze wäit no hannen drécken.

Wa mer eis kéinten dorop eenegen, mengen ech, wiere mer ganz frou an dankbar. Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat dierft kee Problem sinn!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech mengen, all d'Membere vun der Presidentenkonferenz hunn dee Wonsch matkritt a si wäerten zum gegebenen Zäitpunkt, wa mer den Ordre du jour fixéieren, dorop zrëckkommen.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo, Dir hutt jo och en Observateur an der Presidentenkonferenz, dee sech dann zum Echo vun Ärem Wonsch wäert maachen. Dat gesot, géif ech mengen, dass hei jo dann Unanimitéit ass, fir dat esou ze maachen. Ass dat esou?

(Assentiment)

Merci. Da maache mer dat esou.

Da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7059, deen de Paräisser Accord iwwert de Klimaschutz soll hei bei eis ëmsetzen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorebelen Här Henri Kox.

14. 7059 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de Paris sur le changement climatique, adopté à Paris, le 12 décembre 2015

Rapport de la Commission de l'Environnement

► **M. Henri Kox (déi gréng), rapporteur.** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Wéi virdrun d'Familljeministesch beim Gesetz iwwert de Congé parental gesot huet, dass et e Meilestees wär fir d'Lëtzebuerger Familljepolitik, esou kann ee sécherlech behaupten, dass dës Gesetz, wat mer hei elo um Ordre du jour hunn, e Meilestees praktesch fir d'Weltgemeinschaft wäert sinn. Et ass e wichtegen a richtige Schratt fir eis Kanner, awer och fir eis Kandskanner. Et kéint ee souguer den Neil Armstrong

zitieren, wéi e gesot huet, e klenge Schratt hei fir eist Land, wa mer dës votéieren, mä e ganz grouse Schratt fir d'Ménschheet!

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Dese Projet de loi huet als Finalitéit, wéi virdru vum President gesot, den Accord vu Paräis ze ratifizéieren, deen den 12. Dezember 2015 op der COP21 ugeholl gouf. Wat ass d'COP21? Dat ass d'Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques vun der Weltgemeinschaft, déi sech mat der Klimaproblematik beschäftegt, déi mer haut eben, wéi gesot, solle ratifizéieren.

D'Konventioun selwer gouf vu Lëtzebuerg den 22. Abrëll 2016 schonn ënnerschriwwen, an dës um Jour de la Terre, an dës net eleng vun nëmme Lëtzebuerg, mä vun 175 Parteien, dat heescht vun 174 Länner an der Europäescher Kommissioun, déi als eng Partei duergestallt gëtt.

Dësen Accord, dee fir mech e weltëmfassende Vertrag ass, wou praktesch all d'Länner am Boot sinn, ass e ganz wichtegen Accord. An ech wëll do gären de Laurent Fabius zitieren, dee vun engem „accord universel“ iwwert de Klima geschwat huet. En huet eng Rei Adjektiver genannt, fir dës Accord ze beschreiwen, an e seet: „Dësen Accord ass differenziéiert, dësen Accord ass gerecht, dësen Accord ass nohalteg, dësen Accord ass dynamesch, dësen Accord ass équilibréiert an dësen Accord ass juristeschem bindend fir eis Länner alleguerten.“

Wéi eng Ziler huet dësen Accord ze erfüllen a wéini trëtt dësen Accord a Kraaft? Ziler ginn et der dräi. Dat Wichtigst ass dat, fir de Weltklima op eng Temperatur vu maximal 2 Grad Erhéijung ze begrenzen, voire op 1,5 Grad hinzeistereien. Dës geet nëmme, wa mer alleguerten zesummen an engem Boot sinn. Dofir ass all Land opgefuerdert, eng Rei vu Moosnamen ze maachen, an all Land ass gefuerdert, eng Rei vu Reduktionsmoosnamen a senger Politik ze definéieren.

An dat Drëtt, vläicht och eent vun de wichtegsten Ziler, dat ass de finanziellen Engagement: de finanziellen Engagement insbesondere vun den héichentwéckelte Länner vis-à-vis vun den Drëttwëltlänner, déi sech drop accordéiert hunn, fir bis 2020 100 Milliarden Euro ze sammelen..., 100 Milliarden Dollar ze sammelen. Ee Moment wann ech gelift. 100 Milliarden Dollar bis 2020 ze sammelen!

A fir Lëtzebuerg bedeit dat, dass mir eisen Accord schonn op 35 Milliounen ginn hu bis 2020, fir de finanziellen Ausgleich téschent den ënnerentwéckelte Länner an den héichentwéckelte Länner ze maachen.

E klengen Historique vläicht iwwert déi ganz Accorden, well da gëtt ee sech der Bedeitung méi bewusst iwwert déi Schnelligkeit, déi mer awer hei faerdgebruecht hunn, fir den Accord vu Paräis elo ze ratifizéieren.

Déi éischt Konferenz war scho laang, viru 24 Joer, dat war den 13. Juni 1992 zu Rio de Janeiro, wou déi éischte Kéier iwwert d'Begrenzung vun der Temperatur, vun dem Ausmoos vun der Klimaverännerung diskutéiert gouf. Et huet gedauert bis 1997, wou de Kyoto-Accord definéiert gouf. Dat war déi drëtt Reunion vun der COP. Dofir gouf déi deemools COP3 genannt.

Den Accord vu Kyoto huet awer nach bis 2005 gebraucht, fir a Kraaft ze trieden, an en huet sech an zwee Deeler opgespléckt. Dat ass eng Kéier eng éischt Period, déi ass gaange vun 2008 bis 2012, an déi zweet Period, déi ass de Moment amgaangen ëmgesat ze ginn an déi geet vun 2013 bis 2020. Am Ennerscheid awer zu Paräis hu beim Kyoto-Accord nëmme... oder d'Emissiounen, déi e berücksichtegt huet, stellen awer nëmme 15% duer. 85% vun den Emissiounen vun deene Länner, déi ganz héich Emissiounen maachen, sinn näamlech net beim Kyoto-Accord derbäi gewiescht!

Wou sti mer elo bei der Ratifikatioun? Do kënnen mer soen, dass mer et gepackt hunn! Gepackt, well d'Europäesch Kommissioun, oder d'europäesch Ëmweltministeren de Freideg virun enger Woch driwwer diskutéiert hunn, dass se den Accord wëlle ratifizéieren. D'Europäesch Parlament huet et genau virun enger Woch gemaach. An dat war de Startschuss, fir kënnen dësen Accord ëmsetzen. Well den Accord huet zwou Bedéngungen: Et muss 55 Länner vun der Welt den Accord ratifizéiert hunn a 55% vun all den Emissiounen mussen vun deene 55 Länner gedeckt sinn.

Doduerch, dass d'Europäesch Parlament d'lescht Woch ënnerschriwwen huet an och ratifizéiert huet, sinn haut - oder op dem Stand vum 6. Oktober - 74 Länner, déi dësen Accord ratifizéiert hunn a si ëmfaassen am Ganzen 58,8% vu sämtlechen Emissiounen, déi ausgestouss sinn. Domadder kann dësen Accord a Kraaft trieden, näamlech 30 Deeg duerno, an dat ass laut der UNO de 4. November, wou dë-



sen Accord a Kraaft trëtt, dat heescht genau virun der nächster COP. Dat ass d'COP22, an déi ass zu Marrakesch a Marokko.

Wat heescht dat fir déi eenzel Länner? Dir wësst, dass Lëtzebuerg sech en Zil am Kyoto-Prozess ginn huet. Bis 2020 muss Lëtzebuerg seng Emissiounen ëm 20% reduzéiert hu par rapport zu 2005, awer ouni dass d'Industrie mat berücksichtig ginn, d'Industrie sinn am europäesche Sharing matagebonnen. Dat heescht, Lëtzebuerg muss säin Effort och nach bis 2020 weiderdreien. De Moment leie mer, wéi de Camille Gira gäre seet, „on track“, dat heescht awer, mir sinn eréischt bei 13%, déi mer reduzéiert hunn. Et bleiwen, fir eisen Obligatione gerecht ze gi bis 2020, nach 7% ze errechen. Et heescht also, mir mussen eis weiderhin ustrengen.

Wat heescht et iwwert de Kyoto-Vertrag eraus? Well dann trëtt de Paräiser Accord a Kraaft, an de Paräiser Accord huet keng Zilsetzung méi vu Joergäng, mä huet eng Haaptzilsetzung: Dat ass eng Dekarbonisation vum eiser Wirtschaft. Längerfristeg heescht dat, dass mer 2050 eng Reduktion vum 80% bis 95% vun den CO₂-Äquivalenzemissionen mussen errechen, wat natierlech wahnsinneg ustrengend wäert sinn.

Fir Lëtzebuerg heescht dat: Ma, mir hunn en Zil gesat kritt bis 2030 vu minus 40%, minus 40%, well mer natierlech dat Land sinn, wat wirtschaftlech am beschten dosteet, a well mer pro Kapp nach immens vill Efforte musse maachen.

Fir dës Efforten ze errechen, brauche mer sämtlech Secteuren am Boot. Mir brauchen och sämtlech Gesellschaftsschichte mat am Boot. Dat geet vun der Zivillgesellschaft iwwert d'Gemengen an natierlech och hei iwwert d'Chamber, déi hir Responsabilitéit mussen huelen.

An ech mengen, mir hunn dës Responsabilitéit scho geholl. Mir hunn eis am Virfeld vu Paräis iwwer e Joer laang an enger Souskommission mat dem Klima beschäftigt. Mir hu virun engem Joer hei an der Chamber e ganz groussen Débat gefouert, wou mer eng Rei vu Pisten oppgeluecht hunn, Pisten, fir dass och Lëtzebuerg sech senger Responsabilitéit bewusst ass an dass mir och eis mat längerfristigen Ziler ausenansetze mussen an och mat längerfristige Politicken a sämtliche Beräicher. Sämtlech Beräicher vun eiser Wirtschaft mussen deemno mat an d'Boot geholl ginn, well ouni déi, ouni d'Leit dobausse kënnen mer dës Ziler net errechen.

Dofir nach eng Kéier mäin Opruff hei, dëst mat enger grousser Majoritéit kënnen ze stëmmen. An ech ginn dovun aus, dass mer hei d'absolutt Majoritéit wäerte kréien, well an der Kommission hu mer de 6. Oktober 2016 de Rapport vun der Ratifikatioun vu Paräis ugehall, an dat eestëmmege. D'Gesetz selwer gouf den 9. September déposéiert. De Statsrot huet eis de 27. September den Avis dozou ginn. An den 3. Oktober an der éischter Sëtzung, wou mer eis nach eng Kéier domat beschäftigt hunn, sinn ech zum Rapporteur bestëmmt ginn.

Dofir zum Schluss an zur Konkusioun: Ech mengen, dass dëst wirklech e Meilesteen ass fir d'Weltgemeinschaft, dass et e Schratt an déi richteg Richtung ass. Mä et bleift extrem vill ze maachen, dofir: d'Aerm eropstrëppen an dru schaffen!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Rapporteur Henri Kox. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marco Schank. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Marco Schank** (CSV). - Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, ech wollt mat engem Merci ufänken un de Kolleg Henri Kox als Rapporteur vun deem Projet, e Merci fir den detailléierte schréfftlechen a mëndleche Rapport. Hien huet mat enger Partie Superlativen ugefaangen: een Dag nodeem zu Paräis 196 Länner dem Klimaaccord zougestëmmt hunn, en Dag fir d'Geschichtsbücher, e Meilesteen, en historescht Evenement an esou weider.

D'Zukunft muss weisen, ob de Klimaaccord vu Paräis esou euphoesch Beurteilung verdéngt, déi begeescht Unerkennung do verdéngt. Ech denken, dass d'Fransosen, mat un der Spëtzt dem Här Fabius, an awer och eis Umweltministesch Unerkennung verdénge fir hiet jeeuweileg Verhandlungsgeschéck zu Paräis.

Engersäits ass et esou, de Rapporteur huet et gesot, dass déi éischte Kéier iwwerhaupt e globalen Accord zustane komm ass, en Accord, deen all Staaten op der Welt verpflichtet zu der Begrenzung vun der globaler Erwärmung op d'äitlech ënner 2 Grad, méiglechst 1,5 Grad par

rapport zu virindustriellen Niveauen. An dofir mussen d'CO₂-Emissionen weltwäit tëschent 2045 an 2060 op null zrëckgefouert ginn an eben och en Deel vun den CO₂-Emissionen aus der Aerdatmosfera evaküiert ginn. Dat ass engersäits. Anersäits - an dee Saz ass méi kuerz - ass awer och esou ganz kloer: D'Ärderwärmung vun dëser Welt wäert an den nächste Jore weidergoen, a grondleeënd weidergoen. Si hält net op mat der Ratifizierung vun deem Accord.

Als Optimist kéint ee soen: Vlächicht schrauwe jo an Zukunft d'Staten och vu sech aus hir Ustrengunge fir de Klimaschutz an d'Luucht. Vlächicht wäert och an Zukunft d'Force vun de Marchéen d'Länner éischer zu méi Klimaschutz bewegen. Vlächicht ginn och d'erneierbar Energie an Zukunft weider mat deem Tempo méi bëlleg, wéi dat elo an der Vergaangeneit de Fall war. A vlächicht mierkt och China, dass Klimaschutzmoosnamen och gutt sinn, fir d'Loft a senge Stied méi propper ze maachen. A vlächicht geschitt dann d'Emstellung op eng kuelestoffräi Ökonomie tatsächlech méi séier, wéi mir eis et haut kënnen virstellen. Dat ass den Optimist.

Als Pessimist, deelweis och als Realist, kéint ee soen, dass den Deal vu Paräis net duergeet, fir eist Klima ze retten, weinst all deem Klimawandel, deen trotzdeem nach komme wäert par la force des choses, an duerch en CO₂, dee mer schonn ausgestouss hunn an der Vergaangeneit respektiv dee mer no Paräis natierlech nach aus eise Fabricken, aus eise Fligeren, Schëffer, Autoen an esou weider erausblösen an deen och nach laang an der Atmosphär bleiwe wäert. A weinst der Fro - dat ass, mengen ech, eng ganz wesentlech -, ob dann d'State sech un hir eegen, sech selwer operuechte Verflechtungen hale wäerten.

Madamm Presidentin, en vue vun der Ratifizierung vum Klimaaccord vu Paräis probéiere mir dann awer, éischer optimisteschen an d'Zukunft ze kucken a freeën eis an éischer Linn emol, dass d'USA a China virun enger gewëssener Zäit - ufanks September, mengen ech, war dat - am Kader vum G20-Sommet den Accord vu Paräis ratifizéiert hunn.

An och d'EU-Parlament huet dat viru Kuerzem gemaach, d'lescht Woch, nodeems d'Umweltminister vun der EU den 30. September zu Brüssel eng Blamage évitéiert hunn, kann ee bal soen, an et fäerdegbruecht hunn, sech op ee gemeinsame Ratifizierungsprozess ze eene-gen.

„Et war en haarde Kampf“, gëtt d'Madamm Ministesch zitëiert am „Wort“ direkt no dem Sommet, an zum Schluss och nach mat engem wesentleche Saz - mengen ech, well dee Kampf, dee kënn eréischt -: et géifen nach déif gräifend Diskussionne bewirtoen, dëst am Kontext vun engem wuel virprogrammierte Sträit ëm den „effort sharing“.

De sougenannten „effort sharing“, also d'Laaschtendeelung, reguléiert 60% vun den CO₂-Emissionen an der EU. A vun deem gressste klimapolitischen Instrument gi si sech natierlech wichteg Ustéiss ausgerechent fir d'Dekarboniséiere vun deene verschidde Secteuren: Verkéier, Gebaier an esou weider. An amplat dëst Instrument un d'Ergebnisse vum Paräiser Accord unzepassen, géife verschidde Memberlänner - heescht et! - probéieren, vu Schlaupflächer respektiv vu Rechenricke Gebrauch ze maachen.

Madamm Presidentin, vun 2020 u wäert de Grand-Duché mat ganz ambitiöse Reduktionsziler konfrontéiert ginn. Héich Ziler goufe sech gesat. Ech erënnere elo net un déi, déi mer schonn haten: Bis 2020 d'CO₂-Emissionen 11% senken; derbäi komme jo nach déi 11% Undeeler un erneierbaren Energien an 20% méi Energieeffizienz bis 2020. Mä fir 2030, do läit d'Lat fir Lëtzebuerg am Kader vum „effort sharing“ richteg héich, nämmlech bei minus 40% am Joer 2030 par rapport zu 2005. Et ass virdu vum Rapporteur scho gesot ginn.

Dës 40% stinn an engem Reglementsvirschlag vun der Europäescher Kommission, dee viru Kuerzem, Métt Juli, presentéiert gouf, fir déi järelech CO₂-Reduktione vun den einzelnen Memberstate virzeschloen. Entsprechend deem Kommissionsvirschlag géif den Emissionsbudget fir Lëtzebuerg ab 2021 ënner anerem och dovun ofhänken, wéi d'Emissionen an de Joren 2016 bis 2018 sech géifen an der Moyenne entwéckelen.

Och wann dës Virschlag vun der Kommission, kann ech mer virstellen, nach dierft änneren, ass dëst Zil fir Lëtzebuerg eng enorm Eraufuerderung. An ech hu viru Kuerzem héieren, fir dat Beispill ze soen, dass de Logistiksektor sech elo scho weinst deene minus 40% géif grouss Suerge maachen a sech freet, ob de Sektor kéint iwwerliewen, e Sektor, dee jo och vu vergaangene Regierungen, vun dëser Regierung pousséiert gëtt, net zulescht duerch

den Ausbau och vum Containerterminal zu Beetebuerg.

Nun, fir déi héich Ziler ze errechen, huet d'Umweltministesch eis gesot an der Kommission, dass se am Ministère amgang sinn, en drëtten Aktionsplang ze preparéiere respektiv och en Adaptationsplang ze adaptéieren, wann een esou wëllt, un deem ze schaffen.

An eng éischt Fro mengersäits dozou: Wéini soll deen drëtten Aktionsplang virgeluecht ginn, well ech do verschidde Datumen héieren hunn? An der Zeitung hunn ech gelies, dass wier fréistens Summer 2017. Et sinn awer och Mataarbechter aus dem Ministère, déi gesot hunn, ënner anerem, dass dësen drëtten Aktionsplang vlächicht schonn Enn des Joers oder ufank nächste Joers kéint virleien. Vlächicht kann eis d'Madamm Minister eppes dozou soen.

D'lescht Joer hu mer, dass ass vum Rapporteur virdu och nach eng Kéier ernimmt ginn, dee groussen Débat gefouert mam Sujet „Politisch Orientierung an Aktionsmöglichkeeten am Kontext Klima an Energie“, wann ech mech richteg erënnere, mat net manner wéi 40 Sëtzungen, déi mer haten am Zäitraum vun annerhallwem Joer.

A mir ginn dovun aus als Fraktioun, dass déi Aarbecht net émsoss war, mä dass déi 57 Recommandatiounen wäerten Agang fannen an deen neien Aktionsplang. D'CSV-Fraktioun fuerdert op jidde Fall, dass d'Chamber, sou wéi et och am Rapport vun deem Débat steet, regelméisseg an dee Prozess agebonne gëtt, dëst en vue vun deene Moosnamen a Lösungsvirschléi, déi dozou solle féieren, déi entsprechend Klimaziler ze errechen.

Madamm Presidentin, an deem Débat d'lescht Joer hunn ech och am Numm vu menger Fraktioun d'äitlech gemaach, dass mir eis ambitiéis Hausaufgaben a puncto Klimaschutz nëmme fäerdegbréngen, wann et eis geléngt, fir d'Biogerinnen an d'Bioger an domadder och d'Zivillgesellschaft an d'Boot ze kréien. „An d'Boot kréien“ huet de Rapporteur e puermol gesot. Do sinn ech och mat him enger Meenung.

Ech sinn awer där Meenung, dass mer mussen dat An-d'Boot-Kréie strukturéieren. An ech wëll eppes dozou soen, well ech d'lescht Joer am November am Débat och eng konkret Proposition gemaach hunn, nämmlech eng Proposition de loi fir d'Schafung vun enger nationaler Kommission fir nohalteg Entwécklung a Klimaschutz.

Ech denken och, fir vlächicht fir d'Éischt e Saz zum Klimapakt ze soen, dass dëst Instrument ee ganz wesentleche ass, well d'Gemengen derfir gesuergt hunn, mat ganz vill Kreativitéit - an och d'Gemengesyndikater, Naturparken an anerer - et fäerdegbruecht hunn, mat enger regionaler Approche sech fir de Klimaschutz no beim Bioger a bei de Biogerinnen, well jo d'Gemengen esou no bei de Stéit sinn, anzesetzen.

D'Gemenge si ganz kloer onverzichtbar Partner am Klimaschutz, wann et heescht, den Energieverbrauch an d'CO₂-Emissionen an den Dierfer an an de Stied ze reduzéieren an awer och, an dat ass wuel gradesou wichteg, parallell Investitiounen, ekonomesch Aktivitéiten an den Aarbechtsmaart doduerch ze stimuléieren. An dofir si lokal a regional Energie- a Klimaschutzkonzepter wichteg Bausteng fir déi landeswäit Emsetzung vun deene geplangten ambitiöse Moosnamen.

Wéi et schéngt - hu mer an der Kommission gesot kritt - ginn et nach zwou Gemengen, déi net am Klimapakt matmaachen. An der Zwëschenzäit goufen et souguer schonn eng Partie Gemengen, déi déi drëtt Zertifizierungsstuf errecht hunn, wat engem international unerkannte Standard entsprécht, nämmlech dem „European Energy Award Gold“. Déi Gemenge sinn, fir se net ze nennen, Park Housen, Tandel, Biekerech a Schëffleng. A souwäit ech informéiert sinn, wäerten och zwou vun dese Gemengen elo d'nächst Woch op Luzern reesen, nämmlech Housen an Tandel, fir do och am Austausch mat anere Gemengen...

(Interruption)

...och déi regional, besonnesch déi regional Approche am Kontext Klimaschutz weiderzerrechen.

Mä de Klimapakt eleng geet an eisen Aen net duer. Mir mussen dat vill beschwuerent Abenzie vun der Zivillgesellschaft strukturéieren, hunn ech virdu gesot, well soss dës Regierung an och déi Regierungen, déi duerno wäerte Responsabilitéit kréien, bei hirer Klimapolitik wäerten an d'Eidelt lafen.

An dofir hunn ech och an deem Kontext am Débat d'lescht Joer am Numm vu menger Fraktioun eben dann déi Proposition de loi déposéiert fir d'Schafe vun enger nationaler Kommission fir nohalteg Entwécklung a Klimaschutz, dass heescht eng strukturéiert Partnerschaft vu Stat, vu Gemengen, vun ONGen,

vu Gewerkschaften a vum Patronat. An d'Zil vun dëser Gesetzesproposition ass et, wéi gesot, d'Zivillgesellschaft besser anzubannen.

Dës Proposition de loi baséiert dorobber, fir d'Gesetz vum 25. Juni 2004 unzepassen. Dat ass d'Gesetz iwwert d'Koordinatioun vun der nationaler Politik fir nohalteg Entwécklung. An ech hat mech bei dëser Proposition de loi op d'Expérience beruff, déi mer gemaach hunn an de Joren 2010, 2011 mat dem Partenariat fir Umwelt a Klima, also e ganz konkreten Exercice, wou eigentlech dat duergeschpillt gouf och an Zäit vun annerhallwem Joer vun der viregter Regierung, wou Ministèren, Gemengen, de Syvicol fir d'Gemengen, d'ONGen, d'Gewerkschaften an d'Patronen un engem Dësch souzen, fir e gemeinsame Moosnamen-katalog opzestelle fir de Klima- an Umweltschutz. An déi Moosnamen sinn dunn och an den zweeten nationalen Aktionsplang agefloss, a virun allem war dat och d'Grundlag fir d'Schafe vun deem Klimapakt, un deen ech virdu erënnert hunn.

Deemools schonn ass d'Iddi an deem Grupp diskutéiert ginn, fir aus dem Partenariat eng dauerhaft Struktur ze maachen. Vun de staatleche Partner, ech erënnere mech dorunner, ass deemools insistéiert ginn, dass een d'Regierungsmembere méi staark misst an dee Prozess integréieren, fir eng besser Visibilitéit a fir eng besser Kredibilitéit an deem Zesammenhang och ze errechen.

Dese Gesetzesvirschlag mat senger entsprecher Virgeesweis géif eng verstärkt a besser strukturéiert Zesammenarbeit mat den Organisatiounen vun der Zivillgesellschaft garantéieren a gläichzäiteg och eng méi pousséiert Participatioun vun der politischer Prise de décision assuréieren.

Madamm Presidentin, an enger Jointe vun Affaires étrangères an Umweltkommission gouf viru Kuerzem d'Agenda 2030 fir eng nohalteg Entwécklung presentéiert. Dat ass nach net ganz laang hier.

An deem Kontext begrësse mir et, dass d'Regierung d'Reglement vum 14. Juli 2005 ofgeännert huet. Do geet et nämmlech ëm d'Zesummesetzung, ëm d'Organisatioun an de Fonctionnement vun der Commission interdépartementale du développement durable. Dat ass an deem Règlement geregelt. An heimat gouf elo en Upgrade vun der Zesummesetzung vun där Kommission virgeholl, ebe fir déi verschidde Ministère méi staark ze responsabiliséieren. An dat fanne mir richteg. Dat fannen ech eng gutt Iddi, well et och am Sënn ebe vun där Proposition de loi ass, déi ech d'lescht Joer gemaach hunn, an ech mengen, déi ganz wesentleche ass.

Wat elo dës Proposition de loi ugeet, gëtt et nach keen Avis, weder vun der Regierung nach vum Statsrot. Si huet eng Nummer kritt an domat ass et dat emol.

Mech géif awer interesséieren, dofir d'Fro un d'Umweltministesch, ob d'Regierung ënner Ernstänn wëllens ass, awer an déi Richtung do ze goen. Well ech soen lech hei, dass et schifgeet, fir ambitiéis, esou ambitiéis Moosnamen ze huelen, ze errechen, wa mer net d'Zivillgesellschaft, wa mer net d'Leit um Terrain an dat berüümt Boot do kréien!

Dann, d'Majoritéit seet an hirer Regierungserklärung op der Säit 71, dass hunn ech och schonn op dëser Plaz emol rappeléiert, si géif e sougenannten Nohaltegkeetscheck aféiere fir d'Projeten an d'Décisiounen vun der Regierung, déi eng Incidence hunn en termes vun nohalteger Entwécklung a Klimaschutz.

Dofir wollt ech elo och d'Fro stellen un d'Madamm Minister: Huet d'Regierung wëllen, an den nächste Méint esou en Nohaltegkeetscheck anzeféieren, respektiv ass se souguer vlächicht amgang un deemselwechten ze schaffen?

Zum Schluss, Madamm Presidentin, eng lescht Fro un d'Madamm Minister, an zwar d'Fro, wou mir mat der Etüd fir den Tanktourismus dru sinn, déi d'Regierung an Opdrag ginn huet a wou och schonn nogebessert ginn ass, wéi mer et gesot kruten.

Am „Wort“ hunn ech gelies, de Kolleg Henri Kox hätt gesot, den Tanktourismus misst enger kritescher Analys ënnerzu ginn. Gëtt dat elo zousätzlech gemaach?

An da steet awer och nach do, an der Zwëschenzäit géif et e Komproméss ginn - wat ëmmer dat heescht - en vue vun der Presentatioun vun dëser laang erseenter Etüd. An de Kolleg Marcel Oberweis huet net méi spéit wéi virun, mengen ech, zwou Wochen och



nach eng Kéier gefrot, wou mer mat där Etüd dru wieren. An ech wëll dat dann op dëser Plaz och maachen.

Domat géif ech ganz zum Schluss d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn, zu engem ganz wesentleche Projet en vue vun der Ratifizierung vum Klimaaccord vu Paräis.

Ech soen lech Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

(**Interruption**)

► Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Schank. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► M. Roger Negri (LSAP).- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt fir d'Éischt dem Rapporteur Henri Kox Merci soe fir säin exzellente schréfftlechen a mëndleche Rapport. Mir als LSAP wäerte selbstverständlech dëse Projet de loi och ënnerstëtzen.

E Merci wëll ech awer och eiser Ëmweltminister Carole Dieschbourg soe fir hiren Asaz, besonnesch bei der leschter Lëtzebuurger Présidence, wou jo och dëse Paräiser Accord zustane komm ass.

De Rapporteur huet den Accord an all seng Facetten am Detail erkläert. Dofir wëll ech mech op e puer generell Remarqué beschränken.

D'LSAP huet sech schonn iwwert déi lescht Joren, an et kann een entre-temps soen, scho säit Jorzéngten, ëmmer konsequent fir de Kampf géint de Klimawandel agesat a wäert dat selbstverständlech och an Zukunft weider esou maachen. Dat géilt souwuel um internationalen, nationalen, awer och um lokalen Niveau, well nëmme wa mer all zesumme grouss Efforte maachen, hu mer eng Chance, fir déi schlimmste Konsequenze vun engem Klimawandel ze verhënneren.

An deem Sënn begrësse mer als LSAP och den Accord vu Paräis, well et effektiv gegléckt ass, bal all Staten, an de Rapporteur huet et elo am Detail erkläert, vun der Welt mat an dat berümt Boot ze kréien, wat jo leider beim Kyoto-Accord net de Fall war. D'Europäesch Unioin eleng kann zwar hei mam gudden Beispill virgoen. D'Zil, fir d'Klimaerwärmung ënner 2 Grad ze halen, dat kann awer nëmme erreicht ginn, wann all grouss Emittente vun der Welt vun Zärgasen zesummeschaffen an och elo éierlech a reell Efforte maache wäerten. De politesche Wëlle vun der LSAP a vun dëser Regierung, fir eise Bäitrag dozou ze leeschten, ass op alle Fall do.

Mir sollten eis awer näischt virmaachen: Och wann dës Kéier d'Reduktionsziler fir déi eenzel EU-Memberstate gebonne ginn un d'Wirtschaftsleeschtung, wäert Lëtzebuerg iwwerdurchschnëttlech héich Engagementer mussen agoen, a mä Virriedner Marco Schank huet dat och elo grad schonn ënnerstrach. Dat geet och esou aus der Propos vun der EU-Kommissioun vum Juli ervir, déi mir an der Kommissioun virgeluecht kruten: Lëtzebuerg a Schweden waren deemno déi Länner an der EU, déi déi gréissten Efforte misste maachen a bis 2030 hir Emissiounen par rapport zu 2005 ëm 40% misste reduzéieren. Dat gétt, wéi scho gesot ginn ass, en enorme Défi.

Och wa mir am Moment op der virgezeechenter Trame net esou schlecht dostinn, wéi vir dru scho gesot ginn ass, „on track“ sinn de Moment, fir et nach eng Kéier ze soen, bis 2020, de Rapporteur huet dat och gesot, mussen mer 20% par rapport zu 2005 reduzéieren. Mir sinn de Moment op 13%. Fir an deenen nächste véier Joer schéngen déi 7% net onméiglech ze sinn.

De Problem kënnt awer effektiv no 2020, wann dann dee Paräiser Accord a Kraaft trëtt nom Kyoto-Accord. Engersäits si mer dann an der Situatioun, dass mer wahrscheinlech bis dohinner, bis 2020, déi méi einfach Mesuren, fir d'Emissiounen ze vermeiden, schonn ëmgoséiert hunn. An et wäert duerno awer ëmsou méi schwierig ginn, fir weider Reduktiounen ze errechen.

Anerersäits hu mer zënter Joren e staarke Wuesstum. Ech mengen, mir wëssen och, wat mer do vu Pronosticken hunn, souwuel vun eiser Ekonomie wéi vun eiser Bevelkerung, an et gesäit ganz esou aus, wéi wann dat och an de kommende Jore jo géif esou weidergoen.

Et ass zwar zum Deel gelongen, de Wirtschaftswuesstum lasszekoppele vun der Entwécklung vun den Emissiounen, mä och wann een d'Emissiounen pro Awunner kuckt, hu mer

Fortschrëter gemaach. Mir brauchen do awer e regelrechte Quantesprung, wa mer an nëmme zéng Joer zwëschen 2020 an 2030 eis Emissiounen nach eemol ëm 20% wëlle senken. Émsou méi wichteg ass et, fréi genuch konkret Pläng ze hunn, wéi een dës international Verflüchtungen och kann an d'Realitéit ëmsetzen.

Deen drëtten nationalen Aktiounsplang fir de Klimaschutz kritt do eng ganz grouss Bedeutung fir Lëtzebuerg. Mir müssen dee Plang net nëmme matzäite fäerdeg hunn, mä et muss een dann och an eiem Budget entspreche Moyene virgesinn, fir dass dës Mesuren och effektiv an der Réalitéit kënnen ëmgoséiert ginn.

Entre-temps wär et vläicht gutt, en Tëschebilan vun der Ëmsetzung vum zweeten nationalen Aktiounsplang ze zéien, fir emol am Detail ze kucken, wat mer bis elo erreicht hunn a wou mer par rapport zu deem, wat mer eis virgeholl hunn, och stinn. Well eis Accorden, Deklaratiounen an Aktiounspläng hunn nëmme dann en Impact op de Klima, wa se duerch konkret Mesuren och ëmgoséiert ginn.

Zärgasen entsti bekanntlech bei ganz verschiddene Prozesser, mä dee gréissten Impact am Kontext vun eise Klimaschutzmoosname betrëfft wuel d'Produktioun an de Verbrauch vun der Energie.

Et muss eis engersäits geléngen, méi Energie op eng nohalteng an ëmweltfrëndlech Manéier ze produzéieren, an anerersäits ganz einfach manner Energie ze gebrauchen. Et kann een dobäi net nëmme no Klimaschutzkritäre kucken. Et geet jo fir d'Mënscheit am Endeffekt dorëms, gréisser Katastrophen ze vermeiden, bei deenen d'Liewen an d'Gesondheet am Sënn vum Klimaschutz net dozou féieren, (veuillez lire: bei deenen d'Liewen an d'Gesondheet bedrot sinn. Dofir däreft streng Oplagen am Sënn vum Klimaschutz net dozou féieren,) dass d'Atomkraaft als eng Alternativ ugesi gétt. Et gesäit een elo schonn, wéi schwéier sech beispillsweis d'Belsh deed, fir hir komplett vereelt Atomkraftwierker ofzeschalten, well se an deene vergaangene Joren net genuch an erneierbar Energien investéiert hunn.

Al Atomkraftwierker, déi nach just mam Argument um Laf gehale ginn, dass ee soss d'Stromeversuerung net garantéiere kann, sinn extrem geféierlech. Ech hoffen, dass mer net zu Tihange, Doel oder Cattenom en zweet Fukushima erliewe müssen, fir dass dat jiddwengem kloer gétt. Doriwwer eras wäert et sécher Pressiounen ginn, fir nei Atomkraftanlagen ze bauen, fir méi einfach kënnen d'Klimaschutzziler ze errechen. Nei Atomanlage sinn zwar vläicht eng Zäit laang méi sécher wéi déi al, mä de Problem vun der Lagerung vum atomaren Offall gétt domat net geléist.

Lëtzebuerg huet dorobber natierlech nëmme e ganz klengen, limitéierten Afloss. Mir kënnen eis awer um EU-Niveau derfir setzen, dass alternativ erneierbar Energie verstärkt geförderd ginn, an net d'Atomenergie. Souwiso wäert d'Klimaschutzpolitik um EU-Niveau e ganz wesentlechen Impact dorobber hunn, ob mer eis Ziler erreche kënnen oder net.

D'Reaktiounen op deem Niveau nom VW-Skandal an den USA stënnen een do och net onbedéngt optimistesche. Statt d'Autosindustrie, déi sech dank deene leschte Kontrollmechanisme vun der EU laanscht besteeënd Ofgasnorme gemogelt huet, dozou ze zwéngen, déi streng Wäerter an Zukunft tatsächlech anzehalen, goufen d'Norme ganz einfach eropgesat! An ech wëll vläicht, wa mer déi Zäit hunn, awer emol eng Kéier e bëssen op déi Saach agoen.

Dir wësst, dee Skandal ass 2015 vun den Amerikaner do entdeckt ginn; ech erspueren lech dat. Just vläicht eng Ziffer: D'Valeure ware 35-mol ze héich. Elo ass proposéiert gi vun der EU-Kommissioun, déi nei Regeln op e sougenannte Konformitéitsfacteur vun 2,1 fir déi nei Typenzouloossung vun neie Modeller ab 2017 ze setzen. Dat sinn natierlech héich Wäerter, soudass mer ëm 1,5% wäerten an Joer 2020 leien, soudass mer eis Grenzwaerter nach wäerten ëm 50% iwwerschreiden! Ech wëll dat just eng Kéier och als Beispill soen, wéi do iwwerleucht gétt.

Bon, d'Europäescht Parlament huet an deem Sënn seng lescht Décisioun nach net geholl. Do war eng Propositioun gemaach ginn de 14. Dezember 2015, fir vun deene Wäerter do erofzekommen. Déi ass awer net akzeptéiert ginn. Bon, dat soll elo effektiv am Januar diskutéiert ginn. Ech wëll just domadder soen, dass, wa mer a Richtung CETA an TTIP op aner Länner weisen, dass mer hei an Europa, an deem do spezielle Fall op jidde Fall, mengen ech, eis Hausaufgaben net amgaange si richtig ze maachen.

Esou Rücksichten op d'Interesse vun der Industrie kann d'EU an Zukunft also net méi huelen,

wa se et eescht mengt mat de Klimaschutzziler, déi se sech zu Paräis ginn huet.

Generell sinn d'Recherchen an den technesche Fortschritt wichteg Facteuren, wa mer an Zukunft besser Méiglechkeete wëllen hunn, fir mat wéineg Energie auszekommen. Um EU-Niveau kënnen do Akzenter gesat ginn, déi e klengt Land wéi Lëtzebuerg nëmme wéineg ka beaflossen. Mir kënnen allerdéngs d'Uwendung vun deenen neisten Technologien - «meilleures technologies possibles», wéi mer dat nennen - féerden a mat Hëllef vu Subsiden dozou bäidroen, dass mir och als ganz normal Konsumente schnell Accès dozou hunn. Dat ass och net nei. An och déi Beräicher, an deenen esou Mesurë besonnesch sënnvoll sinn, bleiwe widerhin der zwee: Dat sinn den Transport an de Logement.

Als Éischt zum Transport, Madamm Presidentin. Dës Regierung investéiert konsequent weider an den éffentlechen Transport, an dat ass och gutt esou. Den Tram, iwwert dee jorelaang gestridde gouf, hëlt endlech konkret Formen un. An och aner Dealer vum Mobilitéitskonzept gi stéckweis ëmgoséiert. Mir müssen hei esou schnell wéi méiglech virkommen, fir déi Capacitéiten ze schaffen, déi mer an Zukunft brauchen. Et mécht kee Sënn, Leit mat Campagnen dozou ze animéieren, den éffentlechen Transport ze benotzen, wann een net déi néideg Capacitéit kann zur Verfügung stellen.

Dat konnt een iwwergens gëschter Owend ganz flott an engem Reportage op RTL op eng impressonant Manéier gesinn, wou een iwwergens och d'Iwwersaturatioun vun eisen Autobunne feststelle konnt. Wann ech un den Eng-Millioun-Awunner-Stat denken, mengen ech, gétt dat engem och besonnesch ze denken. D'Offer soll der Demande also ëmmer e Stéck viraus sinn. D'Leit klamme ganz vum selwen op den éffentlechen Transport ëm, wa en attraktiv ass an d'Méiglechkeet dozou besteet.

Änlech gesäit et mat der Mobilité douce aus. Wa Vélos- a Foussweeër duerchgeend bestinn, wann d'Ëmsteigméiglechkeeten op aner Transportmüttel gutt sinn, also den „Interface“, wéi mer dat nennen, gutt ass, da gétt dat och genotzt.

Et wier an deem Kontext ganz gutt, aktualiséiert Donnéeën iwwert d'Evolutioun vum „modal split“ zu Lëtzebuerg ze kréien, wann dat méiglech ass, Madamm Ministesch. Soss eben eng Kéier an enger Ëmweltkommissionssitzung.

Well den Individualverkéier awer ëmmer wäert e feste Bestanddeel vum Verkéier bliwen, müssen hei onbedéngt weider Efforte gemaach ginn, fir méi spuermat a propper Gefierer op d'Strooss ze kréien. Do gétt et effektiv nach ganz vill Sputt no uewe bei der Elektromobilitéit. Um nationalen Niveau kënnen mir Ureizer schafen, fir dass d'Leit beim Kaf vun hirem Auto méi en ekologesche Choix treffen. Mä mir müssen och um europäeschen Niveau hëllef, méi Drock op d'Autosindustrie ze maachen.

An der Entwécklung vu Motore respektiv vu Batterie sinn nach vill Fortschrittler ze maachen. Mä d'Industrie muss och gewëllt sinn, genuch doranner ze investéieren.

Bon, zum Stéchwuert vu Stroumlagerung, Stroumspeicherung oder Accumulateuren, Batterien an esou weider, wéi mer dat nennen, a grouse Capacitéiten, do sinn effektiv nach vill technesch Fortschrittler ze maachen. Mä ech mengen, dass mir an enger Welt, déi esou innovativ ass, och eis deem Problem do musse stellen.

Déiselwecht Efforte ginn et och ze maachen am Beräich vun dem Verleë vum de Stroumleitungen. An och do hu mer jo gesinn zum Beispill un Däitschland, wat dat da fir Problemer gétt mat verschiddene Leit, déi sech dergéint wieren, wat een och gutt ka verstehen. Iwwergens hei zu Lëtzebuerg hate mir och schonn dee Problem, wa Stroumleitung geuecht gi sinn. Och do sinn oft d'Argumenter gebraucht ginn am Beräich vun der Natur, déi do zerzéiert gétt. An dofir mengen ech, dass et och wichteg ass an deem Kader, dass et och hei dozou passt, dass dat neit Naturschutzgesetz och do Hëllef wäert bréngen a Kloerheit wäert bréngen; Stéchwierder vu Biotopen, Stéchwuert Kompensatioun respektiv Ökopunkten.

Generell solle mer awer och Ureizer schafen, fir d'Benotzung vun Dieselmotoren ze reduzéieren. Ech mengen, do hu mer gesinn, dass an Däitschland elo eng grouss Forderung ass, oder zu Paräis, fir déi Dieselmotore ganz aus de Stied ze verbannen. An ech mengen, do si mer op engem Wee, deen een och vläicht... Do wollt ech d'Ministesch froen, ob mer och hei zu Lëtzebuerg esou Iwwerleeunge maachen, fir Dieselautoen, déi déi respektiv Normen net anhalen, a bestëmmten Zonen, déi besonnesch kriddelech sinn am Beräich vum Feinstaub, fir

déi och do eventuell ze verbidde respektiv eng Restriktioun ze ginn.

Schnell virgedriwwen gi müssen natierlech och all Mesuren, déi dozou bäidroen kënnen, de Wuerenttransport vun der Strooss erofzekerien. Do hu mer jo elo och mat dem Projet vum Containerterminal zu Beetebuerg/Diddeleng déi richtig Akzenter gesat.

Deen anere Beräich, deen zu Lëtzebuerg e grouss Potenzial opweist, fir Energie ze spuen, ass dann deen zweeten natierlech, de Logement. Mir hunn elo e Projet de loi an der Chamber virleien, wou d'Fördermoosname fir energieeffizient Bauen a Renovéiere verbessert ginn. A mir kréien an deem Kontext jo nach d'Geleeënheet, fir dat am Detail ze diskutéieren. Dofir wëll ech och elo hei net weider dorop agoen.

Ech géif mer awer schonn hei wënschen, dass kéint eng kloer Analys gemaach ginn, wat déi Mesuren, déi mer bis elo hunn, konkret bruecht hunn, an dass mer duerno och a regelmeisseg Ofstänn kéinten noprëiwen, wéi d'Akzeptanz vun deenen neie Mesuren ass a virun allem, wéi se genotzt ginn.

Elong un deene Beispiller aus de Beräicher Transport a Logement gesäit een, dass déi Verflüchtungen, déi mer mat der Ratifizierung vum Paräiser Accord aginn, grouss Verännerungen a virun allem substanzuell Investitiounen wäerte vun eis verlaangen. Émsou méi wichteg ass et, e kontinuierlechen, permanente Monitoring vun all deene Mesuren ze maachen an ze iwwerprëiwen, ob se déi gewënscht Resultater och bréngen. Nëmme esou ka garantéiert ginn, dass um Enn tatsächlech e positive Bäitrag am Sënn vum Klimaschutz an och vum Paräiser Accord dobäi erauskënnt.

An domadder ginn ech dann och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Negri. Als nächste Riedner hunn ech den Här Max Hahn ageschriwwen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

► M. Max Hahn (DP).- Madamm Presidentin, haut ass e groussen Dag. Et ass en Dag, wou mir aus dem Versprieche vu Paräis eng konkret national Verflüchtung maachen. 195 Länner hu sech zu Paräis dorobber géeneegt, gemeinsam géint de Klimawandel virzegoen! Ech wëll hei guer net op déi vill Enttäuschunge vun deene Jore virdrun agoen, wou aus nationalen Egoismen eras d'Mënscheit amgaange war, hiert eegent Graf ze schëppen. Well wat zielt ass, dass Paräis eis net nëmme nei Hoffnung ginn huet, mä Paräis huet eis Erwaardungen iwwertraff. D'ganz Welt huet zu Paräis decidéiert, seng eegen CO₂-Emissiounen ze reduzéieren. Dat ass en eemolegt Resultat!

An ech félicitéieren dofir besonnesch der Lëtzebuurger Regierung an der Ëmweltminister, déi an hirem EU-Présidence e groussen Undeel un deem Succès hei hunn.

► Une voix.- Très bien!

► M. Max Hahn (DP).- D'Ratifikatioun a ville Länner schleift net wéi esou oft jorelaang, mä passéiert an engem Tempo, deen engem den Otem hëlt.

► Une voix.- Ah jo!

► M. Max Hahn (DP).- Just als Verglach: Tëscht dem Verhandlungsergebnis an dem Akraafttriede vum Kyoto-Ofkommen louche ganzer nacht Joer! Do dergéint wäert den Accord vu Paräis a manner wéi engem Joer no de Verhandlungen a Kraaft trieden. D'Veersprieche vu Paräis si keng eidel Wieder, mä Wieder, déi Doten no sech zéien. Haaptemissionslänner wéi d'USA, China, Indien a Brasilien hu scho ratifizéiert! China an d'USA eleng maache 40% vun de weltwäiten Emissiounen aus.

Et ass kee Geheimnis, dass d'ëscht alles Länner sinn, déi an der Vergaangeneheit gären emol mat deenen zwee Féiss op der Brems stoungen, wann et ëm d'Festleeë vu Klimaziler gaangen ass. Dass dës Länner elo mat am Boot setzen, gétt eis Fillemen an der Course géint de Klimawandel.

Madamm Presidentin, haut ass et also un der Rei vu Lëtzebuerg, den Traité ze ratifizéieren. Mir setzen haut en Traité a Kraaft, dee grouss Chancen huet, an d'Geschicht als Dreipunkt an der weltwäiter Klimapolitik anzegoen. Et ass en Traité vun der Verantwortung fir déi kommende Generatiounen, deene mer eben net dierfen am volle Bewusstsein en lerwen hannerloossen, wou si riskéieren, hir Liewensgrondlag vun Naturkatastrophen a Klimachangemter zerzéiert ze kréien.

Léif Kolleegen, mir sinn dësen Traité eise Kanner a Kandskanner schëlleg. Jo, Lëtzebuerg bekennt haut Faarf am Klimaschutz. A maache mer eis näischt vir: Et sti grouss Défie viru Lët-



zebuerg, Europa an der Welt! De Klimaaccord setzt de Kader, mä mir müssen elo dësen Accord mat Liewe féllen.

Op d'ganz EU gekuckt, hu mir eis zu enger Reduzéierung vu 40% vun den CO₂-Emissiounen engagéiert. Europa muss sech elo eens ginn, wéi dat gemeinsam Zil soll erreicht ginn. Kucke mir eis un, wéi schwieereg d'Zesummeschaffen um europäesche Plang dëser Deeg ass, da wësse mer, wéi haart an ustrengend dës Verhandlung ginn. Mä ech hoffen, dass de Klimaaccord och Europa eng zweet Loft gëtt, fir déi national Egoismen ze iwwerwannen an, wann et dorobber ukënnt, un engem Strang ze zéien.

De Kyoto-Vertrag leeft 2020 aus. Vill wichteg Länner, dat wësse mer, waren dësem net bäigetrudened. An eréischt duerno, also ab 2020, fänken d'Obligatioun vum Paräiser Accord un. Ech ginn de Kritiker recht, déi soen: „Firwat eréischt 2020? Mir hunn eigentlech keng Zäit ze verléieren.“ 2015 war historesch gesinn dat wärmste Joer, dat jeemools opgezeechent ginn ass. 2016, do sinn d'Experte sech eens, wäert dat nach eng Kéier iwwerbidden. Leider war awer zu Paräis méi e fréien Zäitpunkt net dran. Mä mir wëssen all: D'Zäit leeft! An ech hoffen, dass déi verschidde Länner, grad déi, déi net am Kyoto-Accord dra sinn, déi nächst Joren net verbëtze wäerten, mä dass si hir Beméiunge géint de Klimawandel eropschrauwen.

Madamm Presidentin, wat heescht dësen Accord elo fir Lëtzebuerg?

Mir ratifizéieren haut en Traité, deen och den Ufank vum Enn vun de fossillen Energien ass. Jo, däre mussen mer eis bewosst sinn, an ech weess, dass dat nach schwéier virstellbar ass, wa mer d'Realitéit doraus kucken. Mëttele- a laangfristeg heescht dat, dass d'Mentalitéite mussen changéieren, d'Geschäftsmodell mussen ugepasst ginn an en Emklammen op alternativ, klimafreundlech Modeller mussen méi staark encouragéiert ginn. Mir müssen eis bewosst sinn: Gelénge et eis net, d'Leit mat op dese Wee ze huelen, wäerte mir eis Obligatiounen net packen!

Dësen Accord heescht, dass mir eis Efforten däitlech mussen verbesseren. Mir wëssen, dass mer an der Vergaangene net ëmmer Musterschüler a Saache Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg waren. Mir packen et de Moment awer besser, eis Klimaziler ze errechen, wat vill domadder ze dinn huet, dass manner Leit vu bausse bei eis op Lëtzebuerg tanke kommen. Zur Erënnung: 70% vun eisen CO₂-Emissiounen kommen duerch den Transport.

Ech wëll awer op dëser Plaz elo guer net op all d'Mesuren agoen, déi d'Regierung schon entaméiert huet, a weider Mesuren, déi nach komme mussen, well ech mer sécher sinn, dass mir nach vill Geleeënheete wäerte kréien, doriwuer hei am Haus an an der zoustänneger Kommissioun ze debattéieren.

Madamm Presidentin, dësen Accord ass nëmmen en Ufank. A mir wäerten an der Weltgemeinschaft sécher nach deen een oder deen anere Réckschlag mussen astiechen, déi eng oder aner Enttäuschung erliewen, a vill Schweess an Ustrengung sti virun eis. Ech mengen, dat wësse mir all. An awer sollte mir dese Moment hei feieren, well d'Welt huet sech Grousses virgeholl, an haut setze mir Lëtzeburger d'Ofkommens fir eist Land a Kraaft. Elo heescht et, all zesummen upaken!

Düst gesot, géif ech dem Rapporteur Henri Kox gare Merci soe fir säi schrëflechen a mündlechen Rapport a ginn domat den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*. - Merci dem Här Hahn. Als nächste Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser ageschriwwen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Villmools Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänke mat engem häerzlechen Merci un den Här Kox, deen, wéi ëmmer, wann et ëm de Klima geet, mat grousser Begeeschterung a grousssem Engagement hei geschwat huet.

Den Accord vu Paräis, dee mer haut hei ratifizéieren, huet dee Meritt, dass en existéiert. Mä wann een e kuckt, muss ee feststellen, dass e weineg contraignant ass, heiansdo weineg konkret, an datt et méi e Vertrag ass, deen e bësse politesch Versprechen a juristesche Form gekleet huet. Wäer dat net de Fall, da kéinte mer och dovun ausgoen, dass State wéi d'USA a China manner séier d'accord gewiescht wäeren, fir sech dësem Text unzeschliessen. Mä dass se et maachen, weist eng gewëssene Universalitéit an och e gewëssene Mentalitéitswandel bei deene Staaten. Mir hunn och, an dat wëll ech derbäisoen, genauso wéi d'Amerikaner oder d'Chineesen huet och d'ADR kee Problem domat a mir ratifizéieren dat hei gär mat.

Wann een awer elo kuckt, wat déi heiten Ëmsetzung konkret fir eis heescht, do si mer wesentlech méi kritisches wéi anerer heibannen. Éischtens stellt sech d'Fro vun der legaler Prozedur. Et ass dovun geschwat ginn - an do wär ech frou, wann d'Madamm Minister eis dat géif erklären -, dass zu Bréssel - Zitat Presseartikel - eng „legale Hintertür“ benotzt gi wär, fir elo eng séier Ratifizierung vum Vertrag ze erméiglechen, par rapport zu deenen übleche Prozeduren. Ass dat esou? A wéi eng sinn do adaptéiert ginn oder geholl ginn?

An dann den Engagement fir Lëtzebuerg. Ech mengen, dat ass eigentlech den Haaptpunkt, wa mer dat hei ëmsetzen. Wat heescht dat fir eis?

40% manner par rapport zu 1990, dat ass déi héchsten Obligatioun vun allen EU-Staten. An et ass schon déi zweete Kéier, wou Lëtzebuerg eng héich, déi héchsten Obligatioun op sech geholl huet. Mir haben dat schon no Kyoto mat minus 28%. Erreicht hate mer net minus 28%, mä minus 8,2%, an de Rescht hu mer misse kafe goen. De Rescht sinn Zertifikater, déi eis um Maart 110 Milliounen Euro kascht haten. D'Cour des Comptes hat sengerzäit doriwuer e ganz, ganz kritisches Rapport formuléiert. Mir kënnen deen elo net nach eng Kéier hei zitieren. Mir wëlle just drop verweisen, dass eigentlech déi héich Engagementer deemools schon net konnten agehale ginn.

Déi Propositioun hei vu minus 40%, déi ass zustane komm duerch e Schlüssel, dee mir och kritiséieren, de Bruttoinlandsprodukt pro Awunner. Mir wëssen alleguer hei am Land, dass de Bruttoinlandsprodukt pro Awunner net dee reellen Zoustand, de Räichtum vum Land refléiert, well jo d'Frontalieren do net mat agegerecht ginn. An awer ass opgrond vun deem Kritär festgehalde ginn - haaptsächlech opgrond vun deem Kritär - am Conseil européen, dass minus 40% fir eis déi richteg Zuel wär.

Minus 40% an engem Land, wat e ganz séieren ekonomesche Wuesstum kennt, wat seng Awunnerzuel, wann déi Zifferen da sollte stëmmen, déi am Abléck zirkuléieren, iwwer eng Millioun Awunner, 1,1, 1,2 Milliounen Awunner iergendwéini zielt an noer Zukunft, an da solle mer nach eis Emissiounen ëm minus 40% reduzéieren! Ass dat iwwerhaupt an iergendenger Aart a Weis realistesch?

Wat sinn dann d'Konsequenzen op d'Ekonomie? Et muss ee sech froen, mir hunn hei esou vill vun Dekarboniséierung héieren - mir wëssen, dass eis Energiepräisser fir d'Betriber am europäesche Vergläich awer net déi niddregst sinn - an et muss ee sech froen, ob mer net hei an eng Politik eraginn, wou wéinstens déi gréng Partei wëllt an eng Desindustrialiséierung vum Land goen, wärend d'Sozialisten awer probéieren, d'Ekonomie ze diversifizéieren. Ass do net ee vun deene ville Widdergespréich, déi mer an dëser Regierung ëmmer méi feststellen?

Mir haben hei als Chamber am November, den 12. November nach eng Resolution gestëmmt, an där mer gefrot haben, dass zu Paräis sollt en eenheetleche Präis fir Kuelenemissioune festgeluecht ginn, fir eng Delokalisation vun der Produktioun a Länner ze verhënneren, wou ebe manner Constrainte wären, wat d'Gaz à effet de serre ugeet.

Dat ass awer net geschitt. Oder kann d'Madamm Minister eis soen, ob an der Tëschenzäit esou Engagementer geholl gi wäeren? Eiser Kenntnis no net. Et besteet also e Risiko vun engem Carbon Leakage, vun engem Verloscht vun industrieller Struktur a Länner, déi manner staark Engagementer huelen, wéi mir et hei maachen.

Dat besonnesch an engem Land, wat ganz staark de Loftverkéier promovéiert an d'Logistik promovéiert! Och hei gesi mer, dass déi Regierung virduer an och déi aktuell Regierung grouss Investissementen an d'Logistik machen. Et soll een de Chantier zu Beetebuerg kucke goen, sech virstellen, wat do eng Zuel vu Camionne kënn, déi do sollen tanken an zirkuléieren. Wéi ass alles dat kompatibel mat enger Politik, déi déiselwech Regierung wëllt bedreiwen, fir ganz staark Reduktioun vum CO₂-Emissiounen ze kréien?

Dann ass och een Zil, an dat huet d'Regierung festgeluecht, fir d'Habitatiounen ze huelen als Hiewel, fir CO₂-Emissiounen ze reduzéieren: Passivhaiser. An do muss een awer soen, dass awer déi Etüden, déi elo aus Kalifornien kommen - wou och d'Passivhaiser ganz staark promovéiert gi wäeren - an notament déi vum Här Levinson, en Ëmweltökonom, gewisen hunn, dass duerch de sougenannte Reboundeffekt net manner Energie verbraucht gëtt a Passivhaiser wéi par rapport zu normalen Haiser. Dat ass eng ganz interessant Etüd. An et muss ee sech och do d'Fro stellen: Wéi kredibel ass dann d'Démarche vun der Regierung, déi dat do proposéiert?

Och mussen mer am A behalen, dass déi intelligent Compteuren - am Abléck vläicht nach net, awer potenziell - och eng Gefor fir d'Privatsphär vun de Leit kënnen ginn. A mir haben als ADR schon e puermol gesot, dass mer eng speziell Legislatioun wëllen, fir d'Benotzung vun den intelligente Compteur geenee ze kontrolléieren. Et kann net sinn, dass iwwert de Wee vun der CO₂-Reduzéierung herno de Leit eng gewisse Liewensweis soll imposéiert ginn an datt dann iwwer esou elektronesch Mëttele kontrolléiert gëtt. Déi Gefor ass awer reell.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Och d'Landwirtschaft mussen mer kucken. Si leescht e wäertvolle Bäitrag zu eiser Gesellschaft. Et kann net sinn, dass d'Landwirtschaft ëmmer méi als Instrument geholl gëtt vun dëser Regierung, wat sech am Dëngscht vun anerer Politicke muss bewegen. D'Landwirtschaft huet hiren eegene Wäert. A mir kënnen net einfach akzeptéieren, dass se ëmmer méi gedirangelt gëtt duerch aner Prioritéite wéi déi, déi si eisem Land originär bréngt.

D'Konsequenzen op de Budget. An der Fiche financière vun dësem Gesetz heescht et: «Le projet de loi n'a pas d'impact sur le budget de l'État.» Dat ass inakzeptabel! Dat ass inakzeptabel! Well d'Ëmsetzung dovun, vläicht net d'Gesetz selwer, mä d'Ëmsetzung... Mir hate grad gesot: „Beim Kyoto-Protokoll hu mer eis misse fräikafen.“ Mir wäerten et wahrscheinlech och hei misse maachen. An déi Sue kommen aus dem Statsbudget!

Mir hunn héich Kapalexporter vun öffentleche Gelder. Ech erënnere mech, dass eng aner Koalitionspartei - d'DP, fir se net ze nennen - nach virun e puer Joer zesumme mat der ADR gesot huet: „Et ass dem Klima egal, wou et geschützt gëtt. Mir kënnen et och hei am Land maachen. Mir müssen keng Projeten a Letland oder a Litauen finanzéieren oder an anere Länner. Dat geet och hei. An hei hätte mer Retombée fir eist Handwierk, hei hätte mer Retombéeën och um steierleche Plang.“

Elo hu mer eng Regierung, déi seet: „Et huet kee finanziellen Aspekt“, déi awer ënner aneren en UNO-Fonds ënnerstëtzt, vun deem mer nach net wëssen, wéi en herno funktionéiert, op jidde Fall net a leschter Konsequenz, deen awer gespeist gëtt mat Suen iwwert de Budget bis zu 120 Milliounen Euro bis 2020, 2014 bis 2020. A 35 Milliounen Euro ginn an de Fonds vert pour le climat. Fënnf Milliounen pro Joer. Dat sinn d'Donnéeën, déi d'Regierung eis selwer ginn huet. An dann heescht et: „Et gëtt keng Konsequenzen op de Statsbudget.“ Onverständlech!

Den Tanktourismus, dat rout Duch vun deene Gréngen. Et ass eng Konstant, dass probéiert gëtt, vun der Säit vun där Partei haaptsächlech, den Tanktourismus hei am Land ze liquidéieren. Et muss een awer wëssen, dass dat am Abléck nach ëmmer eng substanzuell Source de revenu vum Statsbudget ass an datt, wa mer dee Revenu net méi hunn, dofir awer net manner CO₂ verbraucht gëtt! Et gëtt vläicht minimal oder marginal manner verbraucht, well manner Leit iwwert d'Grenz kommen, mä dat fällt kaum an d'Gewicht.

Tatsaach ass, dass CO₂-Ausstouss awer nach ëmmer gemaach gëtt, just, dass net méi hei am Land getankt gëtt. E Verloscht fir de Statsbudget an e minimale Gewënn héchstens fir Klima-iwwerleeungen! An, wéi gesot, e Land, wat esou vill elo an d'Logistik investéiert an do den Tanktourismus aktiv promovéiert um Niveau vun de Camionen, dat wäert Problemer hunn, déi aner Politik do kredibel ze rechtfertigen.

Alternativ Energien: Dat gëtt ëmmer esou gewisen, als wär dat wierklech d'Léisung. D'alternativ Energien, déi maachen hei am Land - 2014 - 4,5% aus vun der Gesamtenergie. Dat heescht, 96% sinn net alternativ Energien! Mir sollen op 11% kommen. 89% sinn net alternativ. A fir déi 11% brauche mer nach net alternativ Energien, fir déi Versuerungsausfall, déi bei den alternativen Energien entstinn, ze kompenséieren an ze kompenséieren.

Dat ass eng schéi Saach, alternativ Energien, an da muss een nach Aschränkunge maachen! De Biogas stellt eng ganz Rei vun ethesche Problemer. De Biomethan kann eventuell méi schiedlech sinn. De Verbrauch vu Liewensmëttele, fir Biogas ze produzéieren, ass ganz staark ëmstridden. Alles dat ass... Wandkraaftanlagen, d'Produktioun vu Wandkraaftanlagen ass extrem ëmweltschiedlech. Alles dat misst een emol an enger Gesamtbilanz vun den alternativen Energien och kucken.

Obscho mir eis selbstverständlech net dergéintstellen, fir se ze entwéckelen. Mä op jidde Fall mussen mer et realistesch kucken! A mir müssen gesinn, dass eng Dekarboniséierung vun der Gesellschaft, wa mer vun 11% alternativ schwätzen, iwwerhaupt net denkbar ass! Well u sech ass et esou, dass mer weider an Europa

Kuel, Gas an nuklear Energie hunn, och wa mer alternativ Energie vläicht promovéieren, wéi mer et solle maachen.

An da stellt sech d'Fro och, et ass haut nach net ugeschwat ginn, vun der Twienerg. Mir haben hei am Land eng grouss Energie-, eng Stroumproduktiounsanlag op Basis vu Gas - dat ass am Vergläich zur Kuel eng propper Energiequelle -, déi awer elo muss zoumaachen, well se um belsche Réseau houg an hei, fir dës Begrëffer, fir eist Land oder fir dee Betriebschema, dee fir Twienerg définiert ginn ass, net méi produktiv war.

Dat heescht, mir hunn eng grouss Anlag hei, no Veianen déi zweetgréisst Produktiounsanlag fir Stroum, déi maache mer zou, obschon et eng vergläichsweis propper Energie ass, obscho se eng Versuerungssécherheet an deem Sënn hätt kënnen augmentéieren, well se um nationalen Territoire war. An awer gëtt hei, ouni vill driwwer ze diskutéieren, dat zougemaach. Et muss een hannerfroen, ob dat eng richtig Décisioun ass oder ob een hätt och kënnen aner Weeër goen.

D'Steierreform, fir domadder opzehalen, och do ass keng wierklech iwwerzeegend Politik vun der Regierung. D'Madamm Weber - ech wëll se hei zitieren - vum Mouvement écologique hat selwer gesot an engem Artikel elo kuerz, si géif zouginn, dass mer steierlech, an hirer Vue, net wäit komm wären, wat den Ëmweltschutz ugeet. Déi Abattementer fir ëmweltfrëndlech oder Nullemissionsautoen, déi betreffen oder profitéieren haaptsächlech Leit, déi eben déi Suen hunn, fir iwwerhaupt esou vill kënnen ofzeschreibe vun enger Steiererklärung.

Derbäi kënn, dass d'Produktioun vu Batterië fir esou Autoen och extrem ëmweltschiedlech ass. An de Stroum, mat deem se fueren, dee kënn jo och aus dem Stecker. Dat heescht, huele mer elo emol 11% alternativ Energien, da kommen nach ëmmer 89% aus karbonbaséierten Energiequellen oder aus nuklearen Energiequellen. Alles dat misst ee mat bedenken.

Mir plädieren als ADR fir eng realistesch Approche an där ganzen Energiepolitik, ouni Ideologie, fir ze kucken, wéi mer kënnen déi Gasen, déi potenziell ëmweltschiedlech si fir d'Klima, fir d'Atmosphär, reduzéieren, awer vernünftig, ouni Drock op d'Stéit auszuüben an andeem mer och déi ekonomesch Interesse vun eisen Entrepreneuren net vergiessen an e vernünftigen, rouege Wee ginn, och am Klimaschutz.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci och. An d'Wuert huet dee leschte Riedner, den Här David Wagner.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*). - Merci, Här President. Ech wäert mat engem Zitat ufänken. De franséische President, de François Hollande - et kënn seele vir, dass ech en zitieren -, sot: «Le plus grand danger n'est pas que notre but soit trop élevé et que nous le manquions, le plus grand danger est qu'il soit trop bas et que nous l'atteignons.» Esou hat hien am Kader vun der COP21 gesot. Dee Saz, dee klénge gutt, mä d'Gefor ass wahrscheinlech éischter déi, dass den Objectif éischtens ze niddreg ass an zweetens emol net erreicht gëtt.

Och wa mir als Lénk haut eis Zoustëmmung zu dësem Accord wäerten natierlech ginn, mussen mer eis ëmmerhi relativ grouss Skepsis awer matdeelen. An ech mengen, et ass néideg, well et ass weineg Skepsis haut matgedeelt ginn, vu mengem Virriedner ofgesinn, mä an enger anerer Richtung natierlech.

(**Interruptions**)

Wann ee schon iwwerhaupt kuckt, et fänkt u vläicht bei der Symbolik, mä et war...

An eng aner Richtung! Et huet näischt mat enger Allianz ze dinn. Haalt op, esou Saachen ze soen! Ech hu ganz kloer... Firwat lauschtert Der net no? Lauschtert no!

(**Interruptions**)

An haalt op ze schwätzen, wann ech schwätzen, well dat stéiert mech e bëssen!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Wann ech gelift! Wann ech gelift! Mir halen insgesamt mat deenen Dialogen op! A jiddweree riicht sech un d'Chamber!

(**Interruption**)

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*). - Voilà. Jo, neen, mä dat..., bon!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Loosst lech net aus dem Konzept bréngen, Här Wagner!



- **M. David Wagner** (déi Lénk).- ...COP21.
- **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ech stinn hannerun lech.
- **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci.
- **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Oder ech setzen hannerun lech.

(Hilarité générale)

- **Une voix**.- Très bien!
- **M. David Wagner** (déi Lénk).- Dat ass eng Stärkt. Et ass eng Stärkt.

(Brouhaha)

Et fänkt u bei der Symbolik. Also et ass méi wéi eng Symbolik, wann ee scho kuckt zu Paräis bei der COP21, wat fir eng Sponsoren och derbäi waren, dorunner muss een awer erënneren: eng Partie Multien, grousse Betriber, déi deelweis Champion sinn an der Steierhannerzierung - do gëtt et jo och en Zesummenhang -, wéi IKEA zum Beispill, oder awer och Entreprisé wéi ENGIE, déi Investier a fossill Energie maachen, oder souguer Fracking ënnerstëtzen, wéi Suez Environnement; sou heescht déi och nach, dat ass kee Witz! Dat nennt een am Prinzip och Greenwashing! Dat Ganzt ass natierlech och net innocent. An et dierf een och net vergiessen, dat vill ONGe jo och gefrot hatten, fir iwwerhaapt déi Sponsoringskonventionen kënnen ze gesinn. An dat krute se net ze gesinn.

Dann net ze schwätzen natierlech dervun - dat ass vläicht och reng symbolesch -, mä den Energiekommissar, den Här Cafete, deen och nach ganz enk mat der Uelechindustrie verbonden ass. Ech weess net, ob dat och nach ganz berouegend ka sinn.

Mä, Här President, et ass kee Pessimismus, ech mengen, et muss een och e bësse realistesch sinn. Mir mussen vum der Illusioun ewechkommen, datt de Klima iergendwéi ze retten ass, ouni fundamental Ëmwälzung vum de politeschen an ökonomesche Strukturen.

An anere Wieder an ouni ronderëm de Bräi ze schwätzen: Et gëtt oft vum esou engem sougenannten „grénge Kapitalismus“ geschwat. Ech mengen, dat, wat beim gréngen Kapitalismus sécher ass, dat ass, datt et Kapitalismus ass. Ob et gréng ass, dat ass eng aner Fro.

Ech géif mer och nach erlaben, den Hervé Kempf ze zitieren, dee kenne vläicht vill Leit vum lech, Journalist am „Monde“: «Le „capitalisme vert“, c'est la continuation d'un système qui dans son principe est destructeur de l'environnement et qui, dans sa dernière phase, s'est traduit par une expansion extraordinaire des inégalités. (...) C'est seulement une construction et un habillage idéologique pour faire croire que l'on peut évoluer par rapport à l'environnement sans changer les déterminants fondamentaux de nos régulations sociales, de notre système économique et de la répartition des pouvoirs dans cette société.»

D'Zerstierung vum der Welt huet net als Ursach, datt deen een oder deen anere béisaarteg wier a sech e Spaass dorauer géif maachen, d'Ëmwelt esou vill wéi méiglech ze verpeschen. Et huet mat engem System ze dinn, mat enger Weltwirtschaft ze dinn, déi ongebändegt ass an op Profitmaximierung berout.

An deser weltwäiter Tendenz zur Profitmaximierung organiséiert sech d'Welt esou, datt all Form vum Protektioun, sozial Protektiounen an Ëmweltprotektiounen, fir Profitter ze maachen zerschloe ginn. Do gëtt et e gutt Beispill - oder vläicht besser gesot e schlecht Beispill a Wirklechkeet -, dat ass dat Zil, wat sech déi indesch Regierung...

Also et gëtt oft op d'Drëttwelnlänner oder Entwécklungsälänner - Indien ass jo u sech e Schwelleland, a méi wéi dat - geklappt. Mä 2014 hat déi indesch Regierung sech jo och en Zil gesat, wat ganz ambitieus war a Saache Solarenergie, fir bis am Joer 2022 100 Gigawatt kënnen ze produzieren u Solarenergie, dat heescht, méi wéi Industrienatioun wéi Däitschland, China, Japan an d'USA zesummen.

De Projet hat natierlech en Ëmweltzil, mä en hat natierlech och en anert Zil, dat ass, fir d'lokal Wirtschaft ze ënnerstëtzen. Dat heescht, datt Indien och Regele festgehale huet, fir den Import vum fotovoltaesche Modullen an Zelle kënnen ze limitieren.

Wat ass du geschitt? D'US-Regierung ass virum den Organe de règlement des différends vum der OMC gaangen, also d'Schiidsgericht vum der OMC, a krut och Gain de cause. Ganz einfach, well laut gewëssenen internationale Reeglung vum „fräien Handel“, wéi dat esou

schëin heescht, et do gewësse Mesurë ginn, fir d'Protektioun vum lokalen oder nationale Präferenzen ze verbidden. Bon.

Et muss een awer och soen, duerno ass Indien nach an Appell gaangen. A souwäit ech weess, ass dat nach net ganz gesprach. Et ass een nach gespaant ze kucken, a wat fir eng Richtung et kéint goen. Mä et gouf vill Zäit verlore. Datselwech ass och geschitt a Kanada, am Stat Ontario, deen och e Projet hat fir erneierbar Energien. An dee gouf och duerech dëselwech Prozedur gebremst.

De Problem ass, et geet net nëmmen ëm d'USA. D'EU kann och deelweis eng néfaste Roll spillen. Mir hunn dat och. An ech mengen, d'ONG Corporate Europe Observatory huet an deem Sënn viru Kuerzem am Kader vum de Verhandlungen en EU-Dokument geleakt, dat u sech seet... Ech hunn et hei op Englesch stoen, mä ech mengen, dat gëtt vill ze vill gruuelech, wann ech ufänken, elo op Englesch ze zitieren. Ech weess emol net, ob et legal ass, ob een hei dierf Englesch schwätzen. Ech mengen schonn. Mä wann ech iwwerhaapt Englesch schwätzen, dann ass et och net legal, well et ass grausam. Mä dat seet en gros, datt u sech d'Handelspolitik net soll tangiert ginn an datt d'EU-Doktrin net soll tangiert gi bei de Verhandlungen. Dat heescht u sech, datt Handelsziler virrangeg si virum Ëmweltziler oder sozialen Ziler.

Ech mengen, dat ass awer och e Problem, dee mer do hunn! Wann et der Industrie no géif goen, wéi ech an engem Artikel gelies hat, fir de fräien Handel iwwerhaapt nach kënnen ze retten, da kéint d'Welt eemol, zweemol, dräimol stierwen, Haaptsaach de fräien Handel ass geséichert!

Mir hunn en anere Problem och, an dat ass deen wum siwentgréissten Exportateur vum Karbon, deen och aus dem Accord ausgeschloss ass. Dat ass net Japan, dat ass net Frankräich, et ass net Däitschland, et ass emol am Fond geholl kee Land, mä et ass d'Aviatioun. Well den Impakt vum der Aviatioun, deen ass esou héich wéi dee vun den 129 Länner, déi am mannsten Emissionen ausstoussen. An d'Lobby vun der Aviatioun huet et natierlech fäerdegbruecht, sech aus deem Accord erauszeklammern. U sech d'Schéffahrt am Prinzip jo och.

Deen Dossier, dee gëtt natierlech da virum d'UNO, virum den zoustännegen Organismus, d'Organisation de l'aviation civile internationale vum der UNO, verlager. Do setzen Transportministeren, déi am Prinzip jo éischer méi favorabel sinn - on va dire - fir d'Aviatioun. Vläicht ass et hei zu Lëtzebuerg eng Ausnam, ech ginn dovunner aus vläicht. Mä et muss een dovunner ausgoen, datt et do ganz aneschters gehandelt gëtt, zemoos wann ee weess, datt d'Fligerei grad amgaangen ass ze boomen. Ech mengen, do gëtt et och e Rapport vum Centre for Aviation, dee virgesinn huet, datt bis deenächst 2.500 nei Flughäfer weltwäit wäerte geplangt ginn a 441 Milliarden Euro (veuille lire: Dollar) och nach investéiert wäerte ginn.

Elo ass en Accord fonnt ginn ufanks Oktober, fir dat ze regulieren, mä natierlech am Kader vum deem faméise CORSIA, also deem Carbon Offsetting and Reduction Scheme for International Aviation. An dat ass erëm dee klassesche Kompensatiounssystem am Kader vum engem maartorientéierten Emissionshandelsmechanismus, deen total ënnerstëtzt gëtt vum de Fluchkompanien an u sech och vum der IATA, also dem Daachverband vum de Fluchgesellschaften, quasi ausgeschafft gouf. Dat heescht, mir hunn do op deem Niveau och e Problem.

Ech mengen - Här President, ech si schonn elo gläich fäerdeg, ech hunn nach just 30 Sekonnen, fir ze schwätzen -, Dir hutt scho meng Messagë richteg verstanen. Mir ënnerstëtzen dat a mir wäerten dat heiten, deen Accord, och ratifizieren. Mir sinn och gespaant ze kucken, wéi deenächst och den Aktionsplang vum der Regierung wäert ausgesinn. Vun der Regierung, vusaite vun der Regierung gouf och scho monéiert, datt mer am Kader vun der Steuerreform ganz vill Efforte géife maachen. Ech mengen, do misst een awer eendeiteg méi ambitieus sinn!

Ech wéilt och nach d'Fro stellen, déi den Här Schank virdru gestallt huet, iwwert d'Etüd wat den Tanktourismus ugeet. Ech mengen, dat ass relativ wichteg.

Mä ech mengen, de Message ass och deen, an dee riicht sech net nëmmen un d'Chamber oder un d'Regierung, a sécherlech net un d'Industrie, mä och un d'Bierger an d'ONGen an d'Zivillgesellschaft, an ech mengen, déi hunn dat och richteg verstanen: Et ass eng Illusioun ze mengen - mengen ech! -, et ass eng Illusioun ze mengen, datt mer wierklech de Klima kënnen retten zesumme mat der Groussindustrie, well dat sinn net dëselwech Interessen! An ech mengen, et ass e Kampf, deen ee muss féieren. An déi meescht ONGen, déi féieren e Kampf géint d'Groussindustrie. Datt d'Regie-

runge vläicht en anere Wee mussen aschloen, ass eng aner Saach.

Mä vläicht dierf een net vergiessen - et dierf ee sech net der Illusioun hignn -, datt mer dee Kampf net wäerten zesumme mat der Pétrolindustrie gewonnen, zesumme mat der Fluchindustrie gewonnen, zesumme mat verschiddene Multie wäerte gewonnen, mä géint si. An dat ass och en Appell un d'Zivillgesellschaft, déi dat scho längstens verstanen huet.

Ech soen lech Merci.

- **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo d'Ëmweltministesch, d'Madam Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, Dir Damm an Härren Deputéiert, als Alleréischte emol e ganz grousse Merci fir déi engagéiert Rieden haut de Mëtteg, fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun, déi gutt Zesummenaarbecht op allen Niveauen, wat dësen Accord an d' RATIFIZIERUNG ugeet.

Et ass - a vill vun lech hunn et gesot - deen éische weltwäit legal bindenden Accord, dee mer ratifizieren; eng politesch Äntwert, déi weist, dass mer kënnen agieren, wann et sech ëm e globalen Défi handelt, deen a sech eng Bedrohung ass net nëmme fir zukünfteg Generationen, mä eng Bedrohung och haut fir d'Stabilitéit, d'politisch Stabilitéit, fir eis Economien, virum allem awer fir eise Liewensraum an dee vun eise Kanner. An dofir ass et émsou méi wichteg, dass mer dese Kampf géint de Klimawandel zesummen ugin, dass mer eis gemeinsam dat Zil ginn, wat mer eis am Paräiser Accord ginn hunn: D'Aerderung op maximal 2 Grad ze begrenzen an all Efforten ze maachen, bei 1,5 Grad stoen ze bleiven.

Dass dat net einfach gëtt, dat wouste mer ëmmer, dass mer dofir en dynameschen Accord bräichten, mat Fäerdegzyklen, eng Äntwert op verschide Froen, wou mer no an no eis Reduktiounen kënnen eropschrauwen, esou wéi mer et haut scho gesinn an Europa, wou mer eis fir 2020 20% virgeholl hatten, wou mer haut schonn op 24% Reduktiounen sinn, wou mer eigentlech méi maache wéi dat, wat mer eis virgeholl hunn. An dat weist och, dass mer capabel sinn ze wuessen, eis ze entwéckelen als Länner, gutt Aarbechtsplazen ze kreieren an ze entkoppelen, also ze reduzieren, eis Emissionen ziler ze errechen. An dat weist och déi breet Ënnerstëtzung, déi mer haut de Mëtteg hei gesinn hunn.

Et geet also net drëm: Pake mer et un? Et geet drëm: Wéi kréie mer et hin, méiglechst schnell des Ziler zesummen ze errechen a jiddwereen derbäizehun? An do hat den Här Schank mer eng éischt Fro gestallt an déi wéll ech dann natierlech och direkt beäntwerten: Wéini kënn dann elo deen drëten Aktionsplang?

Ma deen drëten Aktionsplang... An dofir sinn déi zwou Aussoe vläicht fir lech à ce stade nach e bësse konträr, si sinn et awer guer net. Ech hunn den CSDD beoptragt, also de Conseil supérieur pour un développement durable, eng Evaluatioun ze maache vum deem, wat d'Chamber d'lescht Joer hei geschafft huet, den IZES-Rapport an dat, wat hei a sëlliche Sétzung gemaach ginn ass, an dat a Verbindung mat engem zweeten Avis, wou et drëm geet, wéi setze mer d'Agenda 2030 ëm, an do e partizipative Prozess ze maachen.

A mir wäerten eng Evaluatioun bis Enn des Joers hoffentlech virlieen hunn, fir en drëten Aktionsplang am Laf vum éische Semester d'nächst Joer zesummen ze erschaffen. Well et geet, an dat hunn der vill hei gesot, net drëm, dass eleng d'Politik, d'Chamber an d'Regierung dat maachen, dass d'Gemengen dat maachen, neen, et geet och drëm, dass mer d'Economie mathuelen, dass mer d'Société civile, d'ONGe mathuelen, dass jiddwereen do derbäi ass. Well mir packen déi minus 40%, déi mer eis als Zil gesat hunn, nëmmen, wa jiddwereen derbäi ass.

Dofir hoffen ech, dass dat heiten elo op déi Fro vum Här Wagner a vum Här Schank äntwert. Mir kucken hei, d'Evaluatioun ze maachen. An och den Här Negri hat dat gefrot: evaluieren an dann e Plang opzestellen, deen déi eenzel Secteuren eenzel opléscht, fir dass mer eng gutt an eng gutt geplangten Aart a Weis hunn, fir virzegoen, wou all Secteur säin Apport da wäert bréngen.

Den Accord de Paris setzt de gemeinsame Kader ab 2020, wéi mer wëlle virgoen. An ech mengen, dass ee Geheimnis, firwat mer zu deem Accord komm sinn a firwat bis op haut scho 76 Partien do derbäi sinn, d'Geheimnis ass, dass dat zesummen erschaff gëtt, dass jiddwereen seng Kontribusioun op den Dësch geluecht huet. An dat beäntwert eng Fro, déi och gestallt ginn ass. Et hunn elo scho 76 Par-

tië gesot, dass se matmaachen. An dat wäert natierlech d'Fro vum Leakage, vum Eppes-Fort-huelen absoluter reduzieren, vu dass elo schonn déi grousse Natiounen, déi bis ewell net aktiv waren, wéi d'USA, wéi China, wéi Indien, allegueren elo schonn derbäi sinn.

Dofir ass et batter néideg, dass mer net nëmmen als EU eis de Moyen ginn hunn duerech eng unanime Décisioun. An dat war keng Hannerdier! Mir hunn all zesumme beschloss, dass mer des Kéier de Ratifizierungsprozess virziehen, ier déi eenzel Länner ratifiziert hunn. Normalerweis hätt jiddweree solle ratifiziert hunn, da wäere mer zesummen dohigaangen. Des Kéier ware mer unanime eis der Verantwortung bewosst, dass mer nimm kredibel sinn an nëmmen um Dësch vun de Verhandlungen wäerte setzen, wa mer elo accélériert als EU ratifizieren, well et geet dodrëm, dass mer e Partner um Verhandlungsdësch an der nächster COP wëlle sinn. An ech mengen, et wär eng absolut Blamage fir d'EU gewiescht, wa mer dat net gemaach hätten.

A fir eis politesch ofzesécheren, wëll ech awer nach soen. Déi, déi an der Chamberskommissioun waren, déi hunn de Statement, dee politesche Statement vum de Memberstate gesinn, dee mer och unanime ugeholl hunn, wou nach eng Kéier de Rôle vun de Parlamenten, déi enorm wichteg si bei der Ratifizierung, ënnerstrach gëtt. Dat war keng Hannerdier. Dat war einfach eng politesch Äntwert op eppes, wat absolut néideg war, an zwar, dass Europa mat am Lead bleift, wann et ëm d'Klimapolitick geet!

Dofir freeen ech mech, dass mir haut dee Schrétt maachen, deen a sech an Europa schonn Däitschland, Frankräich, Eisträich, Portugal, Polen an déi jëtzege Présidence, d'Slowaken, an och déi kommend Présidence, Malta, gemaach hunn. Dat weist, dass déi, déi an dem Présidencemodus sinn, dass déi, déi an der Responsabilitéit sinn, dass déi, déi amgaange sinn, dat aktiv unzepaken, allegueren hir Ambitioun hunn, do derbäi ze sinn.

Da wëll ech awer nach kuerz op Lëtzebuerg agoen. Jo, déi minus 40, dat ass e grousse Défi, awer mir kënnen dat packen! Mir hu jo net gewart, a mäi Virgänger weess dat jo och, mat de Klimapoliticken, bis deen Accord vu Paräis koum! Mir hu vill geschafft. Awer den Ennerscheid ass haut: Mir hunn net nëmmen de Klimapakt fir eis Gemengen, deen e supert Instrument ass, dee mer weiderentwéckelt hunn, mir hu Konventionen gemaach mat CELL, fir d'Bierger mat eranzeieren, mat IMS, fir déi kleng Betriber mat eranzeieren. Mir hunn de Paquet weiderentwéckelt.

Neen, a mir hunn net nëmmen d'Effizienz am Wunnensbau! Neen, mir gesinn och ganz konkret, zum Beispill bei den Aiden, déi mer un d'Leit ginn, bei der PRIME House, do gesi mer net nëmmen, dass mer méi ausbezuelen, mir gesinn och, dass d'Dossieren innerhalb vum engem Mount traitéiert ginn. Virdru waren dat, wéi mir an de Ministère komm sinn, 14 bis 18 Méint. Haut gëtt et ee bis véier Méint an da kréien d'Leit hiert Geld! Well mer wëllen, dass d'Leit all matmaachen! Well mer wëlle konkret beweisen, dass mer dat kënnen maachen!

Och an der Fotovoltaik hu mer vill Dossieren deblockéiert. Dir gesitt et, wann Der speziell duerech den Norde vum Land fuert, dass do einfach ganz vill dran ass an dass mer eis Ziler kënnen errechen, wa mer se konkret ugin. An dat net eleng am Ëmweltministère, dat zesumme mat alle Partner an deser Regierung. Zum Beispill an engem Prozess wéi dem Rifkin, wou mer eis wierklech Gedanke maachen: Wéi wëlle mer d'Economie dann herno opstellen, wou jiddwereen derbäi ass? Zum Beispill an Zesummenaarbecht mam Transport, wou mer e Paradigmewissel hunn: Zweek Drëtter ginn an d'öffentlech Mobilitéit, an d'duuss Mobilitéit.

A jo, mir brauchen eng Dekarboniséierung! An do brauche mer och den europäesche Voleit. An dofir ënnerstëtze mer och, dass och um europäesche Plang vill iwwer Mobilitéit geschwat gëtt. An ech mengen, ënner Lëtzeburger Présidence ass zum Beispill den Thema „duuss Mobilitéit“ fir d'Éischt um Niveau vun den Transportministeren opkomm.

Jo, an och do mussen mer éierlech sinn, a mir sinn am Moment amgaangen, an dat wäert esou muncher vun lech wonnen, mir sinn am Moment tatsächlech amgaangen, en Termin auszemaache fir d'Tanktourismstudie. An déi wäert am November presentéiert ginn.

À propos Transport: Jo, et kann een elo de Beschloss vun der ICAO kritisieren. Et kann een awer och soen: Et ass en éische Schrétt an eng Richtung. An elo mussen mer weiderschaffen! Well wien hat viru Paräis geduecht - do waren d'Europäer déi Eenzeg, déi Transport a Schëffahrt wollten! -, wien hätt geduecht, dass mer net emol e Joer méi spéit um weltwäiten Niveau éischt Aktiounen géife gesinn?



Kommt, mir schaffe konstruktiv weider, well dat ass de Wee: de Leit Mutt maachen! Dass mer och e Koup Benefisser hunn: beim Transport, dass mer eng besser Loftqualitéit, manner Stress hunn, manner Geräischer; beim Hausbau, dass mer manner Energie verschwenden, méi hei op d'lokal Betriber setzen, dass mer eist wirtschaftlecht Potenzial do ausnotzen, wou mer et hunn. Mir hu wéineg Ressourcen. Firwat schaffe mer net méi an der Kreeslafwirtschaft? Och dat maache mer iwwregens op enger flotter Plattform mat der Economie. Ech kéint elo esou weiderfueren.

Ech kann och d'Steierreform uschwätzen. Jo, verschiddene Leit geet dat net wäit genuch! Awer mir hu konkret eng Aktioun - an dat beäntwert och dem Här Negri seng Fro -, fir eben net nëmmen emissiounsarm, do huele mer och den Diesel mat an dee Gedankegang eran. Well mir wëllen nieft den Ureizer am Loftqualitéitsplang natierlech och konkret Mesuren - e Loftqualitéitsplang, dat wësst Der, kënnt Enn des Joers -, konkret Mesurë maachen. Eng dovun ass d'Steierreform!

Jo, verschiddene Leit geet et net wäit genuch. Ech mengen, dass den Ennerscheid ass, dass hei d'ganz Regierung matupéckt, souwuel wann et drëm geet, fir de Ratifizierungsprozess no vir ze dreiwien, wéi och, wann et drëm geet, am Ausland wierklech kohärent Klimapoliticken ze verrieden an och déi falsch Léisungen, déi och erwänt gi sinn - wéi Atomenergie -, ganz kohärent ëmmer erëm un de Pranger ze stellen an ze soen: Neen, mir errechen d'Klimaziler just mat der erneierbarer Energie an Effizienz! An och do, mengen ech, dass mer liwweren.

Nach e Wuert zu de Finanzen. Jo, Lëtzebuerg gesäit hei och Benefisser an deem Beräich, well mer eng Finanzindustrie hunn, déi eigentlech gutt opgestallt ass. Dofir hate mer dëst Joer eng Journée boursière, déi am Kader vun den „green bonds“ stoung. Dofir gëtt et bei LuxFLAG mëtlerweil e Klimalabel. Ech mengen, dass de Finanzsektor längst erkannt huet, dass mer kënnen gutt Aktiounen maachen an dass déi Fongen, déi haut schonn hei sinn, déi an d'erneierbar Energie investéieren, dass mer do sollte weider dru schaffen. Mir hunn eis Responsabilitéit als Regierung an dat sollte mer jo maachen.

Wann een international wëllt kredibel sinn, da muss een och d'Responsabilitéit vun der internationaler Klimafinanzéierung, déi an deem drëtten Zil vum Paräiser Accord mat dran ass, dass mer mussen d'Finanzflëss kompatibel maache mat enger CO₂-neutraler Welt, da muss mer och dat eescht huelen, da muss mer eiser Responsabilitéit eng Äntwert ginn. D'Lëtzebuerg Regierung huet sech engagéiert, scho viru Paräis, dass mer wëllen déi 120 Milliounen bis 2020 errechen an dass mer dat och als eise faire Part uginn.

Ech mengen, dass et hei drëm geet, verantwortel Politicken ze maachen, gerecht Politicken. De Paräiser Accord ass en transformative Kader, deen nei ökonomesch Modeller promovéiert an dee fir méi Gerechtegkeet suert a fir méi Fairness op der Welt an deen am Endeffekt näischt aneschters mécht, wéi eis Liewensqualitéit ze erhalen. An dofir sinn ech frou, dass mer dese Schrëtt haut ginn, dass d'Lëtzebuerg Politik sech där Verantwortung bewusst ass an dass mer alleguerten haut, wéi de Max et sot, „Faarf bekennen“ an eis zum Paräiser Accord bekennen.

Ech soen lech op jidde Fall e ganz grouse Merci fir déi gutt an déi schnell Kooperatioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Minister.

A mir géifen dann elo iwwergoen zur Ofstëmmung iwwert deen „transformative Kader“ vum Projet de loi 7059.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7059 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Bei deem historesche Vott verseet elo hei den Apparat!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - 59 hunn ech der. An ech ginn dann dovun aus, dass mer déi 60. Stëmm och hunn; déi kënnt da vum Här Bodry.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Rio applaudéiert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Ofstëmmung ass eriwwer mat 59-mol Jo, laut mengem Schiirm. Doraus ginn da wärscheinlech 60 Jo, wa mer de Bulletin de vote hunn. Domat ass de Projet unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7059 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch

(par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par M. Roger Negri), M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler (par M. Gusty Graas), Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

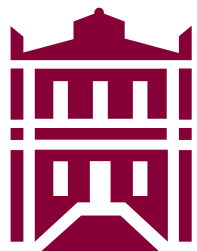
(Assentiment)

Merci villmoos. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Muer hu mer Rendez-vous um zwou Auer.

D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 18.34 heures)



SÉANCE 2

MERCREDI,
12 OCTOBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Heure de questions au Gouvernement

Question n°215 du 11 octobre 2016 de M. André Bauler relative à la prévention des risques psycho-sociaux au travail, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- M. André Bauler - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

Question n°216 du 12 octobre 2016 de Mme Diane Aehm relative à la circulaire n°3393 envoyée aux communes début août 2016, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- Mme Diane Aehm - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur (intervention de M. Gast Gibéryen)

Question n°217 du 11 octobre 2016 de Mme Cécile Hemmen relative au programme européen en faveur de la consommation de fruits à l'école «Fruit4School», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- Mme Cécile Hemmen - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

Question n°218 du 12 octobre 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à la reconnaissance de la langue luxembourgeoise comme langue officielle de l'Union européenne, adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre de la Culture

- M. Fernand Kartheiser - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre de la Culture

Question n°219 du 11 octobre 2016 de M. Claude Adam relative à la mise en place du dispositif d'assurance qualité dans les services d'éducation non formelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- M. Claude Adam - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n°220 du 12 octobre 2016 de M. Marco Schank relative à la mise en place du système européen de contrôle des trains (ETCS) au niveau du trafic transfrontalier, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Marco Schank - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°221 du 11 octobre 2016 de M. Alexander Krieps relative aux frais de gestion pour le timbre «Droit de chancellerie» facturé par la Société nationale de circulation automobile lors de l'immatriculation d'un véhicule routier, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Alexander Krieps - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°222 du 11 octobre 2016 de Mme Taina Bofferding relative à l'introduction éventuelle de la gratuité des livres scolaires pour les élèves de l'enseignement postprimaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Mme Taina Bofferding - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n°223 du 12 octobre 2016 de M. Max Hahn relative au cadastre des vents au Luxembourg, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures

- M. Max Hahn - M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures

Question n°224 du 11 octobre 2016 de Mme Cécile Hemmen relative à la disponibilité sur le territoire national de bornes de recharge pour véhicules électriques, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- Mme Cécile Hemmen - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

3. 7063 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché (dépôt d'une motion)

- Débat: M. Aly Kaes (interventions de M. Claude Adam et M. Frank Arndt), M. Roger Negri, M. Henri Kox, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen (intervention de M. Claude Haagen)

- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

4. 6894 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

- Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry

- Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, Mme Simone Beissel, M. Claude Adam, M. Roy Reding, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie)

- Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution

5. 6941 - Projet de loi prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information

- Rapport de la Commission de l'Économie: M. Claude Haagen

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Dan Kersch et M. Claude Meisch, Ministres; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech maachen d'Sézung op. E schéine gudde Mët-teg! Här Premieminister, huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Neen, Här President.

2. Heure de questions au Gouvernement

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da kënnen mer direkt zu eisem Ordre du jour iwwergoen. Mir fänken de Mëtteg u mat enger Froeston u d'Regierung. Dir kennt d'Regel: zwou Minutte fir de Froesteller a véier Minutte fir d'Regierung. Well mer ganz vill Froen hunn, géif ech lech bieden, déi Riedezäit strikt anzehalen aus Kollegialitéit virun deenen anere Kolleegen, soss kommen déi, déi hannendru sinn, net méi drun.

Ech fänken dann u mat der éischter Fro, déi kënnt vum Här André Bauler, riicht sech un den Aarbechtsminister an dréit em d'Preventioun vun de psychosoziale Risiken op der Aarbecht. Den Här Bauler huet d'Wuert.

- **Question n°215 du 11 octobre 2016 de M. André Bauler relative à la prévention des risques psycho-sociaux au travail, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Bei eise belschen Nopere gëtt et zanter 20 Joer e Gesetz iwwert de sougenannte Bien-être au travail. D'Gesetz ass am Laf vun de Jore weiderentwéckelt ginn an deckt verschidde Fel-der of, wéi zum Beispill d'Sécherheet op der Aarbechtsplaz, d'Aarbechtsmedezinn, d'Ergo-nomie, d'Aarbechtshygiène, Moosnamen am Émweltberäich, déi een direkten Impakt op déi virdru genannten Elementer hunn.

2014 kouw nach en anere Volet derbäi, nämlech dee vun de psychosozialen Aspekter. Belsch Entreprisé kënnen do zum Beispill op ee Conseiller en prévention zrëckgräifen, am Fall wou et zu interne Konflikter kënnt oder fir de schaffende Leit mat Rot zur Säit ze stoen. Ze-summe mat enger Vertrauenspersoun, déi aus dem Personal ervirgeet, sollen déi psychosozial Risiken an engem Betrib opgeléscht ginn.

Dës Vertrauenspersoun kann, mam Accord vum Demandeur, bei der Direktioun interve-nieren, fir si op intern Problemer opmierksam ze maachen. Dës Persoun kann och d'Roll vun engem Mediateur iwwerhuelen, wann et zu betribsinterne Konflikter kënnt. Dat Ganz huet als Zil, fir d'Wuelbefannen op der Aar-bechtsplaz ze verbesseren, e Klima vu Ver-trauen ze schafen an derfir ze suergen, dass d'Leit net ausbrennen.

Dass esou eng Preventiounspolitik dozou bäi-dréit, fir Krankmeldungen erfzesetzen, Konfliktpotenzial aus den Entreprene erausze-huelen an esou hir Käschten ze reduzieren, dat ass a priori eng begreissenswäert Saach.

Dofir wollt ech den Här Aarbechtsminister an och vläicht säi Kolleg vun der Sécurité sociale Folgendes froen:

Éischters, wéi fonctionnéiert hei zu Lëtzebuerg d'Preventioun vun de psychosoziale Risiken an de Betriber?

Zweetens, kennt de Minister Beispiller vu Betri-ber, an deenen d'Direktiounen haut schonn op spezialiséiert intern oder extern Professioneller an deem Beräich zrëckgräifen?

An drëttens, denkt d'Regierung drun, fir d'Pre-ventioun vun de psychosoziale Risiken an der Aarbechtswelt weider ze verbesseren?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet den Här Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Här President, ech mengen, wéi den honorabelen Deputéierte gesot huet, gesi mer haut, dat déi psychosozial Risiken ëmmer méi heefeg ginn. A ville Betriber kenne mer eben d'Situatioun vu Stress, vu Burn-out, déi dann och aner Krank-heete ganz oft mat sech bréngen.

Nun ass den Objektiv deen, d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz oder d'Qualité de vie vun der Aarbecht an op der Aarbechtsplaz effektiv ze verbesseren, well mir gesinn an deene Situa-tiounen, an deene Betriber, wou déi Qualité de

vie net existéiert, do sinn déi Risiken no-tamment vun deene psychosoziale Krankhee-ten am heefegsten.

Dofir hu mer och en Instrument. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Chambre des Salariés en Index iwwert d'Aarbechtszefriddenheet an iwwert d'Quality of work, esou heescht deen. An dee gëtt ons och Indikatiounen, wéi d'Leit eigentlech hir Aarbechtsplaz gesinn. An dat ass och en Instrument, wat sollt gebraucht ginn, fir natierlech och déi Mesuren ze huelen, déi elo ugeschwat gi sinn.

Aarbechtszäiten, Aarbechtsdrock a besonnesch d'Verfügbarkeet, d'permanent Verfügbarkeet - an dat ass dat neit Phenomeen, wat ganz enk verbonden ass mat den neien Technologien -, dat sinn eng Rei vun deene Problemer, déi ëm-mer méi heefeg zitieret ginn, déi dann och à l'origine si vun deene Problemer. D'Leit hunn d'Impressioun, dat d'Aarbechtszäit an d'Fräi-zäit net méi getrennt sinn, mä ëmmer méi ane-neeginn, an dat kreéiert natierlech och e psy-chologeschen Drock, dee vu verschiddene Leit dann och net einfach ze erdroen ass.

Zu deem Punkt just, mengen ech, wier et utile, d'Sozialpartner opzefuerderen, sech mat där Fro ausenannerzusetzen an ze kucken: Wat kann een do maachen, Entreprise par Entreprise, an de Secteuren? Ech denken un ee grouse Sec-teur och hei zu Lëtzebuerg, dee ganz oft ron-derëm d'Auer schafft. Muss een dat iwwer e Gesetz maachen oder muss een Incentivë schafen, fir datt an den Entreprene do Quote geschaaft ginn?

Grouss Entreprene an Däitschland, a Frankräich hunn esou Quoten, wou d'Leit e Recht op Net-erreichbarkeet hunn. A Frankräich ass elo e Gesetz gestëmmt ginn, déi berüümte Loi sur le travail, wou en Artikel och dat Recht virgesäit. Ech mengen, dat ass eng Diskussioun, déi mer och hei musse féieren.

Mä fundamental, mat alle positiven Aspekter, déi ech och engem belsche Gesetz iwwert de Bien-être au travail unerkennen, ass déi ganz Gestiou dovun awer d'Saach vun den Entre-prene. Et muss een also déi richteg Incentivë schafen. Et muss ee mat allen Akteuren an den Entreprene agieren an och kucken, Léisungen ze fannen. Et muss ee besonnesch dann, wa Si-tuatiounen ufänke sech ze deklarieren, wann d'Persoun mat Stress ufänkt, dann ass ganz oft, wann do näischt geschitt, d'Suite dovun de Burn-out. An da si mer an engem Cercle vicieux ganz oft vun där Persoun. An ech mengen, mäi Kolleg wäert och do iwwert déi ganz Aspekter an iwwert den Absenteismus e puer Wuert soen.

Mir wëllen also beroden. Emol fir d'Éischt muss een d'Akteuren zesummebréngen. Wie sinn d'Akteuren? Éischters d'Entreprisé selwer. An ech muss soen, ganz oft an den Entreprisë sinn d'Manager guer net sensibel op déi do Saachen. Si hunn ëmmer am Bléckfeld d'Chifferen. Mä si vergiessen, datt, wann d'Leit krank ginn, wann den Taux d'absentéisme héich ass, da sinn och d'Performances économiques net méi besonnesch gutt. Also, déi Prise de conscience muss een natierlech ganz staark ënnerstëtzen.

Et muss een en Dialog an der Entreprise hunn. Mir hunn zwar net elo e spezielle Personnage, wéi Der dat virgesinn hutt, mir hunn en Déle-gué à la sécurité. A säit der Reform vun onsem Gesetz iwwert den Dialogue social heescht deen och „à la santé“. An ech mengen, deem kënnt schonn eng Responsabilitéit zou, wann déi do Situatioun sech stellt. Datt et Entreprisé gëtt, déi esou eng Politik hunn - ech wëll elo keng zitieren - a verschiddene Secteuren: jo. Mä ech mengen: Nous pouvons mieux faire!

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo?

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Här President, just eng Fro, ob de Sozialminister, wann den Här Bauler dat wëllt, och dräi Wieder soll dozou soen. Dat wier gutt, well et gëtt eng Rei vu Pläng, déi entwéckelt ginn. Ech kann dat awer och op eng schréfflech Fro, déi e stellt, ganz gären äntwerten. Dat ass awer lech iwwerlooss, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also normalerweis sinn et véier Minutten. Wann d'Chamber domat d'accord ass - awer näm-men, wann d'Chamber domat d'accord ass! -, da kann de Sécurité-sociales-Minister och nach e Wuert dozou soen.

(Assentiment)

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Merci, Här President. Merci, Kolle-geen a Kolleegen. Ech hale mech och kuerz. Ech wollt just eng Kéier kuerz dorop agoen,

datt mer och aktiv waren, well et eng vun de Prioritéite vun der Regierung ass, virun allem dee ganze Volet vun der Preventioun, deen ugeschwat ginn ass. An et ass och néideg, well mer grad am „Groupe de travail absentéisme“ gesinn hunn, datt 24% vun de Krankmel-dungen, déi eng gewëssen Durée hunn, iwwert déi dote Krankheet de Moment erfalen.

An ech mengen, et sinn zwee wichteg Pro-grammer, déi entstane sinn. Deen éischten ass dee vun der Charte nationale „Vision Zéro“, déi d'Regierung, den Aarbechtsminister mat villen anere Ministeren hannendru a mat de Sozial-partner entwéckelt hunn. Do ginn et ebe ge-nau elo an deenen dote Programmer, déi ent-wéckelt goufe vun 2016 bis 2022, do fanne mer ebe just eng ganz Rei vu Moduller erëm, fir Aktiounen ze maachen am Kader vun der Preventioun. An ech mengen, dat ass e Volet, dee ganz wichteg ass fir d'Zukunft, datt mer heiranner musse schaffen, genau wéi Der et an Ärer Fro ugeschwat hutt.

An ech mengen, et ass virun allem hei wichteg, datt mer all d'Akteuren erfëmmen, engersäits d'Assuréeen, d'Agents publics, awer och d'Patronen, d'Familleje selbstständiglech och derbäi, awer och dee ganze Volet vun de Profes-sions de santé, déi doranner musse matwierken.

An dann awer och vläicht fir de Minister vun der Fonction publique: Och hien, mengen ech, ass aktiv ginn. Zënter 2015 gëtt et dee Plan d'action och do. An och hei huet hien eréischt viru Kuerzem och déi doten Divisioun em véier Leit erweidert an och hei wäerte konkret Pro-jeete kommen, fir virun allem och an deem Beräich vun der Fonction publique kloer Akten ze setzen.

Bon, wéi gesot, ech hu probéiert, kuerz ze sinn. Wa sollen Detailler komme mat Chifferen, mat Aktiounen, maachen ech dat ganz gären op-grond vun enger schréfflecher Fro, déi erakënt.

Merci, Här President, Merci, Kolleegen, datt mer konnten e puer Minutte méi laang des Fro erklären.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Sozialminister. An och Merci, dass e fir de Fonction-publiques-Minister mat geänt-wert huet.

Da géif ech zu der nächster Fro iwwergoen, déi kënnt vun der Madamm Diane Adehm an dréit sech em d'Gemengecirculaire 3393. An ech hu mech klug gemaach: Dat ass déi Circulaire, wou et sech em d'Propriétéitsverhältnissen bei de reliése Gebaier handelt. D'Madamm Adehm huet d'Wuert.

- **Question n°216 du 12 octobre 2016 de Mme Diane Adehm relative à la circulaire n°3393 envoyée aux communes début août 2016, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur**

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Merci, Här President. Ech wëilt de Mëtteg eng mëndlech Fro un den Innenminister stellen, ebe grad iwwert déi Circulaire vum 9. August 2016, wou et em d'Propriétéitsverhältnissen vun de reliése Gebaier an aner Gidder vun de Cultë geet.

An deser Circulaire steet den Datum vum 1. Oktober als Stéchedatum fir d'Gemengen, fir en Titre de propriété vun de reliése Gebaier eran-zerechen oder awer Konventiounen, wann d'Gemengen an d'Kierchefabrik sech dann eens sinn, wien an Zukunft soll Propriétaire si vun de reliése Gebaier.

An der Intérieurskommissioun vum 12. Sep-tember 2016 sot den Innenminister, dass den Datum vum 1. Oktober 2016 net bindend wier. Op eng Question urgente vum 28. September äntwert den Innenminister, dass den Datum vum 1. Oktober effektiv net bindend ass, mä hie seet awer gläichzäiteg, dass ee vu senge Beamte sech op d'Circulaire ebe vum 9. August beriff, fir ze soen, dass des Circulaire nach em-mer en vigeur wier.

Dowéinst wëll ech elo de Minister froen, wéini dass hien eng nei Circulaire un d'Gemengen erausgëtt, an där den Datum vum 1. Oktober opgehuewe gëtt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Innenminister, Dir hutt d'Wuert!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ma-damm Adehm huet elo grad zu mer gesot, wéi se laansch mech gelaf ass: eng „never-ending story“. An dat schéngt jo bei deem Thema dann effektiv esou ze sinn.

Ech sinn awer frou, fir des Fro gestallt ze kréien, fir dann nach eng Kéier hei och am grouse Sall ze prezisieren, firwat dass et iwwerhaupt zu deem Datum vum 1. Oktober komm ass.

Opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer mam Bistum gefouert hunn, ass eng Zousaz-iddi opgetratt par rapport zu der Konventioun vum Januar 2015, nämlech dass et och

méiglech sollt sinn an Zukunft, dass Gemenge Propriétaire si vun enger Kierch, mä dass d'Kierch awer e gewësser Vetorecht kritt, fir driwwer ze decidieren, ob déi Kierch dann zukünfteg och nach dem Culte zur Verfügung gestallt bleift oder net.

Also, wéi gesot, am Ufank war dat net uge-ducecht an eiser Konventioun vum Januar 2015. Mä am Kader vun den Diskussiounen, déi ganz fair verlaf sinn, hu mer dat esou festgehalen. An do ass och festgehalene ginn, dass géif eng Annex 3 gemaach ginn, wou déi Kierche géifen opgelécht ginn, déi ënnert dee Statut do fal-len, wou also d'Gemeng Propriétaire ass, mä net eleng kann driwwer decidieren, ob se an Zukunft dem Culte zur Verfügung gestallt gëtt oder net.

Et ass och evident, dass op déi Annex 3 do nëmme solle Kierche kommen, déi selbstver-ständlech de Gemenge gehéieren. An dofir ware mer a sinn och nach an engem gewësse-nen Zäitdrock, och am Intérêt vun den Aar-bechte vun der Chamber an och am Intérêt vun deem Avis, deen de Statsrot soll maachen, fir eng éischt Ébauche vun der Lëscht 2 ze maachen, wou d'Propriétéitsverhältnissen vun deene Kierchegebaier gekläert solle ginn.

Doropshin hunn ech dann och eng Circulaire un d'Gemenge geschriwwen, wou ech se invi-téiert hunn, eis matzedeele, ob se eventuell en Accord hätte mat der Kierchfabrik, oder ob se en Titre de propriété hunn, da sollte se eis deen eraginn, fir dass mer kënnen eng éischt Ébauche vun der Lëscht 2 maachen, wou d'Propriétéitsverhältnissen, esou wéi ech lech et gesot hunn, dropstinn.

Eng ganz Rei vu Gemengen... Dir hutt mer och eng Fro gestallt: Wéi eng Gemengen hu bis den 1. Oktober dorobber geäntwert? Den 1. Oktober, dat war e Samschdeg, den 2. Oktober war e Sonndeg, dat weess ech ganz genau, well mä Meedchen huet do Gebuertsdag an et war Pappendag...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - E Méindeg war den 3. Oktober.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Bis deen Dag... Ech gesinn, Här Gibéryen, Dir hutt d'Saach am Grëff.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Gelif?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat ass gutt esou.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Majo, tipptopp! Doropshin hätt ech also kënnen äntwerten: bis elo keng. Mä an der Tëschenzäit hunn eng ganz Rei Gemengen eis geäntwert an hu gesot, dass se entweder schonn Accorden hu respektiv dass se Titres de propriété hu respektiv dass se amgaange sinn, déi och nach weider auszehandelen. An deem Sënn ass eis Iddi och opgaangen. Et ass Bewe-gung an den Dossier erakomm. Mir hunn eis an der Tëschenzäit och nach eng Kéier mam Bistum gesinn, fir ze kucken, fir déi Lëscht 2, vun där ech geschwat hunn, opzustellen.

Op Är konkret Fro, ob eng nei Circulaire eraus-kënnt, mengen ech, dass dat net néideg ass. D'Gemenge maachen dat elo schonn, wat se opgefuerdert waren, net nëmmen an där Cir-culaire, déi Dir ugeschwat hutt, mä si waren dat schonn am Abrëll, de 24. Abrëll 2015. Si sinn also amgaangen, déi Aarbechten ze maa-chen. Ech weess, dass ganz vill Bewegung ass. An ech sinn der Meenung, dass mer deem Zil, wat mer gemeinsam mat der Kierch definéiert hunn, fir hei och virunzuekommen, dass mer do e gudde Schrëtt weiderkomm sinn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister.

Déi nächst Fro kënnt vun der Madamm Cécile Hemmen, riicht sech un den Här Landwirt-schaftsminister an dréit ronderëm den euro-päesche Programm „Fruit4School“.

- **Question n°217 du 11 octobre 2016 de Mme Cécile Hemmen relative au programme européen en faveur de la consommation de fruits à l'école «Fruit4School», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs**

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Enn 2008 hunn d'Landwirtschaftsminister vun de 27 europäesche Memberstaten e Programm ugeholl fir d'gratis Verdeele vun Uebst a Ge-méis an de Schoulen. An zanter 2010 bedee-legt sech Lëtzebuerg och un deem euro-päesche Programm mat där gratis Offer an de Schoulen an huet d'Initiativ „Fruit4School“ lan-céiert.

U sech ass dat jo och eng exzellent Initiativ, net nëmmen a puncto Gesondheet, mä natierlech och a puncto Liewenshygiène bei de Kanner a



bei deene Jonken. Grad no enger grousser Vakanz wier et duerno ubruecht, dass d'Kanner direkt weiderfuere mat deem, wat jo an de Summerméint eigentlech méi einfach war, nämlech all Dag e Stéck Uebst iessen.

Eigentlech ass och ugeduecht, dass spéitstens 14 Deeg no Schoulufank d'Uebst scho soll disponibel sinn an de Schoulen. Mä wat awer elo d'Liwwerung vum Uebst fir dat neit Schouljoer 2016-2017 ugeet, esou huet dee Programm bis op den heitegen Dag nach ëmmer net ugefaangen. A wann een um Site vun de Marchés publics kuckt, da kann ee gesinn, dass souguer den Ausschreibungsdossier nach konnt bis de 5. Oktober ofgeholl ginn. An, souwäit wéi ech dat matgedeelt kritt hunn, wier de Kalenner mat de Livraisons bis elo och nach ëmmer net fixéiert.

Här Minister, ech wollt lech eigentlech froen, ob Dir doriwwer am Bild sidd, ob et eng plausibel Erklärung gëtt fir dee Retard. Kënnt Der eis eventuell och confirméieren, dass de Programm déi nächst Joren och nach normal wäert weiderlafen? Dass vläicht da besser no den Délai gekuckt gëtt? Dass och vläicht driwwer nogeduecht gëtt, fir emol eng Evaluatioun ze maachen iwwer den Taux de satisfaction, an dat souwuel bei de Kanner wéi awer och bei de Liwweranten?

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Wann ech gelift!

Mme Cécile Hemmen (LSAP). - Well, wéi gesot, et ass eng exzellent Initiativ, déi nach vläicht op verschiddene Punkte verbesserungsfäeg wär.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och der Madamm Hemmen. An d'Wuert huet elo de Landwirtschaftsminister.

M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs. - Merci, Här President. Fir d'Éischt wëll ech der Madamm Hemmen villmools Merci soe fir déi Fro.

Virewech wëll ech soen, dass de Schouluebstoprogramm, deen ënnert dem Numm „Fruit4School“ leeft, déi nächst Woch souwuel an de Lycéeën wéi an de Grondschoule wäert ulafen. Wann ech richteg informéiert sinn, ginn de Moment a Spuenien Clementine gepléckt, déi vun e Méindeg un an de Schoule verdeelt ginn an déi traditionell bei eise Schüler ganz gutt ukommen.

Dëst Joer missten dann och fir d'Éischte Kéier während véier Liwwerwochen d'Schüler lëtzebuergesch Uebst kréien, wat, wéi Dir all wësst, mir ganz besonnesch um Häerz läit.

Mir sinn dëst Joer e bësse méi spéit drun, dat ass richteg. Normalerweis liwwere mer Enn September. Well d'Soumissioun awer esou huet missen ugepasst ginn, fir dass regionale Produzenten direkt fir véier Woche kéinte matbidenden, duerfir war dat e bësse méi schwierig, fir dass mer awer dëst Joer kënnen eben einfach während véier Woche Lëtzebuerg Uebst verdeelen. An ech mengen, dat erkläert dee Retard, vun deem d'Madamm Hemmen geschwat huet.

A fir déi Leit, déi besonnesch Wäert drop leeën, dass och dëst Joer erëm Bio-Fairtrade-Bananne verdeelt ginn, där wäerte jiddefalls och erëm eng Kéier dëst Joer derbäi sinn.

Fir lech dann emol eng Kéier eng kleng Iddi ze ginn, wéi eng Envergure dee Programm do huet, hei e puer Zuelen: Do ginn dann elo all Schoulwoch ongeféier 15 Tonnen Uebst un eng 330 Schoulgebaier geliwert, soudatt iwwer 90.000 Schüler, also déi allermeescht bal dovunner, 94%, kënne profitéieren! Esou wäit, wat dëst Schouljoer ugeet.

Am Kader vun der Lëtzebuerg Präsidence war d'Zesummeleung vum Schouluebstoprogramm a Schoulmëllechprogramm een Dossier, wou mir ganz intensiv dru geschafft hunn. D'Resultat war, dass mir den Dossier do konntën enner eiser Präsidence ofschléissen, andeems mir, no net ëmmer ganz einfache Verhandlungen, een Accord fonnt hunn, dee vun de Memberstaaten, dem Europaparlament an der Kommissioun gedroe ginn ass. Ab dem Schouljoer 2017-2018 lafen déi zwee Programmer dann enner enger gemeinsamer Reglementéierung.

Do wäerte mir dann och bei eis kucken, wéi mer an der Zukunft déi zwee Programmer beschränkter kënne opstellen. Besonnesch bei de pädagogesche Begleedmoosname kann ee sech do ganz interessant Synergien erwaarden. Och erhoffen ech mer, dass duerch deen neie Kader, deen eis besonnesch bei der Mëlch méi Fräiheite léisst, d'Akzeptanz bei de Schoule ka verbessert ginn.

Bis dohinner muss mer awer och nach op d'Ausféierungsreglementer waarden, déi

uganks des Joers dierften am Journal officiel publizéiert ginn. Duerno wäerten da Gesprécher mam Secteur an deene verschiddenen anere Ministère lafe fir eng nei national Strategie, fir déi Programmer op d'Been ze setzen, no där mir da wëlles hunn, déi nächst sechs Joer ze schaffen an déi Programmer nach méi attraktiv ze maachen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och dem Här Landwirtschaftsminister.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Fernand Kartheiser, riicht sech un de Premierminister an dréit ronderëm déi offiziell Unerkennung vun der Lëtzebuerg Sprooch als europäesch Sprooch.

- Question n°218 du 12 octobre 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à la reconnaissance de la langue luxembourgeoise comme langue officielle de l'Union européenne, adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre de la Culture

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Här Statsminister eng Fro stellen opgrond vun enger Interventioun, déi den Här Éducatiounsminister Meisch de 5. Oktober an der Chamber gemaach... net an der Chamber, pardon, op RTL gemaach hat. An en huet do op RTL gesot, e wär verwonnert, en hätt entdeckt, dass dat Lëtzebuergesch nach net als europäesch Sprooch unerkannt wier.

Dat huet eis iwwerrascht, well d'Regierung, zu där den Här Meisch jo gehéiert, hat schon e puermol an dëser Legislaturperiod och zu där Fro Stellung geholl an huet ëmmer negativ geäntwert. Et ass also en Dossier, deen u sech d'Regierung misst ganz gutt kennen.

D'Regierung hat Stellung geholl an huet sech referéiert op Saachen, déi net ganz korrekt sinn. Dat wär nëmme fir regional Sproochen, heescht et an enger vun de Stellungname vun der Regierung. Eis legal Basis, well et ass eng laangjäreg ADR-Fuerderung, ass eng Conseilsdéisioun vum Europäesche Conseil, vum Ministerrot vum 13. Juni 2005, an där am Artikel 1 kloer festgehalen ass, dass dat d'Sprooch sinn, déi um ganzen nationalen Territoire geschwat ginn an déi och als offiziell Sprooch, als administrativ Sprooch an deem Land zoulässig sinn.

Mir haten och d'Reaktiounen héieren opgrond vum Här Meisch senger Interventioun. A senger eegener Partei huet den DP-Fraktionschef deeselwechten Dag, wéi den Här Meisch seng Interventioun um Radio hat, en Artikel publizéiert an enger Lëtzebuerg Zeitung, an deem en op Franséisch seet, dat wär elo keen „Souci“, mir wäeren nach „en quête d'identité“. Deen Dag drop huet den DP-Generalsekretär awer publizéiert, hie géif déi DP-Initiativ ënnerstëtzen.

A vun deene Gréngen a vun den LSAP-Kollegen hu mer och e puer Kommentarer héieren, déi eigentlech dem Här Meisch seng Iddi, fir elo Lëtzebuergesch an Europa méi ze promovéieren, net ënnerstëtzen.

Dier verstitt, Här Statsminister, dass mir e bëssen duerjernee sinn. Mir froen eis, ob mir als Oppositionspartei...

(Brouhaha)

...nach wierklech déi Plus-value bréngen, déi mer kënnen, wann d'Regierung an hirer eegener Partei esou vill intern Opposition an dëser Fro mécht.

Dofir hu mir geduecht, et ass haut d'Geleeënheet, fir lech ze froen: Wat ass dann d'Positioun vun der Regierung? Wëllt Dir Lëtzebuergesch als Europasprooch opwäerten, unerkenne loos-sen? Wa jo, wéini an enner wéi enger Form?

Ech soen lech Merci.

Une voix. - Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och dem Här Kartheiser. An de Premier- a Statsminister huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre de la Culture. - Merci, Här President. Ech wëll hei e puer Saache soen. Déi éischt Saach ass einfach, fir ze soen: Wann de Sujet haut kënnt, ass et, well et eng Petitioun gëtt, déi de Sujet soulevéiert huet, a wou haut da probéiert gëtt, elo sech de Sujet unzeseien.

M. Roy Reding (ADR). - Hoho!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre de la Culture. - Hei geet et just drëms, dass mer wëllen en toute sérénité a virun allem am Respekt, Här President, vun deene Petitionnairen hinnen och eng komplett Äntwert ginn, wou ee seet, wat geet a wat net geet.

Mir sinn amgaangen elo zum Beispill op deem dote Punkt d'Konditiounen an och d'Käschten,

d'Konsequenzen, wann esou eppes de Fall wär, och genau analyséieren ze loos-sen. Et sinn eng Rëtsch vu Saachen, déi scho gemaach gi sinn, wou mer mengen, dass et och wichteg ass, déi och nach eng Kéier ze rappeléieren. An dofir wäert d'Regierung deen Dag, wou och déi Diskussioun ass ronderëm déi Petitioun, och hir Positioun do erklären.

A par respect eleng scho fir d'Petitionnaire stellen ech mer d'Fro, firwat hei eng Partei elo mengt, si misst domadder Polemik maachen. Mir sollen dese Sujet en toute sérénité kënnen debattéieren.

Une voix. - Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Mir kommen zu där nächster Fro. D'Fro kënnt vum Här Claude Adam un den Erzéiungsminister iwwert d'Assurance qualité fir informell Erzéiungsservicer. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°219 du 11 octobre 2016 de M. Claude Adam relative à la mise en place du dispositif d'assurance qualité dans les services d'éducation non formelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Claude Adam (déi gréng). - Merci, Här President. Mir hu mam Gesetz, wat mer Enn Februar 2016 hei an der Chamber debattéiert a gestëmmt haten, eng ganz Rei Mesuren agefouert, fir d'Qualitéit an eise Betreiungsstrukturen eropzesetzen. A mer hunn niewent e puer anere Mesuren och festgehalen, dass mer géifen 22 Agents régionaux astellen - déi wiere beim Service national de la jeunesse affiliéiert -, déi da géifen iwwert d'Land kucken, wéi et mat der Qualitéit an de Crèche steet.

Meng Fro duerfir un den Här Minister. Ech hunn dat nach eng Kéier gelies an där Broschür, déi mer elo kuerz eréischt kritt hunn. Ganz flott Broschüren, déi de Ministère mécht, déi ausféierlech sinn, informativ sinn.

Wéi ech dat do gelies hunn, wollt ech eigentlech just wëssen: Här Minister, wéi wäit ass dat mat der Installatioun vun deenen 22 Agents? Déi féinnt ee jo och net an engem Dag. Do brauch een Zäit. Wéi sidd Der virgaangen? Wéi vill Leit hutt Der méttlerweil fonnt? Wéi gesäit de Profil aus vun deene Leit? Sinn der scho vun deenen aktiv, oder waarde mer bis mer dee ganze Contingent hunn? Respektiv wann déi schon ufänken aktiv ze ginn, wat ass de Schlëssel? Wou fänken déi un? Wéi ass d'Land opgedeelt, wou déi Leit dann hirer Aarbecht noginn?

Ech freeë mech op Är Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci dem Här Adam. An den Här Erzéiungsminister huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, effektiv mat dem Gesetz iwwert d'Jeunesse, wat e ganze Qualitätsdispositiv fir den nonformale Bildungsberäich agefouert huet, ass och virgesinn, dass déi Aarbecht, déi déi eenzel Institutiounen - Crèchen, Maisons relais, Jugendhaiser - leeschten an déi sech och muss dem Bildungsreferenzkader conforméieren, dass kontrolléiert gëtt, ob dat dann och de Fall ass, ob se sech souwuel déi eenzel Prozedure ginn huet, och déi Prozeduren anhält, och déi pädagogesch Approchen definéiert huet an och déi an der Praxis anhält.

Duerfir ginn et 22 Agents régionaux. Déi solle rekrutéiert ginn. Déi Posten, déi sinn och disponibel. En Deel vun deenen 22 ass méttlerweil och scho rekrutéiert ginn. Dat sinn der néng, déi schon ugefaangen hunn. Zweek och nach eng Kéier fänken den 1. Januar un. Och déi si momentan schon an enger Formatioun. A fir déi aner eelef ze rekrutéieren, hu mer en zweeten Appell gemaach.

Mir hate genuch Kandidature wuel och bei deem éischten Appell. Mir haten insgesamt 55 recevabel Kandidaturen. Mir hunn natierlech awer och gekuckt, dass déi Leit och deen néidege Bagage, déi néideg Erfahrung matbréngen, fir eben déi schwierig, komplex a verantwortungsvoll Aufgab do kënnen ze iwwerhuelen. Well een aneren ze kontrolléieren an natierlech och domat eng Responsabilitéit ze iwwerhuele fir dee ganze System, ass schon eppes, wou méi wéi just den Diplom erfuerdert ass.

Déi Formatioun, déi fir déi éischt Agents régionaux jo schon ugelaft ass, déi leeft elo emol op fënnf Wochen. Do geet et virun allem och em d'Legislatioun, d'Legislatioun vun deem ganze Secteur, déi ee soll kenneléieren, an deem een herno tätég ass. Et geet awer och drëms, d'Organisatioun vum Stat kennenzeléieren. Et geet awer och drëms, de Referenzkader kennenzeléiere fir den nonformale Bildungsberäich, well par rapport zu deem muss ee sech jo herno an der alldeglecher Aarbecht och kënne bewe-

gen, an och déi ganz Methodologie vun der Assurance qualité, déi mat deem Gesetz a Kraaft getrueden ass, verinnerlechen.

Sécherlech sinn och d'Struktur an d'Zesummenhäng am nonformale Bildungsberäich hei am Land, och d'Kompetenzopdeeling tëschent dem Ministère, tëschent den Träger e wichtige Sujet, wéi awer och grad herno eng reflexiv Approche ze vermëttelen, wou och erëm déi regional Agente sech permanent eigentlech solle selwer dem Besoin upassen an och den Eerausforderungen upassen.

Déi Formatioun do gëtt gemaach am Kontext vun hirem Stage. Se gi jo als Employé privé rekrutéiert am Kontext vun hirem Stage vun dräi Joer, dee se als Employé privé... Employé de l'État, pardon, wäerte maachen. Do sinn déi Formatioun vu fënnf Wochen dann och noutwendeg.

Vun November 2016 u wäerten déi Agenten och en éischte Kontakt mat den Akteuren um Terrain ophuelen, mat Crèchen, mat Maisons-relais, mat Jugendhaiser. Se wäerten och kucken, sech regional ze implantéieren. Mir hu virgesinn, dass mer insgesamt herno siwe regional Zentre queesch uerchtert d'Land hunn, wou mer och Servicer, net nëmme déi doten, déi jo dem SNJ ënnerstallt sinn, mä och aner Servicer, déi dem Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ënnerstallt sinn, an de Regiounen wëlle regruppéieren, wou op siwe Plazen och d'Agents régionaux wäerte mat derbäi sinn.

Et gëtt eng Rej vu méi regionalen Zentren herno vun der Education, der Enfance an der Jeunesse, mä op siwe Plaze wäerten d'Agents régionaux och präsent sinn, fir vun do aus an der Regioun hir Aarbecht kënnen ze iwwerhuelen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och dem Här Erzéiungsminister Claude Meisch.

An déi nächst Fro kënnt vum Här Marco Schank, riicht sech un den Nohaltegkeitsminister an dréit ronderëm den europäesche Kontrollsystem vun Zich am grenziwwerscheidende Verkéier.

- Question n°220 du 12 octobre 2016 de M. Marco Schank relative à la mise en place du système européen de contrôle des trains (ETCS) au niveau du trafic transfrontalier, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Marco Schank (CSV). - Här President, nom trageschen Zuchaccident vun Zoufftgen virun zéng Joer wësse mer haut, dass dee fatale Feeler deemools keng Eenzelhandlung vun enger Persoun war, mä ee Verstréckle vu verschiddenen Evenementer, deemno eng Kette vu Feeler. Elo heescht et, dass d'CFL vill gemaach hätt, fir dass déi festgestallte Feeler sech esou net méi kéinte widerhuelen; besonnesch technesch wier operéiert ginn. Dat ganz Lëtzebuerg Schinnennetz soll an der Tëschenzäit mat dem ETCS-Sécherheitssystem, dem „European Train Control“ équipéiert sinn. E System, dee mënschlech Feeler soll hëlfelefen ze verhënnere.

Elo gëtt an engem „Wort“-Artikel an deem Kontext op e Problem higewisen, nämlech deen, dass Frankräich säin eegene System hätt, also e franséisch Fabrikat. An do heescht et dann, dass eis Zich den ETCS schon op der Stater Gare géifen ausschalten, well en net während der Faart därer ausgeschalt ginn, an da mat dem Virgängersystem „Memor II+“ bis op d'Grenz an dann deemno och weider géife fueren.

Da gëtt och gesot, dass un der Haaptachs, un där den Accident deemools geschitt ass, en erheblecht Geforepotenzial géif bestoen, wou Lëtzebuerg keen Afloss hätt, an Eisebunner géife vun engem grouse schwarze Lach oder No Man's Land schwätzen.

Meng véier kuerz Froen un den Infrastruktureminister:

Éischstens, wéi ass et da mat der Interoperabilitéit vum ETCS am grenziwwerscheidenden Zuchverkéier?

Zweetens, et heescht, bei eis géif et Problemer mam ETCS op de Maschinnen nach ginn. Ass dat esou?

Drittens, sinn d'auslännesch Maschinnen, déi op Lëtzebuerg kommen, all mam ETCS équipéiert?

A véiertens, wéini gëtt dee fortschrëttleche GSM-R-Digitalfunk agefouert, deen de jëtzege Radio sol-trains ersetze soll, wou et heescht, et



géife grous Lächer ginn, a wou et heescht, et géife keng Ersatzstécker méi ginn?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Schank. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President, a Merci och dem Här Schank fir déi Froen. Et ass richtig, dass d'Lëtzebuerg decidéiert huet, deemools no deem Schwéieren Accident 1997, fir sech op de Wee ze beginn, relativ séier de ganze Réseau ze equipéieren mat méi engem sécheren System. An et ass du relativ séier decidéiert ginn, fir op den ETCS-System iwwerzeschwenken, an dat ass guddem Grond, well zu deem Zäitpunkt och, europäesch gesinn, gesot ginn ass, ganz Europa misst relativ séier dozou iwwergeen.

Eise Réseau ass nach net ganz fäerdeg. 2017 - d'nächst Joer - ass de Réseau ganz ofgeschloss a ganz equipéiert domat a bis dohinner natierlech och eist Material. Et ass awer esou, dass, wéi Dir et richtig gesot hutt, haaptsächlech a Frankräich vill Problemer bestinn. A Frankräich besti vill Problemer, ganz einfach well Frankräich net investéiert huet a weider mat hirem System fueren, obschon ofgemaach war, dass virun allem an grenziwwerschneidende Verkéier Enn 2017 och do de Réseau esou misst equipéiert sinn. Dat kréie se awer net hin.

Dir hutt och vläicht matkritt, dass den neie President vun där vergrësserter Regioun, wéi se dann elo heescht - Champagne-Ardenne oder wéi heescht se scho méi? Ech weess net, ech hunn den Numm...

► **Une voix.** - Grand-Est!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Grand-Est, pardon! Grand-Est heescht se -, dass dee sech dräiwier beklot huet, dass déi Investissementer net gemaach gi sinn. An dee setzt sech och elo massiv derfir an, dass dat soll nogemaach ginn. Et handelt sech a Frankräich ëm en Investissement tëschent 25 an 30 Millioune Euro.

Dir kënt lech virstellen, dass och schon emol vu franséischer Säit aus gemengt ginn ass: „Oh, firwat sollen d'Lëtzebuurger dat net och nach bezuelen?“ Mir hunn awer bis elo gesot, dass mir dat net géife maachen, well mir eis Hausaufgabe géife maachen a si wiere gefällegst gebieden, och hir ze maachen, soudatt am Fong déi Transitionperiod wäert verlängert ginn. Wéi laang, dass muss nach festgestallt ginn; dat hängk elo dervun of, wéi séier se investéieren. Dat heescht, et gëtt eng Transitionperiod, wou dann nach mat zwee Systemer muss geschafft ginn.

Mir haten och e bësse Problemer mat der Belsch. Déi sinn awer entre-temps behuewen. D'Belsch ass och elo um Wee, fir iwwerall ze equipéieren am ETCS. Dir wësst, dass plazeweis deelweis jo souguer Bussen agesat gi sinn am grenziwwerschneidende Verkéier, well do Retarde waren haaptsächlech an der Homologation vun eise Material, mä déi Problemer sinn entre-temps gott sei Dank behuewen.

Wat den digitale Funk ubelaangt, ass d'Eisebunn déckvoll amgaangen drun ze schaffen. Dat wäert och esou séier wéi méiglech implementéiert ginn. Dir hutt recht. Ech mengen, mir hunn d'lescht Joer an deem aktuelle Funk..., mä dat ass awer alles am Investitiounsprogramm dran. An esou séier wéi méiglech wäert op dem Eisebunnsréseau den digitale Funk dann och agefouert ginn.

Wéi gesot, et läit net un eis. Leider hu mer haaptsächlech op der franséischer Säit wirklech vill Problemer, an dat huet dermat ze dinn, dass einfach a Frankräich net genuch an de Réseau investéiert gëtt. Ech behaupten och emol, dass hätt och vill mat de Schwieeregkeeten ze dinn, déi een iwwerall a Frankräich konnt feststellen.

Dir hutt vläicht och Artikele gelies, dass a Frankräich an deene leschte Joren enorm vill an d'TGV-Netz investéiert ginn ass an d'Regionalnetzer vernoléisseg gi sinn. Dat ass jo och a Frankräich de Moment eng grous Diskussioun, an ech ginn emol dervun aus: Dat hei ass och een Deel dovunner. Well et ass jo net nëmmen eng Fro, déi sech stellt herno mam Sécherheitssystem, och fir d'Capacitéit. Mir bauen eis Capacitéiten och massiv aus, an op där anerer Säit misst natierlech och nach eppes geschéien, an do happert et de Moment nach.

Wéi gesot: Mir schaffen awer dodrun a mir bleiwen derhannert, dass dat a Frankräich geschitt an dass mer déi Problemer esou séier wéi

méiglech behuewe kréien. Wat eise Réseau ubelaangt, mengen ech, si mer awer do op der gudder Schinn - fir et wuertwierlech ze soen -, dass et klappt.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Déi nächst Fro kënt vum Här Alexander Krieps, riicht sech un deemselwechten Nohaltegkeetsminister an dréit ronderëm den Droit de chancellerie an der technischer Kontrollstation fir motoriséiert Gefierer. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°221 du 11 octobre 2016 de M. Alexander Krieps relative aux frais de gestion pour le timbre «Droit de chancellerie» facturé par la Société nationale de circulation automobile lors de l'immatriculation d'un véhicule routier, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech wollt dem Minister Bausch eng Fro stellen iwwert déi Timbres de chancellerie zu Sandweiler an der SNCA. Dat ass jo en Etablissement public ënner Är Kompetenz, souwäit ech weess.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Neen.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Neen, si se net ënner Är Kompetenz? Awer Dir hutt awer e bëssen domadder ze dinn.

(Hilarité)

An ech hunn e Frënd Garagist. Hien a mäi Kolleeg a Frënd Claude Lamberty hu mech drop higewisen, dass, wann een en Auto op Sandweiler umelle geet, da bezilt een en Timbre de chancellerie vu 50 Euro. An da kommen dann nach Frais de gestion derbäi vun deem Timber an och TVA op deene Frais de gestion. An dat mécht dann herno nach plus 5 Euro. Dat sinn 10%, déi ee bezilt.

(Interruption)

Jo. Gëtt den Timber aus engem jorelaange Safe geholl, dass den op eemol esou Frais-gestione mat sech bréngt? Ass et vläicht e Schwaarze Kapp? Ech si vun enger Generation vun Timbersammleren an ech denken ëmmer un de Schwaarze Kapp vun 1850. Ech hunn elo gesinn, déi éischt Timbere koumen an England 1840. Schreift d'Britten nach net of! Mä ech mengen, ofgesi vun der Timbersammlergeneration, an ech hunn och net un ons Frënn op menger Rietser geduecht, wéi ech un de Schwaarze Kapp geduecht hunn,...

(Hilarité)

...mä ech wollt hei froen, dem Beamte säi Spaut zu Sandweiler ass jo och net déi Sue wäert: Kann een domadder rechnen, dass geet natierlech iwwer lech eraus, Här Bausch, ob dann deemnächst an anere Verwaltungen an Zukunft esou Fraisen derbäikommen? Ech fannen, dass dat e bëssen iwwerzunn ass. Ech wär frou, wann Der ons eng Erklärung géift ginn; dem Här Lamberty a mir, well hie reegt sech méi doriwwer op wéi ech.

(Hilarité)

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech stelle fest, dass den Här Lamberty en edele Porte-parole huet. An ech ginn direkt d'Wuert un den Nohaltegkeetsminister weider.

(Hilarité)

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här President, ech si frou, dass den Här Lamberty esou Saache wéi dat doten huet, fir sech opzereegen, da schéngen net vill Problemer am Land ze sinn.

(Hilarité)

Dat Éischt, wat ech wëll soen, ass: D'SNCA ass keng Verwaltung, och keen Etablissement public, et ass eng privat Gesellschaft.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, dass, dass normalerweis den Timber, also de Chancellerie-stimber net bei der SNCA, mä beim Enregistrement kaaft gëtt. An donc ass och normalerweis deejéinegen, deem immatrikuliert, verpflichtet, en do ze kafen. An da kritt en, wann en en och do keeft, normal natierlech kee Centime zousätzlech Fraise gerechent!

Fir awer entgéintzekommen, huet d'SNCA decidéiert, wa Leit natierlech dat net gemaach hunn, vergiess hunn oder da just virdrun dru geduecht hunn an e Virement gemaach hunn, dann hu se gesot: „Okay, dann offrëiere mer dee Service och.“ Dat heescht awer, dass natierlech d'SNCA, wat eng privat Gesellschaft ass, muss déi Timbere siche goen, fir dass se der och do huet, fir dat kënnen dropzemaachen.

Dat heescht, dass ass mat Fraise verbonnen. An duerfir kritt Der dann, éischstens, wann Der normal den Timber kaaft hutt, wéi et virgesinn ass, kritt Der kee Centime Fraise gerechent. Wann Der et natierlech do maacht, kritt Der dräi Euro gerechent. Ech iwwerloosse jiddwerengem elo seng Meenung, ob dat berechtigt ass oder net.

Wat ech lech awer ka soen, dass, dass 2017 eng Ännerung wäert kommen an deem Sënn, dass Der iwwer „myguichet.lu“ iwwer Är Kreditkaart och kënt bezuelen. A wann Der dat maacht, kritt Der och keng Fraise gerechent.

An da wëll ech lech och nach an engem da matdeelen..., déi Question, déi gëtt mer dann d'Geleeënheet, fir lech matzedeelen, dass ech amgaange sinn, d'Missionne vun der Immatrikulatioun a vum Führerschäin ewechzehuele vun der SNCA an do en Etablissement public, en aneren, en neien ze grënnen, awer net aus deem Grond vun den dräi Euro Fraisen, mä wéinst Dateschutzgrënn an och nach anere Saache wäerte mer dat restrukturéieren. An da gëtt den Etablissement public och zoustänneg, da fält den Timber de chancellerie ganz ewech. An da gëtt eng normal Tax drop geluecht, an dat wäert d'Saach da souwisou insgesamt vereinfachen.

Merci.

(Brouhaha général)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Nohaltegkeetsminister.

An déi nächst Fro kënt vun der Madamm Taina Bofferding, riicht sech un den Erziehungsminister an dréit ronderëm gratis Schoulbicher am Secondaire. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°222 du 11 octobre 2016 de Mme Taina Bofferding relative à l'introduction éventuelle de la gratuité des livres scolaires pour les élèves de l'enseignement postprimaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - Jo, genau, Här President. Meng Fro geet un den Éducatiounsminister wéinst senger Ausso virun e puer Wochen, dass de Stat eventuell d'Käschte vun de Schoulbicher am Secondaire kéint iwwerhuelen. Et géif mam Gedanke gespilt ginn, dasselwecht wéi an der Grondschul ze maachen an de Schüler am Lycée dann d'Schoulbicher gratis zur Verfügung ze stellen.

Meng Partei géif en Effort, den an déi Richtung geet, ganz gutt fannen. Ech hat jo och schonns an der Debatt zur Lag vun der Nation an bei der Reform vun Kannergeld drop higewisen, dass mer wëllen d'Elteren duerch weider Sachleeschungen entlaaschten, well fir vill Famillje sinn d'Schoulbicher mat enger héijer Dépense verbonnen. A fir besonnesch deene finanziell méi schwache Ménagen ënner d'Äerm ze gräifen, kéint zum Beispill eng Piste déi sinn, esou eng Hëllef un d'Allocation de vie chère ze bannen.

An dofir elo meng Froen un de Minister: Wéi konkret sinn entre-temps des Iwwerleeungen? A wéi eng Richtung soll et goen? Wéi eng Piste si schonn ugeduecht ginn oder sollen nach gepreift ginn?

Ass d'sozial Selektivitéit eventuell e Kritär an den Iwwerleeungen? An ob d'Digitaliséierung, déi och ëmmer e méi grousse Wäert an eise moderne Zäitalter spillt, ob den Aspekt vläicht och an den Diskussioun mat zréckbehalen ginn ass.

An ech soen lech elo scho Merci fir Är Äntwerten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Bofferding. An d'Wuert huet den Erziehungsminister, den Här Claude Meisch.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Ech soen och der Madamm Bofferding Merci, déi mer d'Geleeënheet gëtt, hei nach eng Kéier ze confirméieren, dass d'Regierung effektiv amgaangen ass ze präiwen, ënner wat fir enge Konditiounen een och gratis Schoulbicher - fir dat emol esou ze resüméieren - am Secondaire kéint aféieren. Dir hutt selwer gesot: Mir hunn dat am Fondamental.

An dat ass effektiv eng finanziell Belaaschtung fir ganz vill Familljen. Mir hunn emol nach eng Kéier gekuckt, wat dat heescht. Jee no Klass mécht dat awer ganz schnell tëschent 300 a 500 an heiansdo och emol méi Euro aus. A wann een da vläicht och nach méi Kanner am Secondaire huet, da wësse mer, wéi do de Familljebudget belaascht ass.

Ech wëll soen, dass mer dat fréistens fir d'Rentree 2018 plangen. De Moien ass jo hei op dëser Plaz de Budget 2017 virgestallt ginn. Do ass lech vläicht opgefällt, dass eng Initiativ wéi déi doten net virgesinn ass. Mir brauchen och

nach e bëssen Zäit, fir dat doten ze plangen. Mir gesinn et och effektiv am Kader vun deem Adaptatiounsmechanismus vun de Prestation-famillialen, wou mer jo gesot hunn, dass mer souwuel d'Prestations familiales en espèces wéi och d'Prestations familiales en nature, wou een déi heite kéint drënnerfale loosse, wëlle regel-méisseg upassen un d'Lounentwécklung.

Dat heite wär sécherlech e Schrëtt, den doriwwer eraus géif goen, dee wäit iwwert d'Lounentwécklung eraus géif goen. Trotzdeem, denken ech, mécht et wirklech Sënn, dass heiten ze kucken, well et wär eng considé-rabel Entlaaschtung fir ganz vill Budgete vun de Familljen. An eng Schoulrentrée wär awer sécherlech och mat manner Stress verbonnen, manner Stress fir déi eenzel Familljen, fir d'Schüler an heiansdo awer och fir d'Schoulen.

Et gëtt awer elo nach eng Rei vun Défien, op déi ech wëll hiweisen, op deene mer amgaange sinn ze schaffen. Wéi kréie mer dat doten hin, ouni dass de lokalen Handel zum Beispill do ganz ausse vor ass?

Mir wëssen awer, dass nieft all Lycée sech nach déi eng oder aner Librairie hält. An et wär sécherlech net gutt, wann dat herno net méi esou wär, wann déi Servicer do net méi kéinten ugebuede ginn, duerch esou eng politesch Dé-cisioun.

Mir gesinn och, dass een dat heite muss verknäppe mat der Autonomie vun de Lycéeën, déi mer jo wëlle stäerken, souwuel d'kurrrikular Autonomie wéi awer och Autonomie, wat d'Leiermaterialien ubelaangt, dass mer do also eng enk Verknäppung an och eng Responsabiliséierung vun de Lycéeën mussen hikréien, dass dat net zentral vum Ministère herno gesteuert gëtt, mä éischer da vun den eenzelne Schoul-etablissementer.

An, Dir hutt et ugeschwat, d'Leiermaterialien entwéckle sech jo weider. Mir sti virun engem grousse Schrëtt a Richtung vun Digitaliséierung och vu Leiermaterialien. Dat muss natierlech och matgekuckt ginn, matconsidéiert ginn, souwuel wat vläicht d'Hardware ubelaangt, déi de Schüler brauch, fir mat digitale Leiermaterialien och kënnen an der Schoul ze fonctionéieren, wéi awer och an Zukunft sech d'Fro ze stellen: Jo, wat ass dann nach de Rôle vum Buch?

Ech si fest dovun iwwerzeegt, dass mer ëmmer Schoulbicher an de Schoule wäerten hunn, mä vläicht awer net méi onbedéngt, dass jiddweree säi Schoulbuch wäert hunn, dass mer e Schoulbuch wäerten hunn, wat vu vir bis hannen ganz duerchgeholl gëtt, mä vläicht éischer nach an eenzelne Fächer e Schoulbuch wäerten hunn, aus deem een emol punktuell och eppes mécht.

Da stellt och d'Fro sech: Wa mer gratis Schoulbicher ginn, wien ass Propriétaire vun deene Bicher? Gi mer déi esou an de Schüler bleibt Propriétaire an en hält déi dann och? Oder ass et d'Propriétéit vun der Schoul an déi ginn dann och vläicht un déi nächst Generation weider? Ech denken, och do muss ee pragmat-sch Léisunge fannen. Fir dat eent Buch mécht déi eng Solutioun e Sënn a fir dat anert Buch mécht déi aner Solutioun Sënn.

Dat sinn déi dräi Défien, déi mer, mengen ech, müssen hei geschéckt matconsidéieren, wa mer an déi dote Richtung wëlle goen. Mä mir sinn amgaangen, dass doten, dass kann ech confirméieren, ze präiwen a wëllen dann och, wa mer definitiv Léisungen hunn, d'Chamber domadder befaassen.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister.

D'nächst Fro kënt vum Här Max Hahn, geet un de Statssekretär am Nohaltegkeetsministère an dréit ronderëm de Wandkadaster.

- Question n°223 du 12 octobre 2016 de M. Max Hahn relative au cadastre des vents au Luxembourg, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures

► **M. Max Hahn (DP).** - Jo, villmools Merci, Här President. Gëschter, dass wësse mer alleguer, war e grousse Dag, also, zum engem sécherlech fir d'Familljen, well den neie Congé parental gestëmmt ginn ass, awer op där anerer Säit och fir d'Émwelt, well gëscht konkret no de Versprieche vu Paräis vun der Weltklimakonferenz d'lescht Joer am Dezember mer eis eigentlech verpflichtet hunn an aus dem Verspriechen also eng Verpflichtung gemaach hunn. Mir hu Faarf bekannt a Saache Klimaschutz.

Mä dat bedeit och fir eis hei zu Lëtzebuerg ganz grous Défien. Do si mer eis och eens. Do hu mer gëscht ganz laang heiriwwer diskutéiert. Dofir wäert ech dat hei op dëser Plaz net maachen. Mä, ech denken, ee ganz interessante Beräich si sécher d'erneierbar Energien. A



wa mer e bësse kucken, wou mer nach vill Potenzial hei zu Lëtzebuerg hunn, dann ass sëcherlech de Beräich vun der Wandkraaft een, dee mer ganz, ganz speziell sollten upaken. Ech denken, et ass och dat, wat d'Regierung aktuell schonn amgaangen ass ze maachen.

Ech weess, dass och am Süden, am Kader vu Sudgaz an enger Viretüd gepréift gëtt, fir nach zousätzlech zu deene scho bekannte Wandmillen, déi geplangt sinn, wéi zum Beispill zu Déiferdeng oder zu Garnech, dass och nach op anere Plaze Viretude gestart ginn. An do hunn ech mer da soe gelooss, dass an deem dote Kader, an dat ass eigentlech meng éischt Fro, et e Kadaster gëtt, e Kadaster, deen eigentlech seet, wou ee keng Wandmille soll oder ka villméi oprichten.

An do wier eigentlech déi éischt Fro: Dee Plang, deen et da gëtt, dee Kadaster, wann et dann esou ee gëtt, wéi ech mer soe gelooss hunn, ass och ugeduecht, fir deen ëffentlech ze maachen?

Déi zweet Fro, déi geet eigentlech an eng änlech Richtung wéi déi, déi den Deputéierten André Bauler schrëftlech un lech an un och de Wirtschaftsminister gestallt huet: Wat sinn eigentlech déi genee Kritären, fir ze definéieren, wou een da keng Wandmillen därff hisetzen?

Ech denken, do ginn et der, wéi Distanzen zum Bauperimeter vu 650 Meter, Distanzen zu de Stroossen, vun der Längt vun der Wandmille plus 10%, d'Afluchschneis zum Fluchhafen. Wat gëtt et do dernieft vläicht nach vun Ausschlosskritären?

An dann déi drëtt a lescht Fro: Si Bestriewungen, fir nieft deem Kadaster, deen da seet, wou ee keng Wandmille soll oprichten, fir vläicht e Kadaster ze erstellen, vläicht och à moyen terme eréischt, fir ze soen: Ma, wou ass et da sënnavoll, sief et duerch d'Topografie, awer och soss all déi Konditounen, fir Wandmillen opzerrichten? Dat heescht, dass ee vläicht éischter vun engem Kadaster, wou een net Wandmille kéint oprichten, an eng Richtung kéim: Wou kéint ee se dann oprichten?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Hahn. An d'nächst Kéier wann ech gelift op d'Auer kucken! An d'Wuert huet de Stattssekretär, den Här Camille Gira.

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.** - Merci, Här President, Merci dem honorablen Deputéierten Max Hahn fir d'Fro. Mir hunn am Nohaltegkeetsministère kee Wandkadaster opgestallt. Mir hunn en Aarbechtsinstrument opgestallt, wat soll derfir dëngen, de potenziellen Investisseure relativ fréi eng Orientierungshëllef ze sinn, wou se mat grousser Schwierigkeete mussen rechnen, wa se bei eis am Haus néideg Autorisatiounen zegutt hunn, sief dat a puncto Fligerei, sief dat a puncto Naturschutz.

Et mécht kee Sënn, dat Instrument ze publizéieren, well op där Kaart, do feelen zwee ganz wichteg Voleten. Dat eent ass de Kaméidi-Aspekt, deen Der erwänt hutt, mä och de Schattenwurf, deen een och muss bei all Projet berücksichtegen, fir dass d'Leit, déi iergendwou eng Wandmillen an der Noperschaft hunn, net geckeg ginn, owes, wa se op der Terrass setzen, an deen Apparat, dee géif all puer Sekonne virun hiren Aen dréien. Duerfir mécht dat kee Sënn, dat do ze publizéieren.

Hannert där Kaart stécht awer eng méintelaang wëssenschaftlech Aarbecht vun eise Spezialisten am Vullen- an am Fliedermäisberäich zesumme mam Fuerschungsinstitut LIST. Mir hunn do iwwer 20 Léieren iwwereneegeluecht opgrond vun den Daten, déi mer hu vum Monitoring vun all deene sensibelen Espëcen, déi an deem dote Beräich muss gekuckt ginn. An doropshi kënnen mer relativ fréi soen, wou et gréisser Problemer wäert ginn, wann een anzousch wellt investéieren, a wou net. Dat hëlleft awer den Investisseure scho ganz gutt. Jiddwereen, dee wellt investéieren, dee ka bei eis kommen a kritt déi Kaart och gewisen.

Ech wëll awer soen, dass et zu Lëtzebuerg de Moment nëmmen eng absolut Tabuzon gëtt, an dat ass sechs Kilometer am Radius vum Radar um Findel. Do kann an där keng Wandmillen opgericht ginn, well dat zu Sécherheetsproblemer am Bedreiwe vum Fluchhafen kéint féieren. Tëschent 6 a 16 Kilometer ronderëm de Radar um Fluchhafen muss eng Etüd gemaach ginn, ob net Problemer entstinn. Wann déi Etüd positiv verleeft, kënnen der opgericht ginn. A priori ass et fir de Rescht am Land theoretisch méiglech, Wandmillen ze setzen.

Ech wëll och soen, dass et nach eng aner Ursaach gëtt, fir keng definitiv Kaart ze publizéieren. D'Technik geet extrem séier weider. A wann ee viru 15 Joer guer net huet brauchen drun ze denken, méi déif wéi 400 Meter iwwert

dem Mieresspiegel eng Wandmillen opzerrichten, esou spillt dat haut net méi. Well déi Apparaten ëmmer méi héich ginn, ass et haut scho méiglech, op 300 Meter erofzegen. Vläch ass et an dräi Joer méiglech, op 250 Meter erofzegen.

Dat do ass jo och net eisen Job. Ech mengen, déi Investisseuren, déi hu jiddwereen hire Wandkadaster. Dir fannt haut Start-up-Firmen, déi lech bannent 14 Deeg op engem Computermodell relativ kloer an dätlech soen, wou potenziell Sitte sinn. Et geet awer nawell keen Investisseur hin an investéiert 25 oder 30 Milliounen Euro, ouni dann awer op der Plaz während engem Joer mat engem Mast gemooss ze hunn. - Fir ze soen, dass dat do u sech näischt géif bréngen, wa mer déi Kaart géife publizéieren, well se wierklech nëmme vu Spezialisten ze notzen ass.

Fir de Rescht kann ech confirméieren, mengen ech, dass d'Regierung duerch eng gutt Zesummenaarbecht och vun deenen einzelne Ministären eng kleng Revolutioun fäerdegbruecht huet. Ech ka confirméieren, dass mer bis haut 60 Megawatt autoriséiert hunn. Dat ass esou vill, wéi an deene leschte 15 Joer gebaut ginn ass. A mir sinn opgrond vun Autorisatiounen, déi erwünscht sinn, nach eng Kéier a Kontakt, wat net wäit ass fir nach eng Kéier 60 Megawatt, soudass et kéint kommen, dass mer an dese fënnf Joer duebel esou vill Wandmillekraaft eventuell kréien, wéi an deene leschte 15 Joer. Ech mengen, do si mer op engem gudden Tripp a wäerte mat grousser Wahrscheinlechkeet déi 11% erneierbar Energien, déi mer eis fir 2020 virgeholl hunn, erfëllen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Stattssekretär.

Mir kommen zu der leschter Fro. Déi kënnst du der Madamm Cécile Hemmen un den Energieminister a Wirtschaftsminister iwwert d'Luedstatiounen fir Elektroautoen.

- **Question n°224 du 11 octobre 2016 de Mme Cécile Hemmen relative à la disponibilité sur le territoire national de bornes de recharge pour véhicules électriques, adressée à M. le Ministre de l'Économie**

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Merci, Här President. Um grouse Salon, um groussen Autosalon, dem „Mondial de l'Automobile 2016“ zu Paräis, huet déi franséisch Ëmweltministesch Ségolène Royal annoncéiert, fir ronn eng Millioun elektresch Bornen bannent dräi Joer a Frankräich ze installéieren.

Hei zu Lëtzebuerg, do si mengen Informatiounen no déi ëffentlech Opluedstatiounen bis elo emol nach éischer méi rar geséit an et wiere souguer nach guer keng där ëffentlecher Bornen an eiser Hauptstadt. Ech schwätzen elo net vun deenen, déi fir d'Clienten vun den Hoteller reservéiert sinn oder awer fir d'Employéé vu verschiddene Firmen.

Duerfir wéilt ech och gären op eng Ausso vun lech, Här Wirtschaftsminister, zrëckkommen, déi Der virun e puer Wochen nach eng Kéier rappeliert hutt, dass bis 2020 800 ëffentlech Opluedstatiounen wäerten installéiert gi bei eis hei am Land. Net méi spät wéi elo am August huet et e Konsortium annoncéiert, dass si den Zouschlag kritt hu fir d'Liwierung vun deenen 800 Opluedbornen fir Elektroautoen hei zu Lëtzebuerg.

Här Minister, gäre wéilt ech vun lech wëssen, wéi vill där ëffentlecher Bornen eigentlech an aktuell de Moment op eise Territoire schonn a Kraaft sinn, wéini déi nei geplangte Bornen dann och elo installéiert ginn. Wéi wäert dat praktesch goen? Ass dat Stationéiert payant? Ass d'Opluedzäit begrenzt, fir dass och e méiglechst grouse Roulement garantiert ass? Ginn et Sanktiounen, wann ee sech net un déi Regel hält?

Wéi vill kascht et eigentlech, fir den Auto mat esou enger sougenannter „Mobicard“ ze lueden? Bleift dese Präis och weiderhi stabil? Sinn Ännerunge virgesinn? An dann natierlech net zulescht och d'Fro: Ginn et eigentlech och Akzisen op deem Stroum?

Merci, Här Minister.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Hemmen. An d'Wuert huet den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Merci, Här President. Fir op d'Fro vun der honorablen Deputéiert ze äntwerten, vläch e ganz schnelle kuerzen Historique. 2011 huet de Wirtschaftsministère fir d'Éischt eng Etüd gemaach, fir ze kucken, ob d'Elektromobilität wirtschaftlech machbar ass, ob dat Sënn géif maachen.

D'Konklusioun war, dass een dat duerchhaus sollt maachen, mä dass mer net sollten de Fehler maache wéi am Ausland, dass all Regioun

hir eege Systemer hätt, wéi déi Bornen solle sinn, hir eege Steckere wa méiglech nach, soudass mer eis drop géeneegt hunn, ee System ze hunn, deen interoperabel ass an deen och informatesch zentraliséiert ass, a keng verschidde Systemer am Land wäerten oprichten.

2012 hu mer dunn déi gesetzlech Basis geschaaft, wou dräi wichteg Punkten dra sinn, näamlech éischters deen, dass mer gesot hunn: Responsabel, fir all déi Bornen opzerrichten, ginn d'Netzbedreiwere zu Lëtzebuerg. Also d'Stroumnetzbedreiwere, déi sollen hir Infrastruktur bauen.

Bezuelt gëtt déi ganz Infrastruktur, déi elo dorëmmer opgestallt gëtt, iwwert d'Netznotzungstariffer am Elektreschen, déi all Client vun Elektresch bezilt. Dat si ronn 50, 60 Milliounen - leet mech net fest op dee genaue Montant, deen dat do kascht! -, wat awer am Gesamtcoût vun den Netzkäschte wierklech marginal ass, soudass dat net zu Erhéijunge vun den Tariffer fir d'Konsumenten dobause wäert féieren.

An et ass esou, dass all Client herno vun deene Bornen selwer säi Stroumliwwerant wäert kënnen wielen. Dat heescht, wann ech mat mengem Stroumliwwerant doheim en Deal maachen, dass ech och op Bornen bei him d'Elektresch zéie ginn, da kann ech dat maachen. Ech kann awer bei all anere Stroumbidder goen. Dat heescht, déi Bornen sinn neutral, an deem ee seng Käertchen do agëtt, gëtt een dann un, vu wem een d'Elektresch wëllt kafen, dat an där Borne da gezaapt gëtt.

2015 hu mer e Règlement grand-ducal gemaach, wou mer déi ganz technesch Spezifisitéite festgehalen hunn.

2016 hu mer de Plan d'implantation général gemaach, fir ze soen: Wat kënnst du Borne elo wouhin an d'Land? An do ass festgehalen ginn, dass der eben exactement 800 solle gebaut ginn, awer all Kéiers mat zwou Preisen, dat heescht 1.600 där Preisen iwwert d'Land verdeelt, 400 dovunner op Park & Riden an op Garen an déi aner 400 verdeelt iwwert d'Gemengen a spezifeschen eiden do, wou vill Leit si respektiv Autoe sech ophalen.

Et ass och festgehalen ginn, dass minimum eng esou eng duebel Borne pro Gemeng soll gebaut ginn. Am November 2016, dat heescht also an engem gudden Mount, wäerten déi éischt Tester ufänken. An ab Abrëll 2017 sollen dann déi éischt Bornen fir d'Clienten zur Dispositioun stoen. 2020 soll déi lescht dann och installéiert ginn. A mir hoffen, dass mer souguer e bësse méi schnell do virukommen, fir dat dann ze maachen, fir dass dann 2020 flächendeckend iwwert d'ganz Land déi Bornen dostinn.

Dir hutt elo gefrot, ob et, wou et scho Bornen gëtt. Ech mengen, et ginn eng ganz Rei Gemengen, déi Initiative geholl hunn - dont d'Stad Lëtzebuerg natierlech och -, déi op verschidde Plaze schonn elektresch Bornen installéiert hunn. Et ginn eng Rei Geschäfte, déi dat gemaach hunn, fir eng kommerziell Attraktivitéit ze hunn. Dir hutt Automobillproduzente wéi zum Beispill Tesla, déi entre-temps Bornen opgericht hunn.

An ech mengen, d'Elektromobilität oder déi ëffentlech Elektromobilität, déi ëffentlech Bornen, déi mer stellen, dat soll eigentlech just e Complément zu deem sinn, wat ee jo och doheim ka maachen. Ech mengen, bei der Elektromobilität geet et drëm, dass de Client herno de Reflex huet, fir all Owend, wann en heemkëent, ebe säin Auto an de Stecker ze stiechen, an dann iwwerall, wann en dann op enger Plaz ass, wou esou eng Borne ass, kann en dann natierlech och nach eng Kéier oplueden, soudass déi Angscht vun der Rächwäit vun Auto ewechfällt, dass een also net riskéiert, iergendwou hänken ze bleiwen.

Mä wivill Bornen elo genee scho wou stinn, dorüwwer féiere mir kee Regëster. Dat kann ech lech net soen.

Wéi ass et mam Präis? Et ass esou, dass d'Elektresch, wat Der haut vun de Bornen kaaft, wann Der Client bei Tesla sidd, do kritt Der et gratis, do bezilt d'Firma de Stroum. Dat heescht, Dir fuert komplett gratis. Wann Der muer op deenen Elektrobornen, déi de Stat installéiert, déi d'Operateuren installéieren, tankt, dann ass et esou, dass Der deen Tarif bezuelt, deen Der uitgemaach hutt mat Ärem Stroumfournisseur.

Mä just fir lech eng Iddi ze ginn: Vu dass mer keng Akzise speziell op dat doten Elektresch fir d'Mobilität leeën, ass et esou, fir dat elo emol graff auszedrücken, dass Der 100 Kilometer kënnst mat engem Auto elektresch fuere fir de Géigewärt fir ronn 2 Euro. Wann Der déiselwech 100 Kilometer fuert mat engem Diesel, da sinn et 6 Euro. A wann Der déiselwech 100 Kilometer fuert mat engem Bensinner, da leit Der bei 10 Euro. Dat heescht, eleng do gesitt Der, wat den ekonomeschen Intéret ass, fir mat esou engem Auto ze fuere.

Merci villmoos.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. Domat si mer um Enn vun eiser Froestonn ukomm. Mir hunn zéng Froen an enger Stonn kënnen evakuéieren. Merci fir d'Disziplin!

Da komme mer zu dem nächste Punkt vun eiselem Ordre du jour, d'Orientierungsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Stat. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Rapportrice zu där Orientierungsdebatt, d'Madamm Josée Lorsché, ass scho prett. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

3. 7063 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Villmoos Merci, Här President. Dir Damm an Dir Hären, wéi Dir wësst, féiert d'Chamber eemol am Joer eng Orientierungsdebatt iwwert d'Infrastrukturprojeten, déi de Ministère vum Développement durable zesumme mat anere Verwaltungen wëllt realiséieren, dëst am Laf vun den nächste Joren, mä net schonn den nächste Januar.

Dës Zort vun Debatt besteet zanter 2006 schonn a bezitt sech op all Projeten, déi, den Estimatiounen vun der Regierung respektiv vun de Verwaltungen no, méi wéi zéng Milliounen Euro wäerte kaschten. Eréischt nodeems d'Chamber dann hiren Accord de principe zu deene Projete ginn huet, kann déi detailléiert Ausarbechtung vun de Projeten ufänke mat allen Etüden, déi dozou gehéieren an déi och virgeschriwwe sinn.

Well des Etüden zu deem Zäitpunkt nach net gemaach sinn, ass et och net méiglech, de genee Käschtepunkt vun deene Projeten op den Dësch ze leeën. Ech betounen dat, well déi Fro ëmmer erëm opkëent, firwat mir an dëser Debatt net vu genauen Zuele schwätzen.

Sollt et sech dann erweisen, dass e Projet méi wéi 40 Milliounen wäert kaschten, ass d'Regierung forcéiert, e Finanzéierungsgesetz auszuschaffen zu deem spezielle Projet. - Dat zur Prozedur.

Déi geet zrëck op eng Décisioun vun der Budgetkontrollkommissioun aus dem Joer 2005, déi deemools drop gehalen huet, dass d'Chamber méi Matsproocherecht beim Plange vun neien Infrastrukturprojete kritt an datt och méi Transparenz an dat ganz Finanzement vun deene Projete soll kommen. An deem Sënn ass dann d'Budgetkontrollkommissioun och forcéiert, de finanzielle Suivi vun deene Projeten ze assuréieren. Doduerch geet de Minister dann all sechs Méint an déi Kommissioun a leet den Timing vir.

Léif Kolleginnen a Kollegen, ech kommen dann zu der Lëscht vun den neie Projeten, déi den zoustännege Minister François Bausch der Nohaltegkeetskommissioun an der Sëtzung vum 22. September 2016 virgestallt huet. Et sinn der eng Hällewelt. Et sinn der dëst Joer 18, soudatt ech aus Zäitgrënn net am Detail op all Projet kann agoen.

Generell wéilt ech fir d'Éischt soen, dass de Gros vun de Projeten, déi dëst Joer virgeluecht gi sinn, sech op d'Renovatioun, op den Assainissement an awer och op den Neibau vu besteende Gebaier bezitt. Et geet also virun allem dorëms, fir déi al Bausubstanz, déi mer hunn, opzewäerten, ouni dass d'Erschléissung vun neiem Bauterrain néideg ass.

Dobäi ass et der Regierung och wichteg, bei all Bau, bei all Renovatioun a bei all Assainissement op ekologesch an energiespuerend Kriterien Wäert ze leeën. Méi Erklärungen dozou fannt Dir och a mengem schrëftleche Rapport.

Ech fänken u bei den Infrastrukturen, déi iwwert de Fonds d'investissements publics administratifs finanziert ginn. Dat sinn der néng.

Éischters, eng Jugendherberg fir honnert Persounen iwwert der neier Gare routière zu Ettelbréck, an derniewent en zweet Gebai, wat den Hébergement vu sozialen, edukativen a medezinnesche Servicer soll erméiglechen. Dës zwee Gebaier sinn am Kontext vum Ausbau vun der Ettelbrécker Gare geplangt a gehéieren zum ganzen urbanistesche Konzept, wat schonn op dëser Plaz virgestallt ginn ass a wat am Zentrum vun Ettelbréck realiséiert gëtt.

Eng zweet Jugendherberg fir honnert Leit soll zu Veianen entstoen. Hei ass keen Neibau geplangt, mä d'Renovatioun an den Assainissement.

ment vun engem vu Sites et monuments geschützte Gebai am historesche Kär vu Veianen. Dëst Gebai huet bis 2013 als CIPA funktionnéiert a gëtt an enger Zesummenaarbecht mat Sites et monuments als Jugendherberg ëmgebaut.

Ech kommen zum drëtten Projet. Dee besteet aus der Rekonstruktioun vun zwou Betreuungsinfrastrukturen aus dem Joer 1982 fir kleng Kanner um Kierchberg. Dës Gebaier si mat Asbest belastscht a sollen zwee neie Gebaier Plaz maachen. Dat eent ass geduecht fir 350 Kanner an 38 Betreier. Et soll als Garderie funktionnéieren. Dat anert fir 110 Kanner a 40 Betreier an ass als Crèche ugeduecht.

Well dës Infrastrukture fir d'Besoine vun der Europäescher Kommissioun a vum Europaparlament gebaut ginn, handelt et sech fir eise Budget ëm eng Null-Operatioun. Dat ass jo ëmmer esou bei Projeten, déi d'Europäesch Kommissioun betreffen. Dat heescht, datt de Lëtzeburger Stat zwar de Maître d'ouvrage ass an de Virfinanzement garantéiert, mä datt d'Käschten duerno vun der Europäescher Kommissioun u Lëtzebuerg zréckbezuelte ginn. Zu dësem Projet gehéiert iwwerengs och de Réaménagement vum Bauseberäich mat engem Parking an dem Bau vun engem Restaurant.

En anere Projet am Beräich vun den europäeschen Institutiounen ass d'Realisatioun vun zousätzlechen Sécherheitsmoosnamen um Site vun Europäesche Geriichtshaff, déi och dann iwwert déi Europäesch Unioun finanziéiert wäerte ginn. Sënn an Zweck vun deene Moosnamen ass, de Geriichtshaff als wichteg europäesch Institutioun besser virun Terrorattacken ze schützen. D'Noutwendegkeet vun deene Moosnamen huet sech aus engem Audit erginn, deen dozou duerchgefouert ginn ass.

Ech kommen dann zum fënnefte Projet. Hei handelt et sech ëm d'Reaffektatioun vun der Nationalbibliothék um Site tëschent dem Boulevard Roosevelt an der Rue Notre-Dame. Hei zou wëilt ech e weineg méi an den Detail goen. Ab 2019, wann déi nei Nationalbibliothék um Kierchberg bis funktionäer ass, soll an deem Gebai hei eng Galerie mat permanenten an temporären Ausstellungen u Lëtzeburger Konschtwierker entstoen. Et ass déi Galerie, vun där Der schonn héieren hutt. De Kulturminister huet se schonn ugekënnegt. An et ass och geduecht, datt do eng ganz Rei kulturell, didaktesch an edukativ Aktivitéiten op deem Site solle stattfannen.

Dernieft ass awer och ugeduecht, an deemselwechte Gebai Logementer ënnerzebréngen, déi awer nach am Detail ze definéieren sinn an déi der Regierung no eng sozial Ausrichtung solle kréien. Dës Projet wäert an enger Zesummenaarbecht mat der Stad Lëtzebuerg geplangt an ëmgesat ginn. An dofir bleift do nach manches ze definéieren, wuel wëssend, datt et sech bei dësem Gebai ëm eng ganz wäertvoll historesch Ierfschaft handelt, e Gebai, wat am Kär vun der Hauptstadt läit. Et war dat Gebai, wat 1603 fir de Collège des jésuites zur Verfügung gestallt ginn ass, duerno 1817 fir de Kolléisch an zanter 1973 fir d'Nationalbibliothék.

De sechste Projet betrëfft dann och e bekannt Gebai, d'Villa Louvigny am Stater Park, déi aus dem Joer 1920 staamt, also och schonn e gewëssenen Alter huet a mëttlerweil komplett renovéierungsbedürfteg ass, dëst souwuel um Niveau vun der Energieversuergung wéi och um Niveau vun der Sécherheet.

Wéi Dir wësst, ass de Gesondheitsministère zanter dem Joer 2000 an deem Gebai ënnerbruecht. Et ass renovéiert ginn am Joer 1998 bis dann 2000, awer net genuch. Virdu war et dann de Sëtz vun RTL, dat wësst Der och alleguer. Wéi gesot, muss dëst Gebai vu Fong op astand gesat ginn.

De siwente Projet, deen iwwert deeselwechte Fong leeft, besteet aus der Konstruktioun vun engem neien nationale Krisenzentrum um Site vum Schlass vu Senningen. Hei ass virgesinn, datt och den Haut-Commissariat à la protection nationale an deem Gebai ënnerbruecht soll ginn, nieft engem sécuriséierte Sall fir de Centre des technologies de l'information de l'État. Zousätzlech geet et drëms, d'Schlass vu Senningen un déi international Sécherheitsstandarden unzepassen.

An da kommen ech zu deenen zwee leschte Projeten, déi iwwert dee Fong lafen. Deen éischten ass d'Konstruktioun vun Gebailechkeete fir Ponts et chaussées a fir d'CFL zu lechnach, deen zweeten de Bau vun engem Dépôt fir Ponts et chaussées a fir d'Gestion de l'eau um Fridhaff. Dës leschten Dépôt wäert den aktuellen Dépôt vu Ponts et chaussées zu Gilsdorf ersetzen, well deen Terrain gebraucht gëtt

fir d'Besoine vum Lycée technique agricole, dee jo do entsteeft.

Här President, ech kommen zu de Projeten, déi iwwert d'Fonds publics scolaires lafen an deemno d'Schoulinfrastrukture betreffen. Dat sinn der dräi an dësem Joer.

Deen éischte Projet besteet aus der Reorganisatioun vum gesamte Site ronderëm de Lycée technique vun Ettelbréck. Well de Lycée technique agricole, dee sech op där anerer Säit vun der Avenue Salentiny befënnt, op Gilsdorf plënnert, kann dëst Gebai, wat elo zu Ettelbréck steet, duerno zum Deel ofgerappt an zum Deel renovéiert ginn. Dat erlaabt, en neie Schoulcampus ze schafe vu ganzer sechs Hektar, an dat fir de Lycée technique vun Ettelbréck.

Den zweeten Schoulprojet ass en neie Lycée fir 1.200 Vollzäitschüler a 680 Schüler am sougenannte Régime concomitant, déi eng Berufsausbildung absolvéieren. Dës Lycée ass souwuel fir den ënneschten Zyklus vum Enseignement secondaire classique wéi och fir sämtlech Cyclé vum Enseignement secondaire général geduecht a soll an der Peripherie vun Ierpeldeng am Norde vum Land entstoen, dëst op enger Fläch vun ongeféier 5,8 Hektar. An dee Lycée wäert och, wéi an all anere Lycéien, eng Sportshal integréiert ginn.

Den drëtten Schoulprojet bezitt sech dann op déi méi eeler Generatioun. Et geet ëm den Ausbau vun der Uni Lëtzebuerg um Campus vum Kierchberg. Hei geet et drëms, souwuel d'Fakultéit vum Droit, der Economie an de Finanzen zesumme mam Max-Planck-Institut an deem Quartier ënnerzebréngen. Zu deem Zweck wäert d'Annex vum Lycée technique du Centre, déi schonn haut vun der Uni genotzt gëtt, ofgerappt an nei gebaut ginn, während de Bâtiment Henri Tudor bestoe bleift. Zousätzlech ass och virgesinn, datt d'Fondation Losch e Gebai mat neien Auditorië fir d'Uni wäert realiséieren.

Domat kommen ech da bei den nächste Fong, de Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux. An dee Fong gëtt just ee Projet ageschriwwen, an zwar de Bau vun enger neier Opfangstruktur fir zousätzlech 240 Demandeurs de protection internationale um Terrain vum Foyer Don Bosco um Lampertsberg, dëst an direkter Proximité zum Foyer Lily Uden, deen zanter 2015 funktionnéiert.

Hei wëilt ech betounen, datt dës Projet nëmme realiséiert gëtt, wa kee Wee méi derlaanscht féiert, zousätzlech d'P1en um Lampertsberg respektiv an der Stad unzesidelen. Prioritär muss et am Kontext vum Accueil vun de Flüchtlinge jo drëms goen, de Bau vun neien Opfangstrukture fir d'P1en ze dezentraliséieren a se méi équilibréiert am Land ze verdeele wéi bis elo, wou ech gäre soen, datt d'Stad Lëtzebuerg, niewent enger Rei anere Gemengen, schonn eng grouss Verantwortung iwwerholl huet an datt et och u Gemengen ass, déi nach keng Flüchtlingen hunn, sech dozou ze bekennen.

Jiddefalls ass et héich Zäit, datt de Foyer Don Bosco, deen aus de 60er Jore staamt, ofgerappt gëtt, well et kengem Mënsch méi zouzemuenden ass, an deem Gebai ze liewen. An et ass och kloer, datt dat Gebai vun der Substanz hier net méi gerett ka ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e weidere Fong, deen ugezaapt gëtt, ass dann de Fonds des routes, wéi ëmmer, iwwert deen dräi Projete solle finanziéiert ginn.

Deen éischten ass zu Réimech geplangt - ech kucken op den Här Kox -, wou d'Esplanade nei aménagéiert soll ginn, dëst ënner anere mat der Realisatioun vun zousätzlechen Héichwasserschutzmoosnamen, dem Bau vun enger neier Vëlospist - wat jo eng flott Saach ass fir d'Touristen, mä net nëmme -, dem Redressement vun der Route du Vin an dem Ausbau vum Quai fir Croisiërschëffer, déi jo schéngen e grouse Succès zu Réimech ze hunn.

De gesamte Projet besteet aus siwen Deelprojeten, déi d'Ponts et chaussées an Zesummenaarbecht mat der Stad Réimech ausgeschafft hunn. Hei läit schonn en estimative Budget vir an dee bedréit 16 Milliounen Euro. Aus Zäitgrënn ginn ech och hei net an den Detail, verweisen awer ganz gären op Pläng, déi ech lech zouschécken, wann Der se wëllt hunn.

Den zweeten Projet vum Fonds des routes féiert an den Norden, an zwar op d'N7 - ech kucken elo an eng aner Richtung -, wou bekanntlech vill Accidenter geschéien a wou sech eng Rei Sécherheitsmoosnamen opdrängen opgrond vun zwee Sécherheitsauditen, déi op der Streck duerchgefouert gi sinn.

Wat ass konkret geplangt? Éischten geet et drëms, eng Leitplank an der Mëtt vun der Strooss op enger Streck vun 18 Kilometer ze errichten. Dës Moosnam betrëfft déi Tronçonen, déi dräispureg verlafen a wou d'Gefor erwisenermoossen am gréissten ass.

Zweetens huet den Audit och erginn, datt d'Kräizunge solle sécuriséiert ginn, dëst duerch eng ganz Rei Moosnamen, déi och an engem deemspriechenden Dokument festgehal sinn an déi ech lech ganz gären zoukomme loosson, wann dat lech interesséiert.

En drëtten a leschte Projet, Här President, deen iwwert de Fonds des routes soll finanziéiert ginn, betrëfft d'Suppressioun vum Passage à niveau PN17 zu Walfer. Domat verbonnen ass de Bau vun enger Ennerféierung fir de motoriséierten Trafic a fir d'Mobilité douce, dat heescht de Foussgänger an de Vëlofuierer. Zweetens awer och de Bau vun enger Ennerféierung fir Foussgänger op der Héicht vum zweete PN, de PN16, an d'Mise en conformité vum Arrêt Walfer, deen ënner anere behënnertegerecht wäert ëmgebaut ginn.

Schlussendlech kommen ech bei zwee Projeten, déi iwwert de Fonds du rail lafen a sech deemno op d'Eisebunnsinfrastrukture bezéien. Beim éischten Projet handelt et sech ëm d'Erneuerung an ëm d'Modernisatioun vun der Gare vu Klengbetten. Nieft der Erneuerung vun de Quaien, déi fir Persounen mat ageschränkter Mobilitéit wäerten ëmgebaut ginn, gëtt och en neie Souterrain gebaut, deen de Park & Ride mam Quai intermédiaire - wéi e genannt gëtt - verbënt. Dës Quai gëtt bis zu der Rue du Chemin de fer ausgebaut, während dat aalt Stellwierk wäert ofgerappt ginn a Plaz wäert maache fir zousätzlech Abrien an enger gehëtzer Halle d'attente, soudatt ee ka soen, datt dës Gare vill méi benotzerfrëndlech wäert ginn, wéi se bis elo ass.

Och dës Projet ass scho méi ausgeräift, soll tëschent 2017 an 2019 realiséiert ginn, an dëst fir 14 Milliounen Euro, den Estimatiounen no.

Den zweeten Eisebunnsprojet, Dir Dammen an Dir Hären, besteet aus der Aféierung vun sougenannte Systeme automatisé d'information aux voyageurs, op dee scho laang gewaart gëtt. Dës System ass geduecht, fir d'Clienté souwuel akutesch wéi och visuell op sämtleche Gare an Haltestelle vum Land iwwert déi real Zäitschinn vun den Zich ze informéieren. Dat heescht, datt d'Passagéier ganz geziilt op eng uniformiséiert Manéier iwwer eventuell Retarde vun den Zich an d'Bild gesat ginn a genee wëssen, wéini den Zuch dann elo ukënn. Ech weisen lech d'Bild, wéi déi Tableaux wäerten herno ausgesinn. Dat ass en Affichage, deen op alle Gare wäert deeselwechte sinn.

(Mme Josée Lorsché montre une documentation à la Chambre des Députés.)

Här President, domat hunn ech déi 18 Projeten esou gutt wéi méiglech resümiéiert. Mat verschiddenen Nuancen, jee no Interessen a perséinlechen Präferenzen, géif ech emol mengen, hunn d'Membere vun der Kommissioun d'Lëscht vun de Projeten an der Sëtzung vum 6. Oktober 2016 eestëmmeg ugeholl. An deem Sënn iwwerreechen ech lech, Här President, eng deemspriechend Motioun, déi vun de Vertrieeder vun der LSAP, der DP, déi gréng, ADR an déi Lénk ënnerschriwwen ass an d'Regierung opfuert, déi néideg Etüden ze realiséieren, fir datt d'Projeten iwwerhaupt kënnen ëmgesat ginn.

Motion 1

«Grands projets d'infrastructure de l'État»

La Chambre des Députés

Vu

- la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure;

- la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics;

Considérant

- l'avis de la Cour des comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001;

- la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité;

- les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructure dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

- la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion «grands projets d'infrastructure Travaux publics» du 23 octobre 2008;

- le fait que ladite procédure répond aux préoccupations formulées dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

- la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros;

- la liste des projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD) à charge du département du Développement durable et des Infrastructures, présentée lors des séances du 22 septembre et du 6 octobre 2016 de la Commission du Développement durable;

- la présentation détaillée des différents projets que les responsables du Ministère du Développement durable et des Infrastructures et de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois ont fournie à la Commission du développement durable;

- l'avis favorable que ladite Commission a émis pour chaque projet qui lui a été présenté;

Marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2017 afin de garantir les objectifs suivants:

a. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics administratifs

- Construction d'une auberge de jeunesse et des structures d'accueil à Ettelbruck

- Construction d'un dépôt des Ponts et chaussées & Gestion de l'eau au Fridhaff

- Centre polyvalent de la petite enfance Kirchberg (CPE1 & CPE2): nouvelles constructions

- Auberge de jeunesse à Vianden: rénovation et assainissement

- Bibliothèque nationale, rue Notre-Dame: création d'une Galerie d'art nationale et élaboration d'un projet de logements en étroite concertation avec la Ville de Luxembourg

- Villa Louvigny à Luxembourg: rénovation et assainissement

- Construction d'un nouveau Centre national de crise: sécurisation du site «Château de Senningen»

- Construction de dépôts et ateliers pour les besoins des Ponts et chaussées et d'un hangar CFL à Echternach

- Palais de la Cour de justice européenne: mesures de sécurité

b. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics scolaires

- Lycée technique Ettelbruck: réaménagement et extension de l'ancien Lycée technique agricole

- Construction d'un nouveau Nordstad-Lycée à Erpeldange

- Réaménagement du site de l'Université du Luxembourg: Faculté de Droit, d'Économie et des Finances et Institut Max Planck à Luxembourg-Kirchberg

c. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux

- Nouveau centre pour demandeurs de protection internationale sur le terrain du Foyer Don Bosco (Foyer Lily Uden II) au cas où le grand afflux de DPI persiste et rend cette nouvelle construction indispensable

d. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds des routes

- Réaménagement de l'Esplanade de Remich

- Réaménagement de la N7

- Suppression du PN17 et aménagement d'un passage inférieur pour trafic motorisé et mobilité douce sur le CR125 menant vers Stafelter à la hauteur du PN17 à Walferdange

e. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds du rail

- Gare de Kleinbettingen: renouvellement et modernisation des installations fixes

- Aménagement aux gares ferroviaires d'un système automatisé d'information aux voyageurs.

(s.) Josée Lorsché, Gast Gibéryen, Gusti Graas, Roger Negri, David Wagner.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng), rapportrice.- Ofschleissend drécken ech deene villen an äifrege Mataarbechter a Mataarbechterinne vum MDDI, vun der Administration des bâtiments publics, vu Ponts et chaussées an CFL

nach e grousse Merci aus fir déi detailléiert Erklärungen, déi si eis an der Kommissioun ginn hunn, a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da kënnen mer zu der Diskussioun iwwer goen. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Aly Kaes.

Débat

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann ee soen: „alle Jahre wieder“, well mer sinn all Joer hei, fir dann déi grousse Projeten an där doter Form ze diskutéieren, esou wéi d'Madamm Lorsché, där ech, fir unzefänken, villmoos Merci soe fir hiren exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, dat och schonn hei gesot huet. E Rapport iwwert den Diskussiounspabeier vun dëser dach wichtiger Prozedur, mam Zil, scho fréi am Laf vun där Prozedur den Accord de principe vun der Chamber fir gréisser Infrastrukturprojeten ze kréien.

Duerno ass et jo da bekanntlech un der Comexbu, fir de Suivi financier vun den Dossieren ze maachen. An et muss ee scho soen, datt, zënter datt et d'Prozedur gëtt, 2006, et ass scho gesot ginn, u sech d'Dépassementer dach awer vill méi kleng gi sinn.

Zu de Projekte selwer brauch ech wierklech net an den Detail ze goen. D'Madamm Lorsché huet dach engersäits gemaach, an anerersäits, well einfach d'Projeten - an och si huet dat schonn erwänt - nach diermoossen an de Kannerschong stiechen, oder déi meescht Projeten, kann an dësem Moment net allze vill iwwert d'Detailer vun de Projekte gesot ginn.

Allgemeng kann ee feststellen, wat begrëssenswürdig ass, datt eng Rei Infrastrukturen geschaaft ginn, déi gutt sinn, fir Lëtzebuerg am Tourismus virunzibréngen, wéi zum Beispill déi nei Jugendherberg zu Ettelbréck op där neier Gare, déi domadder also och direkt un den öffentliche Transport ugebonnen ass. An dann eng zweet Infrastruktur, wéi et jo och scho gesot ginn ass, déi eng Rei Organisatiounen behertbergt am méi soziale Beräich.

An da gëtt gläich am Norden nach eng zweet Infrastruktur an där Hisiicht geschaaft, an dat an der Stad Veianen - oder an der Stad Veinen, wann een dat gär richteg seet -, an zwar ebefalls, wéi gesot, eng Jugendherberg mat honnert Plazen. Dëst ass extrem wichteg fir den Zentrum vu Veianen an u sech ass et och an engem Gebai, wat jo virun e Centre intégré war a wat u sech en Ensemble mat där dach beschtkanntter Trinitariierkierch vu Veianen duerstellt. An deem Ensemble soll dann och heimadder - Dir gesitt also, viles geet awer mateneen -, deem Ensemble soll dann op jidde Fall och heimadder opgewäert ginn.

Bon, et muss een natierlech elo kucken - hei ginn 200 Plazen an deem Beräich geschaaft -, datt dës Infrastrukturen an der Zukunft och esou public gemaach ginn am In- an Ausland, fir datt se och optimal kënne genotzt ginn.

Da gouf en an den Diskussiounen an an de Pabeiere vun där zoustänneger Kommissioun en Dossier iwwert d'Nationalbibliothék, wou et drëm gaangen ass, 35 Logementer fir Jonker ze schafen, déi Schwiereregkeeten hunn, um Wunnengsmarché Fouss ze faassen.

Wann ech elo gutt nogelauschtert hunn, dann ass dat nuanciert emdisponiert ginn an elo, an Zesummenaarbecht mat der Stad Lëtzebuerg, sollen an Zukunft an dat Gebai, dat dann net méi als Nationalbibliothék genotzt gëtt, Wunnenge kommen. An et gëtt sech net méi spezifesch op eng Kategorie fokusséiert, mä et sollen allgemeng, an Zesummenaarbecht mat der Stad Lëtzebuerg, Wunnengen do geschaaft ginn. Dat ass op jidde Fall fir d'CSV och méi sennvoll an d'CSV kann och dat neit Element absolutt ënnerstëtzen.

Hei soll dann och eng Kongschtgalerie realiséiert ginn. Ech mengen, et ass kloer, datt d'Kongscht ganz wichteg ass an absolutt soll ënnerstëtzt ginn. D'Fro ass natierlech, ob een an deem Gebai dann elo nach eng Kongschtgalerie soll implantiéieren. Ech wëll och an deem Kontext den Här Minister froen, ob effektiv och an deem Dossier d' Stad Lëtzebuerg mat agebonne war oder agebonnen ass, well dat Gebai jo awer am Häerz vun der Stad läit a jo och eng gewësse Geschicht huet.

Dann ënnerstëtzt d'CSV, wat och eng ganz laang Forderung war, fir d'Uni Lëtzebuerg net ganz aus der Stad erauszehuelen, ënnerstëtzt natierlech d'CSV, datt d'Uni Lëtzebuerg u sech weider mat engem wichtige Deel um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg bleift. Mir wëlle vum Här Minister dach awer wëssen, wat dann elo um Lampertsberg, wann et do schonn Informatioun gëtt, am Detail mat deene Gebaier geschitt, wou jo elo de Moment nach d'Uni Lëtzebuerg dran ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Bau vun engem Dépôt fir Ponts et chaussées um Fridhaff a vun Infrastrukturen vun der Gestion de l'eau, dat ass eng sennvoll Emsiidlung vun dëse Servicer aus der Gilsdorfer Strooss, wou jo an der Proximitéit eng ganz Rei vu Schoulinfrastrukturen scho präsent sinn, an zwar am Secondaires-Beräich, a wou jo dann och no bäi d'Akerbauschoul gebaut gëtt. Hei gëtt sécher domadder Plaz fréi fir schoulno Infrastrukturen, wéi zum Beispill en Internat oder Sportinfrastrukturen.

An deem Kontext wollt ech och den Här Minister da froen, wéi et em déi Dikrecher Schwämm steet, déi jo vum Stat iwwerholt ginn ass a wou haut scho bei Wäitem net genuch Méiglechkeete sinn, fir datt all déi Schoulen optimal hire Schwammsport kënne ausüben. Et leien iwweregins och scho méi laang déi eng oder déi aner Demanden do vun Nopeschgemengen, fir sech kënne an där Schwämm do definitiv och Stonnen ofzesécheren. Gëtt déi Schwämm erweidert? Gëtt se moderniséiert? Wat geschitt mat där Dikrecher Schwämm?

De Bau vun engem neie Centre national de crise an d'Sécurisatioun vum Senninger Schlass si Saachen, wou mer jo virun e puer Joer nach guer net dru geduecht hätten. Mä leider ass et d'Entwécklung an eiser Welt, déi dat ganz einfach néideg mécht. Duerfir kënne mer dat och nëmmen ënnerstëtzen.

An déiselwecht Problematik reie sech natierlech och d'Aarbechten a betreffend d'Sécherheitsmoosname bei der Cour de justice européenne.

Ech wëll och ausdrécklech d'Investitiounen am Beräich vun de Schoulen begrëssen. Dëst si Projete vun enger nationaler Importenz a se mussen zäitno realiséiert ginn. Ech wëll se elo net nach eng Kéier opzielen. Et ass och déi eng oder déi aner Infrastruktur, déi zu Ettelbréck oder no bei Ettelbréck realiséiert gëtt, wat ech perséinlech natierlech nëmme ka begrëssen.

E wichtige Projet, fir Leit an Nout ze hëllefen, ass den neien - d'Madamm Lorsché huet et scho gesot - Centre pour demandeurs de protection internationale um Terrain vum Foyer Don Bosco, de Foyer Lily Uden II. Hei fannen 240 Flüchtlinge Plaz, also duebel esou vill wéi an deem Zenter, dee schonn do besteet. Et ass wichteg, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, datt mer deene Menschen eng adequat Struktur kënne ubidden. Si hu schonn oft en traumatisches Parcours hanner sech, an da mussen mir hinnen einfach ugepassen Ofanginfrastrukturen ubidden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss awer soen: Wat d'Solidaritéit - an et ass virun och scho bei der Rapportrice esou ugeklongen - op dësem Niveau ubelaangt, wëll ech awer hei och nach eemol erwänen, datt et eng Rei Gemenge gëtt, jo, déi ganz konstruktiv matschaffen. Anerer hunn awer vill méi Reizenzen. Fir déi Gemengen, wéi zum Beispill d'Gemeng Tandel, an dat kann ech mat rouegem Gewësse soen,...

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Jo, et kann een elo hei „aah“ soen. ...déi scho laang ugebueden hunn - an den Här Minister kann dat bezeien -, honnert Leit - an dat ass proportional zur gesamter Bevëlkerung nawell guer net esou schlecht - opzehuelen, ass d'Infrastruktur, déi vum Stat gebaut soll ginn, leider nach ëmmer net do. Wann een do gesäit, wéi aner Länner kuerzfristeg mussen vill Logementer zur Verfügung stellen, ech mengen, da mussen mir eis och Moyene ginn, vill méi schnell se reagieren, wéi dat leider awer bis elo de Fall ass.

Bon, wat de Fonds du rail ugeet, esou ass nieft dem Projet vun der Gare zu Klengbetten virun allem den automatisierten Informationsservice fir Zuchclenienten ervirzehuelen, well jiddwereen, dee mam Zuch ënnerwee ass, heiduerch méi - natierlech méi - Confort huet an och sécher ass, all néideg Informatiounen iwwert d'Verbindingen och en temps réel matgedeelt ze kréien. Nodeems d'Stater Gare a Miersch scho mat dësem System équipiert sinn an Ettelbréck als ëmmerhin zweetgréisst Gare och elo geschwé soll un de System ugeschloss ginn, hoffen ech, datt de System schnellstméiglech flächendeckend fir all Garen ëmgesat gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend kommen ech dann elo zu de Projete vum Fonds des routes. De Réaménagement - et ass och scho gesot ginn - vun der Esplanade zu Réimech ass e wichtige Projet fir d'ganz Regioun. Ech mengen, den Här Kox gëtt mer do recht, well, wéi Der alleguerte wësst, ass Réimech, jo, et kann ee soen, d'Pärel vun der Musel, nieft dem...

(**Brouhaha**)

Gitt mer eng Chance, gitt mer eng Chance!

Ech si jo net fäerdeg!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Schengen...

► **M. Aly Kaes (CSV).** - ...nieft dem Kollege Léon Gloden senger Muselmetropol Gréiwemaacher ee vun den touristeschen Unzëungspunkten vun der Regioun. An dowéinst ass et wichteg, datt d'Esplanade gutt aménagéiert ass.

Zäitgläich gi jo dann d'Aarbechten un der Route...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, déi zweet Rei dohannen ass elo emol roueg!

(**Hilarité**)

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Merci, Här President.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Voilà! ...un der Route du Vin gemaach. D'Vélospist gëtt dann och realiséiert. An dann, wat fir Réimech ganz speziell a wat ganz wichteg ass, ginn och, esou wéi et scho gesot ginn ass, eng ganz Rei vun Héichwaassermoosname getraff. Well et ass keen, dee besser weess, wéi problematesch datt dat ass wéi dee Réimecher Buergermeeschter, well hien ass bal all Kéiers derbäi, wann et heescht Héichwaasser.

Aus Sécherheetsgrënn ass och de Projet, dee virgesäit, zu Wälfen um CR125 a Richtung Stafelter de Passage à niveau 17 duerch e Passage inférieure ze ersetzen, richteg a wichteg.

Dir gesitt, ech hu bis elo bal nëmme ganz positiv geschwat, Här President.

(**Interruption**)

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, Madamm Presidentin, entschëllegt. Ech gesinn en dohanne stoen, den Här President.

Ech weess natierlech, datt Der all drop waart. Jo. Duerfir kommen ech dann elo zum Réaménagement vun der N7.

► **Plusieurs voix.** - Aah! Très bien!

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Dëse Projet, dee fir mech alt erëm just eng, jo, soe mer, Tëschenetapp Richtung véier Spure kann duerstellen, geet zréck op zwee Sécherheitsauditen aus de Joren 2007 an 2011. Et handelt sech ëm en Tronçon mat zwou plus eng Spuren op enger Längt vun 18 Kilometer. Dat Ganzt huet awer 40 Kilometer tëschen dem Rond-point Fridhaff an der belscher Grenz. Hei gëtt engersäits eng Trennung tëschen de Spure virgesinn an och verschidde Plaze solle gesécher ginn. Et ginn och Konzepter definéiert, wéi déi geféierlech Kräizunge Fléiber, Rouderssen, Duersch a Lauduer kënne réaménagement ginn an, wéi ech scho gesot hunn, méi sécher gemaach ginn.

Doriwwer eraus gëtt och analyséiert, wéi en Impakt eng zentral Trennung op d'Konfiguratioun vun de Kéieren huet a puncto Sécherheet an och de Contrainten, déi et do gëtt, wéi zum Beispill den Accès op déi verschidde Terrainen an natierlech d'Accessibilitéit fir d'Services techniques an d'Rettungsdéngschter.

Schlussendlech soll nach gekuckt ginn, jo, ob eng Vélospist ka bei der N7 ageplangt ginn, fir d'Mobilitéit vun de Cyclisten an der Regioun ze férdere.

Kolleginnen a Kollegen, Madamm Presidentin, ech kann et net oft genuch soen: Dëst ass alles just Gepléischters an ass einfach net zukunftsorientéiert fir d'Entwécklung vum Norde vun eisem Land! Dat Eenzegt, wat den Awunner vun der Regioun eppes bréngt an och wierklech eppes zur Sécherheet op der ganzer Streck bäidréit, ass den Ausbau vun der N7 op zweemol zwou Spuren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Well et muss ee jo wëssen, datt et elo schéin a gutt ass, datt 18 Kilometer vun där N7 mat Leitplanken an der Mëtt gesécher ginn. Esou wéi ech et scho gesot hunn: Et bleiwen dann awer nach ëmmer 22 Kilometer, déi ongesécher sinn. A wat fir Accidenter do kënne geschéien, hu mer jo leider erëm eng Kéier de leschte Weekend gesinn. An, souvill wéi ech informéiert sinn, ass schonn nees haut tëschen Maarnech an Housen en Accident geschitt, wou méi Autoen dra verweckelt sinn a wou et anscheinend och Blesseierter gi sinn.

Jo, da war ech de Moie bei der Presentatioun vum Budget derbäi. An do huet de Finanzminister op dëser Plaz hei Folgendes gesot: „Déi Problemer, déi mer all kennen, fir moies op d'Aarbecht ze kommen an owes erëm zréck, sinn awer net eng Konsequenz... oder sinn net déi direkt Konsequenz vum héije Wuesstum. Si sinn eng Konsequenz dovunner, dass de Wuesstum iwwer Joren net richteg encadréiert gouf an d'Infrastrukturen net matzäit ugepasst goufen.“

Wann dat dann esou soll richteg sinn, wéi den Här Gramegna dat de Moie gesot huet, dann

dierf dës Regierung kee Moment zécken an net deeselwechte Feeler nach eemol maachen an d'gesamt Streck esou séier wéi méiglech op zweemol zwou Spuren ausbauen.

Da wëll ech awer och nach eng kleng Remarque maachen, Här Minister. Ech fannen et drolleg, wann Der zu Houschent an zu Maarnech d'Bauere gewart hutt, datt en Ausbau vun zweemol zwou Spuren dach awer e Verloscht vu villen Terrainen géif no sech zéien, dann awer elo gläichzäiteg d'Absicht hutt, eng Vélospist op der ganzer Streck ze realiséieren. Nächst, wierklech näischt, Här Minister, géint eng Vélospist, au contraire, awer hei muss d'Prioritéit op enger fonctioneller a sécherer Strooss leien. A mam beschte Wëllen: Ech kenne keen, deen all Dag vu Sankt Vith an d'Stad mam Vélo schaffe fiert!

Bon, éier ech zu engem dach awer nach méi perséinlech a vläicht och méi witzegen Ofschluss kommen,...

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Aly Kaes (CSV).** - ...ginn ech dann awer, och wa mer d'Motioun net ënnerschriwwen hunn, den Accord vun der CSV-Fraktioun zu de Projeten alleguerten, mä ech soen och ganz kloer: Ech hunn et net iwwert d'Häerz bruecht, fir déi Motioun ze ënnerschreien, well do awer d'N7 net wäit genuch geet.

(**Interruption**)

Ech wollt awer dann ofschléissend mat enger klenger Anekdot déngen. Här Minister, ee vun den Exponenten vun Ärer grénger Partei am Norden huet viru Kuerzem, jo, dem honorabelen Här Claude Adam Folgendes gesot...

(**Brouhaha**)

...- ech zitieren -: „Dee Kaes dreemt vun Autobunnen a baut Vélosweeër, an eise Bausch, deen dreemt vu Vélosweeër a baut Autobunnen.“ Dëst gesot, soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

(**Brouhaha**)

Ass et eng Fro?

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Jo. Merci, Här Kaes. Ee Moment, den Här Adam wëllt lech eppes froen oder e Kommentar maachen.

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Selbstverständlech, Här Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här Kaes, ech kennen déi Geschicht do. Ech hunn awer elo just... Dir hutt main Numm mat drabuecht. Dat do ass awer keng Ausso vu mir, oder?

► **Une voix.** - Neen!

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Dat hunn ech jo och net gesot!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Dann hat ech lech falsch verstanen. Ech war e bëssen erféiert.

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Neen, ech hu gesot...

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Ech war e bëssen erféiert. Gutt!

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Ech kann lech et nach eng Kéier virliesen.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci. Ech liesen et no. Ech liesen et no.

(**Brouhaha**)

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Ech hu gesot, dee Mann vun Ärer Partei, deen hätt bei lech dat hei gesot.

► **Une voix.** - Wat genee?

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Ech hunn dat gesot.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Sou! Also, lues!

► **M. Aly Kaes (CSV).** - An domadder soen ech lech nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Waart! Hei, den Här Arndt wëllt nach eppes soen. Dir misst stoe bleiwen!

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Selbstverständlech, Här Arndt.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - E Buergermeeschter aus dem Norden.

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Här Kaes, vu datt mer mat der N7 allen zwee betraff sinn an och oft drop ugeschwat ginn, froen ech mech awer, firwat datt an deem heite Moment d'CSV dee Pabeier hei net konnt ënnerschreien, well net méi drasteet wéi e Réaménagement vun enger N7. Wann elo méi explizitt drop



agaange gi wier, hätt ech lech verstanen, datt Der gesot hätt: „An der Mëtt eng Leitplank ze maachen, domat si mer net d'accord, wann dat drasteet.“ Awer hei steet kloer dran, de Réaménagement vun der N7 soll gekuckt ginn. Firwat ënnerschrëft dann d'CSV dee Pabeier hei net mat?

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Majo, ech kann lech eng ganz einfach Antwort ginn. Wann Der gutt nogelauschtert hutt, da stëmmt d'CSV dee Pabeier. An domadder huet d'CSV jo dann och den Accord ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Exzellente.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Sou! Merci, Här Kaes. Als nächsten ageschriwwene Riedner kënnst du den Här Roger Negri. Elo gi mer an de Süden. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Merci, Madamm Presidentin.

(Brouhaha)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- E bësselche Rou am Sall, wann ech geflitt!

Här Negri, fuert lass!

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Villmools Merci, Madamm Presidentin. Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech der Rapportrice, der Madamm Josée Lorsché, villmools Merci soe fir hiren exzellente Rapport, dee ganz komplett war an zu deem mer och haut den Accord de principe ginn; wuelverstane fir d'Etüden ze entaméieren an net fir déi definitiv Projeten. Ech mengen, dat gëllt fir all déi Saachen, wou mer och elo diskutéiert hunn, wou ech herno nach eng Kéier spéider wëll och awer dozou schwätzen.

Zanter 2006, wou dës Prozedur besteet, huet sech jo déi wirtschaftlech Situatioun weltwäit an och zu Lëtzebuerg staark verännert; am Ufank no ennen an de Moment no uewen. Trotzdem, a grad an Zäite vun enger méi schwacher Konjunktur, hu mir ëmmer d'Investitiounen an eis Infrastruktur op engem héijen Niveau gehalen. Mir konnten eis dat leeschten, well mer virun der Finanz- a Wirtschaftskris eng gutt Ausgangssituatioun hatten. Mä et stécht derhannert och d'Umwertung, dass ee grad a méi schwéieren Zäiten d'Ekonomie net dierf ofwiergen an dass ee sech einfach doutspuert.

Wichtig ass dann awer, dass een esou investéiert, dass déi kommend Generatioun, déi jo muss d'Scholden ofdroen, déi haut gemaach ginn, vun dësen Investitiounen och ka profitéieren. Dat kann op eng indirekt Manéier sinn, wann dank deene gudden Infrastrukturen de Standuert Lëtzebuerg attraktiv gehale gëtt an och déi nächst Generatiounen eng gutt ekonomesch Situatioun virfannen, déi hinnen deeselwechten Handlungsspillraum léisst, dee mer haut hunn.

Et gëtt awer och, wéi mer dat hei gesinn, Projeten, déi der jonker Generatioun op méi eng direkt Manéier Notze bréngen. Dat treëft op eng Rei Projeten zou, déi mer dës Joer virgeluecht kritt hunn.

Als Éischt wëll ech d'Schoulinfrastruktur am Norde vum Land ervirhiewen. Esou gëtt zu lerpeldeng en neien Nordstad-Lycée gebaut, wou herno bis zu 1.200 Schüler kënnen regulär an d'Schoul goen an och nach eng Kéier 680 an engem Régime concomitant kënnen schaffen goen. Da gëtt och weider am Norden de Lycée technique zu Ettelbréck ëm- an ausgebaut, an dat nodeem d'Ackerbauschoul zu Gilsdref ass.

D'LSAP begrëisst dës Projeten, well et an eisen Aen eng vun deene ganz wicHTegen Aufgabe vum Stat ass, derfir ze suergen, dass eis Kanner a jonk Leit gutt Ausbildungsméiglechkeeten hunn, an dat onofhängeg dervun, a wat fir enger Regioun vum Land si wunnen.

Genausou positiv bewäerte mer deemno och den Ausbau vun der Infrastruktur vun der Uni Lëtzebuerg. Dat ass bekanntlech e laangwierige Prozess, deen an Etappe vollzu gëtt. Souwéi déi nei Gebaier um Site vum Belval fäerdeg sinn, kann dee Moment de Campus Kierchbierg fir d'Fakultéite vum Droit, der Ekonomie an de Finanzen zesumme mam Max-Planck-Institut realiséiert ginn. Dat ass dann d'Geleehheet, al Gebaier ofzerappen an dee Campus no de Besoine vun haut ze aménagéieren.

Investitiounen, déi deene Jonken zeguttkommen, beschränke sech awer net nëmme op d'Schoul. Dat fänkt bei deene ganz klengen

un, déi Crèchèplaz brauchen. Do ginn um Kierchbierg elo zwee nei Gebaier fir e Centre polyvalent de la petite enfance gebaut, déi déi al Gebaier ersetzen, an deenen nach Asbest-leider - verbaut gouf. Et handelt sech heibäi ëm eng Infrastruktur fir d'Kanner vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg fir d'Europäesch Kommissioun respektiv fir d'Europäesch Parlament schaffen. An dofir gëtt de Projet och vun der Europäescher Unioun bezuelt. Allerdéngs ass de Lëtzebuurger Stat Bauhär a muss dat Geld virstrecken.

D'LSAP begrëisst ganz besonnesch, dass op der Lëscht, déi de Minister eis virgeluecht huet, och e Projet ass, wou Logementer fir Jonker geschafe ginn, déi aus ënnerschiedleche Grënn net méi bei hiren Eltere kënnen wunnen, mä deenen hir perséinlech Situatioun et net erlaabt, ouni Hëllef um Wunnengsmaart eppes ze fannen. A Kombinatioun mat engem entsprechenden Encadrement ass dat fir déi Betreffen eng seriö Chance, fir op hir eege Féiss ze kommen.

Domat gëtt dat Gebai vun der Nationalbibliothék, wou fréier emol de Kolléisch war, op eng positiv Manéier nei genotzt. Dee Projet, dee gëtt jo och, wa mer richteg informéiert sinn, wéi d'Madamm Rapportrice gesot huet, zesumme mat der Gemeng Lëtzebuerg gebaut. An dat gëtt jo dann och do diskutéiert, an do wäre meng zwee Kollege Marc Angel a Franz Fayot ganz staark drun interesséiert, och matagebonnen ze ginn op där Plaz vun der Gemeng, éier dee Projet finaliséiert gëtt, well et da jo e Kofinanzement och do gëtt.

Madamm Presidentin, eng flott nei Bestimmung kritt ebenfals dat fréiert Altersheem zu Veianen, dat sech op engem historesch Site befënnt an an Zukunft ëmfonctionnéiert soll ginn an eng Jugendherberg. Genausou wéi déi nei geplangte Jugendherberg zu Ettelbréck sinn dat zwee Projeten, déi engersäits vu Jonken natierlech kënnen genotzt ginn an andersäits eis touristesch Offer am Norde vum Land verstärke wäerten an domat och vum ekonomesche Standpunkt hier Sënn maachen.

Niewent deene Projeten, déi ech elo opgezielt hunn an déi un éischer Stell vu Jonke wäerte genotzt ginn, gëtt et natierlech awer och aner noutwendeg Aarbechten, déi aus ënnerschiedleche Grënn musse realiséiert ginn. Wann zum Beispill duerch de Bau vun neie Schoulgebäier zu Gilsdref den Dépôt vu Ponts et chaussées verschwennt, muss natierlech dofir en neie Site gesicht ginn.

Wa sech nei Sécherheitsrisiken erginn, läit et op der Hand, dass eenzel Gebaier, déi an deem Kontext relevant sinn, un déi nei Situatioun mussen ugepasst ginn. Dat gëllt an dësem Fall fir den Europäesche Geriichtshaff, awer och fir den neien nationale Krisenzenter um Site vum Sennenger Schlass.

Sécherheitsfroen spillen allerdéngs och eng Roll bei de geplangten Investitiounen aus dem Fonds des routes an dem Fonds du rail. Dat betrëfft am Strossebau de Mëtzelsträifen, deen op der N7 soll aménagéiert ginn, fir ze verhënnere, dass e Gefier kann op d'Géigespur geroeden. Do stellt sech och d'Fro, ob een net hei misst eng Tempolimit op där Streck aféieren op 90 Stonnekilometer.

Well déi Fro, déi virdu gestallt ginn ass, op déi ech awer elo vläicht keng Antwort wëll, ass déi Saach mat der Zweespuregkeet a béid Richtungen, ob dat tracéméisseg elo méiglech ass oder net. Ech mengen, de Moment op dräispurege Stroossen, wësse mer, kënnen mer mat 110 Stonnekilometer fueren. Wéi mer d'lescht Kéier an der Kommissioun gesot kritt hunn, ass d'Tracéierung och zu enger méi héijer Geschwindegkeet ausgebaut ginn, sengerzäit.

Mä souwäit ech dat weess - ech sinn elo kee Stroossebauer, mä ech weess awer e bëssen am Eisebunnsecteur iwwer Tracéierung Beschued -, kann ech mer net virstellen, dass een do zweespureg kann an zwou Richtungen fueren, ouni dass et zu grëisseren Tracéierungsverännerunge kënnt. Dat heescht, d'Strooss kann net méi op där Plaz do bleiwen. Wa Kéieren hannerenee kommen, gëtt dat ganz schwéier.

Dofir ass déi Fro, déi ech wollt un den Här Minister stellen - ech weess elo net, ob dat hei elo e Projet gëtt, vu dass d'Etüd jo elo érischt gemaach gëtt -, ob dat en Dossier gëtt, wou muss e Gesetz gemaach ginn. Ob dat iwwer 40 Milliounen geet oder net, weess ech elo net, mä wann dat elo net sollt de Fall sinn, dat heescht, dass mer als Chamber net géifen domadder direkt befaasst ginn duerch e Gesetz, mengen ech, wär et awer interessant, wa mer iwwert de Verlaf vun deenen Etüden do kéinten informéiert ginn, wéi dat do géif goen. Well déi Suerg, déi virdrun ausgeschwat ginn ass vu mengem Virriedner, mengen ech, ass net nëmme eng Suerg vun him selwer oder vu senger Partei, mä ass och eng Suerg vun eis allegueren an och domadder vun der LSAP, dass mer

déi Strooss do, déi N7, wierklech och sécuriséiert kréien.

Ech mengen, mä Virriedner, den Aly Kaes, huet dat och gesot: De leschte Weekend war do erëm e schwéiert Accident, wou en Auto aus enger rietser Kéier gedroe ginn ass, déi duebelspureg war. An ech mengen, et ass natierlech ganz grav, wann op enger duebelspureger Strooss, déi elo de Moment net ofgeschéiert ass, wann een do frontal an en aneren Auto rennt. An deene Rietskéieren ass dat immens geféierlech. Dofir wär et einfach flott, wa mer do kéinten zesummen doriwuer informéiert ginn.

Mir ënnerstëtzen op jidde Fall dee Projet do vun deem Mëtzelsträifen, well mer ganz einfach der Meinung sinn, dass et och net aneschtens geet. Mä trotzdem, mengen ech, wäerten do am Detail awer nach eng ganz Partie Froen ze kläre sinn, zum Beispill och, ob do eventuell mussen zousätzlech Unterföhrunge gebaut ginn oder net. Dofir wär et interessant, fir gewuer ze ginn, wéi grouss deen Impakt vun deem Projet do am Endeffekt soll sinn.

Madamm Presidentin, da géif ech zu deem nächste Projet kommen, dat ass d'Ofschaffung vun deene geféierleche Passage-à-niveaux, am Sproochgebrauch d'Barriären, wéi mer soen op dem Eisebunnréseau. An deene vergaangene Joren hu mir scho vill Projeten ugehall, wéi zum Beispill dee vu Schëffleng, wou d'Aarbechte jo ganz gutt amgaange sinn. Do ginn direkt eng ganz Partie Barriären ofgeschafft. Dozou gi mir och hei den Accord de principe, fir dat zu Walfer ze maachen. D'Madamm Rapportrice huet dat schon ugeschwat. Mir mussen effektiv derfir suergen, dass no an no, iwwerall do, wou den Zuch fiert, d'Barriären ewechkommen.

Et géif mech dofir an deem Kontext interesséieren, Här Minister, wou mer do am Allgemengen dru sinn. Sou hu mer och op der Lëscht gesinn, dass dës Joer, an do si mer bei der Eisebunn, d'Moderniséierung vun der Klengbettener Gare op der Lëscht steet. Do géif et mech och interesséieren, fir wéini et hei géif zu enger Suppressioun vun der Barrière zu Klengbetten kommen.

Bon, do si mer eis bewosst, dass dat eng komplizéiert Saach ass. Do gëtt jo elo déi nei Bréck gebaut fir déi 25 KW Wiesselstrom, ob dat herno zu enger Contournement do kënnt, well op der Plaz selwer, d'Madamm Rapportrice huet gesot, dass do e Souterrain gebaut gëtt, mä dee Souterrain ass jo nëmme fir Velosfuere a Foussgänger, awer net fir d'Autoen. An ech mengen, dass dat awer do e reelle Problem bleift.

An déiselwecht Fro erlaben ech mer dann och ze stellen, Här Minister, wéi et zu Capellen do ausgesäit, fir do e Souterrain ze bauen, well mer do och an enger geféierlecher Stroossesituatioun sinn, mat engem S, engem sougenannten S, wou et ganz geféierlech ass, dass Autoen agequëtscht ginn. Dofir wär ech frou, wann den Här Minister eis kéint herno dorop eng Antwort ginn - zu Capellen, wann ech geflitt.

D'Passage-à-niveaue stellen net nëmme e Sécherheitsrisiko duer, si ënnerbriechen och de Verkéiersfloss a féieren, jee no Situatioun, zu enger Trennung vun Uertschaften. Wann eng Barrière duerch eng Unterföhrung ersat ka ginn, bedeit dat fir déi Uertschaften eng Verbesserung vun der Liewensqualitéit op net nëmme engem Niveau.

D'LSAP begrëisst natierlech och, dass generell Investitioune gemaach ginn, fir den ëffentlechen Transport an, wéi an dësem konkrete Fall, den Zuchverkéier méi attraktiv ze maachen. Modern a propper Garen, genuch Parkplazen derbäi an e gudde Service um Client sinn do wicHTeg Aspekter.

Et ass och wicHTeg, dass d'Informatiounen, déi d'Leit op der Gare kréien, liicht accessibel a korrekt sinn. Den neien automatiséierte System kann e wicHTege Bäitrag dozou leeschten. Et ass effektiv esou, dass am Moment aktuell d'Leit Informatiounen net onbedéngt esou kréien, wéi dat kéint sinn, wann en Zuch Verspéidung huet oder ausfällt an eventuell duerch e Busservice muss ersat ginn. Dat kann an Zukunft besser gi mat deenen neien Technologien, wéi de Minister dat och hei proposéiert huet, déi engem da géifen zur Verfügung stoen, fir deen dote Problem dann ze léisen.

Et mécht et sécher méi einfach, dass ganz vill Leit ëmmer méi e Smartphone hunn - wann en net explodéiert! Et kéint een da vläicht an Zukunft eng App ofrëieren, wou ee jidderzäit gewuer gëtt, wou grad e Chantier dru ass oder soss e Problem um Réseau ass, ob den Zuch Verspéidung kritt oder net.

D'LSAP op jidde Fall ass iwwerzeegt, dass all déi Projeten, déi mer haut virgeluecht kritt hunn, sënnvoll sinn an och noutwendeg sinn. Domadder géif ech dann och den Accord vu menger Fraktioun ginn, fir d'Etüde vun dësen

neie Projete virunzedreiwen. An domadder géif ech lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Merci, Här Negri. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Merci, Madamm Presidentin. D'Rapportrice an och meng Virriedner si praktesch schon duerch sämtlech Projete gaangen. Dofir wëll ech mech nëmme op e puer dann och beschränken.

Déi Projeten, déi haut virgestallt goufen, sinn u sech eng Antwort och op d'Erausforderung vun enger moderner Gesellschaft, wéi sech dat hei a Lëtzebuerg stellt. An ech wëll do op där enger Säit natierlech d'Mobilitéit als Éischt setzen an och nennen, awer och d'Bildung, déi eben de Lëtzebuurger Modell hei mat dem staarke Wuesstum virun eng grouss Erausforderung stellen. An op där anerer Säit, mengen ech, ass et awer och gradesou wicHTeg hei ze betounen, dass Erausforderunge sech stellen, wa mir och widerhin eise moralesche Responsabilitéiten als engem vun de räichste Länner op der Welt wëlle gerecht ginn, an dat besonnesch hei a puncto vun der Flüchtlingsfro.

An ech kéint awer och d'Beschreibung vun eisem Finanzminister vun de Moien zitieren, dee bei der Presentatioun vum Budget gesot huet, en huet dräi Wierder gesot, déi ech och hei fir dee Projet kéint huelen, nämlech: Qualitéit, Solidaritéit a Kompetitivitéit. Ech mengen, all déi Beispiller weisen, dass mer op déi richteg Pærd hei setzen.

Ech wëll da besonnesch eben den Deal ervirsträichen, deen och d'Rapportrice scho gesot huet, dat ass eis Erneuerung vun de Bausubstanzen, an do besonnesch d'Renovatioun. An do weist sech, dass mer insbesondere an der energetescher Sanéierung an och, wat d'nohaltig Baumaterialien ubelaangt, ganz vir sinn an dass dat och e wicHTegen Element ass, fir herno och d'Entretienskäschte vun de Gebaier méiglechst kleng ze halen.

An dann, dat Zweet, dat ass scho virdu vun e puer Leit hei zitéiert ginn, dat ass d'Verbesserung vun den Infrastrukturen an der Mobilitéit. An ech wëll awer do virun allem op eppes hiweisen: Dat ass d'Verbesserung, wat de Service um Client bei der Mobilitéit ubelaangt.

Dës virgenannte Beispiller, also déi zwee Beispiller, déi ech elo just genannt hunn, d'Mobilitéit an d'Sanéierung vun de Gebaier, sinn insbesondere ganz wicHTeg, wann ech drun erënnere, dass mer geschter eben d'Ratifikatioun vum Paräiser Accord hei virgeholl hunn a grad an deenen zwee Beräicher de gréissten Nohuelbedarf och ass an och déi gréisste Potenzial do sinn, fir eppes ze huelen, eppes ze huelen, wat d'CO₂-Emissiounen oder Äquivalenz-Emissiounen ubelaangt. An do, mengen ech, hu mer jo och déi eng oder déi aner Hausaufgab ze maachen. An d'Obligatiounen, déi mer bis 2020 mussen errechen, kënnen mer nëmme errechen, wa mer effektiv ganz massiv an den ëffentlechen Transport wäerten investéieren.

Dat heescht, déi Projeten, déi virdu genannt gi sinn, si keng Luxusprojeten. Dat si wierklech Projeten, fir eng wicHTeg Ausrichtung fir d'Zukunft ze maachen. Dësen Investitiounsprogramm ass e weidere Baustein am Konzept vun dëser Regierung, bei deem et drëm geet, eist Land op d'Erausforderung vun der Zukunft beschtméiglech ze preparéieren. Et ass eng konkret Antwort, esou wéi ech dat virdu scho gesot hunn, op theoretesch Visiounen a Konzepter, déi mir esou oft hei och an der Chamber diskutéieren.

Mir hunn eng Rei Retarden opgehuelen aus der Vergaangenheet, déi sech gestallt hunn. An ech mengen, dass dës Regierung elo um richtege Wee ass, dës a ville Beräicher opzehuelen.

An dofir gehéiert et sech fir mech, nach eng Kéier de Punkt vun der Mobilitéit ervirzestrichen an dass et an der Kontinuitéit ass vun deene leschten dräi Joren, dass insbesondere an den ëffentlechen Transport investéiert gëtt, awer net nëmme. Mä ech denken, dass do den Zuch, de Bus, den Tram, awer och d'Mobilitéit douce, wéi de Vélo scho virdu genannt gouf, e ganz wicHTege Punkt sinn.

Mä niewent den Investitiounen an d'Infrastrukturen, mengen ech, ass et awer nach méi wicHTeg, op eng Oplärungscampagne ze setzen an dann och op de Service um Client, an insbesondere, wat ech virdu scho gesot hunn, op den Informatiounssystem, op den automatischen Informatiounssystem vun de Realzäiten, wéini a wou en Zuch, awer och e Bus kënnt. Well dee Moment, wa mer e Client optimal informéieren iwwert d'Ukonomie vun engem Bus oder d'Weiderfuere vun engem Bus oder engem Zuch, kréie mer e Qualitéitssprung an den ëffentlechen Infrastrukturen an an den Transportmëtzel.



Fir mech ass et dofir wichtig, dass net nëmmen an de Gare an déi Informatiounstafel kommen, mä och an de Bussen. An de Moie konnt ech dat a menger Linn och kucken a feststellen, dass eben d'Echtzäit vun den Zäiten do ugekënnegt gëtt. An ech hunn och nogefrot am MDDI. Mëttlerweil si säit dem 26. September 50 Linne mat Echtzäit ausstafféiert ginn. An dobäi sinn och 90 Linnen un den neien Horaire ugepasst ginn, well et immens, ganz wichtig ass, dass een den Uschloss direkt kritt. Dann ass et eng Alternativ zum Individualverkéier. An da kréie mer och d'Leit méi séier op de Bus.

Den 1. Februar d'nächst Joer wäerte weider 30 Linne mat Echtzäitunzeiger fräigeschalt ginn. A souguer den 1. Mee 2017 eben nach weider Linnen, fir déi Informatioun nach méi optimal ze maachen.

Gläichzäiteg gëtt awer och de gesamten RGRs-Beräich nei opgestallt. An ech mengen, dat ass eng weider Etapp, fir e Qualitéitsprong am öffentliche Transport ze garantéieren.

Mir sinn natierlech ganz houfreg an och frou, dass weiderhin an d'Bildung investéiert gëtt. Schoulinfrastrukture sinn eppes ganz Wichtiges fir eist Land. Dir wësst, mir hunn net immens vill Ressourcen. Dofir ass et wichtig, an d'Wëssen ze investéieren, an do musse mer insbesondere wuessen, well dat ass dat, wat mer hei am Land opzeweisen hunn. An dat ass e Beräich vun och Kompetitivitéit, wa mer insbesondere a gutt schoulesch Infrastrukturen investéieren.

Ech wëll u sech just e puer Punkten opzielen. Dofir wollt ech awer och eppes iwwert den Tourismus natierlech soen. Dir hutt all matkritt: De Méindeg gouf déi nei Publicitéitscampagne vun der Statssekretärin, der Francine Closener, virgestallt, wéi Lëtzebuerg sech am Ausland soll presentéieren, d'Logo souwuel mat engem neie Logo wéi och mat neie Konzepter, dem sougenannten Nation Branding, wéi dat op Neilëtzebuergesch genannt gëtt.

D'ëscht wäert och ganz positiv Auswirkungen am Tourismussektor hunn, engem Secteur, deen ee muss nennen, dee schliesslech awer 6 bis 7% vun eiser Wirtschaft ausmécht, wat jo net näischt ass. An dofir ass et richtig a wichtig, weiderhin an d'Infrastrukture vum Tourismus ze investéieren, an insbesondere wann esou Renovatiounen oder Neibaute vu Jugendherberge geschéien, wéi dat zu Veianen oder och nach zu Eitelbréck de Fall ass, ass dat nëmmen ze ënnerstëtzen.

Ech kommen dann och net derlaanscht, e puer Wierder iwwert d'Esplanade vu Réimech ze verléieren,...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Henri Kox** (d'gréng).- ...d'Esplanade, déi u sech esou lues an den Alter komm ass an déi den neien touristeschen Eerausfuereunge vun haut net méi gerecht gëtt. Dir wësst, déi lescht grouss Aarbechte sinn un där Esplanade an de 60er Joren am leschte Jorhonnert geschitt, näamlech dee Moment, wou d'Muselkanalisation entstanen ass.

Ech sinn dofir och houfreg an och frou, dass dee Projet op den Instanzewee elo gesat gëtt. Ech sinn och sécher, dass déi Infrastruktur zesumme mat engem Héichwasserschutz, mat enger Vëlospist an och engem Neibau vun der Gare routière, déi vun der Réimecher Gemeng bezuelt gëtt, mat engem flotten Accueil fir den Tourist, d'Attraktivitéit net nëmme vu Réimech, mä, et ass virdu gesot ginn, vun der ganzer Muselregioun steigert, déi Muselregioun, déi effektiv net nëmmen zu Réimech ass, mä déi vu Schengen bis erop op Waasserbëllg geet an déi am Zesummenhang mat engem Onotourismus ze nennen ass. An dofir ass et ganz wichtig, dass och d'Lëtzebuurger Land weiderhin an den Tourismus investéiert, well et e Créneau ass, dee mer och weider sollten ënnerstëtzen.

Ech kommen da schon zum Schluss, net ouni awer nach eng kéier ze soen, dass duerch d'Investitiounsprogrammer erëm e klenge Retard opgeholl gëtt an dass mer d'Weihe fir d'Zukunft heimadder stellen. Dës Projeten hëllefen am Usaz, de Wuesstum hei am Land op eng nohalteg a qualitativ Aart a Weis ze steieren. Schlussendlech hëllefe se eis, fir eiser moralescher Verpflichtung an der Flüchtlingskris och gerecht kënnen ze ginn.

Heimat ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun zu der Motioun. An ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Merci dem Här Kox. Als nächsten geschrivene Riedner hunn ech den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gusty Graas** (DP).- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kollegen a Kolleginnen, ech mengen, et ass net ze iwwersinn, wann een

duerch d'Land geet, dass de Moment ganz vill Chantieren do sinn. Dat ass e gutt Zeechen. Dat ass en Zeechen, dass mer eng staark Ekonomie hunn; dat ass en Zeechen, dass ganz vill gebaut gëtt; dat ass en Zeechen, dass mer villes wëlle bewegen. Ech verweisen zum Beispill op de Chantier vum Tram, vun der neier Zuchstreck vun der Stad op Beetebuerg oder de Ban de Gasperich. Dat si jiddefalls Beweiser, dass sech ganz villes hei beweegt.

Den Débat vun haut, deen erlaabt eis och als Deputéierten, e Bléck an d'Zukunft ze werfen, wat op eis duerkënt. En erlaabt eis och, eng politesche Appréciation iwwer eng Rei vu Projeten ofzeginn, déi vun der Regierung geplangt sinn, wuel wëssend, dass se natierlech finanziell nach net kënnen zu dësem Zäitpunkt grëssendeels quantifizéiert ginn. Mä et kann ee sech awer trotzdem schon erafillen, wat op deenen eezelne Gebidder soll an deenen nächste Jore geschéien.

D'Lëscht vun de Projeten ass d'ëscht Joer jo besonnesch laang. Duerfir wëll ech och net ze vill an den Detail agoen. Ech wëll awer fir d'Éischt emol zwou allgemeng Remarquë maachen.

Déi éischt ass déi: Wa mer vill iwwer Baue schwätzen, da muss et eng Evidenz sinn ëmmer méi, dass natierlech do ekologesch Kritäre berücksichtegt ginn an dass dat de Standard muss sinn, sief dat Fotovoltaik, sief dat Sammele vu Reewaasser oder sief dat ëmweltfrëndlech Baumaterial an esou weider an esou fort. Dat muss een elo feststellen, dass dat jo och ëmmer méi Anzuch fënt. Mä et gëtt awer munchmol nach ab und zu duerch d'Land gesënnegt. Well et kann ee jo net vum Privatmann verlangen, dass hien engagéiert ass, dynamesch ass, fir sech an déi Richtung ze bewegen, wann e gesäit, dass op där anerer Säit déi öffentliche Hand net ëmmer an déi richteg Richtung sech beweegt.

Da vläicht eng zweet Remarque. Et ass awer och wichtig, dass mer an Zukunft d'Gemenge vläicht méi oft a méi fréi och an de Prozess matabezéien. Et wier net gutt, wann eng Gemeng aus enger Zeitung vläicht gewuer gëtt, dass e grëssere Projet op hirem Territoire geplangt ass, och wann natierlech dat reng an d'Kompetenz vum Stat fällt. Mä fir munch onnéideg Diskussiounen ze verhënneren an Zukunft, soll een dat vläicht nach méi genee fleggen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn elo bal zwoe Joer hier, dass mer op dës Plaz den Neibau vun der Gare zu Eitelbréck decidéiert hunn. Dat war en Débat, deen och mat gewëssenen Emotiounen verbundene war, well et doréms gaangen ass, fir och e besteeënd Gebai, wat iwwer 150 Joer al ass, ofzerappen. Doriwier kann een nach diskutéieren. Ech mengen, haut ass elo net méi d'Plaz. D'Décision ass geholl. Et d'äerf een och net vergiessen, dass doduerch sech jo awer och nei urbanistesche Méiglechkeete fir d'Stad Eitelbréck entwéckelen. Den öffentliche Transport gëtt ouni Zweifel valoriséiert duerch den Aménagement vun engem neie Park & Ride vu 430 Plazen.

Bei den Débaten am Dezember 2014 waren u sech nach net esou ganz konkret Iddie virgulecht ginn, wat da soll och op deene Gebaier, an deene Gebaier geschéien. Haut si mer, wéi gesot, elo scho mat zwoe méi konkrete Projete befaasst, engersäits där Jugendherberg mat iwwer 100 Plazen an anerwärts Infrastrukture fir Servicer aus dem medezinneschen, sozialen an edukative Beräich.

Ech wëll besonnesch drop hiweisen, dass den Aménagement vun enger Jugendherberg natierlech och een touristeschen Aspekt huet. Et ass jo vill iwwer Tourismus hei geschwat ginn. Ech kommen och nach eng kéier kuerz drop zréck. Dat wäert schon e positiven Impakt hunn. Ech mengen, och besonnesch fir déi Jonk soll een awer ëmmer Méiglechkeete schafen, dass och si kënnen d'Welt entdecken, a wann et nëmmen déi kleng Welt vu Lëtzebuerg ass. Vun Eitelbréck aus kann een, wéi gesot, sech souwuel an den Norde wéi an de Süde vum Land mam öffentliche Transport gutt déplacéieren.

Ech mengen, déi sozial Ariichtungen, déi do virgesi sinn, wäerten ouni Zweifel awer och eng Valorisation si fir d'Stad Eitelbréck.

Wa mer scho bei Jugendherberge sinn, da si mer natierlech och séier zu Veianen -, do, wou jo elo an engem ganz historichesche Kär, an engem ganz historichesche Gebai och dann d'ënnerbréngung vun enger Jugendherberg virgesinn ass. Ech mengen, et ass ganz wichtig, an dat ass jo och am Rapport erauskomm, dass eng Kollaboration mat Sites et monuments hei ugestriift gëtt. Dat muss ouni Zweifel sinn, well mer, wéi gesot, all Ursach hunn, fir eis historichesche Substanz beschtmeiglech am Land ze konservéieren.

An et kënt een net derlaanscht, ëmmer erëm allerdéngs feststellen, dass munchmol nach Sënn gemaach ginn. Dat ass wierklech ze bedauern. Dat muss einfach endlech emol eng kéier ophalen! Mir sollen un där Substanz, déi mer hunn, festhalen. An et wier jo awer wierklech eng grouss Sënn, wann een elo un esou Gebailechkeeten, déi eng ganz laang Geschicht hunn, géif Moosnamen huelen, déi de Charakter vun esou engem Gebai géifen dach deelweis zerstéieren.

► **Une voix.** - Ganz gutt!

► **M. Gusty Graas** (DP).- Madamm Presidentin, de Bau vu Crèchen a Garderien - besonnesch déi Leit, déi um kommunale Plang aktiv sinn, déi wëssen, dass dat eng ganz grouss Eerausfuereung ass. Dat passt nun eben an de moderne Liewensstil eran. Duerfir ass et och net verwonnerlech, dass um Kierchbiere jo do och nei Infrastrukture fir Garderien a Crèchen entstinn, déi vum Lëtzebuurger Stat préfinanzéiert ginn. Mir hu jo dann Urecht op e Remboursement vun de Käschten.

Wat een an deem Kontext allerdéngs muss hei ënnersträichen, ass, dass dat jo awer och eng Méiglechkeet ergëtt, an dat dierft den Ekonomiesminister besonnesch freeën, dass jo awer hei och Opportunitéite fir d'Lëtzebuurger Betreiber geschafe ginn.

Op där anerer Säit d'äerf een och net vergiessen, mir sinn nach wie vor an enger Wuessstumsspiral. Ech wëll elo net déi Diskussioun hei iwwert de Wuesstum lasstréppelen, well soss gëtt et ganz spët. Am Moment si mer zu 580.000 Awunner. An de Moien huet jo nach de Finanzminister gesot, dass an deene leschten 20 Joer d'Populatioun ëm 40% an d'Luucht gaangen ass. Ech mengen, dat mierkt een all Dag op ganz ville Beräicher, virun allem natierlech am Verkéier.

Dat bréngt natierlech och mat sech, wa mer an där Wuessstumslogik do bleiwen, an déi wäerte mer mat Sécherheet, och do soll een éierlech sinn, net gebrach kréien, dat bréngt natierlech mat sech, dass och muss Schouleraum geschafe ginn. Dat ass evident, dass Schouleraum muss geschafe ginn.

Den Hickhack ëm de Lycée agricole zu Dikrech ass jo elo emol, Gott sei Dank, eriwuer. Doduerch gëtt natierlech och neie Schouleraum fräi, sief dat fir de Lycée technique zu Eitelbréck. D'Akerbauschoul wäert jo da plus ou moins am Joer 2020 fäerdeg sinn.

Ech wëll awer nach op déi besteeënd Infrastrukture zu Eitelbréck och ze schwätze kommen, fir erëm eng kéier drop hinzewiesen, dass déi besteeënd Akerbauschoul dach och eng gewëssen historesch Substanz huet. Och do soll een also oppassen, wann een do Modifikatiounen virhëlt, dass dat awer och soll aus dem Bléckwéinkel vun engem gudden architektonesche Schutz gesi ginn.

E ganz interessante Projet, dee sech natierlech och mécht, dat ass den Nordstad-Lycée, keng nei Iddi, eng Iddi, déi awer ëmmer erëm nei diskutéiert gëtt, kann ee soen.

Ech mengen, do hätt ech och emol eng Fro un de Minister: Wéi ass et mat den Acquisitiounen vun den Terrainen, fir den Nordstad-Lycée ze schafen?

Ech wëll och drop hiweisen, dass et do jo awer och Stëmme ginn, déi en anere Site pronéieren. Ech denken un déi fréier Laduno, déi fréier Molkerei, wou net méi spët wéi virun e puer Wochen och den Här Francis Schartz, fréieren Direkter vun Nordstad-Lycée, sech jo u sech eisichter fir dee Site ausgeschat huet. Och mäi Fraktiounskolleeg André Bauler huet an déi Richtung schon Iwwerleeunge gefouert. Dee Site hätt zumindest de Virdeel, dass e ganz gutt souwuel un den öffentliche Transport wéi och un d'Stroosseninfrastruktur ugebonne wier.

Wa mer, wéi gesot, an deem Beräich sinn, wësse mer jo, dass eben och dann an der Gilsdrefe Strooss kann neie Schouleraum entstoen, wann d'Servicer vu Ponts et chaussées op de Fridhaff delokalisiéiert ginn.

Wat d'schoulesch Infrastrukturen ubelaangt, si mer natierlech och ganz séier bei der Uni. Och do hu mer jo de Moie matgedeelt kritt, dass d'Regierung gewëllt ass, an zu Recht, och weiderhin déi néideg Kreditter zur Verfügung ze stellen, fir d'Uni nach hei zu Lëtzebuerg weider auszebauen.

Ech mengen, de Campus Belval entwéckelt sech lues a lues wierklech flott. Datt net all Fakultéiten op engem Site regroupéiert sinn, dass ass nun eben elo Fait. Zu deem muss een och elo stoen. Awer d'Uni u sech, den Ausbau vun der Uni ass ouni Zweifel och gutt fir den Image vun dësem Land.

Datt elo um Kierchbiere d'Fakultéiten Droit, Ekonomie a Finanzen regroupéiert ginn, ass u sech e gutt Zeechen, e richtegt Zeechen. Et d'äerf een net vergiessen, dass grad de Kierch-

biere jo haut, kann ee scho bal soen, de Site par excellence ass vun de Finanzen, vum europäesche Recht, vun der Ekonomie. An duerfir ass déi Noheet vun deenen zwou Instanze mat Sécherheet och gutt gewielt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An et d'äerf een och net vergiessen, dass d'Ubannung un den öffentliche Transport jo um Kierchbiere, wa bis eng kéier den Tram och fonctionnéiert, quasi optimal ass.

Iwwert d'Nationalbibliothek ass hei scho munches gesot ginn. D'Nationalbibliothek ass och e wäertvollt historesch Gebai. Et kann een nëmme begreissen, dass d'Konscht nach wie vor do soll e grouse Raum behalen. Hei ass jo eng Galerie virgesinn. Op där anerer Säit solle Logementer dohinner kommen.

Jo, ech sinn och der Meinung, dass dat awer an enker Diskussioun, Kollaboration mat der Stad Lëtzebuerg muss geschéien. D'Stad Lëtzebuerg huet nun eben, och wa se net Propriétaire ass, awer och eng Verantwortung an deem Sënn, dass se no bausse muss e flott Bild vun hirer Stad vermëttelen. An da fannen ech et net méi wéi normal, dass och eng Stad Lëtzebuerg, wéi gesot, matagebonne gëtt an dat, wat een an esou historichesche Gebailechkeete wëllt maachen.

Wa mer vun historichesche Gebailechkeete schwätzen, da kann een awer och d'Villa Louvigny dodra gesinn, wat zwar elo eng ganz aner Architektur ass. Se staamt, mengen ech, vun 1920. 1957 gouf jo dann déi achtstäckeg Tour do bäigesat. Do ass vill Geschicht vun der CLT geschriwwen ginn a vun RTL. An een, dee jo elo emol schon doobanne war, dee gesäit, wou de Ministère de la Santé ënnerbruecht ass, dee mierkt natierlech, dass hei mussen Adaptatiounen gemaach ginn, fir dass ee kann awer och eng modern Atmosphär schafen, dass och d'Mataarbechter aus dem Ministère do hirer Aarbecht optimal kënnen nogoen.

Sécherheet ass e Punkt, mat deem mer eis ëmmer méi mussen - leider! - beschäftegen. Och mir hei zu Lëtzebuerg, mir sollen net esou naiv sinn a mengen, net och mir kéinten emol eng kéier vläicht d'Zilscheif vun engem Uschlag ginn. Mir hu scho méi wéi eemol iwwert deen Aspekt hei diskutéiert. Ech erënnere hei un den „Renegade“, wou mer jo och Moosname getraff hunn, wat elo d'Sécuritéit vum Loft-raum ubelaangt. Och hei sinn elo e puer Projete virgesinn. Ënner anere d'Securisation vun der Europäescher Cour de justice an och vun dem Schloss zu Sennegen.

D'Flüchtlingskris: en anert Thema, wat eis scho vill beschäftegt huet a wat eis och wäert an Zukunft beschäftegen. Och do solle mer eis kengen Illusiounen higinn: Och do wäerte mer nach méi wéi eemol missen drop zréckkommen. An och do ass et awer evident, dass e Land wéi Lëtzebuerg gefuereert ass, säi Bäitrag ze leeschten. An dat mannt, wat een awer ka soen, dass dës Regierung do jiddefalls bis elo eng ganz gutt Aarbecht geleescht huet. An et ka mat Sécherheet keen eis virwerfen, dass mer net och fréizäiteg erkannt hätten, wéi mer missten déi ganz Kris ugoen, an dass mer net och dat néideg Einfeld geschaaft hätten, fir d'Flüchtlinge beschtmeiglech hei zu Lëtzebuerg opzehuelen.

Iwwert den Don Bosco ass schon oft hei geschwat ginn. Datt en an engem schlechten Zoustand ass, wësse mer alleguer. Datt e gebenenfalls eng kéier muss ofgerappt ginn - wa mer natierlech op där anerer Säit nei Méiglechkeeten hunn, fir Flüchtlingen ënnerbréngen -, ass eng Evidenz. Awer och do ganz kloer erëm eng kéier: dat nëmmen an enker Zesummenarbecht mat der Stad Lëtzebuerg.

Ech wëll awer an deem Kontext och hei drun erënnere, et geet net nëmmen ëm den Encadrement u sech, wat d'Infrastrukturen ubelaangt, mä et geet awer och ëm de menschlechen Encadrement, deen hei mindestens genausou wichtig ass.

Dann natierlech, als een, deen och ganz gären op d'Musel geet, kënt een och net derlaanscht an et mécht een et och ganz gär, dann elo emol e kuerzen Déplacement op Réimech ze maachen. Datt do elo eng Rei Projeten - ech mengen, siwe sinn et der am Ganzen - virgeholl ginn, dass ass mat Sécherheet net vu Muttwëll. Wann een dat reng vun touristeschen Aspekt hier kuckt, dann ass nach ouni Zweifel Potenzial zu Réimech. An datt elo gekuckt gëtt, fir dee Magnéit Musel - et ass nun eben e Magnéit fir den Tourismus - nach ze verbesseren, ass jiddefalls eng Décision an déi richteg Richtung.



Wa mer vum Tourismus schwätzen, da solle mer net nëmme vum Tourismus am Generelle schwätzen, mä virun allem och vum Bannentourismus. Ech mengen, den Här Buergermeeschter weess dat besser wéi ech: Wann een op engem Feiertag, wou schéi Wieder ass, op Réimech geet, dann huet ee scho Problemer iwwert d'Esplanade ze trëppelen, well esou vill, jo, et kann ee scho bal soen Dausende Leit do sinn, wat jo och gutt fir d'Stad ass, gutt fir den Tourismus. An duerfir solle mer dat och weiderhin an deem Sënn mat ënnerstëtzen.

An et gëtt en anert Phenomeen, wat sech ëmmer méi bemierkbar mécht, dat sinn d'Croisière mat Schëffer op de Flëss, déi och ëmmer méi un Attraktivitéit gewannen, wat natierlech och zu zousätzleche Problemer op der Musel, besonnesch och zu Réimech féiert. Duerfir si jo do eng Rei Infrastrukture geplangt, wat d'Uleëe vu Schëffer ubelaangt, och wat de Ravitaillement vun de Schëffer mat Waasser a mat Stroum ubelaangt.

Do ass natierlech nach ee Problem, an dat ass och eng Fro, déi ech hei wollt stellen: E Schëff, wat méi laang ass wéi 110 Meter, därf jo net dréien op der Musel, laut dem Artikel 8 vum Polizeireglement iwwert d'Navigatioun op der Musel. Ech weess allerdeings...

(Interruption)

Ech hat dat auswenneg geléiert. Ech weess allerdeings, datt do Etüden amgaange sinn, ënner anerem am Beräich och vum Mäerterter Hafen, mengen ech. Vlächicht kann de Minister eis do soen, ob do virgesinn ass, vlächicht eng Kéier d'Infrastruktur an deem Sënn unzepas-sen.

Datt d'Leit zu Réimech leider oft mat Héichwaasser geplot sinn, ass och keng Neiegkeet. Datt och do elo Moosname geplangt sinn, kann een net méi wéi ënnerstëtzen.

Ech wëll allerdeings och hei drop hiweisen, d'Musel ass awer net nëmmen eng Schëff-fahrtsstrooss. Ech mengen, dat brauch ech och engem gréngem Buergermeeschter net onbedéngt ze soen. D'Musel ass och e wichtegen ekologesche Liewensraum. Duerfir, mengen ech, muss mer, wa mer esou Projekte realiséieren, besonnesch am direkten Ëmfeld vun engem Floss, awer ganz virsiichteg, ganz sensibel virgoen, no ekologesche Kritären. An da kommen ech awer net derlaansch, och nach eng Kéier op d'Qualitéit vun der Musel hinzuweisen. Och do ass jo awer nach munches ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou eng Debatt wéi déi heiten, déi kann natierlech net gefouert ginn, ouni och iwwer Eisebunnprojeten ze schwätzen. D'Klengbettener Gare ass hei scho genannt ginn. De Komfort soll do erhéicht ginn. Do ass jo och geplangt, fir gebenenfalls d'Barrière ze suppriméieren. Dat schéngt jo net esou einfach ze sinn.

Natierlech zitt dann esou eng Gare och vill Autoen un. Do ass emol d'Iwwerleeung komm, fir vlächicht gegebenfalls e Parkhaus ze aménagéieren. Ech hunn allerdeings Verständnis, wann een dat och vun engem anerem Aspekt hier kuckt. Dat kann natierlech och zweeschniddeg sinn. Mir zéien dee Moment zousätzleche Verkéier an eng Gemeng un, wuel wëssend, datt dat vun den Awunner selwer net onbedéngt gäre gesi gëtt. Dowéinst kann ech mer awer virstellen, datt d'Iddi vum Parkhaus net onbedéngt iwwerall gäre gesi gëtt.

Eppes, wat awer ouni Zweifel wäert de Komfort vun de Passagéier erhéien, datt ass deen neien Informatiounssystem. Eppes, wou ee scho bal ka soen, wat iwwerfällg ass, wat mer am Ausland praktesch iwwerall hunn, datt elo kënnen dann d'Passagéier direkt informéiert ginn, wou hiren Zuch drun ass, wéini e kënt, ob e Verspéidung huet oder net.

Vlächicht kann een awer an deem Kontext och emol d'Fro stellen, ob et net vlächicht ubruucht wär, op gréisser Park & Ride-Plazen och emol esou e Panneau ze installéieren. Well et därf een net vergiessen, do hale jo och alt emol Dausende vun Autoen. Déi Leit hunn e ganz laange Wee ze goen. Wann déi och vlächicht emol géifen informéiert ginn: Voilà, „däin Zuch ass do an do, huet déi an déi Verspéidung“, datt kéint sech och emol vlächicht als Virdeel erweisen.

Ech wëll dann och hei soen, datt d'CFL, a mengen Aen, oft zu Onrecht kritiséiert gëtt. Wann een awer d'Entwécklung vun der Eisebunn an deene leschte Jore kuckt, da muss een awer ganz vill Positives gesinn. Engersäits de Komfort vun den Zich, deen ouni Zweifel verbessert ginn ass. Anerersäits um Réseau, wou ganz vill geschafft gëtt. Datt natierlech eng Rei Zich regelméissig Verspéidung hunn -

ech schwätze besonnesch vun enger Streck, déi engem jo gutt bekannt ass, fir an d'Stad eranzefueren -, ass evident: De Réseau ass iwwerlaascht! Dowéinst gëtt jo och elo ganz vill investéiert. Mä insgesamt, mengen ech, kënnen mer eis net bekloen iwwert de Fonctionnement vun der Lëtzebuerger Eisebunn.

An da wëll ech och drop hiweisen, datt jo d'Eisebunn elo eng intern Meenungsëmfro och gestart huet. An zwar soll déi jo bis den 21. Oktober daueren, wou d'Personal kontaktéiert gëtt, ugeschriwwen gëtt, wou si sech kënnen matdeelen. Ech fannen dat eng gutt Iddi. Dat kann nëmme zum bessere Fonctionnement vun engem Betrib bäidroen.

Wa mer scho bei der Sécherheet a bei der Eisebunn sinn, dann ass een natierlech och direkt bei der Suppressioun vun e puer Barriären. De PN17 zu Walfer, wat jo u sech eng gutt Saach ass, well dat jo och gläichzäiteg eng Verbesserung vun der Gare Walfer mat sech bréngt, virun allem och fir d'Personnes à mobilité réduite.

Wann ech mer daerf awer déi kleng Klammer erlaben: Et gëtt leider, leider nach ze vill Gemengen, wou do awer nach ganz vill Defiziter bestinn! An och op der Gare, déi mer natierlech och net onbekannt ass, Beetebuerg, muss ech awer leider feststellen, do si mer awer nach wäit hannendran. Ech wier nawell frou, wann do relativ séier och géifen Adaptatiounen gemaach gi fir Leit, déi Schwieeregkeeten hunn, sech ze déplacéieren.

Wat d'Gemeng Walfer ubelaangt, an d'Buergermeeschtesch, d'Madamm Joëlle Elvinger, wäert mer jo net onrecht ginn, do gëtt et jo och nach de PN16 an der Rue de la Montagne, wou d'Gemeng och net onfrou wär, wann deen och géif suppriméiert ginn, wann awer gläichzäiteg och géif e Souterrain do aménagéiert ginn. Mä den Här Minister kann eis do vlächicht och nach zousätzlech Explikatiounen ginn.

Bon, och ech kommen natierlech net derlaansch, wéi de Kolleg Aly Kaes, fir dann awer nach op ee wichtige Punkt ze schwätzen ze kommen: Déi Strooss, déi hei am meeschten diskutéiert gëtt - mä dat soen ech awer elo net pejorativ, au contraire -, ech mengen, mir sinn eis bewosst, datt d'N7 eng vun deene geféierlechste Stroossen am Land ouni Zweifel ass. De leschte Weekend huet erëm e Beispill geliwert.

Woubäi een awer och muss da soen: Et ass awer net nëmme den Tracé vun der Strooss, dee schëlleg ass, wa vill Accidenter geschéien! En huet eng Matschold. Mä losse mer awer och ganz éierlech sinn: Et si jo awer e puer Zäitgenossen, déi dat net ëmmer esou ganz genee huele mam Code de la route. A wann et dann zu engem Drama, zu engem Accident kënt, dann ass, wéi gesot, net ëmmer mam Fanger op d'Strooss ze weisen.

Nichtsdestotrotz ass et awer wichtig, datt mer eis Gedanke maachen: Wéi kënnen mer déi Strooss hei verbessern, d'Sécherheet? Aus deem Pabeier hei geet eng kloer politesch Ausso ervir, déi der CSV net gefält. Dat ass hiert gutt Recht. Déi Strooss gëtt net op véier Bunn-gebaut. Ech mengen, dat ass eng kloer Ausso, déi elo vun der Regierung hei gemaach ginn ass.

Bon, dowéinst kommen awer eng Rei vun Upassungen: de sogenannten Terre-plein central. Als Laie ginn ech gären zou, deen Term war mer net bekannt. Mä op Lëtzebuerger heescht dat jo da Leitplanken. Ass dat esou? Mä et ass wichtig, datt...

► **Une voix.** - Dat ass esou.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Jo, et kann dat sinn. Mä et ass wichtig, wéi gesot, datt mer hei Moosnamen huelen, fir d'Sécherheet ze verbessern. An ech wëll och hei un d'Wiedererënnen, déi mäi Fraktiounskolleg, den André Bauler, de 9. Dezember 2014 op dëser Plaz gesot huet. Do hat mer eng Interpellatioun iwwert d'N7. Deemools sot den Här Bauler, a laschert gutt no, well dee Mann, deen hat Visiounen, deen huet am Fong du scho gesot, wat elo zu engem gudden Deel...

(Interruption)

...realiséiert gëtt: „De Profil type vun där sogenannten «Dräibunn» wier also deen heiten: Op béide Säite riets, do, wou et machbar ass, eng Voie lente, déi mat 90 km/h ze fueren ass, an déi zwou bannenzeg Spure sinn da mat maximal 110 km/h ze fueren. An der Mëtt soll ee Straife vun engem Meter reservéiert bleiwen, fir déi néideg Sécherheitsmoosnamen ze garantéieren.“ Ech mengen, déi Virschléi hu jo also nach ëmmer hir Gültgeekt.

Ofschléissend och nach e Wuert zu där Vélospist, där mir elo mander reservéiert géint-iwwerstin. Mir gesinn dat awer trotzdeem als eng flott Iddi. Selbstverständlech ass dat net déi absolut Prioritéit. D'Prioritéit gehéiert der

Sécherheet op der N7. Mä datt awer gläichzäiteg am Beräich do eng Vélospist aménagéiert gëtt, fanne mer awer eng gutt Iddi. Datt selbstverständlech kee vun der Wämperhaart bis an d'Stad mam Vélo schaffe fiert, dat wësse mer. Et sinn awer emol Leit derteschent, déi awer och vlächicht gär mam Vélo fueren.

Bon, ofschléissend wëll ech soen, datt déi Projeten, déi elo hei virgeluecht ginn, an déi richteg Richtung ginn. Si spigelen u sech d'Regierungspolitik insgesamt zréck, a wéi eng Richtung mer wëllen investéieren, an och dat, wat virun hei scho gesot ginn ass, wat de Finanzminister de Moie gesot huet, vun deenen dräi Piliere.

Dat heiten, dat enchainéiert un dat, wat de Moien hei gesot ginn ass. Dowéinst kënnen mir als Demokratesch Partei dat och ënnerstëtzen a wäerte selbstverständlech och déi Motioun hei guttheeschen.

An ech wëll awer och nach der Madamm Lorsché Merci soe fir hire ganz gudd Rapport.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An en ass scho prett, den Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, och vun eiser Säit aus der Kollegin Josée Lorsché Merci fir hire Rapport.

Ech mengen, wann een als sechste Riedner an esou enger Debatt drücken, da verstitt Der, datt ech elo net all eenzelen Projet nach eng Kéier hei wäert duerchhuelen.

► **Une voix.** - Ooh!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mä wann Der drop haalt: Mir hu kee Problem! Mä ech mengen, mir géifen eis dat erspueren.

Et ass am Fong zéng Joer hier, datt mer déi Prozedur hei décidéiert hunn, deemools an der deemoleger Comexbu, an zwar well mer ganz dacks hei an der Chamber festgestallt hunn, datt vill Projeten do waren, wa mer se hei gestëmmt hunn a wa mer spéiderhi bei d'Konte komm sinn, da waren déi Projete ganz dacks ganz vill iwwerschratt. Duerfir ass déi nei Prozedur 2006 agefouert ginn, wou gesot ginn ass, datt all Projet iwwer 7,5 - dat ass 2009 op 10 Milliounen eropgehuewe ginn - an all Projet, deen iwwer 40 Milliounen ass, muss iwwert de Wee vun engem Projet de loi hei an d'Chamber kommen.

All dës Projeten, wéi gesot, iwwer zéng Milliounen, déi ginn all Joers dann hei am Virfeld vun der zoustänneger Kommission, op Proposition vum zoustänneger Minister, diskutéiert an an enger Resolutioun (veuillez lire: Motioun) festgehalten, wou dann d'Chamber zustëmmt.

An dat wäerte mer dann haut och mat eiser Ënnerstëtzung maachen, fir eben dese Projeten zoustëmme, fir datt d'Regierung kann ufänken, déi Dossier ze preparéieren, fir datt se ka Frais d'études engagéieren, a fir datt mer iwwert dee Wee dann d'Projeten herno heihin-nerkreien, déi mussen an d'Chamber kommen - wéi gesot, déi iwwer 40 Milliounen -, déi da méi no bei der Realitéit sinn, wat de Chiffer ubelaangt, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Et muss een och soen, datt déi Prozedur hir Friichte gedroen huet. All déi Kolleginnen a Kollegen aus der Comexbu kréie jo regelméissig vun zoustänneger Minister e Relevé virgeluecht vun alle Projeten, déi lafen, souwuel déi, déi de Stat, d'Bâtiments publics oder d'Ponts et chaussées maachen, mä awer och wat d'Eisebunn ubelaangt, all d'Projeten. An do muss ee wierklech éierlechekeetshalber soen, datt praktesch kee Projet méi derbäi ass, deen Dépassementer huet.

Ech mengen, do muss een och deene Leit an deenen eenzelen Verwaltungen an deenen Ingenieuren a Bureaux d'études, déi déi Planunge maachen, déi d'Devisen opstellen, félicitéiere fir déi gutt Projeten, wat d'Estimatioun vum Coût ubelaangt. Well et ass fir d'Politik, mengen ech, eppes wesentlech, dat ass, wa se kann eng gewësse Planungssécherheet hunn, virun allem och wat d'Finanzen ubelaangt a virun allem, wann d'Projeten dann, wéi gesot, herno och am Devis bleiwen.

Et ass fir mech kee Problem, wann e Projet presentéiert gëtt an déi Responsabel setzen den Devis e bësse méi héich un, wéi dat vlächicht de Fall wär, fir eng gewësse Garantie ze hunn. Mä dann ass et, mengen ech, fir d'Politik awer sécher, datt et an deem Kader bleift. An duerfir Merci un alleguer déi Leit, déi déi Projeten an de vergaangeneng zéng Joer zu esou engem gudden Resultat gefouert hunn!

Ech wëll just hei Position bezéien zu dräi Projeten. Wéi gesot, mir stëmme déi Resolutioun (veuillez lire: Motioun), mir sinn domat aversta-

nen. Deen een ass deen, deen d'Bibliothèque nationale ubelaangt, wou sollen déi Logementer fir Jugendercher dra gemaach ginn. Et ass eng ganz gutt Iddi, fir Logementer fir Jugendercher ze schafen, déi Problemer hunn, fir eng Wunneng ze fannen.

Mä d'Fro, déi ech mer oder déi mir eis gestallt hunn, ass, ob d'Nationalbibliothek dat géeegent Gebai ass. Et ass en historiescht Gebai, wou et och, wat d'Konzept vum Fonctionnement vum Gebai ubelaangt, eiser Meenung no dach awer vlächicht schwéier ass, fir do Wunnengen dran ze maachen.

Mir wëllen eis net dergéint verschléissen. Mir wëlle just drop opmierksam maachen, datt et, eiser Meenung no, vlächicht net dat géeegent Gebai ass, fir Wunnengen dran ze maachen an et vlächicht méi sënnavoll wier, iergendwou, anzwousch aneschtens en neit, fonctionnelt Gebai ze maache mat esou Wunnengen dran, wou och d'Alentoure vun dem Gebai méi der Jugend géifen entsprechen, wou eventuell e bësse Natur derbäi ass, e Fräiraum, wéi grad hei matzen am Zentrum an der Nationalbibliothek, wou mir mengen, datt dat Gebai och vlächicht kéint fir aner administrativ oder representativ Fonctionne gebraucht ginn. Wéi gesot, mir stäipen eis net dergéint, mä mer wollten eis Bedenken awer bei deem Projet do umellen.

Een anere Projet, deen de Mëtteg hei selbstverständlech diskutéiert ginn ass, dat ass eis N7. De Kolleg Aly Kaes huet des Laangen an des Breden doriwuer diskutéiert. Mir wëlle vun eiser Säit aus soen, datt mir als ADR zu 100% d'Iddi ënnerstëtzen, fir d'N7 op véier Spure auszubauen, op zweemol zwou Spure.

Ech mengen, wéi mer hei virun engem Joer d'Gesetz gestëmmt hunn iwwert d'Radaren, do hu mer och deemools gesot, datt déi Radare sollen dohinner kommen, wou Geforepunkte sinn. An eleng op deem Tronçon vun der N7 hu mer dräi Radaren higesat! Wat jo dann och en dokumentéierte Bewäis ass, datt mer als Politiker der Meenung sinn, datt dat eng geféierlech Strooss ass.

An och alleguer déi Accidenter, déi regelméissig do geschéien, déi beweisen dat, datt dat eng geféierlech Strooss ass. An och dat, wat haut hei festgehalte gëtt, ass erëm de Bewäis, datt et eng geféierlech Strooss ass, well hei ebe sollen elo Leitplanken an d'Mëtt kommen, fir déi zwou vun enger Spur ze trennen, a wa Kräizunge solle verbessert ginn an esou weider.

Ech wëll duerfir soen, datt mir der Meenung sinn, datt een net derlaansch kënt, mëttelfristeg awer déi Strooss ganz op véier Spure auszubauen. Ech mengen, mir hunn d'Nordstrooss elo fäerdeg. A jiddwereen, deen déi Streck fiert, wat jo formidabel ass, d'Nordstrooss, fir déi ze fueren haut, wat een do vun Zäit gewënnt, alleguer déi Leit - vlächicht an de Stousszäiten, wou et net esou geet -, mä soss ass dat e Genoss, fir an den Norden ze fueren oder vum Norden erof an d'Stad ze fueren. An et felt ganz einfach hannert der Nordstrooss elo eng véierspureg Strooss bis uewen an d'Éislek.

Ech mengen de Kolleg Frank Arndt huet virun hei, wéi de Kolleg Aly Jaerling geschwat huet, op d'Motioun, déi mer haut hei stëmme...

► **Une voix.** - Den Aly Kaes!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Gelift!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Den Aly Kaes, net den Aly Jaerling.

► **Une autre voix.** - Den Aly Jaerling hutt Dir gesot.

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass eng Gewunnecht. Jo, jo.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Dir schéngt en ze vermessen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Normalerweis, wann esou e Lapsus mer geschitt, da soen ech: Ech wollt kucken, ob Der nogelauschert hutt. Mä des Kéier wollt ech net kucken, ob Der nogelauschert hutt, et war einfach e Lapsus. Dir gesitt, d'Vergaangenheet hëlt een ëmmer erëm an.

De Kolleg Aly Kaes huet hei iwwert d'N7 geschwat an duerno huet de Kolleg Frank Arndt eng Interventiuon gemaach, wou e gesot huet, ob en d'Motioun net gelies hätt, well do géif nëmme drastoen: Réaménagement de la N7. Domadder wollt de Kolleg Arndt wahrscheinlech soen, datt d'Motioun méi wäit geet wéi den Text.

Elo stellen ech mer awer dann hei d'Fro, wann ee vun der Majoritéit esou eng Interpretatioun vun der Motioun hei gëtt, weess ech net méi, wéi dann elo d'Interpretatioun vun där Motioun ass. Ass et dat, wat am Rapport steet, wat gemengt ass, oder ass et esou, datt vlächicht nei Iwwerleeungen an der Majoritéit komm sinn,

datt se awer mengen, et misst ee méi wäit goen, wat d'N7 ubelaangt, an datt een dat duerfir an der Motioun méi generell formuléiert huet, wou jo dann och de Kollege Frank Arndt spezifesch drop higewisen huet? Vlächicht kréie mer nach eng Antwort.

Ech wier frou, wann d'Interpretatioun vun der Motioun esou ze verstoe wier, wéi de Kollege Frank Arndt eis se hei virduer wollt gleewen doen. An da géif och den Här Kaes doudsécher déi Motioun hei matstëmmen.

Mä, wéi gesot, mir sinn als ADR derfir, datt déi Strooss soll op der ganzer Längt zweemol zweespureg ausgebaut ginn.

Nach e Schlusswuert, wat déi Informatiounssystemer ubelaangt. Déi Informatiounssystemer, déi mer op d'Garé kréien. Ech mengen, mir sinn elo alleguer frou, datt et kënnt. Mä a Wierklechkeet, muss mer soen, muss mer bedauern, datt et elo eréischt kënnt, well dat, wat mir elo hei amgaange sinn am Land ze installéieren, dat ass am Ausland scho laang eng Normalitéit. An hei si mer wierklech am Handertreffen.

Mir sollen net ze vill driwwer schwätzen, mä mir sollen et esou séier wéi méiglech maachen. Well et ass praktesch blamabel, wann ech nach haut de Moien de Finanzminister héieren hunn, wat mir e gutt an e räicht Land sinn, wat Reordinvestitiounen huet, an datt mer dann esou Nachzügler an esou enger dach net allze grousser Investitioun sinn. Duerfir sollte mer eis net ze vill op d'Schëller klappen, mä mir sollte vlächicht ganz still und leise, awer séier déi Installatiounen maachen.

Dat gesot, wäerte mir där Motioun zoustëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Gibéryen. Da si mer elo um Enn vun eiser allgemenger Ronn an d'Regierung huet d'Wuert: den Här Nohaltegkeetsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President, fir d'Wuert, an och Merci allen Deputéierte fir hir Bättrëg; och der Rapportrice fir hire gudden schrëftlechen a mündleche Rapport.

Ech wëll versichen, Här President, an där Zäit, déi ech hunn, eng Rei Froen ze beäntweren an op een oder zwee Projete vlächicht nach e bësse méi am Detail anzegoen. Ech huele se elo net chronologesch, wéi se hei kommen am Text respektiv an der Motioun, mä esou en fonction vun de Riedner, wéi ech mer opgeschriwwen hunn, wéi d'Froer komm sinn. Ech mengen, dat erlaabt mer dann, datt ech och kee vergiessen herno an eng Antwort ze ginn op eng Fro, déi ee gestallt huet.

Ech fänken dann u mat der Bibliothék. Do sinn eng Rei Froen gestallt ginn. Et si sech och eng Rei Froen gestallt ginn, ob dat eent oder dat anert géif Sënn maachen. Ech verheemlechen lech och net, datt mer vill Diskussiounen driwwer haten, och an der Regierung, wat ee mat deem Gebai soll maachen. An ech muss lech och soen, datt meng perséinlech Meinung déi war, fir do an där Bibliothék, wann eng Kéier d'Bibliothék erausgeplënnert ass, e flott Gebai dranzemaache mat enger gemëschter Struktur vu Wunnengen, awer onni ze definéieren, wat fir eng Wunnengen, mat souguer och éischter énnendran, um énneschte Stack, Restauratioun a Commerce.

Bon, du koud d'Demande op am Kulturmilieu fir awer nach eng zousätzlech Kulturinfrastruktur. Wat elo gesicht ginn ass, dat hei, ass e Komproméss. Dat heescht, et soll jo dann esou en Ausstellungsraum drakommen, awer och eng Restauratioun niewendru kommen. Et ass e bëssen e Komproméss vun deem Ganzen. Woubäi ech awer ëmmer wëll betounen: Mir si jo hei nach net um Stadium vum Projet. Dat heescht, elo kann et sinn, datt en cours de route ganz sécherlech nach Evolutiounen kommen, och duerch Diskussiounen, déi mat der Stad Lëtzebuerg sinn.

An ech wëll dat direkt hei betounen: Bei all Projet, dee mer maache matzen am Stadkär, hu mer ëmmer Consultatiounen mat der Stad Lëtzebuerg, wat d'Konsequenzen dovunner sinn, zemoos wann et och ëm historesch Gebai ergeet, wéi deem heiten.

Et muss ee jo och wëssen, mir hunn hei ganz streng Oplagen. Dat Gebai ass klasséiert a vëlleg zu Recht. Mir kënnen net egal wat dramaachen. Mä wéi gesot, hei si mer um Stadium vun de Studien. An ech mengen, esou wéi et elo formuléiert ass am Text, datt a priori eng gemëschte Struktur soll drakommen, also Kultur oder gemëscht Kultur mat Commerce a Logement, dat léisst eis souwisou alles op. Herno, wann de Projet kënnt, dat do gëtt jo mat Sécherheet, esou wéi et ausgesäit, éischter e

Gesetzesprojet vum Käschtepunkt hier herno, mä dovun ofgesinn, mengen ech, och wann et kee Gesetzesprojet misst ginn, da wäerte mer d'Chamber informéieren, wat mer hei am Detail wierklech wäerten dramaachen.

Dat nämlech treëft och zou fir den Don Bosco. Den Don Bosco muss ganz kloer ofgerappt ginn. Ech mengen, dat Gebai, wann mer net an där Situatioun wäere vun de Flüchtlingen, wär et och schonn ofgerappt. Et ass elo emol virgesinn, eventuell dann eng Annex ze maache vun deem, wat besteet, mä och dat ass nach net definitiv. Dat heescht, och hei soll studéiert ginn, gekuckt ginn, wat ee kann op d'Plaz do maachen, an enker Ofstëmmung och mat der Stad Lëtzebuerg.

Ech mengen, mir wësse jo och net vun der Flüchtlingkris, wéi déi weider wäert evoluéieren, dat hänkt jo och elo e bëssen dovunner of. Mä op alle Fall ass et esou, datt, wann dat ofgerappt gëtt an e Projet droppesat gëtt, dat dauert jo souwisou nach eng Zäit, da wäerte mer nach genuch Zäit kréien, fir doriwuer ze schwätzen an och ze kucken, wat mer dann definitiv wäerten op déi Plaz do maachen.

Ech bleiwen da vlächicht beim Lampertsbiërg, well do eng Rei Froen gestallt gi sinn am Zusammenhang mat dem Déplacement vun der Uni op de Kierchbiërg a wat da geschitt mat de Gebaikeeten um Lampertsbiërg.

Bon, och do ass ze soen, Dir wësst, datt do e gudden Deel ass, dat si klasséiert Gebai, déi hunn en architektonesch héije Wäert, historesche Wäert zum Deel. An do dierfe mer net egal wat dramaachen. Ech mengen, do ass et och kloer, déi Gebai sollen éischter enger öffentlecher Bestëmmung zougeuerdet ginn, mindestens den Deel, dee klasséiert ass.

Fir de Rescht hat Der jo matkritt sécher, datt mer der Stad Lëtzebuerg proposéiert hunn, datt mer eng ganz Rei Lycéee wëllen eraushuelen um Lampertsbiërg, de Lycée technique du Centre zum Beispill, an datt eng ganz Reorganisatioun soll komme vun de Lycéeeën um Lampertsbiërg, aus engem ganz einfache Grund: well do eng immens Konzentratioun ass vu Lycéeeën, awer op enger Plaz, wou et net immens gutt géeegeent ass, wat immense Verkéier generéiert, déi onzieleg Bussen, déi müssen doroberfuere. An duerfir soll en Deel op de Kierchbiërg kommen.

An dann ass virgesinn natierlech, datt och um Lampertsbiërg do solle Wunnengen entsto. Dat si jo Terrainen, déi dem Stat gehéieren, wat eng gutt Saach ass, dann hu mer och eng Mainmise drop, wat fir eng Wunnengen do entstinn a wéi se sollen entsto. Dat soll a Phase geschéien. Dat geschitt net alles op ee Coup. Et muss ee jo och fir d'Éischt emol dann um Kierchbiërg fir de Lycée technique du Centre zum Beispill eppes Neies bauen. Mä dat wäert a Phasen, wéi gesot, transforméiert ginn.

Wat awer elo genau wäert an déi historesch Gebai kommen, dat wësse mer nach net. Ech mengen, dat ass amgaangen, gekuckt ze ginn.

Dann zu dem Informatiounssystem vun de CFL. Bon, den Här Gibéryen seet - dat ass richtig -, et hätt scho méi fréi kënne gemaach ginn. Do ginn ech lech net onrecht. An dat louch mir och uewen ze insistéieren, datt mer dee System do elo solle séier kréien.

Ech muss allerdeings drop hiweisen, datt an Europa och nach laang net all Réseae gutt équipéiert sinn an datt mir mindestens elo de Virdeel hunn, beim System, dee mir wäerte maachen, datt mer dee modernsten an neiste kënnen huelen, deen och am beschte kompatibel ass mat deenen aneren Informatiounsmëtelen, déi d'Leit haut hunn. Zum Beispill an der digitaler Welt, dat wësst Der, gëtt et haut Handyen. Dir kënnt herno dat nämlech, wat Der op Are Saile gesitt, och op d'Handyen herno kréien.

Duerfir ass et och beispillsweis, ech mengen, den Här Graas hat gefrot, ob een där net nach méi soll opstellen, där Panneauen, och op Park & Riden zum Beispill. Dat mécht net vill Sënn, well Dir kënnt herno op Arem Handy eigentlech déi nämlech, bal déi nämlech Informatiounen ofruffen, wann dat alles bis fäerdeg ass.

Et geet hei méi drëms, op de Garen déi grouss Informatiounsstellen, wou och vill Fluxe si vu Leit, datt do kloer siichtlech ass, also datt d'Leit sech zurechtfinden, gutt informéiert sinn.

An dann ass dat hei jo och eng Kombinatioun tëscht geschwate Informatioun och op digitaler Basis mat ugewisener Informatioun. An déi gëtt natierlech och verknäppt mam nationalen Telematiksystem, dee mer hu beim Verkéiersverband, dat heescht, datt den RGTR och, also all déi aner Mobilitéitsträger, déi mer am öffentlechen Transport hunn, domadder kombinéiert ginn, soudatt mer eng Villzuel vu Méiglechkeete kréien an Zukunft, fir de Client wierklech vill, vill besser ze informéiere wéi

haut. Dat dréit zu der Qualitéit vum öffentlechen Transport enorm bäi, dat gëtt eng enorm Verbesserung. An duerfir sinn ech frou, datt dee Projet elo relativ séier wäert ëmgesat ginn.

Woubäi ech och wëll soen: Mir kucken och dauernd, wat deen neiste Stand ass. Déi ganz digital Welt, déi evoluéiert ganz, ganz rapid. A mir wäerten duerfir versichen, ëmmer erëm dat Allerneist a -beschit och do matanzebauen an ze adaptéieren. An dee ganze System, ech mengen, dozou gehéieren zum Beispill och aner Elementer wéi de gratis Wi-Fi um ganzen EisebunnsRéseautz, deen ech gär hätt.

An ech hat jo op eng Question parlementaire geäntwert, elo kierzlech, datt an deenen neie KISS-Automotricen eng Testphas wäert kommen, wou et probéiert gëtt. Ech war mer och selwer eng Rei Saachen nach ukucken. Do gëtt et och haut technesch gesi vill, ëmmer besser an ëmmer méi Méiglechkeeten, fir Iwwerbréckungen ze maachen, fir Schwächte vum Réseau auszeglächen. An ech hunn och de CFL gesot, datt ech wierklech gären hätt, datt dee gratis Wi-Fi um ganze CFLs-Réseau relativ séier soll kommen. An dat wäert och geschéien. An dat ass och e wichtegen Deel an der Informatiounspolitik an an der Qualitéit, déi mer kënnen ubidden.

Well an Zukunft, wann ech heiansdo esou Reportagé gesinn op der Televisioun oder och an den Zeitunges lesen, wou Vergläicher gemaach ginn tëscht dem Zuch an dem Auto, da gëtt ëmmer nëmme genau d'Zäit geholl, déi ee brauch vun A no B, mä et gëtt net gekuckt, wat fir eng aner Virdeeler een zum Beispill am Zuch huet, zum Beispill, wann da gratis Wi-Fi do ass, da kann ee gemittlech seng Zeitung liesen am Zuch op sengem iPad oder och aner Saache maachen, vlächicht emol d'Maile lesen.

Alles dat si Saachen, déi een, wann een am Auto muss fuere oder souguer wann een am Stau steet, net ka maachen. An dat sinn awer och qualitativ keng ze ënnerschätzend Virdeeler. Duerfir ass et mer esou wichteg, datt mer do dee Wi-Fi och relativ séier kréien.

Dann zu der ganzer Problematik mat de Passages à niveau. Do waren eng Rei Froen gestallt ginn. Fir d'Éischt emol zu der Gare Klengbetten an zu dem Gebai vun der Gare. Den Här Negri hat dat gefrot.

Zum Gebai: Ech hat och nach virun e puer Deeg eng Entrevue, e lescht Gespréich mat dem Schäfferot vun der Gemeng Stengefort. Déi hate jo Surgen, datt, wa mer géifen d'Gebai ewechhuelen, herno kee gehëtzte Wartesall méi do wär an esou weider. Mir hunn hinnen awer elo d'Pläng gewisen. Do war e gewëssent Méissverständnis do. Et ass natierlech esou, datt amplaz vun deem aktuelle Gebai e gehëtzte Wartesall dohinnerkënn, deen och grouss genuch ass, mat enger Toilette och, enger öffentlecher Toilette. Also, déi Suerg, datt elo guer näischt méi do wär, déi ass net berechtigt. Doriwuer ass d'Gemeng och elo frou, datt dat esou ass. An ech mengen, duerfir si vill Suere fort.

Do hu mer nach driwwer diskutéiert, ob et net sennvoll wär, fir ze kucken, eppes dohinner ze kréien, datt een e Croissant kéint kafen an esou weider. A mir sinn herno zur Konkusioun komm, zesummen, datt ee vlächicht do soll emol e Projet probéiere mat esou enger Aart „food truck“ moies, wou dann zu verschiddene Stonnen zwar net e grouss lessen, mä Croissanten zum Beispill kéinte verkaaft ginn. Et kéint een emol vlächicht do eng Kéier en Test maachen. An d'Gemeng kuckt och elo mat engem Bäcker aus der Uertschaft, ob dat vlächicht méiglech wier ze maachen. Bon, dat ka vlächicht e flotte Modell ginn, vun deem ee sech da ka virstellen, en och emol op anere Plazen, op gréissere Garen ze maachen am Land.

Mä op alle Fall, déi Gare kënnt elo ewech gëtt ersat duerch eng modern Installatioun vu gehëtzttem Wartesall mat Toilette. An do ass d'Gemeng och elo d'accord, datt mer dat maachen. An de Passage à niveau, deen ass à l'étude. Do gëtt et schonn e Projet. An et ass kloer, datt deen och soll gemaach ginn. Do gëtt et awer nach keen definitiv Timing. Fir Capellen, par contre, gëtt et nach kee Projet.

Mä dann awer zu deenen anere Passage-à-niveauen, déi gefrot gi sinn: Den Cents, de PNS6, deen ass 2018 fäerdeg. An dann déi dräi Passage-à-niveauen zu Schëffeng, déi sinn ewechgeholl den Hierscht 2018. Zu Dummeldeng ass et 2020 de Fall. Dat heescht, Dir gesitt, dee Programm, dee leeft wierklech zugeg weider, fir iwwerall ze versichen, déi Passage-à-niveauen do ewechhuelen.

Dann zu der Fro vum Här Graas iwwert d'Wendestell vun de Schëffer. Dat war an enger Question parlementaire vun Arem Kollege vu Mondorf kierzlech beäntwert ginn - dee jo och hei ass. An déi Wendestell, dat gëtt gemaach fir Schëffer vun 135 Meter, dat ass geplangt. An

et ass souguer e Gesetzesprojet scho quasi fäerdeg.

Et ass awer allerdeings esou: An dee Gesetzesprojet kommen eng Rei aner Saache mat dran, zum Beispill d'Renaturéierung vun der Sir. Och déi Fëschtrap, déi do soll gebaut ginn, eppes, wat dem Här Graas jo bestëmt och gefält, wa mer un esou Saachen denken. An dann natierlech och eng Mikrozentral, fir Strom ze produzéieren, soll an engems matgemaach ginn. Dat ass e Gesetzesprojet, deen ass esou gutt wéi fäerdeg an dee wäert ech lech och iergendwann eng Kéier an d'Chamber bréngen, soudatt dee Problem sech dann och wäert léisen.

Dann, als Ofschluss, Här President, Dir Damm an Dir Hären, nach e puer Wuert zu der N7. Éischters emol wëll ech soen, datt et par rapport zu deenen Diskussiounen, déi mer jo haten - an dat waren der jo net wéineg, viru knapp zwee Joer -, keen neie Moment gëtt. Iwwerhaupt keen neie Moment! Duerfir brauch ech och all meng Argumenter, déi ech bruecht hunn, sougutt hei an der Chamber wéi an aneren Diskussiounen wéi och a Biergerversammlungen, déi ech organiséiert hunn, net nach eng Kéier ze widderhuelen.

Ech hunn och deemools awer gesot, an dat gëtt heimadder agelést, datt e ganze Koup Investissementer an déi N7 gemaach ginn, fir déi Strooss ze sécuriséieren. An ech wëll och nach eng Kéier drop hiweisen, datt een en Ausbau vun enger Strooss op méi Spuren haapt-sächlech och am Zesammenhang kuckt mat der Belaaschtung vun der Strooss iwwer 24 Stonnen respektiv mat der Capacitéit, déi een haut huet par rapport zu den Autoen, déi driwwerfuere an an der Zukunft vlächicht géifen driwwerfuere oder sollen driwwerfuere.

An d'Haaptargumentatioun, firwat datt mer dat net maachen, wat Einzelner vlächicht gären hätten, datt ass, datt déi Capacitéit vun der Strooss duergeet. Et gëtt eng Rei Problemer op der Streck a puncto Sécherheet. Déi gi behuuewen. Déi sinn och alleguer heidra virgesinn. An ech mengen och, wa mer déi all gemaach hunn, dann hu mer d'Sécherheitsproblemer wierklech geléist. Da gëtt et där op där ganzer Streck keng méi.

Mä Wonsch wär just deen heiten un d'Deputéierten, un d'Politiker am Allgemengen: Ech héieren ëmmer ganz séier Interpretatiounen par rapport zu Accidenter, déi geschitt sinn. Ech géif wierklech drëm bieden, wann Accidenter geschitt sinn, dat ass jo scho schlëmm genuch an tragesch genuch fir déi Leit: Kommt, mir maache keng Politik mat Accidenter, déi grad geschitt sinn!

Well ech soen lech: D'Ursaache vun Accidenter, firwat en Accident geschitt ass, firwat ee säi Liewen huet misse loosse, déi si meeschtens net esou einfach ze deiten a feststellen, wéi dat hei aus der Héft eraus oft gär gesot gëtt.

Ech wëll lech drop hiweisen, datt ech net fir näischt de Bilan vun den Accidenter vum Joer virdrun (veuillez lire: de Bilan vun den Accidenter vum Joer virdrun esou spët maachen). Ech kéint dee jo, theoretisch gesinn, op den 2. Januar zéien. Mä dat maachen ech net. Firwat maache mer dat net? Ma, well tëscht dem Januar an dem Abrëll, wou meeschtens d'Chiffere publizéiert ginn, mer detailléiert Analyse kréie vun den Assurancen, vun der Police, vun der Protection civile, komplett Detailler kréien, wat wierklech d'Émstänn an d'Ursaache ware vum Accident. An ech soen lech: Ganz, ganz oft ass et net dat, wat am Ufank vlächicht gemengt gëtt!

Mir wëssen natierlech, duerch déi Statistiken, déi ech publizéieren, datt et - ech géif bal soen - a bal 70% vun de Fäll iwwerhéichte Vitesse ass. Dat sinn awer definitiv Statistiken, wou dat festgestallt ginn ass. Et ass e Fait, datt d'Vitesse einfach de grouse Problem ass, dee mer an eiser Gesellschaft nach ëmmer hunn. An duerfir schaffe mer jo och dorunner, datt mer d'Leit derzou kréien, datt se d'Vitesse solle respektéieren, esou wéi se virgeschrivwe sinn.

Mä et huet kee Wäert, Konkusiounen ze zéien, an et ass wierklech net glécklech, Konkusiounen ze zéien aus Accidenter, déi geschéien. Wéi gesot, ech soen lech just ee Beispill. Mir haten net déi lescht Woch, mä et ass nach net esou laang hier, en Accident, wou een och hätt kënnen dat eent mengen an am Endeffekt war et awer e Malaise vun der Persoun, déi hannert dem Steier souz. An duerfir géif ech wierklech drëm bieden, keng Interpretatiounen méi ze maachen hei an der Chamber vun Accidenter, well dat bréngt eis net ganz vill.

Wann d'Zuele bis do sinn, déi kritt Der jo och ëmmer als Chamber, da kann ee ganz gäre ku-

cken, op Basis vun den Zuelen da Konklu-siouenen ze zéien op enger sachlecher Basis. An ech mengen, et ass och esou, wéi et gemaach gëtt an deem Aarbechtsgrupp Sécuritét, wou iwwregens alleguer d'Akteuren drasetzen. Well déi Konklu-siouenen, déi d'Ponts et chaussées zitt an och ech zéien um politeschen Niveau, wat op wat fir enger Strooss gemaach gëtt oder soll gemaach ginn, dat ass net einfach esou, well dat mer grad moies afält oder engem Bauingenieur vu Ponts et chaussées moies grad afält, mä déi gi gezunn op Basis vun Diskussiounen, wou vill Experte ronderëm den Dësch setzen an der Verkëierssicherheit, Police an esou wei-der, fir zu deene Konklu-siouenen ze kommen.

Elo kann ee vläicht doriwuer aus anere Grënn net ëmmer frou sinn an zefridde sinn, mä mat den Accidenter ganz kloer am Zesammenhang gesinn, si se meeschtens op där sachlecher Basis festgestallt ginn a gëtt och an der Regel ëmmer direkt dorobber reagiert. Dat kënnt Der roueg kucken, wat an deene leschte Jore gemaach ginn ass a wat och an deenen nächste Jore gemaach wäert ginn, wann et drëms geet, d'Stroosse méi sécher ze maachen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Nohaltekeetsminister. Domat si mer, souwäit ech dat gesinn, um Enn vun eiser Orientierungsdebatte ukomm.

Motion 1

Et bleibt eis nach d'Motioun.

Ass déi Motioun ausdiskutiert?

► **Plusieurs voix.** - Jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ass dat de Fall? Da géife mer direkt zur Ofstëm-mung iwwergoen.

Ass de Vote électronique gefrot? Oder kënne mer mat Handophiewen ofstëmmen?

(Assentiment et interruption)

Vote sur la motion 1

Wien derfir ass, ass da gebieden, d'Hand ze hiewen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Géigeprouf: dergéint? Enthaltungen? Unani-mitéit: Domat ass d'Motioun mat alle Stëm-men ugeholl. Merci.

An da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, der Revisionspro-positioun vum Artikel 32.(3) vun eiser Verfas-sung.

Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen herno beim Vott noutwendeg ass. A mir wësse jo, dass dat hei en zweete Vott ass. An den Här Rapporteur, den honorabelen Alex Bodry, huet elo direkt d'Wuert.

4. 6894 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dëser Proposition de révision vun eiser Verfassung geet et ëm eng punktuell Neiformuléierung vun engem Deelartikel vun eiser Constitioun, dem Artikel 32.(3).

Haut solle mer als Chamber eng zweete Kéier doriwuer befannen, nodeem mer e Re-flexionsdélai vun drai Méint respektéiert hunn. Den éischte Vott hate mer hei zu deem neien Artikel 32.(3) de 6. Juli an der Chamber. An deemools hate vu 54 Deputéierte sech der 52 fir déi Ännerung ausgeschwat, bei zwou Géigestëmmen. Ech hoffen als Rapporteur, dass et eng äänlech breet Zoustëmmung gëtt bei dësem zweete Votum, wéi en an eiser Verfas-sung virgeschriwwen ass.

Bei deem Artikel 32.(3) dréit et sech ëm Froen, déi mat der Kompetenz vun der Regierung ze dinn hunn, fir Reglementer ze huelen, fir also Ausféierungsbestëmmunge vu Gesetzer ze huelen. Wat ass Domän vum Gesetz, wat ass Domän vum Reglement? Wat ass also schluss-endlech am Décisionspouvoir vun der Cham-ber a wat läit an dem Décisionspouvoir vun der Regierung?

Et ass also eng ganz sensibel Matière, déi mer hei ugin, déi mer hei reformuléieren, an dat

an deem spezifischen Domän 32.(3) vun dem sougenannten Domaine réservé à la loi par la Constitution.

Mir kennen hei zu Lëtzebuerg, wéi eng Partie aner Länner, dee System vun der Réserve de la loi, wou also festgeluecht gëtt, wat fir eng Ma-tièren eigentlech mussen duerch d'Gesetz ge-regelt ginn an net däerfen durch Reglementer vun der Exekutiv geregelt ginn.

Dat sinn eng ganz Partie Matière, déi an der Verfassung opgezielt ginn, wou drasteet: „la loi règle, la loi détermine“, an dat heescht, dass also net duerch eng Regierungsdécision oder duerch administrativ Bestëmmunge vun der Regierung gewësse Matière geregelt kënne ginn. Dat muss de Législateur obligatorescher-weis maachen.

Wat awer erëm net heescht, dass dat eng exklusiv Kompetenz wär vum Législateur. En huet d'Haaptkompetenz, mä wann de Législa-teur dat esou wëllt an esou decidéiert an an e Gesetz eraschreift, kann en och dem Grand-Duc, der Exekutiv - an der Praxis ass dat d'Re-gierung - e Pouvoir réglementaire zougstoen. Et ass awer e Pouvoir d'attribution, déi an deem heiten Domän de Grand-Duc, lies d'Re-gierung krit.

Also, dee Pouvoir réglementaire am Domaine réservé, den d'Regierung huet, gëtt et, ass och esou gewollt, och vun der Chamber, mä ass natierlech méi beschränkt wéi an deenen anere Matière, déi net spezifesch vun der Ver-fassung dem Gesetz virbehale sinn.

An de Matière réservées à la loi besteet och zum Beispill de Pouvoir réglementaire spontané vum Grand-Duc net. Dee muss also, wéi ech virdru gesot hunn, expressément an enger Ge-setzesbestëmmung virgesi sinn, an an där do-ter Matière ass et och esou, dass keng Règle-ments ministériels därerfe geholl ginn. Déi sinn an der Matière réservée ausdrécklech duerch eng aner Verfassungsbestëmmung ausge-schloss.

Par contre bleibt also eng gewëssen Attribu-tionskompetenz, déi d'Exekutiv huet, fir och an deenen heite spezifische Fäll ze reglemen-téieren. Ech mengen, déi klassesch Fäll, wou mer oft déi Problematik do begéinen, ass am ganze Schoulsecteur, wou an dëser Verfassung drasteet, dass zum Beispill alles, wat d'Schoul betrëfft, vum Gesetz geregelt muss ginn. En aneren Domän, dee mer oft begéinen, ass dee vun der Liberté de commerce et de l'industrie, wou och Aschränkungen nëmme kënne duerch e Gesetz festgeluecht ginn, net also vun der Regierung eleng kënne decidéiert ginn.

D'Fro, déi sech natierlech stellt, zënter dass mer déi dote Bestëmmungen hunn, ass: Wéi wäit geet dann elo déi Kompetenz vun deem engen a vun deem aneren? Dat ass en éiwegen Diskussionspunkt, eng Debatte, a wou et eng Jurisprudenz gëtt, ënner anerem och na-tierlech vun eiser Cour constitutionnelle.

Den aktuellen Text vum 32.(3) ass relativ rezent a geet op eng Revisioun vum 19. November 2004 zrëck. D'Absicht vum Constituant war et deemools, Rechtssicherheit ze schafen an eigentlech de besteende System vun de Ma-tières réservées bäizebehallen, gläichzäitig awer och dem Grand-Duc e gewëssene Pouvoir ré-glementaire ze loosnen.

Am Kloertext heescht dat, do si mer eis haut nach ëmmer eens, dass dat eise Wëllen ass: Déi grouss Prinzipien, d'Haaptregelen an enger Matière mussen duerch d'Gesetz festgeluecht ginn. D'Detailer kënne iwwer Reglement grand-ducal festgeluecht ginn, wann d'Gesetz dat ausdrécklech virgesäit.

«Dans les matières réservées à la loi par la Constitution, le Grand-Duc ne peut prendre des règlements et arrêtés qu'aux fins, dans les conditions et suivant les modalités spécifiées par la loi.» Dat ass den aktuelle Verfassungs-text. Deen ass am Ufank och interpretéiert ginn an deem Sënn, wéi mir et eigentlech beabsich-tet haten, duerch eis Cour constitutionnelle, bis an engem éischten Arrêt, den 29. Novem-ber 2013, et sinn nach aner Arrête nokomm, méi eng restriktiv Lektür gemaach ginn ass vun där neier Verfassungsbestëmmung, d'Cour constitutionnelle méi streng war an den Domän vum Reglement grand-ducal ganz enk definéiert huet a gesot huet, wierklech all d'Konditiounen, all Modalitéite missten am Ge-setz selwer fixéiert ginn, an da bleibt praktesch net méi ganz vill iwwreg fir den Domän vum Reglement grand-ducal.

Dësen Émstand huet schonn de Statsrot dozou gefouert, fir an enger Stellungnam, ënner ane-rem och an engem Avis, schonn Ufank 2014, déi Fro vun enger Neidefinéierung, Neiformu-latioun vum Artikel 32.(3) opzeweeren. An och dës Regierung huet sech an deemselwechte Sënn geäussert.

An eisem Entworf vun der Chamber fir eng nei Verfassung huet déi zoustänneg Parlements-

kommissioun och eng Textpropos vum Statsrot an hirem Projet de révision vun der Verfassung zrëckbehalen. Mir hunn eis deem Text awer nach eng Kéier ugekuckt. A mir sinn eigentlech zu deem Schluss komm, eng Schlussfolgerung, déi iwwregens och gedeelt gëtt vum Statsrot, dass dat, wat sengerzäit de Conseil d'État pro-posediert hat als neien Text a wat mir ee Mo-ment iwwerholl haten, dass dat eigentlech wahrscheinlech net duergeet, fir op déi fréier Interpretatioun vun dem Pouvoir réglementaire am Domaine réservé à la loi zrëckzekommen.

An duerfir hu mer en neien Text eigentlech eis ausgeduecht, dee mer och zrëckbehalen hunn an dee wéi folgt formuléiert ass: «Dans les ma-tières réservées à la loi par la Constitution, le Grand-Duc ne peut prendre des règlements et arrêtés qu'en vertu d'une disposition légale particulière qui fixe l'objectif des mesures d'exécution et le cas échéant les conditions auxquelles elles sont soumises.»

Bei der Matière réservée muss also d'Gesetz ausdrécklech virgesinn, et geet hei rieds vun enger Disposition légale particulière, dass de Grand-Duc an engem spezifische Fall an enger Matière habilitéiert ass, bestëmmt Ausfé-ierungsbestëmmungen ze huelen.

D'Gesetz muss och zousätzlech d'Zil vun deem Reglement festleeën. Zu wat fir engem Zweck ginn déi Règlements d'exécution geholl? Dat muss also am Gesetz selwer stoen. Mä am Géigesaz zu deem aktuelle Verfassungstext ass et net obligatoresch, dass d'Gesetz och all Kon-ditiounen an all Modalitéite vun deene Matière festleed. D'Gesetz kann an Zukunft Konditiounen festleeën, et muss et awer net maachen. Wat also virdrun obligatoresch war, gëtt elo reng fa-kultativ an eisem neien Text.

Ech widderhuelen nach eng Kéier: D'Zil ass et, dass mer erëm zu deem, mengen ech, geson-den Équibler kommen, dee mer iwwer laang Jorzéngten haten, wou och an der Matière ré-servée à la loi - d'Gesetz muss déi wichteg Re-gelen, d'Grundprinzipie festleeën - d'Detailfroe kënne iwwer Reglement grand-ducal festge-luecht ginn, wann de Législateur dat expressé-ment esou virgesäit an och den Zweck vun där Operatioun am Gesetz selwer festleed. Dat ass dat, wat mer an deem heiten Text wëllen er-rechen.

Mir hoffen, dass mer dës Kéier richtigegleien, dass och eise Wëlle richtig interpretéiert gëtt. An deem Sënn géif ech lech also hei bieden, deen heiten Text ze stëmmen.

Et ass kee Chèque en blanc, deen d'Chamber heimadder der Exekutiv gëtt. Iwwert de Gesetzestext behale mer all Ficellen an der Hand. Mä et gëtt eis déi Méiglechkeet, beson-nesch a méi technesch Domänen, wou et immens schwéierfällig wär, ëmmer iwwer e Gesetz Bestëmmunge festzeleeën, iwwer Règle-ment grand-ducal kënne am Detail dann iwwert d'Regierung déi néideg Modifikatioun-en am Laf vun der Zäit ze maachen.

Dat gesot, géif ech lech also am Numm vun der Kommissioun bieden, deen heiten Text och eng zweete Kéier esou ze stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An éischte Riedner ass den Här Paul-Henri Meyers.

Discussion générale

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Här Pre-sident, de Rapporteur, den Här Alex Bodry, huet d'Hannergrënn an och d'Explikatioun ginn, woufir dass deen Text elo esou geännert gëtt. Ech selwer hu beim éischte Vott de 6. Juli eis Argumenter virgedroen, firwat dass mir deen Text do ënnerstëtzen. Ech mengen, deem ass näischt bäizefügen. An dofir kann ech och elo fir deen zweete Vott den Accord vun der CSV ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Meyers. D'Madamm Beissel huet d'Wuert.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Jo, Här Pre-sident, Dir Dammen an Dir Hären, ech hänke mech och un dat, wat meng Virriedner gesot hunn. Ech mengen, mir hunn déi Deelverfas-sungsrevisioun gemaach, fir aus engem prak-tesch reglementaresche Blocage grauszekom-men, deen notamment an dem Éducatioun-ssecteur eise Regierungsmemberen d'Aarbecht ganz schwéier gemaach huet. Mir hu gesot: Et muss alles geschéien, fir dass notamment an deem Secteur erëm kann effikass a schnell ge-schaffen ginn.

Ech mengen, mir hunn all eis Argumenter scho beim éischte Vott gesot. Den Artikel 114 vun der Verfassung verlaangt jo, dass mer dësen zweete Vott maachen, well an där neier Pro-zedur soll, duerch deen zweete Vott, d'Solen-

nité an de Formalisme vun der Procédure de révision ervirgehewe gi par rapport zum Vott vun enger normaler Loi, engem normale Ge-setz.

An ech wollt domat dat nach eng Kéier ënner-sträichen, dass bien entendu, wéi mer et am éischte Vott gemaach hunn, d'DP-Fraktioun voll hannert deem Text do steet.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Beissel. Den Här Adam huet d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Den Här Bodry huet erëm eng Kéier erklärt, wat den Enjeu ass vun dëser Änne-rung, vun dëser Proposition de révision vun e-iser Verfassung.

Ech hat d'Geleeënheet, fir beim éischte Vott de 6. Juli och d'Argumenter, firwat datt déi gréng Fraktioun dës Ännerung géif ënnerstëtzen, hei duerzeleeën. Déi gréng Fraktioun huet hir Mee-nung net geännert zënter dem 6. Juli. An duer-fir wäerte mir dann och déi Kéier beim zweete Vott eisen Accord ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. Dann huet den Här Reding d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här Presi-dent. Och d'ADR huet zënter dem leschte Vott hir Meinung net geännert a wäert och déi Kéier der Verfassungsännerung zoustëmmen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Baum huet d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Léng).** - Merci, Här Pre-sident. Déi Léng huet eppes gemeinsam mat all deenen anere Parteien: Si huet och hir Mee-nung net geännert par rapport zum Vott vum 6. Juli. Den Här Bodry huet ganz gutt duerge-stallt, datt et eng heikel Matière ass, wou et ëm Décisionspouvoir geet, wou et ëm un Équili-ber geet tëschent Décisionen, déi d'Chamber hält, an Décisionen, déi d'Regierung kann huelen. Mir mengen, datt déi aktuell Regelung, wéi se an der Verfassung steet, gutt ass an datt se keng Ännerung brauch. A mir sinn och dofir dergéint.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Re-gierung freet sech d'Wuert zu der Proposioun.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, wann Der eis d'Wuert gitt, Här Pre-sident. Merci. Ech wëll fir d'Éischt och den De-putéierte Merci soen, dass dee Vott, dee virun der Vakanz stattfonnt huet, datselwecht Resul-tat wäert mat sech bréngen. Hei geet et virun allem ëm méi Rechtssicherheit. Dat ass dat, wat ganz, ganz wichtig ass. An hei ass och net en Transfert de pouvoir, dee gefrot gëtt. Do-wéinst Merci der Regierung, pardon, Merci der Chamber,...

(Hilarité)

...dass se dës Rechtssicherheit och garantéiert.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Écono-mie.** - Et seet jo soss keen eis Merci.

(Hilarité)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dofir soen ech och deenen Deputéierte Merci, déi nach ëmmer zu hirem Vuert stinn an dann haut och den Text wäerte stëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Statsminister. A mer kéinten dann zur Ofstëmmung iwwergoen. Ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, dass bei deem heite Vott keng Procuratiounen erlaabt sinn.

Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution

Mir géifen de Vott starten. Fir d'Éischt... Jo, dat brauch ech dann net ze soen, vu dass et nëmme perséinlech Stëmme gëtt. Huet jidd-wereen ofgestëmmt? Et komme keng bäi. Dat schéngt also de Fall ze sinn. Dann ass d'Of-stëmmung ofgeschloss.

Mir hu 50 Participatiounen um Vott: 48-mol Jo an 2-mol Neen.

(Interruption)

Jo, ech hunn hei 53 Präsenze markéiert a 50 Votten. Dir dot eis jo net nach eng Kéier of-stëmmen? Ech mengen, d'Ofstëmmungseresul-tat ass ganz kloer. Déi Zweedréttelmajoritéit ass largement erreecht. An domat ass déi Revi-sionspropositioun ugeholl. Merci gesot.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie An-drich-Duval, Nancy Arendt, MM. Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mo-sar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz,



Serge Wilmes, Claude Wiseler et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty et Edy Mertens;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen: de Projet de loi 6941 iwwert d'Informatiounsprozedur am Beräich vun den technesche Reglementéierungen. An ech gesinn, dass de Rapporteur, den Här Claude Haagen, scho viru mer Plaz geholl huet,...

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Plaz geholl? Ech stinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- ... well ee mech net méi gesäit.

(Hilarité)

5. 6941 - Projet de loi prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information

Rapport de la Commission de l'Économie

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Här President, de Projet de loi mat der Nummer 6941, deen eng Procédure d'information, wéi Der gesot hutt, virgesäit, also en Informatiounsverfahren um Gebitt vun technesche Virschreften a Virschreften fir Leeschtungen an der Informatiounsgesellschaft, ass de 4. Februar vun deem Joer vum Wirtschaftsminister an der Chamber déposéiert ginn. D'Handelskummer huet hiren éischten Avis den 1. März an de complémentaires Avis den 20. Juni vun deem Joer agereecht. An d'Handwerkerkummer huet hiren Avis den 18. März 2016 agereecht.

De Statsrot huet säin éischten Avis de 24. Mee an den Avis complémentaire de 5. Juli ofginn. Den Avis complémentaire huet sech dorobber

bezunn, datt de Statsrot haaptsächlech eng Opposition formelle um Artikel 5 vun deem Projet de loi gemaach huet, déi awer dunn nom Amendement vun der Ekonomieskommissioun den Accord vum Statsrot kritt huet.

Den Objet vun deem Gesetzestext gesäit d'Ëmsetzung vun der EU-Direktiv 2015/1535 betreffend d'Informatiounsprozedure vir, fir déi et schonn EU-wäit säit den 80er Joren eng Prozedur gëtt. Domäner, déi ënnert dës technesch Regele falen, si bei eis ënner anerem d'Konstruktioun, d'Landwirtschaft, d'Telekommunikatioun, den Transport, d'Mécanique, d'chemesch Produiten, d'medezinnesch Equipementer an d'Energieversuergung.

Fir e riwungslost Fonctionnéiere vum europäesche Bannemaart ze garantéieren, ass elo d'Zäit komm, fir déi national Initiativen iwwert d'technesch Reglementatiounen EU-wäit méi transparent ze gestalten, fir esou de fräie Wueverkéier net ze hënneren. Esou muss a soll all Memberstat, deen eng technesch Regelung huet, esou wéi se am éischten Artikel vum Projet de loi definéiert ass, also all déi Produiten a Servicer, déi an deem Kader drastinn, der EU-Kommissioun matdeelen. Dëst awer nëmme fir nei Normen, déi net schonn op europäeschem oder internationalem Niveau unerkannt sinn.

D'Zil vun dëser Informatiounsprozedur ass et, de jeeweilige Memberstaten an der EU-Kommissioun et ze erméiglechen, fir datt een, ier si d'technesch Regeln ëmsetze wëllen, ka kucken, wat bis dohinner an deene jeeweilige Länner genotzt gëtt. Esou gesäit een näamlech vir, wat fir eng Prozeduren nach néideg sinn, also och wat fir eng Harmonisatioun op deenen Domäner nach néideg ass.

D'Wichtigkeet an och d'Uwendung besonnesch vun dëser Prozedur gouf scho vum Europäesche Gerichtshaff a verschiddene Fäll e puermol monéiert, well soss dës Regeln eben net opposabel sinn.

De Gesetzestext gesäit och vir, datt um nationalen Niveau den ILNAS, also den Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services, zoustänneg ass fir d'Kommunikatioun vun esou technesche Regele mat der Europäescher Kommissioun a mat deenen anere jeeweiligen EU-Memberstaten.

All weider technesch Detailler fannt Der a mengem schrëftleche Rapport. Dat gesot, ginn ech natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Haagen. An den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo. Merci dem Här Rapporteur Haagen fir säin exzellente Rapport an enger technescher Matière. Duerch säi Rapport hu mer wéinstens e Minimum vun där komplexer Matière verstanen. Merci derfir. A mir wäerten dëse Projet natierlech stëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Mosar. D'Madamm Elvinger huet d'Wuert.

► **Mme Joëlle Elvinger** (DP).- Jo, ech géif dem Här Rapporteur och gär villmools Merci soe vun eiser Säit fir déi gutt Explikatiounen zu deem techneschen Dossier. A well d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv de Bannemaart nach méi effikass maache soll, andeems eng Transparenz geschafe gëtt, fir déi national technesch Regeln EU-wäit ze garantéieren, gëtt d'DP-Fraktioun dann och hiren Accord zu deem Projet de loi.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och der Madamm Elvinger. Dann den Här Anzia.

► **M. Gérard Anzia** (déi gréng).- Jo. Merci, Här President. Ech géif et ganz kuerz maachen. Merci un de Rapporteur, an och den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Ech hu keng weider Wuermeldungen. Dann huet den Här Wirtschaftsminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie.- Jo. Merci, Här President. Ech muss soen, ech sinn erstaunt, awer och dankbar doriwwer, dass deen héich technesche Projet hei net méi Froen u mech opwerft. Dofir soen ech lech Merci, dass Der deen esou stëmme wëllt.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Wirtschaftsminister.

Da kënnen mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6941 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6941 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58 Kollegen hunn direkt oder indirekt ofgestëmmt: 58-mol Jo. Domat ass de Projet unanime uegoholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Cécile Hemmen), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn domat um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Ech soen lech Merci.

Rendez-vous: deen nächsten Dënschdeg bei enger Reunioun, wou all d'Kommissiounen invitéiert sinn, déi zwar keng Plénière ass, mä awer e wichtege Charakter huet, dann, wa mer de Vizepresident vun der EU-Kommissioun hei empfänken an e Fro-an-Äntwert-Spill och hei maachen. Selbstverständlech ass d'Regierung bei där Geleeënheet och invitéiert. An déi, déi wëllen deelhuelen, solle sech wann ech gelift bei eis mellen.

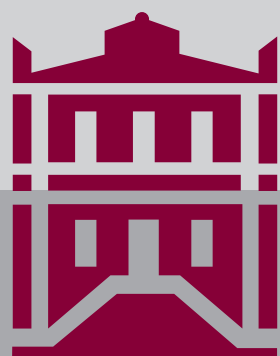
Doriwwer eraus wënschen ech lech nach e schéinen Owend.

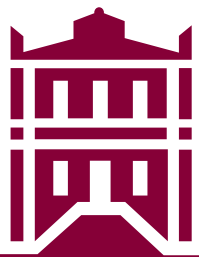
D'Sëtzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 17.22 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes, législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
2. Changements de composition des commissions parlementaires
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
3. Communications
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
4. 7069 - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution
 - Déclaration de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président
5. Ordre du jour
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
6. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la décision du Conseil concernant le «Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA)», suivie d'un débat
 - Déclaration: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
 - Débat: M. Laurent Mosar, M. Marc Angel (dépôt d'une motion), M. Gusty Graas, M. Claude Adam (interventions de M. David Wagner), M. Fernand Kartheiser (dépôt d'une motion), M. Marc Baum
 - Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (dépôt d'une documentation)
 - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)
 - Vote sur la motion 2 (rejetée)
7. Interpellation de M. Gusty Graas au sujet de la gestion de l'eau
 - Exposé: M. Gusty Graas
 - Débat: M. Aly Kaes (dépôt d'une motion), Mme Cécile Hemmen, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement
 - Vote sur la motion 1
8. 6893 - Projet de loi
 1. relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
 2. portant création d'un registre des titres professionnels et d'un registre des titres de formation;
 3. modifiant
 - a) la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,
 - b) la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,
 - c) la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,
 - d) la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé,
 - e) la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,
 - f) la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychologue
 - Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. André Bauler
 - Discussion générale: M. Serge Wilmes, Mme Taina Bofferding, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Alex Bodry)
 - Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. Interpellation de M. Gusty Graas au sujet de la gestion de l'eau (suite)
 - Vote sur la motion 1 (rejetée)
10. 6897 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles le 21 mai 2014
 - et
 - 6898 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne l'opposition et l'instauration d'une procédure administrative de nullité ou de déchéance des marques, signé à Bruxelles, le 16 décembre 2014
 - Rapports de la Commission de l'Économie: M. Claude Haagen
 - Discussion générale: M. Félix Eischen, Mme Simone Beissel, M. Henri Kox
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie
 - Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel
11. 7068 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation de deux députés comme membres du comité d'évaluation institué par la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État
 - Rapport de la Commission du Règlement: M. Eugène Berger
 - Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen
 - Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, M. Félix Braz, Mme Lydia Mutsch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; M. Marc Hansen, Ministre délégué; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- E schéine gudde Mëtten! Ech maachen d'Sëtzung op a froen dann direkt d'Regierung, ob se ausser der Erklärung nach eng Matdeedlung ze maachen huert.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Ausseminister.

2. Changements de composition des commissions parlementaires

Ech wollt dann d'Chamber consultéieren iwwer eng Rei vu proposéierten Ännerungen an eise Kommissiounen. D'DP-Fraktioun proposéiert, dass an der Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse den Här Edy Mertens den Här Claude Lamberty punktuell fir de Punkt iwwert de Projet de loi 7011 iwwert de Cliefer Lycée, an dat bis zum Enn vun der Prozedur, ersetzt.

(Brouhaha)

D'LSAP-Fraktioun proposéiert, dass an der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace den Här Franz Fayot den Här Yves Cruchten ersetzt all Kéier fir de Punkt iwwert de Projet de loi 7049, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert déi perséinlech Donnéeën an dat bis zum Enn vu senger Prozedur.

An der Commission des Affaires intérieures soll d'Madamm Tess Burton den Här Frank Arndt all Kéier fir de Punkt vum Projet de loi 7035 ersetzen. Et handelt sech ëm d'Fusioun vun de

Gemenge Mompech a Rouspert; och do bis zum Enn vun der Prozedur.

Ass d'Chamber mat deene Propositionen averstanen?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidéiert.

3. Communications

Dir fannt um Büro vun der Chamber d'Lëscht vun deenen neie Froen, d'Lëscht vun de Projeten, déi deponéiert gi sinn, an d'Lëscht mat de Petitiounen.

Communications du Président - séance publique du 20 octobre 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

2) la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 sur l'impôt foncier

3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale

4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabac

6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002

7) le Code de la sécurité sociale

8) la loi du 18 décembre 2015 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016

9) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

10) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

11) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

12) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques
Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 12.10.2016

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 12.10.2016

7072 - Projet de loi instituant un service de médiation de l'Éducation nationale, instaurant un médiateur au maintien scolaire, un médiateur à l'inclusion scolaire et un médiateur à l'intégration scolaire et portant modification de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

7073 - Projet de loi concernant l'extension de l'offre scolaire du Lycée technique Michel Lucius et modifiant sa dénomination

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

7074 - Projet de loi portant sur l'enseignement secondaire et modifiant

1. la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

2. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

3. la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: de l'enseignement secondaire);

4. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

5. la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire;

6. la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

7. la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote;

8. la loi du 13 juillet 2006 portant organisation du Centre d'accompagnement et de psychologie scolaire;

9. la loi du 16 mars 2007 portant - 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue - 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation;

10. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

11. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire;

12. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

13. la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance;

14. la loi du 29 juin 2010 portant création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les lycées et les lycées techniques;

15. la loi du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers;

16. la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale;

17. la loi du 7 juillet 2016 portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique

18. la loi du XX XX XXXX ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

7075 - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la qualité scolaire

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

7076 - Projet de loi portant sur le développement curriculaire de l'Éducation nationale et modifiant

1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général;

3. le Code de la sécurité sociale

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

7077 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet 1. la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques; 2. la création d'un «Centre de Gestion Informatique de l'Éducation»; l'institution d'un Conseil scientifique

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

7078 - Projet de loi portant

1. organisation de la reprise des enseignants de religion et des chargés de cours de religion prévue par la Convention du 26 janvier 2015 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église catholique du Luxembourg concernant l'organisation du cours commun «éducation aux valeurs» sous le régime de l'employé de l'État;

2. modification de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire;

3. modification de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

4. abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

7079 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

2. de la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

3. de la loi du 16 mars 2007 portant 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation;

4. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

5. de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

6. de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance;

7. de loi du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves;

8. du Code de la sécurité sociale

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

2) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

726 - Demande de pétition publique: Développer la technique de thermoablation et sa prise en charge au Luxembourg afin d'éviter l'ablation thyroïdienne

Dépôt: Mme Anna Christen, le 06.10.2016

727 - Demande de pétition publique: Installation d'un système de barrière automatique au parking

Hôtel de Ville à Ettelbruck

Dépôt: M. Jerry Le Vaillant, le 10.10.2016

728 - Demande de pétition publique: Grátis éffentlechen Transport OCH fir Studenten

Dépôt: M. Jean Wivenes, le 13.10.2016

729 - Demande de pétition publique: Demande d'octroi de la classe d'impôt 2 aux familles monoparentales

Dépôt: Mme Nuria Iturralde, le 18.10.2016

730 - Demande de pétition publique: Fir eng steierlech Entlaaschtung vun den Elengerzéier/innen (familles monoparentales)

Dépôt: M. Jean Heuschling, le 19.10.2016

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. 7069 - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution

Déclaration de recevabilité

An hirer Reunion vum 13. Oktober 2016 huet d'Présidentekonferenz d'Proposition de révision vum der Constitution Nummer 7069, déi den Artikel 29 vum eiser Verfassung soll ofänneren an déi hei den 11. Oktober 2016 vum Här Fernand Kartheiser deponéiert gouf, als recevabel unerkannt.

Ass d'Chamber och do bereet, d'Présidentekonferenz ze suivéieren?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

5. Ordre du jour

Den Ordre du jour kennt Der. Zënter der Presidentekonferenz ass proposéiert ginn, fir deen Ordre du jour, deen duerch d'Présidentekonferenz gaangen ass, duerch d'Erklärung zum Stand vum Dossier CETA ze ergänzen.

Ass d'Chamber mat där Proposition d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zur Deklaratioun vum Här Ausseminister iwwert de Stand an déi nei Entwécklungen am Dossier CETA iwwergoen. All Fraktioun a Sensibilitéit huet eng Riedezäit vum zéng Minutten. An den Här Ausseminister huet déi Zäit, déi e fir néideg empfénnt, fir den Dossier ze erklären. Här Ausseminister Jean Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

6. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la décision du Conseil concernant le «Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA)», suivie d'un débat

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Merci, Här Président. Ech géif vläicht ufänke mat der Fro: Wat charakteriséiert CETA, den Handelsaccord tëschent der Europäescher Unioun a Kanada?

CETA ass deen éischte Fräihandelsaccord, deen d'Europäescher Unioun mat engem Member vum dem G7 ofschléist. Et ass gläichzäitig deen émfassendsten Accord, deen d'EU bis dato verhandelt huet. CETA regelt den Handel, wéi mer wëssen, vum Wueren, vum Servicer tëschent Kanada an Europa a baut eigentlech op dräi grouse Piliere op: dem regelten Zougang op d'Marché, der Zesummenaarbecht dann am Beräich vum der Reguléierung, den techneschen Normen, a schliisslech dem Austausch vun Investissementer.

CETA ass a mengen Aen e wichtege Accord, well och d'Kanadier e strategesche Partner sinn, wéi kaum en zweeten, fir d'Europäescher Unioun. A mir sinn als Europäescher Unioun zwéngend - zwéngend! - op Partner ugewise wéi Kanada, fir da mat um Dësch fir fair Regeln ze kämpfen, fair Regeln, fir e staarke Kader ze setzen - an dat ass fir mech dat Allerwichtigst -, deen d'Globaliséierung an déi richteg Richtung bréngt.

Mir hunn als Europäescher Unioun elo nach 22% vum weltwäite Bruttosozialprodukt. Nom Brexit wäerten et der nach 18% sinn. Et dierf een also net vergiessen, dass aner Länner a Regiounen amgaange sinn, mir wëssen dat, regional Accorden auszuhandelen. An déi hunn zum Deel ganz aner Ussiichten, wat zum Beispill d'Aarbeitsrecht ueget, wat den Ëmweltschutz ueget oder wat d'Konsumenterechter ueget, fir nëmmen déi ze nennen.

Entweder also mir bestëmmen mat oder mir kucken no, wéi anerer iwwer eis bestëmmen!

Et ass viles, wat an de leschte Jore vu verschiddene Säiten a speziell och vun der Zivillgesell-

schaft gefrot ginn ass, an de CETA-Pakt agepaakt ginn, sief et virun allem déi nohaltege Entwécklung, siefen et d'Aarbeitsrecht oder de Konsumenteschutz. Mir hunn eis doduerch en Instrument ginn, un deem manner déi grouse Multie profitéieren, mä wouduerch d'Benefisser vum fräien Handel allgemeng net am Widersproch stinn zu eisen europäesche Gesellschaftsmodeller a wou vill Mëttel- a Klengbetrieber eppes dovunner hunn. Dat ass d'Definition vun engem Fräihandelsaccord vun der neier Generatioun.

Déi grouse Eckpunkte si folgend: Duerch d'Ewechfale vun den Zolltariffer spueren eis Entrepreneuren all Joer 470 Milliounen Euro, Suen, déi kënnen fir Investissementer, aner Investissementer geholl ginn. Eis Betriber kënnen endlech matmaache bei den éffentlechen Ausschreibungen a Kanada, an dat och um Niveau vun de Provënzen. Ech soen „endlech“, well déi kanadesch Firmen deesen Zougang an Europa scho längst hunn. Duerch CETA kann d'Est Ongläichgewicht opgehuewe ginn. An dat ass deen éischten internationalen Accord, an deem Kanada esou eng Ouverture mécht.

Dobäi muss een awer och erwänen, dass d'Europäescher Unioun a Kanada éffentlech Ausschreibungen no ekologeschen oder soziale Kritäre kënnen bestëmmen. An op deem Punkt ännert CETA nëischt par rapport zu haut.

Och ginn duerch CETA eng 145 sougenannten „indications géographiques“ geschützt. Dat heescht, dass traditionell europäesch lesswueren, Gedrénks net kënnen als kanadesch Kopie verkaaft ginn. Och dat ass eng Première an Nordamerika.

Mä doriwwer eraus sinn, mengen ech, awer déi folgend Punkten, Här Président, déi iwwert deene wirtschaftlechen Interesse stinn, wäit iwwert deene wirtschaftlechen Interesse stinn, nach vill méi wichteg:

Fir d'Éischt emol d'Recht, Gesetzter ze erloosen, op Englesch „the right to regulate“. D'Europäescher Unioun a Kanada kënnen weiderhin ouni Restriktioun déi Gesetzter unhuelen, déi si fir richtig a fir wichtege fannen, fir d'Ziler vum Wuel vun der Allgemengheet ze errechen. D'Lëscht vun de Politikberäicher, déi hei opgezählt ginn - Ëmweltschutz, Konsumenteschutz, Gesondheetspolitik, Éducatioun, Sécherheet, Sozialpolitik -, déi ass net zou, déi ass erweiderbar. Dat steet - fir Leit, déi jo genee wëlle wësen, wou et am Text steet, duerfir soen ech dat -, op verschiddene Plaze: Et steet an der Präambel, Artikel 8.9, Artikel 23.2 an Artikel 24.3.

Déi zweet Saach ass: D'Zesummenaarbecht am Beräich vum der Reguléierung, dat heescht zum Beispill techneschen Normen oder Tester, ass an engem fräiwëllege Kader ze gesinn - Artikel 21.2.6 - an zum anere geschitt se um Niveau vun de Reguléierung. Bei eis ass dat den ILNAS. Dat heescht, hei gi keng politesche Entschuedunge getraff. Dat maache weiderhin d'Regierungen an d'Parlament. A wann ee seet: „D'Zesummenaarbecht ass fräiwëlleg“, da betrëfft dat souwuel den Dialog tëschent de Reguléierung u sech, mä awer och d'Ëmsetzung vum eventuelle Resultater.

Ee ganz wichtege Punkt sinn d'effentlech Servicer. D'Staten op allen Niveaue - also och bei eis um Niveau vun de Gemengen - kënnen weiderhin d'effentlech Servicer esou organiséieren, wéi si dat fir richtig halen. An et gëtt och preziséiert, dass Recommunaliséierungen zu all Moment méiglech sinn. Op Lëtzebuergesch heescht dat: Wann ee Service op enger Gemeng liberaliséiert gi war an e soll erëm zrëckgefouert ginn an d'effentlech Hand, dann ass CETA keng Hemmnis, fir dat ze maachen.

D'Regierung ginn och net dovunner ofgehale, nei éffentlech Servicer unzebidden oder Servicer als éffentlech ze erklären. Et sinn d'Regierungen, déi décidéieren, ob et en éffentleche Service ass oder net.

Zu den éffentleche Servicer am Sënn vun CETA gehéieren zum Beispill och den éffentleche Wunnengsbau oder sozial Dénsgschlechtungen. Och hei, déi, déi dat net gleewen, mussen dat lisen op der Sait 1.294 enner „public utilities“ Annex II, Artikel 8.15, Artikel 9.7 an Artikel 18.3. Also, ech lisen elo hei net dat Neit Testament vir, mä et ass esou.

(Hilarité)

Investitiounsschutz: An dem Kapitel sinn e puer besonnesch erwänenswärt Punkte festzhalen. Esou gëtt zum Beispill den „right to regulate“ nach eng Kéier ennerstrach, Artikel 8 Absatz 9 Ziffer 1. Auslännesch Investore ginn net besser behandelt wéi einheimesch Investoren. D'Gesetzter kënnen geännert ginn, och wann doduerch d'Gewënnernaardunge vum Investor negativ betraff sinn.

Also, wichteg, nach eng Kéier, Artikel 8 Absatz 9 Ziffer 2: All Gesetzter kënnen geholl ginn an et ka kee kanadesche Betrib op Lëtzebuerg

kommen a soen: „Duerch dat Gesetz, wat d'Chamber elo hei gestëmmt huet, hu mir manner Benefiss a mir kloen.“ D'Bréifkëscht-firme kënnen keng Klo erhiewen, Artikel 8.1.

D'Riichtere vum Investitiounsgerichtshaff mussen déiselwecht Qualifikatioun hu wéi déi an hirem Heemechtsland, Artikel 8.27.4. Fir kënnen Riichter ze sinn, si strikt ethesch Regeln ze respektéieren fir d'Onofhängegheet an d'Objektivitéit, a si verhenneren esou Interessenskonflikter.

Kanada an d'Europäescher Unioun verflachte sech zu engem Monitoring vum ICS, also vum deem neie Geriicht, fir iergendwelch Schwiegerekte méiglechst schnell ze behiewen. Déi zwou Parteien verflachte sech, direkt mat den Aarbechte vun engem Code de conduite fir d'Riichteren unzefänken - an Dir erënnert lech un déi Motioun, déi mer hei gestëmmt hunn an der Chamber, déi Dir gestëmmt hutt an der Chamber am Juni, wou dat kloer drasteet -, mat dem Zil, dës Aarbechten ofzeschlëssen, eier de CETA a Kraaft ass.

Et dierf een och hei net vergiessen, em wat et eigentlech geet. Mat der europäescher Reform vum Investitiounsschutz, deen d'Kanadier am Nachhinein akzeptéiert hunn, nodeems d'Verhandlungschon ofgeschloss waren, hu mer et fäerdigbruecht, vun engem privatrechtliche Konzept vum Investitiounsschutz zu engem éffentlech-rechtliche System ze kommen, deen et erlaabt, déi privat Schiedsrichter ofzeschaffen.

Mir hu mat dem ICS e System op d'Bee gestallt, wou d'Verhandlungen éffentlech an transparent oflafen, wou d'Staten an net d'Firmen onofhängeg Riichter eraussuchen a wou schliisslech och d'Méiglechkeet vun engem Appell virgesinn ass, wou et och ausgeschloss ass, dass duebel Kloe lafen, wat beispillsweis de Fall ass bei Vattenfall. Vattenfall huet ugefaangen, éffentlech-rechtlech, also op den normale Geriichter, ze kloen, ass do net virukomm, huet dunn den ISDS, déi privat Schiedsrichter ugeruff, an d'Resultat ass, dass bis haut nach keng Décisioun do ass. Déi éffentlech-rechtlech (veuillez lire: privat) Schiedsrichter, ech soen et nach eng Kéier, verschwannen heimadder. Dat alles huet, wéi gesot - also dee System hei -, näischt méi ma dem System vun de private Schiedsrichter ze dinn.

Nohaltege Entwécklung: An dem Kapitel gëtt ennerstrach, dass Kanada an d'Europäescher Unioun sech der nohalteger Entwécklung säit Laangem verflacht hunn.

Dann eppes och ganz Wichteges, ech hu gesot, et sinn net nëmmen d'Benefisser, déi hei considéiert ginn, mä och de Schutz vun den Aarbeitsrecht. D'Aarbeitsgesetzter kënnen net ofgeschwächt ginn, Artikel 23.4, fir Investitiounen unzeziehen. Deem gëtt de Sozialdumping kloer am Text ennerbonnen.

Kanada ass amgaang, déi lescht vun den aacht ILO-Konventionen - also ILO, dat heescht OIT, Organisation internationale du travail -, ze ratifizéieren. D'Vertragspartei verflachte sech och, dës Konventionen effektiv ëmzesetzen. Et bleift net bei enger renger Absichtserklärung. Insgesamt ass dese Punkt ee vun de wesentleche Merkmale vun de Fräihandelsaccorde vun där neier Generatioun.

Et geet net nëmmen, ech soen et nach eng Kéier, em wirtschaftlech Benefisser fir Betriber oder fir Investisseuren, mä och em d'Rechter vun den Aarbechter! Et sinn dës Kapitelen, déi ausschlaggebend si fir eis Kreditibilitéit als Europäescher Unioun, wa mer soen: Mir wëllen eis Wäerter erausdroen a mir wëlle matbestëmmen iwwert d'Regelen am Welthandel.

Nächste Punkt: den Ëmweltschutz. Béid Parteien kënnen hir Ëmweltschutzgesetzter esou änneren, wéi si dat fir richtig fannen, Artikel 24.3. Mä Ëmweltstandarde dierfen net erofgesat ginn, fir Investitiounen unzelackelen, Artikel 24.5. Schliisslech erwänt dese Paragraf och nach d'Engagementer vu Kanada a vun der Europäescher Unioun, fir gemeinsam un der Ëmsetzung vun dem Paräiser Klimaaccord ze schaffen.

Dann ee Punkt, eng Clause de révision - op Lëtzebuergesch fannen ech do kee richteg Wuert, mä dat kënn nach -, d'Matabezie vum allen Interessevertrieder: D'Gewerkschaften, d'Patronat, d'Zivillgesellschaft gi regelméisseg em hire Rot gefrot, wann et drëms geet, déi verschidde Kapitel vum CETA ëmzesetzen. Et gëtt ee spezielle Forum, de CETA Civil Society Forum, Artikel 22.5, gegrennt. D'Vertragsparteien engagéiere sech, fir besonnesch d'Kapitel iwwert d'Aarbecht an d'Ëmwelt regelméisseg ze iwwerpräieren, fir sécherzestellen, dass dës Dispositiounen richteg an effektiv ëmgesat ginn.



Hei sinn et och éischt Iwwerleeungen am Conseil ginn, ech soen dat ganz kloer, de leschten Dönschdeg, fir ze präveinen, inwiefern Sanktionsmechanisme gräfte kënnen, wa bei der Ëmsetzung vu CETA géint verschidde Bestëmmunge grad och am Kapitel vum der nohalteger Entwécklung sollt verstouen ginn. A mir Lëtzebuerg also wäerten eis esou enger Diskussioun selbstverständlech net verweigere!

Waasser, e wichtege Punkt: Keen Zwang, fir d'Waasser ze privatiséieren.

Nächste Punkt: ëffentlech Ausschreibungen. Bei den ëffentlechen Ausschreibungen gi weiderhin Ëmwelt- a sozial Aarbechtsmaarktkritären, wéi beispillsweis d'Anhale vu Kollektivvertrag, berücksichtigte, Artikel 19 3 Absatz 2 Buschtaf (b).

Dës Punkte sinn alleguer a verständlecher, manner juristescher Sprooch an der Déclaration conjointe widderholl an och prezisiéiert ginn. Dës Deklaratioun ass net vun alle Länner gefrot ginn, laang net! Si ass vu fennef Länner ënnerstëtzt ginn a gefrot ginn: Däitschland, Frankräich, Holland, Eisträich a Lëtzebuerg. All déi aner Länner waren äusserst skeptesch a wollte vill méi séier virukomme mat CETA.

Déi Deklaratioun ass e formellen EU-Rechtsakt, deen zesummen adoptéiert gëtt mat der Décisioun vum Conseil, fir CETA ze ënnerschreien. Dës Deklaratioun gëtt dann zesumme mam CETA-Text am Journal officiel publizéiert.

No der Bibel - fir dat och eng Kéier ze soen, well ech jo elo do dra sinn - vun den Traitéen, der Wiener Konventioun vum 1969 iwwert d'Vertragsrecht, a genauer gesot nom Artikel 31.2 vun dëser Konventioun ass dës Deklaratioun en Instrument, dat op eng verbindlech - ech widderhuelen: verbindlech! - Aart a Weis d'Interpretatioun vu CETA duerch d'Vertragspartei regelt an och an engem Sträitfall esou viru Gericht gehandhabt gëtt. An deem Fall muss - muss! - den Investitiounsgerichtshaff d'Déclaration conjointe interprétative considéieren.

Déi seet ganz kloer, dass am Zweifelsfall d'Dispositioun vu CETA am Sënn vum Schutz vun den ëffentleche Services, dem Ëmweltschutz, dem Schutz vun den Aarbechtsrechter an esou weider mussen ausgeluecht ginn. Et ass och an deem Sënn, wou d'Recht vun de State fir ze reguléieren esou staark betount gëtt a maassgeblich ass, och wann doduerch beispillsweis, ech soen et nach eng Kéier, d'Gewënnerwaardunge vun de Firmen erofginn.

An dee leschte wichtege Punkt, deen an der Déclaration conjointe explizit betount gëtt: Sämtlech Importer an d'Europäesch Unioun mussen d'Virschreften erfüllen, déi an der EU gëllen, well CETA kann de Vorsorgeprinzip net a Fro stellen, Artikel 191 vum Traité vu Lissabon.

Vu dass den Text vun dëser gemeinsamer Erklärung nach net adoptéiert gouf, ass et, léif Leit, net ausgeschloss, dass nach lescht Verbesserungen, lescht Präzisiounen, Adjustementen, alles, wat Der wëllt, méiglech sinn. A Lëtzebuerg ass op jiddé Fall an dësem Verbesserungsprozess agebonnen a wäert weider Verbesserungen an deem Sënn mat ënnerstëtzen, wa se an d'Diskussioun kommen. Allerdéngs ass et schwéier fir mech... Fir mech ass den Text kloer. Wann aner Leit mengen, aner Länner mengen, et kéint een nach preziséieren, ass Lëtzebuerg dobäi, fir dat ze maachen.

Zweetens dann: Wat waren d'Schwierigkeeten, déi verschidde Memberstate virun an och am Laf vun der Sitzung vum Conseil „Commerce“ de leschten Dönschdeg eigentlech hatten? Wéi Der wësst, waren am Virfeld, mä dunn och am Laf vum Conseil vu virgëschter, eng Rei Froen, déi sech fir verschidde Memberstate gestallt hunn.

Ech fänken u vläicht mat deene schwierigsten, mat Däitschland, wou jo d'Bundesverfassungsgericht gréng Luucht ginn huet, fir CETA ze ënnerschreien, dës awer ënner dräi Konditiounen, an zwar éischters emol, dass just déi Kapitel vu CETA provisorisch applizéiert ginn, déi ënner EU-Kompetenz falen. A fir eis war dat jo och ëmmer kloer, dass en nëmme just provisorisch kann applizéiert ginn, nodeem d'Europaparlament e gestëmmt huet a just fir de Kontext EU-Kompetenz.

Dat Zweet ass: De gemeinsame Comité, deen a CETA virgesinn ass, dee ka keng Entscheidungen huelen, keng Propositionen och maachen, ouni dass all Memberstat säin Accord ginn huet.

An drëtters: Däitschland kann eesäitig mat der provisorischer Applikatioun vu CETA ophalen.

Dat ass d'Virlog vum Bundesverfassungsgericht.

Ech wëll och eng Kéier hei e weínege betounen: D'Bundesverfassungsgericht ass jo eng Erfindung vun den Amerikaner a vun den Engländer an Däitschland, a mir respekteren och selbstverständlech allegueren déi héich Kompetenz vun deem Gericht. Allerdéngs gëtt et ee Gericht, wat, europäesch gesinn, driwwerstet: Dat ass d'Cour européenne de justice. A mir dierfen elo net, mengen ech, an eng Phas era kommen, wou dat Karlsruhe Gericht eigentlech méi héich a senger Duerchschlagskraaft europäesch ugesidelt gëtt wéi d'Cour européenne de justice.

Däitschland huet gefrot, fir dës Bedéngunge vu Karlsruhe kënnen anzehalen. Doropshin huet de leschten Dönschdeg de Conseil dräi Deklaratiounen ugeholl, soudass Däitschland seng Zoustëmmung zu CETA konnt ginn.

Et gouf duerno elo festgehalten, dass déi provisorisch Applikatioun vu CETA ophält, also gestoppt ass, wann ee Parlament oder een ieweschts Verfassungsgericht sech géint d'Ratifizierung ausschwätzt an déi entsprecherend Regierung dat dann och notifizéiert. An dee Moment ass d'Ratifikationsprozedur CETA total gestoppt.

Also, fir dat op Lëtzebuergesch nach eng Kéier kloer hei ze soen, an duerfir ass jo och eng Erklärung gemaach gi vum Conseil: De Fall geholl, et gëtt ënnerschriwwen, de Fall geholl, d'Europaparlament seet Jo, stëmmt also positiv of, d'provisoresch Applikatioun kënn, an et kënn eent vun deene Parlatenter an deenen 28 Länner (veillez lire: an et verweigert eent vun deene Parlatenter an deenen 28 Länner d'Zoustëmmung) oder eent vun deene Parlatenter an der Belsch, well déi jo speziell verfassungsrechtlich figuréieren do, dann ass déi ganz Prozedur fir de ganze CETA-Accord, net nëmme EU, mä och national Kompetenz, dat heescht alles, wat EU ass, alles, wat och d'national Kompetenz ass, gestoppt. Dat muss mer wëssen. Dat ass och kloer zum Virschäi komm. Dat huet näischt elo mat Karlsruhe ze dinn. Et ass kloer zum Virschäi komm an där leschter Reunioun vum Conseil „Commerce“.

Wat genau soll elo provisorisch applizéiert ginn, ëmmer vorausgesat d'Europaparlament stëmmt deem zou? Nun, de Conseil huet nach eng Kéier an aller Däitlechkeit confirméiert, dass déi provisorisch Applikatioun vum CETA just Matière betrëfft, déi kloer an integral Kompetenz vun der Europäesch Unioun sinn. Dir wësst, dass do nach op der Cour de justice hei zu Lëtzebuerg en Uerteel iwwer Singapur aussteet, vun deem awer ugeholl gëtt, dass dat am Fréijoer geholl gëtt. An ech mengen, dann ass een doranner och ee fir allemol kloer.

Et sinn also eleng d'Kompetenz vun de Memberstate betraff. Konkret heescht dat, dass den Investitiounsschutz, an domadder den ICS, net provisorisch selbstverständlech applizéiert gëtt. Och de Volet pénal vum Schutz vun der Propriété intellectuelle trëtt eréischt a Kraaft, wa CETA ratifizéiert ass, well dat ënner déi national Kompetenz fällt. Par contre gëtt d'Kapitel nohalteger Entwécklung, an do hu mer drop gepocht, provisorisch applizéiert.

Dir gesitt, dass et eng zimlech komplex Saach ass, an duerfir gouf och de leschten Dönschdeg am Conseil gesot, dass mir als Europäesch Unioun misste kucken, fir déi sougenannten „comprehensive Fräihandelsaccorden“, also ëmfaassend Fräihandelsaccorden an Zukunft esou ze gestalten, dass et kloer ass, wéi eng Beräicher eendeiteg an der europäescher Kompetenz sinn, wou dann och d'Europäesch Parlament seng Zoustëmmung muss ginn, a wéi eng an der nationaler Kompetenz sinn, wou eben d'national Parlatenter d'Soen hunn.

Dir wësst och nach, fir ze compléieren, Bulgarien a Rumänien hu gesot, si kéinte prinzipiell CETA ënnerschreien. Mä si warden, dat ass kloer, op e formell Engagement vun der kanadescher Regierung, dat dese Länner d'Visafreiheet dann zousécheren. Do wier eng Léisung imminent, mä virdru kéinte se net ënnerschreien. Dat ass kloer, do waart een op deen aneren. Mä politesch ass ofgemaach, dass dat misst klappen.

Här President, bei CETA hu mer et mat engem Accord ze dinn - a well et esou komplex ass, géif ech nach eng Kéier siwe Punkte rappelléieren -, mat engem Accord, wou 1) déi privat Schiidsrichter ofgeschafft sinn an duerch en internationalen Investitiounsgerichtshaff ersat ginn, wou 2) kee Sozialdumping méiglech ass, fir en Investor unzezéien, mä fir déi éischte Kéier an der Geschicht vun der europäescher Handelspolitik d'Kärkonventiounen vun der OIT mat ratifizéiert ginn, wou 3) kee Drock zur Liberalisierung vun ëffentleche Services ka gemaach ginn, wou 4) déi éischte Kéier d'Prinzipie vun der nohalteger Entwécklung festgehal sinn a kee Dumping duerch d'Eroftsetzung vun den Ëmweltgesetz erlaabt ass, wou 5) keng Kloe vu Breifkëschtfirmen aus Kanada zouge-

looss sinn, wou 6) d'Recht ze léigiféieren fir all Säiten absolutt bleift, a wou 7) de Vorsorgeprinzip net touchéiert gëtt, mä bien au contraire méi staark ënnerstrach gëtt.

Här President, ech ginn dovunner aus, dass verschidde Leit am héijen Haus hei wéi och ausserhalb vun deem Haus alles, wat ech versicht hunn hei kloerzestellen, als waarm Loft disqualifizéieren. Dat ass selbstverständlech och hiert gutt Recht.

Emol ofgesinn dovunner, dass ech net dovunner ausginn, dass a mindestens 27 vun 28 EU-Länner lauter Scharlatane fir d'Schicksal vun hire Länner verantwortlech sinn, woen ech am Numm vun der Lëtzebuerg Regierung ze soen, dass, wann d'Europäesch Unioun net matbestëmmt iwwert d'Zukunft vum fräien Handel, anerer (veillez lire: anerer dat wäerte maachen), déi vill manner zimperlech mat dem Ëmgang vun de Wäerter, souwuel am Aarbechtsrecht, am Ëmweltrecht, am Gesondheitsrecht, Respekt vun eisen Normen a Regeln tout court sinn. Da kéint séier eng ganz kal Loft am internationale Commerce bloesen.

An dëst wier schlecht, Här President, léif Leit, fir e Land, dat 47 Milliarden exportéiert am Joer a wou 100.000 - 100.000! - Aarbechtspolze vun internationalen Handel ofhänken.

Duerfir wier et nëmme zu eisem Virdeel, wann d'Europäesch Unioun sech géif fannen, zu 27 plus d'Belsch mat der Wallonie an hirem Schouss, fir dese Kadervertrag, deen d'Referenz ass a mengen Aen, dee wierklech d'Referenz ass fir all neit Ofkommen, dat ënner der Lat vun de Bedéngungen, déi hei fixéiert ginn, net méi wäert kënnen ofgeschloss ginn, weder am Europäesche Parlament nach an den nationale Parlatenter.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Ausseminister. Mir géifen da mat der allgemenger Diskussioun ufänken. Den éischte Riedner ass den Här Laurent Mosar fir d'CSV.

Débat

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Samschdeg virun aacht Deeg hu sech hei an der Stat méi wéi 4.000 Mënsche versammelt, fir géint den TTIP a CETA ze demonstréieren - fir lëtzebuergesch Verhältnisse eng méi respektabel Mobilisierung. Dëst weist, dass vill Mënsche sech Suerge maachen ëm d'Zukunft vun den europäesche Sozial- a Ëmweltstandarden, ganz besonnesch a Saache Liewensmittelsécherheet a Verbraucherschutz.

Mir deelen d'Suerge vun der Zivilgesellschaft a mir huelen och d'Ängschte vun de Mënschen escht. Wéi vill Bierger bedauere mir, dass d'Verhandlungen laang Zäit weínege transparent waren. Dëst géllt allerdéngs vill méi fir den TTIP wéi fir de CETA. Dëst huet awer säit 2015 Schrëtt fir Schrëtt geännert. A wat de CETA betrëfft, si jo och a sämtlech Verhandlungsergebnisser effentlech. A mir hunn als Deputéiert en Accès op all Dokumenter vun dësem Accord.

Här President, fir eis ass et dofir och wichteg, fir den TTIP an de CETA net an datselwecht Déppel ze geheien. Ech hunn et schonn e puermol op dëser Tribün gesot, an ech widderhuelen et nach eng Kéier: Beim TTIP si mir nach milewäit vun enger Eenegung mat den Amerikaner ewech. An ech ka mir och net virstellen, dass iergendwéi eppes an dësem Dossier nach wäert bougéieren bis no den amerikanesche Presidentschaftswahlen.

An der leschter Nuecht huet vläicht deen een oder deen anere vun lech den drëtten a leschten Débat zwëschen der Madamm Clinton an dem Här Trump gelauschert. An hei muss een nach eng Kéier ënnersträichen, dass souwuel den Här Trump wéi d'Madamm Clinton klipp a kloer gesot hunn, dass et mat hinne keen TTIP wäert ginn, och net no de Presidentschaftswahlen. Besonnesch d'Madamm Clinton war an dëser Fro glaskloer, nodeem si jo alt an hire Zäit als Secretary of State nach éischter dem TTIP méi favorabel géintiwwerstoung.

Beim CETA ass allerdéngs d'Situatioun eng komplett aner. CETA ass keen TTIP, a Kanada ass och keng Provänz vun de Vereenegte Staaten, mä vertritt ee mat Europa vergleichbare Wirtschafts- a Sozialmodell.

CETA ass deemno och keen trojanesch Pärde, wéi dat ëmmer behaupt gëtt, well och mat dësem Accord wäert d'Importatioun vu kanadesche Wueren europäeschen, a kengen anere Regelungen ënnerleien. Am Géigesaz zu de Verhandlungen beim TTIP sinn d'Kanadier den Europäer extrem wäit entgéintkomm, an all déi rout Linnen, déi Europa wichteg sinn, sinn och vun de Kanadier integral respektéiert ginn.

D'EU-Standard ginn duerch CETA net verschlechtert. Am Géigendeel: Et entsteet hei

souguer e sougenannt „level playing field“ am Geescht vum europäesche Sozialmodell. All Land, an ech betounen dat hei nach eng Kéier, behält d'Recht op Regulierung am effentlechen Interesse, an domadder bleift och d'Primat vun der Politik bestoen.

De Principe de précaution, dee fir eis allegueren net enger eminenter Wichtigkeet ass, gëtt hei net ugetaacht. D'Sozialstandarde bleiwen onverännert, gradesou wéi d'Prinzipie vun eise Aarbechtsrecht. D'Ëmwelt an de Klima ginn duerch dësen Accord net zousätzlech belaascht. An d'Liewensmittelen bleiwe sécher an d'Grenze vun Europa ginn net fir Gentechnik opgemaach. Weder eise Gesondheitsystem nach d'Waasserversuergung gi privatiséiert. An och bei de Schiidsrichter ass gesécher, dass déi aktuell funktionéierend Schiidsrichter aus deene privaten Donkelkommen an den effentleche Raum eriwwekkommen.

Ech wëll och nach eng Kéier hei betounen, dass déi Schiidsrichter, sou wéi se elo am CETA-Accord virgesi sinn, net nëmme den Accès fir d'Investisseuren, mä och fir d'State garantéieren. An ech hoffen och, ech mengen, mir sinn eis och do all eens, dass déi nei Schiidsrichter, sou wéi se dann hei am CETA-Accord virgesi sinn, e wichtege Schrëtt sinn och a Richtung vun engem internationalen Investitiounsgerichtshaff, dee fir all Litigé wäert am Welthandel zukünfteg zoustänneg sinn.

Här President, dësen Accord ass an deene leschten Deeg a Wochen affinéiert a verbessert ginn, och duerch den Engagement vun der Zivilgesellschaft a verschiddenen europäesche Länner, awer och duerch den Asaz vun eenzelne Regierungen, zu deenen, an dat soen ech och hei kloer an däitlech, och déi lëtzebuergesch Regierung an der Persoun vum Ausseminister Jean Asselborn zielt.

Den Text, deen eis elo virläit, ass besonnesch duerch déi Deklaratioun, déi elo annexéiert gëtt, méi kloer, an haaptsächlech juristisch méi prezis ginn. An och dëst Haus, an dat soll een och emol eng Kéier ervirsträichen, huet duerch seng Motioun vum 7. Juni zu där Verbesserung bäigedroen an huet et notament fäerdigbruecht, dass e Konsensus fonnt ginn ass, dass et sech beim CETA ëm en Accord mixte handelt, dee vun alle Parlatenter an der Europäescher Unioun, a souguer deene regionalen, muss ofgeseent ginn.

Duerch den Asaz vu verschiddene Regierungen ass et awer ganz besonnesch zu enger Verbesserung um Niveau vun de Schiidsrichter komm, engem Punkt, dee jo ganz eleng elo an de Kompetenzberäich vun den nationale Parlatenter fällt, déi domadder och allegueren mussen hire Feu vert ginn, ier dës nei Schiidsrichter kënnen a Kraaft trieden.

An ech muss lech do soen, Dir Dammen an Dir Hären: Mat allem Verständnis fir Kriticken aus der Zivilgesellschaft, wat dës Schiidsrichter ugeet, hunn ech dach awer Problemer, kënnen nozevollzéien, dass weider Dealer vun dëser Zivilgesellschaft sech besonnesch vehement géint dës Schiidsrichter wieren, déi trotzdeem eng wesentlech Verbesserung par rapport zu der aktueller Situatioun duerstellen!

An hei muss ee wëssen, dass, wann d'Bestëmmungen iwwert dës Schiidsrichter vun engem nationale Parlament verworf ginn - an den Ausseminister huet et virdru jo och nach eng Kéier erkläert -, dës net wäerten a Kraaft trieden, wat dann zu engem Status quo wäert féieren! An net nëmme, awer ganz besonnesch déi aacht Länner, déi elo schonn e bilaterale Accord mat Kanada hunn, wäerten also bei enger Ofleegung wesentlech méi schlecht dosto, wéi dat mat deem virgeschloenen neie Modell wäert de Fall sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen awer net derlaanscht, am Kader vu menger Interventioun nach eng Kéier op d'Positioun vun deenen hei am Parlament vertruedene Fraktiounen anzegoen, fir d'Éischt, fir ze ënnersträichen, dass eis Fraktioun vun Ufank un eng kloer Positioun hat, andeem mer gesot hunn, dass, wann d'Konditiounen, déi an där partiwwergräifender Motioun festgehal goufen, erfüllt wäeren, mir eis Zoustëmmung zu CETA géife ginn. Dës Konditiounen sinn elo fir eis kloer erfüllt, soudatt mir d'Regierung invitieren, och ënnerstëtzen, dass si haut oder muer hiren definitiven Accord um Sommet zu Bréssel zu CETA soll ginn.

Mir hunn, an dat wëll ech awer och soen, e bässe Problemer mat der Positioun vun eise grénge Kollegen, déi bis elo jo awer nach ëmmer Member vun der groussherzoglecher Regierung sinn. An et ass jo scho méi laang bekannt, dass d'Regierung favorabel zu deem ausgehandelte CETA-Accord mat deenen annexierten Erklärungen ass. An ech gi jo dann emol dovun aus - an et sätze jo och hei zwee Ministeren -, dass och déi gréng Ministeren am Conseil des Ministres dozou hir Zoustëmmung ginn.

Fir mech ass et dofir schwéier novollzéierbar, datt déiselwecht gréng Partei, där hir Ministeren hir express Zoustëmmung zu deem CETA-Accord ginn, gläichzäitig hir Memberen invitéiert, géint dee vun der Regierung mam Accord vun hire Ministeren ausgehandelt Accord virleschte Samschdeg demonstrieren ze goen.

Dëst kënnst schon, Dir Dammen an Dir Hären, enger Aart politischer Schizophrenie gläich. An ech géif mer wënschen, am Interess vun enger méiglechst grousser Eierlechkeet, Dir Dammen an Häre vun deene Gréngen - an Dir kritt d'Gleeënheet bei der Motioun vum Här Angel -, datt Der klipp a kloer de Mëtten elo sot, ob Der elo fir dee CETA-Accord sidd oder net.

Sou wéi beim Brexit kann een näämlech net gläichzäitig dobaussen an dobanne sinn, an hei kann een och net an der Regierung fir de CETA respektiv dann an der Chamber an am Europaparlament an op der Place publique géint dësen Accord schwätzen. Dat geet net! Hei ass Kloerheet gefrot, léif Kollegee vun deene Gréngen. An ech hoffen, datt mir de Mëtten déi Kloerheet vun Iech héieren!

Här President, d'CSV-Fraktioun ass mam Kommissionspräsident Juncker averstanen, wann e seet,...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ... datt CETA e Modelloffkommis fir de Fräihandel vun der Zukunft ass. Kaum e Vertrag enthält esou vill Ofsecherung wéi de CETA. De Vertrag plus d'Zousazerkklärung ennersträchen zum Beispill, datt keng Émwelt- a Sozialstandarde gesenkt ginn an datt et weder zur Privatiséierung vun öffentlechen Dénsgschleeschunge ka kommen nach eng Recommunaliséierung vu privaten Dénsgschter ka kommen (veuillez lire: ka verhénnert ginn).

Och steet kaum e Stat ausserhalb vun Europa, an ech hunn et virdru scho gesot, deenen europäesche Wäerter esou no wéi Kanada.

All dëst, muss ech Iech soen, Dir Dammen an Dir Hären, ass meilewäit ewech vun deem Feindbild, wat vu verschiddene Géigner gemoolt gëtt, déi CETA als eng Aart Diktatur vun de Konzern beschreien, déi de Rechtsstat an d'Demokratie géife wëllen aushielegen.

Wien d'Globaliséierung net ophale kann, awer gestalte wëllt, brauch esou en Offkommis, soulaang et keng multilateral Fortschreitter bei der Welthandelsorganisatioun gëtt!

Wie CETA ofleent, muss sech froen, ob en eigentlech géint all Handelsliberaliséierung ass an domadder d'Geschäft vun de Wirtschaftsnationaliste bedreiwe wëllt. Deejeinege muss sech dann och mat den negative Konsequenzen op Wuesstum a Beschäftigung an der Europäescher Unioun an och hei zu Lëtzebuerg ausmessen! Mir stinn op jidde Fall kloer fir Matbestëmmung an der Handelspolitik, déi vill besser ass fir d'Mënschen heiheim, awer och fir d'Weltwirtschaftsuerdnung.

Well CETA, Dir Dammen an Dir Hären, ass kee Selbstzweck, mä et ass en Offkommis fir fräien a fairen Handel, an domadder och fir méi Aarbecht a méi Wuelstand an Europa an och bei eis doheim.

An am Iwwregen huet de kanadesche Premier Trudeau ganz recht: Scheitert CETA, wäert d'Europäesch Unioun keen anere gréissere Vertrag méi an Zukunft am internationalen Handel ofschléissen. Dat géif dann och bedeiten, datt d'Europäesch Unioun keen esocht ze huelende Partner méi an der Handelspolitik wäert sinn an Europa an de Bilateralismus géif zréckfallen. Ganz besonnesch fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, wat op Exporter ugewisen ass, wär dat dramatesch!

Här President, ech wëll ophalen no enger leschter Bemierkung. Wéi virun zwee Deeg Greenpeace um Kierchbierg demonstréiert huet, hate se uewen e grouse Banner opgespaant mat der Opschrëft „Don't trade away democracy“.

Wann elo, wéi den Didier Reynders dat ausgedréckt huet, 27 an en hallwe Memberstat sech fir de CETA-Accord ausschwätzen, kann et net sinn, datt dësen Accord um Niveau vun der Europäescher Unioun blockéiert gëtt vun engem eenzege Regionalparlament. Mat allem Respekt fir d'Suerge vun eise wallouneschen Noperen!

Och dat, Dir Dammen an Dir Hären, huet eppes mat Demokratie an der Europäescher Unioun ze dinn! Esou komme mer an Europa net weider. Esou kënnst Europa net aus senger Kris eraus, weder bannen a scho guer net no baussen! Hei geet et och ëm d'Glafwierdegkeet an ëm d'Zukunftsfähgkeet vun der Europäescher Unioun, déi haut a muer zu Bréissel decidéiere muss, ob se der Globaliséierung just um Rand vun Terrain als interessierten Zuschauer wëllt nokaucken oder ob se als aktive Spiller wëllt matbestëmmen.

Ech hoffe wierklech, datt mer an deenen nächsten Deeg um Sommet zu Bréissel zu

engem Accord iwwer CETA kommen. Well keen, och hei an dësem Haus, kann Interess dréin hunn, datt Europa an nach méi engrouss an déif existenziell Kris fällt wéi bis elo!

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Mosar. Ech gi jo dovun aus, dass en och schon zu der Motioun Stellung geholl huet. Dofir hunn ech en och net a senger Rasonnemerter ennerbrach. Wann Der d'accord sidd, wäert ech déiselwecht Prozedur bei deenen...

(*Interruption par M. Alex Bodry*)

Ech gi jo dovun aus, dass et keng ass, déi vum Himmel gefall ass, Här Bodry.

(*Hilarité*)

Ech mengen, den Här Angel hätt se am Grapp a géif eis se elo nach méi am Detail explizéieren. Här Angel, Dir hutt d'Wuert fir d'LSAP.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här President. Ech ginn Iech dofir och direkt d'Motioun of, déi ech herno erläutere wäert, fir dass ech et nëmmen net géif vergiessen a fir dass se och kopéiert an ausgedeeelt ka ginn. Wann ech gelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

1) *qu'il revient au Conseil d'approuver la signature de l'accord économique et commercial global (AECG), ou Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA), ainsi que son application provisoire avant l'entrée en vigueur, tel que prévu à l'article 218(5) du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne;*

2) *qu'une motion parlementaire, votée le 18 novembre 2015, avait invité le Gouvernement à s'opposer au Conseil de l'UE à toute démarche menant vers l'implémentation de l'AECG, tant que les très controversées dispositions du Règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE/ISDS) initialement proposées seraient maintenues;*

3) *que suite aux critiques massives, ces dispositions initiales du RDIE/ISDS ont été remplacées par un système juridictionnel amélioré, plus transparent, plus stable et doté d'une possibilité de recours, appelé Système de Cour d'investissement (SCI/ICS);*

4) *qu'une deuxième motion parlementaire, votée le 7 juin 2016, avait insisté sur le caractère «mixte» de l'accord, le vote au Parlement européen avant toute application provisoire éventuelle et la consultation régulière de la Commission des Affaires étrangères;*

5) *que les institutions respectives ont tenu compte des points susmentionnés de la motion de la Chambre;*

6) *que la motion parlementaire du 7 juin 2016 avait également insisté sur la clarification des questions juridiques controversées ainsi que sur l'indépendance et l'impartialité des membres siégeant au tribunal permanent des investissements prévu par l'AECG/CETA;*

7) *que suite aux critiques de la société civile et aux demandes de plusieurs États membres - dont le Luxembourg - une déclaration interprétative conjointe du Canada et de l'Union européenne et de ses États membres a été élaborée afin de clarifier des points controversés, tel que le droit de légiférer, la coopération volontaire sur les normes et standards, la protection des services publics et les travaux sur un code de conduite contraignant pour les membres du tribunal;*

8) *que la déclaration interprétative devra être juridiquement contraignante au sens de l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités;*

9) *que la déclaration de la Commission sur l'AECG/CETA mentionne explicitement que l'application du principe de précaution ne sera pas touchée par l'AECG/CETA et fait référence aux articles respectifs des traités, notamment l'article 191 du Traité sur l'Union européenne et les articles 168(1), 169(1) et (2) du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne;*

10) *que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes a encore une fois souligné lors de la réunion du Conseil de l'UE du 18 octobre 2016 les points importants pour le Luxembourg, notamment le code de conduite pour les juges dans le cadre du SCI/ICS, l'engagement de protéger les services publics à tous les niveaux, y inclus la possibilité de renationaliser des services publics ayant été privatisés, et la clarification que le principe de précaution, tel que mis en œuvre dans l'UE, ne sera pas remis en question;*

11) *que lors de la réunion du Conseil de l'UE du 18 octobre 2016, 27 États membres se sont mis d'accord sur le principe de signature de l'accord*

AECG/CETA, y compris la déclaration interprétative conjointe, tandis que le Gouvernement fédéral de la Belgique n'était pas en mesure de donner son accord, puisque le Gouvernement et le Parlement de la Région Wallonne n'ont pas octroyé les pleins pouvoirs;

convaincue

12) *que l'AECG/CETA présente, en cas d'expérience pratique positive, les qualités afin d'être un modèle pour d'autres accords de libre-échange de l'Union européenne avec d'autres partenaires à l'avenir;*

13) *qu'un large débat démocratique, en incluant la société civile, doit avoir lieu au Parlement européen et dans les parlements nationaux lors du processus de ratification;*

invite le Gouvernement

- *à soutenir au sein du Conseil de l'UE toute démarche visant des clarifications et autres améliorations supplémentaires;*

- *à s'engager pleinement dans les travaux sur le code de conduite contraignant pour les membres du tribunal permanent des investissements;*

- *à consulter régulièrement la Commission des Affaires étrangères et européennes sur l'état d'avancement de ces travaux;*

- *à veiller à ce que les parlements nationaux aient le pouvoir de décision en ce qui concerne la ratification de la partie mixte de l'accord et plus particulièrement la question sensible du système juridictionnel de l'AECG/CETA et que le SCI/ICS ne soit pas appliqué provisoirement;*

- *à donner son accord, compte tenu de ce qui précède, à l'AECG/CETA au sein du Conseil de l'UE et à lancer le processus démocratique de ratification.*

(s.) *Marc Angel, Claude Adam, Gusty Graas, Laurent Mosar.*

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da ginn ech se direkt weider.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, léif Regierungsmemberen, fir d'Alleréischts wëll ech dem Ausseminister Jean Asselborn hei nach eng kéier Merci dofir soen, dass hie sech am Dossier CETA an Europa an zu Lëtzebuerg ëmmer ganz staark engagéiert huet. De Jean Asselborn huet och ëmmer erëm an der aussepolitescher Kommissioun ons alleguer Ried an Äntwert gestanen zu den neisten Entwécklungen am CETA-Dossier, an dat souguer zweemol samschdes moies fréi.

Där Entwécklung goufen et der genuch an et ass ons an onser Kommissioun och ni langweilig ginn. De CETA-Dossier huet also eng ganz Rei Entwécklung matgemaach. An deem Text, deen haut virläit, ass scho laang net méi deen Text, dee virun zwee Joer um Dësch louch. Dat ass e Punkt, deen ech haut hei wierklech ennersträiche wëll.

Dobaussen op der Place publique gëtt jo leider e bëssen dat Bild vermëttelt, dass an deem Dossier hei op där enger Säit d'Zivilgesellschaft steet an Dausende Leit op d'Strooss ginn, fir hir Forderungen ze stellen, an op där anerer Säit d'Politiker, déi awer maachen, wat se wëllen.

An ech mengen, dat stëmmt net esou. Richtig ass, dass d'Zivilgesellschaft, zesumme mat enger ganzer Rei Politiker, an deem Dossier hei immens vill erreicht huet. An dofir am Numm vun der LSAP e grouse Merci un d'Zivilgesellschaft.

Den éischte Vizepräsident vun der Europäescher Kommissioun, de Frans Timmermans, huet ons dat och hei virun zwee Deeg an deem Sall bestätegt. D'europäesch Handelspolitik huet sech duerch dësen Débat fundamental verännert. Et fënn haut en Débat an Europa statt iwwer en Thema, dat laang Zäit kee richtig interesséiert huet. An dobäi geet et net nëmmen drëms, op wéi eng Aart a Weis mer esou Accorde verhandelen, mä virun allem och, wéi mer de Welthandel an Zukunft gestalte wëllen.

Beim CETA leeë mer elo d'Lat ganz héich. An dat ass och gutt esou, fir dass mer bei anere Verhandlungen net kënnen drënner erduerchgoen. Dass CETA net TTIP ass, mengen ech, brauch ech hei net weider ze erklären.

Här President, et huet sech, wéi gesot, vill inhaltlech verännert an de CETA ass a senger jëtzege Form eppes anescht wéi am August 2014. Am Text vun deemools waren am Kapitel zum Investitionsschutz nach ëmmer déi privat Schiidsgerichter - déi een am Fond geholl emol net Schiidsgerichter däreif nennen, well et Schiidsstelle waren -, nom ale Modell virgesinn. An Dank de Protester aus der Zivilgesellschaft an dem decidéierten Asaz vun de sozialistesche Ministeren aus sechs europäesche Länner - enner anerem och Dir, Här Asselborn - sinn déi privat Schiidsgerichter aus dem Text erausgeholl ginn. An dat ass och ze begrëssen, dass déi nei kanadesch Regierung dat och dunn akzeptéiert huet.

Et ass eng Alternativ entwéckelt ginn, déi en öffentlech, transparent Investitionsgericht tëschent den EU-Länner a Kanada virgesäit, mat professionellen an onafhängege Riichter a mat der Méiglechkeet op e Recours. Eng Alternativ, déi laangfristeg dozou féiere soll, dass mer en international Investitionsgericht schafen an allegueren déi nach besteeënd privat Schiidsstellen ofschafen. Dat ass e reellen an e wichtege Fortschritt um Wee zu engem méi gerechte Welthandel!

D'Protester vun der Zivilgesellschaft an Deeler vun der Politik hunn och erreicht, dass eng „joint interpretative declaration“ tëschent Kanada, der Europäescher Unioun an hire Memberstaten, déi dobausse meeschtens als Zousazprotokoll bekannt ass, ausgeschafft ginn ass, fir op enger ganzer Rei Punkten an Angsichte Kloerheet ze schafen. An dat sinn déi Punkten, op deenen d'Interpretatioun dovun, wéi de CETA auszeleeën ass, ausermeegeangen ass. Dësen Zousazprotokoll oder dës Deklaratioun, zumindest an hirer aktueller Fassung, hu mer jo och an der aussepolitescher Kommissioun mam Minister an zwou Sitzungen diskutiert a guttgeheescht.

Verschidde Kritiker soen elo, dësen Zousazprotokoll oder dës Deklaratioun hätt nëmmen de Wäert vun enger Werbebrochür. Dat ass net esou! D'Interpretatiounen, esou wéi se vun dësem Protokoll oder dëser Deklaratioun virgesi ginn, wäerte verbindlech sinn. An dëst ass duerch den Artikel 31 vun der Wiener Konvention iwwert d'Recht vun de Verträge gesécher. An op dësen Artikel 31 gëtt sech explizitt an dësem Pabeier referéiert!

Dësen Artikel 31 schreift vir, dass d'Interpretatioun vun engem Vertrag am Sënn vun allen zousätzlechen Accorden tëschent de Partei muss erfollegen. Mat anere Wieder, fir nëmmen ee Beispill ze ginn: Wann am Zousazprotokoll steet, dass all d'Wueren, déi importéiert ginn, eise Standarde mussen entsprechen, da muss se dat och maachen. Wichteg ass et dofir, ze kucken, wat an deem Zousazprotokoll genau do drasteet, an dann ze decidéieren, ob dat duergeet.

Domat kommen ech och op d'Positioun vun der LSAP an dësem Dossier. D'LSAP, als Partei wéi och als Fraktioun, hat vun Ufank un eng kloer Linn an de Fräihandelsdossieren. Mir hunn d'Verhandlung konstruktiv, mä awer och ëmmer kritesch begleitet. A mir hunn zesumme mat onsen europäesche Schwësterpartei Forderung gestallt a Verbesserung virgeschloen an ennerstëtzt. D'LSAP huet sech ganz intensiv a laang mam CETA beschäftegt.

Mir waren déi eenzeg Partei heibannen, déi deen Dossier och an aller Transparenz mat hire Memberen op engem öffentleche Kongress diskutéiert huet. Mir hunn eis op deem Kongress virun allem mat Inhalter beschäftegt, anescht wéi dat leider vu Verschiddenen dobaussen duergestallt gouf, a mir hu vill gutt Argumenter vu béide Säiten ausgetosch. Zum Schluss hu mer en demokratesche Vott geholl, e Vott, bei deem eng grouse Majoritéit vun onse Membere sech op enger Positioun ralléiert huet.

Mir hunn an onser Kongressmotioun, éischstens, och eis Ennerstëtzung fir d'Forderung vun der Chambersmotioun vum 7. Juni ennerstrach, dass de CETA en Accord mixte muss sinn an dass déi definitiv Décisioun iwwert d'Investitionsgericht bei den nationale Parlamenter leie muss. Virun allem awer hu mer ons Forderungen un den Zousazprotokoll, deen zu deem Zäitpunkt jo nach eréischts verhandelt gouf, festgeluecht a kloer gesot, dass mer géint CETA stëmmen wäerten, wann dës Punkten an deem Zousazprotokoll, dee jo elo eng Deklaratioun ass, net drastinn.

Dëst waren déi Punkten, op deene mer der Zivilgesellschaft recht ginn hunn, dass de CETA-Text hei ze vill Interpretationsspillraum léisst, a wou mer dofir wollten, dass hei sécher gestallt gëtt, dass de CETA an onsem Sënn interpretéiert muss ginn.

Als éischt hu mer kloergestallt, dass den Zousazprotokoll oder d'Deklaratioun eng juristesche Valeur muss hunn, well soss bréngt se jo effektiv guer nëischt. Déi inhaltlech Forderung waren dunn, éischstens, d'Sécherstelle vun der Neutralitéit an der Onafhängegkeet vun de Riichter; zweetens, d'Kloerstellung, dass d'öffentlech Dénsgschleeschungen net vu CETA betraff sinn; an drëtts, d'Garantie, dass de Vorsorgeprinzip vun der EU a Kraaft bleift.

Ons Parteileitung gouf domat beoptraagt ze iwwerpréieren, ob dës Punkten erfëllt ginn. An hei ass ons Parteileitung dës Méindeg zum Schluss komm, dass den Zousazprotokoll, oder besser d'Interpretationsdeklaratioun an hirer

jétzeger Fassung dëse Punkten all Rechnung dréit.

Op d'juristesche Valeur vun där Deklaratioun sinn ech elo grad schonn agaan, dat brauch ech net ze widerhuelen. An de Minister huet et jo och nach am Detail gemaach.

Déi Deklaratioun enthält e ganz Kapitel zu den öffentliche Dénigschtleeschungen, wou confirméiert gëtt, dass dës vun all Stat op allen Niveauen kënne esou regléiert ginn, wéi de Stat et fir richtig hält. De CETA verlaangt weder Privatiséierung vun dësen Dénigschtleeschungen nach verhënnert en, se erëm ze verstaatlechen oder ze reëkommunaliséieren.

Zum Vorsorgeprinzip steet dran, dass béid Säite fräi sinn, Regelungen zum Schutz vun der Ëmwelt an der Gesondheet ze treffen, déi si wëllen, an dass all Wueren a Leeschtungen, déi importéiert ginn, sech un dës Standarden an Normen hale mussen.

Ausserdeem gëtt och ganz kloergestallt, dass déi géigesäiteg Unerkennung vun de Standarden fräiwëlleg ass an also nëmmen dann erfollegräich wäert, wann och eng reell Gläichwäertegkeet do ass. Dat bedeit, dass de Vorsorgeprinzip, esou wéi en an der EU ugewannt gëtt, net a Gefor ass. Dës gëtt iwwerengs och an engem zweeten Dokument, enger Deklaratioun vun der Europäescher Kommissioun, nach eemol bestätegt, wou si explizit schreift, dass de Vorsorgeprinzip, wéi en an den Europäeschen Traitée steet, a Kraaft bleift a vun der Kommissioun weiderhi wäert ugewannt ginn.

Bei der Neutralitéit an der Onafhängegkeet vun de Riichter schlussendlech verflücht sech d'Europäesch Unioun a Kanada dozou, direkt mam Ausschaffe vun engem „code of conduct“ unzefänken, deen d'Neutralitéit an d'Onafhängegkeet garantéiere soll. Eng ofschléissend Bewäertung vun deem „code of conduct“ ass natierlech eréischt méiglech, wann dës dann och virläit. Allerdéngs gi mer dovunner aus, dass dat virun enger Ratifikatioun vum entsprechenden Deel vum Accord hei an der Chamber wäert de Fall sinn a mir dës Bewäertung da le moment venu kënne virhuelen. An ech mengen, d'aussepolitisch Kommissioun wäert do och de Suivi maachen. Ech sinn iwwerzeugt, dass de Minister eis do au courant wäert halen, esou wéi hien et am Laf vun deem ganzen Dossier ëmmer gemaach huet.

Zu dësem Zäitpunkt awer gesi mer als LSAP ganz kloer, dass ons Bedéngungen erfüllt sinn, fir dass de CETA-Accord kann ënnerschriwwen ginn, fir dass en endlech an déi demokratesch Prozedur am Europaparlament an och an den nationale Parlamenter kann eragoen.

Dann zur Motioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech soen, ech hu se mat de Kollege vun déi gréng an der DP ausgeschafft, an d'Kollege vun der CSV hu se och matgedroen an ënnerschriwwen. Si ass ënnerschriwwen fir d'DP vum Gusty Graas, fir déi gréng vum Claude Adam, fir d'CSV vum Laurent Mosar, a fir meng Partei hunn ech selwer ënnerschriwwen.

Ech hunn lech se elo grad ofginn an ech wollt e puer Wuert zu där Motioun soen.

Mir kommen an de Considérenten natierlech drop zrëck, dass déi Chamber hei zwou Motiounen gestëmmt huet, eng den 18. November 2015, wou mer gesot hunn, dass mer d'Regierung opfuerderen, sech am Conseil géint deen alen ISDS-System auszuschwätzen. Dat ass geschitt. Et ass en neie System ausgeschafft ginn.

Mir kommen an där Motioun an de Considérenten och op déi zweet Motioun zrëck, déi vum 7. Juni 2016, wou mer drop gepocht hunn, dass de CETA en Accord mixte muss sinn, a wou mer drop gepocht hunn, dass et zu kenger Application provisoire ka kommen, éier dass d'Europaparlament ofgestëmmt huet. An an där Motioun vum 7. Juni hu mer besonnesch ënnerstrach, dass do Klarifikatiounen, wat déi juristesche Froen iwwert d'Indépendance an d'Impartialitéit vun deene Riichter ubelaangt, musse kommen. An ech mengen, dat ass an der Déclaration interprétative jo ganz kloer kloergestallt ginn.

An onser Motioun vun haut schreiw mer och fest a beruffen eis op den Artikel 31 vun der Konventioun vu Wien, dass déi Deklaratioun juristesche contraignant ass. Mir maachen och weiderhi Referenz op de Principe de précaution, iwwert deen ech scho vill geschwat hunn, a mir erënneren och drun, dass de Minister den Dëschdeg am Conseil nach eng Kéier fir Lëtzebuerg eng ganz Rei Punkten opgeworf huet: déi vum Service public, déi vum Principe de précaution an och vun der Onafhängegkeet vun de Riichter.

A besonnesch soe mer am Punkt 11, an dat hu mer aus de Konklusiounen vun deem Conseil, déi jo public sinn, dass all d'EU-Länner, dass 27 EU-Staten d'accord ware mam Prinzip, fir de CETA ze ënnerschreien, inklusiv där Déclaration interprétative, a mir soen awer, dass déi federal belsch Regierung net en mesure war ze ënnerschreien, well hir d'pleins Pouvoirs vum wallounesche Parlament, also och vun der wallounescher Regierung, nach net octroyéiert gi sinn.

Dofir erkläre mer eis an där Motioun iwwerzeugt, dass de CETA am Fall vun enger positiver praktescher Experienz déi Qualitéite besetzt, fir e Modell ze gi fir weider Accords de libre-échange. A mir soen awer och, dass et wichtig ass, dass e breede politeschen Débat mat der Société civile geféiert soll ginn, tëschent dem Europaparlament an der europäescher Zivilgesellschaft, an datselwecht hei zu Lëtzebuerg tëschent der Chamber an der Zivilgesellschaft.

Dofir invitéiere mer ons Regierung, dass se weiderhin am Conseil vun der Unioun - an et wäert jo nach zu Consultatiounen elo komme mat der Kommissioun - all Démarche, déi nach méi Klarifikatiounen an nach weider Verbesserung mat sech bréngt, soll ënnerstëtzen.

Mir invitéieren d'Regierung, sech staark anzubannen an d'Verhandlungen iwwert d'Aarbechte vun deem Code de conduite fir déi Riichter. Mir invitéieren d'Regierung, dass se weiderhin, wéi se dat virdru gemaach huet, eis aussepolitisch Kommissioun permanent iwwert den Avancement vun deenen Aarbechten an deem Code de conduite informéiert.

A mir erënnere se och drun, dass se oppasse soll, dass et esou ass, dass besonnesch déi Investitionsgerichter an där Partie mixte sinn an dass dat heescht, dass déi muss vun den nationale Parlamenter verabschitt ginn.

A compte tenu vun all deem soe mer, dass mer d'accord sinn, dass ons Regierung de CETA ënnerschreift an dass dann endlech och den demokratesche Prozess vun der Ratifikatioun an och d'Diskussionen an engem demokratesch gewielten Europaparlament an an demokratesch gewielten nationale Parlamenter kënne ufänken.

Dat gesot, soen ech lech Merci. Ech soen de Kollege Merci, déi un der Motioun matgeschafft hunn. Voilà! Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo direkt de Gusty Graas fir d'DP.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CETA-Ofkommen, wou den Text jo schonn de 26. September 2014 finaliséiert gouf, ass ouni Zweifel eng Schwéiergebuert. Déi lescht Deeg sinn erëm ganz spannend. Den Ausgang ass nach ongewëss. D'wallounescht Parlament riskéiert, eis e Stréch duerch d'Rechnung ze maachen. Dat bedauere mir.

A wa mer schonn den Term „bedauern“ als DP gebrauchen, da wëll ech domadder schonn eng ganz kloer Ausso hei maachen: Mir hunn eis vun Ufank u kloer fir dat Handelsafkommen ausgeschwat. Mir hunn dat vläicht net esou mat ganz vill Ophiewes no bause gemaach. Mir hunn awer eng ganz kloer Linn vertruuden, well mer der Meinung sinn, dass dat Ofkommen eng Chance fir d'europäesch Ekonomie ass, awer och eng Chance fir déi Lëtzebuurger Ekonomie. Et ass virdrun hei scho gesot ginn: D'Betriber vu Lëtzebuerg kënne och elo zum Beispill un Ausschreibungen a Kanada deeluelen.

Ech wëll och drun erënneren: 2015 louch Kanada op der 19. Plaz vun deene Länner, wouhin mir exportéieren, dat mat 0,84% vun eisem Gesamtexport, beim Import op der 15. Plaz mat 0,60%. Dat ass net vill. Dat héiert sech moderat un, mä dat kann awer ouni Zweifel nach besser ginn. Mä wat awer méi wichteg ass, dass ass den Aspekt vis-à-vis vun Europa, well d'EU ass ëmmerhin den zweeten Importateur a Kanada. An et dierf ee jo och net vergiessen, dass ronn 500 Milliounen dierfen elo agespuert gi fir déi europäesch Exporteuren, wann déi ganz Taxe géifen ewechfalten.

Dat wëllt awer elo net heeschen, dass d'Demokratesch Partei, déi, wéi gesot, ech wëll nach eng Kéier hei ënnersträchen, mat Argusaen déi ganz Entwécklung an deene leschte Jore suivéiert huet, einfach bedenkelos der Entwécklung nogekuckt hätt. Neen, ganz au contraire! Och mir haten eng Rei Bedenken. Och mir hunn eis zu enger Rei Punkte ganz kloer positionéiert.

Ech wëll nach eng Kéier op déi haaptsächlech fënnef rout Linnen agoen, wou d'Demokratesch Partei sech vun Ufank un och kategoresch dergéint ausgeschwat hat:

1) Fir eis war et ganz kloer, dass keng Verwässerung vu sozialen, arbeitsrechtlechen an ëmweltpolitesche Standarde kann agefouert ginn duerch dat Ofkommen hei. Mat eis ass oder wier et just eng Konvergenz no uewe vun de Kritäre ginn.

2) Mir hunn eis vun Ufank u fir den Accord mixte ausgeschwat. Dat heescht, dass déi, ech soen elo emol, 38 Parlamenter - iergendwou hunn ech scho gelies, dass et der elo an déi 40 wieren, mä da kommt, mir bleiwen emol bei 38 -, dass déi selbstverständlech missten hei e Matsproocherecht kréien, och wann ee weess, dass déi national Kompetenz an deene ganzen Ofkommessen dach hei zimlech limitéiert war.

3) Da war et fir eis och evident, dass deen Accord hei nëmme kéint provisoersch a Kraaft tueden, wann natierlech am Virfeld awer och d'Europäescht Parlament seng Zoustëmmung ginn hätt.

4) An dann dee véierte Punkt, géif ech soen, dat war fir eis dee wesentlechsten, dee wichtigsten. Ech mengen, dass ass och keng Iwwerraschung. Eng DP, déi sech ganz kloer ëmmer fir d'Rechtsstaatlechkeet a setzt, hat vun Ufank u Problemer - esou wéi dat a villen aneren Ofkommesse geregelt ass - mat deem sougenannten ISDS, dat privat Juridictionen duerfir géifen hierhalen, fir ze riichten, wa Litigé géifen entsto. Dat kann aus eiser Position hier gekuckt net sinn!

Duerfir si mer frou, dass grad op deem Punkt do eng positiv Entwécklung komm ass, dass elo spezifesch Gerichter geschafe ginn, wou d'Magistraten och vun enger offizieller Autoritéit genannt ginn. Well et ka jo awer net sinn, dass an engem Rechtsstat Affokotebüroen - näischt géint Affokoten -, mä dass déi op eemol och nach d'Fonction vum Riichter kéinte kréien!

Duerfir begrësse mer och ausdrécklech, wat d'Motioun ubelaangt, déi de Kolleg Marc Angel elo hei virguelucht huet, dass dat do och nach eng Kéier zrëckbehale ginn ass, a virun allem, dass op dee Code de conduite higewise gëtt, dee contraignant soll sinn, well mer der Meinung sinn, dass dat hei e wesentlechen Aspekt vun deem ganzen Ofkommen ass.

5) Dann e fënnefte Punkt, wat fir eis och eng ganz kloer rout Linn war: Dat ass de sougenannte „Précautionsprinzip“, wou et fir eis eng Evidenz ass, dass mer net hätte kënne dermat d'accord sinn, wann dee vläicht geafert gi wier. Ech wëll och drun erënneren, dass dee jo awer trotz allem och am Artikel 191 vum Traité vu Lissabon garantéiert ass.

Mir stelle jiddefalls fest, dass deenen Hauptawann, déi d'Demokratesch Partei an all deene Méint - an all deene Joren, kann ee soen - formuléiert huet, Rechnung gedroe ginn ass. Dowéinst kënne mer och, an ech kann dat elo och schonn hei kloer soen, der Motioun ouni Zweifel zoustëmmen.

Dann ass natierlech ee Punkt, deen elo an deene leschten Deeg, an deene leschte Wochen och fir vill Diskussione gesuergt huet, natierlech: Wat ass de Stellerwäert vun där gemeinsame Deklaratioun? Vill Leit hu gefrot: Wat ass de juristesche Wäert?

Ech sinn net Jurist, ech wäert mech net driwwer ausloossen, hu mech allerdéngs och e bësse mam Artikel 31 vun der Wiener Konventioun um 23. Mee 1969 auserneegesat. An do steet dran - en ass schonn e puermol hei zitéiert ginn, mä et huet nach keen e virgelies, duerfir erlaben ech mer dat dann hei kuerz ze maachen: „Für die Auslegung eines Vertrags bedeutet der Zusammenhang außer dem Vertragswortlaut samt Präambel und Anlagen: jede sich auf den Vertrag beziehende Übereinkunft, die zwischen allen Vertragsparteien anlässlich des Vertragsabschlusses getroffen wurde.“. Ech mengen, dass do seet awer munches aus. An ech ginn och dervun aus, dass d'Juristen awer och do erkennen, wat de Wäert am Fond geholl vun deem Artikel 31 do ass.

Sécher, dass hei ass e ganz interessant Dokument. Et ass en Dokument, wat fir zousätzlech Garantie biergt. An et léisst manner Interpretationsschwierigkeiten herno zou. Duerfir begrësse mir als Demokratesch Partei dës zousätzlech Deklaratioun, déi jo dann och a ganz wichtige Punkten eppes ausseet; ech wëll se net méi am Detail hei all oplëschen: Investissementsschutz, öffentliche Dénigschter, de Schutz vun der Ëmwelt, Waasser...

An e besonnesche Passus wëll ech awer och nach hei ernimmen, dass ass deen: d'Rechter vun den Aboriginal peoples. Ech mengen, dass ass e wesentleche Element. Mir schwätzen ëmmer nëmmen hei iwwer reng deen ekonomeschen Aspekt, mä hei gesäit en awer och - an ech gesinn dat als méi wéi nëmme reng eppes Symbolesch -, dass dat heiten awer och an där Deklaratioun zrëckbehale ginn ass.

Da wëll ech awer och nach op den Artikel 30.2 vun deem ganzen Ofkommen hiweisen. Do geet et zum Beispill och drëm, wéi ee kann de CETA-Vertrag herno als Partner verlossen. An och dee sollen emol vläicht eenzel Leit duerchliesen, da mierke se awer, dass do awer och nach eng Rei Hannerdieren opgelooos ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et muss een awer och feststellen, dass d'Opposition géint CETA u sech - aus eiser Siicht gekuckt klängt dat vläicht elo e bëssen erstaunlech, mä - relativ geréng ass! Ech mengen, de Minister weess dat vill besser wéi ech. En huet selwer virdru gesot, dass 27 Länner derfir waren. A wann een och kuckt, a wivill Länner esou eng Opposition war wéi hei zu Lëtzebuerg, da sinn déi séier opgezielt. Duerfir, och dass muss een awer hei relativéieren, wann ee vun enger „massiver Opposition“ schwätzt.

Natierlech, hei zu Lëtzebuerg hate mer méi e Widerstand, hu mer méi e Widerstand. D'Plattform géint TTIP oder Stop TTIP/CETA verkierpert dat.

Ech wëll dat och ganz kloer soen: Mir als Demokratesch Partei waren net op där Manifestatioun. Mir hunn och net derzou opgeruff! Dat hat och seng gutt Ursach: well mer vun Ufank un eng kloer Linn haten a well mer och vun Ufank u ganz kloer d'Richtlinie vun der Regierung mat vertruuden hunn.

Ech wëll awer ganz daitlech hei soen, dass een awer esou eng Manifestatioun net soll negativ gesinn, mä ganz au contraire. Ech mengen, dass beweist jo awer och, dass mer an engem Rechtsstat liewen, dass mer an engem Demokratie liewen. An ech gi souguer esou wäit, dass deen Asaz, deen déi Leit bewisen hunn, och gewësse Friichten hat. Well dass et zu där Deklaratioun hei komm ass, wou Lëtzebuerg jo mat den Initiator war, ass mat Sécherheet awer och zu engem gewëssenen Deal drop zrëckzeféieren, dass mer als Politiker awer och de Wand vun hanne gespuert hunn. Dowéinst fannen ech dat op eng Manéier awer ganz flott, wa Leit sech manifestéieren an op d'Strooss ginn, och wann een ebe mat der Zilsetzung net onbedéngt kann d'accord sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Ech wëll och drun erënneren, dass et erstaunlech ass, dass dat Ofkommen hei virun engem Joer praktesch ville Leit guer net bekannt war. Firwat ass et bekannt ginn? Eben duerch d'Entwécklung vun TTIP. A virdrun ass schonn e puermol hei vun deem engem oder deem anere gesot ginn: TTIP ass net CETA; CETA ass net TTIP. An dat ass och ganz kloer richtig esou!

Ech wëll dann awer och drun erënneren, dass mer virgëscher den éischte Vizepräsident vun der Europäescher Kommissioun hei ënner eis haten, de Frans Timmermans. Ech hunn dat eng ganz interessant Diskussioun fonnt. Enner anere hat ech em selwer och eng Fro iwwer CETA gestallt. Dat en e ganz kloert Bekenntnis zu CETA gemaach huet, huet vläicht manner iwwerrascht, mä en huet awer eng wesentlech Ausso gemaach, an déi hunn ech mer och hei notéiert.

E sot: „Wa mer kënne een Ofkommen mat engem Land maachen, dann ass et mat Sécherheet Kanada. Mat deem kënne mer e ganz kloert Ofkommen maachen.“ An e sot: «Le Canada partage nos valeurs.» Ech mengen, dass kann een ouni Zweifel guttheeschen, well grad Kanada ass jo awer e Land, wat héich Norme vertritt. A Kanada huet eng ganz positiv Entwécklung an enger ganzer Rei vun Dossiere gemaach.

Ech wëll och drun erënneren, dass ënnert dem neie Premier, dem Justin Trudeau, elo zum Beispill d'Klimaschutz ziller verstärkt goufen a Kanada, an, wéi gesot, och d'Gläichstellungspolitik. Ech kéint dat nach weiderféieren. Duerfir mengen ech also, wa mer scho vis-à-vis vu Kanada schwätzen, da solle mer och op där Héicht mat deem Land schwätzen, wou et sech och ouni Zweifel beweegt.

Eppes ass kloer: Wa mer CETA net zu engem gudden Enn bréngen, dann ass eng schlecht Basis fort (veuillez lire: dann ass dat eng schlecht Basis), fir nei Traitéen auszuhandelen. Well mir gi méi staark vis-à-vis - wann ech elo „mir“ soen: d'Europäesch Unioun - vun anere potenzielle Partner - Amerika, Australien, China -, wa mer deen heite Vertrag ënnerdaach kréien.

Wa CETA net kënn, dann ass et mat Sécherheet och eng Blamage fir d'Europäesch Unioun! An et ass mat Sécherheet och e Schlag géint d'Handelspolitik. Och d'äers soll ee sech alles bewosst sinn. Dowéinst, wéi gesot, awer och den Appell un all déi Leit, deenen hir Meinung ee selbstverständlech muss respektéieren, mä un all déi Leit, déi wierklech ganz déif gräifen, fir Argumenter ze fannen, fir géint dee Vertrag hei ze sinn, sech awer och bewosst ze sinn, wat et géif heeschen, wann dee Vertrag hei net géif a Kraaft tueden.

Ech wëll ofschléissend awer och am Numm vun der Demokratescher Partei dem Ausseminister, dem Här Asselborn, Merci soen, dee sech an deene leschte Wochen a Méint wierklech an enger klorer Linn am Numm vun der Regierung engagéiert huet. En huet sech net nëmme Frënn gemaach, och net a sengen eegene Reien. An ech mengen, dat wësse mir och ze respektéieren. D'DP hofft jiddefalls, datt de 27. Oktober den Här Trudeau kann dann awer de Fliger buchen, fir d'Ofkommens ennerzeechen ze kommen. Et ass mat Sécherheet e gud-den Traité!

An ech wëll ofschléisse mat enger Ausso, déi mäi Parteifréind, de Charel Goerens, där Deeg gemaach huet: „Et ass mat Sécherheet dee beschten Traité, dee jeemools mat engem Land ofgeschloss ginn ass.“

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet elo direkt den Här Claude Adam fir déi gréng.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een als véierte Riedner nom Minister zu engem Sujet Stellung bezitt, dann ass et net ëmmer einfach, fir d'Opmierksamkeit vum Plenum nach op sech ze kréien.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Ech hunn d'Gefill, wéi wann dat de Mëtten e bëssen anescht wier.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Une voix.** - Loost de Riedner dach ausschwätzen!

► **Une autre voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Esou munche vun lech wäert sech d'Fro gestallt hunn: Wéi zéien déi gréng sech dann hei aus der Affär?

(Exclamations)

Mir hunn eis et net einfach gemaach. Den Här Mosar huet sech souguer misse Problemer maache mat der Positioun vun déi gréng. Gott sei Dank, Här Mosar, ech hu manner Problemer mat eiser Positioun, an ech hoffen och - also, mir ass dat méi wichteg wéi elo Är Problemer -, ech hoffen, datt dann elo, wann ech meng zéng Minuten laang hei konnt d'Positioun vun déi gréng erklären, datt dann Är Problemer geléist sinn. Wann net, da musst Der kucken, datt Der dermat eens gitt.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Ech wollt awer dann, Här Mosar, och nach soen: Wann Der mengt, mir wiere „schizophreen“, dann ass dat och Äre Problem! Mä Schizophrenie vun enger grousser Vollekspartei, déi jo awer souwuel de Jo an déi eng Meenung wéi déi aner enner sech enner een Hutt kritt...

(Interruption)

Gutt, déi Diskussioun kënn mer dann nach eng aner Kéier wiederféieren. Ech kommen zréck zu menger Ried, soss si meng zéng Minutten verschwonnen.

Ech gräifen och scho vir - obschonn ech nach net e Statement kritt hunn -, datt mer eis et net esou einfach gemaach hu wéi esou munch aner Leit heibannen. Mir hunn näämlech net wéi eis Kolleeg vum déi Lénk einfach nëmme Nee zu CETA gesot. Mir hunn eis och doduerch d'Chance net huele gelooss, fir kënnen e konstruktivt Wuert matzuschwätzen an de Vertrag doduerch ze besseren.

Mir hunn och eng aner Relatioun zu der Europäescher Unioun wéi déi Lénk. Well wann et muer e Referendum géif ginn zu engem EU-Austritt vu Lëtzebuerg, da géif mir eis Ofstémung op alle Fall net dervun ofhängeg maachen, ob d'Fro aus dem Lénken oder aus dem rietse Lager géif kommen,...

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - ...well esou schwartz-wäiss gesi mir d'Welt wierklech net!

(Interruptions)

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Här President, ech wollt...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir hutt d'Wuert nach net.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Ah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mä wann Der et frot an de Riedner huet näischt dergéint, da kënt Der eng Fro stellen oder eng Präzisioun ginn.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här President, ech sinn e bëssen... Sot mer!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir kritt d'Zäit ugerecht.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Da stellt Är Fro!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci. Merci, Här Adam. Merci, Här President. Ech mierken, datt déi gréng wierklech nervös sinn an deser Fro,...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - ...wat CETA ugeet, datt op eemol den Här Adam, deen normalerweise jo ganz sachlech ass, versicht, eng ganz demagogesch Linn ze fueren.

Ech hunn en Interview ginn iwwert d'Europäesch Unioun, a wësst Der, de Problem vun déi Lénk ass deen - an dee kennen déi gréng vläicht och net, an anerer vläicht och net, mä déi gréng bestëmmt net! -, datt mir op dat lauschteren, wat d'Gewerkschafte soen an d'Zivillgesellschaft sot a wat de Mouvement écologique seet.

► **Une voix.** - Aah!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Wann Der ganz genau liest, wat ech soen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also...

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Ech soe ganz genau an deem Interview, do soen ech ganz genau, datt, wann d'Aarbechterbewegung...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Wagner, Dir hutt herno Zäit, fir lech ze explizéieren.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir hutt d'Wuert kritt, fir eng Zwëschebemierkung ze maachen,...

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...net fir eng Ried ze halen.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Oh, mä et ass zwar d'welwecht. Mä op jidde Fall géif ech den Här Adam bieden, e bësse manner demagogesch ze sinn.

► **Une voix.** - Voilà!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Soul!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här President, ech weess net, wou den Här Wagner meng Nervosität feststellt. Ech komme just eng Kéier drop zréck - wann ech dat scho gesot kréien -, wéi kommen ech op meng Ausso, ob dat polemisch ass; hei war eng Fro an engem Interview vum Dënschdeg, 18. Oktober: „Gäbe es morgen ein Referendum zum EU-Austritt Luxemburges, was würde David Wagner wählen?“ Antwort: „Käme dieser von rechten Parteien, würde ich für den Verbleib stimmen. Käme die Idee aus der Gewerkschaftswelt, dann wäre dies anders.“

(Hilarité et interruptions)

Gutt! Da kéim ech erëm, wann et erlaabt ass, zréck zum Thema vun haut, zum CETA.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Elo kann ech nach keng Remarque zu Ären Aussoe maachen, mä, Här Gibéryen, ech mengen, mir hu jo och schonn op Facebook gesinn, datt Dir lech Suerge maacht em eis Aussoen. Mir maachen eis och...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir kritt mech net aus menger Rou bruecht!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Mir maachen eis och Suergen iwwer Är Aussoen. Mir setzen et net all Kéiers op Facebook. Mä gutt!

Mir schaffe schonns zënter Laangem op dem Dossier vu CETA, an zwar inhaltlech. A mir hunn och innerhalb vun eiser Partei op eng méiglechst demokratesch Aart a Weis all eis Memberen, déi sech beruff gefillt hunn, zu diesem Dossier d'Wuert ze ergreifen, matschwätze gelooss.

An, Här President, mir zéien eis net aus der Affär. Mir bezéie Stellung. Mir hunn an der ganzer CETA-Diskussioun Verantwortung iwwerholt. A mir stielen eis och elo, wou mer a Richtung vun engem virleefegen Enn vun de Verhandlungen ginn - an ech betounen „e virleefegt Enn vun de Verhandlungen“ -, mir stielen eis och elo net aus der Verantwortung.

D'Handelsrelationen tëschent Lëtzebuerg a Kanada hunn eng laang Traditioun, geneesou wéi och dat gutt Verhältnis tëschent deenen zwee Länner. Scho kuerz nom Zweete Weltkrich, am Joer 1948, sinn d'Handelsrelationen tëschent Lëtzebuerg a Kanada duerch d'Gründung vun der Chambre de Commerce Canada-Belgique-Luxembourg nohalte gestärkt ginn. Zanterdem hunn déi zwee Länner och ëmmer méi um multilateralen Niveau an internationalen Organisatiounen matenee geschafft.

Eis Relatiounen mat Kanada sinn awer och duerch eng ganz Rei Traitéen um europäesche

Plang gepräagt. Hei ass et wichteg ze erwänen, datt am Joer 1976 en Accord-cadre, dat sougenannt „Framework Agreement for commercial and economic cooperation between Canada and the EU“, also tëschent Kanada an der Europäescher Communautéit, ënnerschriwwen gouf. An deem Accord-cadre haten déi zwou Säite sech géigesäiteg déi beschtméiglech Handelsavantages zougesprach. Si hate sech dozou verpflichtet, um ekonomeschen a kommerzielle Plang ze kooperéieren.

Et gëtt natierlech och aner Accorden, déi en Afloss op den Handel tëschent der EU a Kanada hunn. É Beispill hefir ass den „Agreement between Canada and the European Community on trade in wines and spirit drinks“. Dese Traité geet op den Handel mat Spirituosen a Wäiner an a schützt enner anerem de Mueselwäin als Marque protégée.

Trotz dese Traitéen an trotz der laanger Geschicht vun Handelsrelationen mat Kanada gouf seelen esou vill iwwer en Handelstraité diskutéiert wéi an de leschte Joren, a speziell an deene leschten 18 Méint.

Mir hunn de CETA-Accord kritischesch begleet, vun Ufank un. Firwat esou kritischesch? Majo, de CETA ass e Fräihandelsaccord tëschent der EU a Kanada, zwee laangjäregen Handelspartner, déi sech a ville Punkten nostinn. Mä et ass en Handelsaccord vun där neier Generatioun, deen däitlech méi wäit geet wéi all déi Accorden aus dem 20. Jorhonnert.

Et ass en Handelsaccord, dee Plaz fir vill Hoffnungen opgemaach huet, Hoffnungen op méi e gerechten a faire Welthandel. An och Plaz fir vill Ängschten, Ängschten viru weideren negativen Auswierkunge vun der Globalisatioun.

D'Geschicht vum CETA geet schonns op d'Joer 2007 zréck. Um EU-Kanada-Sommet zu Berlin gouf beschloss, fir eng Studie opzeginn, déi sollt analyséieren, wat d'Benefisser an d'Käschte vun enger méi enker ekonomescher Zesummenaarbecht tëschent Kanada an der EU kéinte sinn. Dës Etüd gouf am Joer 2008 publizéiert, wouropshin am Joer 2009 e Rapport joint nokum, ier den deemolege kanadesche Premier Harper zesumme mat dem deemolege EU-President Topolánek an dem deemolege Kommissionspresident Barroso um EU-Kanada-Sommet zu Prag den Ufank vun den Handelsgespräicher annoncéiert huet.

Bis Oktober 2011 waren néng formell Verhandlungsrunden ofgeschloss. An am Oktober 2013 hunn de kanadesche Premier Harper an de Kommissionspresident Barroso zu Bréssel annoncéiert, datt déi zwou Parteien zu engem prinzipiellen Accord komm wieren. Fäerdeg publizéiert gouf den Accord awer eréischt nom juristeschen Iwwerpräieren an no dem Engagement mam ICS - et ass schonn de Mëtteg erwäant ginn - den 29. Februar vun deem Joer.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et iwwerrascht bestëmmt keen heibannen, wann ech behaupten, datt ech mer als gréngen Deputéierte mam CETA, trotz ville verschidde Verbesserungen, déi bis haut gemaach goufen, nach ëmmer en aneren Accord gewénst hätt.

Jo, et ass sécher, wann et eleng un eis geleeen hätt, da géif de CETA-Vertrag ganz anescht ausgesi wéi deen, iwwert dee mer haut schwätzen. D'Welt an d'Europäesch Unioun brauchen eiser Meenung no fir d'Zukunft eng ganz aner Generatioun vun Handelsverkommen. Si brauchen Handelsverkommen, déi den Ëmweltschutz op déi alleréischt Plaz stellen, déi de Klimaziler méi gerecht ginn! Si brauche fair Handelsverkommen, déi op demokratesche Grondprinzipie berouen, a si brauchen Handelsverkommen, déi déi nohalte Entwécklungsziler vun de Vereenten Natiounen nach méi eescht huolen. Si brauchen Handelsverkommen, déi de Mënsch an de Mëttelpunkt setzen, de Mënsch viru d'Interesse vun de grousser multinationale Gesellschaften.

De CETA-Accord wäert eis weisen, a wéi eng Richtung datt mer an Zukunft musse goen, fir des Ziler ze errechen. De CETA-Accord mat sengen negativen an hoffentlech och positive Säiten! A jo, sécherlech wäert de CETA en Afloss op den TTIP a weider Fräihandelsverträge kréien.

A jo, et ass sécher, wann et un eis geleeen hätt, da wier och beim CETA vun Ufank un op méi eng transparent Aart a Weis verhandelt ginn. An ech mengen, mir sinn net déi Eenzeg heibannen, déi sech dat vun Ufank u gewénst hätten. Enner anerem huet och den Här Mosar schonn dorobber higewisen.

Den Text, esou wéi mir en hei virleien hunn, ass e Kompromësstext, dee vu 27, 28 EU-Memberstate mat hire verschidde Regierungen - mat deene wierklech verschidde Regierungen, wann een et queesch duerch Europa kuckt; an et sinn och net méi ëmmer deiselwech wéi déizäit wéi den Accord ausgehandelt ginn ass - a mat der Europäescher Kom-

missioun a Kanada zesummen ausgehandelt gouf. An, wéi gesot, eigentlech war den Text schonn am Hierscht 2013 fäerdeg verhandelt an ofgeschloss.

Mir haten als Gréng d'Méiglechkeet, de CETA-Vertrag vu virera pauschal ofzeleenen. Mir hunn décidéiert, dat net ze maachen. Mir hunn décidéiert, datt mer net géife fräiwëlleg an den Abseits goen. Mir wollten eis bedeelegen un der Diskussioun em den Accord, a mir hunn eis bedeelegt. Mir wollten eisen Deel zu enger Verbesserung vum Accord bäidroen. A mir hunn eisen Deel dozou bäidroen.

Mir hunn ëmmer erëm - an ech behaupten och net, datt mir déi Eenzeg waren - eng etlech Froen opgeworf, déi nach net gekläert waren an och nach zum Deel haut net gekläert sinn. Zënter Mee hu mer eis an engem Aarbechtsgrupp intensiv mat CETA ausermegesat. Mir haten europäesch Experte fir Wirtschaftsrecht an internationalen Handel agelueden, fir iwwer inhaltlech an technesch Froen ze diskutéieren. Meng Partei hat sech och mam Minister Jean Asselborn getraff, fir him eis Bedenken zu verschidde Punkte vum CETA matzedeelen, mat him ze diskutéieren an Äntwerten op oppe Froen ze kréien. Och him Merci fir säin Engagement a seng Bereitschaft, sech deenen Diskussiounen ze stellen.

Nieft eis hunn awer och nach vill aner Akteuren op ville verschidde Niveauen Drock gemaach; a mat Succès. En Text, deen eigentlech schonns zou war, ass nach eemol opgemaach ginn. Aus dem ISDS gouf en ICS. An de CETA krut en Zousazprotokoll ugehaangen. Dëst si sécherlech nëmme kleng Erfolger, an awer sinn ech der Meenung, datt d'Ännerungen, déi zënter 2013 deelweis och géint d'Juncker-Kommissioun duergesat goufen, an déi richtig Richtung ginn. A virun allem gouf jo och eis Roll als Deputéiert a puncto Ratifizierung kloergestallt. Dat heescht, et ass en Accord mixte ginn an d'Parlamenten hunn dat lescht Wuert.

Vill Leit menge jo, datt de CETA-Dossier deem nächst zou wär, wann den EU-Conseil bis Jo gesot huet. Mir mengen awer, datt et elo op eisem parlamentareschen Terrain eréischt ugeet an hei nach gréisser Matcher wäerten ze spille sinn. An och datt ass enner anerem en Asaz, deen de Lëtzeburger an eisem Parlament ze verdanken ass.

Konkret geet et drëms, datt d'Fro vun de Schiidsgeriichter jo an den „Mixte“-Deel vum Accord soll kommen oder kënn...

(Interruption)

Dat ass geschitt.

...an domadder och a sämtlechen nationalen an an den zoustännege regionale Parlamenten wäert musse gekläert ginn.

A wat des Schiidsgeriichter ugeet, do ass scho viles gesot ginn. Do ass awer nach viles och onkloer. Vill Regeln zum Fonctionnement mussen nach ausgeschafft ginn. Mir hunn och nach ëmmer, fir et emol héiflech auszudrécken, „gréisser Bedenken“, wat d'Noutwendegkeet vun dese Schiidsgeriichter betrëfft.

Onofhängeg vum prinzipielle Problem besti mer och widerhin drop, datt méiglechst schnell e strikte Code de conduite fir d'Riichter an d'Riichterinne vun dese Geriichter muss ausgeschafft ginn, esou wéi et och an der Motioun, déi mer haut verabschieden, steet.

Zum Schluss wëll ech dann nach eng Kéier betounen, datt déi gréng de Jean Asselborn och widerhin a senger Aarbecht wäerten ennerstetzen an him och fir säin Engagement a seng Ausdauer Merci soen. Mir deelen och déi zousätzlech Lëtzeburger Bedenken an déi Punkten, déi onbedéngt fir Lëtzebuerg mussen erfüllt sinn, déi den Ausseminister den Dënschdeg am Conseil offiziell zu Protokoll ginn huet. Allerdéngs gesäit et jo ganz esou aus, wéi wann de CETA dese Weekend nach net géif finaliséiert ginn. Speziell d'Demande vun der walounescher Region fir Verbesserungen un der „joint interpretative declaration“ decke sech jo och mat eise Lëtzeburger Fuerderungen. A weider Verbesserung sinn an eisen Aen ëmmer méiglech, soulaang den Traité net offiziell signéiert ass.

Et sollt een d'Zäit och notzen, fir déi rechtlech Verbindlechkeet an d'Uwendbarkeet vun der Zousazdeklaratioun ze verbessern an och d'Belsch mat an d'Boot ze kréien.

Ech ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun zu deser Motioun. An ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Adam. An den nächsten age-schriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech fir d'Éischt all deenen uschleissen, déi dem Här Minister Asselborn Merci soen, dass en heihinner komm ass, dass en eis déi Erklärung ginn huet. A viles vun deem, wat e gesot huet, si jo och positiv Entwécklungen.

Loost mech vläicht eis Deklaratioun hei an e puer Punkten opdeelen.

Fir d'Éischt e puer Wieder iwwert d'Positioun vun der ADR. Mir haten eng Journée parlementaire, wou mer de CETA am Detail diskutéiert hunn, wou mer och eis Partiegremien invitéiert haten. An deen Abléck hu mer diskutéiert opgrond vun deenen Dokumenter, déi vir-louchen. Dat woren nach net déi definitiv Dokumenter. A mir hunn eise Partiegremie versprach, dass mer zréckkommen, wann all d'Dokumenter definitiv virleien, an dass mer dann eréischt eng Parteidécsion huelen, ouni de konstitutionelle Rechter vun den Deputéierte virzegräife selbstverständlech. Mir hunn also déi lescht Décsion an der Partei nach net geholl. An ech wäert d'ADR also hee an deem Sënn haut net engagéieren.

Mir hunn awer eng Rei vu virleefeg Konklusiounen geholl gehat. Dat Éischt ass, dass mir och déi Wichtigkeet vun fräien Handel mat Kanada ënnerstrach hunn, dass mer de Schutz vun eisen ekonomeschen, sozialen an ökologeschen Interesse ganz héichschreiwén, dass mer keng Verméschung mam TTIP wëllen. A mir hunn do och proposéiert, dass mer mat eisen amerikanesche Frënn éischter a Richtung vu sektoriellen Accorden gi wéi a Richtung vun engem „comprehensive agreement“, deen eis net realistesch schéngt. Also an deem Sënn hu mer Nee zu TTIP gesot. A mir hu prozedural op d'Kompetenz vun deenen nationale Parlamenten insistéiert.

Wat heescht dat fir haut? Ech wëll vläicht - ausser vun de Sonnesrieden - e puer Wieder soen iwwert de Rôle vun den nationale Parlamenten an e puer institutionell Aspekter an dëser Diskussioun besonnesch ënnersträchen. Et ass näamlech wichteg, an ech kommen herno och, wann ech d'Haltung vun deene Gréngen an aneren analyséieren, op d'Konsequenz a verschiddene Positiounen zréck.

Dat Éischt ass: Mir hu gesot, d'ADR huet dat ëmmer gesot, dëst Parlament huet gesot, et muss en Accord mixte sinn. En Accord mixte inspiréiert sech un den Dispositiounen vum Artikel 4 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Union européenne. Mä deen Traité, deen Artikel, deen ass aus Opportunitéitsgrënn am Laf vun der Zäit esou interpretéiert ginn, als géif et do eng kloer Trennung an deem Artikel ginn, äänlech wéi am Artikel 3 virdrun, téschent deem, wat Unionskompetenz ass an national Kompetenz. Dat ass net de Fall!

Dat ass eng Rechtsentwécklung, déi déi eng arrangéiert huet, well se méi Pouvoire wollten, an déi aner arrangéiert huet, well se den Diskussioun wollten aus dem Wee goen. Mä mir hunn eng „compétence partagée“ doranner. Am däitschen Text steet „gemeinsam“, am engleschen „shared“. Mir hu keng séparé, mir hu keng résiduell national Kompetenzen, keng Reschtkompetenzen, mä eppes, wat zesumme soll ausgeübt ginn téschent europäeschen Instanzen an nationalen Instanzen.

Den Europäesche Gerichtshaff - den Här Minister huet virdu gesot, dass mer nach en Uerteel am Dossier Singapur erwaarden -, deen huet traditionell integratiounstesch geuerteelt, dass jo och an deem Sënn e bësse geschaaft ginn, och déi lescht Lissabon-Revisioun vun de Verträg huet den Europäesche Gerichtshaff an deem Sënn inspiréiert. Mir kënnen eis also virstellen, a wéi eng Richtung et geet.

Fir eis ass et awer wichteg, dass mer de Geescht vum Traité, esou wéi en ursprüngelech geholl ginn ass, respektéieren an an nâischt higinn an an der Ratifizierungsprozedur vun engem internationalen Traité d'Kompetenz vun den Nationalstaten aschränken. Well dat ass net esou geduecht gewiescht!

Mir wëllen och keng ëmgedreite Souveränitéitsdoktrinn. D'Souveränitéit vun den Europäesch-Unioun-Organer, souwäit se existéiert als Deelsouveränitéit, kënnen vun de Memberstaten. An esou seet et och den Artikel 4 vum Traité vun der Europäescher Unioun, dass d'Kompetenz jo och nëmmen delegéiert sinn dohinner, dass alles, wat net explizitt un d'Europäesch Unioun gaangen ass, eng national

Kompetenz ass. Also sinn och déi exklusiv Kompetenz vun der Unioun ëmmer nëmmen delegéiert Kompetenz vun den Nationalstaten. Och dat ass europäeschen Traité!

Den Artikel 25 vun der Wiener Vertragsrechtskonvention muss dobäi matbeduecht ginn. Hei ass den Artikel 31 Alinea 2 rappéléiert ginn, an deem Sënn iwwert d'Rechtsverbindlechkeet vun interpretativen Deklaratiounen. Dat ass och zu Recht esou gemaach ginn. Mä den Artikel 25 muss och interpretéiert ginn. Dee schwätzt iwwert d'Konditiounen vun der provisoischer Uwendung vun engem Vertrag an dat, wat et heescht, wann e Stat net wëllt gebonne sinn. An dann heescht dat d'Enn vum Vertrag.

Firwat soen ech dat hei? Ma well eis opgefall ass, dass bei der Application provisoire dat anscheinend an Europa net ëmmer de Fall ass, an dass deen Artikel 25 an de Geescht vun de Verträg vun den europäeschen Institutiounen net ëmmer respektéiert gëtt.

Kommt, mir kucken de Referendum vum 6. Abrëll dëst Joer an Holland: 61% vun de Leit hunn an enger Fro iwwert den Accord d'association téschent der Europäescher Unioun an der Ukrain decidéiert, dass se Nee zum ganze Vertrag soen. Trotzdeem gëtt e weider provisoiresch applizéiert! Elo kann ee soen: „Bon, d'hollännesch Regierung huet vläicht nach net all hir Konklusiounen gezunn.“ Mä et ass awer e Lackmustest. Mir mussen kucken: Wann dann elo e Stat wierkelech Nee seet, och par voie référendaire, wéi dat an Holland de Fall ass, heescht dat da wierkelech d'Enn?

Den Här Minister ass haut heihinnerkomm an en huet gesot: „Wann ee Stat, ee Parlament Nee seet, dann ass dat d'Enn.“ Mä mir hunn awer de Fall vum Associatiounsofkommes mat der Ukrain. An also stellt sech d'Fro vun der Glafwierdegkeet vun där Ausso.

Dann ass och gesot ginn: „Mir gi bei d'Europäescht Parlament.“ Ech mengen, den Här Angel hat et rappéléiert: Et ass demokratesch gewielt; dat ass wouer! Mä ech erënnere mech, den Här Minister ass komm an en huet sech gefreet - dat kann een deelen oder och net - iwwert den Ausgang vum Referendum an Ungarn - dat ass hir Saach, et ass net eis -, wou manner wéi d'Majoritéit sech un de Wahl bedeelegt, sech um Referendum bedeelegt hunn. Also wor en ongültig. An Ungarn wor d'Wahlbedeelegung 44,08%. D'Wahlparticipatioun bei de Wahlen vun leschten Europaparlament wor 42,61%. Iwwert déi Legitimitéit gëtt awer ni diskutéiert!

Mir wëllen als ADR hei e puer Prinzipie ganz kloer soen:

Éischstens, mir hätte gär, dass dee ganzen Traité dem Parlament virgeluecht gëtt! An do ënnerscheede mer eis schon an engem sprangenden, essenzielle Punkt vun deem Text, dee véier Parteien eis hei virleëen.

Véier Parteien hunn haut eng Motioun heihinnergeluecht - an ech kommen nach drop -, wou se soen: „Mir wëllen, dat hei d'«partie mixte»...“ - wéi si soen, et ass e falschen Ausdrock, et ass net d'„partie mixte“, et wär héchstens d'„partie nationale“ an där Logik, wéi dat dote geschriwwen ginn ass -, mä „...dat d'Partie mixte hei soll ënnerschriwwen ginn“ - an der Logik also „partie nationale“ -, wou mir soen: Neen! Well mir interpretéiere, mengen ech, richtig déi europäesch Rechtslag a mir wëllen dem Parlament net dat Recht huelen, iwwert dee ganzen Traité ofzestëmme! Dat hu mer och ni hei anescht an der Chamber bis elo gesot! Ech kann lech herno - dat maachen ech och - eng Motioun hei zitieren, déi eppes aneres seet.

A mir wëllen och - an dat ass och an enger Motioun, Här Präsident, déi ech lech heimadder iwwerreechen -, dass mer nach an dëser Legislaturperiode, wa méiglech, am Fall vun engem Ofschluss da vun dësem Vertrag mat Kanada, wäerte kënnen driwwer ofstëmme.

Motion 2

D'Chamber

- am Hibleck op déi konstitutionell a vertraaglech Rechter vun den nationale Parlamenten an hir politesch Wichtigkeet bei der Ratifizierung vun engem internationalen Ofkommes, inklusiv vun enger Ofkommes, dat ënner déi gemëschten Zustännegkeet vun der EU an hire Memberstate fällt;

- am Bewosstsinn vun der Bedeutung vun den transatlantische Bezéiungen a besonnesch och vun de Relatiounen mat Kanada;

- am Fall vum Ofschluss vum CETA-Accord téschent der Europäescher Unioun an hire Memberstaten, engersäits, a Kanada, anersäits, fuerdert d'Regierung op,

- der Chamber dee ganze CETA-Vertrag mat Kanada virleëen, fir dass d'Chamber och kann iwwert dee ganze Vertrag am Hibleck op eng eventuell Ratifizierung ofstëmme;

- der Chamber de CETA-Vertrag esou séier wéi méiglech virleëen, fir dass nach an dëser Legislaturperiode kann iwwert dee Vertrag ofschléissend ofgestëmmt ginn.

(s.) Fernand Kartheiser.

Dann ass nach e ganz wichtige Punkt. Mir hunn hei, an dat kënn jo och als Konklusioun aus deem, wat den Här Minister Asselborn gesot huet, e Prinzip gesot: dass mer u sech respektéieren, wann ee Parlament Nee seet, dann ass et eben de Schluss, wat fir Lëtzebuerg besonnesch wichteg ass. Wéi dacks wore mir dann als klengt Land isoléiert? A wéi dacks hu mir dann drop gehalen, dass déi Rechtsgrundlage respektéiert ginn an dass, wann een Nee seet, da muss et Nee sinn?

A wat maache mer elo an dëser Motioun, déi véier Parteien hei eis proposéieren, mat Wallounien? Mir soen an den europäesche Vertrag selwer, Artikel 4(2), dass d'Unioun all demokratesch verfassungsméisseg Struktur muss respektéieren, och déi regional a lokal Selbstverwaltung, Artikel 4(2). An awer héiere mer aus der Belsch elo Wieder wéi „Ultimatum“. An hei gi mer hin an dës Regierung, dës Regierungsparteie proposéieren eis eng Motioun, wou mer zwar feststellen, dass ee Parlament Nee seet, a wou mer awer wëllen higoen a ratifizieren!

Mir widderprechen eis jo! Mir widderprechen eis. Mir soen engersäits - an et ass eng vertraaglech Obligation! -, dass all Parlament a senger konstitutioneller Roll soll respektéiert ginn. An hei fuerdere mer praktesch op, eis iwwer Wallounien ewechzesetzen an awer viruzemaachen an ze ënnerschreiwén.

Dat ass net eis Definitioun vu Respekt.

Mir hunn eis och gewonnert iwwert déi Haltung vun deenen eenzelen Parteien, wa mer déi Motioun kucken, déi hei presentéiert ginn ass. déi gréng, hei eng fantastesch Leeschtung! Här Adam, Dir hutt mech beandrockt, wéi Der mech dacks beandrockt. Haut hutt Der mech beandrockt duerch déi Eleganz vun enger 180-Grad-Kéier, déi Der hei gemaach hutt am Numm vun Ärer Partei.

Mä Dir hutt net nëmmen hei eng 180-Grad-Kéier gemaach! Ech froe mech, wat d'Basis bei deene Gréngen hält vun Äre Positiounen. Mir hunn dach hei déi Texter, déi virleien, wéi déi gréng selwer gesot hunn, Dir hutt hei gesot zweemal an Ärer Ried: „Mir hunn nach net déi definitiv Texter. Mir hu virleefeg Texter.“ An deene gréng Gremien, do gouf awer eppes ganz aneres gesot. Do heescht et: „Wa mer déi endgültig Texter hunn, dann huelen déi gréng hir Positioun.“ „Erst wenn das Ergebnis der Nachverhandlungen bekannt ist und uns das endgültige Zusatzprotokoll vorliegt...“. Dat ass nach net do! An awer gitt Der eis haut schon Ären Accord! Net eise Problem, mä Dir erkläert dat an Ärer Partei!

Genausou wéi Der hei sot, majo, da misst de Vorsorgeprinzip, Artikel 191, betount ginn an dat misst rechtsverbindlech sinn. Jo, dass steet an enger Erklärung vun der Europäescher Kommissioun, vun där mer awer nach net wëssen, wat deen endgültige Rechtsstatus vun där Erklärung do ass. Mir hunn also hei eng Partei, déi eigentlech déi Décsionen, déi an hirer ee-gener Partei geholl gi sinn, an enger 180-Grad-Kéier haut negéiert.

Dann, de Respekt vun de Parlamenten, ech hat dass scho gesot, wou mer hei feststellen, dass mir ëmmer erëm gesot hunn, dass mer müssen déi demokratesch Prozedure respektéieren. Mir haten hei gesot an eiser Motioun an der Chamber, dass mer müssen d'Konfirmatioun «conformément aux procédures légales de ces États» maachen. Dat war de 7. Juli 2015. Et ass jo dat, wat an der Belsch geschitt! Déi respektéieren hir Verfassung. An awer wëlle mir higoen a soen: „Bon, ob d'Belsch elo d'accord sinn oder net, mir gi weider a mir ratifizéieren.“

Et sinn also hei eng ganz Rei Problemer an deem Text, deen eis virgeluecht gëtt. Mir hunn nach net déi definitiv Texter, wéi ech gesot hunn. Duerfir wëll ech d'ADR haut nach net festleëen, obscho mer et kéinten. Ech maachen et net, aus Respekt virun de Membere vun eise Partiegremien.

Dat Zweet ass, mir hunn hei en Text, deen net de Geescht respektéiert vum Respekt virun de konstitutionelle Regele vun engem Nopeschland an dem Respekt virun den demokratesche Prozeduren an der Belsch. Mir hunn en Text, dee seet: „Mir kënnen hei als Lëtzeburger Parlament nëmmen en Deel ratifizéieren.“ An et steet an Ärem Tiret: «...le pouvoir de décision en ce qui concerne la ratification de la partie mixte de l'accord» soll d'Chamber kënnen agéieren. Mir soen als ADR do kloer Neen. Mir hätte gär, dass dëst Parlament an der Ausübung vu senger souveräne Rechter iwwert dee ganze Vertragstext vum CETA kann a muss ofstëmme, fir sech eng Meenung iwwert d'Ratifikatioun kënnen ze maachen.

A schlussendlech ass et jo och nach esou, dass den Artikel 218(5), deen hei invoquéiert gëtt an Ärer Motioun, iwwert d'Konfirmatiounsprozeduren an d'Application provisoire, nâischt seet zu deenen Dispositiounen, déi awer hei an der Partie décisionnelle invoquéiert ginn.

Déi Motioun ass also fir eis net akzeptabel. A mir wäerte bei eiser Linn bliewen: volle Respekt virun der Souveränitéit vun dësem Parlament an där vun deenen anere Parlamenten. A mir wonneren eis iwwert d'Positioun vun de Gréngen an dëser Fro.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci gesot. A leschte Riedner ass de Marc Baum fir déi Lénk.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Här Präsident, ech hunn d'Diskussioun suivéiert, opmierksam suivéiert. An ech muss lech soen, dass ech awer iwwerrascht sinn. Dass liberal oder konservativ Parteien d'Hohelied vum Fräihandel, vum liberale Fräihandel sangen, ass konsequent a kohärent. Dass awer Organisatiounen, Parteien, déi historesch zur Gauche gehéieren, dass op déi onkritesch Aart a Weis maachen, huet mech awer iwwerrascht.

Ech mengen näamlech, dass déi Geschicht vum liberale Fräihandel net eréischt mat TTIP a CETA ugefaangen huet. Si huet scho méi laang ugefaangen. Mëtt de 90er Jore hate mer en Accord, deen AMI geheescht huet, wou Verhandlungsdokumenter, äänlech wéi elo bei TTIP a bei CETA, geleaked goufen, un d'Effentlechkeet koumen a wou en Opschrii war vun der Zivilgesellschaft, äänlech wéi dat hei haut de Fall war bei TTIP a bei CETA.

An no enger kuerzer an hefteger Diskussioun vu Kritik vu Gewerkschaften an Ëmweltverbänn war et de französische sozialistesch Premierminister Lionel Jospin, deen deen Accord AMI fir dout erkläert huet. En huet ausdrécklech gesot: „Et ass en Accord, deen net reformabel ass, net amendabel ass, mä deen esou an deene Grondzich, wéi en elo virläit, muss refuséiert ginn.“ Dass war um Niveau vun der OECD, wou dee sollt a Kraaft treden, deen Accord.

Duerno ass probéiert ginn, en Accord ze fanen um Niveau vun der OMC. Mir kënnen déi globalisierungskritesch Bewegung, '99, Seattle, an och dass 2003 definitiv gescheitert zu Cancún.

Zënterdeem probéiert d'Europäesch Kommissioun elo, bilateral Handelsaccorden ze maachen, mat awer nach ëmmer méi oder manner deemselwechten Inhalt. Dass heescht: Déi Kritik, déi an den 90er Jore scho berechtigt war, ass elo nach ëmmer do. An et kann een de Wording kucken vum eenzelne Passagen, deen identesch ass mat deem vun deenen Accorden, mat deene mer et hei ze dinn hunn.

Ech wëll awer ufänke mat der Zousazdeklaratioun, déi an de leschte Woche jo ganz vill diskutéiert ginn ass. Eis fällt op, dass zimlech all Avis juridique, deen op deenen zwou Säite vum Atlantik verfaasst gouf, seet, dass dee juristesche Wäert vun där Deklaratioun quasi null ass. Ech erimmen hei just den Avis vun der Salariaatskommissioun, deen am Résumé festhält, dass verschidden, an nëmme verschidde Passagen, ënner ganz besonneschen Ëmstänn kéinten - eventuell - vun engem Richter - wann en da Loscht huet - als Interpretatiounshëllef genotzt ginn. Awer nëmmen, wann e mat allen anere méiglechen Interpretatiounsmëttelen net méi weiderkënn, also am Zweifelsfall. Dass heescht, et concédéiert een: Ma Zweifelsfall si méiglech.

Donieft ass awer den Inhalt vun där Deklaratioun, an eisen Aen, deelweis lächerlech. Ee Beispill: An der Deklaratioun gëtt gesot, dass CETA géifen d'Staten d'Recht behalen ze reguléieren, dee beruünten „right to regulate“, dee jo och vum Ausseminister esou oft an esou gären zitéiert gëtt.

Mä, Här Präsident, wann an engem Vertrag muss festgehal e ginn an erkläert ginn, dass de Stat weider d'Recht behält, ze reguléieren respektiv Gesetzer ze erloossen, da seet dass scho ganz vill iwwert den Inhalt vun deem Text aus! An dass ass dann eigentlech schon de Skandal.

Wat awer net drasteet an der Deklaratioun, dass ass, dass d'Staten zwar d'Recht hunn ze reguléieren, mä dass d'Multinationale gradesou d'Recht hunn, fir dergéint ze kloer, fir Schuedenersaz a Milliounenhéicht kënnen ze fuerderen.

Firwat steet dass net klipp a kloer an där Deklaratioun, dass d'Multinationallen net kënnen géint eng souverän Décsion vun engem demokratesch Parlament virgoen?

► **Une voix.** - Dat steet dach dran!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Neen, dass steet net dran! D'Kapitel 8 vun der Deklaratioun...



Ech kommen nach drop zréck, Här Asselborn. Ech hunn lech och Äre Rasonnement duerchfeiere gelooss.

Et steet net klipp a kloer dran, well den eigentlechen Text vu CETA näämlech genau dat virgesäit, datt d'Multinationale géint d'Décisionne vu Parlamentarier kloer kënnen, well et sech bei dëser Deklaratioun also eigentlech just ëm e PR-Exercice handelt, deen de Leit an eisen Aen soll Sand an d'Äe streeën.

D'Madamm Malmström huet et selwer genannt, déi Deklaratioun, dat wier esou eng Zort „Best-of“ vun deem, wat am CETA géif drastoen.

An da sti jo och nach Saachen dran, an dëser Deklaratioun, déi objektiv falsch sinn, wéi zum Beispill déi Geschicht, datt lokal Investisseuren déi gläich Rechter hu wéi kanadesch Investisseuren. Dat ass falsch! Wann de Cactus hei zu Lëtzebuerg investéiert, kann hien net de Stat virun engem Schiidsgeriicht verkloen, wann em eppes net passt. De Walmart-Konzern kann dat mat senger Sucursallen a Kanada awer maachen, wann de CETA bis a Kraaft ass. D'Cactus-Grupp huet net dat Recht, virun e Schiidsgeriicht ze goen.

Datt hei verschidde Parteien hir Zoustëmmung zu CETA mat dëser Deklaratioun verbannen, déi an eisen Aen onverbindlech ass, ass onverstandlech, well et ass net déi Deklaratioun, déi zielt, mä den eigentlechen Text vum CETA. An duerfir bleiwen och all déi Kriticken, déi an deene vergaangen zwee Joer aus der Zivilgesellschaft komm sinn, weider bestoen.

Här President, eng Bomm entschärft een net doduerjer, datt een e Smiley dropmoolt!

(Interruption)

CETA ass, genauou wéi TTIP, TISA an déi aner Handelsverträge vun där sougenannter neier Generatioun vun der EU-Kommissioun, en zudéifst neoliberaler Projet. Wann den Ausseminister seet, et géif dobäi dréms goen, fir der Globalisierung Regelen ze ginn, dann ass dat am beschte Fall Wonschdenken!

Et geet hei net ëm Soziale oder Ëmwelt. Dat ass reng Dekoratioun. An deene Beräicher enthält CETA näischt, awer och guer näischt, wat een och nëmmen iergendwéi kéint als Fortschritt bezeichnen. An d'Tatsaach, datt Kanada elo ILO-Konventionen ënnerschreift, dat ass net duerch CETA de Fall. Well, wat soll dann am Ëmweltberäich weider kommen? Wat bréngt CETA fir de Klimawandel? Oder mengt Der, wann nach méi Wuere onnéidegerweis vun där enger Säit um Pull op déi aner Säit vum Pull transportéiert ginn, kéinte mer d'COP21-Ufuerderunge besser erfëllen?

Dir sot eigentlech just, et wier manner schlëmm, wat am CETA-Accord drasteet, wéi erzielt géif ginn. An Dir hutt awer en Argument, wat derfirschwätzt, an dat ass e liberale Argument. Dir sot: „Wa mer Regelen a Restriktionen ofbauen, da schafe mer Wuesstum.“ Dat seet och d'EU-Kommissioun. A si huet och virgerechent, datt deen Accord géif e Wirtschaftswuesstum bréngen. Aner Etüde beweisen oder probéieren, de Géigendeel ze beweisen, soen och, et kéim zu Aarbechtsplazoffbau. Mä souguer d'Kommissioun seet, datt et verschidde Beräicher vun der Economie gétt, déi dovunner profitéieren, an aner, déi net dovunner profitéieren a souguer drénner leiden.

Här President, ech hunn den Aussenhandelsminister viru véier Méint an der Chamberskommissioun gefrot, ob d'Regierung déi Berechnungen op eist Land ugewannt hätt, ob se eng Etüd an Opdrag ginn hätt, wat dat fir eis Economie bedeit, wéi eng Secteuren dann dovunner profitéieren a wéi eng Secteuren dann eventuell drénner leiden. An d'Antwort war: „Neen, d'Regierung huet dat net gemaach.“ Siwe Joer Verhandlungen, gétt et mer gesot, a keng Impaktanalyse vu CETA op eist Land!

Bei CETA geet et ëm Liberalisierung an Regulierung. Et geet dréms, datt d'State politesche Spillraum ofginn. Et geet ëm den Ofbau vu Restriktionen fir Multinationale a fir d'Kapital, a schlussendlech ëm eng weider Konzentrierung vun der ekonomescher Muecht.

Mir kënnen net akzeptéieren, wann d'Kritiker, wéi dat virdrun e bëssen ugeklongen ass och vum Här Graas, wann d'Kritiker vu CETA an TTIP konsequent als Isolatiounisten ofgestempelt ginn. Et ass net, well ee géint des ultraliberal Handelsaccorden ass, datt ee wëllt d'Grenzen zoumaachen!

Jo, de Räichtum vum Land Lëtzebuerg kéint zu engem Deel aus senger Oppenheet. Mä et däerf een awer och net vergiessen, datt de Wuelstand vun de Leit vun de Gewerkschaften an d'Liewensqualität vum Konsumenteschutz a vun Ëmweltbewegungen erkämpft gi sinn, also genau deenen, déi elo géint des Accorde mobiliséieren a virun dësen Accorde warnen.

Ech wëll dann och nach op en aner Argument vun Här Asselborn hei goen, näämlech, datt Europa d'Standarden an der Handelspolitik misst festleeën, well soss aner dat géife maachen.

Éischtens emol: Wie sinn dann déi aner, déi déi Standarde géifen an der Welt duerchsetzen? Kenia? Mosambik? Bangladesch? Souguer China huet net d'Capacitéit, fir alleng der Welt seng Regelen opzedrängen.

An zweetens: Wouhier hëlt sech d'EU-Kommissioun eigentlech d'Recht eraus, fir dem Rescht vun der Welt hir Regele wëllen opzedrücken? Soll dann um europäesche Wiesen d'Welt geniesen? Ei ei ei, dat wëlle mer net! Net an enger neoliberaler Europäescher Unioun, an där all véierte Bierger vum Aarmutsrisiko bedrot ass!

Den Här Minister ass och an de leschten Deeg net midd ginn ze soen, Europa géif eng schlecht Figur maachen, dat am Kontext vun dem Refus vun der Wallonie. Mä et freet ee sech awer och: Keng gutt Figur fir wien? Well fir Milliounen vun europäesche Bierger, fir Milliounen vun Europäer an awer och fir Milliounen Leit ausserhalb vun Europa ass dat, wat an der Wallonie geschitt, en Hoffnungsschimmer. Et ass d'Hoffnung, datt an déi neoliberal Maschinerie, déi wéi e Bulldozer während Jorzéngten iwwer alles gefuer ass, wat net bei dräi op de Beem war, d'Hoffnung, datt an déi Maschinerie endlech Sand gestreet gétt!

(Interruption)

► M. David Wagner (déi Lénk). - Très bien!

► M. Marc Baum (déi Lénk). - D'Sozialisten, d'Chrëschtendemokraten, déi gréng an déi Lénk an der Wallonie hunn hir Responsabilitéite geholl a si vertrieben och hir Bierger. Ech géif mer wënschen, datt och hei zu Lëtzebuerg d'Deputéiert de Courage hätten, sech op d'Säit vun de Gewerkschaften, den Ëmweltverbänn an der Zivilgesellschaft ze stellen, op d'Säit vun deene 4.000 Leit, déi virun zéng Deeg hei manifestéiert hunn.

Den Dënschdeg um Conseil, op der Pressekonferenz, déi d'Madamm Malmström herno ginn huet, ass och vill diskutéiert ginn, wéi een esou Situatiounen, déi mer am Moment hunn, an Zukunft eventuell vermeide kéint.

Ween elo awer mengt, d'Kommissioun wëllt d'Prozedure méi demokratisch an transparent maachen, huet sech, der Madamm Malmström hiren Aussoen no, awer geschnidden, well gemengt ass, wéi een de Ratifikationsprozess vu Fräihandelsaccorde kann ofkierzen!

Mä dat ka jo just eppes heeschen: Et gétt also elo schonn driwwer diskutéiert, de Stellwärt vun den nationale Parlamentarier an der Handelspolitik nach weider ofzebauen. Reagéiert d'EU op d'Fräihandelskritik mat engem weideren Ofbau vun Demokratie? Dat kann een zumindest den Aussoe vun der Madamm Malmström no fäerten.

(Interruption)

Här President, wat mer ni haten a wat mer onbedéngt brauchen, ass eng Diskussion mat de Bierger iwwer all Deelberäicher vun der EU-Handelspolitik. Wëlle mer Multilateralismus oder bilateral Verträge? Wëlle mer kleng lokal, regional Entreprisë privilegéieren oder multinational Konzern? Wéi kann d'Handelspolitik Sozialdumping verhënnern an héichwärteg Aarbechtsplaze schafen? Wéi eng Handelspolitik kann zum Ofbau vun den Inégalitete bäidroen? A wéi kann een Handel mat Ëmwelt- a Klimaschutz an Aklang bréngen? Wéi kann d'Verhandlung an d'Ëmsetzung vun der Handelspolitik demokratisch legitiméiert a kontrolléiert ginn? Alles dat si Froen, déi mer missten diskutéieren an déi haut net diskutéiert kënnen ginn.

Här President, bei deem, wat mer mat CETA um Dësch hunn, ass eis Haltung kloer. Si war et och vun Ufank un. Bei enger ganzer Rëtsch vun anere politesche Parteien, notament bei deene Gréngen an Däitschland, war dat och esou.

Dësen Accord féiert eis an eng Richtung, déi mir op kee Fall kënnen verantworten. De Vott fir oder géint des Zort vu Fräihandelsaccorden ass schlussendlech och eng Entscheedung dorriwwer, a wéi enger Gesellschaft ee liewe wëllt. Entweder et steet een op der Säit vun de Multinationale an dem Grousskapital oder et steet een op der Säit vun de Bierger, de Gewerkschaften, den Ëmweltverbänn, dem Konsumenteschutz an den Entwécklungsorganisatiounen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn eis Säit gewielt.

Merci.

► M. David Wagner (déi Lénk). - Très bien!

(Interruption et hilarité)

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - D'omat si mer um Enn vun der allgemenger Dis-

kussioun an den Här Ausseminister huet nach eng Kéier d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes. - Här President, ech wollt fir d'Éischt nach eppes maachen, fir Kloerheet ze schafen, well an der Motioun ugeschnidden ass, wat ech gesot hat um Kierchbierg den Dënschdeg. An ech géif der Chamber dee kompletten Text gi vu menger Ausso de leschten Dënschdeg am Conseil „Commerce“.

(M. Jean Asselborn dépose une documentation.)

Dat Zweet, wat ech wollt soen - ech hoffen, dass ech nach e wéineg ka liesen -, dem Här Kartheiser wollt soen, ... Awer virdu wëll ech alleguerten deenen anere Leit, déi hei geschwat hunn, e grouse Merci soe fir hiert Engagement a fir hir Wieder, déi och, wat meng Persoun ugeet, mer guttgedoen hunn. Mä ech mengen, mir sinn an engem demokrateschen Débat a mir mussen eis och natierlech kënnen mat deenen ausenansetzen, déi e wéineg eng aner Meinung hu wéi hei déi grouss Majoritéit.

► Une voix. - Très bien!

► M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes. - Wat ech net verstinn, dat ass: Wou soll hei an där Motioun drastoen, dass mir d'Wallonie géifen drängen? Also, wann een dat mer hei kéint explizéieren, da sinn ech gäre bereet, nach fënnf Minutten no der Sitzung heizebliwen, well dat steet net dran!

Ech géif och mengen, dass ech eng Äntwert parat hätt op déi Fro, déi gestallt ginn ass iwwert déi Problemer, déi d'Hollänner eventuell kéinten hu mat der Ukrain. Dir wësst, do war e Referendum. An do ass vun den hollänneschen Autoritéiten um leschte Conseil ganz kloer gesot ginn, dass déi Konditioun, déi hei drasteet, sech just géif op CETA bezéien an net op iergendeen aneren Traité.

Mir wëssen, dass d'hollännesch Regierung a ganz schlechten Dicher ass no deem Referendum, wou awer d'Initiateure vun deem Referendum gesot hunn, et géif hinnen net ëm d'Ukrain goen, mä ëm vill aner Saachen. Haut um Conseil européen gétt dorriwwer geschwat. An et ass ze hoffen, dass d'hollännesch Regierung e Wee erausfënn aus där Situatioun, an där se dran ass. Well et wier schued, wierklech schued, wann Europa net kéint dee Schratt maachen an deen Accord mat der Ukrain guttheeschen!

Dann, wat de leschte Riedner, den Här Baum, gesot huet: Also, ech fannen, och an där Chamber hei an och an deene leschten Deeg, wat mech e wéineg gewonnert huet, dat ass déi wierklech heiansdo dogmatesch Approche, fir einfach d'Rasonnementer esou ze dréien, wéi se engem passen.

An ech hunn hei zwee, dräi Beispiller: Firwat gétt vum „right to regulate“ geschwat? Firwat gétt geschwat vum Recht, dass d'Parlamentarier, d'Regierung weiderhi regéieren kënnen a légiféiere kënnen? Ma well dat Ängscht sinn, déi vun der Société civile opgeworf gi sinn! An dat sinn Äntwerte vun eben deene Leit, déi CETA ze verteidegen hunn oder wëlle verteidegen, dass do kloer an déi Deklaratioun drastoe kënn, dass den „right to regulate“ net kann touchéiert ginn am CETA-Accord.

Dat Zweet, dat ass, Dir behaupt hei einfach, dass Sociétéiten, Multie kënnen géint Parlamentarier kloen. Mä am...

► Une voix. - Géint Staten!

► M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes. - ...géint State kloen. Mä liest eng Kéier den Artikel 8.9! Ech hunn et elo scho sechsmol gesot! Do steet et genee dran: Wat maachen d'Parlamentarier? D'Parlamentarier stëmme Gesetzer. An et steet dran op siwe Plazen, och am Préambule, dass net ka geklot gi vu Firme géint Gesetzer, déi gestëmmt gi sinn an engem Parlament a wou duerch déi Gesetzer dann hir Gewënner reduzéiert ginn. Dat steet dran! Duerfir muss Der dat unhuelen oder net. Ech kann et nëmmen nach eng Kéier hei explizéieren.

Dat Drëtt, dat ass - a wann dat kee Fortschritt ass: Et ass déi éischte Kéier an engem Handelsoffkommen vun der Europäescher Unioun mat engem Drëttsat, dass d'Europäesch Unioun drop gehalen huet, dass déi aacht ILO-Konventionne mussen ratifizéiert sinn! Elo kënn Der soen: „Dat ass guer näischt.“ Mä dat hu mer a kengem aner Vertrag!

A wann Der da sot, Europa hätt d'Arroganz, fir anere Leit virzeschreiwen op der Welt, wéi se solle liewen, da wëll ech lech just soen: Huelt lech eng Kéier den Accord tëschent Asien an Amerika an da kuckt Der emol doerausfannen, wéi et do mat den Aarbechtsrechter steet, wéi et do steet mat den Ëmweltstandar-

den, wéi et do steet mat de private Schiidsgerichter! Do ass absolut näischt dru geännert. An d'Amerikaner hunn eis ëmmer gesot: „Mir kënnen nëmme just eenegermoossen un lech erukommen, wa mer och deen TPP mat Asien eng Kéier ënnerdaach hunn, fir kënnen an den Endgame (veuillez lire: an den Endgame vun de Verhandlungen zum TTIP) ze goen.“

Ech hunn net hei iwwer TTIP geschwat, absolut net. Mä ech fannen awer, dass een awer muss d'Éierlechkeet hunn, Här Baum, dass wierklech déi Progrèsen, déi gemaach gi sinn, wou ee versicht huet, och am Aarbechtsrecht, och op anere Punkten, wat d'Ëmweltrecht, wat den Développement durable ugeet... Et ass déi éischte Kéier, dass an engem internationalen Handelsaccord iwwert den Développement durable geschwat gétt! An dat sinn awer Progrèsen effektiv, déi een net einfach ka mat där leschter... Wéi sot ech soen? Jo, et ass praktesch eng dogmatesch Approche, déi do besteet, fir dat einfach net zur Kenntnis ze huelen!

Ech wier also wierklech frou - ech war dacks bei lech an der Kommissioun -, dass mer eis an der Kommissioun eng Kéier kéinte véier Stonnen aspären an da kucken, Punkt fir Punkt, wou effektiv an deem CETA-Vertrag... Och d'Deklaratioun, wëschd dat net einfach esou ewech, wat d'Convention de Vienne vun 1969 ugeet! Dat ass net esou, wéi Dir dat sot. Bestëmmt net! Ech si keen héichqualifizéierte Jurist, mä schwätzt mat Leit, déi eppes vun Traité kennen, déi soen lech do de Contraire derzou.

Duerfir, loosst mer vläicht ophalen och! Mä mir maachen do Angscht dem Vollek dobaussen, mir maachen Angscht de Leit mat eppes, wat iwwerhaupt net ass!

Merci.

► Plusieurs voix. - Très bien!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci dem Här Ausseminister. Ech hunn eng Wuertmeldung vun Här Kartheiser zu den Aussoe vum Här Minister.

► M. Fernand Kartheiser (ADR). - Jo, Merci, Här President. Den Här Minister Asselborn hat jo Stellung geholl. An ech soen him Merci fir seng Erklärung. En huet eng Fro gestallt an deem Sënn, datt een him soll erklären, awéiwäit déi Ausféierungen, déi ech gemaach hunn iwwer Wallounien, géifen zoutreffen, fir him dat ze erklären. Dat maachen ech ganz gär.

De 7. Juni 2016 huet dëst Parlament eng Motioun geholl, an där zweemol sech op den Débat démocratique an de Rôle vun de Parlamentarier bezu ginn ass, eng Kéier am Artikel 12, wou gesot ginn ass, den Assentiment vun de Parlements nationaux wär néideg, an eng Kéier am drëtt Tiert bei den Invitten, wou och erëm eng Kéier gesot gétt, et misst garantéiert ginn, datt déi national Parlamentarier hiren „mot à dire“ hunn, also hiert Matsproocherecht.

De 8. Juli 2015 huet dëst Parlament eng Motioun ugeholl, wou nach eng Kéier kloer gesot ginn ass, «à veiller au sein du Conseil» an esou weider, datt d'États membres de l'Union européenne missten do implizéiert ginn, «conformément aux procédures légales de ces États.» Dat ass jo am Abléck an der Belsch de Fall, vu datt Wallounien muss kënnen der federaler Regierung d'Autorisatioun ginn, fir den Accord ze ginn. Et ass also alles korrekt an a Conformitéit.

Elo constatéiert awer déi Motioun, déi mer haut proposéiert kréie vu véier Parteien, an hirem Considérant 11: «que le Gouvernement fédéral de la Belgique n'était pas en mesure de donner son accord, puisque le Gouvernement et le Parlement de la Région Wallonne n'ont pas octroyé les pleins pouvoirs.» Dat ass e Fait. An dann, am leschten Invite, dee leschten Tiert seet do: «compte tenu de ce qui précède», an dat ass fir mech dann natierlech y inclus déi Situatioun an der Belsch, well déi steet jo hei uewendriwwer am Punkt 11, «compte tenu de ce qui précède» soll dann d'Regierung invi-téiert ginn, den Accord am Conseil vun der UE ze ginn an «à lancer le processus démocratique de ratification.»

An do soen ech: Do kann een awer eng Kontradiktioun dra liesen, well et ass näischt, wat an der Belsch geschitt wär, wat net demokratesch wär, wat net konform zu de Prozeduren an der Belsch wär.

An ech soen nach eng Kéier: Et ass wichteg, datt mir als klengt Land och dorobber Rücksicht huelen, well et ass an den Accorde vun der Europäescher Unioun, Artikel 4.2. vum Traité vun der Europäescher Unioun. An esou, wéi et hei formuléiert ass, muss een den Androck kréien, datt, egal wat an der Belsch ge-

schitt, mir d'Regierung sollen invitéieren, elo den Accord ze ginn a mat engem demokratesche Prozess unzefänken, deen awer an der Belsch amgaangen ass ze fonctionnéieren.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Här President, et ass just de Contraire. Wann Der kuckt, wat am «invite le Gouvernement» steet, an deem éischten Turet, do steet dran - dat Éischt, dat ass e Fait, dass effektiv d'Wallonie keng pleins Pouvoirs ginn huet -, do steet dran, dass mer bereet sinn, als Lëtzebuurger Regierung matzehëllefen, wa weider Klarifikatiounen néideg si fir d'Wallonie, wa weider Amélioratiounen néideg sinn, dass Lëtzebuerg do mathëlleft. C'est tout!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm.

Motions

Mir si saiséiert mat zwou Motiounen. Ech ginn dovun aus, dass d'Motiounen allen zwou largement motivéiert waren, an ech hunn deem och bei der Riedezäit Rechnung gedroen, soudass mer zu der Ofstëmmung vun de Motiounen kënnen iwwerzegoen.

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Da géif ech d'Ofstëmmung zu där éischter Motioun, déi vun Här Angel abruecht ginn ass, lancéieren.

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

55 Deputéiert hu sech fir d'Motioun ausgeschwat. 5 hu mat Nee gestëmmt. Domat ass d'Motioun vun Här Angel, déi éierstzëtzt gouf vun deenen anere Fraktiounen, ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Max Hahn), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Vote sur la motion 2

Da géif ech zu der Ofstëmmung iwwert déi zweet Motioun iwwerzegoen, déi vun Här Kartheiser abruecht ginn ass.

Ech lancéieren d'Ofstëmmung. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

3 Jo-Stëmme kommen op dës Motioun, 55 Nee-Stëmme an 2 Abstentiounen. Domat ass dës Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten,

Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Max Hahn), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwerzegoen, der Interpellatioun vun Här Gusty Graas iwwert d'Gestioun vun Waasser. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgellecht. Ech géif proposéieren - no 30 Sekonnen, wann d'Onrou sech am Sall e bësse geleecht huet -, dass dann elo den Interpellant, den Här Gusty Graas, d'Wuert huet.

7. Interpellation de M. Gusty Graas au sujet de la gestion de l'eau

Exposé

► **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.**- Merci, Här President. „Es ist wohl ausgemacht, dass nächst dem Wasser das Leben das Beste ist, was der Mensch hat.“ Dat ass en Zitat vum Georg Christoph Lichtenberg. An ech mengen, dat seet alles iwwert de Stelleväert vun Waasser aus.

D'Fro ass: Si mir eis deem Wäert ëmmer bewosst? Ech mengen, leider muss een dës Fro zu engem gudden Deel mat Nee beäntweren, besonnesch an deene Regiounen, an dozou zielen ech mat Sécherheet emol an éischer Linn eis Regioun, wou d'Waasser oft eppes Selbstverständlech ass. Am Contraire zu villen anere Plazen op der Welt, wou et e Mangel u Waasser gétt a wou virun allem awer och net auszuschléissen ass, datt souguer an nächster Zäit militäresch Konflikter ausbriche wäerten, well net genuch Drénkwaasser do ass.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

D'Problemer vun Waasser insgesamt kann een e bëssen an der Billersprooch illustriéieren wéi Ebbe und Flut: Geschitt en Accident, an där hate mer leider déi lescht Wochen a Méint genuch, ech erënneren un den Accident op der Atert, bedéngt duerch e Problem bei der Goodyear, ech erënneren un d'Shell, an et kéint een dat nach esou hei weiderféieren, dann natierlech ass eng Flut vu Reaktiounen. Ass et roueg un der Waasserfront, dann ass Ebbe, dann héiere mer relativ wéineg vun där Problematik.

Hu mer dann hei zu Lëtzebuerg Problemer mat der Qualitéit vun eise Gewässer? Leider muss een och déi Fro mat engem gewëssene Jo beäntweren, och wann, wéi gesot - ech mengen, et muss een ëmmer realistesch sinn, objektiv bleiwen -, am Verglach zu villen anere Plazen op der Welt dat natierlech staark ze relativéieren ass. Trotz der EU-Wasserrahmenrichtlinie 2000/60/EG - an déi wäert eis an deem Débat hei nach méi wéi eng Keier beschäftegen -, déi den 22. Dezember 2000 a Kraaft getrueden ass an déi bei eis duerch d'Gesetz vum 19. Dezember 2008 ëmgesat gouf, huet sech d'Situatioun net wesentlech geännert.

Et gétt jo ëmmer ganz vill op Europa geschloen, kann ee soen. Hei huet dann Europa op eng Manéier am positive Sënn zréck op eis geschloen, andeems datt et eis ënner Contrainté gesat huet. An ech sinn och iwwerzeegt, wa mer net déi EU-Wasserrahmenrichtlinie hätten, wär d'Situatioun nach vläicht manner gutt.

Da muss een och drop hiweisen, datt Lëtzebuerg jo veruerteelt gouf. Zanter dem 28. November 2013 hu mer missen eng forfaitaire Sanktioun vun 2,2 Milliounen bezuelen an eng deeglech Astreitung vun 2.800 Euro.

Duerfir ass dës Interpellatioun, fir emol erëm eng Keier op d'Wichtigkeet vun enger effikasser Gewässerschutzpolitik hinzewisen.

Ech wëll awer direkt hei ënnersträichen, datt et net d'Zil vun esou enger Interventioun ass, fir mam bësse Fanger op deen een oder deen aneren ze weisen. Ech mengen, wann een éierlech ass, da muss mer dee bësse Fanger op eis alleguerten halen, well mir hunn alleguerten dozou bägedroen, datt d'Situatioun net esou ass, wéi mer eis dat virstellen oder wéi se och vläicht misst sinn.

Dës Interpellatioun baséiert sech virun allem op fënnf Hauptpunkten: éischtens, d'Qualitéit vun de Gewässer; zweetens, den Zoustand vun de Kläranlagen; drëtzens, d'Renatüréierung vun de Baachen a Flëss; véiertens, d'Drénkwaasser. A fënneftens wollt ech awer och nach op den

zweete Gestionsplang fir déi hydrografesch Distrikter vun Rhäin a vun der Meuse agoen.

Et sinn d'Zuelen, déi beweisen et - et sinn net ech, deen dat behaupt, ech sinn duerfir net Spezialist, ech beruffe mech hei op Aussoen, déi awer vu Spezialiste gemaach gi sinn -, an zwar hu mer keen Iwwerflächegewässer, wat de Prädikat „ganz gudden ekologeschen Zoustand“ verdéngt. 23% weisen eng onbefriedigend Qualitéit op an 8% carrément eng schlecht. A wann ee reng de cheemeschen Zoustand vun eise Gewässer kuckt, dann ass kee Gewässer derbäi, wat u sech d'Attribut „zefriddestellend“ oder „gutt“ ka kréien.

Och aus hydromorphologescher Siicht hu mer ganz grouss Problemer an ech wäert och do robber nach zréckkommen. An och déi Donnéeën vum zweete Bewirtschaftungsplang, wéi gesot, ënnersträichen esou Aussoe ganz kloer a ganz dättelech.

An da gétt et ee wichtege, och e verlässleche Bioindikator, dat ass de Fëschbestand. Wa mer eis Baachen a Flëss analyséieren, da muss mer feststellen, datt d'Aartenzusammensetzung, ech géif scho bal soen „dramatesch“ an deene leschte Joren zréckgaangen ass. A wann net géif regelméisseg e Besatz an enger Rei vu Gewässer gemaach ginn, da wär jiddedfalls d'Zuel vun de Fësch nach vill méi kleng.

Laut der EU-Wasserrichtlinn, wéi gesot, hätt mir bis d'Joer 2015 eis Gewässer an e gudden Zoustand bréngen misst. Och als Netzespezialist weess een, datt mer deen Objektiv mat Sécherheet net erreecht hunn. Bis 2021 misst mer dat Zil errechen. Mir kënnen dann nach eng Keier verlängere bis 2027, an da misst normalerweis Schluss si laut dem Artikel 4 vun der Ramerichtlinn.

Et mussen also nach weider grouss Ustrenge gemaach ginn. Woubäi een awer och do objektiverweis muss ënnersträichen: Et ass elo net, datt an deene leschte Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg net investéiert gi wär. Dach, et ass vill investéiert ginn. Mä et ass net genuch investéiert ginn!

Ee vun den Haaptproblemer vun eise Gewässer ass ouni Zweifel d'Eutrophéierung. An do kann een als bescht Beispill, well et eben och elo rezent ass, den 380 ha grouse Stauséi vun Esch-Sauer uféieren, dee souguer de Moment nach ënner enger staarker Algeproduktioun leit. Déi huet sech, wéi gesot, bis haut net opgeléist. Et ass keen neie Phänomeen. Et ass also net, datt een dës Joer fir d'Éischt dovun geschwat huet. Et huet ee scho viru Jorzéngten, kann ee scho bal soen, dovun geschwat.

Dann ass d'Fro erlaabt: Ass et net lamentabel, datt mer dee Problem bis haut nach ëmmer net an de Grëff kritt hunn? Well d'Ursache si jo bekannt: ongeklärten Ofwässer, intensiv Landwirtschaft. Obwuel ech och wëll direkt hei ënnersträichen: Et ass mat Sécherheet net richtig, d'Landwirtschaft ëmmer eleng hei un de Pranger ze stellen, woubäi ee se natierlech net kann aus der Pflicht entloossen, dat ass ganz evident. Datt dowéinst d'Biolandwirtschaft muss an Zukunft nach méi staark ënnerstëtzt ginn, ass och kloer.

Allerdéngs muss een och an där ganzer Diskussioun objektiv sinn, an dann ass awer och de Konsument an der Pflicht. Och dat gétt ze vill oft vergiess. A wéi schnell reagéiert de Konsument op eng minimal Präiserhéijung? Ass jiddewee bereet, emol een, zwoe Euro méi ze bezuele fir e Produkt, wat dann op méi eng biologesch Aart a Weis hiergestallt ginn ass?

Et gétt haut och Méiglechkeeten natierlech, fir méi naturno de Buedem ze bewirtschaften. Ech denken zum Beispill un d'Depotdüngung, ech denken awer och un d'Strip-Till-Verfahre beim Mais a bei de Rommelen.

Mä et gétt awer och Liichtblécker. An do wëll ech zum Beispill d'Initiativ LAKU hei erwänen - Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer -, déi gouf de 27. Oktober 2015 tëschent der SEBES an enger Rei Betriber aus dem Naturpark Uewersauer kreéiert. Ech mengen, de Moment sinn et plus ou moins 70 Betriber, déi matmaachen. Dat ass eng positiv Entwécklung an dat ass och eppes, wat mer sollen an Zukunft nach verstärkt ënnerstëtzen.

Natierlech, wann ee beim Stauséi ass, däréi een och net vergiessen, datt 70% vum Anzuchsgebiet vum Stauséi op belschem Territoire leien. Och do soll een dat ganz kloer a ganz dättelech soen. Virun ass Wallounien hei bedauert ginn. Jo, op där anerer Säit muss een awer och soen, datt eis belsch Frënn op engem anere Gebitt dann awer och Verantwortung missten iwwerhuelen, besonnesch hei. Ech weess, datt do Ofkommessen amgaang sinn ausgeschafft ze gi mat Frankräich, och mat der Belsch. Dat ass e richtige Wee, dat ass e gudden Wee, deen een och muss weiderféieren.

Ech hunn deslescht an engem landwirtschaftleche Magazinn gelies: „Waasserschutz als

fräiwëlleg, awer prioritär Aufgab bedreiwien“. Ech soen awer ganz éierlech, ouni dat elo hei polemesch ze gesinn, dat Wuert „fräiwëlleg“ huet mech awer e bësse gestéiert. Ech fannen haut, Waasserschutz, dat kann een net als fräiwëlleg gesinn, mä dat ass eng Obligatioun, net nëmme fir d'Landwirtschaft, mä fir eis alleguerten!

Da gétt et natierlech nach eng ganz Rei aner Belaaschtunge vun eise Gewässer, virun allem déi diffus Verschmutzungsquellen, sief dat d'Sickerwaasser vun Deponien, sief dat d'Streëen am Wanter op eise Stroossen, siefen dat déi héich Nitratwäerter. Ech verweisen do zum Beispill op d'Wol an op d'Clierf.

Dann natierlech e besonnesche Problem, dat ass dee vun de Pestiziden, deen eis leider och ganz vill Problemer mécht. Ech verweisen hei och nach eng Keier op dee groussen Défi, deen d'Regierung ugeholl hat a wou ech och der Regierung félicitéieren, fir e Verbuet vum S-Metolachlor auszesprechen am Februar 2015. Och de Metazachlor ass jo ganz staark ageschränkt ginn no dem Accident zu Witry an der Belsch.

Duerfir ass och d'Fro ze stellen, ob d'Regierung bereet ass, wa sech erweist, datt et eng Rei Pestizide gétt, an et gétt der doudsécher nach, déi en héije Belaaschtungsgrad weisen fir eis Gewässer, ob se bereet ass, dann och an Zukunft nach esou - ech soen dat éierlech - couragéiert Décisiounen ze huelen.

Ech wëll awer op dës Plaz drop hiweisen, datt mer jo en neit Pestizidgesetz den 19. Dezember 2014 hei gestëmmt hunn, datt mer och en nationalen „Aktionsplang Pestiziden“ hunn an - et sëtze jo och nach vill Kolleegen heibannen, déi Verantwortung op dem Gemengenniveau hunn - datt et jo och zënter dem 1. Januar 2016 verbueden ass, an de Gemenge Pestiziden ze gebrauchen. Mä ech gi jo dovun aus, datt och jiddewee sech drun hält.

A finalement, och hei soll ee ganz éierlech dat soen, wéi vill Privatleit nach ronderëm hirt Haus, wéi vill Klenggärtner an hirem Gaart och nach Pestizide benotzen, wat vläicht net onbedéngt misst sinn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wéi kënne mer dann elo d'Qualitéit vun eise Gewässer verbessern? Da si mer natierlech direkt bei dem wesentlechte Punkt vun dës Interpellatioun, an zwar bei de Kläranlagen.

„Die zunehmende Eutrophierung unserer Gewässer muss gebremst werden. Es gilt hier, die bestehenden Kläranlagen auszubauen, um so eine bessere Stickstoff- und Phosphorduktion zu erzielen.“ Déi Wieder goufen net virgëschter geschriwwen. Déi Wieder goufe ganz genee 1989 als Virwuert vun enger Broschür „Eist Waasser“ geschriwwen. Dat sinn also elo bal 30 Joer hier. Mä si hunn awer nach wie vor, muss ee soen, leider hir voll Aktualitéit.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg 242 Kläranlagen, dovun der 125 mechanesch Natur. Dat ass eng Gesamtingangskapaciteit vun ongeféier enger gudder Millioun EWGen, also „Einwohnergleichwerte“. 96% vun der Populatioun hei zu Lëtzebuerg sinn un eng Kläranlag ugeschloss. Am Joer gi 26,6 Milliounen Meter Kibb gekläert.

Wann een dat doten also alles héiert, dann hätt ee jo bal d'Gefill, ze soen: „Majo, dann ass jo awer alles wonnerbar!“. Firwat gétt sech dann elo hei awer e bësse méi kritesch mat der Situatioun ausereegesat?

Dat muss een allerdéngs relativéieren. Et kéint jo net nëmme op d'Quantitéit vun de Kläranlagen un, mä et kéint virun allem awer op hir Effikasiteit un! An dann ergëtt sech schon e ganz aner Bild, besonnesch wat déi mechanesch Kläranlagen ubelaangt. Et brauch ee kee Spezialist ze sinn, fir ze wëssen, datt eng mechanesch Kläranlag u sech haut oft méi kontraproduktiv ass, oft d'Gewässer méi belaascht. An dowéinst muss datt awer a Fro gestallt ginn. Si droen och nach zu engem zousätzlech méi héijen Nährstoffgehalt bäi.

Bei de biologesche Kläranlage feelt dann oft eng sougenannt „Denitrifikationsstufe“. An dann däréi een och net vergiessen, datt ronn 20% vun de biologesche Kläranlagen iwwer 20 Joer al sinn. Dat heescht, besonnesch déi Mikropollutiounen kënnen do natierlech net considéiert ginn.

Wat heescht dat: Mikropollutioun? Dat ass iwwerregens e Phänomeen, deen net ganz nei ass, mä deen eis awer an Zukunft nach vill méi beschäftege wäert. Ech denken do virun allem un d'Reckstänn vu Medikamenter an eise Gewässer. An Europa gétt et schätzungsweise 3.000 verschidde Reckstänn vu Medikamenter. Also si mer och ganz séier bei der Diskussioun ëm déi sougenannt „véiert Stuf“.

Mir hunn nach en anere Problem, dee vun deene sougenannte PCPen, „personal care product“, dat heescht Shampoing, Seef, Kosme-

tika an esou weider an esou fort, déi mer alleguer onbedenklech benotzen, wou awer da ganz vill Résiduen an d'Waasser kommen an do och vill Schued hannerloossen.

Schlussendlech gëtt et och nach Problemer duerch d'Mikrofaseren vun de Kleeder, wat alles ënnerschat gëtt. Mä wann ee mat de Spezialisten schwätzt, da gëtt ee ganz séier gewuer, datt dat enorm Problemer mat sech bréngt bei der Kläranlag.

D'Schwäizer zum Beispill hunn do schonn immens Efforte gemaach. An och do vläicht dann d'Fro un d'Regierung, wat se gedenkt an op deem Niveau an Zukunft ze ënnerhuelen.

Wa mer vu Kläranlage schwätzen, da soll dat natierlech net nëmmen heeschen, datt een hei d'Haushalter un de Pranger stellt - mir alleguer zesummen -, mä awer och d'Betribler. Och d'Betribler däerf een net aus der Verantwortung entloossen. Ech schwätzen hei virun allem vun dem Prétraitement vun deene Betribler, déi virun allem ganz sensibil Ofwässer produzéieren. An déi zwee Accidents, déi ech viru gennannt hunn, déi soe jo och genuch. Et mussen duerfir nach méi Kontrolle gemaach ginn, Sanktiounen däerf keen Tabuthema sinn!

An da wesse mer jo och, datt mer verschidden Entrepreneuren hei zu Lëtzebuerg hunn, déi Schwéiermetaller, Phenolen a PAKen an d'Waasser ofleeden. E grouse Problem ass jo och de Quecksëlwer. Duerfir ass et schued, datt de sougenannte Minamata-Traité nach net definitiv ëmgesat ass, mä Lëtzebuerg huet en ënnerschriwwen. Wat ass dat? Dat ass eng Uertschaft a Japan, wou extrem vill Leit ëmkommen sinn duerch en héije Quecksëlwergehalt am Waasser.

Schlussendlech muss een awer och op d'Kanalnetz hiweisen, e Kanalnetz - wéi gesot, erëm eng Kéier, d'Kollegen aus de Gemengen wëssen dat och -, wat zum Deel och munchmol vétuste ass. Hei sinn natierlech d'Gemengen gefuerdert. Mir mussen méi Trennsystemer afféieren. Mir wëssen, datt virun allem de Mëschsystem och eng vun den Ursachen ass vun dem schlechte Fonctionnement vun de Kläranlagen.

Reeniwwerlafbecke mussen gebaut ginn. Reenrëckhaltebecke mussen gebaut ginn, well mer eben och eng nei Entwécklung hunn, wat virun allem och de Reen, de Platzreen ubelaangt; ech kommen herno nach eng Kéier vierz drop zréck. A perséinlech sinn ech awer och der Meenung, datt keen neie PAP méi, Här Wunnungsbauminister, dierft autoriséiert ginn, wann net am Virfeld garantéiert ass, datt awer wierklech en adequaten Uschloss un eng Kläranlag garantéiert ass.

Wa mer scho bei de Kläranlage sinn, kommen ech awer net derlaanscht, iwwer ee Punkt eppes hei ze soen, wat mer jo am Projet de loi elo presentéiert kruten, deen d'Regierung virgeluecht huet, fir d'Waassergesetz ze adaptéieren, wat u sech eng gutt Initiativ ass. Et ass jo virgesinn, datt den Taux de subvention fir de Bau vun de Kläranlage vu 65% op 50% soll erfogesat ginn. Ech mengen, et soll een dat awer zumindest diskutéieren.

Ech verstinn de Raisonement, datt eng Regierung sech hei ganz kloer op eng Gesetzgebung baséiert, déi seet, datt d'Gemengen d'Kompetenz hu bei der Klärung vun de Gewässer. Mä et muss een awer och d'Realitéit kucken. Wat kann dat dote bedeuten, wa mer elo den Taux vu 65% op 50% erfrohuelen? Ech fäerte jiddfalls - ech hoffen awer, datt ech onrecht behalen -, datt eng Rei Gemengen, an dat ass net schlecht gemengt, net pejorativ gemengt, mä ech denke virun allem un déi kleng Gemengen aus dem ländleche Raum, déi schonn immens Problemer hunn, fir hirer Aufgab nozekommen, datt déi doduerch vläicht nach manner motivéiert sinn, fir an de Gewässerschutz ze investéieren.

An dann ass och d'Gefor do, datt Ënnerscheider bei der Klärung entstinn. Mir hunn dann de Syndikat X - ech schwätzen elo vun engem Anzuchsgebitt vum selwechte Floss -, dee bereet ass, vläicht méi ze investéieren, well och de politesche Wellen do ass, well och vläicht méi finanziell Moyenen do sinn, a mir hunn dann de Syndikat Y, deen awer da manner investéiert am selwechten Anzuchsgebitt. Dann ass dem Floss schlussendlech net schrecklech vill gehollef!

Dowéinst, mengen ech, solle mer also hei eng open Diskussioun féieren, ob dat de richtige Wee ass. An da muss ee kucken, datt mer am Intérêt vum effikasse Gewässerschutz hei d'Décisioun huelen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, e wesentlechen Aspekt vun enger effikasser Gewässergestioun ass natierlech och d'Renaturéierung. Dat ass den drëtten Punkt vun deeser Interpellatioun. Wat ass eng Renaturéierung? Bon, datt ass eben eng méi naturno Morphologie, méi eng naturno Struktur vun engem Gewässerlaf, respektiv och, d'Duerchgän-

gegkeet vun engem Gewässer ze verbesseren. Ech denken zum Beispill un d'Suppression vu Querbalken an esou weider an esou fort.

Wa mer op engem Gebitt - an do solle mer awer éierlech sinn! -, wa mer op engem Gebitt wierklech enorm gesënnegt hunn an deene leschte Jorzénge, dann ass et awer wierklech am Haartverbaue vun eise Gewässerleef. Et gëtt masseg negativ Beispiller, ech nennen der och e puer hei, fir och dat ze illustréieren, wat mer alles Schlechtes gemaach hunn: zu Esch zum Beispill, wou d'Uelzucht iwwer 1.600 m duerch Réier gefouert gëtt; d'Diddelenger Baach, déi vun Diddeleng a Richtung franséisch Grenz op 3,8 km a Réier läit. Ech gi ganz éierlech zou: Am Raum Beetebuerg gesäit et net besser aus. D'Péitrus, do brauche mer net wäit ze goen. Ech kéint nach d'Kor nennen.

Ech kéint nach vill esou Beispiller nennen, wou am Fong geholl näischt méi vun engem Floss, näischt méi vun enger Baach iwwreg ass, mä just vun engem triste Rinnsal. An ech bleiwen der Meenung, datt do enorm vill Feeler gemaach gi sinn an datt do muss den Hiewel ugesat ginn. Ech weess, datt do schonn an deene leschte Joren nei Initiative geholl gi sinn.

D'Ursache sinn och hei bekannt. Et si méi Ursache rationeller Natur, sief dat, datt Urainer gefaart hunn, si géifen e Meter carré Terrain verléieren, oder sief et, datt et net an d'Uerdnungsbild vun eis eragepasst huet. Mä déi Denkweis, déi muss awer ouni Zweifel der Vergaangenheet ugehéieren. An, wéi gesot, en éischt Emdenken ass ze erkennen, mä et geet nach e bësselche lues.

Natierlech sinn och d'Gemengen hei gefuerdert. Mir hunn natierlech do erëm e Problem, datt och déi Gemengen, déi vläicht amgang sinn - an ech kann do e bëssen aus der Schoul schwätzen -, esou Projeten ëmzesetzen, extrem gebremst ginn, well se net un d'Terraine kommen.

Wa mer eng Morphologie, wa mer eng Renaturéierung vun engem Gewässerlaf maachen, brauche mer natierlech Terrainen. Da si mer natierlech och ganz séier bei dem Element Utilité publique an och Expropriatioun. Ech weess, dat si Wieder, déi net ganz populär sinn dobassen. Mä d'Fro muss awer gestallt ginn, ob dat net awer wierklech d'utilité publique ass.

An, wéi gesot, ech maachen awer hei och en Appell un d'Regierung, vläicht de Gemengen do nach zousätzlech Ennerstëtzung ze gi bei der Renaturéierung vu Gewässerleef. Well eng Renaturéierung ass mat Sécherheet net nëmmen eng gutt Waff, fir d'Selbststregungskraaft ze verbesseren, mä si ass och eng gutt Waff beim Héichwasserschutz.

À propos Héichwaasser: 1993 an 1995 hate mer bedeiend Héichwasserkatastrophen, kann ee soen, hei zu Lëtzebuerg, mä emol net awer, mengen ech, vergläichbar mat där, déi mer Enn Juli am Aerenzdall erlieft hunn.

Natierlech, mir mussen domadder liewen, et sinn nei Phenomeener opgetrueden. Ech denke virun allem un déi heftig Platzreen. Mä mir däerfen hei elo net nëmmen eng reng Symptombekämpfung maachen. D'Welt ass net stationär. Déi Héichwasserschutzmoosnamen, déi mer haut décidéieren, kënnen muer vläicht iwwerlieft sinn.

Duerfir ass et wichteg, datt mer eis op wëssenschaftlech Date baséieren, wa mer esou Moosnamen decidéieren. Ech wëll hei zum Beispill och un de LIST erënneren, deen eng ganz gutt Aarbecht mécht, dee wierklech wëssenschaftlech Date ka liwweren, wéi mer kënnen eng ganz Konzeptioun vun Héichwasserschutzmoosname maachen.

Ze begréissen ass, fir nach eng Kéier zréckzekommen op de Projet de loi, dee virgeluecht gouf, datt jo Héichwasserschutzmoosnamen an Zukunft solle méi verstärkt ënnerstëtzt ginn.

De Klimawandel, natierlech, och dee mécht keen Halt hei viru Lëtzebuerg. D'Prognose ginn dervun aus, datt bis d'Joer 2100 d'Temperaturen tëschent zwee a véier Grad wäerten an d'Luucht goen.

Ech baséiere mech hei op eng Etüd vun der internationaler Kommissioun fir de Schutz vum Rhäin, wou zum Beispill elo prognostizéiert gëtt, datt am Raum Worms de Rhäin zum Beispill an de Summerméint wäert iwwer 25 Grad hunn. Och dat héiert sech no engem ganz schrecklechen Szenario un. Och dat wäert eng ganz kloer Perturbatioun fir d'Fauna an d'Flora mat sech bréngen. Datselwecht gëllt iwwregens och fir d'Musel a fir d'Saar. De Klimawandel wäert vläicht keng direkt Inzidenz op d'Quantitéit vum Grundwaasser hunn, vläicht éischer au contraire, mä awer mat Sécherheet op d'Qualitéit.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwer d'Waasser schwätzen, da komme mer och net derlaanscht an da gehéiert

dat och derzou, iwwer d'Drénkwaasser natierlech dann ze schwätzen. Et ass déi eenzeg natierlech Ressource, déi an der EU fir en abordable Präis muss verkaaft ginn.

Ech kann et net oft genuch widderhuelen: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg dee wierklech eenzeg-aartege Privileeg, datt mer Waasser zu all Moment zur Verfügung hunn, net nëmmen an enger héijer Quantitéit, mä virun allem och an enger ganz gudder Qualitéit! An dowéinst ass et och wichteg, datt mer nach wie vor héich Efforte maachen, fir deen Niveau kënnen ze behalen.

Am Duerchschnëtt, wéi gesot, ginn 115.000 m³ all Dag hei zu Lëtzebuerg gebraucht. An dat däerf een natierlech net ënnerschätzen, well déi Demande wäert an Zukunft nach an d'Luucht goen. Net well de Pro-Kapp-Verbrauch an d'Luucht geet, dee geet souguer éischer erof, hunn ech mer soe gelooss, mä well natierlech dat Land hei wüsst. Mir sinn de Moment zu 580.000 an et brauch ee kee grouse Prophet ze sinn, fir ze soen, datt et net méi laang dauert, bis datt mer zu 600.000 respektiv zu 700.000 Leit sinn.

Da si mer natierlech och ganz séier beim Drénkwaasserpräis, en Thema, wat och net nei ass. Kee Geréngere wéi de fréiere Premier Juncker hat dat schonn a sengem Débat iwwer d'Lag vun der Natioun den 8. Mee 2012 hei thematiséiert. Ma et muss ee jo awer en Ennerscheid maachen tëschent engem harmoniséierte Waasserpräis an engem Eenheitswaasserpräis.

Ech weess, datt et eng Rei Kollegen, och heibannen an och dobause gëtt, virun allem Vertreder vu méi kleng ländleche Gemengen, déi sech éischer fir en Eenheitswaasserpräis asetzen. Dat kann een novollzéien. Ech soen awer ganz éierlech, datt ech géint en Eenheitswaasserpräis sinn, aus enger Rei vun Ursachen.

Net nëmme gräife mer hei an d'Autonomie communale an, mä op där anerer Säit kann een eng Gemeng net mat enger anerer Gemeng vergläichen. Et gëtt Gemengen, déi hunn déi an déi Problemer, wou se mussen spezifesch Investissementer maachen, an et si Gemengen, déi hunn déi an déi Problemer, sou-datt een, wann een iwwer de Waasserpräis diskutéiert, dann iwwer den harmoniséierte Waasserpräis - do si jo scho vill Ustrengunge gemaach ginn -, awer Eenheitswaasserpräis ass menger Meenung no zu deemem Zeitpunkt jiddfalls keen Thema.

Et muss een awer och drop hiweisen, datt jo awer grouss Efforten an der Lescht och gemaach gi sinn, fir eben, wéi gesot, d'Drénkwaasserreservoirern ze verbesseren, fir eben nach besser Méiglechkeeten ze schafen, datt mer dat beschtméiglecht Drénkwaasser kréien.

Ech erënneren hei un de Projet de loi, dee mer de leschten 8. Juni hei gestëmmt hunn iwwer den Neibau, déi nei Opberedungsanlag vum SEBES zu Eschduerf. An och do, wann een d'Statistik kuckt, an der Moyenne huet de SEBES tëschent 1970 an 1979 35.192 m³ geliwert, tëschent 2010 an 2014 waren dat scho 54.849 m³. Do gesäit een also schonn, wéi d'Tendenz an d'Luucht geet. Elo, wéi gesot, schafe mer eng Capacitéit vun 110.000 m³.

Mir hunn eng ronn 270 Quellen nach hei zu Lëtzebuerg an eng 40 Buerungen, wou dann och Drénkwaasser gewonne gëtt. All Joer bilde sech ongeféier 118 Millioune Meter Kibb nei. An ech wëll awer dorop hiweisen, datt dat natierlech kann zu engem zousätzleche Problem féieren, wéi gesot, wat eben nach de Bedarf un Drénkwaasser ubelaangt. Also muss sech och Gedanke gemaach ginn. Vläch kann eis d'Madamm Minister do och déi eng oder déi aner Erklärung ginn.

Ech weess, datt Iwwerleunge gemaach ginn, fir zum Beispill aus der Musel Drénkwaasser ze gewannen. Ech weess, datt zum Beispill och an de Galerie bei Esch d'Méiglechkeet géif bestoen, fir Drénkwaasser ze féieren. Dat sinn natierlech elo nach Zukunftsprojeten, déi nach wäit ewech si vun haut, mä déi vläicht awer schonn haut mussen iwwerleucht ginn.

Da kommen ech awer net derlaanscht, wa mer iwwer Drénkwaasser schwätzen, besonnesch wa mer iwwer Quelle schwätzen, eppes zu de Quelleschutzonen ze soen. An do muss ech awer ganz éierlech soen, do hu mer mat Sécherheet magistral versot!

Ech verweisen hei op e Gesetz vum 27. Juni 1906 iwwer d'effentlech Gesondheet, wat et entre-temps net méi gëtt. An do stoung zum Beispill dran, am Artikel 3: «L'arrêté visé à l'alinéa 1^{er} du présent article déterminera en même temps, s'il y a lieu, un périmètre de protection contre la pollution de la source ou de la nappe souterraine. Il est interdit d'épandre sur les terrains compris dans ce périmètre des engrais humains ou d'autres matières susceptibles de nuire à la salubrité de l'eau (...)»

Wéi gesot, dat ass 110 Joer hier. Ech mengen, mir hunn eis ni dorunner gehalten.

Wa meng lescht Informatiounen stëmme, dann hu mer elo fénnef Quelleschutzgebitter ausgewisen, wou ech och wëll dann deene Verantwortlechen duerfir félicitéieren, well et ass nach net esou laang hier, do hate mer praktesch iwwerhaapt keent ausgewisen. Siwe wäeren an der Prozedur, mä 90 wäeren der am Ganzen auszeweisen. Also, och do waart nach vill Aarbecht op eis.

Madamm Presidentin, op Basis vun Artikel 11 vun där schonn e puermol hei zitierter Wasser-rahmenrichtlinie mussen mer jo ëmmer e sougenannte Bewirtschaftungsplang opstellen. Deen zweeten ass elo ugelaft fir d'Period 2015 bis 2021. Dat Dokument, wat ganz sophistiquéiert ausgeschafft ginn ass an natierlech fir e Laie relativ schwéier verständlech ass, erlaabt awer vläicht, eng ganz genee Radiografie ze maache vun eise Gewässer. Et gouf jo vu verschiddene Säite kritiséiert, ech wëll dat elo net weider hei verdeiwen.

Dat Eenzege, wat engem opgefällt ass - och de Public hat jo do d'Méiglechkeet, fir matzediskutéieren -, et ware ganzer zwee Leit, déi do reagéiert hunn. Woubäi ech awer elo verstinn, datt deen Eenzelen dobause sech net onbedéngt vläicht mat esou engem Dokument ausersetzt.

Wat mech awer méi frappéiert huet: datt nëmmen 42 Gemengen en Avis ofginn hunn! Dat léisst awer e bëssen déif blécken! An do muss een awer d'Fro stellen, ob den Intérêt dann net méi grouss ass bei de Gemengen, sech mat der Waasserschutzpolitik iwwer e längeren Zeitraum ausersetzen. Et soll elo kee mer kommen, dat wär, well de Service technique net an der Lag ass, dat ze maachen. Dat stëmmt - ouni deene Leit ze no ze treden -, mä dat ass evident, mir sinn hei an enger héichspezialiséierter Matière. An et soll scho guer kee kommen: „Dat kascht ze vill Geld.“ Et gëtt spezialiséiert Bureau-d'études hei zu Lëtzebuerg, déi engem roueg kënnen en Avis maachen. An dat ass jo bei enger Rei vu Gemengen och geschitt.

Jiddfalls ass dat och de Beweis, datt d'Effentlechkeetsaarbecht, bis hin zu de Gemengen, vläicht och nach muss verbessert ginn.

Et gëtt jiddfalls eng ganz Rei Ursachen, firwat datt mer d'Ziler bis elo net erreicht hunn. Dat, wat ech lech elo virlesen, ass net vu mir, dat ass vu Spezialisten, an zwar erëm am zweete Bewirtschaftungsplang steet dann: „Die Abweichungen in der Einschätzung der Zielerreichung von 2009 (...) lassen sich unter anderem dadurch erklären, dass viele Maßnahmen (...) noch nicht umgesetzt werden konnten. Dies liegt vor allem an einem langsameren Fortschritt (...) bei der Umsetzung der Maßnahmen, welcher zum Beispiel durch längere Wartezeiten beim Erwerb von Grundstücken“, do war ech jo schonn drop agangenen, „längere Planungs- und Umsetzungszeiträume, zeit- aufwendige Genehmigungsverfahren, zeit- aufwendige Abstimmung mit allen Beteiligten, Personalengpässe und begrenzte oder fehlende finanzielle Mittel bedingt ist.“

Duerfir, wéi gesot, och hei d'Fro un d'Regierung, wéi se gedenkt, vläicht dann déi Ursachen, déi hei opgezielt ginn, och ze behiewen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, hei war elo e kuerze Straifzuch duerch d'Gewässerproblematik insgesamt hei zu Lëtzebuerg. Eppes ass kloer: Mir hunn nach ganz vill Hausaufgabe virun eis! Ech wëll eppes hei ënnersträchen: Do ass d'Politik gefuerdert an éischer Linn.

Ech weess och, datt mer eng Hällewull vun Administratiounen hunn, Verwaltungen hunn, Ministären hunn, déi fir de Waasserschutz zustänneg sinn, wou ganz vill a ganz gutt Aarbecht gemaach gëtt. Et spiert een allerdéngs och oft, an dat ass jo och hei elo schonn aus dem Text erauskomm, et feelt natierlech och oft u Leit. Duerfir, mengen ech, solle mer grad op deem dote Gebitt net ze vill knausereg sinn, wann et heescht, vläicht zousätzlech Personal op deene Plazen anzustellen.

Den zweete Bewirtschaftungsplang geet dervun aus, datt mer 1,5 Milliarde bis 2021 missten investéieren. Dat wäeren also plus ou moins 250 Millioune (veuillez lire: 250 Millioune pro Joer). Ech mengen, dat misst eis als Stat en effikasse Gewässerschutz wäert sinn!

An deem Sënn soen ech lech Merci fir Är Opmerksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel,** *Présidente de séance.* - Merci dem Här Gusty Graas fir seng in-

teressant Presentatioun. Als éischt Riedner hunn ech den Här Aly Kaes ageschriwwen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Aly Kaes** (CSV).- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutieren de Mëtteg iwwert d'Waasser, iwwer eis national Drénkwaasserversuergung, d'Waasserqualitéit, d'Renaturéierung vu Flëss a Baachen, de Waasserpräis an d'Ofwaasserpolitik. Schonn eleng bei der Opzielung gesäit een, wéi villsäitig a wéi wichteg d'Thema Waasser ass. Duerfir ass et och wichteg, datt mer a regelméissegen Ofstänn deesen Dossier op den Ordre du jour hei vun der Chamber setzen.

Duerfir wëll ech och dem honorabele Gusty Graas Merci soe fir seng Initiativ, déi awer schonn op den 19. Mee vun deem Joer zrëckgeet. Mir bedauern awer, datt des Debatt eréischt elo stattfënnt. Et ass a sech an engem gewëssene Sënn Moutarde après dîner, well d'Madamm Ëmweltminister an der Tëschenzäit, an zwar de 5. August, de Projet de loi iwwert d'Reform vun Waassergesetz an der Chamber déposiert huet.

An deem Gesetzesprojet huet d'Regierung kloer hir Prioritéiten an der Waasserpolitik virgezecht. Mir bedauern, datt mer eréischt haut, nodeems de Projet schonn déposiert ass, eng Interpellatioun iwwert d'Waasser féieren. A mir zweifele wierklech, ob Elementer vun dieser Diskussioun nach an dem Projet de loi hiren Nidderschlag fannen. Ech hoffen, datt dat awer vläicht kann de Fall sinn.

Well deem esou ass, wëll ech a menger Interventioun dann och scho kuerz op dee Projet de loi goen, deen d'Madamm Ëmweltminister deposiert huet. Den Detail diskutiere mer selbstverständlech dann an de Kommissiounssitzungen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, den Drénkwaasserverbrauch hei zu Lëtzebuerg läit bei ongeféier, virdrun ass 115.000 m³ gesot ginn, ech hunn eng Zuel vun 120.000 m³ pro Dag, wouvun ongeféier eng Halschent Grondwaasser ass an déi aner Halschent Uewerflächewaasser. Wann een hei zu Lëtzebuerg vun Drénkwaasser schwätzt, da lant een och relativ séier, an dat ass ganz normal, bei dem SEBES. 89% vun eiser Populatioun op 74% vun der Fläch vum Land gi mat SEBES-Waasser versuergt. An all Dag komme Clienten derbäi.

Och wann de Pro-Kapp-Verbrauch iwwert d'Joren erofgaangen ass, esou huet proportional dozou d'Awunnerzuel zu Lëtzebuerg an och d'Zuel vun de Frontalieren drastesch zougeholl. Dës huet derzou gefouert, datt mer dem Bau vun enger neier Waasserfabrik zu Eschduerf zugestëmmt hunn, fir deem zukünftige Besoin un Drénkwaasser nozkommen.

Ech froe mech awer ganz éierlech, ob een doriwuer eraus net nach méi wäit an d'Zukunft misst kucken, virun allem, wann een un d'Diskussioun vun engem net nëmme 700.000,- mä 1,1-Millioun-Awunner-Stat denkt. Geet de Stau dann als eenzeg Drénkwaasserreservoir vum Land nach duer? Wuol kaum! Da brauche mer eng ganz Rei vun Alternativen. Eng ass genannt ginn, datt ass, datt mer Waasser aus der Musel eventuell opbereeden.

Eng aner Méiglechkeet, déi och schonn an der Diskussioun war, dat ass, datt mer en zweete Stauséi, onofhängeg vun deem jëtzegegen, uleeën. Dat ass och alles schonn an engem gewëssene Sënn studiert ginn. Mä et gëtt och eng ganz Rei vun negativ Säiten. Sou géife bei engem zweete Stauséi 30 ha Natura 2000-Gebitt iwwerschwemmt ginn!

Wa mer iwwert de Verbrauch vun Drénkwaasser schwätzen, muss ee sech och Gedanken maachen, wéi een de Verbrauch erofgesat kritt. E Beräich, wou vill Aspersionpotenzial läit, ass ganz kloer d'Industrie. A ville waasserintensiven Industriebetriebe gëtt quasi ëmmer op wäertvollt Drénkwaasser zrëckgegraff. Dobäi gëtt et eng ganz Rei vu konkreten Alternativen. Sou kéint een zum Beispill bei den Datenzentren, déi eng enorm Hëtztentwécklung hunn an duerfir intensiv musse gekillt ginn, wann iwwerhaupt op de Medium Waasser, dann op Brauchwaasser zrëckgräifen, fir ze killen.

Generell sollt bei der Planung vun den Industriezonen gekuckt ginn, datt een am Sënn vun der Economie circulaire Brauchwaasser als Ressource soll huelen, fir ze killen, amplaz vun Drénkwaasser. D'Brauchwaasser kann dobäi all Zort vu Waasser sinn, wat sech net als Drénkwaasser eegent: Uferfiltrat, Uewerflächewaasser, ënner Ëmstänn och gefiltert Klärwaasser. Esou eng Mesure schount eis Ressourcen a

bréngt och ganz kloer e Käschtevirdeel fir eis Betriber.

A wann ech scho bei der Industrie sinn, da si mer och der Meenung, datt bei der Konzeptioun vun den Industriezonen de Schutz vum Drénkwaasser vun den Industriezonen a sech am Vierdergrond muss stoen: datt bei der Erschleissung adequat Schutzmoosnamen agebaut ginn, wéi zum Beispill Réckschlagklappen, déi verhënneren, datt et duerch intern Circuiten zur Verschmutzung vum Drénkwaasser-réseau kennt.

Eng aner Iddi beim Waasserspieren ass et, al Quellen, déi aus Qualitéitsgrënn net méi fir d'Drénkwaasserversuergung géeeigent sinn, datt een dat Waasser hëlt, fir d'Blumen ze netzen, fir Gréngflächen a Fussballterrainen ebenalls ze netzen. D'Zil muss et sinn, datt an der Haaptsaach keen Drénkwaasser verbëtz gëtt.

Dann e puer Wieder zum Iwwerflächewaasser. Mir sinn der Meenung, datt d'Iwwerflächewaasser eraus aus den Ofwaasserkollektoren muss geholl ginn, well et soss onnéidegerweis an d'Kläranlage leeft. Dës Waasser gehéiert net an de Klärprozess, well et de gudden, de richtige Fonctionnement vun de Kläranlage stéiert. Et mécht dee ganze Prozess méi deier, bréngt domadder onnéideg Käscht fir d'Gemengen an dann och fir d'Bierger mat sech. A virun allem verbraucht et enorm onnëtz Energie.

E weidere Punkt, deen ech wollt beréieren, sinn a sech d'Bassins de rétention an de PAPe respektiv an de PAGen. Am Moment musse Réckhaltebecken nach ëmmer no engem Schema X gebaut ginn. Et si keng Auswäichméiglechkeete virgesinn. Si mussen innerhalb vun dem PAP respektiv dem PAG ugeluecht an op deierem Bauland opgericht ginn. Dat ass e Facteur, dee ganz sécher mat sech bréngt, datt eis Terrainen onnëtz verdeiert ginn.

Mir sinn der Meenung, datt ee Réckhaltebecken nëmme soll bauen, wa virdrun all aner Méiglechkeeten ausgeschöpft sinn. Dat heescht, méiglechst wéineg versigelen, e Maximum versickeren, duerno recycléieren an zulescht, wann all d'Méiglechkeeten ausgeschöpft sinn, dann eréischt Réckhaltebecken bauen.

Dës Becke muss een awer net iwwerall dezentral an deenen eenzelne Lotissementer bauen. Et muss ee vu Fall zu Fall ganz einfach dat alles analyséieren a kucken, an do, wou et sech maache léisst, an der Zone verte souguer, um Rand vun PAG des Réckhaltebecken uleeën. Dës Approche ass souguer ëfters vill méi sënnevoll wéi dat, wat mer am Moment ëmmer erëm maachen, a gëtt am allgemenge Fall wesentlech méi bëlleg.

Mir beschwéieren eis jo ëmmer iwwert déi deier Bauplazen. Hei wier e konkrete Lösungssuaz, fir de Bauterrain erëm méi sënnevoll anzesetzen an domadder méi bëlleg ze maachen.

D'Eraushuele vun de Becken aus de PAPen oder aus de PAGen erméiglecht soumat e méi kompakt Bauen innerhalb vum PAP an domadder e bessert Ausnotze vun de Bauterrainen. Bei engem PAP geet all Kéier déi eng oder déi aner Bauplaz verluer, fir eben esou e Becken ze realiséieren, wann e Becke gefuert gëtt.

Eng aner Solutioun fir Réckhaltebecken wier, do wou et méiglech ass, Rétentionflächen, Iwwerschwemmungsland direkt un de Flëss an un de Baachen ze realiséieren. Esou Systemer existéieren bekanntlech schonn an Däitschland. Dir kennt se ënnert dem Numm vun den „Auen“. Esou eng Léisung géif och der Biodiversitéit ganz sécher eppes bréngen an des verstärken.

Am Résumé kann ee soen, datt mer gären esou vill wéi méiglech Bassins de rétention eraus aus dem Perimeter vun de Gemengen hätten, a wa méiglech bei Flëss a Baachen ënnert der Form, wéi gesot, vun Auen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Renaturéierung vun eise Flossleef betrëft, do wënnech mer eis, datt et an Zukunft méi séier, vill méi séier mat de Prozedure geet.

Als Beispill kann ech lech, an ech kann do aus Erfahrung schwätzen, d'Renaturéierung vun der Blees nennen, deen Dossier, dee mëttlerweile schonn 13 Joer um Bockel huet an elo eréischt zum Deel ëmgesat gëtt, näamlech d'Halschent dervun. Mir begrëssen awer ausdrëcklech, datt d'Subventionne mam neie Gesetz solle substanzieel an d'Luucht gesat ginn. Dat ass positiv, well Renaturéierung féiert jo och derzou, an dat ass och schonn hei gesot ginn, datt d'Baachen an d'Flëss méi lues fléissen, datt d'Vitesse domadder erausgeholl gëtt. Den neie Subventionnement an deem Beräich ass eng gutt Saach an dréit derzou bäi, den ökologesche System vun eise Gewässer ze verbesseren.

Madamm Presidentin, wéi den 22. Juli an de Gemenge Reisduerf, Fiels, Noumer, Iernzdall,

Bettenduerf, méi speziell an der Uertschaft Gilsdref, den Himmel sech zougedoen huet an et ugefaangen huet mat reenen, hat keen domadder gerechent, datt dës Donnerwieder zu enger vun de gréissten a schwéiersten Naturkatastrophe géif ausarten, déi eist Land an de leschte Joren, jo, et kann ee bal soen, an de leschte Jorzéngte kann huet. Aussergewöhnlech grous Waassermasse sinn innerhalb vu kierzter Zäit op engem klengen Territoire erfogaangen.

Hei wor d'Landwirtschaft, Madamm Presidentin, sécherlech net schold un deem Zoustand. Et wor ganz einfach eng Naturkatastroph. D'Waassermasse waren esou grous, datt et zu schwéieren Iwwerschwemmunge gefouert huet, mat enormem materiellem Schued an och mënschlechem Leed. D'Solidaritéit an der Bevëlkerung war exemplaresch, datt muss ee ganz kloer soen, genee wéi d'Aarbecht vun deenen eenzelne Verwaltungen.

Dës Katastroph huet eis awer och gewisen, datt des Zort vun Naturphenomeen, dee mer a sech bis elo just aus dem Ausland kann hunn, eis zu jidder Zäit erëm treffe kann. Et huet eis awer och gewisen, datt mer eis am Land besser equipéieren an organiséieren mussen, datt mer adaptéiert Material brauchen, dat mer an esou Fall op jidde Fall am ganze Land kënnen asetzen.

An deem Kontext muss ee sech d'Fro vun enger nationaler Materialdatebank fir d'Hëllefsgesichter stellen, zum Beispill am zukünftigen CGDIS. Keen huet en Iwwerbléck, wat mer a sech alles vu Gefierer hunn, wou se stinn a wéi séier se dann am Asazgebitt kënnen sinn.

Verschidden Ofwaassersyndikater hunn, als Beispill, haut schonn zum Deel adequat Equipementer, fir Kanäl opzespullen, déi no esou engem Evenement verstoppt sinn. Mir sinn der Meenung, datt des Syndikater nach méi wéi bis elo mat zousätzleche staatleche Gelder op déi doten nei Missiounen musse virbereet ginn. Et geet awer och net duer, nëmme dat gutt Material ze hunn, mä et muss och schnell op der Plaz sinn a virun allem fachmännesch bedéngt ginn. Ouni solidaresch staatlech Interventioun geet et net. Dës Equipementer solle selbstverständlech a solidaresch am Noutfall am ganze Land zur Verfügung gestallt ginn an agesat ginn. Op des Solidaritéit kommen ech awer spéider nach eng Kéier ze schwätzen.

Madamm Presidentin, duerch en Accident an der Landwirtschaft an der Belsch mat Metazachlor ass et d'lescht Joer zu enger grousser Verschmutzung am gréissten Drénkwaasserreservoir aus dem Land, dem Stau, komm. Dës Situatioun huet eis kloer gewisen, datt et wichteg ass, eis Drénkwaasserreservoirer ze schützen. Mir mussen d'Qualitéit vun eise besteeënden, awer och vun neie Quelle laangfristeg ofsécheren. Duerfir brauche mer natierlech Schutzzone. Duerfir begrësse mer och d'Bestriewung vun der Regierung ganz kloer an deem Beräich.

An dieser Problematik spillt och ganz kloer d'Landwirtschaft eng ganz wichteg Roll. Et geet net, fir einfach nëmme op d'Landwirtschaft ze klappen, mä et muss ee konstruktiv zesummeschaffen. D'Landwirtschaft ass e wichtige Partner, wa mer zu engem Resultat an der Saach wëlle kommen. Ech si mer sécher, datt d'Landwirtschaft sech kenger Diskussioun, kenger Propos wäert verschléissen, mä et muss awer och da séchergestallt sinn, datt déi Leit, déi an iergendenger Aart a Weis an enger Schutzzone leien an Aschränkungen hunn, datt eben des Leit dann awer och musse ugepasst Entschedegunge kréien.

Wann ech vun der Landwirtschaft schwätzen, da wollt ech och nach kuerz op d'Problematik vun der Bewässerung vu waasserintensive Kulture wéi Uebst a Geméis hiweisen. Mir sinn der Meenung, datt et am Summer, wann et wierklech extrem dréchen ass an d'Bauerer riskéieren, hir ganz Récolte ze verléieren, muss méiglech sinn, onbürokratesch op d'Waasser aus de Flëss an aus de Baachen zrëckzegräifen als Alternativ zum Drénkwaasser. Dat Ganzt natierlech nëmme ënnert der Konditioun, datt den Débit vun de Flëss a vun de Baachen et hiergëtt.

Haut muss een duerfir extra eng Geneemegung ufroen. An des Geneemegung ass leider Gottes dacks vill ze spéit do; eréischt dann, wann d'Uebst an d'Geméis scho verdrécht sinn. Mir proposéieren, datt een den Uebst- a Geméisbaueren e Waassernutzungsrecht soll ginn an datt si déi staatlech Instanze musse informéieren, wa se dat Waasser benotzen.

Ech wollt awer elo nach ganz speziell eng Kéier op de Waasserschutz zrëckkommen, well dee betrëft bekanntlech och net nëmme eisen Territoire. Esou ass et, datt enger Rei Waasserschutzzone hiert Anzuchsgebitt net nëmme op eise Territoire läit, mä iwwert d'Grenze vun eise Land erausgeet.

Meng Fro ass och un d'Madamm Ministesch: Wéi gesäit et do mat der Zesummenaarbecht

mat eisen Nopeschlänner aus? Um Niveau vun de Kläranlage kann ech e bësse matschwätzen. Do gëtt et eng Rei vu gudde Beispiller. Zum Beispill ass d'Kläranlage zu Maarteleng vum belsche Stat gebaut ginn, well d'Ofwaasser virun allem belsch Ofwaasser ass, mä si gëtt bedriwwen vum SIDEN fir de Lëtzebuurger Stat, fir domadder sécherstellen, datt kee Schmutzwaasser an, wéi gesot, eise gréissten Drénkwaasserreservoir, de Stau, leeft.

Da gëtt et och nach eng gutt Zesummenaarbecht an deem Beräich vun de Kläranlagen, vum Ofwaasser an der Our an un der Sauer. Des Kooperatioun huet scho ganz vill positiv Elementer, mä si ass nach ausbaufäeg. An ech mengen, Dir sidd mat mer d'accord: E Floss kann een net an zwee deelen. Et kann een net déi eng Halschent propper hunn an déi aner Halschent dreckeg. Et muss een also iwwert d'Grenz eraus zesummeschaffen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wann een Drénkwaasser seet, muss een natierlech och Ofwaasser soen, wat e grousse Afloss a sech op d'Waasserqualitéit huet. D'Populatioun wäert an Zukunft, wéi ech et scho gesot hunn, ganz stark uweessen. An den Zeenario vun 1,1 Millioun Awunner ass och schonn an der leschter Zäit méi dacks genannt ginn. Dës geet net onni adequat - an ech mengen, dat ass kloer - Ofwaasserinfrastrukturen.

Schonn haut hu verschidden Neibaugebiller - an et ass och virdrun ugeschwat ginn - musse gestoppt ginn, well d'Verschlechterungsverbuert iwwert d'Waasserqualitéit vun eise Flëss a Baache keng zousätzlech Verschmutzung méi toleréiert. Ben, punktuell Entschäerfung konnt hei nëmme fonnt ginn - an dat ass och da fir den Här Gusty Graas -, nodeems d'Ofwaassersyndikater SIDEN-SIDERO a SIDEST an enger ganz konstruktiver - wëll ech awer hei betounen - Zesummenaarbecht mat de verantwortleche Membere vun der Regierung d'Léisung vun de Fosses étanches, also Opfangbehälter ouni Iwwerlaf, festgehalten hunn.

Dës Behälter gi vun de Promoteure gebaut, si gi vun de Syndikater ausgepompelt an op deene besteeënde biologesche Kläranlage gëtt dat Waasser entsuergt, an dat bis natierlech dann eng definitiv Léisung gebaut ass. Dës erméiglecht d'schnell Émsetze vu PAPen, well mer soss géife riskéieren, datt d'PAPen dräi, véier Joer am Tirang leien. A wann een dann a sech um Wunnensmaart gesäit, datt mer onbedéngt do musse virukommen, dann ass dat hei ganz sécher konstruktiv an déi gutt Richtung.

Dem zousätzleche Siidlungsdruck muss een awer definitiv och duerch méi effikass Prozeduren a méi finanziell Ennerstëtzege fir d'Gemengen am Ofwaasserberäich Rechnung droen. D'Anlagen, déi haut gebaut ginn, musse der zousätzlecher demografescher Entwécklung vun den Uertschaften Rechnung droen. An der Vergaangenheet sinn d'Capacités vun den Anlage vu staatlecher Sait ze vill reduziéiert ginn. Dës spiere mer elo scho vereenzelt do, wou aus verschiddene Grënn, wéi zum Beispill do, wou elo Flüchtlingsdierfer hinkommen, nei Anlagen no e puer Joer a sech schonn ze kleng sinn.

Déi nei Philosophie vun der Regierung, fir vill kleng Kläranlagen dezentral amplaz eng grousse zentral ze bauen, verstärkt leider des Problematik. Hei gëtt net de Gewässerschutz, mä den Urbanismus un éischer Stell gesinn. Eleng des Décisioun wäert an den nächste Joren nach vill Problemer maachen.

Doriwwer eraus ginn d'Ufuorderungen un d'Ofafwäerter och ëmmer méi streng. Net nëmme, datt fir d'Erreche vum gudden Zoustand vun eise Gewässer d'Waasserwirtschaftsverwaltung d'Parameter Steckstoff a Phosphor am Auslaf vun de Kläranlagen extrem verschäerft huet, d'Gemengen an d'Syndikater musse sech och nach doriwwer eraus mat anere Phenomeener ofginn, mat deene sougenannten - dat Wuert ass och scho gefall - Mikropolluanten. Dës sinn haaptsächlech Réckstänn vu Medikamenten, vun Hormonen, vu Pestiziden oder äänleche Substanzen, déi schonn a ganz klenger Quantitéit zu Problemer kënnen am Waasser féieren.

Déi dezentral Kläranlagepolitik, verbonne mat méi Ufuorderungen un des Anlagen, féiert onweigerlech zu méi héijen Investissementen fir d'Gemengen an ass och konträr zu enger optimaler Ofwaasserrengung. An all des Erausforderunge fir d'Zukunft kaschten esou d'Gemenge méi Geld. Duerfir ass et net ze verstoen, datt grad elo un der Schwell vun der Opbrochstémmung - esou kann een dat scho soen - déi staatlech Hëllef fir d'Ofwaasser drastesch erfogesat ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Aly Kaes** (CSV).- D'Ausso, datt et jo nach 50% Subsid ginn a 50% duerch den



Amortissement erakommen, ass zu deem Moment ganz einfach falsch. Dës Iwwerleeung kann dann eréischt gezu ginn, wann den éischten Investissement landeswäit gemaach ass an déi nei Bauwierker schon amortiséiert ginn.

Zu deem Moment ass de Besoin u Gelder am Ofwaasserberäich esou héich, jo, esou héich wéi nach ni. A grad zu deem Moment dréint d'Regierung de Geldkrunn zou, an domadder och d'Méiglechkeet fir d'Gemengen, sech adequat fir d'Zukunft ze equipéieren.

De Problem weist sech awer net nëmmen am Investissement, mä och am Entretien a virun allem am Amortissement. Wann een d'Berechnung vum reelle Waasserpräis, dat heescht ouni Deckelung, mécht, da kënnst ee bei ville ländleche Gemengen, wann all d'Infrastrukture gebaut sinn, op e Präis vun ongeféier 15 Euro, pro Meter Kibb gutt verstanen, eleng fir d'Ofwaasser. Wann een dann nach d'Waasser derbäihält, da kënnst een iwwer 20 Euro/m³. Dëst ass praktesch dat Fenneffacht vun deem, wat haut gefrot gëtt.

An ech brauch lech net ze soen, wéi dann d'Restanten-Étate vun de Gemengen aussinn! Dëst treëft d'Gemengen am ländleche Raum ganz besonnesch. A mat der geplangter territorialer Finanzreform vum Innenminister sinn dës Gemengen zweemol gebedelt.

Mir bleiwen derbäi, datt d'Waasser keng administrativ Grenze kennt an d'Solidaritéit, déi mer brauchen fir propper Baachen, keng Iwwerschwemmungen an héichwäerteg Drénkwaasser net Halt virun engem fairen a solidaresche Waasserpräis fir d'Land ka maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Presidentin, d'Regierung huet de 5. August d'Reform vun der Wassergesetzgebung déposéiert. E groussen Deel vun den neien Dispositione si begrëssenswäert, well se albekannte Fuerderunge vun den Akteuren aus dem Waasserberäich Rechnung droen; esou zum Beispill eng Erhéijung vun der Unzuel vun den Tarifsecteuren, déi bis elo op dräi limitéiert waren. Dëst erméiglecht enner anerem eng spezifesche Tarifikatioun fir den Horesca-Beräich.

Doriwwer eraus begrësse mer och d'Prise en charge vu bis 100% fir Pilotprojeten oder fir d'Recherche. Dat ass positiv, well dëst an der Vergaangenheet op d'Syndikater zrëckgefall ass.

Am groussen Ganze gëtt an deem Gesetzesprojet den Akzent op d'Adaptatioun vu verschiddene Prozedure geluecht, déi sech an der Vergaangenheet als inkohärent erweisen hunn, an et kënnst zu enger Ëmverdeelung oder, besser gesot, Reorientéierung vun de staatleche Bähilfelen am Beräich vum Waasser. Dës Entwécklung riskéiert awer, wéi gesot, dramatesch Konsequenze fir d'Ofwaasser ze kréien.

Madamm Presidentin, ech wëll nach kuerz op ee Punkt agoen, deen am neien Text steet an deen eng Verbesserung vun de Prozedure sollt duerstellen.

Mir fannen et positiv, datt Mesuren, déi am Beräich vum Ofwaasser musse getätigt ginn, an Zukunft och ënnert de Statut vun der Utilité publique falen, esou wéi dat haut schonn de Fall ass bei Moosnamen am Beräich vun der Drénkwaasserversuergung, der Renaturéierung vun de Waasserleef oder bei de Waasserschutzzonen.

A wann dës Mesure och absolutt liewenswäert ass, esou wäert et awer schlussendlech net vill derzou bäidroen, datt blockéiert Dossierer, wou Propriétaires hir Terrainen net wëllen hierginn, séier weidergedriwwe kënnen ginn, wann net och gläichzäiteg - an och dat ass schonn ugeschwat ginn - d'Gesetz iwwert d'Expropriatioun vun 1979 komplett amendéiert gëtt. Doriwwer eraus brauche mer an deene weineste Fäll eng Expropriatioun, mä vill méi eng Legaliséierung vun de Servituderechter. Hei ass also nach e grousse Chantier, deen onbedéngt parallel muss ugepaakt ginn.

Et gëtt awer och Punkten an deem Gesetz, déi eis guer net esou gutt schmaachen. Bei de staatleche Bähilfelen am Beräich vum Ofwaasser gesäit de Projet de loi Strofen a repressiv Mesur vir am Fall, wou Gemenge respektiv Ofwaassersyndikater mat hirer Ofwaasserstruktur an hire Kläranlagen net konform zu de Reglementer schaffen.

Derbäi kënnst nach, datt méi oder manner héich penal Sanktiounen kënnen gesprach ginn, an dëst dach awer och heiansdo fir ganz harmlos Verfeelungen. Zum Beispill gesäit d'Gesetz beim Akraafttrieden direkt eng ondifferenziéiert Straf vun 1,5 Euro/m³ fir eng net adequat Klärung vu méi wéi engem Drëtzel vun der Schmutzfracht vun der Gemeng vir. Och wann een amgaangen ass, hei seng Hausaufgab ze maachen am Ofwaasserberäich, da gëtt dat a kenger Hisiicht berücksichtig. Dobäi weess ee jo, datt een esou Anlagen net am Supermarché

ze kafe kritt, mä datt se eng länger Geneemungsa- a Bauphas hunn.

Et ass och ze bezweifelen, ob dës contraignant Mesure wierklech d'Zilsetzung vun der Regierung erreicht. Ech ginn lech nach en anert Beispill:

Eng vun de Mesuren ass et, d'Taxe de rejet vun 0,16 Euro/m³ op 1,74 Euro/m³ ze erhéien am Fall vun Netkonformitéite beim Traitement vun Ofwaasser. Och wann dës Approche aus der Optik vum Prinzip vum Pollueur-payeur nozevollzéien ass, esou menge mir, datt dës Mesure net vill Gemengepappen a -mamme wäert iwwerzeegen, am Beräich vum Ofwaasser op hirem Territoire méi aktiv ze ginn, well de berechente Präis beim Ofwaasser haut scho bei 3,5 Euro/m³ läit an zukünftig, wéi scho gesot, ëm 15 Euro/m³ läit, wann d'Anlagen all gebaut sinn. Dat ass alles berechent ginn.

Déi Leit soe sech ganz einfach, datt et méi bëlle ass, 1,74 Euro ze bezuelen, wéi massiv a käschtenintensiv Ofwaasserinfrastrukturen ze investéieren, déi à long terme d'Gemengebudgete massiv belastschen. Mir hätten eis gewünscht, datt een eng positiv Approche gewielt hätt an déi Gemenge belount hätt, déi an der Vergaangenheet grouss Efforten am Beräich vun den Ofwaasserstrukturen getätigt hunn.

Mä de Contraire ass de Fall, eell déi Gemengen, déi an der Vergaangenheet wierklech Efforte gemaach hunn, fir d'Dossierer ze preparéieren, déi Syndikater, déi fir hir Gemengen dës Efforte gemaach hunn, déi gi ganz schlecht belount! Well am Projet de loi steet, datt spéitstens zwielef Méint nodeem datt d'Gesetz gestëmmt ass, wann net bis dohinne d'Ausschreiwung vun deene respektive Bauwierker war, wann een och 90%, 75% oder och nach 65% zougeschwat kritt huet, da falen dës op 50% zrëck; 50% vun engem Forfait. An der Realitéit sinn dat awer keng 50% vum Käschtepunkt, mä ongeféier 30% vum Käschtepunkt.

Ofshléissend, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ass feststellen, datt de Projet eng ganz Rei gutt Usätz huet, déi awer weineng Äntwerten op déi verschidden technesch a wirtschaftlech Froen vum Waasserssector ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

D'Drénkwaasser gëtt net als extrem schützenswäert Liewensmëttel agesat, mä ze lichter fir aner Zwecker agesat. D'Reewaasserproblematik gëtt nach ëmmer ze esäiteg ugepaakt a kritt duerfir am Public net de richtige Stellewäert.

D'Renaturéierungs- an Iwwerschwemmungsmoosname kréien zwar - dat ass richteg - méi finanziell Mëttel, d'Fro vun der Ëmsetzung bleift awer onbeäntwert. D'Kompetenzen tëschent Stat a Gemenge sinn net kloer definiert.

De Waasserschutz bedeit och Aschränkung. Mä wéi kann een dës gerecht kompenséieren, wa se eenzeg an eleng um Réck vun eiser Landwirtschaft ausgedroe gëtt?

D'Ofwaasser ass d'Steifkand ganz kloer vum Projet de loi, well d'Regierung wierklech, nodeems mer d'Enn vun den aktuellen EU-Strofen an deem Beräich virun Aen hunn, déi positiv Entwécklung an deem Beräich stoppt. Dat ass ganz einfach eng Fro: Wëllt d'Regierung dat wierklech stoppen? Weider Oplagen, manner finanziell Mëttelen a vill méi eenzel dezentral Kläranlage si Problemer, déi eis an der Zukunft ganz vill wäerten ze schafe maachen. Leider goufen awer keng weider Méiglechkeeten age-raumt, fir Retarden opzeschaffen am Ofwaasserberäich.

D'Simplification administrative, jo, Madamm Minister, ass an deem Projet de loi inexistent.

Schlussendlech gëtt de Gemengen an de ganze Froen ëm d'Waasser kee Matsproocherecht ageraumt, mä par contre gëtt hinnen déi voll Verantwortung zougeschouert, woubäi d'Ufuerderungen am Ofwaasserberäich, wéi gesot, an d'Luucht geschrauft an d'Moyene ganz einfach reduzéiert ginn.

Beim Asaz vun de Mëttele fir d'Héichwaasserbekämpfung an de Waasserschutz, jo, do ass de Wëllen no Solidaritéit do.

Nun, ech kann lech nëmme soen, duerfir muss ganz kloer fir mech dës Solidaritéit och beim Waasserpräis spillen: en eenheetleche Waasserpräis, deen ouni d'Gemengegrenzen un de Bierger verrechent gëtt. 300 a méi Waasserpräisser fir dëst Land wor, ass a bleift inakzeptabel!

An ech schwätzen hei a mengem eegenen Numm. Et féiert fir mech kee Wee laansch den Eenheitswaasserpräis an deem Land, och wa verschidde Gemengen dat net wouer wëllen hunn an dës Regierung net wëllt driwwer schwätzen.

Erlaabt mer nach, an deem Sënn eng Motioun vun der CSV ze iwwerreechen, déi hei an déi richteg Richtung geet, Här President. Wann ech gelift! A gläichzäiteg soen ech da Merci fir d'Nolauschteren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- sachant que la distribution de l'eau potable de qualité a un coût de revient non négligeable auquel s'ajoute celui de l'assainissement;

- rappelant le principe de la répercussion du coût des services liés à l'utilisation de l'eau sur les consommateurs en application du principe pollueur-payeur;

- constatant que les coûts d'investissement en matière de services liés à l'utilisation de l'eau tendent à accroître le prix facturé aux consommateurs finaux;

- constatant des différences importantes du coût de l'eau entre les communes en milieu rural et celles en tissu urbain;

- rappelant que l'eau est un facteur de production essentiel en agriculture, horticulture et viticulture et que les milieux agricole et viticole voient l'existence de leurs exploitations menacée par l'évolution du prix de l'eau, auquel s'ajoute souvent un coût élevé de la taxe de canal selon les communes d'installation;

- constatant que certaines mesures prévues dans le projet de loi 7047 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau vont accroître sensiblement le prix de l'eau;

- rappelant qu'en effet le projet de loi 7047 prévoit entre autres de réduire le taux de participation étatique pour les projets d'assainissement de 90% à 50%;

- constatant encore que la réforme sur les finances communales, si elle contient quelques éléments positifs qu'on peut, pris individuellement, accepter, risque néanmoins de désavantager de nombreuses communes rurales;

- constatant que selon l'orientation des plans sectoriels une commune risque de voir ses moyens d'expansion réduits;

- constatant dès lors que les réformes et modifications susmentionnées risquent de porter sérieusement préjudice aux communes rurales et mettent à mal le principe de la solidarité;

invite le Gouvernement

- à engager avec tous les acteurs sur le terrain des discussions sur le prix de l'eau, coût de l'assainissement compris, en tenant compte des répercussions e. a. de la réforme projetée sur les finances communales mais aussi de la possibilité d'évolution que les plans sectoriels laisseront en définitive aux communes;

- à rechercher des solutions tendant vers plus de solidarité et d'équité entre les différents utilisateurs de l'eau sur le territoire national.

(s.) Aly Kaes, Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Claude Wiseler.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kaes. Ech hunn do och déi Regel ugewannt, déi sech virdru bewäert huet, dass den Här Kaes och konnt d'Motioun virstellen an hien och, mengen ech, fir d'CSV matgeschwat huet. Voilà! Dat gesot, géif ech d'Wuert un d'Madamm Cécile Hemmen ginn.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Merci, Här President. Erlaabt mer unzefänken, andeem ech dem Här Gusty Graas Merci soe fir dës Interpellatioun zu deem dach extrem wichtege Sujet, wat d'Waasser ass. Ech soen lech näischt Neits, wann ech lech nach eng Kéier drun erënneren, dass d'Waasser eng liewenswichtig an eng liewensnoutwendeg Ressource ass. Si ass liewensnoutwendeg souwuel fir de Mënsch, dee proppert Drénkwaasser brauch, wéi awer och fir d'Flora an och fir d'Fauna, déi an an och ronderëm d'Baachen, d'Flëss, d'Dämpelen an och d'Séie liewen.

D'Waasser ass eng Ressource, déi nëmmen an enger begrenzer Quantitéit zur Verfügung steet an déi sech och nëmme lues vum selwe regeneréiert, wa se bis verschmotzt ass. Et ass dofir och d'Aufgab vum Stat a vun de Gemengen, fir dës Ressource ze schützen a Regelen opzustellen, fir dass jiddwereen Accès zum Waasser huet, ouni awer dass et zu enger Iwwernotzung kënnst, jo souguer zu Abusen.

Zu Lëtzebuerg si mer laang Zäit éischer noléisseg mat deser Ressource ëmgaangen an d'Ëmsetzung vun der Direktive-cadre iwwert de Schutz vum Waasser ass zimlech lues an och mat vill Verspéidung virukomm. Mir hunn dës Retarden och haut nach ëmmer net ganz opgeholl.

E Bild vum Zoustand vun eise Quellen an Uewerflächegewässer kann ee sech maachen, wann een den zweete Bewirtschaftungsplang

vum Lëtzebuurger Deel vun den internationale Flossgebietseinheiten Rhäin a Maas méi genau liest. D'Zäit ass hei natierlech ze kuerz, fir elo am Detail dorobber anzegoen, mä ganz kuerzgefasst muss ee soen, dass mer dat grousst Zil vun der EU-Politik, fir e gudden Zoustand vun eise Gewässer ze errechen, bis elo leider nach ëmmer verfeelen. Insgesamt ass den Zoustand vun eise Gewässer net gutt.

Mir mussen also nohuelen, wat mer an deene vergaangene Jorzenge verpasst hunn. Gläichzäiteg ginn et awer och Entwécklungen, déi zousätzlechen Drock op eis Gewässer maachen.

Engersäits weisen d'Etüden, dass et zu Lëtzebuerg méi Nidderschlag gëtt wéi fréier. Dat erëm dréit derzou bäi, dass mer méi oft mat Iwwerschwemmungen ze kämpfen an och ze rechnen hunn.

Anerersäits wäisst eis Bevëlkerung, anerersäits wäisst awer och eis Economie. An dat bedeit, dass d'Leit méi Waasser brauchen an och méi Waasser verschmotzen. Et bedeit awer och, dass mer méi Fläche brauchen, fir elo Stroossen ze bauen oder awer aner Transportweeër ze versigelen.

Derbäi kënnst natierlech awer och de Logement, deen ebenfalls ëmmer méi Gréngfläch verbraucht. Et muss eis dofir an deenen nächste Joren onbedéngt geléngen, aneschtens ze bauen, fir de Flächeverbrauch an d'Versigelung net einfach esou virunzedreiwien.

Industrie a Landwirtschaft hunn awer och e seriösen Impakt op d'Qualitéit vun eise Gewässer. Mir stinn also virun enger ganz grousser Aufgab, wa mer trotz all deem Drock d'Qualitéit vun eise Gewässer op deen Niveau wëlle bréngen, deen d'Directive-cadre vun der EU virgesäit.

Et ass awer net esou, dass nach näischt geschitt wier. Mir mussen allerdéngs eng Rei vu Strategie méi konsequent ëmsetzen a virun allem méi séier virukommen. Dat neit Waasserschutzgesetz, dat der Chamber säit Kuerzem virläit, geet jo och an déi Richtung.

Als Éischt musse mer natierlech d'Waasserverschmutzung reduzéieren. Doriwwer ass jo och elo schonn hei bei menge Virriedner geschwat ginn. Dat géllt souwuel um Niveau vun der Industrie, vun der Landwirtschaft oder och vun de Privatpersounen.

Bei de Betriber musse streng Kontrollen derfir suergen, dass geféierlech Substanzen net an d'Waasser kommen. D'Sanktiounen fir d'Betriber, déi dat net ganz escht huelen, mussen einfach ofschreckend ginn.

Mat der Landwirtschaft muss et eng ganz enk Zesummenarbecht ginn, well d'Bauern, déi maache sech och zu Recht Suergen, dass si ëmmer méi Oplage kréien, déi et hinne schweier maachen, fir rentabel ze schaffen. Sou Oplage sinn awer leider Gottes noutwendeg an et gi jo och entsprechend Indemnitéiten, och wann dat net den Hauptbut soll sinn. An deem Dossier hânt secher villes dovun of, wéi ee matenee schwätzt an och, wéi ee mateneen ëmgeet. D'Bauere mussen als Partner an deser Saach behandelt ginn a si d'äerfe wierklech net all gudden Dag un de Pranger gestallt ginn, wéi wann - wéi ganz dacks behaupt gëtt - si aus Béiswëllegkeet emol géifen d'Ëmwelt einfach esou vergéften!

Et muss een zum Beispill wëssen, dass, wann engem Bauer säin Terrain ganz oder och nëmmen zu engem Deel an engem ausgewiesene Waasserschutzgebitt läit, da kritt e scho seng Moosnamen ënnerbreet. An dat si Moosnamen, un déi e sech dann och ze halen huet an déi dann och a säi Parzellepass enregistriert ginn. An dee Pass, dee gëtt jo bekanntlech vun der zoustänneger Instanz, der Unicol, regelméisseg kontrolléiert.

Interessant sinn awer och déi ganz fräiwëlleg Agrarëmweltmoosnamen, déi de Bauer kann ergräifen, fräiwëlleg kann ergräifen, wéi zum Beispill mam Zwëschefruuchtbau op deene Felder, wou hien dat da virgesäit. Dëst si Moosnamen, déi scho vu ville Bauere suivéiert ginn, mä wou ee vu villen aneren nach kéint erwaarden, dass se deem gudden Beispill géifen no-go.

Alles an allem gëtt et och héich Zäit, dass mer einfach en aneren Ëmgang mat de Pestizide kréien. Och dovunner ass hei jo scho geschwat ginn.

D'Verlängerung ëm 18 Méint vun der Zouloosung vum Glyphosat gouf vill diskutéiert. Et ass trotzdem weineng Zäit, fir valabel Alternativen auszeschaffen. Wann elo de Glyphosat definitiv vum Marché géif geholl ginn, da wieren domadder och leider nach ëmmer net all Pro-



blemer geléist. Et ass eng Aarbecht vu Fachleit, fir Mesuren auszeschaffen, fir insgesamt den Asaz vu Pestiziden esou staark erofzesetze wéi méiglech an och Best Practices um Terrain ëmzesetzen, fir dass d'Belaaschtung vun de Biedem ka reduzéiert ginn.

Ausklamere soll een dobäi och net d'Privatleit, déi oft a ganz dacks guer net vill Sachkenntnis hunn an an hire Gäert nach ëmmer monter Pestiziden asetze wëllen.

Nieft der Vermeidung vu Pollutionen bleibt awer och nach den Assainissement vu Brauchwaasser e ganz wesentlech Element. Grad an deem Punkt steet och Lëtzebuerg net gudd do. Dat ass bekanntlech eng traditionell Gemengekompetenz an et gëtt grouss Ënnerscheeder, wéi wichteg dass eenzel Gemengen dës Aufgab an der Vergaangenheet geholl hunn. Lëtzeburger Haushalter sinn zwar zu ronn 96% un eng Kläranlag ugeschloss, mä vill vun dese Kläranlage sinn technesch vereelt a si erfüllen hiren Zweck méi schlecht wéi recht.

D'Tatsaach, dass de Stat fréier 90% vum Invest iwwerholl huet, konnt eng Rei Gemengen alldéngs och net iwwerzeegen, fir sech intensiv mat hire Kläranlagen ze beschäftegen. Sou wéi etappeweis d'EU-Direktiv zu Lëtzebuerg ëmgesat gouf, ass eng nei Dynamik an dësen Dossier erakomm. Gemengen, déi bis dohinner weineg Efforte gemaach hunn, hu ganz kloer ugekënnegt kriit, dass dat net ëmmer esou géif weidergoen. Trotzdeem sinn d'Efforten awer nëmme ganz lues ze spiere gewiescht. Et huet éiweg laang gedauert, bis all Gemeng hir Dossierer iwwert d'Infrastruktur, d'Waasserinfrastruktur fäerdeg hat, obwuel d'Reglement vun 2002 dräi Joer fir dësen Exercice virgesinn hat.

Lëtzebuerg ass dann och wéinst der Netëmsatzung vun der EU-Direktiv um Punkt vun der Kläranlag veruerteelt ginn a muss Strof bezuelen; dat ass jo bekannt. De Stat dréit also zum Deel d'Konsequenzen, wa Gemengen hir Verplichtungen net iwwerholl hunn.

► **Une voix.** - Bravo!

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - De Projet de loi iwwert d'Waasser, deen eis zanter Kuerzem virläit, versicht et dofir mat enger anerer Approche. Amplaz d'Gemengen ze belounen, déi sech un d'Gesetz halen, sollen an Zukunft déi Gemenge méi deier mussen fir hir Taxe de rejet bezuelen, déi hir Aufgab net korrekt erfüllen. Dat soll da vläicht en Ureiz ginn, fir dass déi Gemenge sech a Konformitéit setzen.

Et ass och kee Widdersproch dozou, dass d'Kläranlagen an Zukunft nach just mat 50% vum Stat wäerte subventionéiert ginn. Dat ass eng Entwécklung, déi fir d'Gemengen ofzugeschi war, well de Stat eigentlech scho méi laang guer keng Subventioune méi dierft ginn.

D'LSAP hält et awer fir noutwendeg, dass dës Ënnerstëtzung net ganz ewechfällt, well d'Gemenge jo awer all d'Infrastrukturkäschte fir d'Waasser müssen iwwert de Waasserpräis un hir Bierger weiderginn.

D'Waasser ass e Grondnahrungsmittel, wat fir all Bierger muss accessibel bleiwen. Dofir war d'LSAP fir eng Deckelung vum Waasserpräis an de Gemengen, wou de käschtedeckende Präis ze héich wier. Trotzdeem ass et vertrietbar, dass et tëschent de Gemengen Ënnerscheeder gëtt an dass déi, déi matzäit an hir Waasserinfrastruktur investéiert hunn, hire Bierger och e liicht bessere Präis kënnen ubidden.

D'Reduktioun vun de Bähilfe fir d'Kläranlagen ass keng Spuermoosnam op Käschte vun de Gemengen. Staatlech Finanzhëlle gi just aneschtens verdeelt. Verstärkt gefërdert gi sollen d'Investitiounen an den Héichwasserschutz, Renaturéierungsmaassnahmen an och innovativ Projete fir de Waasserschutz. Dat alles ass dréngend noutwendeg, well mer eis Ziler net errechen, wann ëmmer nëmme de Minimum gemaach gëtt. Mir müssen en echte Sprong no vir maachen an derfir suergen, dass déi beschte verfüugbar Technologien zu Lëtzebuerg kënnen agesat ginn.

Als Beispill wëllt ech déi Kläranlagen nennen, déi eng zousätzlech Klärstuf hunn, wou och Pestiziden a Medikamenter kënnen erausgefëltert ginn. Laut dem zweete Bewirtschaftungsplan gouf et do iwwert déi lescht zwee Joer e Pilotprojekt. A vläicht huet d'Madamm Minister och virgesinn, fir eis herno eppes méi doriwuer ze soen.

Am Detail kënnen mer iwwer all déi Saache jo och nach schwätzen, wa mer an der Chamber un deem neie Gesetzesprojekt wäerte schaffen.

Ech wëllt awer och nach kuerz un e Gesetz erënneren, dat mer viru Kuerzem hei an der

Chamber gestëmmt hunn: Ech schwätze vum Ausbau vun der Anlag vun der SEBES. Dës Projet wäert eis net nëmme nei Drénkwaasercapacitéiten zur Verfügung stellen, mä mir maachen och hei e qualitative Sprong bei der Opbereedung vum Drénkwaasser.

Rezent Problemer mat der Waasserqualitéit vum Stauséi, ob dat elo Pestizide wéi de Metazachlor oder Bloalge sinn, halen eis virun Aen, wéi ofhängeg mir vun dëser Drénkwaasserquell sinn. Et ass extrem wichteg, dass mer eng modern an och eng zouverlässeg Opbereedung vum Drénkwaasser kënnen garantéieren, fir d'Vetraue vun de Leit an eist Krunnewaasser ze erhalen. Et ass jo awer ganz normal, dass jiddweree sech Froe stellt iwwer eist Drénkwaasser, wa mer gesot kréien, dass emol keen Hond méi dierft Waasser aus dem Stauséi saufen!

Iwwerhaupt ass d'Informatioun an d'Sensibiliséierung vun de Bierger zum Thema Waasser e ganz wichtige Punkt. An och nëmme, wann all Akteuren - also de Stat, d'Gemengen an och d'Konsumenten - un engem Strang zéien, hu mer eng Chance, fir eis Ziler ze errechen. Dës Koordinatioun muss beim Waasserwirtschaftsamt leien an och vun do aus gestéiert ginn. Mir müssen dem Thema Waasser méi eng grouss Bedeitung ginn an domat där zoustänneger Verwaltung och wann ech gelift déi néideg Moyenen zur Verfügung stellen, déi se dréngend brauch!

Vläicht kéint ee sech och un der Entwécklung am Energieberäich inspiréieren. Do ginn et iwwert déi lescht Jore jo grouss Verännerungen ze mellen. Et gi Campagné fir méi e spuersamen Ëmgang mat der Energie zum Beispill, et ginn Informatiounen, et gi Berodungen an et ginn och finanziell Ureizer, fir méi eng grouss Energieeffizienz ze errechen.

Am Beräich Waasser kéint een et jo och vläicht ännelech maachen. Den Aspekt Waasser ass zwar am Klimapakt mat dran, mä et hält een dat awer kaum wouer no bausen. Dobäi wier dat dach e ganz flotte Kader, fir no bausen ze weisen, wat eng Gemeng zum Beispill an deem Beräich leescht. Et wier gudd, wann d'Rubrik Waasser méi staark do géif erauskommen, wa se méi staark géif ervirgestrach ginn an d'Gemenge mat Hëllef vun engem harmoniséierte Schema zum Beispill Informatiounen iwwert d'Waasserversuergung an den Assainissement misste public maachen.

Wann dës Informatiounen zum Beispill liicht zougänglech an och vergläichbar wieren, wier d'Chance dann net och gebueden, dass eng Diskussioun an der Gemeng doriwuer géif Entstoen? Et gëtt jo och an de Gemenge jeeeweils e Klimateam, wou d'Bierger matschaffen. A wann de Sujet Waasser automatesch mat um Ordre du jour steet an déi néideg Informatiounen dann och virleien, kritt dee Sujet automatesch och méi Opmierksamkeit.

Leit, déi sech an esou Kommissiounen engagieren, kéinten zum Beispill och ganz wichteg Multiplicateurs ginn, wann et dréms geet, fir d'Konsumverhale vun de Bierger ze verännere. Ech géif hoffen, dass dësen Effekt an Zukunft net nëmme fir d'Reduktioun vum Energieverbrauch, mä och fir e besseren Ëmgang mat der Ressource Waasser kéint genotzt ginn.

An aus där Iwwerleung eraus, firwat net mat der Iddi spillen, fir nieft dem Klimapakt och e Waasserpakt an d'Liewen ze ruffen?

Ech soen Iech e grouse Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Hemmen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. A Merci dem Gusty Graas fir déi flott Initiativ, fir dass ech haut och kann da mäi Peferkär zum Waasser bäileeën.

Waasser, d'Quell vun all Liewen, dat ass kloer. Ouni proppert Waasser kann een net liewen an duerfir mussen mer dat Waasser schützen!

Ech probéieren, Iech haut e bëssen op eng Rees matzehuelen a véier Etappen, vun der Oberfläch bis op de Fong. Déi Iddi ass mer komm, well ech amgaang sinn, e Buch ze liesen, ech sinn net grad fäerdeg: „Das Buch vom Meer“. Et spillt an Nordnorwegen, de Morten A. Strømsnes huet et geschriwwen, an et geet ëm zwee Männer, déi eng laang Frëndschaft verbënnt. Deen een ass Fëscher a si wëllen en Äishai fänken, dee 400 Joer al ass. Si sinn uewen um Waasser a si hunn eng Schnouer, déi geet bis ënnen erof op 350 m Déift. An dee Wee wëll ech elo mat Iech goen.

Op der Uewerfläch, der éischter Etapp, ech mengen, do hu mer d'Drénkwaasser. Et ass e kostbart Gutt, et ass rar, an et ass ëmsou méi rar, wann eng Naturkatastroph och Änlechtes wéi op Haiti grad déi Liewensgrondlag zunichte mécht. Mir sinn eis net ëmmer bewosst

a mir respektéieren net ëmmer dee Virdeel, dee mer hunn zu Lëtzebuerg, vu propperem Drénkwaasser. Dee läit awer an der Kompetenz och vun de Gemengen.

Zweet Etapp, da kommen ech zum Ofwaasser. Nëmme een Deel vun deem Waasser, wat mir all Dag notzen, dat brauche mir fir d'Liewen, fir ze drénken, fir ze kachen. Dat sinn 2% bis 3%. De Rescht, een Drëttel, dat ass fir Hygiënezwecker, en aneren Drëttel, dat ass eis Toilettespülung. An do kéint och dat groust Ofwaasser hier.

Virrun ass et ugeschwat ginn - den Här Kaes ass elo grad net do -, mä d'Economie circulaire kéint do och Weeër opweisen, an zwar wéi ee Waasser ka spueren, wéi ee grad do kann usetzen, fir bei deem Deel, deen an der Toilettespülung ebe verbraucht gëtt, och de Waasserverbrauch ze reduzéieren. Och d'Ofwaasser ass eng Kompetenz vun de Gemengen. Ob et elo eng grouss Gemeng ass oder eng kleng Gemeng, do sinn all d'Gemengen d'selwecht kompetent, och d'selwecht an der Pflicht, fir u sech do unzepakken.

Déi drëtt Etapp, do kommen ech op d'Iwwerflächegewässer, dat sinn d'Baachen an d'Flëss. Déi hunn en direkte Lien mat der zweeten Etapp, an zwar mat dem Ofwaasser, well dat gekläert Waasser jo duerno an eis Baachen an an eis Flëss kéint. Et ass e Liewensraum fir vill Déieren- a Planzenarten an awer och deelweis eng Drénkwaasserquell, well d'Iwwerflächewaasser vum Stau genotzt gëtt als Rohwasser, fir duerno opbereet ze ginn.

De Schutz vun den Iwwerflächegewässer ass och noutwendeg. Eis Baache si keen Drecks-tipp! Do si mer awer all gefuerdert, net nëmme d'Anrainer, d'Betriber, d'Landwirtschaft an d'Gemengen natierlech och.

Ech ginn der Saach op de Fong an der véierter Etapp. Ech kommen elo bei d'Grondwaasser zu Lëtzebuerg. An 100 bis 150 m Déift zape mer dat un ënner eise Féiss. Ganz Lëtzebuerg steet drop als Belaaschtung an ass domat och an der Pflicht, derfir ze suergen, dass d'Drénkwaasser (veuillez lire: d'Grondwaasser) propper bleift. Leider ass et an engem chemesch katastrophen Zoustand. Do ginn ech herno nach eng Kéier drop an.

Éischt Etapp, also d'Drénkwaasser. D'Wuestumsdiskussioun bréngt jo mat sech, dass ee sech freet, ob mer iwwerhaupt genuch Drénkwaasser hunn, ob mer en Enkpass an der Versuergung kréien, an der Quantitéit respektiv och an der Qualitéit. Dorop ginn ech méi spéit an.

Fir d'Éischt d'Quantitéit: Mir hu jo hei zesummen am Summer nach de Projet SEBES votéiert, e Gesamtprojekt iwwer 166 Milliounen Euro, fir grad d'Capacitéit ze erhéien. An dat, kombinéiert mat der Économie circulaire an der Iddi vun Waasserspuren, mengen ech, bréngt et mat sech, dass mer iwwert déi nächst Joren och do keen Enkpass kréien.

D'Qualitéit ass deen zweete Vecteur. Ass déi garantéiert? Hu mer net ze vill héich Nitratwäerter an eise Gemengequellen, déi grouss an déi kleng Gemengen? Majo, dat stëmmt. Mä do gi jo zesumme mat der AGE an dem Ëmweltministère - an et muss ee jo och soen, dass elo d'AGE emol erëm an den Ëmweltministère zrëckkomm ass, dat war eng laang Fuerderung och vun deene Gréngen -, ënnert der Leedung vun der AGE an a Kooperatioun mat de Waasserbedriever och de Waasserschutz, d'Drénkwaasserschutzgebidder ausgewisen. D'Zuel an d'Prozedur hu meng Virriedner schon eng Kéier beschwat, ech ginn do net weider drop an.

Ech wëll awer ganz gär nach eng Kéier ervirsträchen: Déi Kooperativ vun de Baueren, LAKU, um Stau do uewen, ass genau déi richteg Richtung, déi muss ageschloe ginn. Mat de Bewirtschaftener zesummen, mat Berodung, Hëllefstellung, Methodik an och Entschiedegunge komme mer den Drénkwaasserschutzgebidder méi no. Duerfir ass och am Waasserfong extra virgesinn, dass och eben d'Agrikultur ka vun deene Gelder aus dem Waasserfong profitéieren.

A ganz gudd Erfahrungen hunn domat d'Stadtwerke München gemaach, säit iwwer 20 Joer, säit 1992, mat der Biolandwirtschaft an hire Schutzgebidder. Och do kommen ech méi spéit nach eng Kéier drop zrëck. Dat kann och fir Lëtzebuerg e Modell sinn.

Hu mer net ze vill Pestiziden? Sinn eis Normen net ze héich? Läit et dodrun? Jo, Lëtzebuerg huet ganz streng Grenzwäerter. An déi gréng sinn der Meinung, dass Pestiziden am Drénkwaasser nun emol guer näischt verluer hunn.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - An duerfir - méi spéit ginn ech nach eng Kéier drop an - müssen do och Mesuren ergraff ginn, wat d'Waasserschutzzonen ueget.

De Waasserpräis ass virdu vu mengem Virriedner ugeschwat ginn. Et ass eng Motioun hanerluecht ginn. A stelle mer eis vir, mir hätten e Waasserpräis vu 7,5 Euro de Kubikmeter. Ass deen elo ze deier? Wou bleibt dann do de sozialen Aspekt, kann ee sech jo froen. Jo, 7,5 Euro de Kubikmeter, dat ass méi wéi déi meesch Gemengen am Moment froe vläicht. Nach sinn net all d'Gemengen op de Wee gaangen, dass se e käschtedeckende Präis hire Bierger, Betriber an de Bauere verrechnen. Si müssen awer an déi Eierlechkeet kommen, souwuel déi grouss wéi och déi kleng Gemengen. An do ass ze kucken, ob do déi kleng Gemengen net heiansdo och Virrieder sinn, fir grad déi do Mesure korrekt ëmzesetzen.

Wat maachen elo 7,5 Euro aus? Dat sinn dausend Liter Waasser. Heibanne si jo och e puer Kollegen a Kolleginnen, déi Dokter sinn an déi ganz sécher de Leit géife roden: „Ma fir déi 7,5 Euro kritt Der op de Kapp u sech quasi all Dag dräi Liter Drénkwaasser, drénkt dat, et ass gudd fir Är Gesondheet. An domat leit Der an där Norm, déi u sech ëmmer propagéiert gëtt, och vun der Gesondheitsministesch.“

Wann dogéint awer ganz vill Leit op Mineralwaasser am Plastik zrëckgräifen an am Glas, da wësse mer jo alleguerten, dass dat sécherlech honnertmol méi kascht wéi d'Drénkwaasser. Den Numm „Drénkwaasser“ kéint nun emol dohier, dass een dat drénke kann! Ech maachen dat och scho säit bal 50 Joer an ech mengen, dat huet mer net allze vill geschuet.

Reduktioun vum Verbrauch: Do muss ee jo oppassen, nëmme 2% bis 3% hu jo och mat dem Drénken a Kachen ze dinn. Do kéint een also nach ganz vill reduzéieren, ouni net méi kënnen proppert Waasser eben dann ze drénken. Ech denken un d'Toiletten, Spuertastenarmaturen, duschen amplaz an d'Bidde goen an esou weider an esou fort, d'Waasser an de Spullmaschinen. A loosst de Reen dach nëmme den Trottoir botzen, dann ass och schonn erëm e bësse Waasser agespuert.

Ech komme bei déi zweet Etapp, bei d'Ofwaasser. An ech mengen, ech muss déi aner Etapp e bësse méi kuerz faassen, well soss geet et mat der Zäit net eraus.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, fuert virun.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Jo. D'Kläranlage kaschten d'Gemengen also d'Aen aus dem Kapp. An elo ginn och nach d'Subventioune gekierzt. Wou ass do d'Logik? Ma ech mengen, ech hunn et virdu scho gesot, de käschtedeckende Waasserpräis beinhalt net nëmme d'Fraisen am Ordinären, wat d'Waasser an d'Ofwaasser kaschten, mä och d'Infrastrukturkäschten. An elo kann et natierlech net esou sinn, dass mer eent zu eent déi Infrastrukturkäschten, déi do de Leit mat verrechnet ginn, net fir Waasser- a Kanalinfrastrukturen notzen, mä fir Centres culturels an Änlechtes ze finanzéieren. Do muss eng gewëssen Eierlechkeet och hikommen!

Da muss een och eng zweet Saach dozou soen, zu de Kläranlagen: Do si mer jo Jorzéngten hannendran, obwuel d'Subventioune ganz héich waren an deem Beräich. Mir si jo 2013 och veruerteelt ginn zu zwou Milliounen Euro Strof, zu enger Astreinte vun 2.800 Euro den Dag!

Zwou Kläranlage méi grouss wéi 10.000 Einwohnerequivalente waren do net direkt en ligne ze kréien. Eng ass aus de Féiss geholl ginn, dat ass déi vu Bouneweg, déi ass ugeschloss säit dem Mee vun dësem Joer. Et ass nach eng zweet, déi ënnerwee ass - an den Aly Kaes war jo och mäi Virriedner a kennt deen Dossier ganz, ganz genau vum SIDEN -, déi wäert elo mengen Informatiounen no eben 2018 konform sinn.

Da wäerte mer also als Land Lëtzebuerg, bis alles konform ass, siwe Milliounen Euro op den Dësch geluecht hunn, u sech fir eppes net ze hunn! An dat, menger Meinung no, eiser Meinung no, hätte mer eis kéinte ganz einfach spueren! Trotz héije Subventioune ware mer also an deem Dossier net „on track“.

Ech iwwersprangen eppes. Ech kommen zur drëtter Etapp, d'Iwwerflächewaasser. D'Qualitéit ass schlecht vum Waasser an de Baachen. Et gëtt jo bal keng Fësche méi, Molchen, Kriibsen an esou weider si ganz rar, vill Baache sinn an engem Bëtonskanal gefouert, et gëtt keng Duerchgängegkeet méi, d'Morphologie ass schlecht. Jo, den Zoustand vun eise Baachen, deen ass méi schlecht ginn, an zwar nach méi schlecht gi wéi beim leschte Monitoring 2009, wou mer nach 7% an engem gudden Zoustand haten. Dat war och keng enorm Trefferquot. Elo sinn et der just nach 2%. 2015 ass de Bilan gemaach ginn.

Wann ech de chemeschen Zoustand vun de Gewässer kucken, dann ass keng Baach méi, kee Floss méi an engem gudden Zoustand an duerfir hänken déi Strofe vun der EU wéi en



Damoklesschwäert iwwer eisem Kapp. An ech mengen, et ass just nach eng Fro vun der Zäit, wéini et erofrasse, wéini mer och fir den Zoustand vun eise Baachen a Flëss wäerten zur Keess gebiede ginn.

Et sinn awer Mesuren ennerwee, et sinn Iddien do, an zwar am Bewirtschaftungsplang vun der Wasserrahmenrichtlinie, déi iwwer 300 Säiten déck ass, wou zesumme mat dem Hochwassermanagement-Risikoplang 850 Mesuren dra sinn, déi deelweis kombinéiert sinn. Do gëtt et Iddien, déi mussen émgasat ginn. Do si mer alleguer gefuerdert, déi um Baachlaf druleien, siefen et natierlech d'Gemengen, siefen et d'Propriétaires, siefen et awer och d'Landwirtschaft, siefen et d'Privatleit an hir Gäert an esou weider an esou fort.

Ee klengt Wuert wëll ech nach eng kéier soen zu eppes, wat grad mat der Héichwasserproblematik ze dinn huet: An zwar den 22. Juli, do hate mer jo dat schrecklecht Onwieder an der Géigend Fjels, Reisduerf, Noumer, wou méi wéi 30 Liter op de Quadratmeter pro Stonn erofkomm sinn, dee Platzreen, deen net viruszeseo war. Et war wuel eng Alerte orange gemaach ginn. An nach eng kéier vun dëser Plaz aus wëllt ech profitéieren, fir awer deenen Asazkräfte Merci ze soen, déi do iwwer 300 Asätz déi Nuecht gefuer sinn an och duerno nach, deen Dag duerno, fir opzeraumen, fir deene Leit, déi do an Nout waren, ze hëllefen.

Leider mengen ech, dass mer an Zukunft méi dacks mat esou Phänomeneener wäerte konfrontéiert ginn. Duerfir muss mer och vun deem Téng, deen d'Héichwasser uegt, dee mer jo och als Gemenge virleien haten, wou mer och eis konnten erabrénge - wat och déi kleng Gemenge gemaach hunn, wëll ech och nach eng kéier ennersträchen -, da solle mer déi Mesuren elo och zesummen ugoen. An do ass jo d'Waassergesetz esou opgestallt, dass déi Mesur méi héich subventionéiert ginn. An dovun sollte mer profitéieren. Déi Aarbechte si grouss, déi ginn net vum selwen, si ginn och net kuerzfristeg. Mä dofir muss een elo ufänken.

Wa mer do net allegueren eng Hand upaken, ech mengen, da kréie mer déi Problematik do net an de Grëff!

Ech kommen zur leschter Etapp, fir dass et eng Punktlandung gëtt, zum Grondwaasser. Ech ginn also der Saach op de Fong. Ech ginn awer net ganz bis op de Fong, mä just bis op 150 m Déift, an zwar do, jo, wou mer déi meescht Grondwaasserbuerungen elo am Moment hunn, déi u sech d'Waasser erophuelen, fir dass mer et kënnen als Drénkwaasser erëm eng kéier notzen.

De Lëtzebuurger Sandsteen, dat ass jo bekannt, an eis vill Bëscher, dat ass dach dee beschte Schutz, dee mer hu fir eist Grondwaasser. Wou ass dann iwwerhaupt elo de Problem? Jo, eist Grondwaasser huet meeschtens ganz gutt Niträtwäerter, dat ass ee Vecteur, well d'Filterföncioune vum Bësch, Buedem a Stee fonctiounéiert.

Dofer waren och eng Partie Gemenge ganz ueg erfëiert ginn, wéi se an de Kontrollanalysen no dem Virfall um Stau 2014 emol hir Drénkwaasseranalysen op Pestizide préife geloos hunn, op Metazachlor, Metolachlor an op déi Ofbauprodukten vun dëse Pestiziden. Do hu se da festgestallt op Quellen, oder net op Quellen, op Grondwaasserfaassungen, déi kee Problem mat Niträtwäerter haten, dass do d'Pestizidwäerter absolut iwwert der Limit louchen. An duerno hu se missen opwendeg Zousazinfrastrukturen dohinnerbauen, wou dann op eemol de Kubikmeter Waasser huet misse mat 50 bis 80 Cent de Kubikmeter eben opbereet gi mat Filteranlagen. Dat heescht, mir hunn also hei e Problem, an do solle mer dru schaffen, well soss kascht eis dat ganz einfach Suen, vill Suen.

A wann ech de chemeschen Zoustand vum Grondwaasserkerper kucken, an et si ganz vill Kaarten, déi een erëmfnent an deem Plang - hei ass deen -, dann ass alles rout oder ganz vill rout! Méi wéi zwee Dréttel vum Lëtzebuurger Grondwaasserreservoir sinn a schlechtem chemeschen Zoustand.

(M. Gérard Anzia montre une documentation.)

A firwat ass en an deem schlechten Zoustand? Ma ganz einfach: wéinst Pestiziden. Déi si leider déi kéier awer an der Landwirtschaft festzemaachen, an do muss mer dru schaffen, ouni elo de schwaarze Péiter engem zouzespillen. Dat ass einfach just e Fakt, dass do e Problem virliit.

A wat kënnen mer do maachen? Ma ganz einfach, do gëtt et awer Beispiller vun anere Géigenden, déi genau déiselwech Problematik scho méi laang erkannt hunn, an zwar huelen ech do d'Beispill vun de Stadwerke vu München. Déi weisen fir mech oder fir déi gréng do de Wee. Si beliwieren 1,5 Millioune Leit.

Déi hunn eng Drénkwaassercapaciteit pro Dag, déi duebel esou héich ass wéi fir ganz Lëtzebuerg. An déi hunn e Programm opgesat, an dat säit iwwer 20 Joer, an zwar genau säit 1992, an zwar e grondwaasserfrëndleche Bewirtschaftungsprogramm vun hire Faassungsgebiddere, dee se mat der Landwirtschaft zesumme gemaach hunn. A mat Erfolleg hu se dat gemaach!

Dee Programm, dee berout op dräi Pilieren. Deen éischte Piliere: dass d'Bewirtschaftung erfollegt no de Regele vum ekologesche Landbau, also Wirtschaften am Aklang mat der Natur, ouni Kunstdünger an ouni chemesch, synthetesche Pestiziden.

Zweete Piliere: Berodung, Buedemmonitoring a Kontrolle vun der Biolandwirtschaft, ob dat och fonctiounéiert, wat u sech ausgemaach gi war.

Déi drëtt Saach: Férdung mat Primmen natierlech, fir den Ausfall ze kompenséieren, fir de Méiopwand ze kompenséieren, a mat laangfristeg Verträge iwwer 15 Joer vun dem Waasserbedreier. De Landwirt huet awer d'Méiglechkeet, éischer erauszeklammen. Et ass also eng laangfristeg Bindung, déi de Waasserversuenger ubitt. De Bauer kann also laangfristeg sech ofsécheren, wann en u sech seet: „A menger Methodik vun der Bewirtschaftung vun den Terraine ginn ech an eng aner Richtung.“ An dat ass gutt.

Biolandwirtschaft ass also en erprouffent Mëtzel, fir d'Drénkwaasser ze schützen. An domat ass och nach en ekonomesch ganz génschtege Vecteur ugaangen. An zwar hu si de Bilan gemaach: Et kascht honnertmol manner, iwwert déi dote Mesuren d'Drénkwaasser ze schützen, wéi wann ech mat Filtere muss noschaffen, wann ech d'Pestiziden a mengem Drénkwaasser dran hunn. An zwar hu si ausgerechent, an do hu si elo wierkelech Erfahrung, dass dat en halwen Cent pro Kubikmeter kascht, déi Programm, déi si do um Lafen hunn.

Ech kommen zum Schluss.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Ech hoffen, dass et gutt war. Ech hunn awer nach Zäit, fir meng Position zu der Motioune ze huelen. Duerfir hunn ech u sech... Här President, wéi vill Minuten hunn ech nach Zäit?

(Interruption)

Ech maachen dat net, keng Angscht!

► **Une voix.** - Da misst Der schon hannerzeg schwätzen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir hutt, wann Der elo zu der Motioune Stellung bezitt, nach véier Minuten.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Mäi Schluss, ech maachen e vill méi kuerz. Ech huelen déi Säiten net erëm eraus, déi ech iwwersprongen hunn.

Also op dëser Rees vun der Oberfläch bis erf an d'Déift vun dëser Thematik - ech sinn net ganz bis op de Fong komm, dofir ass d'Zäit awer net duergaangen -, hunn ech probéiert opzeweisen, dass all d'Akteuren hei am Spill sinn: d'Gemengen, d'Betriber, d'Privatleit an och d'Landwirtschaft. All déi Akteure si gefuerdert. An ech hunn och opgewisen, dass et Léisunge gëtt. Dofer, kommt, mir paken allegueren un!

An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Anzia. An dann huet d'Wuert den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech wëll extra dem Kolleg Gusty Graas Merci soe fir des Interpellatioun, an där mer dat ganz komplext Thema vum Waasser behandelen: vum Waasser, wou et aus der Quell kënn, bis et opbereet gëtt an aus dem Krunn erauskënn, duerch de Kanal fortleeft, gekläert gëtt an dann iergendwann erëm an d'Natur, an d'Baachen zréckkënn. Ech mengen, säin Tour, deen en hei gemaach huet, säin Iwwerschlag, dee war ganz gutt strukturéiert. E war, géif ech soen, komplett, an duerfir meng Félicitatiounen un de Gusty Graas fir déi gutt Interventioun.

Ech wëll an deenen zéng Minuten, déi mer zur Verfügung stinn, e puer punktuell Saachen eraushuelen. Dat éischt ass d'Drénkwaasser. Ech mengen, d'Drénkwaasser, wat mer am Abléck hei am Land hunn, do muss ee soen: Am Duerchschnitt hu mer eng gutt Qualitéit vun Drénkwaasser iwwerall am Land. Et ass net nëmme d'Qualitéit, mä och bei der Quantitéit hu mer am Abléck keng Problemer.

De Pro-Kapp-Verbrauch ass erofgaangen, mä global ass de Verbrauch eropgaangen, do-duerch dass d'Populatioun gewuess ass, do-duerch dass d'Zuel vun de Leit, déi am Dag hei schaffen, och iwwert de Wee vun de Frontalieren eropgeet. Mir müssen eis also Suerge maachen a Gedanke maachen, wéi mer souwuel d'Qualitéit wéi d'Quantitéit och kënnen an der Zukunft garantéieren.

chen a Gedanke maachen, wéi mer souwuel d'Qualitéit wéi d'Quantitéit och kënnen an der Zukunft garantéieren.

Wa mer vun deene Suerge schwätzen, da wëll ech direkt am Ufank soen, dass mer als ADR eis scho laang Gedanke gemaach hunn, an hoffentlech net eleng, iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg, de Wuesstum vu Lëtzebuerg. Wa mer haut vun 1,1 Millioune Awunner schwätzen, da beréiert dat all d'Beräicher. Ech soen ëmmer, dat geet vun der Crèche bis bei d'Morgue, alles wat dertëschtent läit, an do fält och d'Waasser mat all senger Komplexitéit dran, dat do gebraucht gëtt.

An ech mengen, wa mer haut scho soen, mir müssen eis nei Gedanke maachen - mir hu wuel schon elo gestëmmt, fir dass mer beim SEBES kënnen ausbauen, fir dass mer méi Reserven do kréien -, mä wa mer weider esou wëlle wuessen als Land, da muss mer eis och an deem Domän eeschtlech d'Fro stellen: Wou huelle mer quantitativ dat Waasser hier? A virun allem och qualitativ, wéi kënnen mer dat garantéieren?

An dat ass meng éischt Fro, déi ech un d'Madamm Ministesch wëll stellen, Här President, ob d'Regierung sech scho wierkelech Gedanke gemaach huet, wa mer weider esou wuessen, sécherlech an allen Domänen, mä an deem spezifeschen Domän, ob d'Regierung sech scho Gedanke gemaach huet, wa mer eng kéier sollen an 30, 40 Joer bei enger Millioune oder iwwer enger Millioune ukommen, wa mer da wëssen, dass och d'Zuel vun de Frontalieren bei 400.000, 500.000 konsequenterweis misst leien, wou mer dann dat Waasser hierhuelen, wéi d'Qualitéit ka garantéiert ginn a wat och de Käschtepunkt ass vun deem Waasser, wat mer da brauchen.

Wa mer soen „d'Waasser, wat mer brauchen“, dann ass et normal, dass mer duerno dann och bei d'Kläranlage kommen, well da müssen och eis Kläranlagen deementspreechend ugepasst ginn. A wann ech soen „Kläranlagen“, da sinn dat net nëmme d'Kläranlagen u sech selwer, mä da sinn dat d'Kollektoren, et sinn d'Reckstaubecken, et sinn d'Kanalisationen an den Uertschaften, an de Stied. Do muss mer enorm Investitiounen maachen! An de Kolleg Anzia, mäi Virriedner, huet elo grad hei gesot, dass mer Jorzéngten hannendra sinn. Mir investéiere bis 2021 1,5 Milliard oder 250 Millioune d'Joer an d'Kläranlagen an alles, wat derzougéiert zur Waassersanéierung. Dat ass eng enorm Zuel!

Mir hu viru 14 Deeg, oder virun enger Woch de Budget deponéiert kritt an de Finanzminister huet eis erkläert, dass mer als Land Rekordinvestitiounen maachen. Mä da sinn dat Rekordinvestitiounen, déi mer muss maachen, well mer deelweis hannendra sinn an deelweis feststellen - net nëmme hei bei de Kläranlagen, beim Waasser, mä op sämtlechen Infrastrukturen -, dass dee staark Wuesstum, dee mer am Land hunn, am Fong eng enorm aner Säit vun der Medaile huet, näamlech déi, dass mer net méi nokomme mat den Infrastrukturen, fir déi ze finanzéieren!

An dat huet sech jo am Statsbudget - mä dat wäerte mer am Dezember diskutéieren - nidergeschloen, dass mer trotz deem staark Wuesstum, trotz Rekordinvestitiounen zënter 2003 bis haut mat engem Joer Ausnam am Statsbudget ëmmer Defizit hunn. Duerfir muss mer eis déi Fro stellen. Wa mer u Wuesstum denken a wann eis Regierung oder Parteie wëlle mardisch esou séier wuessen, da muss se awer och gläichzäiteg d'Antwort ginn, wéi se d'Konsequenze vun deem Wuesstum wëlle finanzéieren.

Mir si schon zu Bréissel condemnéiert ginn, well mer am Hannertreff sinn. Mir hu missen 2,2 Millioune bezuelen a mir bezuelen elo schon zënter dräi Joer 2.800 Euro den Dag, well mer am Hannertreff sinn. Dat heescht, mir sinn hannendran a mir missten am Fong vir sinn, opgrond vun deem Wuesstum!

Ech wëll net weider op d'Kläranlagen agoen. Dat ass de Mëtteg genuch gesot ginn, wivill dass mer der hunn, wivill mechascher dass mer hunn, dass mer nëmme d'Halschent biologescher hunn, dass och déi biologesch Kläranlagen haut net méi alles eraushuele vun deem, wat an d'Ofwässer kënn. An och do gesi mer, dass en immens groussen Nohuelbedarf besteet, fir déi aktuell Situatioun ze berengen, ouni emol déi Investitiounen ze maachen, déi mer brauchen.

An och hei da meng zweet Fro: Ech hu virdu gesot, ob d'Regierung sech Gedanke gemaach huet, bei enger Millioune Awunner, wat dat bei der Waasserversuergung mat sech bréngt. Ech froen och, ob d'Regierung sech Gedanke gemaach huet, wat de Käschtepunkt ass an d'Konsequenze si fir d'Kläranlagen, mat allem, wat un de Kläranlagen drunhänkt, Réckstaubecken, Kollektoren, Kanalisatiounen, wat do vun Investitiounen op dëst Land zoukënn, wa mer weider wëllen esou wuessen.

Mat deem Wuesstum hänkt natierlech och zesummen d'Zoubetonéiere vum Land. Ech mengen, wann ee weess, wivill dass mer zoubetonéieren... An am Abléck huet een esou d'Gefill, dass bei dëser Regierung se een Zil hätten an dat wier, praktesch d'ganz Land zouzebetonéieren. Iwwerall gëtt geschafft. Iwwerall gëtt gebaut. Iwwerall gëtt zersidelt.

An all Zersiedlung bedeit, dass mer d'Ofwaasser méi konzentriert, méi séier duerch d'Kanalisationen a Flëss leeden, wat dann och zur Konsequenz huet, dass mer méi Iwwerschwemmunge kréien. A fir dann erëm déi Iwwerschwemmungsgebiddere ze schützen, dass bedeit erëm zousätzlech Investitiounen, déi mer do muss maachen, fir dass net verschidde Géigenden hei am Land erdrénken.

Duerfir och do meng Fro, ob sech d'Regierung am Kader vun där Flächenzersiedlung, déi mer am Abléck hei maachen, och Gedanke gemaach huet, wat dat als finanziell Konsequenzen huet, wat mer do mussen als Stat an den nächste Joren investéieren.

A wa mer weider esou wëlle wuessen, wéi dat jo d'Zil vun enger Rei vu Leit schéngt heibannen ze sinn, da mussen déi Leit eis och Antworten op alleguer déi Froen do ginn.

Wa mer dann op där anerer Säit gesinn, dass ouni Ausnam kee Flëss méi hei am Land ass - praktesch all eis Flëss -, wou ee ka soen: „Ma deen entsprécht wierkelech den Topqualitéiten, wéi ee se sech misst vun engem Waasserlaf erwaarden“, dann ass dat natierlech fir e Land wéi Lëtzebuerg, wat mer jo als esou e fortschrittlecht, esou e räicht Land dohinnerstellen, en Aarmutszeugnis!

A wa mer dëser Deeg och driwwer geschwat hunn an den einzelne Branchen, wat den Tourismus ubelaangt, dass mer méi misste maachen, fir Leit hei op Lëtzebuerg ze kréien, fir méi attraktiv als Touristenzenter ze ginn, an dass verschidde Géigenden - ech denken un d'Eislek, d'Musel, d'Sauer - virun allem soen, dass se Problemer an der Hotelleriebranche hunn, a wa mer da soen, mir missten nach nei Saache maachen, fir ebe méi attraktiv ze ginn - an et ass jo eng ganz Palett vu Projete, déi gemaach si ginn -, da soen ech lech: Déi schlechteste Reklamm fir déi Géigenden ass, wann Der zu de Leit sot: „Dir daerft kee Fous hei an d'Waasser setzen!“ Dat ass déi schlechteste Reklamm, déi e Land sech ka maache fir den Tourismus!

An hei muss mer soen, hei hu mer kläglech versot! Dat huet mat deem Ganzen ze dinn, mat de Kläranlagen a mat allem, mat den Iwwerschwemmungsgebiddere. A wa mer dat net an d'Rei kréien, da brauche mer och net méi hinzugehen an iwwert d'Attraktivitéit vum Tourismus ze schwätzen!

Här President, ech gesinn, mir sinn op néng Minuten gaangen. Ech wëll awer nach zum Schluss e puer Wuert iwwert den Eenheitspräis soen. Ech mengen, et ass eng Diskussioun, déi mer laang hei am Land gefouert hunn. Ech perséinlech si kee Favoritt, fir en Eenheitspräis anzeféieren. Ech soen lech och, firwat.

Ech mengen, dass et Géigenden hei am Land ginn, déi net dicht besidelt sinn. Déi muss grouss Waassernetzer hunn an da pro Kapp, pro Awunner oder pro Fudder Waasser, wat se liwweren, relativ héich Investitiounen maache vis-à-vis vun enger Stad, déi relativ déck besidelt ass a vill Leit huet, déi vill Waasser brauchen, a wou do d'Investitioun relativ vill méi favorabel ass pro Meter Kibb. Duerfir sinn ech der Meinung, dass do de Stat misst reguléierend wirken an deene Gemengen, déi eben op enger Landfläch sinn, dass déi misste méi finanziell ennerstëtzt ginn an do en Ausgleich kréien.

Firwat sinn ech géint eng Solidaritéit tëschent de Gemengen? Ma Dir hutt Gemengen hei am Land, déi hu wierkelech an hir Waassernetzer enorm investéiert. Enorm investéiert! Déi hu gutt Waassernetzer mat praktesch kengeerten. A wann ee kengerten huet, da kann ee selbstverständlech e bessere Wasserpräis presentéieren oder froen, wéi wann et Gemenge gëtt, déi iwwer Joren, dacks Jorzéngten näischt an hirt Waassernetz investéiert hunn.

A mir hu Gemengen hei am Land, deenen hir Fuitten an hire Waassernetzer, déi leie bal - ech nenne kee Prozentsaz -, mä et ass bal d'Halschent bei verschidde Gemengen, déi ganz grouss Fuitten hunn. Mä et sinn awer och Gemengen, déi bei 20%, 30% leien, well hirt Waassernetz net an der Rei ass! An et kann awer net sinn, dass déi Gemengen, déi an hir Waassernetz investéiert hunn an duerfir e gutt Waassernetz hunn, wat gutt Leitungen



huet, wat keng Fuitten huet, datt déi missten an engem Solidaritéitsbeitrag deene Gemengen hëllefen, déi am Fong iwwer Joren näischt an hiert Waassernetz investéiert hunn. Dat wier och net richtig!

Duerfir sinn ech der Meenung, datt dat sollt - wann eben do uerdentlech Kritäre sinn, a fir mech ass et e Kritär, wann eng Landgemeng vill Kilometeren huet mat weínege Awunner -, datt de Stat dat sollt hëllef kompenséieren, selbstverständlech ënner Oplagen: datt dann eng Gemeng awer och muss derfir suergen, datt hiert Waassernetz uerdentlech an der Rei ass a keng Fuitten do sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei ass eng grouss Diskussioun, déi mer mussen féieren, wou mer eng enorm Aarbecht hunn a wou mer wäerten an deenen nächste Jorzingen, souguer ouni staarke Wuesstum, enorm Zifferen mussen dran investéieren, fir deen dote Problem geléist ze kréien. Déi Leit, déi drop drängen, datt mer nach misste weider esou rapid wuessen, wéi mer dat am Abléck amgaange sinn, déi mussen eis déi zousätzlech Informatioun an Äntwert ginn, wéi se dat da wëlle finanzéieren.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci och. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm an d'Wuert huet d'Madamm Ëmweltministesch.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, léiwe Kolleeg aus der Regierung, als Éischt emol wëll ech dem Gusty Graas e ganz grouss Merci soen, dass mer no zéng Joer, wou hei an der Chamber net iwwert d'Waasser esou kloer debattéiert gouf - well déi lescht Interpellatioun, hunn ech gesinn, war vun engem vu senger Parteikolleegen 2006 -, dass mer no zéng Joer d'Geleechenheit kréien, dem Waasser esou vill Raum hei an deem Haus ze ginn.

Eng zweet Geleechenheit wäert et sécherlech ginn, wa mer iwwert dat neit Waassergesetz debattéieren wäerten, wat jo haut an ÄR Rieden och scho ganz vill mat agefloss ass.

Ech wëll dann och alle Riedner e grouss Merci soe fir hir Beiträg an och soen, dass ech verschidden Ureegungen ganz gäre wëll mathuelen, wéi zum Beispill déi vu méi Sensibiliséierung, d'Saachen och vläicht méi entweder an de Klimapakt oder an aner Iddie mat anzubauen. Ech mengen, et gi scho verschidden Initiativen, esou wéi den „Drépsi“.

Mä ech mengen awer, dass mer wierklech am Beräich Waasser mussen d'Aen ophalen, dass mer allegueren zesummen heibanne wëssen, wéi wichteg et ass, dass mer eist Waasser an e besseren Zoustand kréien.

Well wa mer d'Analys richtig maachen - an dat huet mengen ech, jiddere gemaach -, da gesi mer, dass mer wierklech richtig vill Aarbecht hunn, wa mer déi wäertvoll Ressource Waasser wëlle fir künfteg Generatiounen erhalen, wa mer wëllen d'Ressource Drénkwaasser weider notzen a wa mer och wëllen eis Gewässer, d'Iwwerflächegewässer an d'Grondwaasser an deen Zoustand kréien, wéi se solle sinn. Wéi se solle si fir eis, awer och am europäesche Kader, deen eis Gott sei Dank, muss ech soen, hei e gudder Kader ginn huet, fir dass awer eng gewëssen Dynamik och hei zu Lëtzebuerg an de Waasserberäich erakomm ass.

Ech wëll och éierlech gesot net zrëckkucken, well et kann e lamentéieren, wat alles net geschitt ass, mä Politik ass do, fir an d'Zukunft ze kucken, fir d'Zukunft ze garantéieren. An dofir, mengen ech, ass et besser, dass mer vun der positiver Dynamik profitéieren, déi mer am Moment hunn, fir weiderzokommen am Waasserberäich.

Ech hat et bei der Virstellung vum Gesetz schon eng Kéier gesot, eis Vue ass, méi preventiv ze schaffe fir e bessere Waasserschutz, méi cibléiert ze schaffen, well mer wëllen d'Gelder esou asetzen, dass mer méiglechst vill erreeche wäerten. A méiglechst vill erreechen, dat maache mer nëmme, wa mer méi kooperativ ginn, wa mer jiddere mat am Boot hunn, wa mer partnerschaftlech mat der Landwirtschaft, mat de Gemengen, mat allen Akteuren a mat de Bierger schaffen en enger gudder Waasserqualitét hei zu Lëtzebuerg. Dat soll eist Zil sinn an do zielen ech op Iech!

Et gouf an de leschten dräi Joer vill méi, och an der Effentlechkeet, iwwert d'Waasser geschwat, well et eng politesch Prioritéit ass, well och e

puer Tëscheffall do waren, Onfall do waren an d'Leit sech vill méi bewusst gi sinn, wéi wichteg et ass, dass mer och an Zukunft proppert Drénkwaasser hunn. An, wann eppes beim Stau virkënt... An da wëll ech awer och eng Kéier op der Tribün hei begrëissen eis ganz Mataarbechter vun der Waasserverwaltung, vum Ministère an awer och d'Leit vum SEBES, vun de Syndikater. Also ech mengen, Dir gesitt d'Wichtigkeet vun deser Debatt och un eisen Zuschauer, déi allegueren interesséiert nolauschteren, wat hei an deem Raum gesot gëtt, wou et soll higoen.

Jo, an de leschten dräi Joer hu mer d'Gelder am Waasserberäich eropgeschrafft, an zwar massiv. Dat lescht Joer sinn 80,4 Milliounen Euro an de Waasserberäich gefloss. Dat ass esou vill wéi nach ni hei zu Lëtzebuerg! An am Duerchschnitt waren et an dräi Joer 75 Milliounen Euro. Dat weist déi Dynamik, déi do ass, déi mer allegueren kreéiert hunn, déi och d'Gemenge kreéiert hunn. Mir hunn d'Dossiere schnell deblockéiert, mir versichen, ëmmer méi Speed opzehuelen, fir dass mer dee gudden Zoustand zesummen erreechen.

An do wëll ech betounen, dass ech et wichteg fannen, dass jiddere seng Responsabilitéit huet, de Stat an d'Gemengen. An et ass an deem Sënn, wéi mer dat neit Waassergesetz definéiert hunn, dass jiddere muss mathëllefen. An en Ëmshifte kann net passéieren, wann ee seng Responsabilitéiten net dréit.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement**.- De Kader, an deem mer schaffen, an domat hat ech ugefaangen, ass en europäeschen. Mir hunn eng Wasserrahmenrichtlinie vun 2000. Mir hunn awer och eng Drénkwaasserdirektiv, déi eis Saache virgëtt, eng Ofwaasserdirektiv, eng Nitratdirektiv. Alles dat beaflost natierlech eis Politicken. Mä mir beaflosse se och mat.

An ech si ganz frou, dass mer dese Méideg am Ëmwelt-Conseil Konkursiounen ugeholl hunn iwwer eng nohalteg Waasserwirtschaft. D'Slowaken hunn do vill geschafft op deem Dossier. An ech selwer hu mech och agesat a menger Ried, fir dass mer no 2027 - an dat war eng vun de Froe vun Gusty Graas -, wann deen nächste Bewirtschaftungsplang eriwuer ass, weider un héije Standarde festhalen, un enger héijer Qualitéit vun eise Gewässer an dass mer da mussen weiderplangen an där Aart a Weis, wéi mer elo esou lues a lues gutt schaffen a wou mer gesinn, quitta dass d'Qualitéit net besser ginn ass, wou mer awer gesinn, dass mer méi Gewässer am mëttleren Zoustand hunn, soudass mer awer gesinn, dass verschidde Saachen, wéi punktuell Kläranlagen, wéi awer och Initiative mat der Landwirtschaft, an dat wëll ech hei betounen, dass déi wierken, wa mer se concertéiert ënnerhuelen.

Dofir lount et sech, och iwwert deen Zäitraum 2027 elo schon erauszekucken a méiglechst schnell am nächsten oder iwwernächste Joer d'Preparatiounen ze maachen, dass mer kënnen den Dialog um europäesche Plang weiderféieren.

Ech kommen elo zu den eenzelnen Themen, déi hei vun den Deputéierten ugeschwat gi sinn. Fir d'Éischt emol zum Drénkwaasser. Dat, wat eist Liewe bedeit. Dat, wat och d'Basis vun eiser Wirtschaft bedeit, well ouni Drénkwaasser wäerte mer och keng wirtschaftlech Entwécklung hunn.

Jiddereen ass op d'Thema Quantitéit agaangen. Am Generelle muss mer eis iwwert d'Quantitéit mat dem Wieder, mat där Lag, déi mer hunn, jo keng gréisser Gedanke maachen. Mä mir gesinn duerch de Wuesstum: Jo, et gëtt méi Waasser gebraucht. Och wa mer den Duerchschnitt erofkréien oder konstant gehale kréien an de Verbrauch duerch Spuermoosnamen erofschrauwen, esou ass et awer esou, dass mer eis mussen bewusst sinn, dass mer zousätzlech Waasser brauchen.

Dofir wäerte mer nach virum Enn vun deem Joer déi Etüd, op déi schon deen een oder aneren higewisen huet, déi iwwerschafft ginn ass mat deenen neisten Zuelen, déi wäerte mer nach virum Enn vun deem Joer virstellen, fir dass mer herno keng Iwwerraschungen hunn, fir dass mer kënnen kloer an Zukunft plangen an och kloer eis entscheeden, a wéi eng Richtung soll investéiert ginn. Ob et elo op der Musel ass oder op enger anerer Plaz, och dat mussen mer envisagéieren.

Wichtig war och, dass mer d'Finanzierungsgesetz gemaach hunn, dass dat hei an der Chamber ausgeschafft an traitéiert ginn ass an ugeholl ginn ass fir d'SEBES-Anlag. Well si wäert dozou bäidroen, fir d'Waasserquantitéit mat ofzeséieren.

Zousätzlech soll jo am neie Waassergesetz och d'Ofsicherung garantéiert ginn doeruech, dass d'Gemenge méi um regionale Plang sollen zesummeschaffen, wat grad am ländleche Raum

wichtig ass. An do - an ech mengen, déi Moosnam gouf nach net gesot - solle jo och 50% Subside kommen, wou bis ewell nach keng waren. Also nach méi Ofsicherung vun eise Drénkwaasser! Och dat ass en Element vun deem neie Waassergesetz, wat mer rezent virgestallt hunn an der Chamber a wat elo sai legislative Prozess wäert maachen.

Jo, an der Drénkwaasserversuergung, do gëtt et en Zweckklang. An ech mengen, de Gérard Anzia hat dee ganz gutt scho gesot, ech wëll et kuerz zesummefaassen: engersäits eng gutt Zesummearbecht mat deene Leit, déi um Terrain sinn, déi elo Schutzzone kréien, déi mer natierlech esou schnell wéi méiglech wëllen ausweisen, well do gouf et vill Versäumnisse an do mussen mer schnell schaffen. Do brauche mer eng Zesummearbecht, eng Berodung iwwert d'Waasserversuenger, do huet och jiddere sai Rôle ze spillen.

An ech mengen, dat klappt super gutt do uewen um Stau, wou och elo schon déi Kooperatioun mat der LAKU ass, wou iwwer 60 Baueren dra sinn, wou ee muss soen, do sinn elo och 292.000 Euro eragefloss an dee Beräich, fir konkret Mesurë mat der Landwirtschaft ze maachen. An 2017 wäert dee Montant nach eng Kéier eropgoen, do sinn et näamlech 515.000 Euro, déi bereetgestallt gi vum Waasserfong, fir konkret Mesuren um Terrain ze maachen. Do soll elo kee soen, mir géifen dat net eescht huelen an net dat néidegt Geld dorannerstiechen, fir méi preventive Waasserschutz ze maachen!

Zousätzlech hu mer eis och d'Moyene ginn an deenen Zonen, déi elo schon do sinn, fir Pilotprojeten ze maachen, an och an deenen Zonen, déi kommen, well et sinn der jo nach siwen ënnerwee, fir dass mer do Pilotprojeten maachen, fir zum Beispill d'Landwirtschaft kënnen duerch Berodung ze begleeden. Eng Saach, déi virdrun net esou konkret virgedriwwer gouf.

Den Zweckklang: Niefert der Zesummearbecht brauche mer awer och ganz kloer Regeln, sief et an de Schutzzonen, sief et awer och, wa mer mierken, dass eppes national wichtig ass. Wann esou vill Gewässer an esou vill Drénkwaasser vu Metolachlor a Metazachlor verpescht ass, da mussen mer et och fäerdegbréngen, kloer Regeln ze setzen. Dat hu mer hei gemaach.

A sollt dat nach eng Kéier de Fall sinn - den Här Graas hat dat gefrot -, jo, da wäert et mussen esou sinn, dass ee reglementaresch agräift, fir e preventive Schutz ze garantéieren, well et geet hei ëm eiser all Drénkwaasser. An do wäert et och esou sinn, dass nieft de Schutzzonen, wa sollt eppes néideg sinn, sécherlech ageiert gëtt.

E wichtige Baustee wäert awer sécherlech och nach de Pestizidenaktiounsplang ginn, well an deem Beräich ass et wierklech wichtig. Eng Solutioun kann d'Biolandwirtschaft sinn, de Gérard Anzia hat dat gesot. An deem Beräich ass et wierklech wichtig, dass mer net ee Méttel duerch een anert ersetzen, mä duerch eng gutt Berodung herno drop kommen, dass mer eng aner Landwirtschaft kréien, déi d'Drénkwaasserqualitéit net a Fro stellt.

D'Zesummearbecht mat den Nopeschlänner gouf mehrfach ugeschwat. Och do si mer ganz aktiv. Muer zum Beispill ass eng Reunioen zu Arel op Mataarbechniveau. Mir wëssen, dass do nach vill muss geschéien. Mä zanter Jore scho si mer awer, wat d'Waasser ugeet, a Waasserpartnerschaften, sief et am Musel-Saar-Beräich, dat heescht, an Europa schaffe mer zanter Joren zesummen, well d'Waasser kennt natierlech keng Grenzen. Mä et ass wéi heimech och: Et gëllt, sech ëmmer weider fir Verbesserungen anzesetzen.

Den nächste Beräich, op deen ech wëll agoen, dee jo och vill diskutéiert gouf, dat sinn d'Kläranlagen. Ech wëll awer och net méi weider op déi Diskussiounen eigentlech agoen, well d'Cécile Hemmen hat total recht mat sengen Äusserungen. An de Gérard Anzia iwwergens och.

(Hilarité)

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP)**.- Zoufälligerweis.

Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.- Ech hu se allen zwee hei opgeschriwwen. 90% waren net Ureegung genuch...

(Interruption)

Yes! 90% waren net genuch Ureegung, fir dass mer haut konform sinn. Mir sinn eben ëmmer nach net konform, konform mat der europäescher Legislatioun, wou et ëm déi Kläranlage geet, déi iwwer 10.000 Awunnergläichwäerter hunn. Do ware sechs Projete viséiert, fënnf sinn der elo an der Rei. An 2018 wäerte mer dann och konform sinn.

Ech mengen, dass et hei wierklech och nëmme mat deem Zweckklang geet: engersäits en Ureiz schaffen an anerersäits och kloer Regele setzen. Et gëtt eng Transitiounspann. Et sinn am Moment nach 26 Kläranlagen - vun deenen 92, déi am Moment an der Planung sinn, déi müssen ersat ginn, wou mer mechanesch ersetzen duerch biologesch -, et sinn der nach genau 26, déi hiren Dossier nach net agereecht hunn, déi also vun deem méi niddregen Taux dee Moment betrafft wäeren. Well mir huelle keen Taux, dee scho gesat ass, jo erof!

Et geet jo just drëm, dass mer dat, wat elo nach net do ass, dass mer deenen dann nëmme nach 50% ginn. Wat awer och an enger Logik ass vun engem käschtendeckende Waasserpräis! Dat ass genau dee Beräich, wou mer Geld kënnen erakréien, wou d'Gemenge Geld erakréien. Déi sollen och erëm eent zu eent a Waasserinfrastrukture gesat ginn. Dofir ass dat Ëmshifte vun Budget och eppes, fir dass mer méi gemaach kréien an dass och en Incentive gesat gëtt.

Nom Aféiere vum Gesetz hunn, wéi gesot, déi Leit, déi elo concernéiert sinn - an ech denken, dass déi Gemengeresponsabel jo kucken, wat op se duerkënt -, nach ee Joer Zäit, fir den Dossier anzerechen. Sollte se dat an där Zäit packen, an ech mengen, dass dat misst méiglech sinn, da misste mer do eng super Dynamik kréien. Een, dee sech net dorunner hält, deen hat dann an deem Sënn Pech. Mä ech mengen, méi schéi kann een engem jo awer och net schwätzen!

Da wollt ech op dem Här Gibéryen seng Froen agoen, mat senger Angscht, déi en huet, dass mer déi Saachen net ageplangt hätten, dass mer e Bevëlkerungswuesstum hätten. Also an der Etüd zum Drénkwaasser hu mer dat op jidde Fall gemaach. Ech kann Iech soen, dass am neie Bewirtschaftungsplang 1.269 Moosname sinn am Beräich Ofwaasser. Dat sinn der eng jett!

Dorënner sinn déi elo just erwänten 92 biologesch Kläranlagen. Dorënner och méi grouss Kläranlagen, wéi zum Beispill Esch-Schéffleng, wou mer jo e Bevëlkerungswuesstum wäerten hunn, déi muss vergréssert ginn, wéi awer och d'Kläranlag Beggen, déi nach eng Kéier muss erweidert ginn. Dat heescht, mir hunn déi Saache schon a Planung.

An dann - dofir muss ech elo hei eng Kéier kucken op meng Notten -, nieft dem Bau vun de Kläranlagen, hu mer awer och an eise Bewirtschaftungsplang 350 Reeniwwerlabecken, 110 Pompelstationen, 400 km Ofwaasserinfrastruktur. Alles dat an der Optik: Wéi entwéckelt sech d'Land? Well, wann een esou Bewirtschaftungsplang opstellt... Dofir gi se jo gemaach, fir dass een eng gewësse Previsibilitéit huet: Wat brauch een, wou mussen mer schaffen? A fir dass d'Leit och wëssen, a wéi eng Richtung dass et geet.

Wichtig ass eben awer och nach eng Kéier, dass déi Gemengeresponsabel - an dat gouf och hei am Raum haut gesot - d'Trennung maachen tëschent Reewaasser an Ofwaasser an dass dat bescht Wëssen, wat mer haut schon hunn, dass dat och bei der Ëmsetzung vum Bewirtschaftungsplang ebe vun deenen eenzelne Moosnamen dann och respektéiert gëtt.

An nach eng Kéier, fir kuerz op d'Interventioun vum Gusty Graas anzegoen: Jo, am neie Gesetz wäert et och esou sinn, dass keen neie PAP wäert kommen, wou d'Waasser ongeklaert an d'Baach leeft. Well dat ass de Problem!

Et gëtt Solutiounen, an déi hate mer zesummen am Ministère mat der Waasserverwaltung a mat de Syndikater erschafft, wou mer gesot hunn: „Mir wëlle jo net d'Projete bremsen, mä mir wëlle Solutiounen fannen, dass kee Waasser méi ongeklaert an eis Baache leeft.“ An dofir gëtt et déi Solutioun, déi den Här Kaes och ernimmt huet. An ech mengen, dass dat eng ass, wou jiddereen ka frou sinn, well si ass zäitlech begrenzt a mir garantéieren herno, dass den Zoustand vun eise Gewässer gutt ass. Wat awer och eng Normalitéit misst sinn a wat eigentlech vill ze spët kënn!

Jo, do wou Geld erakënn, do geet et erof, do wou kee Geld erakënn a wou grouss Gefore sinn, grad wa mer de Klimawandel kucken, do geet et erop! Mir gi méi aus fir preventiven Héichwaasserschutz, mir gi méi aus fir d'Qualitéit vun eise Gewässer, fir d'Renaturéierung, där hir Wichtigkeet jiddereen hei ervirgehewen huet. Mir gi méi aus fir den Drénkwaasserschutz a fir d'Landwirtschaft, déi iwwerhaupt emol éligibel gëtt iwwert d'Waasserfournisseuren, dass se berode ka ginn!

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement**.- Jo, dat ass méi maache mat méi Leit, ouni awer de Budget ze sprengen. Well dorunner muss ee jo awer och denken! Mir mussen jo och rasonabel schaffen. An ech mengen, dass Der dat an de Budgetsdebatte



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

wäert gesinn. Mir schrauwen insgesamt d'Geld erop, mir investéieren haut méi an d'Waasser a mir kucken, dat awer méiglechst cibléiert ze maachen. Dat ass eng Fro och vu Responsabilitéit vis-à-vis vun eis a vis-à-vis vun zukünftige Generatiounen!

Ech mengen, elo iwwersprangen ech hei en Deel. Voilà! Ech gesinn, dass hei scho Leit waarden. Da wëll ech elo zum Schluss kommen.

Ech wëll als Éischt menge Leit Merci soen, déi net nëmmen, wann et brenzleg gëtt an am Katastrophfall sech wierklech vill asetzen. Ech hunn eng immens engagéiert Verwaltung, déi esou munch kleng Katastrophe verhënnert. Dovunner kréie mer jo dobaussen ni eppes mat.

Ech wëll och menge Leit am Ministère Merci soen, déi eis hëllefen, déi politesch Entscheedunge verantworten weiderzedreiwten, an dann awer och de Syndikater an net zulescht wierklech de Gemengen an der Landwirtschaft.

Ech mierken, dass mer an deene leschten zwee Joer zesummen eng immens positiv Dynamik spieren um Terrain. Wa mer mat de Leit schwätzen, gesi mer, dass d'Bewosstsinn wäiss. D'Dränkwaasser ass en Thema, soll en Thema bleiwen. Dofir wäert ech mech asetzen. An ech wäert mech och asetzen, dass mer méi Partnerschafte kreiere kënnen, fir méi Leit mat an d'Boot ze kréien a méi ëmzesetzen.

Wichtig ass et, dass mer an naturno Solutiounen investéieren, a gréng Solutiounen, déi Win-win-Situatiounen sinn, déi manner kaschten, zum Beispill wéi d'Renaturéierungen, déi méi nohalte sinn, déi och eppes fir de wierklech gudden Zoustand vun eise Gewässer maachen, déi awer virun allem och eppes fir eis maachen, an zwar den Héichwasserschutz.

An ech hoffen, dass mer op déi partnerschaftlech Aart a Weis zesumme weiderkommen. Ech setze mech op jidde Fall dofir an an ech wëll lech all fir dese Mëtteg e ganz grouse Merci soen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dann och der Madamm Minister. Ech mengen, mir soen dann de Leit dobaussen och alleguer Merci, déi eis nogelasscht hunn.

(**Hilarité**)

Motion 1

A mir géifen dann zu der Ofstëmmung iwwert d'Motioun kommen.

(**Brouhaha**)

Ech mengen, et ass jo alles zu der Motioun gesot?

(**Assentiment**)

Vote sur la motion 1

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun iwwergoen.

An ech lancéieren d'Ofstëmmung. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. Non: 32; Oui: 25; Abstentions: 3.

Da géif ech zu eise nächste Projet de loi iwwergoen, dem Projet de loi 6893 iwwert d'Unerkennung vun de berufleche Qualifikatiounen. D'Wuert huet direkt den honorabele Rapporteur, den Här André Bauler.

8. 6893 - Projet de loi

1. relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;

2. portant création d'un registre des titres professionnels et d'un registre des titres de formation;

3. modifiant

a) la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,

b) la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,

c) la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,

d) la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé,

e) la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,

f) la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Projet de loi 6893, deen den 19. Oktober 2015 déposéiert gouf, setze mer d'Direktiv 2013/55 vum 20. November 2013 an eist nationaal Recht ëm. Et geet heibäi ëm d'Unerkennung vun de berufleche Qualifikatiounen am Kader vum Zougang zu reglementéierte Beruffer. Dëst ass eng wichteg Viraussetzung, fir datt d'EU-Bierger net nëmmen an aner EU-Länner schaffe kënnen goen, mä datt hir professionell Qualifikatiounen och do unerkannt an domat valoriséiert kënnen ginn.

No der Direktiv vun 2005 wäert och dës Direktiv derzou bäidroen, déi administrativ Prozedure ronderëm d'Unerkennung vun de berufleche Qualifikatiounen an den EU-Memberstaaten ze vereinfachen an doduerch lues, awer sécher ze harmoniséieren. Dëst wäert derzou bäidroen, eise Bannemaart ze stäerken, andeems d'Länner op méi spezialiséiert Personal kënnen zréckgräifen, dat dann och gewëllt ass, de Schrëtt an d'Ausland ze woen, wa seng beruflech Qualifikatiounen do geschat an unerkannt ginn.

Wéi geschitt dat konkret? Schonn d'Direktiv vun 2005 huet eng Rëtsch Mesurë virgesinn, fir d'Unerkennung vun deenen ënnerschiddleche berufleche Qualifikatiounen ze vereinfachen an d'Vertraue vun de Länner an déi auslännesch Qualifikatiounen ze stäerken. Dëse Prozess gëtt duerch dës Direktiv weidgedriwwen. Esou gesäit d'Direktiv zum Beispill vir, datt d'Stügen, déi am Kader vum enger Berufsausbildung gemaach goufen, an engem aneren EU-Land unerkannt musse ginn, soulaang d'Regele vun dem Pays d'origine respektéiert goufen. Och soll de System vun de sougenannten ECTS-Punkten, déi ee jo virun allem am Héichschulbereich begéint, an Zukunft och an der Formation zu engem reglementéierte Beruff benotzt kënnen ginn, fir eppes iwwert d'Dauer an d'Qualitéit vun der Formation auszesoen.

D'Méiglechkeet soll och geschafft ginn, en Zougang zu reglementéierte Beruffer ze erlaben, och wann dee Beruff am Hierkonftsland

net reglementéiert ass. Viraussetzung ass allerdéngs, datt ee bannent deene leschten zéng Joer op d'mannst ee Joer an deem Beruff geschafft huet.

Et kënn och heiansdo vir, datt sech d'Beruffsbild vu Land zu Land ënnerscheet. An Zukunft muss een engem op d'mannst e limitéierten Accès zu enger beruflecher Aktivitéit ginn, och wann d'Beruffsbild an engem Pays d'accueil méi breet gefächert ass. D'Ausnam maachen allerdéngs d'Beruffer aus dem Gesondheitssektor. Do kann een den Accès refuséieren.

D'Direktiv bréngt och weider Präzisiounen, wat déi noutwendeg Kontroll vum sproochleche Wëssen ubelaangt. Dës limitéiert sech nämlech an Zukunft op nëmmen eng offiziell oder administrativ Sprooch vum Pays d'accueil. Nom Principe de proportionnalité muss dës och rasonabel an dem Beruff ugepasst sinn.

Eng weider Innovatioun ass d'Méiglechkeet, eng sougenannt „carte professionnelle européenne“ anzeféieren, déi eng temporär méiglech Mobilitéit vun de Bierger soll erliichteren a virun allem d'Prozedure ronderëm d'Unerkennung vun Titele vereinfachen a soumat den europäesche Prinzip vun der fräier Zirkulatioun vun de Persoune stäerke soll.

Zesumme mam Système d'information du marché intérieur, kuerz IMI, sollen d'Synergien an d'Vertrauen ënnert de verschiddenen Autoritéite weider gestäerkt ginn an double Emploi verhënnert ginn. Fir d'Leit besser ze informéieren, ginn och d'Points de contact nationaux, esou wéi se an der Direktiv vun 2005 virgesi waren, duerch Centres d'assistance ersat. Hir Roll besteet doranner, d'Bierger iwwert déi verschidde Méiglechkeeten opzeglären an hinne esou déi administrativ Prozedur ze erliichteren.

Et gëtt och e Mécanisme d'alerte agefouert, deen den Informatiounsaustausch ënnert de verschiddenen Autoritéite soll féerden. An Zukunft sollen d'Autoritéiten nämlech net nëmmen op Ufroen aus dem Ausland äntwerten, mä och d'Méiglechkeet kréien, den auslänneschen Autoritéiten ze soen, wéi eng schwaarz Schof net méi dierfen hire Beruff ausüben. Ee Mécanisme d'alerte spécifique betrëfft souwuel Professioneller am Gesondheitsbereich wéi och d'Veterinären an d'Leit, déi mat Mannerjärege schaffen. Dëse Mechanismus betrëfft allerdéngs just Beruffer, zu deenen den Zougang reglementéiert ass. Dat wäert zu enger wesentlecher Verbesserung vum Konsumenten- a Patienteschutz bäidroen a weider d'Vertrauen ënnert de Länner stäerken.

Här President, souvill zur Direktiv. Elo kommen ech dann zur Ëmsetzung.

Wéi Der gesitt, bréngt dës Direktiv par rapport zu där leschter eng Rei Verbesserung mat sech. D'Regierung huet och dofir entscheet, no beim Text vun der Direktiv ze bleiven an deen esou trei wéi méiglech ze iwwerhuelen. Allerdéngs gesäit dës Gesetzesprojet net nëmme vir, d'Direktiv ëmzesetzen, och gëtt dovunner profitéiert, fir eise gesetzleche Kader op verschiddene Punkten nozebesseren an ze preziséieren.

De Gesetzesprojet gesäit och an deem Kontext d'Schafe vun engem Registre des titres professionnels an engem Registre des titres de formation vir. D'Donnéen aus dem Registre des titres professionnels sollen och am Kader vun der Emissioun vun der Carte professionnelle européenne kënnen gebraucht ginn. D'Aschreiwunge wäerten iwwert déi zoustänneg Autoritéite vum reglementéierte Beruff lafen. An de Registre des titres de formation kommen nieft den nationalen Diplomer och auslännesch Diplomer, soulaang si als gläichwäerteg zu deenen nationalen ugesi ginn.

Ech wëll och drop hiweisen, datt dës Prozedur am Sënn vun der administrativer Vereinfachung an Zukunft net méi iwwert d'Commission des titres de l'enseignement supérieur leeft.

Fir verschidden Diplomer gesäit dës Gesetzesprojet dann och eng Dispens vun der Homologatiounsprozedur vir. Am Sënn vun der administrativer Vereinfachung a fir alle juristeschen Onsécherheeten aus dem Wee ze goen, wäert och d'Unerkennungsprozedur fir verschidden Diplomer a Graden aus Drëttlänner opgoen. Ech wëll awer direkt drop hiweisen, datt dat net wäert fir all Qualifikatiounen gellen. Dës Ausdeutung wäert awer derfir suergen, datt Leit, déi vu méi wäit kommen an do hir beruflech Formation gemaach hunn, sech duerch eng Aarbecht méi séier kënnen an eis Gesellschaft integréieren.

De Gesetzesprojet wäert och derfir suergen, d'Prozeduren duerch eng besser Formulatioun zousätzlech ze harmoniséieren. Standardiséiert Formulair sollen hiren Deel derzou bäidroen, déi ënnerschiddlech Texte méi kohärent ze formuléieren an doduerch d'Liesen an d'Verständnis vun den Texter ze erliichteren.

Här President, a sengem Avis vum 7. Juni 2016 huet de Statsrot fënnf formell Oppositionen zréckbehalen, déi duerch en Avis complémentaire vum 15. Juli erëm opgehewe goufen. Fir den Detail wëll ech gären op de Commentaire des articles verweisen. A sengem zweeten Avis complémentaire iwwert déi parlamentaresch Amendementer hat de Statsrot keng juristesche Bedenke geäussert.

Dëse Gesetzesprojet bréngt also Verännerunge mat sech, déi den Zougang zu ville Berufssparten uginn. Et verwonnert een dofir net, datt nieft de Berufskummeren och vill aner Berufsvetrieder hiren Avis zu dësem Projet ginn hunn. Et waren dëst, fir se ze nennen, de Collège médical, de Collège vétérinaire, den Ordre des architectes et ingénieurs-conseils, de Conseil supérieur de certaines professions de santé, d'Chambre des Notaires, d'Association nationale des infirmiers et infirmières an d'Commission nationale pour la protection des données. Ech wëll hinnen heimat Merci soen. Et gouf jo och duerch verschidde parlamentaresch Amendementer hire Bemerkungen oder Observatioun Rechnung gedroen.

Fir d'Detailer zu den ënnerschiddlechen Artikelen géif ech awer gären hei op mäi schrëftleche Rapport verweisen. Bedanke wëll ech mech och bei menge Kolleegen aus der Commissioun, besonnesch der Präsidentin an de Beamten, déi eis wäertvoll Präzisiounen ginn hunn. Och der Madamm Merges an den Häre Lamesch a Kasel e grouse Merci bei der Redaktioun vun dësem komplizéierten, well dach awer ganz technesche Rapport.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn dann och heimat d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. Dann hunn ech den Här Wilmes op der Riednerlésch stoen.

Discussion générale

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur, dem André Bauler, fir dee ganz kloren a komplette Rapport iwwer e ganz technesche Gesetzesprojet, e Gesetzesprojet, deen awer e ganz wichtige ass, well en u sech e Beweis ass a Krisenzeiten, datt d'EU och kann eng richteg Plus-value fir hir Bierger sinn. Well hei geet et jo drëms, fir eng vun den Haaptgrondfräiheeten a Grondrechter vun der Europäescher Unioun ze stäerken, nämlech déi, sech kënnen fräi an der Europäescher Unioun ze bewegen, also och d'Recht, fir kënnen an engem anere Land schaffen ze goen.

Fir datt dat méiglech ass, muss natierlech och kënnen e reglementaresche Kader existéieren, deen dat erlaabt. Dat ass elo geschitt iwwer verschidden Direktiven, notamment déi vun 2005. Hei ass elo eng weider Direktiv, déi déi ännert an déi mat dësem Gesetzesprojet a lëtzebuergesch Recht soll ëmgesat ginn. Ech brauch also elo net méi nach eng Kéier déi eenzelen Punkten opzezielen, déi den Här Bauler gemaach huet.

Een dovunner ass awer, datt an Zukunft och kënnen Formatiounen iwwerall an ECTS, deenen europäesche Kreditter, gerechent ginn an ausgedréckt ginn. Dat ass e System, dee vun der Majoritéit vun den Universiteiten an Héichschoule benotzt gëtt, mä net vun en allequerten. Et gëtt nach Héichschoulen, wou dat net de Fall ass, wou Formatiounen, wéi zum Beispill déi vum Psychotherapeut, a Stonnen ebe gerechent ginn.

Meng Kolleegin, d'Sylvie Andrich, hat der Gesondheitsministesch am Mäerz eng parlamentaresch Fro dozou gestallt, wéi et dann domadder ass, wann een esou eng Formatioun am Ausland mécht, déi eben nach a Stonne gerechent gëtt, an een dann op Lëtzebuerg kënn, wou mer jo awer hei op der Uni ECTS-Kreditter hunn, wéi een dat da soll kënnen dee Moment ëmrechnen oder vergläichen. D'Ministesch huet deemools gemengt, datt esou en ECTS-Kredit misst kënnen 25 bis 30 Stonnen entsprechen, de manière générale.

Do wollt ech just vun lech wëssen, Här Minister, ob Der déi Aschätzung vun Arer Regierungskolleegin deelt. Op wat baséiere mer eis do genee, fir dat kënnen ëmzerechnen? A misst een net allgemeng esou en Ëmrechnungsschlüssel aféieren, souguer vläicht europawäit, fir datt een an Zukunft esou Formatiounen an déi Diplomer, wann déi och unerkannt sinn an eenzelen Länner, besser ka matenee vergläichen?

Mat dese Froen un lech, Här Minister, ginn ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Wilmes. D'Madamm Bofferding wann ech gelift.

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).**- Ech maachen dat vun hei aus. Als Eischt, Här President, wëll ech dem Rapporteur, dem Här Bauler, Merci soe fir seng zwee Rapporten. Hien huet eis grad a sengem mëndleche Rapport op eng dach verständlech Manéier an Iwwerbléck ginn iwwert déi Adaptatiounen an der Berufsunerkennungsdirektiv. Et ass e ganz techneschen Dossier, awer e ganz wichtegt Gesetz.

Mäi Virriedner huet et scho grad ugedeit: Dëst Gesetz verkierpert u sech d'Iddi vun der Europäescher Unioun. Ee vun de Grondprinzipie gëtt heimadde garantéiert: eben dass d'Leit sech kënnen fräi bewegen, dass mer eng oppen Unioun hunn. An dofir stëmme mer dësem Gesetz als sozialisteschen Fraktioun och gären zou.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci der Madamm Bofferding. D'Madamm Loschetter wann ech gelift.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Här President, mir géifen och als gréng Fraktioun den Accord zu dësem Projet de loi ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Dann den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, Här President, villmools Merci. Och vun eiser Säit aus en häerzleche Merci un den Här Bauler.

Ech mengen, hei ass eng ganz interessant Diskussioun, déi hei gefouert gouf. Den Här Bauler huet de Projet ganz gutt presentéiert. Verschidde Parteien hunn hir Meenung geholl. Keng Partei ass op en anere Problem agaangen, deen heimadde verbonnen ass: Dat ass dee sproochleche Problem.

Mir alleguer, och d'ADR, dat wëll ech ausdrécklech betounen, si fir de fräie Verkéier vun de Mënschen an der Europäescher Unioun. Och mir si fir d'Unerkennung vun auslänneschen Diplomaten an derfir, fir et de Leit ze erliichteren, an anere Länner ze schaffen. Alles dat ass eng Selbstverständlechkeet.

Wat awer gradesou eng Selbstverständlechkeet muss sinn, dat ass, dass déi Leit, déi hei am Land wëlle schaffen, a besonnesch am Gesondheitssecteur, mussen kënnen Lëtzebuergesch schwätzen! An et ass keng Partei - all déi, déi an deene leschte Wochen esou salbungsvoll alt nees iwwer Lëtzebuergesch geschwat hunn, all déi, déi gesot hunn: „Mir müssen iwwer eng Charta iwwert d'Lëtzebuergesch schwätzen“ -, net eng Partei, wann et drop ukënn, ausser der ADR steet hei op a seet: „Majo déi Leit, déi hei am Land wëlle schaffen, a besonnesch am Gesondheitssecteur, ma déi si gebieden, mat de Patienten och op Lëtzebuergesch kënnen ze communicéieren.“

Soulaang dat net de Fall ass...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Ass dat de Sujet vum Projet de loi?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Soulaang dat net de Fall ass, Här Bodry... An ech mengen, dass Dir elo intervenéiert hutt, weist, wéi Dir zur Lëtzeburger Sprooch stitt. Dir sidd a Wierklechkeet e Géigner vun der Promotioun vum Lëtzebuergesch!

(Protestations)

Well dat ass näamlech de Corollaire...

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dat ass näamlech de Corollaire, Här President, vun der fräier Bewegung an der Europäescher Unioun. Dat ass, dass domadder och de Respekt verbonnen ass vun deene Patienten, mat deenen een ze dinn huet.

(Brouhaha)

A mir soen Nee zu Gesetze, déi zwar e Prinzip aféieren, dee mer begrëssen, näamlech déi Bewegungsfreiheet an d'Unerkennung vun den Diplomaten, awer mir erwaarden, dass eng sproochlech Komponent dran ass. Et ass eng sproochlech Komponent an dësem Gesetz, an zwar eng, déi d'Lëtzebuergesch spezifesch ausschléisst, well dra gesot gëtt, dass déi sproochlech Kontrollen, déi virgesi sinn, sech limitéieren op Sproochen, déi en offizielle Charakter an der Europäescher Unioun hunn. Eppes, wat dës Regierung jo bis elo net realiséiert huet!

Dat gesot, mat Bedauern, Här President, kënnen mer dëst Gesetz also net ënnerstëtzen.

Mir stinn zu eiser Linn, mä mir stëmme kee Gesetz, wou déi Lëtzebuergesch Sprooch aktiv diskriminéiert gëtt. Dat ass hei de Fall.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Mir sinn un Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Héichschoulminister, den Här Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif op der éischter Plaz hei wëllen dem Rapporteur, dem André Bauler, Merci soe fir säin exzellente Rapport, deen dat mat där néideger Prezisioun, wéi mer dat vun him gewinnt sinn, och haut gemaach huet. Dat erspuert mir et, fir nach eng Kéier op dee ganze Wee vun de Gesetze, vun dem Emsetze vun der Direktiv ze goen, well, ech mengen, dass ass alles ganz kloer hei op dëser Plaz ernimmt ginn, an et steet och nach esou a sengem schréffleche Rapport.

Ech géif lech wëllen e puer Informatiounen mat op de Wee ginn, elo net, fir och nach eng Kéier de Kontext ze setzen, mä et sinn e puer esou Erscheinungen, déi och an dem Gesetz mat optauchen, déi awer d'Saach op administrativem Plang och e gutt Stéck méi einfach maachen, och fir déi Leit, déi hei am Land mat deenen dote Sujete konfrontéiert sinn.

Et kann ee soen, dass duerch deen Text hei nieft den nationalen Diplomer och Diplomer aus engem Land, mat deem mer en entsprecheenden Accord hunn, d'office ageschriwwen ginn. An op dës Aart a Weis setze mer dann och eng Décisioun vun de Benelux-Staaten vum 18. Mee 2015em. An dee Sujet gouf och viru Kuerzem elo nach eng Kéier vun deenen dräi Premiereren hei zu Lëtzebuerg ënnerstrach.

Dee Benelux-Accord, dee gesäit vir, dass déi dräi Benelux-Staaten sech dozou engagéieren, automatesch a géigesäiteg d'Bachelor- an d'Masterdiplomer aus deenen dräi Länner unzëerkennen, à condition natierlech, dass et sech ëm Diplomer handelt, déi an deem Land, wou se ausgestallt goufen, och offiziell unerkannt sinn.

Dësen Accord dréit da wesentlech zur Vereinfachung vun der Prozedurbäi. Déi Leit, déi dann zum Beispill e Bachelor- oder Masterdiplom aus der Belsch oder aus Holland hunn, brauchen also keng Demarché méi ze maachen, fir hiren Diplom an eisem Regëster androen ze loossen. Dat hu mer am Moment op engem Accord mat de Benelux-Staaten agefouert. Mir sinn awer och a Gespréicher, fir dat mat anere Länner hinzekréien. A soubal mer do nach esou Accorden hunn, ass dat natierlech och méiglech fir Diplomer, déi aus deene Länner kommen, déi och do unerkannt sinn.

Et bréngt och mat sech, dat ass och esou e kleng Punkt, deen ech awer wëll ernimmen, dass e puer Taxe méi déif gesat ginn, wat jo och eng gutt Saach ass fir déi concernéiert Studenten. Esou kann ee soen, dass déi eng oder aner Taxe vun 125 Euro bis elo op 75 Euro wäert erfoueren.

vläicht awer och, dat ass awer einfach eng interessant Informatioun, e puer Zuelen aus deene verschiddenen Unerkennungsprozeduren, fir dass een awer och weess, vu wat fir enge Saachen een hei schwätzt: 2015 goufen zum Beispill 3.170 Titelen an de Registre des titres am Héichschoulberäich agegrouen. 193 Demandé goufen refuséiert, well déi concernéiert Diplomer net vun den zoustännegen Autoritéiten aus deem Land, wou se eben ausgestallt goufen, als Diplom vun hirem Héichschoulsystem unerkannt sinn. An 2015 goufen dann 363 Diplomer homologéiert. 20 Demandé goufen do refuséiert, well se net all déi virgeschriwwen Kritären erfëllt hunn.

Den Deputéierte Wilmes huet dann och nach eng Fro gestallt, déi och eng Kéier an enger Question parlementaire vun der Kolleegin Andrigh thematiséiert ginn ass. An ech kann lech do e puer Informatiounen mat op de Wee ginn, wéi et ebe mat där Equivalenz ass.

Den Outil vun den ECTS-Punkten, dee gouf jo am Kader vun dem Bologna-Prozess agefouert an dréckt dann och am Kontext vun den Héichschoulsystem den Aarbechtsvolumen - oder ochmat deem schéine Wuert „workload“ benannt - vun deene verschiddene Coursen a Formatiounen aus, wat d'Unerkennung vu Studien op europäeschem Niveau natierlech erliichtert an och d'Mobilitéit vun de Studente férdere soll.

Do gouf festgestallt oder festgehalen, dass 60 ECTS-Punkten dem Aarbechtsvolumen vun engem Studiejoer entsprechen. Dat steet dann och esou an deem „ECTS Users' Guide“, deen dann op EU-Niveau publizéiert a regelméisseg à jour gehale gouf an och gëtt. A vill Länner sinn dee Moment och op de Wee gaangen, fir

Korrespondenzen zu deene 60 ECTS hierzustellen, andeems se soen, ee Studiejoer, also 60 ECTS, géifen tëscht 1.500 an 1.800 Stonnen Aarbecht entsprechen. Dorausser ergëtt sech dann dat, wat hei ernimmt ginn ass, dass een ECTS ongeféier 25 bis 30 Stonnen Aarbecht entsprécht.

Dir hutt d'Fro gestallt, wéi mir dat hei zu Lëtzebuerg géife gesinn. An dat ass och festgehalen hei bei eis, an zwar an engem Règlement grand-ducal vum 22. Mee 2006 iwwert d'Bachelor- an d'Masterstudiegang op der Uni Lëtzebuerg. An do steet dann am Artikel 2: «Un crédit...», also en ECTS, «...correspond à une prestation d'études exigeant entre 25 et 30 heures de travail (...)». Ech mengen, domadder ass dat jo och festgehalen. An et ass och an engem Text deementsprechend opgeschriwwen ginn.

Ech géif domadder ofschléissen, lech alleguer Merci ze soe fir Ar Interventiounen. An ech sinn och frou, dass mer dat heiten da mat grousser Majoritéit wäerte stëmme.

Ech kéint nach vläicht eppes ervirhiewen, an zwar eng Motioun vun der Deputéierter Martine Hansen. Den 18. Dezember 2014 hat Dir eng Motioun hei an der Chamber geholl, fir d'Unerkennungsprozedure vu Berufsqualifikatiounen an d'Prozedur vum Droit d'exercer ze iwwerschaffen. Deemools haten de Gesondheitsministère an den Héichschoulministère och schon dorobber geäntwert.

An ech mengen, et kann ee soen, duerch de Vott vun deem heite Projet komme mer der Fuerderung vun der Motioun no transparenten a vereinfachten UE-Unerkennungsprozeduren entgéint. Ech mengen, dat ass jo dann och eppes, wat een, wa mer schonn an der Chamber d'Gesetz stëmme, vläicht kann op där heiter Plaz ernimmen.

Domadder soen ech lech Merci fir Äert Nolauschteren. An ech sinn och frou, dass dat Gesetz da mat heijer Majoritéit gestëmmt gëtt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Minister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6893 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6893 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

55-mol Jo, 3-mol Neen. Domat ass de Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6893 est adopté par 57 voix pour et 3 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Serge Wilmes), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty (par M. Eugène Berger), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), Gérard Anzia (par M. Roberto Traversini), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

9. Interpellation de M. Gusty Graas au sujet de la gestion de l'eau (suite) Motion 1

Ech wollt lech dann nach informéieren, dass mer de Vott iwwert d'Motioun Waasser mussen widerhuelen, well iertümlech d'Tast „secret“ aktivéiert ginn ass. Déi leien direkt niewenteneen. Ech bieten ëm Versteesdemech.

(Brouhaha)

Mir géifen also dee Vott iwwert d'Waassermotioun vun Här Aly Kaes widerhuelen.

► **Une voix.**- Dann hutt Der nach eng zweet Chance.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Et ass d'Affär mat deene méi décke Fangeren.

(Hilarité)

Vote sur la motion 1

De Vott fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

26-mol Jo, 31-mol Nee, 3 Abstentiounen. De Vott ass genee d'selwecht wéi virduen.

► **Une voix.**- Neen, et war 32.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- 32!?

(Concertation interne)

Jo. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est refusée par 25 voix pour, 32 voix contre et 3 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Diane Aehm), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty (par M. Eugène Berger), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen: de Projet de loi 6897 an de Projet 6898, Protokoller zu engem Benelux-Accord. An de Rapporteur, den honorabelen Här Haagen, huet direkt d'Wuert.

10. 6897 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles le 21 mai 2014

6898 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne l'opposition et l'instauration d'une procédure administrative de nullité ou de déchéance des marques, signé à Bruxelles, le 16 décembre 2014

Rapports de la Commission de l'Économie

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Déi zwee Projets de loi 6897 an 6898, wéi Der grad gesot hutt, déi bezéie sech allenzwee op eng Modifikatioun vun der Benelux-Konventioun iwwert d'Propriété intellectuelle a si sinn allebéid de 4. November vun leschte Joer an der Chamber déposéiert ginn.

Zu deenen zwee Gesetzesprojeten huet de Conseil d'État säin Avis de 25. November vun leschte Joer agereecht an d'Chambre de Commerce hiren de 25. Januar vun dësem Joer.

Ech wäert also fir d'Éischt ganz kuerz op de Projet de loi 6897 agoen, fir da mam Projet de loi 6898 ze schléissen.

Komme mer op de Projet 6897, d'Benelux-Konventioun iwwert d'Propriété intellectuelle. Si geet zréck op den Traité vum 31. März '65, deen de 15. Oktober 2012 modifizéiert gouf an nei Kompetenzen fir de Benelux-Gerichtshaff

virgesait. Dës Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle, déi den 21. Mee 2014 ënnerschriwwwe gouf, gesait vir, datt de Benelux-Gerichtshaff déi eenzeg Juridiction ass, wat de Recours géint Décisioun vum Benelux-Office vun der Propriété intellectuelle am Kader vun der Prozedur vum Androen, also vum Enregistrement vum enger Mark, ueget.

De Benelux-Office ass d'Exekutivorgan, wat d'Organisation vum geeschtegen Eegentum am Benelux-Raum ueget. Dës Modifikation vum Benelux-Office ass d'Exekutivorgan, wat d'Organisation vum geeschtegen Eegentum am Benelux-Raum ueget. Dës Modifikation vum Benelux-Office ass d'Exekutivorgan, wat d'Organisation vum geeschtegen Eegentum am Benelux-Raum ueget.

Déi jee weileg Ministere vun de Benelux-Länner hunn den 8. Dezember 2011 décidéiert, dem Benelux-Gerichtshaff spezifesche juristesche Kompetenzen ze ginn. An der Benelux-Konvention steet also, datt d'Gericht déi eenzeg kompetent Juridiction besetzt, fir iwwert den Asproch géint Décisioun vum Office Benelux, wat de geeschtegen Eegentum ueget, ze trancheieren.

Duerch dës Zentralisatioun vu Recoursen aus de Benelux-Länner soll eng uniform Jurisprudenz erreecht ginn. Déi Persoun, déi e Recours wëllt maachen, huet also d'Méiglechkeet vun enger eenzeg, zentraler Instanz. Domadder sinn en plus Aspuerunge méiglech, zum Beispill um Niveau vun de Prozeduren oder um Niveau vun der Zäit.

All Modifikatiounen an dësem Protokoll gesinn Designatioun vum Benelux-Gerichtshaff als kompetent Gerichtsbarkeit vir. Verschidden administrativ Dispositione ginn heimaddegeännert oder suppriméiert, well se Froe viséieren, déi schonn am Traité vu '65 gereegelt sinn. Si mussen also fir d'Benelux-Konvention adaptéiert ginn oder si sinn iwwerflësseg.

Här President, zum Schluss de Projet de loi 6898. Den Objet vun dësem Projet de loi besteet doranner, datt d'Gesetz d'Benelux-Konvention am Sënn vun der Propriété intellectuelle, notament wat d'Marken, d'Billen, also d'Dessinen, an d'Modeller ueget, an zwee wichtige Punkten ëmännert. Dës zwou Modifikatiounen gesi vir, d'Méiglechkeet vun engem Titulaire vun enger fréierer Mark oder engem aneren Interesséierten auszeweien, an zwar, fir sech engem Enregistrement, engem Androen vun engem Dépôt ze opposéieren oder souguer d'Validitéit vun enger enregistrierter Mark ze contestéieren.

Op där enger Säit ginn d'Motiver fir déi aktuell Procédure d'opposition ausgewäit, an op där anerer Säit wäert eng komplett nei Prozedur agefouert ginn, déi et erlaabt, eng sougenannt „demande en nullité“ oder „en déchéance“ vun engem Androen vun enger Mark ze maachen.

Ofschléissend kann ee soen, datt dës zwee Projet-de-loie keng Auswierkungen op de Statsbudget hunn an datt de Statsrot a senge jee weilegen Avisen och keng Bedenke géint dës zwee Projet-de-loien hat.

Zum Schluss wëll ech nach kuerz op d'Fro vun der Extension vun de Kompetenze vun der Cour de justice Benelux, déi an der Ekonomieskommission vum 13. Oktober gestallt gouf, agoen. D'Kompetenze vun der Cour de justice Benelux gi prinzipiell mat der Ännerung vum Traité vum 31. März '65 iwwert d'Cour de justice duerch de Protokoll vum 15. Oktober 2012 erwidert. Dëse Protokoll trëtt den 1. Dezember vun dësem Joer a Kraaft. An deem Protokoll steet dran, datt d'Cour duerch aner Benelux-Konventionen konkret nei Kompetenze kréie kann, wourop den Artikel 1 Paragraf 4 vum Traité hiweist.

Weider technesch Detailler vun dësen zwee Projets de loi fannt Dir a mengen zwee Rapporten. Dat gesot, ginn ech natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun an ech soen lech Merci, datt Der mer nogelasschert hutt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. Den Här Félix Eischen huet d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der CSV-Fraktioun dem honorabelen Här Haagen e groust Kompliment fir dese schrëflechen a mündleche Rapport ausschwätzen. An ech ginn domadder dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësen zwee Projeten.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. D'Madamm Simone Beissel huet d'Wuert.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Jo, Merci, Här President. Ech hänge mech dodrun: Ech wëll och dem Här Rapporteur Claude Haagen villmools Merci soen. Ech mengen, et ass eng signifikativ Verbesserung, wat duerch déi zwee

Projet-de-loien hei kënt. Et ass net nëmme eng Uniformitéit vun der Jurisprudenz, déi mer kréien, mä mir kréien haaptsächlech vill méi Sécurité juridique an deem ganze Secteur an et gëtt en Aspuere vu Geld an et gëtt en Aspuere vun Zäit, wat alleguerten deene Leit, déi mat Marken a Modeller an Dessine concernéiert sinn, zeguttkënt. An ech mengen, bei där Plus-value vun deem Text ass kee Problem, fir dass d'DP hiren Accord bréngt.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Dann huet den Här Henri Kox d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech ginn direkt den Accord fir déi zwee Projete vun der grénger Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Si keng weider Wuertmeldungen? Dann huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Staatssekretärin Closener.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Merci, Här President. Ech mengen, et ass alles gesot. Ech géif mech och nach eng Kéier uschlëssen an dem Rapporteur natierlech e ganz grouse Merci soe fir deen exzellente Rapport. Ech mengen, d'Donnéee sinn dat nit Gold vun der Zukunft an et ass wichteg, dass ee Lëtzebuerg fit mécht, souwuel am Beräich vun der Cybersecurity op där enger Säit wéi op där anerer Säit och, wat d'Propriété intellectuelle ueget.

An an deem Sënn wär ech frou, wann d'Chamber den Accord géif gi fir dës Projeten.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Staatssekretärin. Da géife mer noeneen iwwert déi zwee Projeten ofstëmmen.

Fir d'Éischt hu mer de Projet de loi 6897.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6897 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Ouh? 60-mol Jo! Also eestëmmeg.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty (par M. Eugène Berger), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Gérard Anzia (par M. Roberto Traversini), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6898 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6898 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

An mir hunn datselwecht Resultat: 60-mol Jo.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie

Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Lamberty (par Mme Joëlle Elvinger), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par M. Roberto Traversini), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Och do sief gefrot: Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Also zweemol d'Dispens. Merci.

Mir géifen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. Et ass en Ännerungsversuchlag vun eisem Chambersreglement. An d'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Eugène Berger.

11. 7068 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation de deux députés comme membres du comité d'évaluation institué par la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État

Rapport de la Commission du Règlement

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Ech wäert och versichen, et ganz kuerz ze maachen. Et ass esou, datt mer kuerz virun der Summervakanz e Gesetz gestëmmt hunn iwwert de Statut vun den „données à caractère personnel“ vum SREL, wat mer och nach klassescherweis d'Gesetz iwwert d'Archive vum SREL genannt hunn. Dat ass den 23. Juli 2016 och publizéiert ginn.

Am Artikel 3 vun deem Gesetz steet, datt eng Equipe vu Wëssenschaftler, Historiker, minnum zwee, kann e Projet eraginn, fir dann déi Donnéeën do kënnen historiesch opzeschaffen. Et ass awer och an deem Artikel 3 virgesinn, datt e Comité de sélection géif och op d'Beesat ginn, en „comité d'évaluation“ méi genau, wéi et am Gesetz steet - well et gëtt eng Ausschreibung gemaach, wou all Equipe vu Wëssenschaftler sech ka mellen -, fir dann aus all deenen Ausschreibungen oder aus all deene Kandidaturen och do der erauszewielen.

Am Artikel 3 steet, datt dee Comité d'évaluation oder de Comité de sélection aus sechs Leit besteet: zwee, déi vun der Regierung genannt ginn, zwee vun der Uni Lëtzebuerg an zwee Deputéiert, déi vun der Chamber designéiert ginn. Wéi ginn elo déi zwee Deputéiert, déi dann do an dee Comité de sélection solle kommen, wéi ginn déi designéiert?

Et hätt ee kënnen soen: „Okay, et ass en «one shot», eng Kéier ginn déi designéiert. Muss een d'Chamber extra eppes an d'Reglement schreiwen?“ Mir hunn awer no lwwerleunge gemengt, datt wier jo awer sénnvoll, dat an eist Reglement ze schreiwen, fir datt do och eng Diskussiounen opkommen, datt dat dann och kloer ass.

Ech wëll och nach eng Kéier soen: Dee Comité d'évaluation oder de sélection, dat beschränkt sech dodrobber, fir einfach aus de Kandidaturen déi Equipe erauszewielen. Déi sinn dann herno net méi bei den Aarbechten derbäi.

Mir hunn eis duerfir inspiréiert am Reglement. Mir haten dat schonn an deene leschte Joren, ënner anerem beim Comité national des finances publiques, wou och d'Chamber zwee Leit designéiert huet, zwar net zwee Deputéiert, mä mir hunn eis eigentlech do am Reglement inspiréiert.

Dat heescht, datt mer dann och en neien Artikel an eist Reglement schreiwen - Dir hutt dat och am Rapport écrit -, wou dann d'Conférence des Présidents eng Proposition mécht. An dann, par analogie, wann dann déi Proposition guttgeheescht gëtt, dann huet et sech domat. Wann awer géif een am Plenum froe fir

e Vote secret iwwert déi Kandidaturen, da géife mer dat och maachen. An da misst all Kandidat do och eng Majoritéit kréien.

Dann nach e leschte Punkt: Et ass och virgesinn, datt dat Reglement direkt a Kraaft soll treden. Et ass näamlech esou, datt mer och wëlle virukommen - effektiv ass schonn d'Ausschreibung gemaach, dat heescht, de Moment kommen d'Kandidaturen eran -, fir datt mer dann och schnellstméiglech kënnen do déi Selektioun virhuelen, fir datt dann och déi Aarbechte kënnen ugoen, déi am Gesetz virgesi sinn.

Voilà, dat war a kuerze Wierder d'Motivatioun an och den Detail vun deem Reglement. Ech géif och hei den Accord schonn direkt vu menger Fraktioun mat erabréngen. An ech wier frou, wann d'Chamber deem Reglement oder där Emännung vun deem Reglement hei kéint och hir Zoustëmmung bréngen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. D'Wuert huet direkt den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här President, ech soen dem Rapporteur Merci a ginn den Accord vun eiser Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Bodry huet d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, ech géif datselwecht am Numm vun der LSAP-Fraktioun maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Madamm Loschetter wann ech gelift.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Och mir stëmmen där Proposition de loi zou.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mir och.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gutt. Dann, mengen ech, wäere mer um Enn vun den Diskussiounen ukomm. A mir géifen iwwert d'Ännerung vun eisem Reglement ofstëmmen. Dat ass den Document parlementaire 7068'.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 7068

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

59-mol Jo. Domat ass d'Ännerung vun eisem Reglement uegheoll.

Résultat définitif après redressement: la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 7068 est adoptée à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par Mme Simone Beissel), Claude Lamberty (par M. Max Hahn), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par M. Roberto Traversini), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

A mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzung sinn de 15., 16. a 17. November.

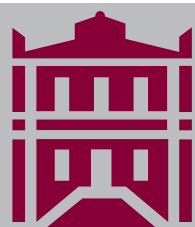
Merci an e schéinen Owend nach!

(Fin de la séance publique à 18.52 heures)



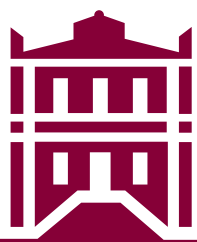
Sommaire des séances publiques n^{os} 1, 2 et 3

| | |
|--|----------|
| 1^{re} séance | |
| Ouverture de la séance publique | p. 1 |
| Clôture de la session ordinaire 2015-2016 et ouverture de la session ordinaire 2016-2017 | p. 1 |
| Composition des organes de la Chambre des Députés | p. 1 |
| Changements de composition des commissions parlementaires | p. 1 |
| Changements de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale | p. 1 |
| Discours de M. le Président | p. 1 |
| Communications | p. 1-3 |
| 7013 - Proposition de loi sur les sportifs d'élite de niveau mondial et modifiant la loi du 3 août 2005 concernant le sport | p. 3 |
| Ordre du jour | p. 3 |
| Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Fernand Kartheiser | p. 3-4 |
| Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser | p. 4 |
| 6935 - Projet de loi portant réforme du congé parental et modifiant | |
| 1. le Code du travail; | |
| 2. le Code de la sécurité sociale; | |
| 3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; | |
| 4. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; | |
| 5. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux; | |
| 6. la loi modifiée du 14 mars 1988 portant création de congés d'accueil pour les salariés du secteur privé; | |
| 7. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; | |
| 8. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail | p. 4-10 |
| Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la langue luxembourgeoise | p. 10 |
| 7059 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de Paris sur le changement climatique, adopté à Paris, le 12 décembre 2015 | p. 10-15 |
| 2^e séance | |
| Ouverture de la séance publique | p. 16 |
| Heure de questions au Gouvernement | |
| - Question n°215 du 11 octobre 2016 de M. André Bauler relative à la prévention des risques psycho-sociaux au travail, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à M. le Ministre de la Sécurité sociale | p. 16 |
| - Question n°216 du 12 octobre 2016 de Mme Diane Adehm relative à la circulaire n°3393 envoyée aux communes début août 2016, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur | p. 16 |
| - Question n°217 du 11 octobre 2016 de Mme Cécile Hemmen relative au programme européen en faveur de la consommation de fruits à l'école «Fruit4School», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs | p. 16-17 |
| - Question n°218 du 12 octobre 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à la reconnaissance de la langue luxembourgeoise comme langue officielle de l'Union européenne, adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre de la Culture | p. 17 |
| - Question n°219 du 11 octobre 2016 de M. Claude Adam relative à la mise en place du dispositif d'assurance qualité dans les services d'éducation non formelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | p. 17 |
| - Question n°220 du 12 octobre 2016 de M. Marco Schank relative à la mise en place du système européen de contrôle des trains (ETCS) au niveau du trafic transfrontalier, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures | p. 17-18 |
| - Question n°221 du 11 octobre 2016 de M. Alexander Krieps relative aux frais de gestion pour le timbre «Droit de chancellerie» facturé par la Société nationale de circulation automobile lors de l'immatriculation d'un véhicule routier, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures | p. 18 |
| - Question n°222 du 11 octobre 2016 de Mme Taina Bofferding relative à l'introduction éventuelle de la gratuité des livres scolaires pour les élèves de l'enseignement postprimaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | p. 18 |
| - Question n°223 du 12 octobre 2016 de M. Max Hahn relative au cadastre des vents au Luxembourg, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures | p. 18-19 |
| - Question n°224 du 11 octobre 2016 de Mme Cécile Hemmen relative à la disponibilité sur le territoire national de bornes de recharge pour véhicules électriques, adressée à M. le Ministre de l'Économie | p. 19 |
| 7063 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État | p. 19-26 |
| 6894 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution | p. 26-27 |
| 6941 - Projet de loi prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information | p. 27 |
| 3^e séance | |
| Ouverture de la séance publique | p. 28 |
| Changements de composition des commissions parlementaires | p. 28 |
| Communications | p. 28-29 |
| 7069 - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution | p. 29 |
| Ordre du jour | p. 29 |
| Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la décision du Conseil concernant le «Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA)», suivie d'un débat | p. 29-36 |
| Interpellation de M. Gusty Graas au sujet de la gestion de l'eau | p. 36-43 |
| | p. 44 |
| 6893 - Projet de loi | |
| 1. relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles; | |
| 2. portant création d'un registre des titres professionnels et d'un registre des titres de formation; | |
| 3. modifiant | |
| a) la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire, | |
| b) la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien, | |
| c) la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, | |
| d) la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé, | |
| e) la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, | |
| f) la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute | p. 43-44 |
| 6897 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles le 21 mai 2014 | |
| et | |
| 6898 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne l'opposition et l'instauration d'une procédure administrative de nullité ou de déchéance des marques, signé à Bruxelles, le 16 décembre 2014 | p. 44-45 |
| 7068 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation de deux députés comme membres du comité d'évaluation institué par la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État | p. 45 |



Suivez la Chambre des Députés
sur Facebook, Twitter et Instagram





Sommaire des questions parlementaires

| Question n° | Auteur | Objet |
|---|---------------------------------------|--|
| Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2015-2016 | | |
| 2209 | Françoise Hetto-Gaasch, Félix Eischen | Hausse du nombre de faillites au Luxembourg |
| 2210 | Claude Lamberty, Max Hahn | Assises du sport |
| 2215 | Aly Kaes | Missions des agents de l'Administration des douanes et accises dans le cadre du plan gouvernemental «Vigilnat» |
| 2232 | Marc Spautz | Inondations de début juin 2016 |
| 2233 | Martine Hansen | Surface agricole |
| 2245 | Roy Reding | Garanties d'achèvement dans le cadre de ventes immobilières «en état de futur achèvement» |
| 2246 | Laurent Mosar | Conséquences du «Brexit» sur le secteur financier britannique |
| 2247 | Françoise Hetto-Gaasch | Fermeture de l'atelier «Dys» à Oberkorn |
| 2248 | Fernand Kartheiser | Inondations |
| 2249 | Max Hahn | Mise en place d'un système d'alerte et d'information |
| 2250 | Laurent Mosar | Représailles présumées d'Ankara contre des membres de la communauté turque au Luxembourg |
| 2251 | Emile Eicher, Aly Kaes | Transposition de la directive établissant un espace ferroviaire unique européen |

| | | |
|---|-------------------------|--|
| 2252 | Sylvie Andrich-Duval | Site archéologique du «Titelberg» |
| 2253 | Gusty Graas | Pollution de l'Alzette |
| 2254 | Max Hahn | Ligne de bus Esch/Belval-Dippach-Arlon |
| 2255 | Sylvie Andrich-Duval | Psychothérapeute |
| 2256 | Marc Lies | Récentes intempéries survenues au Luxembourg |
| 2257 | Martine Hansen | Assurance contre les catastrophes naturelles |
| 2258 | Laurent Zeimet | Inondations dans les communes de Larochette, de Nommern, de la Vallée de l'Ernz et de Reisdorf |
| 2259 | Marc Angel, Franz Fayot | Mobilier des stations de la ligne de tramway |
| 2261 | Max Hahn | Ligne de bus 215 (Kirchberg-Luxembourg-Bascharage) |
| 2262 | Claudia Dall'Agnol | Démission du directeur du Service de police judiciaire |
| 2263 | André Bauler | Contournement de Hosingen |
| 2264 | Claudia Dall'Agnol | VISUPOL |
| 2265 | Alex Bodry | Vidéosurveillance en prison |
| 2376 | Fernand Kartheiser | Déclarations du Ministre des Affaires étrangères et européennes concernant la Hongrie |
| Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017 | | |
| 2465 | David Wagner | Expulsion de 20 personnes de nationalité afghane |

Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2015-2016

Question 2209 (07.07.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Félix Eischen** (CSV) concernant la hausse du nombre de faillites au Luxembourg:

Selon les informations parues dans la presse nationale, le nombre de faillites enregistrées au Luxembourg au cours du 1^{er} semestre 2016 aurait augmenté de 30% par rapport à la même période en 2015. Une nette augmentation des faillites peut être constatée au niveau des entreprises de moins de cinq ans. Selon nos informations, un retard de paiement des aides étatiques que le Ministère de l'Économie propose aux entreprises respectivement aux créateurs d'entreprises figure parmi une des raisons pour ce nombre croissant de faillites d'entreprises de moins de cinq ans.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quel est le nombre de faillites par type d'entreprise (entreprise artisanale, start-up, entreprise des TIC, etc.) et par secteur d'activité?

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner quant aux raisons du nombre croissant de faillites d'entreprises de moins de cinq ans, notamment dans le secteur des services?

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer des retards dans les paiements d'aides étatiques aux entreprises?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des informations relatives:

- Au nombre de demandes d'aides financières aux entreprises reçues, traitées, accordées et effectivement payées entre janvier 2015 et décembre 2015?

- Au nombre de demandes d'aides financières aux entreprises reçues, traitées, accordées et effectivement payées depuis début janvier 2016?

- À la durée moyenne de traitement par dossier pour les demandes d'aides financières?

- Au nombre d'aides financières accordées par secteur d'activité entre janvier 2015 et décembre 2015?

Réponse (12.08.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

Les questions posées par les honorables Députés appellent les réponses suivantes:

1. Faillites

Le Statec réalise sur base annuelle une statistique sur les faillites prononcées par les tribunaux de commerce en les regroupant par branche d'activité¹. Les chiffres pour 2016 ne sont pas encore disponibles.

Faillites prononcées par les tribunaux de commerce par branche d'activité (NACE Rév. 2) 2000-2015

| Année | 2000 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Spécification | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ |
| Total | 593 | 659 | 574 | 693 | 918 | 978 | 1050 | 1049 | 850 | 873 |
| Agriculture (01-03) | 4 | 3 | 2 | - | 2 | - | 1 | 5 | - | 1 |
| Industrie (05-39) | 14 | 18 | 19 | 32 | 27 | 22 | 26 | 26 | 24 | 23 |
| Construction (41-43) | 77 | 99 | 95 | 117 | 111 | 153 | 127 | 150 | 116 | 124 |
| Commerce et réparation automobile (45) | 35 | 27 | 28 | 28 | 31 | 30 | 37 | 25 | 29 | 23 |
| Commerce de gros (46) | 144 | 120 | 85 | 94 | 138 | 148 | 123 | 139 | 96 | 97 |
| Commerce de détail (47) | 75 | 51 | 62 | 66 | 78 | 87 | 90 | 119 | 82 | 71 |
| Transports et entreposage (46-53) | 18 | 34 | 18 | 47 | 42 | 47 | 65 | 52 | 35 | 35 |
| Horeca (55-56) | 67 | 90 | 83 | 103 | 88 | 118 | 130 | 117 | 124 | 125 |
| Information et communication (58-63) | 22 | 35 | 26 | 20 | 35 | 39 | 39 | 31 | 33 | 52 |
| Activités financières et d'assurance (64-66) | 33 | 38 | 31 | 62 | 145 | 113 | 171 | 158 | 131 | 156 |

| | | | | | | | | | | |
|---|----|----|----|----|----|----|-----|----|----|----|
| Activités immobilières (68) | 24 | 31 | 25 | 33 | 73 | 40 | 45 | 45 | 27 | 28 |
| Activités spécialisées, scientifiques et techniques (69-75) | 41 | 56 | 49 | 48 | 91 | 99 | 106 | 96 | 82 | 75 |
| Activités de services administratifs et de soutien (77-82) | 16 | 27 | 24 | 22 | 29 | 47 | 52 | 49 | 48 | 43 |
| Autres activités de services (85-96) | 19 | 30 | 27 | 21 | 27 | 31 | 38 | 37 | 33 | 20 |
| Activités non classées ailleurs | 4 | - | - | - | - | 4 | - | - | - | - |

Les données relatives aux créations d'entreprises par branche d'activité sont également reprises dans un tableau réalisé par les services du Statec.² Elles montrent que le secteur des services est également celui où la création

d'entreprises progresse tandis qu'elle recule dans l'industrie et stagne dans la construction. Il y a donc une corrélation entre le nombre de créations d'entreprises et le nombre de faillites.

Créations d'entreprises par branche (NACE Rév. 2) (nombre, parts relatives, évolution) 2003-2014
Unité: nombre d'entreprises

| Année | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Branche | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ |
| Total (05-82, 85-96) | 2400 | 2366 | 2515 | 2759 | 2816 | 2844 | 2744 | 2980 | 3181 | 3120 | 3368 | 3477 |
| Industrie (05-39) | 83 | 59 | 45 | 54 | 73 | 57 | 50 | 50 | 35 | 46 | 55 | 39 |
| Construction (41-43) | 230 | 222 | 251 | 278 | 281 | 277 | 257 | 288 | 276 | 289 | 310 | 327 |
| Services (45-82, 85-96) | 2087 | 2085 | 2219 | 2427 | 2462 | 2510 | 2437 | 2642 | 2870 | 2785 | 3003 | 3111 |
| Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (45-47) | 526 | 504 | 567 | 634 | 571 | 564 | 584 | 589 | 638 | 634 | 677 | 713 |
| Transports et entreposage (49-53) | 107 | 89 | 99 | 101 | 100 | 105 | 107 | 89 | 98 | 118 | 89 | 81 |
| Hébergement et restauration (55-56) | 237 | 228 | 222 | 252 | 248 | 263 | 256 | 270 | 272 | 228 | 256 | 281 |
| Information et communication (58-63) | 186 | 163 | 159 | 178 | 176 | 171 | 168 | 193 | 204 | 255 | 222 | 252 |
| Activités financières et d'assurances (64-66) | 70 | 84 | 64 | 109 | 111 | 113 | 109 | 103 | 136 | 138 | 124 | 143 |
| Activités immobilières (68) | 233 | 235 | 259 | 280 | 324 | 315 | 254 | 259 | 282 | 288 | 291 | 334 |
| Activités spécialisées, scientifiques et techniques (69-75) | 377 | 404 | 403 | 447 | 472 | 520 | 527 | 606 | 637 | 571 | 671 | 681 |
| Activités de services administratifs et de soutien (77-82) | 124 | 113 | 156 | 140 | 152 | 185 | 162 | 182 | 192 | 234 | 260 | 283 |
| Enseignement, santé et autres activités de services (85-96) | 227 | 265 | 290 | 286 | 308 | 274 | 270 | 351 | 414 | 349 | 413 | 343 |

² http://www.statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13301&IF_Language=fra&MainTheme=4&FldrName=1&RFPath=10835

¹ http://www.statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13310&IF_Language=fra&MainTheme=4&FldrName=1&RFPath=10835

Un autre tableau réalisé par le Stavec¹ calcule le taux de survie d'une entreprise par rapport à l'année de référence 2014.

Nombre et taux de survie en 2014 (= t) des entreprises créées de 2009 à 2013 (= t-1) (NACE Rév. 2)
Unité: taux de survie en t des entreprises créées en t-1 (en %)

| Année (t-1) | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|--|------|------|------|------|------|
| Branche | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ | ↑↓ |
| Total (05-82, 85-96) | 55,3 | 60,9 | 68,8 | 77,7 | 89,9 |
| Industrie (05-39) | 60,0 | 64,0 | 77,1 | 91,3 | 89,1 |
| Construction (41-43) | 55,6 | 64,9 | 70,7 | 80,6 | 90,3 |
| Services (45-82, 85-96) | 55,2 | 60,4 | 68,5 | 77,2 | 89,9 |
| Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (45-47) | 52,4 | 59,1 | 65,2 | 74,9 | 88,6 |
| Transports et entreposage (49-53) | 45,8 | 60,7 | 73,5 | 76,3 | 93,3 |
| Hébergement et restauration (55-56) | 41,0 | 51,5 | 66,2 | 75,0 | 95,7 |
| Information et communication (58-63) | 58,3 | 61,1 | 74,5 | 80,9 | 90,1 |
| Activités financières et d'assurances (64-66) | 63,3 | 72,8 | 72,1 | 84,8 | 96,0 |
| Activités immobilières (68) | 55,1 | 62,9 | 62,1 | 75,7 | 84,5 |
| Activités spécialisées, scientifiques et techniques (69-75) | 59,2 | 61,7 | 70,2 | 77,9 | 90,5 |
| Activités de services administratifs et de soutien (77-82) | 52,5 | 58,8 | 69,3 | 75,6 | 90,8 |
| Enseignement, santé et autres activités de services (85-96) | 67,0 | 62,4 | 71,0 | 78,5 | 87,9 |

On voit ainsi que pour le secteur des services, 55,2% des entreprises créées en 2009 (il y a cinq ans) sont encore actives en 2014. Or, il convient de noter qu'il s'agit ici de toute cessation d'activités d'une entreprise et non seulement de faillites. Pour connaître les raisons du nombre croissant des faillites d'entreprises de moins de cinq ans, notamment dans le secteur des services, il faudrait mener une étude spécifique les concernant.

2. Aides étatiques

Je ne peux pas confirmer un retard dans le paiement d'aides aux entreprises comme indiqué dans la question des honorables Députés. Le Ministère de l'Économie gère plusieurs régimes d'aides aux entreprises. Le remboursement des dépenses se fait à l'initiative de l'entreprise et le Ministère ne peut procéder au paiement d'une aide que suite à la réception de la demande de paiement par l'entreprise. Pour ce qui est par exemple du régime RDI, les projets soumis portent sur plusieurs années (trois à cinq ans en moyenne). Très peu d'en-

treprises introduisent une demande de remboursement dès la première année (pour le régime RDI: trois en 2015 et une pour le 1^{er} semestre 2016).

Les dossiers de demandes d'aides sont instruits et sont soumis au fur et à mesure de leur instruction à la Commission aides d'État qui se réunit onze fois par an (en général une fois par mois sauf au mois d'août). La Commission aides d'État «Classes moyennes» se réunit en principe une fois par semaine, hors vacances scolaires. Toutes les informations concernant les aides accordées par le Ministère se trouvent chaque année dans le rapport annuel qui est publié au mois de mars.

Pour l'année 2015, la Commission aides d'État a émis un avis à propos des 76 demandes concernant les régimes «environnement», RDI et PME (article 4 de la loi modifiée du 27 juillet 1993) qui lui ont été soumises. 74 demandes ont été avisées favorablement, deux demandes ont été avisées négativement.

Régime régional (loi du 15 juillet 2008)

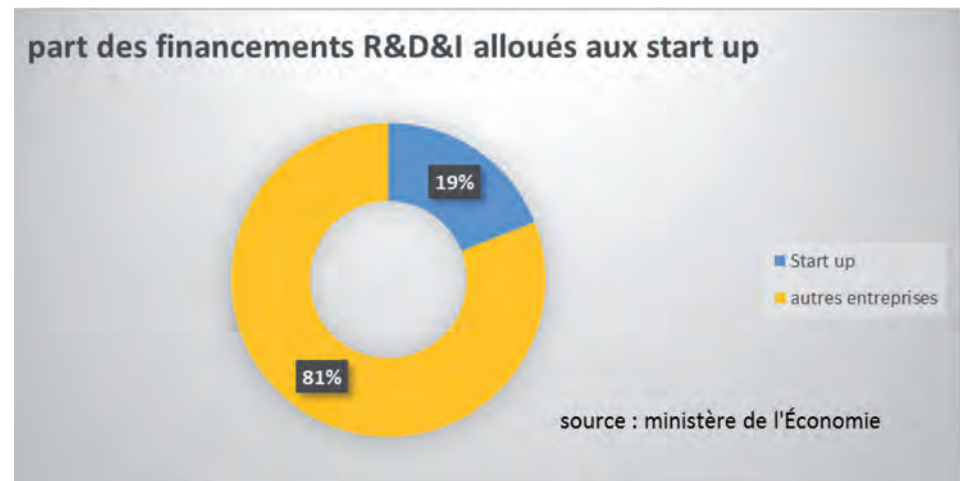
Il est à noter que le régime régional n'est plus d'application depuis juin 2014. Un nouveau projet de loi relatif au régime régional d'aides à l'investissement a été déposé à la Chambre des Députés le 10 août 2015. À noter que le territoire d'application sera sensiblement réduit et se limitera dorénavant aux seules communes de Differdange et de Dudelange. À défaut de régime en vigueur, la direction de l'Industrie a soutenu plusieurs projets d'investissements réalisés par des entreprises manufacturières par le biais d'une aide de minimis.

Régime RDI (loi du 5 juin 2009)

Le projet de loi modifiant la loi du 5 juin 2009 et instaurant un nouveau régime RDI a été déposé à la Chambre des Députés en date du 10 août 2015. En attendant, le régime «Jeunes Entreprises Innovantes» n'est plus en vigueur depuis le 31 décembre 2014.

En 2015, 60 demandes d'aides ont été traitées dont 58 ont été accordées.

17 projets de start-up ont bénéficié d'aides Recherche, Développement et Innovation, ce qui représente 19% du financement total alloué par le Ministère de l'Économie dans le cadre des aides Recherche, Développement et Innovation.



Le nouveau projet de loi relatif au renouvellement des régimes d'aides à la recherche, aux missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche; et modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation ainsi que le dépôt du nouveau projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement ont été déposés à la Chambre des Députés le 27 juillet 2015 et les objectifs de ces projets ont été présentés lors de la conférence de presse du 6 août 2015.

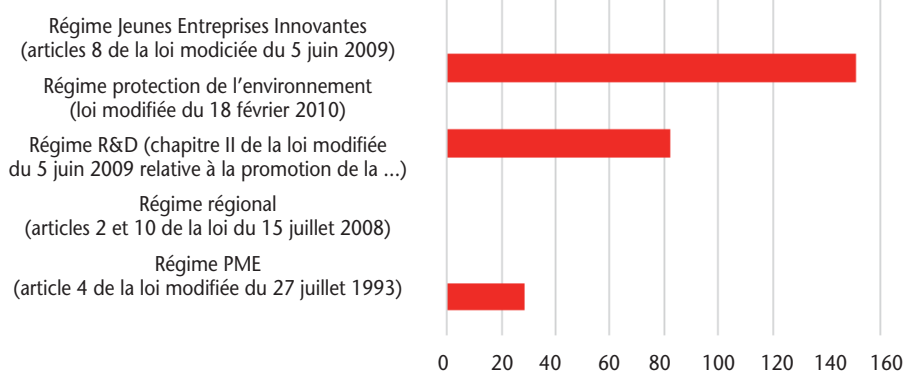
restée également d'application pour les projets ou programmes de R&D et d'innovation de procédé et d'organisation dans les services ne répondant pas entièrement aux critères d'éligibilité aux régimes d'aides spécifiques pour ces types de projets ou programmes.

Dans ce contexte, en 2015, 60 projets ou programmes ont été avisés pour un montant de dépenses prévu en Recherche, Développement et Innovation de près de 83,68 millions d'euros et un montant d'aides accordé de plus de 29 millions d'euros.

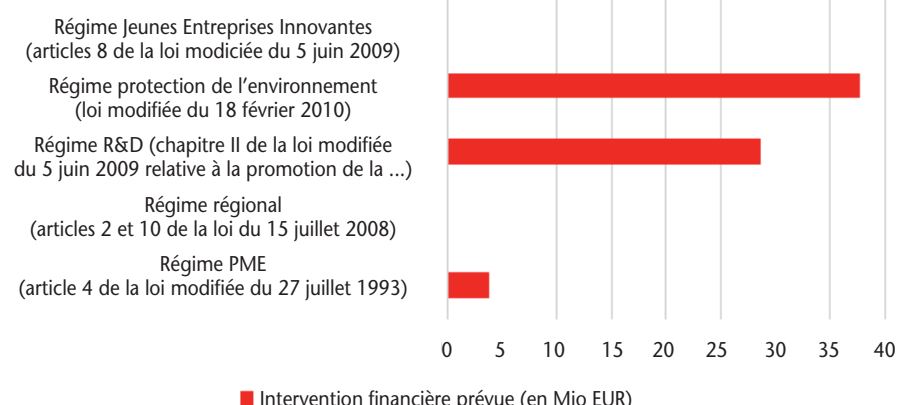
16 projets étaient, pour le porteur, le premier projet bénéficiant des interventions du Fonds de l'Innovation, géré par la DRI et finançant des aides. Les petites et moyennes entreprises ont représenté une part non négligeable des projets avisés:

Relevons que l'application des régimes d'aide à la R&D et à l'innovation de procédé et d'organisation dans les services du titre I de la loi modifiée du 5 juin 2009 a été prorogée à deux reprises pour les années 2015 et 2016 sur base de la loi budgétaire. La mesure de minimis est

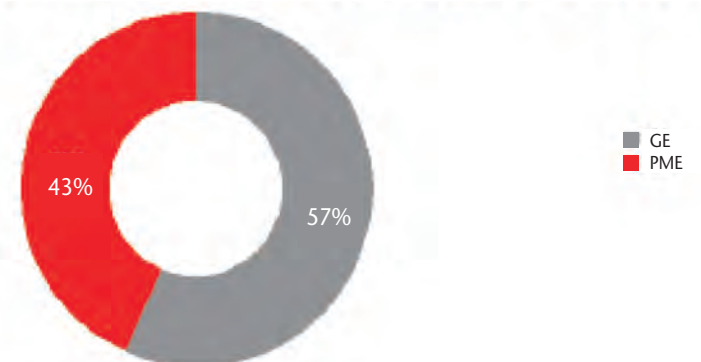
Investissements / dépenses prévus (en Mio EUR)



Intervention financière prévue (en Mio EUR)



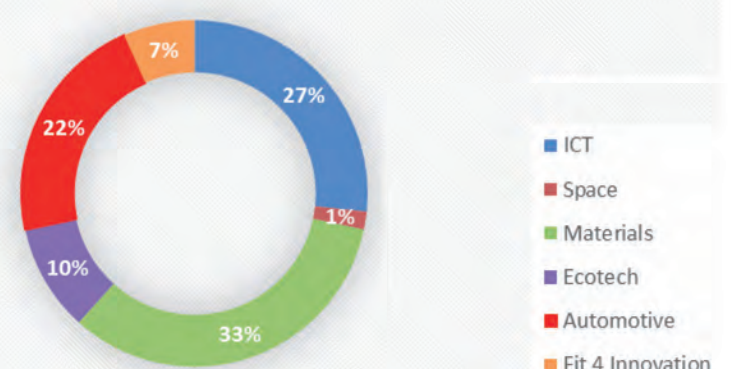
Réparation du nombre de projets R&D&I entre PME et GE



Une analyse sectorielle des projets permet de visualiser (ci-dessous) le poids représenté par

chacun des secteurs au niveau des financements alloués:

Répartition des financements R&D&I alloués par secteurs stratégiques



Source : ministère de l'Économie

¹ http://www.statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13305&IF_Language=fra&MainTheme=4&FldrName=1&RFPath=10835

De janvier à juillet 2016, le Ministère a reçu 31 demandes d'aides pour le volet RDI. 40 demandes d'aides et 101 demandes de paiement ont été traitées sur cette même période.

Régime protection de l'environnement (loi du 18 février 2010)

Le projet de loi modifiant la loi du 18 février 2010 et instaurant un nouveau régime protection de l'environnement a été déposé à la Chambre des Députés en date du 10 août 2015.

En 2015, onze projets relevant de la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles ont été traités et avisés positivement en 2015. L'investissement prévu pour l'ensemble de ces projets est de l'ordre de 151 millions d'euros correspondant à un montant d'aide de 37,73 millions d'euros.

18 demandes de paiement ont été traitées en 2015.

Près de 99% du montant des investissements prévus concernent les aides octroyées aux investissements pour la production d'énergie à partir de sources d'énergie renouvelables. Deux centrales énergétiques et 20 éoliennes réparties sur quatre parcs éoliens ont ainsi été soutenues pour une puissance installée de 53,45 MW.

De janvier à juillet 2016, le Ministère a reçu deux demandes d'aides pour ce régime. Trois demandes d'aides et trois demandes de paiement ont été traitées au cours de cette période.

Régime PME (loi du 27 juillet 1993)

En 2015, la Commission aides d'État a traité 16 dossiers sous le régime PME (loi du 27 juillet 1993). L'investissement total de la part des entreprises se chiffre à 28,39 millions d'euros et des aides ont été prononcées pour un total de 3,79 millions d'euros.

De janvier à juillet 2016, dix demandes d'aides ont été traitées et soumises à la Commission aides d'État pour un investissement privé prévu de 13.820.000 d'euros qui vise la création de 65 emplois. Les aides maximales auxquelles les entreprises pourront prétendre s'élèvent à 1.290.400 d'euros.

Régime d'aides classes moyennes (loi du 30 juin 2004)

La loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes introduit un ensemble de régimes d'aides plus adapté à la structure et aux besoins actuels du secteur des PME et tenant compte de l'évolution de la réglementation européenne en matière d'aide d'État et de politique de l'entreprise.

735 dossiers ont été avisés en 2015 portant sur un investissement de:

| Commerce | Artisanat | Hôtellerie | Total |
|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 16.159.320 € | 60.388.263 € | 22.750.904 € | 99.298.487 € |

414 dossiers ont été instruits de janvier à août 2016.

| Commerce | Artisanat | Hôtellerie | Total |
|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 21.713.190 € | 45.887.120 € | 16.594.551 € | 84.194.861 € |

Un projet de loi prévoyant la fusion des deux régimes PME est en cours d'élaboration et sera déposé à la Chambre des Députés en automne 2016.

Question 2210 (08.07.2016) de **MM. Claude Lamberty et Max Hahn (DP)** concernant les **assises du sport**:

Les assises culturelles, ayant rassemblé plus de 450 personnes, ont connu un large succès. Un tel événement regroupant les acteurs du monde sportif luxembourgeois dans le but de débattre sur le rôle du sport dans notre société aurait sûrement le même succès. En effet, les défis du sport populaire sont multiples par exemple disponibilité de volontaires, manque de structures professionnelles, etc.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre est-il disposé à organiser des assises du sport?

- Quels sont pour le Ministre les défis actuels auxquels est confronté le monde sportif luxem-

bourgeois et qui mériteraient d'être discutés avec les parties prenantes lors de telles assises?

Réponse (01.09.2016) de **M. Romain Schneider, Ministre des Sports**:

Messieurs les Députés s'interrogent sur la possibilité d'organiser des assises du sport au Luxembourg comme tel a été fait récemment pour le domaine de la culture.

Si, à première vue, l'idée paraît alléchante, je me dois de rappeler en premier lieu l'article 3 de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport, article dédié au rôle des pouvoirs publics dans le domaine du sport qui dit:

«Art. 3. Le rôle des pouvoirs publics

Les pouvoirs publics respectent l'autonomie de fonctionnement du mouvement sportif. Ils contribuent de manière essentiellement subsidiaire et complémentaire au développement du sport et à la réalisation des objectifs du mouvement sportif.

L'État soutient le bénévolat en contribuant à l'encadrement de l'organisation sportive sur les plans sportif et administratif.

L'État et les communes déterminent l'infrastructure à créer et à mettre à disposition pour la pratique du sport.

Sur le plan local, le conseil communal décide des conditions d'appui à la pratique du sport, ceci tout particulièrement dans l'intérêt des clubs qui ont leur siège social sur son territoire et dont il a pris connaissance des statuts.

Sur le plan gouvernemental, le ministre ayant dans ses attributions les Sports est responsable de l'exécution de la contribution de l'État au sport. Il est assisté d'un Conseil supérieur des sports qui a une mission consultative. Le Conseil supérieur des sports est composé de représentants du sport de compétition et du sport de loisir et de délégués des départements gouvernementaux intéressés.»

J'en conclus implicitement qu'il appartiendrait en premier lieu au mouvement sportif organisé, et notamment à son organe faitier, le COSL, et aux fédérations sportives agréées, de solliciter la tenue de pareilles assises et non pas au ministre compétent d'initier, voire d'imposer, une manifestation du genre.

J'estime surtout que pour le domaine du sport, de pareilles assises sont un processus permanent, bien établi dans la pratique, aussi bien entre le Ministère des Sports et le COSL et les fédérations agréées qu'entre le COSL et ses fédérations membres à travers les nombreux liens et contacts réguliers entre toutes les parties concernées, notamment:

- l'AG ordinaire annuelle du COSL;

- les réunions bi-annuelles entre le Ministère des Sports et le COSL;

- les quelque cinq à six réunions plénières par an du Conseil supérieur des sports;

- les multiples réunions des commissions de travail du Conseil supérieur des sports;

- les entrevues bilatérales sollicitées par les fédérations soit avec le COSL, soit avec le Ministère des Sports.

Au-delà de cette concertation régulière, je constate que le COSL vient de procéder pendant plusieurs années, et avec de très nombreuses parties concernées, à une réflexion très approfondie de la question de la valeur et de la place à accorder au sport dans la société moderne de nos jours, réflexion qui s'est traduite dans la publication en juillet 2014 du «Concept intégré pour le sport au Grand-Duché de Luxembourg».

Ce concept très détaillé et extrêmement élaboré, fort de 75 pages, a été présenté entre-temps:

- au Premier Ministre ainsi qu'au Ministre des Sports et au Ministre de l'Éducation;

- à la Commission compétente de la Chambre des Députés;

- au Conseil supérieur des sports;

- et aux fédérations sportives membres du COSL.

Certaines des pistes retracées dans cet excellent document du COSL se retrouvent déjà dans l'actuel programme gouvernemental, et je cite à titre d'exemples:

- la mise en place d'un centre national olympique du sport luxembourgeois;

- la réglementation des métiers du sport;

- l'élaboration du plan cadre jeune;

- le financement des fédérations et des clubs;

- ou le soutien au bénévolat, sans lequel le sport luxembourgeois ne saurait subsister.

D'autres pistes de discussion ont été creusées dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise au sein de l'UE au deuxième semestre de 2015, à savoir:

- la promotion de la double carrière;

- la promotion de la motricité et de l'activité physique des enfants en bas âge;

- les dimensions économiques du sport;

- l'intégration sociale à travers le sport.

J'estime donc que l'exercice préconisé par Messieurs les Députés Claude Lamberty et Max Hahn a déjà été réalisé au cours des dernières années et qu'est venu désormais le moment de l'implémentation des mesures et idées recensées dans ledit «Concept intégré pour le sport au Grand-Duché de Luxembourg». C'est dans ce cadre-là, pour favoriser la mise en œuvre pratique de toutes les mesures préconisées, que les pouvoirs publics sont désormais appelés à s'investir, probablement davantage que par le passé, malgré leur rôle subsidiaire et dans le respect du principe de l'autonomie de fonctionnement du mouvement sportif.

Voilà pourquoi j'ai récemment discuté de tous ces points aussi bien avec le Conseil supérieur des sports qu'avec les membres de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports de la Chambre des Députés. Lors de ces discussions, la proposition a été avancée d'organiser un débat de consultation à la Chambre des Députés, idée que je poursuis actuellement en concertation avec le Parlement.

Question 2215 (13.07.2016) de **M. Aly Kaes (CSV)** concernant les **missions des agents de l'Administration des douanes et accises dans le cadre du plan gouvernemental «Vigilnat»**:

Je me dois de constater que Messieurs les Ministres n'ont pas répondu à toutes les questions posées. En effet, Messieurs les Ministres n'ont ni précisé les missions exactes des agents de l'ADA dans le cadre du plan «Vigilnat», ni les moyens de coopération avec la Police grand-ducale, ni le nombre d'interventions de la part des agents concernés. Les réponses n'ont pas été fournies non plus par Monsieur le Ministre d'État à ma question orale n°210 relative à l'intervention de certains agents de l'ADA dans le cadre du plan «Vigilnat» et aux incidents avec des armes à feu survenus lors de ces interventions, posée à la séance publique du 5 juillet 2016 (cf. compte rendu n°15/session ordinaire 2015-2016).

Je me permets dès lors de poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Sécurité intérieure et des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils préciser les missions exactes des agents de l'Administration des douanes et accises dans le cadre des mesures précitées et compte tenu des dispositions de la loi visée? Quelles seront ces mesures dans les scénarios respectifs des niveaux d'alerte 3 («grave») et 4 («très grave»)?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me communiquer le nombre d'interventions de la part d'agents de l'Administration des douanes et accises dans le cadre des dites missions?

Réponse (01.09.2016) de **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État**, et de **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances**:

Le plan gouvernemental de vigilance nationale face aux menaces d'actions terroristes, plan «Vigilnat», approuvé et rendu exécutoire par le Conseil de Gouvernement le 27 mars 2015, prévoit des mesures de vigilance, de prévention et de protection.

La coordination stratégique concernant l'exécution du plan «Vigilnat» s'effectue sous l'autorité du Haut-Commissaire à la Protection nationale. En fonction du niveau d'alerte donné, les dites mesures y stipulées sont mises en œuvre.

En ce qui concerne l'Administration des douanes et accises (ADA), les missions de prévention et de protection lui confiées en vertu du plan «Vigilnat» restent en principe les mêmes pour les niveaux 3 et 4 et se distinguent entre elles surtout en ce qui concerne

le nombre d'agents mis à disposition et la durée de leur présence sur le terrain, laquelle peut être portée jusqu'à 24h/24 et 7j/7.

Sans exclure une présence à différents autres endroits du territoire national, la mission des agents de l'ADA se conçoit prioritairement par une présence renforcée aux gares et à l'aéroport.

La planification opérationnelle coopérative entre l'ADA et la Police grand-ducale a lieu à différents niveaux.

Ainsi, l'ADA est présente en cas de besoin au sein du groupe de coordination en matière de lutte contre le terrorisme présidé par le Haut-Commissaire à la Protection nationale (niveaux 1 à 3 du plan «Vigilnat») et fait partie de la cellule de crise présidée par un membre du Gouvernement (niveau 4 du plan «Vigilnat»).

En outre, l'ADA est représentée auprès du poste de commandement commun de la Police grand-ducale pour assurer une coordination opérationnelle en temps réel de leurs actions et l'exécution de leurs missions respectives conçues dans le cadre du plan «Vigilnat».

Il importe de rappeler que le plan «Vigilnat» comporte une partie publique et une partie non publique. Cette dernière inclut également les précisions demandées par l'honorable Député sur la stratégie opérationnelle qui, pour des raisons évidentes de sécurité nationale, où la discrétion est de mise, ne peuvent être divulguées dans le cadre d'une question parlementaire.

Question 2232 (18.07.2016) de **M. Marc Spautz (CSV)** concernant les **inondations de début juin 2016**:

Le Luxembourg a été frappé début juin par de gros orages et de nombreuses localités du pays ont été inondées. Beaucoup de résidents se sont montrés perplexes face aux dégâts constatés, de même que par rapport à l'incapacité des autorités de mettre à disposition des habitants le matériel nécessaire pour limiter les dégâts (sacs de sable, etc.). Certains habitants ont également mis en cause l'absence de renaturation ou une fausse renaturation des fleuves, voire l'absence de bassins de rétention des eaux pluviales.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Secrétaire d'État à l'Environnement:

- Quelles communes/localités ont été impactées par les inondations de début juin 2016?

- Madame le Ministre et Monsieur le Secrétaire d'État peuvent-ils confirmer que dans certaines communes/localités, l'absence de renaturation voire la fausse renaturation de fleuves a été à l'origine de / ont accentué ces inondations? Peuvent-ils me citer les lieux concernés?

- Dans combien de communes/localités l'absence de bassin de rétention des eaux pluviales a été à l'origine des / ont accentué les inondations? Peuvent-ils me citer les lieux concernés?

- Madame le Ministre et Monsieur le Secrétaire d'État comptent-ils intervenir auprès des autorités locales pour y apporter les corrections qui s'imposent?

Réponse (20.09.2016) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement**:

Le Luxembourg a connu des événements pluvieux exceptionnels pour la saison durant la période du 30 mai au 7 juin 2016 et également par la suite. À titre d'exemple, la station météorologique de Livange a enregistré 88 l/m² de précipitations sur toute la journée du 30 mai 2016, ce qui représente plus qu'un dixième des précipitations annuelles du Luxembourg qui sont de l'ordre de 830 l/m². Par conséquent, il ne s'agissait pas d'inondations telles que celles de la période hivernale, mais de crues subites suite à des pluies intenses et de courte durée («Starkregenereignis»). De telles pluies entraînent une augmentation quasiment instantanée des débits des cours d'eau et ceci à cause des masses d'eau importantes qui dévalent les pentes et se concentrent dans les points bas et thalwegs.

Le Luxembourg se situe géographiquement sur la ligne de partage des eaux des bassins hydrographiques du Rhin et de la Meuse, ce qui induit que le pays donne source à une multitude de petits cours d'eau, incapables d'accueillir et

d'évacuer de telles quantités d'eau. En plus, il y a lieu de préciser que la majeure partie des localités luxembourgeoises évacuent leurs eaux usées dans un réseau d'assainissement unitaire conjointement avec les eaux de précipitation vers les stations d'épuration. Un tel système unitaire ne dispose, en cas de fortes pluies, pas de capacités hydrauliques suffisantes pour évacuer toutes les eaux qui y arrivent. De ce fait, depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, tous les nouveaux lotissements sont assainis en système séparatif, c'est-à-dire que les eaux pluviales et les eaux usées sont évacuées séparément, avec la mise en place de bassins de rétention pour les eaux pluviales afin de parer à la problématique hydraulique de l'imperméabilisation supplémentaire.

Selon les informations dont dispose l'Administration de la gestion de l'eau, les communes suivantes ont été impactées par les conséquences des événements de forte pluie entre le 30 mai et le 7 juin 2016:

Bettembourg, Contern, Diekirch, Differdange, Dudelange, Esch-sur-Alzette, Frisange, Hesperange, Lenningen, Mondercange, Mondorf-les-Bains, Reisdorf, Roeser, Sandweiler, Sanem, Schuttrange, Useldange, Weiler-la-Tour et Wintrange.

Il y a lieu de souligner que les crues sont des événements naturels qui ne peuvent pas être empêchés et qui se produisent donc de temps à autre. Bien qu'il s'agisse d'un événement naturel, l'homme influence la genèse des crues et notamment l'envergure des événements d'inondation.

Le développement industriel et urbanistique ainsi que l'intensification de l'agriculture ont conduit à une dégradation continue de l'état des cours d'eau et des zones humides associées et des capacités d'infiltrations naturelles des eaux pluviales. Les zones alluviales ont été modifiées suite aux interventions humaines telles que par l'aménagement hydraulique des cours d'eau (recalibrage, réalignement, endiguement, consolidation des berges et chenalisation), le drainage des prairies humides pour agrandir les surfaces exploitables, le remblayage ou encore l'imperméabilisation et le compactage des sols. La réduction des cours d'eau à de simples chenaux d'écoulement influence leur régime hydraulique (augmentation de la pente du cours d'eau, diminution de la rugosité du lit, ce qui induit une augmentation de la vitesse et du débit d'écoulement), ce qui fait perdre leur fonction régulatrice des crues et accroît l'érosion des berges. En cas de crue et de débordement, un cours d'eau ainsi modifié dispose de moins de surface pour s'étendre sans engendrer de dommages. Ainsi, la chenalisation aggrave le risque d'inondation vers l'aval en raison de la perte de la surface de rétention des hautes eaux et de l'augmentation rapide du débit en période de hautes eaux. L'imperméabilisation et le compactage des sols réduisent la capacité de rétention des sols et favorisent l'écoulement et le ruissellement de surface ainsi que l'érosion du sol.

Par conséquent, l'absence de renaturations est certainement un facteur accentuant les crues et leurs impacts. Les mesures de renaturation telles que la prolongation du linéaire par reméandrage ou l'élimination d'éléments de consolidation des berges ainsi que la remise en connexion de prairies alluviales et d'anciens bras mettent à disposition des volumes de rétention supplémentaires aux cours d'eau et leur permettent de sortir de leur lit et d'occuper la plaine alluviale en cas de crue. Cette réactivation de la capacité de rétention naturelle de la plaine alluviale permet de réduire la vitesse du courant ainsi qu'un écrêtement et un étalement dans le temps des crues, protégeant les zones en aval contre les inondations. Par ailleurs, des mesures de rétention décentralisées permettent de freiner les eaux de pluie ruisselant sur les surfaces imperméabilisées et de retarder leur évacuation.

L'Administration de la gestion de l'eau, en concertation avec les communes et les administrations concernées, a entre autres comme objectif de rétablir le bon état écologique des cours d'eau, tel que défini par la directive-cadre sur l'eau (directive 2000/60/CE) et la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée, en améliorant et en restaurant les plaines alluviales à travers des projets de renaturation tout en veillant à y intégrer l'objectif de la réduction des risques d'inondation. Dans ce contexte, l'Administration de la gestion de l'eau a établi en 2015 un projet de plan de gestion de district

hydrographique¹ et un projet de plan de gestion des risques d'inondation² reprenant des mesures visant une amélioration adéquate de l'état hydromorphologique pour chaque masse d'eau. Néanmoins, ces mesures ne peuvent être réalisées qu'en collaboration avec les communes dans la mesure où, selon la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, celles-ci doivent être porteuses des projets de renaturation. Ces mesures peuvent toutefois bénéficier d'une prise en charge étatique substantielle par le biais du Fonds pour la gestion de l'eau.

Même s'il n'existe aucune protection définitive contre les événements de crues extrêmes, il est important de mettre en place des mesures préventives et durables permettant de minimiser, voire, dans le meilleur des cas, d'éviter complètement les conséquences et dommages cataclysmiques engendrés en cas d'inondation de petite et de moyenne envergure.

Question 2233 (18.07.2016) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant la surface agricole:

In Luxemburg gibt es 123.566 ha landwirtschaftliche Nutzflächen. Ein Teil dieser Flächen befindet sich in definierten Schutzgebieten (z. B. Natura 2000) oder unterliegt Bewirtschaftungsbeschränkungen (Servituten). Die diesbezüglich veröffentlichten Daten variieren je nach Ministerium. Laut Landwirtschaftsministerium belaufen sich diese Flächen auf 45.687 ha (Quelle: http://www.gouvernement.lu/6109809/Assises-agricoles---Presentation-_pdf_.pdf), das Umweltministerium hingegen spricht von 40.340 ha (Quelle: Allianz-Info 07.07.2016).

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz und der Frau Ministerin für Umwelt die folgenden Fragen stellen:

- Wie sind die oben genannten unterschiedlichen Daten zu erklären?
- Kann die Regierung mir die genauen Daten mitteilen, aufgeschlüsselt nach Art der Schutzzone beziehungsweise Bewirtschaftungsbeschränkung?
- Kann die Regierung mir den Ist-Zustand in unseren drei Nachbarländern beschreiben?
- Wird durch das neue Naturschutzgesetz weiter landwirtschaftliche Nutzfläche umklassiert und, wenn ja, in welcher Form und wie viel?

Réponse (06.09.2016) de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, et de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

Die landwirtschaftliche Nutzfläche (LWNF) von 123.566 ha basiert auf der Datengrundlage FLIK des Landwirtschaftsministeriums (MAVPC). Die georeferenzierte FLIK-Datei wurde mit den Datensätzen des Umweltdepartements des MDDI in einem geografischen Informationssystem (GIS) verschnitten. Die Verschneidung ergab folgende Ergebnisse:

- 26.167 ha der LWNF liegen in einem Natura 2000-Gebiet. In den Natura 2000-Gebieten bleibt im Rahmen der bisherigen landwirtschaftlichen Nutzung grundsätzlich alles erlaubt, was nicht zu einer erheblichen Verschlechterung des Gebietes führt. Für jedes Natura 2000-Gebiet sind die Schutzziele und die maßgeblich zu erhaltenden Lebensräume in einem großherzoglichen Reglement festgelegt. Es gibt somit für diese Gebiete keine einzelbetrieblichen Auflagen oder Servituten.
- Derzeit befinden sich 1.569 ha der LWNF in einer nationalen Naturschutzzone. Gemäß dem überarbeiteten nationalen Naturschutzplan werden im Laufe der kommenden Jahre insgesamt etwa 6.250 ha LWNF innerhalb der nationalen Naturschutzzonen liegen. Die „zones protégées d'intérêt national“ werden über großherzogliches Reglement ausgewiesen.
- 13.960 ha liegen in einer bereits ausgewiesenen oder in Planung befindlichen Wasserschutzzone gemäß Artikel 44 des Wassergesetzes von 2008.

Da sich die verschiedenen Schutzzonen teilweise überlagern, ergibt sich eine resultierende Gesamtfläche von 40.398 ha landwirtschaftlicher Nutzfläche innerhalb mindestens eines Schutzgebietes. Dies entspricht 32,7% der LWNF.

¹ http://www.eau.public.lu/directive_cadre_eau/directive_cadre_eau/2015-2021_2e_cycle/publication-du-plan-de-gestion/index.html

² http://www.eau.public.lu/directive_cadre_eau/directive_inondation/1er-cycle/HWRML-PL_final/index.html

19.520 ha, oder 15,8% der LWNF, befinden sich innerhalb einer nationalen Naturschutz- oder Wasserschutzzone und unterliegen direkten (mehr oder weniger strengen) Nutzungseinschränkungen.

Die oben genannten Zahlen beinhalten die provisorischen Flächen der in Planung befindlichen Naturschutz- und Wasserschutzzonen; im Zuge der schrittweisen reglementarischen Ausweisung der neuen Gebiete werden die Zahlen in Funktion der definitiven Gebietsabgrenzungen noch leicht ändern.

Im neuen Naturschutzgesetzentwurf werden weder neue Schutzgebiete direkt ausgewiesen, noch werden neue Schutzgebietskategorien eingeführt. Die Ausweisung neuer Schutzgebiete erfolgt wie bisher über großherzogliches Reglement.

Question 2245 (22.07.2016) de M. Roy Reding (ADR) concernant les garanties d'achèvement dans le cadre de ventes immobilières «en état de futur achèvement»:

Monsieur le Ministre de la Justice, dans le cadre de ventes immobilières «en état futur d'achèvement» le Code civil (article 1601) prévoit une série de garanties destinées à protéger le consommateur-acquéreur.

Dans le cadre de la garantie d'achèvement obligatoire (article 1601-5 f), un règlement grand-ducal du 24 février 1977 limite la possibilité d'émettre de telles garanties aux seuls «établissement bancaire et d'épargne».

Or, tant dans les autres pays de l'Union européenne qu'au Grand-Duché, bon nombre de telles garanties sont émises par des compagnies d'assurance.

Il ne fait nul doute que ces garanties lient valablement les parties et ne sont en tant que telles pas entachées d'illégalité. Se posent cependant les questions suivantes:

1. Est ce que ces garanties remplissent les conditions légales ou non?
2. Les notaires sont-ils autorisés ou non à passer des actes de ventes immobilières «en état futur d'achèvement» lorsque la garantie d'achèvement a été émise par une compagnie d'assurances luxembourgeoise/de l'Union européenne?
3. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du fait que cette problématique a déjà fait l'objet de circulaires de la part du Commissariat aux Assurances, de l'ABBL et de la Chambre des Notaires?
4. N'est-il pas d'avis que le Gouvernement devrait réagir rapidement et de façon proactive lorsque de telles difficultés d'interprétation surgissent, et ce dans l'intérêt de la sécurité juridique pour tous les concernés?
5. Eu égard à cette insécurité juridique, est-il envisagé d'amender le règlement grand-ducal de 1977?

Réponse commune (19.08.2016) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice, et de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Le Ministre de la Justice est informé de la circulaire émise par le Commissariat aux Assurances et a pris contact avec le Ministre des Finances à des fins de concertation dès avant que la présente question parlementaire ait été posée. Par ailleurs, il est à relever qu'il n'y a pas eu de circulaire de l'ABBL, mais un courrier de celle-ci adressé à la Chambre des Notaires pour faire état de cette même problématique.

Aux termes de la circulaire précitée, il est relevé que les acteurs du secteur des assurances devraient indiquer au client potentiel prévoyant de conclure un contrat d'assurance de garantie financière d'achèvement «que la souscription d'un tel contrat a bien valeur de loi entre les parties et produit ses effets envers les tiers bénéficiaires de la garantie, mais que cette assurance ne répond pas aux exigences posées par le règlement grand-ducal de 1977».

Une adaptation du règlement grand-ducal du 23 février 1977 est à l'étude.

Réponse supplémentaire (29.09.2016) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

Il est en premier lieu demandé si une garantie d'achèvement délivrée par une compagnie d'assurance remplit les conditions légales.

Dans la mesure où l'article 1^{er} du règlement grand-ducal modifié du 24 février 1977 pris en exécution de l'article 1601-5 du Code civil (ci-après le «règlement grand-ducal de 1977») prévoit que:

«La garantie d'achèvement de l'immeuble ou de remboursement des versements effectués

en cas de résolution du contrat, prévue à l'article 1601-5, alinéa 2, sub f du Code civil doit être donnée par un établissement bancaire et d'épargne au sens de l'article 1^{er} de l'arrêté grand-ducal du 19 juin 1965 concernant les opérations de banque et de crédit, ainsi que les valeurs mobilières, autorisé à exercer son activité dans le pays ou tout autre établissement bancaire établi dans un État membre des communautés européennes et y autorisé à exercer son activité dans la mesure où la réalisation de la garantie n'est pas entravée par des restrictions en matière de mouvements de capitaux.»

La réponse coule de source. Il convient toutefois de préciser que l'article 1601-5 stipule par ailleurs dans son dernier alinéa que l'inobservation des dispositions de l'article 1601-5 entraîne la nullité du contrat, mais que celle-ci ne peut être invoquée que par l'acquéreur et avant l'achèvement des travaux.

Quant à la deuxième question, il est à relever que l'article 3 alinéa 3 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat énonce que les notaires ne peuvent refuser leur ministère que dans les cas prévus par les articles 21 et 24 de la même loi, de l'article 5 (3) de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ainsi que dans tous les cas où, en vertu de dispositions légales spéciales, ils ont, avant de prêter leur ministère, une mission de vérification légale de l'existence ou de l'accomplissement de certaines dispositions et formalités et qu'ils constatent que ces conditions ou formalités ne sont pas remplies.

L'article 21 de la loi vise les actes dont les dispositions seraient contraires à une loi pénale, ce qui n'est pas le cas dans la situation visée, l'article 1601-5 ne comportant pas de dispositions pénales. Il est toutefois précisé à l'article 22 que lorsque l'acte à recevoir contient des dispositions qui, sans être contraires à la loi pénale, sont néanmoins prohibées par d'autres lois et règlements, il est du devoir du notaire d'en instruire les parties. Pour le cas où celles-ci persévèrent dans leur résolution, le notaire doit faire mention dans l'acte, que dès lors il doit dresser, de l'avertissement qu'il leur a donné ainsi que de leur déclaration. Au cas contraire, le notaire peut être rendu responsable du dommage envers les parties intéressées. Dans la mesure où les autres hypothèses de l'article 3 alinéa 2 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 précitée ne sont pas pertinentes pour le cas d'espèce, la réponse à la question posée découle clairement de la loi.

Question 2246 (22.07.2016) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les conséquences du «Brexit» sur le secteur financier britannique:

Selon les informations publiées sur le site du quotidien américain «The Wall Street Journal», le Ministre des Finances Pierre Gramegna serait sceptique à l'égard de l'opinion répandue sur les conséquences néfastes du «Brexit» sur le secteur financier britannique. Le Ministre des Finances estime qu'il est tout à fait possible que la liberté retrouvée d'établir ses propres règles financières permette à la Grande-Bretagne de compenser l'accès réduit aux marchés de l'Union européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la véracité de ces affirmations?
- Considérant les mesures prises dans le cadre de la lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS), qui ont été approuvées par les dirigeants du G20 en novembre 2015, ainsi que les nombreuses recommandations de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), Monsieur le Ministre estime-t-il que la Grande-Bretagne «post-Brexit» aurait vraiment «la liberté retrouvée» d'établir ses propres règles financières?
- Dans l'affirmative, dans quels domaines le Ministre voit-il la plus grande marge de manœuvre?
- Du point de vue de l'Union européenne, Monsieur le Ministre estime-t-il que la Grande-Bretagne «post-Brexit» pourrait effectivement remplacer la multitude de règlements européens et directives transposées en droit national, tous interconnectés entre eux et les divers forums internationaux, par des règles financières propres?

Réponse (05.08.2016) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Dans un article publié dans le «Wall Street Journal» du 21 juillet 2016, le Ministre des Finances

est cité avec la déclaration suivante: «It is very difficult to anticipate whether [London] will become more successful by not being inside the European Union [...] But I would not exclude it. We Europeans, the other 27 [members of the EU], should not underestimate the United Kingdom. There are uncertainties but the end result could still be good.»

Déjà la campagne sur le référendum avait montré que deux points de vue s'opposent au sein de la société britannique: ceux qui estiment que la place financière britannique sortira renforcée du «Brexit» et ceux qui anticipent des implications négatives au regard notamment de l'hypothèse d'un accès plus limité au marché unique. Dans son entretien avec le «Wall Street Journal», Pierre Gramegna a souligné qu'il est trop tôt pour tirer des conclusions dans l'un ou dans l'autre sens, alors que les négociations correspondantes n'ont même pas encore commencé.

Pour cette raison, il serait d'ailleurs vain de vouloir conjecturer les configurations possibles du cadre juridique qui viendra remplacer les traités européens et le droit dérivé régissant actuellement le secteur financier et les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Toujours est-il que les règles financières définies au niveau du Groupe des 20 continueront à s'appliquer au Royaume-Uni en sa qualité de membre du Groupe des 20.

Quant à la question de l'honorable Député relative aux implications des règles BEPS sur la marge de manœuvre du Royaume-Uni pour l'établissement d'un nouveau cadre juridique national, il convient de rappeler que le projet BEPS concerne seulement la fiscalité et non pas les règles prudentielles encadrant le secteur financier.

La récente visite de travail du Vice-Premier Ministre et du Ministre des Finances à Londres a montré qu'il existe de nombreuses incertitudes et inconnues quant à l'évolution de la situation dans les mois à venir. Dans ce contexte, le Luxembourg est perçu comme un partenaire fiable et constructif, prêt à aider les entreprises britanniques à trouver des solutions pragmatiques pour leur permettre de continuer à développer leurs liens commerciaux avec le marché unique. Le Luxembourg n'a pas pour ambition de voir croître son secteur financier au détriment de Londres, mais de renforcer la complémentarité et les liens qui unissent les deux places financières, quelle que soit l'issue des négociations relatives au «Brexit».

Question 2247 (22.07.2016) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant la fermeture de l'atelier «Dys» à Oberkorn:

Au Luxembourg, les troubles de l'apprentissage («Dys») touchent de nombreux enfants. Afin d'apporter une aide à ces enfants, il est important de poser un diagnostic différentiel, d'organiser une rééducation et d'informer l'entourage de l'enfant sur sa pathologie et sur les mesures à prendre pour faciliter la vie quotidienne de l'enfant. Un certain nombre de projets et d'ateliers offrent une prise en charge thérapeutique et des mesures d'accompagnement pour les enfants concernés.

Lors d'une interpellation au sujet des enfants souffrant d'un trouble de l'apprentissage début juillet, Monsieur le Ministre a souligné que le Gouvernement veut davantage remédier au manque de structures et centres destinés aux enfants présentant des «Dys».

Or, selon mes informations, il est à constater que le «Léieratelier» à Oberkorn sera fermé pour des raisons de mesures d'austérité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de la fermeture de l'atelier qui constitue une mesure importante et concrète d'accompagnement?

Réponse (24.08.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Il est vrai que mon département s'engage dans une détection ciblée et par là dans une meilleure prise en charge des difficultés et des troubles de l'apprentissage dont les «Dys» font partie.

Il s'avère que le spectre des besoins des élèves concernés est large et que des solutions adaptées, même individualisées, doivent être mises en place selon le cas.

Le «Léieratelier» est une mesure d'aide et d'assistance instaurée dans les cinq écoles fonda-

mentales de l'arrondissement d'inspection de Differdange pour soutenir les élèves qui ont un retard scolaire.

En général, les élèves bénéficiant de cette aide spécifique fréquentent une classe d'attache, mais ils en sortent afin de suivre des cours d'appui adaptés à leurs besoins particuliers, le cas échéant dans une ou plusieurs branches.

Or, pendant les dernières années, l'attribution d'aides supplémentaires a évolué conformément à l'esprit intégratif de la loi du 6 février 2009 et aux lignes directrices conçues par mon département. Ainsi, les enseignants d'Oberkorn ont fait le choix de répartir différemment le volume d'heures destinées aux cours d'appui revenant aux élèves concernés. Les ressources font partie intégrante du travail quotidien en classe et les enseignants mettent l'accent sur les mesures de différenciation voire de décloisonnement au sein de leurs équipes pédagogiques.

Les modalités en question peuvent varier d'une école à l'autre, selon le cycle ou l'équipe pédagogique, toujours dans le but d'une gestion optimale des leçons disponibles en faveur de la différenciation des apprentissages.

À l'école d'Oberkorn, un concept plus inclusif se substituera donc au «Léieratelier» et je remercie les partenaires scolaires impliqués de leur gestion judicieuse des ressources.

Question 2248 (25.07.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les inondations:

No där schrecklecher Naturkatastroph am Raum Iernster, Fiels, Miedernach a Reisduerf stelle sech allerdéngs e puer Froen un den Här Banneminister an un den Här Minister fir Infrastrukturen an Nohaltegkeet:

1. Ass iwwert déi direkt Nout- an Opraummoossamen eraus séier an onbürokratesch Hëllef vun Wee, fir dat déi betraffe Bierger nees en normaalt Liewe kënnen féieren?

2. Huet oder sicht d'Regierung eng Méiglechkeet, fir deene Leit, déi op hir Versécherung waarde mussen, ze hëllefen, fir déi néidegst Instandsetzungsarbeiten an hire Wunnengen ze maachen, dat z. B. ënnert der Form vun onverzënslechen Avancen?

3. Huet d'Regierung wëlles, bei Rechtsstreidegkeeten tëscht Privatleit an Assurancegesellschaften extrajuristisch Solutiounen am Interessi vun Bierger ze proposéieren?

4. Gëtt iwwert de Schued u Gebaier eraus och de méigleche Schued a Verdéngsausfall fir d'Geschäftsleit a fir d'Bauere kompenséiert?

5. Plangt d'Regierung eng Aschätzung vun der Aarbecht vun eisem Fréiwarnsystem, dat jo vun auslänneschen Experte kritiséiert ginn ass, an e Plang, ob a wéi dee System ze verbesseren ass?

6. Wëllen de Banneminister an den Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister derfir suergen, dat all Gemengen am Land hir Héichwaasserschutzmoossamen am Liicht vun den Evenementer vun 2016 iwwerpräieren, wann néideg, weider verbesseren? Kënnen d'Gemenge bei dëser komplexer Aarbecht mat der Hëllef, och finanzieller Natur, vun Stat rechnen?

7. Denkt d'Regierung un eng Analys, a wéi engem Mooss déi aussergewéinlech Naturkatastroph d'Konsequenz vu Baumoossamen an der betraffener Géigend kéint sinn?

8. Wëllt d'Regierung sécherstellen, dat iwwerpräiert gëtt, ob Léieren aus dëser Katastroph am Hëllef vun de Fonctionnement an den Equipement vun eisen Hëllefsgeschlechter gezu ginn, fir eventuell Defiziter esou séier wéi méiglech ze behiemen?

Réponse commune (16.09.2016) de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

ad 1. Jo, de Regierungrot huet a senger Sëtzung vum 29. Juli 2016 eng finanziell Enveloppe vun 30 Milliounen Euro fir déi Sinistériert zur Verfügung gestallt. Well et bei den Hëllefem ëm Steiersue geet, déi verdeelt ginn, wäert e Minimum u Kontroll an e Maximum u Seriositéit garantéiert ginn.

ad 2. Jo, d'Regierung huet d'Méiglechkeet, fir Avancen ze ginn, an dëst ass och schonn a bestëmmte Fäll geschitt.

Weider Detailler zu de Froen 1 an 2 huet d'Regierung an den Äntwerten op déi parlamentaresch Froen Nummer 2256 an Nummer 2258 (cf. ci-dessous) ginn.

ad 3. Am Fall vu Rechtsstreidegkeeten tëscht Privatleit an Assurancegesellschaften kënnen

d'Leit, generell, sech un den «médiateur en assurances» respektiv un den «Commissariat aux assurances» wenden.

ad 4. Neen, de Verdéngsausfall gëtt weder fir d'Geschäftsleit, nach fir d'Bauere kompenséiert. D'Salarié vum de Betriber kënnen allerdéngs, gegebenenfalls, vum Chômage partiel benefiszeieren, esou datt en Deel vun de Salarié kann iwwerhol ginn. De Verdéngsausfall kéint och an eenzelen Fäll vun enger Assurance couvriert ginn.

ad 5. Am Kader vum Interventionsplang iwwert d'Onwieder mécht d'Regierung, ënnert der Présidence vum Haut-commissariat à la Protection nationale, zesumme mat allen zoustännegen Akteuren, eng detailléiert Analys vum Fréiwarnsystem. Eischt Analyse sinn amgaang, fir ze präieren, ob eng méi lokaliséiert Informatioun un de Bierger méiglech wier. Dobäi muss ee bedenken, dat d'Wiederwarnungen ëmmer déi gréisste Wahrscheinlechkeet vun Anriede vun engem Phänomeen duerstellen. Souguer bei Warnungen eng Stonn virun engem potenziellen Evenement, ka keng honnertprozenteg Garantie bestoen, dat dëst Evenement dann och antrëtt. D'Regierung féliciteiert MeteLux fir déi exzellente Aarbecht, déi si am Beräich vun der Wiederfréiwarnung leescht. Déi vum honorabelen Deputéierte genannten «auslännesch Experten» kachen och nëmme mat Waasser an hu sech schonn e puer Deeg no der Héichwaasserkatastroph duerch ausgezechent, dat si bei hirer Wiederprognos dernieft louchen.

Am Kader vun der Opstellung vun enger globaler Krisenkommunikationsstrategie ass d'Regierung och derbäi, eng Analys ze maachen, iwwer wéi eng Méttelen d'Bevëlkerung am Krisefall am beschte ka schnell an effikass informéiert an alarméiert ginn. De Comité national de communication, ënnert der Leedung vum Haut-commissariat à la Protection nationale, am Zesammenaarbecht mam ILR, mam CTIE, mam Service Renita vum Statsministère a mat der ASS, analyséiere momentan, an engem Kontakt mat den Opérateuren, déi verschidden Optionen, wéi eng Alarméierung iwwer SMS oder iwwer mobil Appe realiséiert ka ginn. De bestehende Site www.infocrise.lu souwéi och den Twitter-Account vum Infocrise an d'Diffusioun vun Informatiounen iwwert d'Press, sinn zousätzlech Méiglechkeeten, d'Bevëlkerung ze informéieren.

Bis Enn dëses Joers wäert eng global Krisenkommunikationsstrategie vun der Regierung festgehale ginn, mam Zil, eng optimal an nach méi séier an effikass Alarméierung an Informatioun vun de Leit am Krisefall ze garantéieren.

ad 6. Entsprechend de Bestëmmunge vun der Héichwaasserrisikomanagement-Direktiv (Direktiv 2007/60/EG) an dem modifizéierte Waassergesetz vum 19. Dezember 2008, huet d'Madamme Émweltministesch d'Waasserverwaltung beoptragt, am Déla, dee vun der Direktiv virgesinn ass, bis Enn Mäerz 2015 en Héichwaasserrisikomanagementplang opzestellen, deen dräi Héichwaasserzeenerie Rechnung dréit: engem heefegen Héichwaasser, dat all zéng Joer ka stattfannen, e seelent Héichwaasser, dat all 100 Joer kann anrieden, an en extreemt Héichwaasser, dat all 1.000 Joer kéint virkommen. Et ass ze bemierken, dat d'Héichwaasser vun Enn Juli 2016 am Raum Iernster, Fiels, Miedernach a Reisduerf op e Staarkwiederevenement zréckzeféieren ass, an deem Ausmooss awer ënnert de betruuechtenen Zeenarie läit. Entsprechend sinn d'Moossnamen aus dem Héichwaasserrisikomanagementplang weiderhin zoutreffend. Et ass esou, dat d'Gemengen, wa se dës Moossnamen emsetzen, eng staatlech Bähëllef vu bis zu 80% bei der Planung a bis zu 50% bei der Émsetzung aus dem Waasservorgang kënnen ufroen. Et ass virgesinn, d'Héicht vun dëser Bähëllef am Kader vun der Iwwerschaffung vum Waassergesetz, déi zurzäit an der legislativer Prozedur ass, an d'Luucht ze setzen.

ad 7. Et ass zu dësem Zäitpunkt nach net gewosst, ob Baumoossamen an der betraffener Géigend zu der Naturkatastroph bäigedroen hunn, gegebenenfalls missten dann déi néideg Konsequenzen gezu ginn. Wahrscheinlech ass och net nëmme ge Grond do, firwat et zu dësem Zeenario komm ass, mä d'Zesummespill vu ville Faktoren.

ad 8. Prinzipiell gëtt no all gréisserem an aussergewéinlichem Incident eng detailléiert Analys iwwert den Oflaf vum Asaz an dem Fonctionnement vun den Hëllefsmoossamen mat all de betraffenen Haaptakteure gemaach.

Eng éischt Analys, no den Evenementer vum 22. Juli 2016, war scho Métt August mat de betraffene Pompjescorpsen, zesumme mat der Verwaltung vun de Rettungsdéngschter (ASS).

An dësem Fall huet sech erausgestallt, dat d'Koordinatioun an d'Kooperatioun vun den

Hëllefsgeschlechter exzellent geklappt huet, och am Zesummespill mat anere concernéierte Verwaltungen, an d'Regierung seet alle Leit, déi gehollef hunn, ob fräiwëlleg oder professionell, Merci fir hire virbildlechen Asaz.

Generell ass et d'Zil vun der Regierung, mam Dépôt vum Projet de loi n°6861 «portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours», am Land een zukunftssträchtegen an effiziente Rettungsdéngschter ze garantéieren, an dat duerch d'Erfahrung vun deene villen engagéierte Fräiwëllegen an dëst och mat enger konsequenter professioneller Ennerstëtzung.

Question 2249 (26.07.2016) de M. Max Hahn (DP) concernant la mise en place d'un système d'alerte et d'information:

Lors d'une heure de questions au Gouvernement j'avais posé plusieurs questions concernant le système KATWARN au Ministre de l'Intérieur. Celui-ci avait annoncé que ses services sont en train d'étudier la possibilité d'intégrer ce système dans la communication de crise de l'État.

Vu les récentes inondations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce qu'une décision concernant l'intégration du système KATWARN dans la stratégie de communication en cas de crise a été prise entre-temps? Dans l'affirmative, quand ce système pourrait être opérationnel au Luxembourg?

- Par quels moyens les habitants des communes concernées par les inondations du 22 juillet ont été informés? Monsieur le Ministre juge-t-il ces moyens suffisants? Est-ce que d'autres pistes, hormis le système KATWARN, sont étudiées pour garantir une information rapide et efficace en cas de catastrophe?

Réponse (09.09.2016) de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur:

Dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie globale de communication de crise, le Gouvernement est actuellement en train d'évaluer la mise en place d'un système d'alerte au Luxembourg pour avertir le plus grand nombre de personnes en cas de situation d'urgence et/ou de crise. Cette évaluation permettra de décider, d'ici la fin de l'année, quel système sera introduit et comment.

Le Comité national de communication, présidé par le Haut-commissariat à la Protection nationale, analyse actuellement, avec les principaux opérateurs de téléphonie mobile, les différentes options techniques possibles.

Un système d'alerte par SMS peut constituer une première alternative. Plusieurs options, dont certaines qui nécessitent des adaptations techniques au niveau des opérateurs, sont en train d'être analysées en détail.

Une seconde solution peut consister dans l'élaboration d'une application à télécharger par l'utilisateur, à l'instar du système allemand KATWARN.

Une réunion de concertation avec les responsables de ce système a eu lieu au mois de juin 2016. Il s'est avéré que, selon les dires des représentants de KATWARN, seulement 5% à 8% des personnes munies de smartphones téléchargent une telle application. Le Gouvernement favorise cependant la mise en place d'une solution touchant un maximum de monde.

Au stade actuel des réflexions, le Gouvernement privilégie la mise en place d'un système d'alerte de conception luxembourgeoise à plusieurs niveaux (collectif, individuel et particulier), en utilisant les canaux d'information classiques (radio, télévision, médias online), dont en premier lieu le site www.infocrise.lu et son compte Twitter @infocriseLU, complétés par un système d'alerte rapide tel que le système par SMS et/ou une application à télécharger par l'utilisateur. Le système d'alerte à mettre en place devra garantir une information rapide, compréhensible et efficace afin d'atteindre le plus grand nombre possible de personnes se trouvant sur le territoire luxembourgeois.

Pour ce qui est de l'information des habitants des communes concernées par les inondations du 22 juillet 2016, il y a lieu de préciser que MeteLux a édité le vendredi 22 juillet 2016 un message de vigilance orange à 13h38 «Vigi-



lance orange, vendredi 16h00 à 23h00 pour tout le pays». Cette alerte a été envoyée à toute la presse luxembourgeoise qui l'a relayée soit sur leurs sites Internet respectifs, soit dans leurs bulletins informatifs à la radio. Par ailleurs, l'alerte a été mise en ligne sur www.meteolux.lu et sur www.infocrise.lu. Au courant de la journée du vendredi 22 juillet 2016, MeteoLux a été en contact permanent avec le central des secours d'urgence 112 (CSU 112) et a procédé à des échanges et actualisations réguliers.

Question 2250 (26.07.2016) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les **représailles présumées d'Ankara contre des membres de la communauté turque au Luxembourg:**

Les démissions récentes du président et de quelque 30 membres de l'asbl «Turkuaz» semblent être très préoccupantes (cf. l'article «Türkische Politik ist in Luxemburg angekommen» du «Tageblatt» du 22 juillet 2016). Selon l'actuel président de «Turkuaz», la raison de la démission de son prédécesseur aurait été la «peur» devant les représailles des autorités turques fidèles au Président Recep Tayyip Erdoğan. Certains membres de «Turkuaz», vus par de nombreux turcs du Luxembourg et de la Grande Région comme étant des sympathisants du mouvement Gülen, auraient aussi été menacés de violences via «Facebook».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Sécurité intérieure, ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Messieurs les Ministres sont-ils au courant des accusations précitées et peuvent-ils me les confirmer le cas échéant?

2. Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres ont-ils pris des mesures afin de protéger les membres de la communauté turque au Luxembourg prenant leurs distances avec le régime de Monsieur Erdoğan? Messieurs les Ministres prévoient-ils d'agir également via les canaux diplomatiques du Luxembourg?

3. Dans l'affirmative encore, quelle est l'analyse politico-juridique faite par Messieurs les Ministres des accusations précitées?

Réponse commune (29.08.2016) de **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Le Gouvernement a pris connaissance de l'article de presse mentionné par l'honorable Député. Aucune plainte de la part d'un membre de l'association citée dans la question sous objet n'a cependant été déposée à ce jour auprès de la Police grand-ducale.

ad 2. Le Gouvernement n'a pas connaissance de menaces proférées par des représentants du Gouvernement turc contre des membres de la communauté turque au Luxembourg et de ce fait la question d'une réaction via les canaux diplomatiques ne se pose pas à l'heure actuelle.

ad 3. Le Gouvernement prendra toutes les mesures qui s'imposent afin d'assurer la sécurité et l'intégrité physique des personnes résidant sur son territoire.

Question 2251 (27.07.2016) de **MM. Emile Eicher** et **Aly Kaes** (CSV) concernant la **transposition de la directive établissant un espace ferroviaire unique européen:**

En date du 22 juillet 2016, la Commission européenne a décidé de saisir la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre le Luxembourg au motif qu'il n'a pas transposé en droit national la directive 2012/34/UE établissant un espace ferroviaire unique européen.

La transposition en droit national de la directive susmentionnée devait être achevée pour le 16 juin 2015. Or, n'ayant pas respecté le délai initial, la Commission européenne a envoyé au Luxembourg une lettre de mise en demeure en juillet 2015, suivie d'un avis motivé en février 2016.

En dépit de ce rappel à l'ordre, le Luxembourg n'a toujours pas transposé en droit interne la directive. C'est pourquoi la Commission a décidé de saisir la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre le Luxembourg. Elle demande à la Cour de justice d'infliger le

paiement d'une astreinte journalière au Luxembourg jusqu'à ce qu'il transpose totalement la législation dans son droit national. Elle propose une astreinte d'un montant de 8.710 € pour le Luxembourg. Cette amende risque de peser lourd sur notre budget d'État.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les raisons du retard de transposition de ladite directive?

- Selon quel échéancier le Gouvernement prévoit-il de combler les lacunes de sa législation transposant la directive établissant un espace ferroviaire unique européen?

Réponse (20.09.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Suite à l'avis motivé de la Commission européenne en date du 29 février 2016, la réponse contenait une copie de l'ensemble du projet de loi et indiquait que le délai de transposition de la directive avait expiré le 16 juin 2015.

Pour ce qui est de la transposition de cette directive en droit national, le Conseil de Gouvernement a été saisi pour approuver les avant-projets de textes législatif et réglementaire le 13 novembre 2015. Le Conseil d'État ainsi que les chambres professionnelles ont été saisis en date du 26 novembre 2015. Le projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés en date du 21 décembre 2015. L'avis de la Chambre de Commerce est parvenu en date du 25 janvier 2016 et celui de la Chambre des Salariés en date du 16 février 2016.

Le projet de loi a été présenté aux membres de la Commission du Développement durable de la Chambre des Députés en date du 16 avril 2016.

Suite à la réunion du 10 juin 2016 à Bruxelles entre mes services et ceux de la Commission européenne au sujet du «paquet infractions - transports», j'ai insisté auprès des membres du Conseil d'État sur l'importance et l'urgence à accorder au dossier «Projet de loi portant transposition de la refonte du 1^{er} paquet ferroviaire» dans mon courrier du 22 juin 2016.

À l'heure actuelle, l'avis du Conseil d'État est toujours attendu afin de pouvoir incorporer les remarques éventuelles de la Haute Corporation dans le texte du projet de loi. C'est seulement à ce moment que la Commission du Développement durable de la Chambre des Députés pourra examiner le projet de loi.

Je suis très confiant quant à la transposition intégrale de ladite directive au courant de l'année 2016.

Enfin et à toutes fins utiles, je me permets de noter cependant qu'à mon arrivée au Ministère fin 2013, les travaux de transposition n'ont pas encore commencé au sein du Ministère et aucun texte ou projet de texte n'existait à ce moment-là pour une directive qui remonte pourtant au 21 novembre 2012 et qui a été élaborée au sein du Conseil Transport de l'Union européenne sous l'ancien Gouvernement.

Question 2252 (27.07.2016) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant le **site archéologique du «Titelberg»:**

Aus einem Pressebericht der gestrigen Ausgabe der Zeitung „Tageblatt“ ergibt sich, dass die noch vor knapp zwei Jahren von der früheren Kulturministerin Maggy Nagel restaurierte und eingeweihte keltische Grabstätte auf dem Titelberg sich heute in einem bedenklichen Zustand befinden soll. Laut Bericht scheint es nicht klar, ob der „Service des sites et monuments nationaux (SSMN)“ oder/und die Gemeinde Differdingen für den Unterhalt zuständig ist/sind.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Kulturminister stellen:

- Verfügt der Minister über Kenntnisse betreffend den in der Presse beschriebenen desolaten Zustand der Grabstätte auf dem Titelberg?

- Wie hoch beliefen sich die Kosten der Restaurierung der keltischen Grabstätte auf dem Titelberg? Wer hat sich zu welchen Teilen an der Finanzierung beteiligt?

- Wem obliegt der Unterhalt dieses historischen Standortes?

- Warum kommen laut Minister die Verantwortlichen ihren Aufgaben nicht nach?

- Was gedenkt der Minister ggf. zu unternehmen, um diesen Missstand zu beheben?

Réponse (12.09.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture:*

Die betroffene, valorisierte archäologische Stätte auf dem Titelberg befindet sich auf dem Gebiet der Gemeinde Differdingen. Grundeigentümer ist der Staat, somit handelt es sich bei der betroffenen Waldfläche um Staatswald. Die betroffene Fläche liegt außerhalb des Bereiches des Oppidums, welches in den Jahren 1982 und 1989 als Nationalmonument klassiert wurde. Die auf dem Titelberg gefundenen archäologischen Strukturen wurden in Zusammenarbeit des „Service des sites et monuments nationaux (SSMN)“ mit dem „Centre national de recherche archéologique (CNRA)“ in den Jahren 2010 bis 2014 wissenschaftlich mittels archäologischer Ausgrabungen untersucht, instandgesetzt und restauriert. Die entstandenen Kosten beliefen sich für die Dauer von vier Jahren auf ca. 220.000 € (HTVA) und wurden aus dem Haushalt der zwei o. g. Staatsverwaltungen bestritten.

Das Kulturministerium hat von dem landschaftspflegerisch leicht vernachlässigten Zustand der restaurierten antiken Überreste erst aus der Presse erfahren. Es sei zu bemerken, dass es sich nicht um eine keltische Grabstätte handelt, sondern um gallo-römische Bauten, welche sich in unmittelbarer Nähe zu den antiken Grabstätten des Titelbergs befanden. Von einem „bedenklichen Zustand“ zu schreiben, entbehrt allerdings jeglicher Grundlage. Es handelt sich hier nicht um eine bodendenkmalpflegerisch vernachlässigte Fundstätte, da die Strukturen und Restaurierungen nach wie vor den denkmalpflegerischen Qualitätsansprüchen entsprechen. Auch die touristischen Beschilderungen und Sitzgelegenheiten sind in gutem Zustand und die regelmäßige Abfallentsorgung durch die Gemeinde Differdingen ist gewährleistet. Es handelt sich hier nur um ein saisonales, landschaftspflegerisches Problem, das dadurch verstärkt wurde, dass der Frühling und der Frühsommer 2016 überaus regnerisch waren und das Pflanzenwachstum daher sehr stark war. Da der Gebrauch von Herbiziden in Luxemburgs Wäldern untersagt ist, muss zudem auf mechanische oder thermische Unkrautentfernung zurückgegriffen werden.

Der Unterhalt aller archäologischen Stätten obliegt in erster Linie den Grundeigentümern, in diesem Falle also dem Staat. Die fachwissenschaftliche Betreuung solcher Arbeiten erfolgt durch das „Centre national de recherche archéologique“, zuständig für das im Boden befindliche antike archäologische Erbe, und den „Service des sites et monuments nationaux“, zuständig für das architektonische Erbe vom Mittelalter bis in die Neuzeit.

In dieser Angelegenheit ist das CNRA mit dem Unterhalt der freigelegten und restaurierten archäologischen Strukturen betraut, welche sich in einem hervorragenden Zustand befinden. Die landschaftspflegerische Betreuung wird von der Naturverwaltung (Administration de la nature et des forêts, kurz ANF) übernommen, welche auch andere Fundstätten betreut, wohl darauf achtend, dass geschützte Pflanzen nicht zu Schaden kommen. An dieser Stelle sei auf die interministerielle Synergie, welche unser Natur- und Kulturerbe schützen und pflegen, verwiesen.

In den vergangenen zwei Jahren wurde durch das „Centre national de recherche archéologique“ ein vollständiges Inventar aller erschlossenen archäologischen Stätten des Landes erstellt (173 von insgesamt 6.000 erfassten Fundstellen) und eine Roadmap zur Bestandserfassung, Restaurierung und Valorisierung erarbeitet. Diese Stätten befinden sich über das gesamte Land verteilt und deren bodendenkmalpflegerische Betreuung wird neben den zahlreichen anderen Aufgaben durch das CNRA gewährleistet. Die Landschaftspflege dieser Stätten wird in der Regel in Zusammenarbeit mit den Gemeindeverwaltungen, auf deren Gebiet die archäologischen Stätten liegen, den zuständigen Revierförstern oder ehrenamtlichen Vereinen durchgeführt.

Das „Centre national de recherche archéologique“ plant, 2017 für all jene Stätten, welche sich in Staatsbesitz befinden und bei denen der Unterhalt nicht durch Dritte gewährleistet ist, eine externe soziale Beschäftigungsinitiative mit der regelmäßigen Reinigung zu beauftragen. Dies ist jedoch nur bei einer verschwindend geringen Zahl dieser Stätten notwendig. Der landschaftspflegerische und denkmalpflegerische Unterhalt dieser Monumente soll zukünftig durch eine verstärkte Zusammenarbeit (z. B. mittels Konventionen) zwischen den zuständigen staatlichen Verwaltungen (CNRA, SSMN und Administration de la nature et des forêts) und den betroffenen Gemeindeverwaltungen abgesichert werden.

Question 2253 (27.07.2016) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la **pollution de l'Alzette:**

Il m'a été rapporté que récemment, non loin de l'Aire de Berchem, une pollution de l'eau de l'Alzette aurait été constatée.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle me confirmer cette pollution?

2. Dans l'affirmative, quelle substance a été détectée dans l'eau de l'Alzette? Est-ce que des poissons ont été exposés à cette pollution? Est-ce que cette pollution peut avoir des conséquences sur la santé de l'homme? Si cela est le cas, est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux avertir la population?

3. La Ministre de l'Environnement connaît-elle la cause de cette pollution? Dans l'affirmative, est-ce que le responsable risque des sanctions?

Réponse (04.08.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. La Ministre de l'Environnement et les administrations concernées, en l'occurrence l'Administration de l'environnement, l'Administration de la gestion de l'eau et l'Administration des ponts et chaussées, sont au courant de la pollution de l'eau de l'Alzette et les recherches y afférentes sont en cours.

ad 2. Les substances détectées à des concentrations trop élevées dans l'eau de l'Alzette sont l'ammonium, les nitrites et les nitrates. Les poissons y ont été exposés et vu la toxicité envers la faune aquatique de concentrations élevées d'ammonium et de nitrites, un grand nombre de poissons ont été retrouvés morts. Les substances précitées sont seulement toxiques pour la santé de l'homme si elles étaient présentes à des concentrations très élevées et si l'eau en question était destinée à la consommation humaine, ce qui n'est pas le cas pour l'eau de l'Alzette. Pour cette raison, la population n'a pas été avertie. Nonobstant, la presse a été informé de la situation moyennant un communiqué de presse.

ad 3. Comme indiqué, les recherches concernant l'origine de la pollution sont actuellement en cours, ce qui a d'ores et déjà permis d'exclure certaines sources potentielles concernant ces polluants, notamment les réseaux d'assainissement et les stations d'épuration d'eaux urbaines résiduaires ou encore les exploitations agricoles. Afin de prouver clairement un lien éventuel de cette pollution avec la fuite du produit «AdBlue» (solution aqueuse d'urée dont les produits de dégradation sont les substances précitées) qui s'est produite sur un tuyau du réseau de distribution de ce produit lié à la piste camion de la station-service, située sur l'«Aire de Berchem Sud», la Ministre de l'Environnement a ordonné certaines mesures à l'exploitant de cette station-service par un arrêté de mise en demeure en application de la législation en matière d'établissements classés. L'exploitant en question doit en conséquence identifier les sources de pollution potentielles, limiter et mesurer l'impact sur l'environnement de la solution aqueuse d'urée «AdBlue» et éviter à court terme qu'une nouvelle fuite ne se reproduise.

Question 2254 (27.07.2016) de **M. Max Hahn** (DP) concernant la **ligne de bus Esch/Belval-Dippach-Arlon:**

Il me revient que la ligne 332 (Esch/Belval-Dippach-Arlon) serait supprimée à partir du 1^{er} août 2016. Cette décision aurait été prise suite à des comptages des passagers ayant révélé une utilisation peu importante des capacités des bus en question.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Quelles mesures ont été effectuées afin d'informer le public de cette nouvelle offre de bus?

- Est-il en mesure de fournir les détails des études ayant mené à cette décision (période d'observation et méthodologie)?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas une telle décision précoce vu que la ligne n'est même pas encore en service pendant douze mois?

- Un tracé alternatif pourrait-il inciter davantage de personnes à opter pour le bus?

- Est-ce que d'autres lignes de bus verront également leur fin de service dans les prochains mois?

Réponse (22.08.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député Max Hahn désire avoir des précisions sur la ligne RGTR 332 Esch/Belval-

Dippach-Arlon et notamment sa suppression. En effet, je peux confirmer les informations de Monsieur le Député selon lesquelles la ligne d'autobus RGTR 332 est supprimée depuis le 1^{er} août 2016.

La mise en service de cette nouvelle ligne en septembre 2015 avait été communiquée par les différents vecteurs de communication de la Centrale de mobilité du «Verkéiersverbond». Au-delà, une campagne d'information avait été faite sur le site d'Esch/Belval visant les navetteurs frontaliers et les étudiants.

Lors des comptages effectués par mes services de contrôle ainsi que par la compagnie de bus exploitant la ligne en question, nous avons constaté une utilisation moyenne en dessous d'une personne par course par jour et une fréquentation maximale de douze passagers en heures de pointe du matin. Les courses après 16.00 heures pour le retour étaient occupées par quelque un à six passagers, les courses pendant les heures creuses entre zéro et six passagers. Les comptages ont été effectués en février et mars 2016 avec des contrôles supplémentaires en avril 2016.

Au vu de ces résultats décevants malgré le fait qu'il s'agissait d'un service destiné aux besoins des navetteurs et étudiants de l'université, une remise en cause de cette offre m'a semblé inévitable, d'autant plus qu'il existe d'autres options de transport public comme notamment l'offre ferroviaire. Le tracé de la ligne empruntait en grande partie la route des Trois Cantons; un tracé alternatif pour une telle ligne de bus n'aurait pas résolu le problème d'acceptation, mais n'aurait que prolongé le temps de parcours au détriment de la qualité du service.

Je suis d'avis que l'offre actuelle est tout à fait adaptée aux demandes du site de Belval. L'offre dans la région Sud sera d'ailleurs encore améliorée avec la réorganisation du réseau RGTR en 2017-2018.

Je tiens à préciser qu'en tout quatre lignes transfrontalières vers Belval avaient été introduites pour la rentrée 2015-2016 et que l'une des autres trois lignes (au départ de Thionville) a malheureusement connu le même sort que la ligne 332. La suppression des lignes RGTR à faible occupation faisait d'ailleurs partie des mesures d'économie retenues par le Gouvernement.

Question 2255 (28.07.2016) de Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV) concernant le psychologue

Ayant constaté que le Ministère de la Santé vient de délivrer récemment les premières autorisations pour l'exercice de la profession de psychologue, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Le registre professionnel, dont le Ministère de la Santé est responsable selon l'article 7 (4) de la loi de 2015, peut-il être consulté par le public? Dans l'affirmative, où peut-on trouver ce registre? Qu'en est-il du registre ordinal pour les psychologues tenu à jour par le Collège médical?

- Sachant que l'article 6 de la loi de 2015 a conféré au Conseil scientifique de psychologie la mission de définir les méthodes de psychologie reconnues au Luxembourg, j'aimerais savoir de Madame la Ministre si le Conseil a déjà défini ces méthodes? Dans l'affirmative, quelles sont les méthodes qui ont été retenues et de quelle manière sont-elles portées à la connaissance aussi bien des psychologues tombant sous les dispositions transitoires de la loi de 2015, que des étudiants qui sont en voie de formation?

- Sachant que la loi de 2015 arrête que les médecins spécialistes en psychiatrie présentant un titre licite de formation en psychologie ont le droit de porter le titre de psychologue, j'aimerais savoir combien de psychiatres ont jusqu'à présent été autorisés à porter ce titre? Combien de demandes ont été introduites par des psychiatres? Le Ministère a-t-il émis des refus de porter le titre de psychologue à des psychiatres?

Réponse (11.08.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Le registre professionnel prévu à l'article 7 (4) de la loi modifiée du 14 juillet 2015 est une banque de données purement interne au Ministère de la Santé, à l'instar du registre prévu à la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé. Conformément à l'article 7 (6) de la loi du 14 juillet 2015 précitée, les personnes concernées peuvent à tout moment accéder au registre professionnel. Par ailleurs, les inscriptions au registre sont communiquées au Col-

lège médical et aux institutions de sécurité sociale qui se communiquent ces données réciproquement.¹

Le Collège médical tient à jour un registre ordinal pour les psychologues. Les informations nécessaires à la tenue du registre ordinal leur sont communiquées d'office par le ministre ayant la Santé dans ses attributions.

Le registre ordinal pour les psychologues n'est pas public.

Conformément à ses missions légales prévues à l'article 6 de la loi du 14 juillet 2015 précitée, le Conseil scientifique a défini les méthodes de psychologie reconnues au Luxembourg. Ainsi, le Conseil a décidé de reconnaître comme principales méthodes psychologiques: les approches (a) cognitivo-comportementales, (b) psycho-dynamiques (y compris la psychologie d'inspiration psychanalytique), (c) humanistes (notamment l'approche centrée sur la personne et l'approche gestaltiste) et (d) systémiques. Cette information est publiée sur le portail www.sante.lu.

À la question à la fois du nombre de demandes introduites et du nombre d'autorisations de porter le titre de psychologue délivrées à des psychiatres, à ce jour, seuls trois médecins spécialistes en psychiatrie ont fait cette démarche alors que quatre demandes furent introduites par des médecins spécialistes en neuropsychiatrie.

Ceci étant, au vu de l'introduction récente de leurs demandes, aucune de celles-ci n'a pu être finalisée et par conséquent, aucune n'a donc également été refusée.

Question 2256 (28.07.2016) de M. Marc Lies (CSV) concernant les récentes intempéries survenues au Luxembourg:

Le lendemain des intempéries du 22 juillet 2016 ayant causé de très graves dégâts matériels, Monsieur le Premier Ministre s'est déplacé dans les communes touchées et a assuré aux ménages sinistrés une aide financière de l'État. Interrogé à ce sujet par RTL, Monsieur Xavier Bettel a déclaré entre autres qu'un fonds spécial sera créé au sein du Ministère de la Famille pour substituer les besoins de première nécessité. D'après le reportage diffusé par RTL le soir du 26 juillet 2016, le Premier Ministre pourrait également s'imaginer un prêt qui pourrait être contracté par les personnes sinistrées et dont l'État prendra en charge les intérêts.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Ministre peut-il préciser le budget et le montant du fonds spécial respectivement du prêt en faveur des personnes sinistrées?

Réponse commune (26.08.2016) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région dispose d'une ligne budgétaire relative aux «secours du chef de pertes et dégâts essuyés à la suite de catastrophes naturelles, frais d'expertise», ligne budgétaire qui est non limitative et sans distinction d'exercice.

En cas de déclaration de catastrophe naturelle par le Gouvernement, le mécanisme d'aide sociale aux personnes sinistrées est activé et le crédit non limitatif, dont question ci-dessus, peut être augmenté en fonction des besoins constatés et évalués dans le cadre d'une procédure définie.

Étant donné que les travaux d'expertise auprès des personnes sinistrées sont en cours, une estimation du budget total nécessaire est, à l'heure actuelle, prématurée.

En complément de ces mesures, les particuliers qui ne seront pas éligibles aux aides sociales du Ministère de la Famille pourront demander, sous certaines conditions, auprès des banques participantes un prêt à taux zéro d'un montant maximal de 50.000 euros par unité d'habitation endommagée. Les intérêts pris en charge par l'État seront également financés par le biais de la même ligne budgétaire du Ministère de la Famille.

Quant à l'idée de mettre en place un fonds pour catastrophes naturelles, un groupe de travail comprenant entre autres des représentants du secteur de l'assurance est mis en place pour examiner la faisabilité et les modalités de fonctionnement d'un tel fonds.

¹ Art. 7 (7)

Question 2257 (28.07.2016) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant l'assurance contre les catastrophes naturelles:

Au regard des dégâts consécutifs aux inondations des derniers jours, il se pose la question des assurances contre les catastrophes naturelles couvrant entre autres les risques d'inondation.

En général, les compagnies d'assurance au Luxembourg ne remboursent pas en cas d'inondation. Selon le directeur de l'Association des compagnies d'assurances, «[l]es inondations sont habituellement exclues des contrats d'habitation. Ce qui est couvert, ce sont des dégâts des eaux venant de l'intérieur de la maison, comme une fuite de canalisation, ou certaines options couvrent des refoulements d'égoûts, mais là encore avec des limites.» Dès lors, aucune assurance ne couvre les dommages liés aux inondations, comme de l'eau ou de la boue qui aurait envahi une maison en venant de l'extérieur. Les options intitulées «péril climatique» ne couvrent que les dégâts causés par certaines conditions météorologiques (tempête, grêle, neige, glace) et par les tremblements de terre.

Par contre dans d'autres États, les dégâts consécutifs aux inondations sont couverts par des contrats d'assurances. À titre d'exemple, en France, chaque habitant est obligé de souscrire une assurance habitation qui couvre de nombreuses catastrophes naturelles, ce qui résulte dès lors dans des prix moins élevés. En Belgique, le législateur a prévu l'assurance contre les catastrophes naturelles qui couvre en outre les inondations.

Dans les années 1990, un avant-projet de loi en ce sens a déjà été élaboré. Suite aux avis négatifs de l'Association des compagnies d'assurances et du Conseil supérieur de la consommation, ces travaux n'ont pas été poursuivis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre estime-t-il nécessaire de légiférer dans ce domaine?

- Est-ce que les modèles de couverture d'assurance contre les risques d'inondation d'autres États comme la France ou la Belgique pourraient servir d'exemple pour le Luxembourg?

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de revoir les travaux effectués et avis émis dans les années 1990 et d'analyser la situation actuelle afin de l'adapter éventuellement aux nouvelles circonstances?

- Dans la négative, qu'est-ce que Monsieur le Ministre suggérerait-il au Gouvernement pour couvrir les dégâts suite à d'éventuels événements futurs d'une telle ampleur?

Réponse (22.08.2016) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Un groupe de travail du Gouvernement comprenant aussi des représentants du secteur de l'assurance vient d'être chargé par mes soins d'examiner la faisabilité d'un fonds destiné à dédommager les personnes, dans certaines limites, sous certaines conditions et suivant des modalités à définir, des dégâts non assurables encourus à l'occasion de catastrophes naturelles. Les modèles de couverture d'assurance existant dans d'autres États membres de l'UE seront pris en considération dans les réflexions du groupe de travail. De même, le groupe ne manquera pas de tenir compte des travaux effectués dans les années 1990 sur le sujet et qui n'ont pas abouti.

| | | |
|---------------------|--------------------------------|--------------------------------------|
| Mardi 26 juillet | Commune de Bettendorf | Réunion d'information à 18.00 heures |
| Mercredi 27 juillet | Commune de Larochette | Permanence de 13.00 - 17.00 heures |
| Mercredi 27 juillet | Commune de Nommern | Réunion d'information à 18.00 heures |
| Jeudi 28 juillet | Commune de la Vallée de l'Ernz | Réunion d'information à 19.00 heures |
| Vendredi 29 juillet | Commune de Reisdorf | Permanence de 13.00 - 17.00 heures |

Question 2258 (28.07.2016) de M. Laurent Zeimet (CSV) concernant les inondations dans les communes de Larochette, de Nommern, de la Vallée de l'Ernz et de Reisdorf:

Vu le nombre important de ménages sinistrés, les questions suivantes se posent à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi

qu'à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Est-ce que le Gouvernement a déjà débloqué un montant forfaitaire pour assurer une aide d'urgence aux ménages sinistrés, particulièrement pour les familles qui ne peuvent plus loger dans leurs maisons? Si tel est le cas, combien de ménages ont pu profiter de cette aide d'urgence et quel est le montant réservé à cet effet?

2. Est-ce que le Gouvernement a mis en place une permanence auprès des communes concernées afin de pouvoir procéder au déblocage d'aides de façon non bureaucratique?

3. Quels critères et modalités ont été définis pour fixer les aides aux ménages sinistrés?

4. Dans quels délais les ménages pourront disposer des aides financières leur permettant de reconstruire leur vie, sachant que certaines familles ne disposent pas des ressources nécessaires pour subvenir aux investissements qui les attendent?

Réponse commune (08.09.2016) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur:

Lors de la séance du 29 juillet 2016, le Conseil de gouvernement a décidé la mise à disposition d'une enveloppe financière à hauteur de 30 millions au bénéfice des sinistrés des inondations du 22 juillet 2016.

Les travaux d'expertise sont actuellement en cours, tant auprès des particuliers sinistrés qu'auprès des entreprises et des exploitations agricoles touchées par la catastrophe naturelle.

Pour ce qui est de l'aide d'urgence aux particuliers, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région dispose d'une ligne budgétaire relative aux «secours du chef de pertes et dégâts essuyés à la suite de catastrophes naturelles, frais d'expertise», ligne budgétaire qui est non limitative et sans distinction d'exercice. En cas de déclaration de catastrophe naturelle par le Gouvernement, le mécanisme d'aide sociale aux personnes sinistrées est activé et le crédit non limitatif peut être utilisé en fonction des besoins constatés et évalués dans le cadre d'une procédure définie.

Étant donné que les travaux d'expertise auprès des personnes sinistrées sont en cours, une estimation du nombre de ménages qui pourront profiter de cette aide ainsi que du budget total nécessaire est, à l'heure actuelle, prématurée.

En complément de ces mesures, les propriétaires d'un immeuble d'habitation situé dans les zones sinistrées des cinq communes visées qui ne seront pas éligibles aux aides sociales du Ministère de la Famille pourront demander, sous certaines conditions, auprès des banques participantes un prêt à taux zéro d'un montant maximal de 50.000 euros par unité d'habitation endommagée. Cette mesure additionnelle annoncée par le Conseil de gouvernement du 29 juillet 2016 sera fondée sur une convention entre l'État et les banques concernées en cours d'élaboration et devrait entrer en vigueur au cours du mois de septembre.

Dans le courant de la semaine qui a suivi la catastrophe naturelle du 22 juillet 2016, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a organisé une série de permanences et de réunions d'information dans les communes touchées:

Des représentants du Ministère de l'Agriculture, du Ministère de l'Économie, du Ministère de l'Intérieur et de l'Administration de la gestion de l'eau ont participé aux réunions d'information précitées.

Lors des permanences, des assistants sociaux du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande région ont conseillé les personnes sinistrées et les ont aidées à remplir le formulaire de demande d'aide.

Les aides sociales accordées par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région aux ménages sinistrés sont fonction du montant des dégâts et d'une franchise à charge du ménage, déterminée en fonction du revenu du ménage et du nombre de personnes à charge. Sont uniquement pris en charge les dommages non couverts par les assurances. En principe, un expert mandaté par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région évalue les montants des dégâts.

Les aides sont accordées dès que l'expertise des dégâts est disponible et que le dossier soumis est complet. Il va sans dire qu'il est du souci du Gouvernement de faire en sorte que les personnes sinistrées puissent retourner à une vie un tant soit peu normale le plus rapidement possible.

Question 2259 (29.07.2016) de **MM. Marc Angel et Franz Fayot** (LSAP) concernant le **mobilier des stations de la ligne de tramway**:

Le 27.07.2016 on pouvait lire dans la newsletter de «Paperjam» que:

«„Nous avons décidé, il y a quelque temps déjà, de ne pas donner suite aux travaux réalisés par le vainqueur du concours pour nous tourner vers un mobilier standard qui s'intégrera avec ce qui existe d'ores et déjà dans la capitale”, explique Frédéric Belony, directeur technique de LuxTram, contacté par „Paperjam.lu”. „Nous avons quitté la logique du sur-mesure.” Qualifiée de „choix politique”, cette décision a été prise „en interne” avec l'accord des actionnaires et n'avait pas été rendue publique jusqu'à présent. Un choix qui a donc été entériné par la Ville de Luxembourg et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI), actionnaires de respectivement un tiers et deux tiers de LuxTram.

Selon Sam Tanson (déi gréng), première échevine de la capitale, „le coût du projet proposé par le cabinet d'architectes était effectivement élevé, mais ce n'est pas ce qui a motivé ce changement. C'était avant tout la nécessité d'harmonisation avec le mobilier existant.” Le MDDI, de son côté, n'était pas en mesure d'apporter d'autres précisions sur cette question, notamment sur le montant éventuel des économies réalisées.»

La soumission publique pour le marché du mobilier urbain en question était publiée sous la référence «1600707 | Mise à disposition, entretien, exploitation et régie publicitaire du mobilier de stations de la 1^{ère} ligne de tramway à Luxembourg» sur le portail des marchés publics:

<https://pmp.b2g.etat.lu/index.php?page=entreprise.EntrepriseDetailsConsultation&refConsultation=12275&orgAcronyme=t5y>.

Il nous revient que les actionnaires de LuxTram, à savoir le MDDI et la Ville de Luxembourg, auraient d'ores et déjà opté pour le mobilier «Foster» du catalogue de JC Decaux, ce que semblent d'ailleurs confirmer les déclarations de l'échevine de la Ville de Luxembourg, Madame Tanson. Ceci alors même que le cabinet d'architectes londonien Lifschutz Davidson Sandilands Island Studios, vainqueur désigné en 2009 du concours international, avait dessiné, après des études approfondies, et au moyen de deniers publics luxembourgeois, un mobilier urbain sur mesure adapté au contexte urbain de la ville de Luxembourg.

1. Qu'est-ce qui a motivé Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures à passer outre aux propositions du lauréat du concours de 2009?

Pour quelles raisons le mobilier proposé par Lifschutz Davidson Sandilands Island Studios n'a-t-il pas été retenu?

2. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la nouvelle soumission est formulée de telle manière à octroyer de fait le marché du mobilier du tram à l'entreprise JC Decaux?

3. Monsieur le Ministre peut-il nous informer combien d'entreprises entrent concrètement dans le champ des entreprises éligibles pour ce type de marché dans une ville européenne comme Luxembourg?

Réponse (23.08.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Je rappelle tout d'abord que lors de la conférence de presse du 12 février 2015, j'ai présenté le nouveau groupement de maîtrise d'œuvre chargé de réaliser l'ensemble des études préalables à la réalisation du projet tramway, y compris la conception architecturale des espaces publics.

Conformément à cette annonce, un terme a été mis à la mission du cabinet Lifschutz Davidson Sandilands Island Studios qui avait été chargé en 2009 de proposer un concept architectural relatif à l'insertion urbaine de la ligne tramway. Le concept développé par le cabinet londonien reposait principalement sur un design particulier des mâts support de la Ligne aérienne de contact (LAC) combiné à un réseau filaire supportant l'éclairage de l'espace public.

La décision de supprimer les lignes aériennes du tramway avec la mise en service d'un tramway innovant qui circule entre ses stations sans avoir recours à une LAC a modifié considérablement l'esprit du projet du cabinet Lifschutz, projet qui n'était par conséquent plus adapté à ce nouveau concept.

Il faut noter que la conception architecturale et paysagère du projet tramway en cours de réalisation est l'œuvre du cabinet Villes et Paysages qui, comme le cabinet Lifschutz, est une référence européenne largement reconnue en matière de conception de projets tramway.

Concernant en particulier l'installation, l'entretien, l'exploitation et la régie publicitaire du mobilier des stations du tramway, je me permets de vous informer que la soumission y relative relève d'une procédure négociée au sens du livre III de la loi sur les marchés publics et qu'à ce titre, un appel à candidature a été publié au niveau européen en mai 2016.

Le recours à cette procédure est justifié par le fait qu'il existe au niveau national, européen, voire mondial, plusieurs candidats potentiels, de taille et d'expérience diverses, disposant chacun d'un catalogue de mobiliers et de prestations susceptibles de répondre aux exigences de LuxTram.

Se demander par conséquent, comme l'ont fait les honorables Députés, si «la nouvelle soumission est formulée de telle manière à octroyer de fait le marché du mobilier du tram à l'entreprise JC Decaux» suscite mon plus profond étonnement.

En effet, la législation européenne et nationale en la matière est très claire en l'occurrence et cette façon d'agir serait incompatible par rapport à ces règles.

Enfin, l'on précise qu'à ce stade, la procédure suit son cours et l'adjudicataire sera désigné vraisemblablement avant la fin de l'année 2016, à l'issue des différentes étapes prévues par le règlement de consultation.

Question 2261 (29.07.2016) de **M. Max Hahn** (DP) concernant la **ligne de bus 215 (Kirchberg-Luxembourg-Bascharage)**:

Sur les réseaux sociaux, des usagers de la ligne de bus 215 (Kirchberg-Luxembourg-Bascharage), passant également par Dippach, se plaignent que le service n'est pas assuré comme prévu par l'horaire officiel. En effet, il arriverait souvent que les bus soient en retard ou qu'ils ne circulent pas du tout. Les opérateurs expliqueraient les retards par des encombrements ou l'inexistence de voies réservées aux bus.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces observations émises par les usagers?

- Le cas échéant, comment Monsieur le Ministre compte-t-il réagir par rapport à cette situation?

- Existe-t-il des statistiques quant au nombre de voyageurs qui prennent le bus à Bascharage, Schouweiler et Dippach, et qui descendent au Kirchberg? Les retards ne pourraient-ils pas être minimisés en faisant de l'arrêt «Luxembourg-Hamilius quai 9» le terminus de cette ligne?

- Est-il prévu de mettre en place davantage de voies réservées aux bus sur le tracé de la ligne 215?

- De manière générale, comment Monsieur le Ministre contrôle-t-il que les opérateurs de transport par autobus honorent les contrats pour les lignes du Réseau Général des Transports Routiers (RGTR)?

Réponse (23.08.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En effet, je peux confirmer que la ligne 215 de Bascharage au Kirchberg connaît de nombreuses perturbations lors des derniers mois. Ceci est dû en particulier aux différents chantiers sur la ligne et le trafic intense sur cet axe routier. Je peux vous assurer que mon service a déjà augmenté le nombre de bus à circuler sur la ligne, que le trajet au territoire de la ville de Luxembourg en a été modifié lors d'une réorganisation mi-mars 2016, et j'envisage encore d'autres mesures à court terme afin d'améliorer la situation. Dans un but de diminuer encore les retards, il est notamment prévu de mettre en réserve des bus aux différents terminus en vue d'éviter le cumul des retards.

Mon service est aussi chargé d'adapter le service de la ligne 215 à moyen terme en changeant le tracé de la ligne. D'ailleurs, il est à noter que cette ligne ne va plus desservir le Kirchberg dès la mise en service du tramway fin 2017, en offrant à ce moment-là une correspondance au tram à la hauteur du nouveau pôle d'échange Place de l'Étoile. Après analyse de la situation, il a été retenu de ne pas raccourcir cette ligne à hauteur de la Charly's gare pour le moment, alors qu'il y a un certain nombre d'usagers qui continuent leur trajet jusqu'au Kirchberg.

À moyen terme, j'envisage évidemment la mise en place de couloirs bus supplémentaires.

De manière générale, mon service est en constante communication avec les opérateurs de bus afin d'améliorer la situation pour les usagers.

Question 2262 (01.08.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant la **démision du directeur du Service de police judiciaire**:

Selon mes informations, le directeur du Service de police judiciaire aurait soumis sa démission à Monsieur le Ministre.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer la démission du directeur du Service de police judiciaire?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de cette démission?

Réponse (05.08.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Lors d'un entretien en date du 29 juillet 2016, j'ai informé Monsieur Jeff Neuens que je considérais les démarches qu'il a entreprises pour influencer, de manière détournée, le projet de réforme de la police comme inacceptables et déloyales vis-à-vis de son directeur général et de son Ministre. Monsieur Neuens a compris que par ses agissements, au demeurant non contestés, il a ébranlé la relation de confiance avec son directeur général et son Ministre et m'a adressé un courrier pour s'excuser formellement et pour mettre à disposition son poste de directeur du Service de police judiciaire.

Question 2263 (02.08.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **contournement de Hosingen**:

Il est confirmé que des milliers de véhicules de tout genre passent quotidiennement par la localité de Hosingen, ce qui cause depuis des années des inconvénients majeurs pour les habitants résidant le long de cette voie routière tout en soulevant des questions de sécurité. Dans ce contexte, il mérite d'évoquer le cas de la pharmacie de Hosingen qui, située jadis tout près de la traversée, a dû être transférée au giratoire à l'entrée de la zone d'activités «Op der Héi».

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails sur l'évolution récente du projet concernant l'aménagement du contournement de Hosingen? La planification en question se fait-elle en échange étroit avec les édiles communaux? Quelles en sont, à l'état actuel, les conclusions provisoires?

- Combien de véhicules passent tous les jours par le centre de Hosingen? Et combien passent, à titre d'information supplémentaire, par le village de Heiderscheid et par les trois accès du giratoire «Fridhaff»?

- Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a-t-il fait réaliser des analyses concernant les émissions de CO₂ et de particules fines le long de la N7 passant par Hosingen?

Réponse (23.09.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Selon l'accord européen sur les grandes routes de trafic international AGR conclu à Genève en date du 15 novembre 1975, la N7 fait partie des routes européennes, plus précisément de la E421 qui passe de Aachen via St. Vith à Luxembourg. L'accord comprend un cahier des charges qui stipule que les agglomérations, à l'intérieur desquelles les routes constituent une nuisance ou un danger, devraient être contournées.

Un avant-projet sommaire élaboré en 2009 prévoyait le contournement de la ville de Hosingen moyennant à l'immédiat une route à 2+1 voie avec un profil en travers type RQ 15,5. Le tracé du rond-point Hosingen vers le CR342 en direction de Rodershausen était long de 2.873 m.

Dans la suite, une variante de contournement avait été étudiée. Le tracé du rond-point Schinker vers le CR343 en direction de Neidhausen avait une longueur de 3.685 m. Cette variante, présentée à l'autorité supérieure en 2014, permettait une mise à 2x2 voies du contournement dans une phase ultérieure au cas où le développement de la région l'aurait rendu nécessaire.

Vu que ni le trafic actuel, ni le trafic projeté au futur, ne justifient une mise à 2x2 voies de la N7, et vu les coûts d'investissement doublés par rapport au projet de 2009, l'avant-projet sommaire élaboré en 2014 a été abandonné.

Les réflexions faites dans le cadre de ce projet nous ont amené à revoir la conception de l'avant-projet sommaire de 2009. Une révision complète de cet avant-projet en a été la conséquence, qui vient maintenant d'être achevée.

Il aura une longueur de 3.538 m (2.873 m + 665 m) du rond-point Hosingen vers le CR343 en direction de Neidhausen et un profil en travers type RQ 15,5. À noter aussi que le nombre d'ouvrages a pu être diminué de 7 à 5 avec en plus une réduction de la section tunnel. Le projet, qui sera intégré dans le nouveau PST, vient d'ailleurs d'être présenté au conseil communal de Hosingen en date du 6 juillet 2016.

Quant au nombre de véhicules passant par le centre de Hosingen, vous trouverez ci-après les chiffres résultant des comptages permanents y effectués par l'Administration des ponts et chaussées en 2015 (moyennes journalières 24h durant les jours ouvrables):

- direction Dorscheid-Hosingen: 6.129 voitures, et

direction Hosingen-Dorscheid: 5.967 voitures.

Ci-après les chiffres se rapportant au village de Heiderscheid en bordure de la route N15:

- direction Ettelbruck-Niederfeulen: 5.443 voitures, et

direction Niederfeulen-Ettelbruck: 5.938 voitures.

Enfin, encore les chiffres se rapportant au Fridhaff (voir également ma réponse à la question parlementaire n°2241 (cf. *compte rendu n°17/ session ordinaire 2015-2016*) du 21 juillet 2016):

- direction Hoscheid-Fridhaff: 7.268 voitures, et

direction Fridhaff-Hoscheid: 6.316 voitures.

- direction Fridhaff-Ettelbruck: 7.019 voitures, et

direction Ettelbruck-Fridhaff: 6.531 voitures.

- direction Fridhaff-Diekirch: 3.149 voitures, et

direction Diekirch-Fridhaff: 3.397 voitures.

À titre d'information supplémentaire, vous trouverez ci-dessous en outre les chiffres de comptage se rapportant au village de Heinerscheid, localisé sur la route N7 au nord de Hosingen:

- direction Heinerscheid-Marnach: 4.106 voitures, et

direction Marnach-Heinerscheid: 4.149 voitures.

Quant à la question au sujet d'éventuelles analyses concernant les émissions de CO₂ et de particules fines le long de la N7 passant par Hosingen, l'Administration de l'environnement a analysé en 2009 l'impact du trafic routier le long des grands axes routiers sur la qualité de l'air. Il ressort de cette analyse que, pour l'emplacement modélisé sur la N7 à la hauteur de Hosingen, les moyennes annuelles en dioxyde d'azote (NO₂) et en particules fines (PM₁₀) dans l'air ambiant étaient inférieures à 40 respectivement 27 µg/m³. Elles étaient donc inférieures aux valeurs limites annuelles de 40 µg/m³ applicables au niveau européen pour les deux polluants en question.

Néanmoins, en considérant le volume du trafic journalier moyen sur la N7 ainsi que son évolution depuis 2009, l'Administration envisage de réaliser une campagne de mesures d'orienta-

tion sur trois mois des niveaux de NO₂ dans la localité de Hosingen. Cette campagne pourra être prolongée en cas de risque de dépassement de la valeur limite.

Par ailleurs, l'Administration de l'environnement a élaboré en 2016 un avant-projet de programme national de qualité de l'air visant prioritairement à atteindre la valeur limite pour le NO₂ dont le dépassement a été constaté à plusieurs emplacements, situés le long de routes à circulation intense, répartis sur l'ensemble du territoire national.

Finalement il y a lieu de noter qu'il n'est pas possible de mesurer les émissions de CO₂ au niveau local. Ces émissions sont déterminées et évaluées au niveau national dans le contexte de l'inventaire d'émissions de gaz à effet de serre qui est remis annuellement au secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Question 2264 (03.08.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant **VISUPOL**:

Fin septembre, Monsieur le Ministre devra prendre la décision de proroger les zones de sécurité sous vidéosurveillance pour la durée d'une année, tel que prévu par le règlement grand-ducal du 1^{er} août 2007.

Dans sa réponse à la question parlementaire n°0560 du 29 septembre 2014 (*cf. compte rendu n°1/session ordinaire 2014-2015*), Monsieur le Ministre avait confirmé que «la vidéosurveillance constitue non seulement un outil efficace pour l'élucidation d'infractions, mais augmente également le sentiment de sécurité des citoyens». Cependant, ni le rapport d'activité 2014 de la Police grand-ducale, ni celui de 2015, contient des statistiques détaillées sur l'efficacité du VISUPOL.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Combien de faits ont été élucidés grâce au VISUPOL dans les années passées dans les différentes zones de sécurité A, B et C? Qu'en est-il pour la zone de sécurité D, mise en œuvre que de manière ponctuelle?
2. Ce type d'information figure-t-il dans les bulletins de presse de la Police grand-ducale?
3. Est-ce que ce type d'évaluation du VISUPOL ne pourrait pas faire partie intégrante du rapport d'activité de la Police grand-ducale?

Réponse (29.08.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1. Le rapport d'évaluation du système de vidéosurveillance établi en 2011 par le professeur Manfred Bornewasser a retenu que les policiers considèrent la vidéosurveillance comme un instrument précieux et moderne de lutte contre la criminalité, notamment en ce qu'elle procure une image précise du mode opératoire de certains auteurs ou groupes d'auteurs, aide à l'identification des auteurs et fournit des éléments de preuve.

Les experts interrogés dans le cadre de cette évaluation n'ont pas été en mesure de donner des indications précises sur le nombre d'infractions qui ont pu être élucidées à l'aide des images enregistrées par le système VISUPOL.

Dans la mesure où le système VISUPOL ne permet pas d'établir l'identité de l'auteur d'une infraction, il est nécessaire de recourir à des moyens d'enquête supplémentaires. Ainsi, il n'est pas possible de mettre exactement en évidence combien d'auteurs d'infractions ont pu être identifiés grâce aux séquences enregistrées par le système VISUPOL.

On peut toutefois retenir qu'entre 2007 et 2016, 2.504 infractions ont été recensées dans les zones de sécurité A, B et C. Dans 1.223 cas, le système VISUPOL a permis de mettre en relation une infraction et un auteur présumé.

Étant donné que la zone de sécurité D n'est mise en œuvre que lors de manifestations sportives de grande envergure, le système ne génère pas de statistiques spécifiques en relation avec cette zone.

ad 2. En principe et sauf accord exprès de l'autorité judiciaire, la police ne communique pas le déroulement des enquêtes judiciaires, notamment dans le souci de respecter le secret de l'instruction et la présomption d'innocence.

La publication des résultats d'enquête en relation avec le système VISUPOL suit le même principe.

ad 3. Pour les raisons énoncées dans la réponse à la première question, la police n'envisage pas d'intégrer un chapitre spécifique relatif à l'évaluation du système VISUPOL à son rapport d'activité annuel.

Question 2265 (03.08.2016) de **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant la **vidéosurveillance en prison**:

L'un des auteurs présumés des attentats de Paris et Saint-Denis du 13 novembre 2015, actuellement en détention provisoire en France, a contesté au regard de l'article 8 de la CEDH la vidéosurveillance permanente dont il fait l'objet.

En date du 28 juillet 2016, les juges des référés du Conseil d'État français ont confirmé le rejet de sa demande de suspension de la vidéosurveillance.

Ils ont estimé que ni la loi autorisant cette vidéosurveillance, ni son application au requérant ne portaient une atteinte excessive à la vie privée de l'intéressé.

En particulier, les juges des référés ont relevé que cette mesure se justifiait par le contexte d'attentats terroristes en France et la présomption que le requérant bénéficie du soutien d'une organisation terroriste internationale.

Cette mesure avait été prise sur base d'un arrêté du Garde des Sceaux du 9 juin 2016, depuis les dispositions ont été reprises dans la loi du 21 juillet 2016 qui a prolongé l'état d'urgence.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Y a-t-il déjà eu des cas de détenus qui ont fait l'objet d'une vidéosurveillance permanente au Grand-Duché de Luxembourg?
2. Une vidéosurveillance permanente serait-elle envisageable au Grand-Duché de Luxembourg en l'état actuel des dispositions législatives, même en dehors de tout état d'urgence?
3. Quelle serait l'autorité compétente pour l'ordonner? Sur quelle base légale? Et quelles seraient les conditions de la mise en place d'un tel dispositif?
4. Quelles sont les dispositions actuelles permettant d'évaluer la nécessité et la proportionnalité de la mise en place d'une telle mesure et selon quelle procédure contradictoire pourrait-elle faire l'objet d'un réexamen régulier?

Réponse (13.09.2016) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

ad 1. Depuis longtemps, les cas de vidéosurveillance continue ne sont pas exceptionnels au Luxembourg. Pour donner les deux exemples les plus récents - et selon des statistiques fournies par la direction du CPL -, 144 placements en cellule vidéosurveillée ont été effectués en 2015 contre 203 pour les huit premiers mois de 2016. Ces placements peuvent durer une heure seulement, mais aussi, dans un cas tout à fait exceptionnel, 106 jours (il s'agissait d'une détenue à comportement autoagressif permanent et nécessitant un suivi psychiatrique intensif). En règle générale, les séjours durent de une à quelques journées, les séjours dépassant dix jours constituent l'exception.

ad 2. Le règlement grand-ducal du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires prévoit en son article 16: «À l'égard de toutes les personnes dont elle a la charge à quelque titre que ce soit, l'administration assure le respect de la dignité inhérente à la personne humaine et prend toutes les mesures destinées à faciliter leur réintégration dans la société dans le cadre des règles minima pour le traitement des détenus.» Actuellement, ces règles minima sont définies par les règles pénitentiaires européennes du Conseil de l'Europe, d'une part, et par les règles minimales pour le traitement des détenus des Nations Unies du 19 janvier 2016, appelées communément règles Nelson Mandela, d'autre part.

Un placement en cellule vidéosurveillée a lieu uniquement lorsqu'une protection spécifique de la personne concernée s'avère nécessaire.

La décision de placement est prise dans 99% des cas par un médecin ou médecin psychiatre. La direction est informée sur le champ par mail et peut intervenir si besoin en était.

La grande majorité des placements se fait dans le contexte de la prévention des suicides et parfois dans un contexte de convalescence après hospitalisation.

Depuis quelques années, les médecins ordonnent également le placement en cellule vidéosurveillée dès les premiers jours d'une grève de la faim.

Les cellules vidéosurveillées étant intégrées aux services médical respectivement psychiatrique, les détenus y placés sont vus plusieurs fois par jour par le personnel de soins. Le médecin les voit par ailleurs une fois par jour et en grève de

la faim ou de risque de suicide, la personne est vue plusieurs fois par semaine par le psychologue ou un agent SPSE.

ad 3. La décision pour le placement peut être prise par la direction, un médecin, psychologue ou infirmier, ou par un agent de surveillance pour le service de nuit. Chaque demande de placement doit être motivée et doit faire l'objet d'un rapport écrit adressé à la direction.

Le placement dans une cellule vidéosurveillée est réglé depuis 2009 par une instruction de service interne. Auparavant, la pratique aurait existé depuis la mise en service du CPL en mai 1984 même en l'absence d'une instruction de service interne.

Cette situation n'étant pas satisfaisante, le projet de loi portant réforme de l'administration pénitentiaire adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 29 juillet 2016 prévoit de légiférer en la matière.

ad 4. La situation personnelle de la personne détenue et son évolution médicale font l'objet d'une évaluation quotidienne par le personnel médical et infirmier. La personne placée sous vidéosurveillance continue cependant à bénéficier de ses droits de recours usuels auprès des autorités administratives et judiciaires nationales et supranationales.

Une procédure contradictoire digne de ce nom n'a jamais été mise en place.

Cette situation n'étant pas satisfaisante, le projet de loi portant réforme de l'administration pénitentiaire adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 29 juillet 2016 introduira une procédure contradictoire permettant aux détenus de contester toute décision en matière pénitentiaire devant la chambre à l'application des peines.

Question urgente 2376 (13.09.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **déclarations du Ministre des Affaires étrangères et européennes concernant la Hongrie**:

An engem Interview an der Zeitung „Die Welt“ fuerdert de Lëtzebuurger Ausseminister, Ungarn soll zäitweilig oder fir ëmmer aus der Europäescher Unioun ausgeschloss ginn. Dës Fuerderung huet zu ville Reaktiounen gefouert, dovunner ganz negativer vun der Ungarescher Regierung. Och Ausseministeren a Regierungsmembere vun anere Memberstaten hu sech géint dës Fuerderung gestallt.

Dowéinst wéilt ech dem Här Premierminister dës Froe stellen:

- Deelt de Premierminister d'Meenung, datt Ungarn soll zäitweilig oder fir ëmmer aus der Europäescher Unioun ausgeschloss ginn, esou wéi déi den Ausseminister se am Interview vertueden huet?

- Wa jo:

• Hat den Här Ausseminister e Mandat vum Regierungsrat, fir dës Aussoen ze maachen?

• Ass d'ëst d'Positioun, déi d'Lëtzebuurger Regierung um informelle Sommet vu Bratislava vertriebe wäert?

• Huet Lëtzebuerg konkret Schrëtt ënnerholl, oder wäert Lëtzebuerg kuerzfristeg Schrëtt ënnerhuelen, fir d'Mechanismen innerhalb vun der Europäescher Union ze lancéieren, déi zu Sanktiounen oder zum Austrëtt vun Ungarn wäerte feieren, wéi se am Artikel 7 vum Traité iwwert d'Europäesch Unioun virgesi sinn?

- Wann neen:

• Wéi wéllt d'Lëtzebuurger Regierung bekannt maachen, datt d'Aussoe vum Här Ausseminister am Interview net d'Meenung vun der Lëtzebuurger Regierung erëmginn?

• Wéi eng perséinlech Konsequenze muss den Här Ausseminister droen, wann e mat „perséinlechen“ Aussoen der Lëtzebuurger Diplomatie schuet?

• Wéi eng Moosname wéllt Lëtzebuerg ënnerhuelen, fir seng bilateral Bezéiunge mat Ungarn ze normaliséieren?

Réponse (15.09.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

D'Regierung ass der Meenung, dass d'Europäescher Unioun e Friddensprojet ass, mat enorme Verdéngschter fir d'Bierger vun deenen 28 Memberlänner. D'Europäescher Unioun ass eng Wäertgemeinschaft, déi et héichzähle géllt a fir déi Lëtzebuerg sech als Grënnungsmember ëmmer agesat huet an dat och an Zukunft ëmmer mécht.

Dat ass eng Positioun vun der Regierung, déi den Ausseminister Jean Asselborn och vertritt an ëmmer vertueden huet. Hien huet am Interview, deen den honorabelen Deputéierten a

senger parlamentarescher Fro uschwätzt, zu Recht drop higewisen, dass d'Europäesch Unioun no klore Regele funktionéiert, un déi all Memberland sech ze halen huet.

Zu deene Regele gehéieren, d'Grondwäerter vun der Demokratie ze respektéieren, ewéi Meenungs- a Pressefräiheet.

Lëtzebuerg huet gutt bilateral Relatiounen mat Ungarn a wäert och weiderhin, op verschidde Niveaue, Gespräicher mat den ungerschen Autoritéite feieren, wou Lëtzebuerg sech fir d'Anhale vun den Europäesche Wäerter, wéi se an den europäeschen Traité beschriwwen a festgehale sinn, setzt.

Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017

Question urgente 2465 (13.10.2016) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant l'**expulsion de 20 personnes de nationalité afghane**:

Selon des informations diffusées par la radio 100,7 le mercredi 12 octobre, 20 personnes de nationalité afghane, dont la demande de protection internationale aurait été rejetée, seraient sur le point d'être expulsées vers leur pays d'origine.

Admettant que ces informations soient correctes et sachant que la situation sécuritaire en Afghanistan est loin d'être rassurante, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut garantir que le principe de non-refoulement est pleinement respecté, c'est-à-dire que tout danger de sécurité ou de persécution pour les personnes concernées dans leur pays d'origine peut être écarté?

2. Dans la négative de la question 1, est-ce que Monsieur le Ministre est prêt à révoquer immédiatement la décision d'expulsion?

Réponse (14.10.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile*:

ad 1. Dans le contexte des dossiers afghans, je tiens à mentionner l'accord de coopération entre l'Afghanistan et l'Union européenne conclu en date du 7 octobre 2016; cet accord prévoit une coopération étroite entre l'Union européenne et l'Afghanistan concernant la réadmission des ressortissants afghans qui ne remplissent pas les conditions leur permettant de séjourner légalement sur le territoire des États membres. Cet accord tend à faciliter la procédure de retour des ressortissants afghans tant pour les retours volontaires que pour les retours non volontaires en respectant la législation européenne et internationale. À côté des moyens financiers destinés au développement de l'Afghanistan, l'Union européenne s'est engagée à mettre en place un programme d'assistance au retour et de réintégration des personnes. Une attention spéciale est accordée aux personnes vulnérables.

En ce qui concerne les 20 personnes d'origine afghane mentionnées par l'honorable Député, je tiens à préciser que seules six personnes ont été déboutées de leur demande de protection internationale. Concernant les autres demandeurs afghans, leur demande est soit en cours de procédure devant les juridictions administratives, soit les juridictions administratives leur ont accordé une protection internationale.

Le principe de non-refoulement tel que prévu par l'article 54 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire s'applique aux bénéficiaires d'une protection internationale. En effet, le Ministre respecte le principe de non-refoulement en vertu de ses obligations internationales.

Dans les prochaines semaines, les six ressortissants afghans déboutés de leur demande de protection internationale seront convoqués à un entretien par le Service Retours auprès de la direction de l'Immigration. Lors de cet entretien, les personnes seront informées sur l'état actuel de leur situation et elles obtiendront des informations quant à la possibilité d'un retour volontaire vers l'Afghanistan. Cette procédure est d'ailleurs appliquée pour tous les demandeurs déboutés de leur demande de protection internationale; ceux-ci bénéficient de 30 jours pour solliciter un dispositif d'aide au retour et à la réintégration auprès de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) afin de leur permettre de retourner d'une manière volontaire dans leur pays d'origine.

Il convient aussi de préciser qu'aucun retour accompagné n'est planifié à ce stade.

ad 2. Sans objet